

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT



3 2354 00311 803 4

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT
LIBRARY OF PARLIAMENT



3 2354 00311 738 2

Canada. Parliament.
J Special Joint Committee on
103 Official Languages.
H7 Minutes of proceedings.

~~33-2~~

L3 DATE

NAME -- NOM

A1

no. 25-30

02-11-12

~~701-11-12~~
~~701-11-12~~

DATE DUE

~~AUG 08 2003~~

28/08/03

NOV 14 2006

J
103
H7
33-2
L3
A1
no. 25-30

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 25

Wednesday, November 4, 1987

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, MP

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

RESPECTING:

1986 Annual Report of the Commissioner of Official Languages

WITNESSES:

(See back cover)

Second Session of the Thirty-third Parliament,
1986-87

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 25

Le mercredi 4 novembre 1987

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des

Langues officielles

CONCERNANT:

Rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1986

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Deuxième session de la trente-troisième législature,
1986-1987

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE
AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL
LANGUAGES

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, MP

Joint Vice-Chairmen:

Senator Jean-Maurice Simard
Alex Kindy, MP

Representing the Senate:

Senators

Paul David
Pierre De Bané
Joseph Philippe Guay
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Gilles Bernier
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
Louis Plamondon
Blaine A. Thacker
Robert Toupin—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel

Francine Lachapelle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(2):

Friday, October 30, 1987:

John Parry replaced Robert Toupin.

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES
OFFICIELLES

Coprésidents:

Le sénateur Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Vice-coprésidents:

Le sénateur Jean-Maurice Simard
Alex Kindy, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs

Paul David
Pierre De Bané
Joseph-Philippe Guay
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Représentant la Chambre des communes:

Les membres

Warren Allmand
Gilles Bernier
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
Louis Plamondon
Blaine A. Thacker
Robert Toupin—(15)

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Line Gravel

Francine Lachapelle

Conformément à l'article 94(2) du Règlement:

Le vendredi 30 octobre 1987:

John Parry remplace Robert Toupin.

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 4 NOVEMBRE 1987

(33)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui à 15 h 32 en la salle 209 de l'Édifice de l'Ouest, sous la présidence de Gabriel Desjardins, député, (*coprésident*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs David, Guay, Robichaud et Rousseau.

Représentant la Chambre des communes: MM. Desjardins, Duguay, Epp (Thunder Bay—Nipigon), Gauthier et Plamondon.

Autre député présent: Marcel Prud'homme.

Également présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Rolande Soucie, chargés de recherche.

Témoins: Du ministère de l'Environnement: Geneviève Sainte-Marie, sous-ministre; Lou Pertus, directeur-général, Personnel; Howard Ferguson, sous-ministre adjoint intérimaire, Service de l'environnement atmosphérique; George Yeates, sous-ministre adjoint intérimaire, Parcs; Réjean Laprade, directeur, Direction des langues officielles. Du Commissariat aux langues officielles: M. Peter Rainboth, sous-commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat en date du 31 mars 1987 et l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 31 mars 1987 se rapportant tous deux au Rapport du Commissaire aux langues officielles de 1986 (*Voir Procès-verbal du mercredi 1^{er} avril 1987, fascicule n^o 12*).

Geneviève Sainte-Marie fait une déclaration puis avec les autres témoins répond aux questions.

Le sous-commissaire aux langues officielles fait une déclaration.

À 16 h 50 le Comité poursuit ses travaux à huis clos.

À 17 h 08 le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Line Gravel

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 4, 1987

(33)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met, this day at 3:32 o'clock p.m. in Room 209 of the West Block, the Joint Chairman, Gabriel Desjardins, M.P., presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators David, Guay, Robichaud and Rousseau.

Representing the House of Commons: Messrs. Desjardins, Duguay, Epp (Thunder Bay—Nipigon), Gauthier, Plamondon.

Other Member present: Marcel Prud'homme.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Rolande Soucie, Researchers.

Witnesses: From the Department of Environment Canada: Geneviève Sainte-Marie, Deputy Minister; Lou Pertus, Director General, Personnel; Howard Ferguson, Acting Assistant Deputy Minister, Atmospheric Environment Service; George Yeates, Acting Assistant Deputy Minister, Parks; Réjean Laprade, Director, Official Language Branch. From the Office of the Commissioner of Official Languages: Peter Rainboth, Deputy Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated March 31, 1987, and its Order of Reference from the House of Commons dated March 31, 1987, both relating to the Report of the Commissioner of Official Languages for 1986 (*See Minutes of Proceedings of Wednesday, April 1, 1987, Issue No. 12*).

Geneviève Sainte-Marie made a statement and with other witnesses answered questions.

The Deputy Commissioner of Official Languages made a statement.

At 4:50 o'clock p.m., the Committee resumed *in camera*.

At 5:08 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Line Gravel

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, November 4, 1987

• 1532

Le coprésident (M. Desjardins): [*Difficultés techniques—Le rédacteur principal*] ... les mêmes lacunes qu'on avait notées en 1981, notamment au niveau de la représentation des francophones au sein de votre ministère, qui semble stagner autour de 20 p. 100, et au niveau de la langue de travail. Je laisserai mes collègues vous poser des questions sur ces deux aspects. J'ai l'impression que vous avez un défi de taille à relever. Si le Comité devait aujourd'hui évaluer votre performance, elle serait sans doute, en ce qui concerne les deux aspects dont je viens de parler, de faible à très faible.

Nous aimerions vous entendre parler de cela, mais veuillez d'abord nous présenter les gens qui vous accompagnent.

Mme Geneviève Sainte-Marie (sous-ministre, Environnement Canada): Merci beaucoup, monsieur le président. Tout d'abord, je voudrais présenter les fonctionnaires qui m'accompagnent. Comme vous le savez, le ministère de l'Environnement compte trois grandes divisions: le Service canadien des parcs, le Service de l'environnement atmosphérique et le Service de conservation et de protection. Je vous présente M. George Yeates, qui représente le Service canadien des parcs; M. Howard Ferguson, sous-ministre adjoint intérimaire à l'Environnement atmosphérique; M. Réjean Laprade, directeur des langues officielles; M. Gilles Lamoureux, du Service de conservation et de protection; et M. Louis Pertus, directeur général du personnel.

Étant donné les remarques que vous avez faites au début et la cote du Ministère, je dois dire que c'est avec un optimisme prudent que j'ai accepté l'invitation de comparaître devant le Comité des langues officielles. Les objectifs que nous voulons atteindre exigent du temps, des efforts, de la persuasion, des changements d'attitude et d'habitudes de travail, et nos efforts ne sont pas toujours couronnés de succès.

En 1981, M. Seaborn, le sous-ministre de l'époque, vous avait rencontrés à deux reprises. Ces comparutions ont donné un regain de vie important à la mise en oeuvre des politiques gouvernementales en matière de langues officielles à Environnement Canada. D'ailleurs, les effets énergisants de ces deux rencontres avec votre Comité se font sentir encore aujourd'hui.

• 1535

Environnement Canada comprend plus de 10,000 employés regroupés dans différents services que j'ai déjà mentionnés, le Service des parcs, le Service de l'environnement atmosphérique et le Service de conservation et de protection, et dans les services

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mercredi 4 novembre 1987

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): [*Technical difficulties—Editor*] ... the same shortcomings we noted in 1981, in particular as regards francophone representation in your department, which seems to have settled at around 20%, and as regards the language of work. I shall let my colleagues ask you questions about these two aspects. I have the impression that you are facing quite a challenge. If the committee evaluated your performance in these two areas today, it would certainly give you a score of poor to very poor.

We would like to hear your comments about your performance in these areas, but first please introduce your colleagues.

Mrs. Geneviève Sainte-Marie (Deputy Minister, Environment Canada): Thank you very much, Mr. Chairman. I would first like to introduce the officials accompanying me. As you know, Environment Canada includes three major branches: the Parks Service, the Atmospheric Environment Service and the Conservation and Protection Service. With me are Mr. George Yeates, representing the Parks Service; Mr. Howard Ferguson, Acting Assistant Deputy Minister, Atmospheric Environment Service; Mr. Réjean Laprade, Director of Official Languages; Mr. Gilles Lamoureux, from the Conservation and Protection Service; and Mr. Louis Pertus, Director General, Personnel.

In light of your initial remarks and the department's rating, I must admit that it is with a sense of cautious optimism that I agreed to appear before the Official Languages Committee. The objectives we want to achieve require time, effort, persuasion, changes in attitudes and in work habits, and our efforts do not always succeed.

In 1981, Mr. Seaborn, the then deputy minister, met with you twice. These meetings provided a significant new impetus toward the implementation of government policies on official languages at Environment Canada. The energizing effects of these two meetings with your committee, in fact, are still being felt today.

Environment Canada employs a staff of over 10,000. These employees are distributed among the various services I mentioned: the Parks Service, the Atmospheric Environment Service, the Conservation and Protection Service, and the Administration Service, which includes

[Texte]

administratifs de politique et de gestion. Vous avez reconnu la diversité du mandat du Ministère et son implication très directe dans différents domaines très importants de la vie des Canadiens et des Canadiennes. Un quart seulement de nos effectifs travaille dans la région de la Capitale nationale. Nous sommes donc très décentralisés et veillons à offrir nos services aux Canadiens dans les différentes régions du pays. De plus, un cinquième de nos employés occupent des postes dans la catégorie scientifique et professionnelle. Il est aussi à noter que 25 millions de visiteurs par année passent par nos parcs nationaux et nos sites historiques et centres fauniques. L'ensemble des Canadiens reçoit des prévisions météorologiques quotidiennement et, de plus, nous recevons quelque 25 millions d'appels téléphoniques chaque année. Il ne faudrait pas non plus oublier les centaines de consultations scientifiques et techniques avec les industries, les différents paliers de gouvernement et les particuliers.

Sur cette toile de fond, j'aimerais vous donner un bref aperçu des forces et faiblesses de la mise en oeuvre du programme des langues officielles à Environnement Canada.

Nous avons traité le service au public dans les deux langues officielles avec la plus grande priorité, à la fois sous l'aspect de la reconnaissance de la demande importante et sous l'aspect de l'offre active de service dans les deux langues officielles là où c'est requis. La capacité linguistique de nos employés augmente constamment en nombre et en qualité. En 1980, 66 p. 100 de nos employés rencontraient les exigences linguistiques de leur poste bilingue alors qu'en 1987, nous sommes passés à 86 p. 100. Notre objectif est maintenant de 90 p. 100 et nous utilisons la dotation impérative pour atteindre ce niveau. De même, 32 p. 100 de nos employés bilingues rencontrent actuellement les exigences du niveau C ou de l'exemption alors que nous n'en avions que 21 p. 100 en 1980.

Nous nous sommes appliqués à fournir toute documentation écrite dans les deux langues officielles et à offrir verbalement un service bilingue. En disant cela, je ne prétends pas que tout soit parfait. J'admets d'emblée que nous avons été pris en défaut ici et là, comme en témoignent les plaintes qui ont été formulées devant le commissaire aux langues officielles. Cependant, je veux reconnaître les efforts faits par les employés du Ministère pour satisfaire aux exigences de la loi et des politiques afférentes. Généralement, nous corrigeons les situations fautives le plus rapidement possible.

Nous avons réalisé des progrès marqués en ce qui concerne les services bilingues offerts au public et nous tâchons par tous les moyens d'améliorer la situation en ce qui concerne la langue de travail. Règle générale, tous les instruments de travail sont maintenant publiés dans les deux langues officielles, soit les manuels, les politiques, les procédures, etc.

Cependant, nous admettons que la situation laisse encore à désirer en ce qui concerne la langue parlée. J'ai

[Traduction]

policy and management functions. You have recognized the diversified mandate of the department as well as its very direct involvement in various vital aspects of the lives of Canadians. Only one-fourth of our employees are located in the National Capital Region. The department is therefore highly decentralized, and offers its services to Canadians throughout the country. In addition, one-fifth of our employees are in the scientific and professional category. It should also be noted that national parks, historic sites and wildlife areas receive over 25 million visitors each year. Most Canadians receive weather forecasts daily, and we also receive approximately 25 million weather telephone calls annually. Nor must we forget the hundreds of scientific and technical consultations with industries, various levels of government and individuals.

Against this background, I shall briefly describe the strengths and weaknesses in Environment Canada's implementation of the Official Languages Program.

Service to the public in both official languages continues to receive our highest degree of priority, both in terms of recognizing significant demand and actively providing such service where required. The bilingual capability of our employees is increasing steadily in number and quality. In 1980, 66% of our employees met the linguistic requirements of their bilingual positions, as compared with 86% in 1987. Our objective now is 90%, and we are utilizing imperative staffing to reach this level. Also, 32% of our bilingual employees currently meet level C or are exempted, compared with 21% in 1980.

We have taken pains to provide all written documentation in both official languages and to offer bilingual service verbally. However, I do not claim that everything is perfect. I must admit that we have been at fault on more than one occasion, as suggested by complaints submitted to the Commissioner of Official Languages. Nevertheless, I do want to recognize the efforts made by the employees of this department to satisfy the requirements of the Official Languages Act and related regulations. Generally, we rectify situations in which we are at fault as soon as we possibly can.

We have made solid gains in improving bilingual service to the public and we are working hard to improve the situation regarding the language of work. In general, all written tools of work are now published in both official languages (that is, manuals, policies, procedures, and so forth).

However, it is the area of the spoken language that requires increased efforts. I have examined various ways

[Text]

envisagé divers moyens de promouvoir l'utilisation du français à un niveau approprié dans la région de la Capitale nationale et j'ai décidé de recourir à la dotation impérative pour tous les postes de surveillants bilingues dans cette région jusqu'à ce que la capacité bilingue atteigne 90 p. 100. Cela aura pour effet, espérons-le, d'encourager les personnes qui aspirent à des postes de surveillants à utiliser dans la pratique les deux langues officielles, et également de créer un climat tel que les employés se sentiront à l'aise de communiquer avec leurs surveillants dans leur propre langue officielle. J'espère que cette mesure fera pencher la balance en faveur d'une utilisation accrue du français en milieu de travail.

Il y a aussi la situation des surveillants qui ne rencontrent pas les exigences linguistiques de leur poste bilingue et qui ont des droits de titulaire. Les sous-ministres adjoints s'attaquent au problème et étudient individuellement les différentes situations dans le but à la fois de respecter ces personnes et leur carrière et d'atteindre nos objectifs en matière de langues officielles.

Finalement, à la fin de chaque année, les sous-ministres adjoints me feront part des activités accomplies durant l'année pour mousser le français comme langue de travail. J'espère ainsi susciter des éléments motivants qui nous pousseront tous à prendre des initiatives qui, à la longue, feront partie des habitudes de travail de nos employés.

The current period of fiscal restraint has considerably reduced our ability to absorb new employees and thus achieve equitable representation of francophones and anglophones within the department. In the senior management category we revised our strategy and objectives last spring and I have a personal commitment from each of the ADM's on a corrective plan. These plans will be spread over two to four years depending on the organizations and anticipated difficulties. The objective is 21%.

Following a very substantial rise of francophone representation in the scientific and professional category from 1980 to 1985, our efforts reached a plateau as a result of the restraint on public service staffing for the last two years.

• 1540

As for anglophone representation in Quebec, we have agreed to participate in an interdepartmental committee to study this subject. The situation is complex and the representation within the department varies according to the services, with parks having the most difficulties. Representation is currently at 8.8%, including a significant number in the scientific and professional category.

Francophone representation in the technical category has stabilized at 17% because these positions are distributed throughout the country. Recruitment is carried out locally.

In closing, I would like to explain the approach I have adopted with my senior managers to focus on this

[Translation]

in which French could be used at an appropriate level in the National Capital Region, and decided to use imperative staffing to fill all bilingual supervisory positions in this region until 90% bilingual capacity has been achieved. It is hoped that this will encourage persons who aspire to supervisory positions to make practical use of both languages, and also to create an atmosphere in which employees will feel comfortable speaking to their supervisor in their own official language. I hope such action will help to tip the scales in favour of increased use of French in the work place.

There is also the situation of supervisors who do not meet the language requirements of their bilingual positions and have incumbent rights. The assistant deputy ministers are tackling this problem and reviewing each individual situation in order not only to reach our bilingualism goal but also to respect the rights and careers of these people.

Finally, at the end of each year, the assistant deputy ministers will report to me on the activities of the past year that were directed at promoting French as a language of work. I hope that this will encourage all of us to take positive initiatives that will ultimately become part of the work habits of our employees.

La période d'austérité budgétaire actuelle réduit sensiblement notre capacité à absorber de nouveaux employés et ainsi à atteindre un équilibre dans la représentation des francophones et des anglophones au sein du ministère. Dans la catégorie de la gestion, nous avons révisé notre stratégie et nos objectifs le printemps dernier et j'ai l'engagement personnel de chacun des sous-ministres adjoints sur un plan correcteur dont l'échéance varie de deux à quatre ans selon les organisations et les difficultés anticipées. L'objectif visé est de 21 p. 100.

La représentation francophone dans la catégorie scientifique et professionnelle, qui a enregistré une hausse très marquée de 1980 à 1985, s'est stabilisée au cours des deux dernières années à cause des restrictions imposées à la dotation dans la Fonction publique.

En ce qui touche la représentation anglophone au Québec, nous avons accepté de faire partie d'un comité interministériel d'étude qui se penche sur ce sujet. La situation est complexe et leur représentation au ministère varie selon les services, Parcs Canada ayant le plus de difficultés. La représentation est actuellement à 8,8 p. 100 dont un bon nombre est dans la catégorie scientifique et professionnelle.

La représentation francophone dans la catégorie technique est stabilisée à 17 p. 100 du fait que ces postes sont disséminés à travers le pays et que le recrutement se fait localement.

En terminant, j'aimerais expliquer la formule que j'ai adoptée avec mes cadres supérieurs pour mettre en oeuvre

[Texte]

departmental priority. I have established achievement and maintenance of our bilingual objectives as a priority for each of the assistant deputy ministers. Each of them will monitor his or her organization closely and will submit reports.

I want to say that I consider the Official Languages Program an important priority for Environment Canada. Its implementation in a highly decentralized and diversified department poses continuous problems, which we are working in the best of faith to solve. All and all I feel that we are continuing to make progress. Thank you very much for your attention.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci pour cet exposé, madame Sainte-Marie. Monsieur Gauthier.

M. Gauthier: Madame la sous-ministre, je pense qu'aucun d'entre nous ne remet en question votre engagement personnel quant au programme des langues officielles; il est bien connu. Mes questions porteront sur la lenteur de votre ministère à mettre ce programme en application de façon généreuse, pour être poli. Comment se fait-il qu'en 1987, les services ne soient pas fournis activement et de façon permanente dans les deux langues officielles dans les parcs? Pouvez-vous m'expliquer, en particulier, pourquoi il n'y a aucun directeur francophone ou acadien dans les six parcs nationaux so-disant acadiens? Je vais vous les nommer: Port-Royal, Louisbourg, Grand Pré, Beauséjour, Port-la-Joye et Memramcook.

Mme Sainte-Marie: Je vais demander au représentant du Service des parcs de vous donner plus de détails là-dessus.

Mr. George Yeates (Acting Assistant Deputy Minister, Parks Services, Department of the Environment): It is my understanding that in the Atlantic parks particularly, there is an active effort of recruitment in establishing positions in those parks in the Acadian or French language. We have a report from the director general assuring us that this will be done and actively pursued in the next three to four years.

M. Gauthier: Ce dossier m'intéresse énormément. Quand un ministère est lent ou récalcitrant, c'est la réponse qu'on nous donne de façon systématique. On nous dit: Ah oui, on va voir à combler vos attentes d'ici quelques années. Comme vous l'avez dit, madame la sous-ministre, on va être optimistes et prudents. Ce sont vos mots à vous. Je demeure optimiste, mais je suis prudent. Quand on me dit qu'on va faire les choses dans trois ou quatre ans, je me dis que quelqu'un va encore me faire attendre. Je pose la question à la sous-ministre parce que c'est elle, j'imagine, qui est responsable de la dotation des postes de direction. Est-ce que je me trompe?

Mme Sainte-Marie: Les postes de directeur de parc ne sont pas dans la catégorie de direction.

M. Gauthier: Expliquez-moi cela.

[Traduction]

cette priorité de notre ministère. J'ai fixé comme priorité à chaque sous-ministre adjoint la réalisation et le maintien de nos objectifs en matière de bilinguisme. Chacun d'eux doit suivre de près les progrès réalisés par son organisation et présenter des rapports.

Je voudrais vous dire que pour moi le Programme des langues officielles est important et prioritaire pour le ministère de l'Environnement. Sa mise en oeuvre dans un ministère très décentralisé et très diversifié pose continuellement des problèmes que nous résolvons avec beaucoup de bonne volonté. Je sens que dans l'ensemble nous continuons à faire des progrès. Je vous remercie de votre attention.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you for your presentation, Mrs. Sainte-Marie. Mr. Gauthier.

Mr. Gauthier: Madam Deputy Minister, I do not think there is one of us who questions your personal commitment to the Official Languages program; it is well known. My questions will deal with what I would politely call your department's slowness in generously implementing this program. How is it possible that in 1987 the parks do not actively provide permanent service in both official languages? In particular, can you explain to me why not one of the national parks in what we call Acadia—Port-Royal, Louisbourg, Grand Pré, Beauséjour, Port-la-Joye and Memramcook—has a francophone or Acadian warden?

Mrs. Sainte-Marie: I shall ask the Parks Service representative to give you more details on that question.

M. George Yeates (sous-ministre adjoint intérimaire, Services des parcs, Environnement Canada): Sauf erreur, surtout dans les parcs de la Région de l'Atlantique, des efforts vigoureux de recrutement sont axés sur la dotation de postes désignés francophones. Selon le directeur général, cette dotation se fera activement pendant les trois ou quatre prochaines années.

Mr. Gauthier: This issue is of particular concern to me. That is the answer we regularly receive from slow or recalcitrant departments. They say: "Oh yes, we are going to meet your expectations in a few years." As you said, Madam Deputy Minister, you are going to be optimistic and cautious. Those are your words. Although I remain optimistic, I am cautious. When people tell me they are going to get something done in three or four years, I think they are going to make me wait once again. My question is directed to the Deputy Minister because I imagine that she is the one responsible for staffing management positions. Am I correct?

Mrs. Sainte-Marie: Park warden positions are not in the management category.

Mr. Gauthier: Please explain.

[Text]

Mme Sainte-Marie: Les postes de haute direction, c'est-à-dire les postes de niveaux EX et SM, sont au niveau du bureau régional et non au niveau des surintendants des parcs.

Au bureau régional, le numéro 2 est actuellement M. Gilles Babin, qui est là en affectation; c'est un francophone. Nous avons des francophones à la tête de certains parcs dans les Maritimes, notamment M. DeGrâce.

George, do you remember which park Mr. DeGrâce is heading?

Mr. Yeates: Not offhand, no.

• 1545

Mme Sainte-Marie: M. DeGrâce est à la tête d'un de nos parcs, dans la région des Maritimes et nous avons des francophones et des gens bilingues attachés à certains des parcs. Mais, je ne crois pas possible que tous les parcs aient des surintendants francophones.

M. Gauthier: Je n'ai pas demandé que tous les parcs soient nécessairement administrés par un surintendant francophone. J'ai demandé comment il se fait que malgré les commentaires, les soumissions, les recommandations dont ceux de la Société nationale des Acadiens, du Comité consultatif acadien des parcs, région Atlantique... Bref! Je pourrais vous lire une série de lettres adressées au ministre M. McMillan par M. Robichaud et moi-même. Elles ne datent pas d'hier, elles sont de 1984. Le poste a été comblé. Dans les parcs à vocation historique anglophone, il n'y a pas de problème; un anglophone en est chargé et les responsabilités sont réparties adéquatement. Mais, je vous pose la question spécifiquement: Comment se fait-il que dans les parcs acadiens situés dans la seule province qui se dit officiellement bilingue, on ne puisse pas avoir une personne qui vient du milieu acadien, qui parle la langue locale et qui connaît la culture et les moeurs locales?

Mme Sainte-Marie: Nous avons un comité assez actif, avec Muriel Roy que vous connaissez, j'en suis sûr. Ce comité essaie d'apporter certaines mesures correctives. Il ne faut pas oublier que le bilinguisme prime dans la dotation d'un poste. C'est le bilinguisme du poste qui est en cause. Dans la plupart de nos parcs, comme je l'ai dit plus tôt, nous allons demander la dotation bilingue impérative pour tous les surintendants de parcs et pour tout le niveau de gestion de nos parcs.

M. Gauthier: À partir de quand?

Mme Sainte-Marie: À partir de maintenant, c'est déjà en vigueur.

M. Gauthier: À partir d'aujourd'hui?

Mme Sainte-Marie: Oui. Dès qu'un poste devient vacant. Tous nos postes de gestionnaires seront dotés bilingues impératifs.

[Translation]

Mrs. Sainte-Marie: It is at the regional office level, not at the Park superintendent level, that we find senior management or EX and SM positions.

At the regional office, the second-in-command at the moment is Mr. Gilles Babin, a Francophone, who is there on assignment. There are francophones in senior positions in some parks in the Maritimes, for example, Mr. DeGrâce.

George, you rappelez-vous le nom du parc que dirige M. DeGrâce?

M. Yeates: Je ne peux pas vous le dire comme cela, non.

Mrs. Sainte-Marie: Mr. DeGrâce is in charge of one of our parks in the Maritime region, and others have francophone and bilingual personnel. However, I do not think it is possible for all parks to have francophone superintendents.

Mr. Gauthier: I did not ask that all parks necessarily be run by francophone superintendents. I asked how it was possible that despite the comments, presentations and recommendations, including those from the Société nationale des Acadiens, the Atlantic chapter of the Comité consultatif acadien des parcs... Well, I could read you a whole series of letters sent to the Minister, Mr. McMillan, by myself and Mr. Robichaud. And they are not recent letters either; they go back to 1984. That position was filled. There is no problem in English-language historical sites; putting an anglophone in charge is adequate. However, I ask you directly: how is it possible that in the Acadian parks located in the only province that calls itself bilingual, it is not possible to have a single Acadian person on staff who speaks the local language and knows the local culture and customs?

Mrs. Sainte-Marie: We do have a fairly active committee; one member is Muriel Roy whom I am sure you know. This committee tries to take corrective action. Let me remind you that bilingualism—that is, the bilingualism of the position—is of primary importance in staffing that position. In most of our parks, as I said earlier, we are going to insist on imperative bilingual staffing for all park superintendent and management level positions.

Mr. Gauthier: Starting when?

Mrs. Sainte-Marie: Starting now: it is already taking place.

Mr. Gauthier: Starting today?

Mrs. Sainte-Marie: Yes, as soon as a position becomes vacant. Imperative bilingual staffing will be used to fill all management positions.

[Texte]

M. Gauthier: Madame la sous-ministre pourriez-vous m'envoyer un profil de tous vos directeurs de parcs.

Mme Sainte-Marie: Un profil linguistique des directeurs de parcs pour la région de l'Atlantique?

M. Gauthier: De l'Atlantique, du Pacifique et en particulier les deux parcs de Banff et Jasper en Alberta où on vivra cette année l'expérience assez fantastique des Jeux olympiques. Pouvez-vous, dès à présent, desservir une population canadienne ou mondiale qui viendra dans les parcs nationaux canadiens de l'Alberta, et ce dans les deux langues officielles de ce pays? L'affichage est-il dans les deux langues officielles? Je ne parle pas des quelques *frogs* de service qu'on met là durant l'été pour satisfaire une demande touristique, pour donner les interprétations de ce qui se passe dans les parcs. Mais, je vous demande pour les Jeux olympiques d'hiver, en février 1988, si vous êtes capable de desservir le Canada? Votre ministère, comme agence gouvernementale, peut-il correctement faire comprendre aux visiteurs de nos parcs durant les Jeux olympiques, qu'il y a deux langues officielles dans ce pays et que le ministère de l'Environnement en fait la preuve?

Mme Sainte-Marie: Pour l'affichage oui, tout l'affichage du Ministère est bilingue, sans contredit. Les problèmes de l'affichage se sont produits surtout avec nos locataires du secteur privé qui, parfois, n'affichent pas dans les deux langues dans leurs magasins. Mais, tout l'affichage du Service des parcs et d'Environnement Canada sont bilingues.

M. Gauthier: Je m'excuse. Je ne voudrais pas vous interrompre, mais l'affichage routier disponible actuellement, et qui fait suite à un accord fédéral-provincial sur la signalisation, sur les directives à donner aux touristes, n'est pas, madame, entièrement bilingue.

Mme Sainte-Marie: La question de l'affichage est un problème très difficile. On a essayé à plusieurs reprises, avec les provinces dont l'affichage routier est la responsabilité; on a même demandé au commissaire aux langues officielles de nous aider à discuter avec les provinces. La Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba refusent catégoriquement l'affichage bilingue.

M. Gauthier: Ce sont pourtant des provinces canadiennes.

Mme Sainte-Marie: Oui, elles refusent l'affichage bilingue. On cherche à contourner ce problème. Un logo ou un pictogramme? La province accepterait-elle? Mais, je suis parfaitement d'accord avec vous; c'est un problème très épineux. On devrait pouvoir afficher dans les deux langues officielles dans nos parcs nationaux, dans toutes les provinces.

M. Gauthier: Est-ce qu'il y a des problèmes à l'est du Québec?

Mme Sainte-Marie: Oui, il y a aussi des problèmes. J'ai ici la liste des provinces.

[Traduction]

Mr. Gauthier: Madam Deputy Minister, could you send me a language profile of your park wardens?

Mrs. Sainte-Marie: A language profile of park wardens in the Atlantic region?

Mr. Gauthier: In the Atlantic region, the Pacific region and especially Banff and Jasper parks in Alberta, where next year we are going to have the fantastic experience of hosting the Winter Olympics. At the moment, could you serve the people from Canada and from all over the world who will visit Canada's national parks in Alberta in both official languages of this country? Are signs posted in both official languages? I am not talking about the few token "frogs" you hire for the summer to meet the tourist demand and interpret the environment. I want to know if you are capable of serving Canada for the Winter Olympic Games to be held in February 1988. Can your department, as a government agency, give visitors to our parks during the Olympic Games the correct impression that there are two official languages in Canada and that Environment Canada is an example of this fact?

Mrs. Sainte-Marie: As far as signage goes, yes, all the department's signage is unquestionably bilingual. Signage problems occur mainly with our private sector concessionaires, whose stores do not always have bilingual signs. However, all Parks Service and Environment Canada signage is bilingual.

Mr. Gauthier: Excuse me. I do not want to interrupt you, but the current road signs, which are subject to a federal-provincial agreement on signage directing tourists, are not entirely bilingual, Madam.

Mrs. Sainte-Marie: The signage problem is a very difficult one. We have made repeated efforts with the provinces, under whose jurisdiction road signs fall; we even asked the Commissioner of Official Languages for help in our discussions with the provinces. British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Manitoba categorically refuse bilingual signage.

Mr. Gauthier: But they are still provinces within Canada.

Mrs. Sainte-Marie: Yes, they refuse bilingual signage. We tried to get around this problem: would the provinces accept a logo or a pictograph? I fully agree with you: it is a very thorny problem. We should be able to post signs in both official languages in our national parks in all provinces.

Mr. Gauthier: Are there problems east of Quebec?

Mrs. Sainte-Marie: Yes, there are problems there too. I have the list of the provinces here.

[Text]

M. Gauthier: Donnez-moi la liste complète des provinces qui refusent.

Mme Sainte-Marie: Qui refusent? Dans l'Ouest? Voulez-vous que je recommence?

M. Gauthier: Non. J'ai celles de l'Ouest.

• 1550

Mme Sainte-Marie: Le Québec a accepté des pictogrammes plutôt que la signalisation bilingue. En Ontario, ce n'est pas encore résolu, mais il y a une certaine ouverture d'esprit. La Nouvelle-Écosse a accepté la signalisation bilingue; l'Île-du-Prince-Édouard a accepté; le Nouveau Brunswick est bilingue, donc il n'y a pas de problème. À Terre-Neuve, on projette d'employer des pictogrammes, donc la question ne se posera pas. Et, le Yukon a accepté des panneaux bilingues.

M. Gauthier: Merci, monsieur le président. Je reviendrai au deuxième tour.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur Gauthier. M. Duguay.

M. Duguay: Merci, monsieur le président. Je voulais poser une question qui traite du nombre de visiteurs dans les parcs nationaux. Vous avez noté 25 millions de visiteurs dans les parcs nationaux. Savez-vous si ces visiteurs demandent des services en français ou en anglais?

Mr. Yeates: We have requests for service in French, and in major parks we are usually able to deliver that service at the gate through our interpretation and visitor services programs. In Banff National Park we currently have 51 bilingual employees capable of delivering those services.

Mr. Duguay: I did not ask whether we could deliver the services; I was asking about the request and its origin. In which language did the request originate? Do we know anything about that?

Mr. Yeates: No.

Mr. Duguay: In other words, we do not have any data about the languages these 25 million visitors use to ask for information.

Mme Sainte-Marie: C'est une très bonne question que vous posez là. On devrait peut-être faire un essai. On pourrait compter le nombre de dépliants distribués et voir combien les ramassent en français et combien les ramassent en anglais. On ne l'a pas fait, que je sache. Mais, on n'a pas de méthode pour évaluer cela. Tous les visiteurs ne se servent pas de nos services; plusieurs vont dans le parc pour faire du *backpacking*; ils se promènent dans le secteur du campement. On n'a jamais essayé de les compter systématiquement.

M. Duguay: Si je peux faire une suggestion ou un rappel. On sait que les minoritaires hésitent à demander un service en français. Souvent, on s'aperçoit qu'il faudra 45 minutes pour l'obtenir en français tandis qu'en anglais

[Translation]

Mr. Gauthier: Please give me the complete list of provinces that refuse.

Mrs. Sainte-Marie: The ones that refuse? In the west, do you want me to start again?

Mr. Gauthier: No. I have the western provinces.

Mrs. Sainte-Marie: Quebec has agreed to have pictographs, rather than bilingual signs. The issue has not yet been decided in Ontario, but officials there are showing an open-minded approach. Nova Scotia and Prince Edward Island have agreed to bilingual signs. New Brunswick is bilingual, so there is no problem. The plan is to use pictographs in Newfoundland, so there will be no issue there. And Yukon has agreed to bilingual signs.

Mr. Gauthier: Thank you, Mr. Chairman. I will come back on the second round.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Gauthier. Mr. Duguay.

Mr. Duguay: Thank you, Mr. Chairman. I would like to ask a question relating to the number of visitors to our national parks. You mentioned that there are 25 million visitors each year. Do you know whether or not these visitors ask for service in French or in English?

M. Yeates: Nous avons des demandes de service en français, et dans les parcs principaux, nous sommes généralement en mesure d'offrir un service en français à l'entrée du parc, grâce à nos services d'interprétation et de service aux visiteurs. Dans le parc national de Banff, nous avons 51 employés bilingues à l'heure actuelle, qui peuvent offrir des services en français.

M. Duguay: Je n'ai pas demandé si on peut offrir le service. Ma question portait plutôt sur la demande de services. Dans quelle langue demande-t-on le service? Est-ce qu'on a des renseignements à ce sujet?

M. Yeates: Non.

M. Duguay: Autrement dit, vous n'avez pas de renseignements au sujet des langues employées par les 25 millions de visiteurs lorsqu'ils demandent des services.

Mrs. Sainte-Marie: You have asked a very good question. We should perhaps do an experiment along these lines. We could count how many brochures are picked up in English, and how many in French. We do not have that information, as far as I know. However, we have no way of evaluating the real numbers. Not all visitors use our services; some go into the park to do backpacking. They hike around in the camping sector. We have never tried to count them systematically.

Mr. Duguay: I would just like to make a suggestion or remind you of something. We know that minorities hesitate to request service in French. People often have to wait 45 minutes to get service in French, whereas service

[Texte]

il est disponible rapidement. Alors, il est important de l'avoir mais il faut faire savoir qu'on l'a. Dans plusieurs bureaux du gouvernement fédéral, c'est évident en entrant. Et on se sent à l'aise de le demander. Mais, dans d'autres bureaux, c'est moins en évidence.

Avez-vous des informations sur les appels téléphoniques?

Mme Sainte-Marie: Le Service des parcs n'en reçoit pas tellement. On aurait peut-être des renseignements du Service de l'environnement atmosphérique; ces derniers ont des répondeurs téléphoniques et ils comptent les appels un peu mieux.

Mr. Howard Ferguson (Acting Assistant Deputy Minister, Atmospheric Environment Service, Department of the Environment): We have information on the number of telephone calls to our French language automatic telephone answering devices. We have listings for the nine cities designated by Treasury Board as requiring bilingual services. I can read these numbers if you like. We have them for both 1985 and 1986. I will read you the 1986 numbers. For Winnipeg, 12,250.

Mr. Duguay: There were 12,250 in French?

Mr. Ferguson: Yes.

Mr. Duguay: And how many in English?

Mr. Ferguson: I do not have that number on the same page, but I can certainly get it for you.

Mr. Duguay: I will make this easier and just ask that this information and your plans for collecting it be sent to the committee at your convenience.

Mr. Ferguson: I will be happy to do that. We should be able to get it to you very quickly.

M. Duguay: Étant Manitobain, je m'intéresse aux données statistiques que vous nous avez données et qui indiquent un nombre de 40 personnes bilingues au Manitoba. Pourriez-vous me dire combien sont au Parc de Clear Lake et combien sont au centre-ville de Winnipeg? Qu'est-ce que ces gens font au Manitoba?

Mme Sainte-Marie: Parlez-vous du Service des parcs?

• 1555

M. Duguay: Non, de tous les services d'Environnement Canada. On m'a donné les données statistiques suivantes: il y a 6.4 p. 100 de postes bilingues au Manitoba; il n'y a aucun poste «français essentiel»; 587 postes sont «anglais essentiel». Je me demandais ce que faisaient ces 40 personnes au Manitoba.

Mme Sainte-Marie: Je regrette, mais je pense que vos statistiques ne proviennent pas de la même source que les nôtres. Nos statistiques sont regroupées par région plutôt que par province. M. Laprade peut vous donner les statistiques que nous avons dans nos dossiers.

[Traduction]

in English is available quickly. In other words, it is important to have the service, but you must inform people that it is available. This is obvious when you enter some federal government offices. People feel at ease in requesting service in French. However, this is less evident in other offices.

Do you have any information about telephone enquiries?

Mrs. Sainte-Marie: The Parks Service does not get that many calls. The Atmospheric Environment Service have telephone recordings, and they keep better track of the number of calls.

M. Howard Ferguson (sous-ministre adjoint intérimaire, Service de l'environnement atmosphérique, ministère de l'Environnement): Nous avons des renseignements au sujet du nombre d'appels faits à nos répondeurs téléphoniques en français. Nous offrons des services bilingues dans les neuf villes désignées par le Conseil du Trésor. Je peux vous donner les chiffres si vous le voulez. Nous les avons pour 1985 et 1986. Je vais vous donner les chiffres pour 1986. A Winnipeg, il y avait 12,250 appels.

M. Duguay: Il y avait 12,250 appels en français?

M. Ferguson: Oui.

M. Duguay: Et combien y en avait-il en anglais?

M. Ferguson: Je n'ai pas le chiffre sur la même page, mais je peux certainement l'obtenir.

M. Duguay: Je vais vous faciliter la tâche en vous demandant d'envoyer ces renseignements et vos projets d'avenir au Comité dans les meilleurs délais.

M. Ferguson: Je le ferai avec plaisir. Je devrais pouvoir vous communiquer ces renseignements très bientôt.

Mr. Duguay: As a Manitoban, I am interested in the fact that there are 40 bilingual individuals working for you in Manitoba. Could you tell me how many work at Clear Lake Park, and how many are in downtown Winnipeg? What do all these bilingual individuals do in Manitoba?

Mrs. Sainte-Marie: Are you talking about the Parks Service?

Mr. Duguay: No, about all Environment Canada services. I was given the following statistics: 6.4% of the positions in Manitoba are bilingual; there are no "French essential" positions; and 587 positions are designated "English essential". I was wondering what these 40 bilingual individuals were doing in Manitoba.

Mrs. Sainte-Marie: I am sorry, but I am afraid that your statistics are not from the same source as ours. Our statistics are by region rather than by province. Mr. Laprade can give you the figures we have on file.

[Text]

M. Duguay: Très bien. Je préciserai ensuite ma question pour obtenir les renseignements qui m'intéressent.

M. Réjean Laprade (directeur des langues officielles, Environnement Canada): On n'a pas organisé les statistiques de cette façon-là, comme le dit M^{me} Sainte-Marie.

M. Duguay: Eh bien, laissez-moi préciser ma question. Vous m'enverrez vos chiffres.

M. Laprade: Très bien.

M. Duguay: Mes données indiquent que vous avez 627 employés au Manitoba. Je veux savoir ce qu'ils font. On dit: 587 «anglais essentiel» et 40 «bilingue». Il n'y a aucun poste «français essentiel». J'aimerais savoir ce que font ces gens.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur Duguay. Sénateur Robichaud.

Le sénateur Robichaud: Je n'ai pas beaucoup de questions à poser parce que mon collègue, Jean-Robert Gauthier, a pris soin de s'occuper de ma région. S'il avait été plus âgé à l'époque où j'étais premier ministre, je lui aurais trouvé suffisamment de qualités pour le nommer ministre. Il a parfaitement raison lorsqu'il dit que les parcs de ma région, une région bilingue, sont trop souvent dirigés par des unilingues. Un jour, j'ai été scandalisé, horripilé. Il y a eu un concours pour le poste de directeur du parc de Grand Pré. Je connais bien un Acadien qui a été candidat. Il avait toutes les qualités requises, mais c'est un unilingue anglophone qui a été nommé. À ce moment-là, on m'avait fait des protestations. À cette époque, je n'étais pas premier ministre; j'étais ici, au Sénat. J'avais reçu des protestations terribles.

Je me demande comment il se fait que des choses aussi abominables aient pu se produire au Service des parcs, un service qui se dit bilingue. Je vous félicite pour les progrès qui ont été accomplis au parc Kouchibouguac, au Nouveau-Brunswick. Je connais très bien Gilles Babin, le gérant. Il est parfaitement bilingue et il joue son rôle à merveille.

Je voudrais revenir au parc de Grand Pré. Je ne sais pas si la solution a été trouvée. Monsieur dit qu'il va falloir trois ou quatre ans pour trouver la solution aux autres problèmes. Comment se fait-il qu'il faille trois ou quatre ans pour corriger la situation? Quand la situation est abominable, on la corrige tout de suite. Il ne faut pas trois ou quatre ans pour faire cela. Cela se fait tout de suite. Si la situation est acceptable, c'est différent, mais à Grand Pré, la situation est abominable. Je ne pense pas qu'il y ait d'autres situations qui soient aussi dramatiques à l'heure actuelle. Monsieur, que voulez-vous dire quand vous dites qu'il va falloir trois ou quatre ans pour trouver une solution acceptable au niveau de la nomination des fonctionnaires principaux dans nos parcs nationaux?

[Translation]

Mr. Duguay: Fine. I will then clarify my question to get the information I am after.

Mr. Réjean Laprade (Director of Official Languages, Environment Canada): As Mrs. Sainte-Marie said, we do not organize our statistics this way.

Mr. Duguay: Well, let me clarify my question. You can send me the figures.

Mr. Laprade: Fine.

Mr. Duguay: According to my information, you have 627 employees in Manitoba. I want to know what they do. I am told that there are 587 "English essential" positions, and 40 "bilingual" positions. There are no "French essential" positions. I want to know what these people do.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Duguay. Senator Robichaud.

Senator Robichaud: I do not have very many questions to ask, because my colleague, Jean-Robert Gauthier, has asked questions about my region already. If he had been older when I was premier, I would have found him competent enough to make him a minister. He is quite right when he says that parks in New Brunswick, which is a bilingual province, are too often administered by unilinguists. One incident in particular shocked and outraged me. There was a competition for the position of director of Grand Pré Park. I know an Acadian who was a candidate. He had all the necessary qualifications, but a unilingual anglophone got the job. I received protests about the choice. I was not premier at the time, I was already here in the Senate. People made a huge outcry.

I am wondering how such horrific things could have happened in the Parks Service, which is supposed to be bilingual. I would like to congratulate you on the progress that you have made in Kouchibouguac Park, in New Brunswick. I know the park director, Gilles Babin, very well. He is fully bilingual, and does an excellent job.

I would like to come back to the Grand Pré Park incident. I do not know whether a solution was found to the problem. One of our witnesses said that we will have to wait three or four years to solve the other problems. Why is it that it takes three or four years to correct the situation? When a situation is outrageous, it should be corrected right away. We should not have to wait three or four years for this to happen. Steps should be taken immediately. Of course, it is a different story if a situation is acceptable, but the situation at Grand Pré Park is terrible. I do not think there are any other situations that are as flagrant at the present time. What do you mean, sir, when you say that we will have to wait three or four years to find an acceptable solution to the problem of senior officials who are appointed to positions in our national parks?

[Texte]

Mme Sainte-Marie: Je pense qu'il serait bon de corriger une mauvaise impression qui a été laissée. Le surintendant du parc de Grand Pré était un anglophone, mais c'était un anglophone bilingue, au niveau C. Quand on a voulu faire la dotation du poste, on l'a fait avec notation «bilinguisme au niveau C», et le candidat heureux s'est trouvé à être un anglophone, mais il était vraiment parfaitement bilingue. La personne a, par la suite, décidé de poursuivre sa carrière ailleurs, et le poste sera doté de nouveau, probablement par voie de concours. Cette fois-ci, étant donné les représentations que vous faites et que d'autres membres de la communauté acadienne font, on va probablement demander qu'un membre du jury de sélection soit de la communauté acadienne pour s'assurer qu'on embauche un surintendant de parc qui soit très sensible au fait acadien dans la région. Vous avez raison: il est important de respecter le fait acadien.

• 1600

Le sénateur Robichaud: Voulez-vous dire que la situation n'a pas encore été corrigée à Grand Pré?

Mme Sainte-Marie: Le surintendant du parc est bilingue. Naturellement, quand on a fait la dotation du poste, on a exigé le bilinguisme au niveau C, soit le plus haut niveau. La personne qui avait été choisie à l'époque répondait à toutes les exigences du poste. Le poste fera bientôt l'objet d'un concours et, encore une fois, on exigera le bilinguisme au niveau C.

Le sénateur Robichaud: À Grand Pré, il est tout à fait normal que le surintendant soit un Acadien. Je ne demanderais pas qu'un Acadien soit nommé gérant du parc de Banff, mais je demande qu'un Acadien soit nommé gérant du parc de Grand Pré.

Mme Sainte-Marie: On a reçu, au Ministère, de telles représentations de la part de M^{me} Roy, de plusieurs Acadiens. Cela nous met un peu dans un dilemme. À la Fonction publique, à moins qu'il y ait une nouvelle politique, on reconnaît le bilinguisme, mais pas nécessairement l'origine de la personne bilingue. On ne peut pas, selon le principe du mérite et la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique, restreindre le concours à des personnes d'origine acadienne.

On va faire notre possible pour attirer des candidats acadiens, des candidats francophones et des candidats bilingues, mais on ne peut pas donner le poste à quelqu'un uniquement parce qu'il est acadien. On ne peut pas non plus restreindre le concours aux personnes d'origine acadienne. On espère pouvoir faire une sélection parmi un bon nombre de candidats et que, parmi ces candidats, il y aura un bon nombre d'Acadiens. Je pense que M^{me} Roy va nous aider à susciter des candidatures.

Le sénateur Robichaud: Elle n'a plus le temps actuellement de s'occuper de ces choses-là. Elle a été très occupée jusqu'à récemment.

Mme Sainte-Marie: Elle est très active.

[Traduction]

Mrs. Sainte-Marie: I think I should begin by correcting a false impression. The superintendent of Grand Pré Park was an anglophone, but he was bilingual, at the C level. When we staffed the position, we indicated that a level C was required. The successful candidate was an anglophone, but he really was perfectly bilingual. Subsequently, the person in question decided to pursue his career elsewhere, so the position will be staffed again, probably through a competition. This time, given the representations made by you and by other members of the Acadian community, we will probably ask that a member of the selection board be from the Acadian community, to ensure that we hire a park superintendent who is very sensitive to the Acadian fact. You are quite right when you say that it is important to respect the Acadian fact.

Senator Robichaud: Do you mean to say that the situation at Grand Pré Park has still not been corrected?

Mrs. Sainte-Marie: The park superintendent is bilingual. Naturally, when we staffed the position, we required the highest level of bilingualism, level C. The successful candidate at the time met all the requirements of the position. There will soon be another competition for the position, and once again, we will require level C.

Senator Robichaud: It is entirely reasonable that the superintendent of Grand Pré Park should be an Acadian. I would not expect an Acadian to be appointed to the position in Banff National Park, but I do ask that an Acadian be appointed park superintendent at Grand Pré.

Mrs. Sainte-Marie: The department received a number of representations of this type from Ms Roy, and from a number of other Acadians. We find ourselves in a bit of a dilemma. Unless the public service has put out a new policy, bilingualism is taken into account, but not necessarily the origin of the bilingual individual. According to the merit principle and the Public Service Employment Act, we cannot restrict the competition to persons of Acadian origin.

We are going to do our best to attract Acadian, francophone and bilingual candidates, but we cannot give the position to someone just because he or she is an Acadian. Nor can we restrict the competition to individuals of Acadian origin. We hope to choose from among a number of candidates, and that they will include a number of Acadians. I think Ms Roy will help us find candidates.

Senator Robichaud: She does not really have the time at the moment to deal with such matters. She has been very busy until recently.

Mrs. Sainte-Marie: She is very active.

[Text]

Le sénateur Robichaud: En effet.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Perhaps I should scan the matter of signs, particularly with regard to western Canada. I presume the department has succeeded in making all signs bilingual within the national parks.

Mrs. Sainte-Marie: We own the territory in the national parks; therefore we erect our own signs.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): It is less a matter of signs, I guess, than of the language capabilities of the park employees. There are some difficulties in that area, I suppose.

Mrs. Sainte-Marie: There are difficulties in Banff and Jasper, because these parks have communities within park boundaries. We lease the land to the people who occupy the shops and hotels and whatnot. The leases are very long term. When they were negotiated, they did not contain bilingual provision clauses. We are finding ourselves with some lessees who are not particularly keen on bilingual signs within their establishments. I would like Mr. George Yeates to complete the answer, because he is an expert in this area.

Mr. Yeates: Since our lessees provide services to the public in Banff and Jasper, we have a clause in all of the leases asking them to make do their best to provide service in both official languages. We have had a good deal of success in encouraging these operations to offer bilingual services.

• 1605

In the Banff Springs Hotel, I would expect the service offered in that hotel is equal to any restaurant you would find in Canada in terms of delivery of services in both languages. Menus, service at the desk, service everywhere in that hotel is available in both languages 24 hours a day, 7 days a week.

Other hotels are anxiously trying to follow suit. Where we have difficulty is in the smaller businesses that are offering snack-type foods to individuals, where they are turning over a lot of people and they are not quite anxious to get into that action.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Thank you for that answer. As regards the signage outside the parks, along the highways, some of that signage is along the Trans-Canada Highway, is it not? Other signs would be... Jasper is traversed by the Yellowhead Highway, I think. I am trying to remember whether it is or not.

Has there been any contact with the Department of Transport, which is making some millions available to the western provinces for improvement on the Yellowhead, suggesting that this might buy not just tarmac but a square foot of soil in the appropriate spot to plant a sign that

[Translation]

Senator Robichaud: Yes, she is.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): J'aimerais examiner la question des panneaux, surtout en ce qui concerne l'ouest du Canada. Je suppose que le ministère a réussi à avoir une signalisation complètement bilingue dans les Parcs nationaux.

Mme Sainte-Marie: Le gouvernement est le propriétaire du territoire des Parcs nationaux; donc, nous érigeons nos propres panneaux.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Ce n'est pas tellement la question de la signalisation, mais plutôt celle de la compétence linguistique des employés de parcs. Je crois savoir qu'il existe certains problèmes dans ce domaine.

Mme Sainte-Marie: Il y a des problèmes à Banff et à Jasper, car il y a des agglomérations à l'intérieur des frontières des parcs. Nous louons le territoire à ceux qui ont des boutiques, des hôtels, etc. Les baux sont à très long terme. Lorsqu'on les a négociés, il n'y avait pas de dispositions concernant des services bilingues. Certains de nos locataires sont un peu réticents et ne veulent pas avoir des affiches bilingues dans leur établissement commercial. Je vais demander à M. George Yeates de compléter la réponse, car c'est un expert dans le domaine.

M. Yeates: Étant donné que nos locataires donnent des services à la population à Banff et à Jasper, nous avons un article dans tous les baux où on leur demande de faire de leur mieux pour offrir des services dans les deux langues officielles. Nous avons eu pas mal de succès dans nos tentatives d'encourager ces établissements à offrir des services bilingues.

Au Banff Springs Hotel, les services sont offerts dans les deux langues comme dans n'importe quel restaurant du pays. Les menus, le personnel de réception et l'ensemble des services de l'hôtel sont disponibles dans les deux langues, 24 heures sur 24, sept jours par semaine.

Les autres hôtels essaient d'en faire autant. Par contre, nous avons quelques difficultés dans les petits établissements qui offrent des collations et où il y a une rapide rotation de personnel; les patrons de ces établissements ne tiennent pas du tout à se lancer dans le bilinguisme.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Il s'agit, si j'ai bien compris, de la signalisation routière à l'entrée des parcs et le long des autoroutes, notamment de la Transcanadienne ainsi que de l'autoroute de Yellowhead qui passe par Jasper.

Je me demande si le ministère des Transports qui attribue des millions de dollars de crédits aux provinces de l'Ouest pour l'amélioration de l'autoroute de Yellowhead n'aurait pas pu faire savoir aux autorités provinciales qu'une partie de ces crédits pourrait servir à

[Texte]

would declare the nature of Canada near a national park? Has there been any serious consideration of the possibility of adding an element to the negotiations with the western provinces on federal assistance to highway development to achieve this goal?

Mr. Yeates: In both the Trans-Canada Highway, which traverses Banff and Yoho, and the Yellowhead, which traverses Jasper, we have dealt with Public Works to exert muscle on the provinces to try to put signage commensurate with the signage we provide in our parks, simply because we are accelerating the work in our parks to keep up with their provincial park roads or their provincial Trans-Canada highways. So far, Public Works Canada is having as much difficulty with the provinces as we are.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I suggest you deal directly with the Department of Transport on this. I have a considerable interest in federal support to highway development because of my northern Ontario concerns, and I think those dollars might buy a little more than just the improvement of the highway.

Mrs. Sainte-Marie: We need all the help we can get on this, and this is why I welcome your ideas, because we have not found the magic wand to wave yet to get our bilingual signage. It is something we would very much like to achieve, so any leverage of pressure. . .

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I think it might open some new possibilities.

On the matter of equitable participation, a very different matter of course, the department appears to be stuck at about 20% in its total francophone representation, according to the research material we have been given. Could I ask what is happening in the plans to recruit francophone scientists and other scholars as well, since I am concerned about the fact that there is not a single Acadian historian on the team of researchers in the Atlantic region?

Do you carry out vigorous drives on the French-language universities, or do you have to depend on the Public Service Commission and what it would be doing? Surely there are scholars available and scientists in the various areas. Is the recruitment being pursued energetically to improve these levels? And I am focusing on francophones here. There are, of course, anglophones in Quebec who pose similar employment challenges.

Mrs. Sainte-Marie: Unfortunately, we have not actively recruited for the last two to three years because of the austerity program. But we had quite a bit of success in the recruitment of francophone scientists before 1985. We went from a 12.8% representation to 18.5%. As a result, it meant we really recruited 115 francophone scientists in the department. We have not been able to keep all of them so far but we have a substantial number still with us. So when we recruit again, I think we have quite a good example of what we were able to do.

[Traduction]

l'installation de panneaux de signalisation bilingue à l'entrée des parcs nationaux. Lors des négociations avec les provinces de l'Ouest sur l'aide fédérale pour la construction routière, cet élément pourrait être ajouté.

M. Yeates: Nous avons demandé au ministère des Travaux publics de faire pression sur les autorités provinciales afin d'installer des panneaux de signalisation routière bilingue le long de la Transcanadienne qui traverse Banff et Yoho ainsi que le long de l'autoroute de Yellowhead qui traverse Jasper, de façon à ce que cette signalisation routière soit conforme aux signaux existants dans les parcs nationaux. Or jusqu'à présent, le ministère des Travaux publics n'a pas encore obtenu d'engagements à cet effet des autorités provinciales.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Vous devez contacter vous-mêmes le ministère du Transport à ce sujet. Je m'intéresse d'ailleurs tout particulièrement au soutien fédéral accordé à la construction routière et je suis d'avis que ces crédits pourraient servir à autre chose que la construction routière à proprement parler.

Mme Sainte-Marie: J'apprécie d'autant plus vos suggestions que nous n'avons toujours pas trouvé la baguette magique qui nous permettrait d'obtenir une signalisation bilingue. Toute aide susceptible de nous rapprocher de cet objectif est la bienvenue.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Je pense que ce serait une nouvelle possibilité.

Pour ce qui est de la participation équitable des deux groupes linguistiques, la participation des francophones au sein de votre ministère est toujours de 20 p. 100 d'après les chiffres qu'on nous a fait parvenir. Je voudrais savoir où en est le recrutement d'hommes de science et d'universitaires francophones, car j'ai constaté qu'il n'y a pas un seul historien acadien au sein de l'équipe de chercheurs de la région Atlantique.

Et je voudrais savoir notamment si vous menez vous-mêmes des campagnes de recrutement dans les universités de langue française, ou est-ce que vous vous en remettez à la Commission de la Fonction publique pour le recrutement. Pour autant que je sache, il n'y a pas manque d'hommes de science et d'universitaires. Je voudrais donc savoir si vous faites un réel effort pour recruter des spécialistes francophones. Les spécialistes anglophones du Québec posent bien entendu également un problème.

Mme Sainte-Marie: Malheureusement nous n'avons pas pu recruter depuis deux ou trois ans en raison du programme d'austérité. Avant 1985, nous avons recruté pas mal de francophones dont la participation était passée de 12,8 à 18,5 p. 100. Nous avons recruté 115 hommes de science francophones. Certains de ceux-ci nous ont quittés, mais il en reste encore un bon nombre. Lorsque nous pourrions recommencer à recruter, les résultats seront sans doute aussi bons.

[Text]

Where we went on campus and in fact really targeted francophone scientific recruitment per se, and that is all we hired basically, that worked very well. We are hoping that when we have a little more latitude to recruit, we would do this type of blitz again because it is a good way of attracting francophone scientists.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): How do things look in practice for the opening of new positions?

• 1610

Mrs. Sainte-Marie: We still have three years to drive down our person years to meet the 15,000 the current government has committed itself to for the entire Public Service. Since we want to avoid lay-off of our own employees as much as possible, if a position is available it is normally staffed by somebody who has a surplus notice. Outside recruitment has been very low for our department over the past two years and will most probably stay at a very low level for the two or three years to come.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): This is making the matter of improving the number of positions being filled by persons who have bilingual capacity more difficult. The best endeavours are the imperative staffing. You make progress pretty slowly, I would imagine.

Mrs. Sainte-Marie: We will make progress with vacant positions, and we can use imperative staff and current public servants. In some of our services we have language teachers on permanent staff who try to ensure that the incumbents of current positions keep up the language capabilities and also help people who desire to become more bilingual to upgrade their language capabilities. I think we were able to demonstrate that it can be done if there is enough flexibility in the system to allow you to recruit.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Flexibility means people for the capacity to do it.

In 1981, when the department received a good deal of attention, the situation in official and scientific publications was not very good so far as production in French was concerned. What has happened since then in that particular area of publication?

Mrs. Sainte-Marie: So far as I know—I hope we have not had any complaints—all our publications are now in French and in English. All formal publications of the department are in both languages and we do not publish until we have both texts.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Is this production achieved within the department, or is there a good deal of contracting for translation?

Mrs. Sainte-Marie: I think most of our translation is done by Secretary of State employees attached to our department, but on occasion we would contract out. There have been some interesting incidents. This summer, for example, one of our park visitors phoned to say she

[Translation]

Le recrutement d'hommes de science francophones dans les différents campus a donc très bien marché. Lorsque nous serons à nouveau libres de recruter, nous comptons procéder de la même façon.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Quelles sont les possibilités de créer de nouveaux postes?

Mme Sainte-Marie: Il nous reste encore trois ans pour réduire nos effectifs, date à laquelle les effectifs de l'ensemble de la Fonction publique auront baissé de 15,000 conformément au but visé par le gouvernement. Comme nous cherchons à éviter les licenciements dans toute la mesure du possible, les postes vacants sont généralement pourvus par une personne ayant reçu son préavis. Nous avons donc très peu recruté à l'extérieur depuis deux ans, et cela ne devrait guère changer au cours des deux ou trois années à venir.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Cela rend très difficile l'augmentation du nombre de personnes bilingues parmi les effectifs du ministère. J'imagine que la dotation impérative reste le meilleur moyen pour y parvenir, bien que les progrès doivent être lents là aussi.

Mme Sainte-Marie: Des progrès seront réalisés dans les postes vacants en faisant appel à la dotation impérative. Des professeurs de langues permanents sont attachés à certains de nos services pour permettre aux titulaires de certains postes de perfectionner leur connaissance de l'autre langue et pour permettre à d'autres de devenir davantage bilingues. Tout est possible à condition que le recrutement soit suffisamment souple.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Il faut recruter les personnes ayant les aptitudes requises.

En 1981, on avait constaté que le nombre de publications officielles et scientifiques du ministère en langue française était insuffisant, ce qui avait d'ailleurs défrayé la chronique à l'époque. Où en êtes-vous actuellement?

Mme Sainte-Marie: Pour autant que je sache, toutes nos publications sortent actuellement en français et en anglais. Toutes les publications officielles du ministère sortent dans les deux langues et nous ne publions rien tant que nous n'avons pas les textes en anglais et en français.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Votre ministère arrive-t-il à faire toute cette traduction ou bien une bonne partie est-elle faite à l'extérieur?

Mme Sainte-Marie: La majeure partie de notre traduction est assurée par les employés du Secrétariat d'État attachés au ministère, mais il nous arrive de faire faire des travaux à l'extérieur. Je pourrais vous citer certains cas intéressants. Ainsi, l'été dernier, une femme

[Texte]

had been in the park and had found the French not all that great. I think they were mostly on plaques on trees, not our publications. She offered to do it and we took her up on it, because we thought it was quite important. She had visited the park. She felt strongly enough about it to let us know and we felt it had to be corrected immediately. When we goof like this, we are quite receptive to people wanting to give us a helping hand to make appropriate corrections.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Epp.

Sénateur David.

Le sénateur David: J'ai des questions très simples, madame Sainte-Marie. Probablement qu'elles vont illustrer mon ignorance sur bien des points.

Si je comprends bien, parmi vos quelque 10,000 employés, environ 20 p. 100 sont francophones, et vous considérez qu'il est souhaitable d'augmenter ce chiffre. Mais je me perds un peu quand vous signalez un progrès de 66 p. 100 à 86 p. 100 et que vous dites viser 90 p. 100. Que veulent dire ces trois derniers chiffres?

Mme Sainte-Marie: C'est la capacité linguistique des titulaires de postes bilingues. Ce sont ceux qui rencontrent les exigences linguistiques de leur poste. En ce moment, 86 p. 100 des titulaires de postes bilingues, qui desservent le public, répondent aux exigences linguistiques de leurs postes. On voudrait que 90 p. 100 de ces gens y répondent le plus tôt possible.

Le sénateur David: Quand vous faites ce que vous appelez de la dotation impérative, vous exigez le bilinguisme.

Mme Sainte-Marie: C'est cela. Quand on fait la dotation du poste, nous n'acceptons comme candidats que des personnes ou des employés qui rencontrent déjà l'exigence linguistique du poste.

Le sénateur David: Est-ce une exigence minimale ou si ce sont tous des postes de niveau C? J'imagine que pour arriver au niveau C, il faut passer par le niveau A et le niveau B.

Mme Sainte-Marie: Nous exigeons maintenant le niveau B au minimum et, dans certains cas, le niveau C, selon le service au public requis ou les circonstances.

• 1615

Le sénateur David: Donc, à votre ministère, il n'y a plus de postes de niveau A?

Mme Sainte-Marie: Il reste encore d'anciens postes de niveau A. Graduellement, on va rehausser l'exigence au niveau C. Pour pouvoir donner un service adéquat au public, il faut au minimum un niveau B.

À Environnement Canada, dans la région de la Capitale nationale, il y a un nombre assez élevé de titulaires de postes bilingues qui ont des droits acquis.

[Traduction]

qui s'était rendue dans un parc national nous a téléphoné pour nous dire que le français figurant sur la signalisation laissait à désirer. Il s'agissait, je crois, de signaux attachés aux arbres et non pas de publications. Elle nous a offert de rédiger ces signaux elle-même, ce que nous avons accepté d'ailleurs car c'est très important en effet. Cette personne trouvait donc que la chose était suffisamment grave pour nous le signaler. Nous ne demandons pas mieux que d'accepter l'aide qu'on nous propose pour corriger les erreurs qui se présentent ici ou là.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur Epp.

Senator David.

Senator David: I have some very simple questions, Madam Sainte-Marie, which will probably illustrate my ignorance on many points.

Twenty percent of your 10,000 employees are francophones and you feel that this proportion should be improved. But I do not quite see where you got an improvement from 66% to 86%, your objective being 90%. What do these three figures refer to?

Mrs. Sainte-Marie: They refer to the linguistic skills of people holding bilingual positions. Those are the people meeting the linguistic requirements of their positions. At this moment, 86% of people holding bilingual positions in which they have to serve the public meet the linguistic requirements of their positions. We hope that this figure will reach 90% as soon as possible.

Senator David: For imperative staffing people have to be bilingual.

Mrs. Sainte-Marie: That is right. For imperative staffing we accept only persons who meet the linguistic requirements of the position.

Senator David: Do all these positions require a C level? In order to get a level C, one first has to get levels A and B.

Mrs. Sainte-Marie: We now require level B as a minimum and in certain cases we require level C, depending on the level of service to the public or general circumstances.

Senator David: So there are not any more A positions in your department?

Mrs. Sainte-Marie: There are still some positions previously classified at level A. We will be gradually raising the requirement to level C. To provide the public with adequate service at least a level B is required.

In the National Capital Region, Environment Canada has a fairly high number of people with incumbent rights occupying bilingual positions. It is a historical fact and

[Text]

C'est un peu un fait historique, et c'est un des facteurs qui fait qu'on n'a pas encore atteint notre objectif de 90 p. 100. On va faire une espèce de *blitz*. On va essayer de voir comment on peut travailler avec ces employés-là, soit en les rendant bilingues, soit en leur trouvant d'autres fonctions leur convenant et n'exigeant pas le bilinguisme.

Le sénateur David: Est-ce que toutes vos statistiques sur le bilinguisme ne sont pas un peu faussées du fait que vous avez, par exemple, un pourcentage important de personnes au niveau A, ce qui était autrefois considéré comme suffisant pour avoir le titre de bilingue?

Mme Sainte-Marie: M. Laprade est mon expert en statistiques.

M. Laprade: Nous avons fait une petite étude. Au niveau des surveillants dans les régions bilingues, 28 de ces titulaires sont au niveau A, et nous sommes en train de corriger la situation dans environ la moitié des cas. Dans les autres cas, on n'obtiendrait pas grand-chose en exigeant le niveau B; ou bien les titulaires des postes ont des droits acquis, ou bien des gens perdraient la prime. Telle est la situation au niveau des surveillants.

Le sénateur David: Est-ce qu'ils ont tous la même prime, quel que soit leur niveau, ou si la prime est différente selon qu'on est au niveau A, au niveau B ou au niveau C?

Mme Sainte-Marie: C'est une très bonne question. Ils ont tous la même prime, quel que soit le niveau.

Le sénateur David: Est-ce que vous trouvez cela très logique?

Mme Sainte-Marie: Eh bien, c'est une question assez intéressante. Je ne représente pas le Conseil du trésor, et ce n'est pas moi qui négocie les conventions collectives. En ce moment, la prime est la même.

Le sénateur David: Bien que je sache peu de chose sur les niveaux de bilinguisme, je suis heureux de vous entendre dire que le bilinguisme commencera dorénavant chez vous au niveau B. J'ai l'impression que le niveau A, c'est un bilinguisme très artificiel, pour ne pas dire complètement inarticulé. Est-ce que j'ai raison ou tort?

Mme Sainte-Marie: Je dirais que vous avez raison. Le niveau A permet à une personne d'acheminer quelqu'un à un employé de niveau C, mais ne permet probablement pas de transiger d'une façon adéquate.

Le sénateur David: Vous dites que vous n'arrivez pas à obtenir le bilinguisme de certains locataires de vos concessions, justement parce qu'ils sont vos locataires. Est-ce que les gens ne font pas de soumissions pour avoir le droit de servir les clients? Ces gens ne devraient-ils pas démontrer qu'ils sont en mesure d'offrir un service bilingue, tout au moins aux endroits où le bilinguisme est de rigueur?

Mme Sainte-Marie: Comme il s'agit des contrats passés avec nos locataires, je vais demander encore une fois à M. Yeates de . . .

[Translation]

explains to some extent why we have not yet achieved our 90% objective. We intend to carry out a sort of blitz. We will determine if these employees can be made bilingual or find other suitable functions not requiring bilingualism.

Senator David: Are not all your statistics on bilingualism somewhat distorted because you have a large number of persons with level A which was previously considered enough to qualify as bilingual?

Mrs. Sainte-Marie: Mr. Laprade is my expert in statistics.

Mr. Laprade: We have done a small study. Twenty-eight of the supervisors in bilingual regions have level A and we are taking corrective steps in half of these cases. As far as the others are concerned, we would not achieve much by requiring level B; either the occupants of the positions have incumbent rights or else they would lose the bonus. That is the situation as far as the supervisors go.

Senator David: Is the bonus the same for all, whatever the level, or does it vary from levels A to B to C?

Mrs. Sainte-Marie: It is a very good question. The bonus is the same for everyone whatever the level.

Senator David: Does that appear logical to you?

Mrs. Sainte-Marie: It is an interesting question. I do not represent the Treasury Board and I do not negotiate collective agreements. For the time being the bonus is the same.

Senator David: Although I am not familiar with the classification system for bilingualism, I am happy to hear you say that the starting level for you will be level B. I get the impression that level B is an artificial type of bilingualism and quite inadequate, am I right or wrong?

Mrs. Sainte-Marie: I would say you are right. A person with level B can refer someone to a level C employee but is probably unable to conduct business adequately.

Senator David: You say that you cannot obtain bilingual service from some of the concessionaires because they are tenants? Is there no call for tenders to obtain the right to serve customers? Should not such people be required to prove that they can offer bilingual service, at least in places where such service is necessary?

Mrs. Sainte-Marie: Since we are talking about contracts with our tenants, I will ask Mr. Yeates once again to . . .

[Texte]

Le sénateur David: Je ne parle pas de la région de Banff, parce que vous avez bien expliqué ce qui se passait dans cette région.

Mme Sainte-Marie: En fait, cela ne se produit qu'à Banff et Jasper. C'est une espèce d'anomalie que d'avoir des locataires sur nos terrains. Habituellement, nous sommes propriétaires du terrain, et c'est nous qui occupons tous les locaux.

Le sénateur David: Alors, n'en parlons plus. Vous avez déjà bien expliqué la situation tout à l'heure.

J'aimerais revenir à la situation du Québec, où le nombre d'anglophones, chez vos employés, semble au-dessous de la moyenne souhaitée. Par ailleurs, je remarque que c'est la province où le taux de bilinguisme est le plus élevé ou presque. Vous avez dit tout à l'heure que la préoccupation principale de votre ministère n'était pas l'origine des personnes, mais bien le bilinguisme des personnes. Le Québec, à ce point de vue-là, semble faire très bonne figure.

Mme Sainte-Marie: Les statistiques sur les anglophones au Québec sont assez intéressantes, parce qu'elles varient d'un service à l'autre. Le Service de l'environnement atmosphérique compte une très bonne proportion d'anglophones, mais le Service des parcs compte une très faible proportion d'anglophones.

• 1620

Le sénateur David: Oui, mais sont-ils bilingues? Je ne demande pas leur origine, je veux savoir s'ils parlent les deux langues?

Mme Sainte-Marie: Généralement, nos anglophones vont parler le français aussi.

Le sénateur David: Les statistiques que j'ai en main indiquent un pourcentage de bilinguisme extrêmement élevé; mais ces personnes ne sont pas nécessairement d'origine anglophone. Je ne mets pas en doute votre 20 p. 100, mais je remarque que le service est plus bilingue que n'importe où au Canada; vous donnez un excellent service.

Mme Sainte-Marie: Merci beaucoup.

Le sénateur David: Nos amis anglophones ne devraient pas se sentir trop malheureux.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, sénateur David. Sénatrice Rousseau.

La sénatrice Rousseau: Une courte question pour madame la sous-ministre. Vous avez dit qu'au niveau de l'affichage certaines parties du Québec avait refusé l'affichage bilingue. Ai-je bien compris?

Mme Sainte-Marie: Au niveau de l'affichage au Québec, on a contourné la question en se servant d'un pictogramme. Le Service des parcs a adopté un logo, un castor; et on représente le castor sur les affiches. Ainsi a-t-on contourné le problème des deux langues sur les panneaux de signalisation.

[Traduction]

Senator David: I am not referring to the Banff area, you have already explained what was taking place there.

Mrs. Sainte-Marie: Actually it is not limited to Banff and Jasper. It is an anomaly to have tenants on our land. We usually own our land and look after the premises ourselves.

Senator David: In that case, let us talk no more about it. You have already given a good explanation of the situation.

I would like to return to Quebec where the number of English-speaking employees in your department would appear to be below the desirable average. I also note that it is a province where the rate of bilingualism is the highest or almost. You said that the main concern of your department was not employees' origins but their bilingualism. In this respect Quebec seems to stand out.

Mrs. Sainte-Marie: The statistics on anglophones in Quebec are rather interesting since they vary from one section to another. They Atmospheric Environment Service has a large proportion of English speakers whereas there are very few of them in the Parks Service.

Senator David: Yes, but where are the bilinguals? I am not asking what their origin is but whether they speak both languages?

Mrs. Sainte-Marie: Generally speaking, our anglophones speak French as well.

Senator David: The statistics I have with me show a very high percentage of bilingualism but such persons are not necessarily of an English language background. I am not questioning your 20% but I note that the service is more bilingual than anywhere else in Canada? You provide excellent service.

Mrs. Sainte-Marie: Thank you.

Senator David: Our English language friends should not feel too bad.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Senator David. Senator Rousseau.

Senator Rousseau: A short question for the deputy minister. You said that certain parts of Quebec refused bilingual signs? Did I understand you correctly?

Mrs. Sainte-Marie: We got around the problem of signs in Quebec by making use of pictograms. The Parks Service adopted a beaver as its logo and the beaver is shown on the signs. This is how we got around the problem of two languages on the road signs.

[Text]

La sénatrice Rousseau: Vous dites qu'il y a eu un refus. Quel était la nature de ce refus?

Mme Sainte-Marie: Je crois que Québec a refusé l'écriture bilingue. Le Ministère des transports du Québec, en vertu de la Loi 101, a refusé l'écriture bilingue sur les affiches.

La sénatrice Rousseau: Depuis quand?

Mme Sainte-Marie: Depuis l'adoption de la Loi 101.

La sénatrice Rousseau: Maintenant, retournerez-vous négocier, y a-t-il un espoir? C'est bien beau un logo, mais je considère que l'affichage écrit dans les deux langues est encore mieux.

Mme Sainte-Marie: Il y a eu certaines tentatives pour leur parler, mais tant que la Loi 101 est en vigueur, le gouvernement ne veut pas. L'affichage signalétique relève d'un de leurs ministères, le Ministère des transports, et le gouvernement ne veut pas donner l'exemple.

Dans mes notes, je lis:

Toutes tentatives, ayant pour objet la traduction des noms propres aussi, ont été infructueuses au Québec.

La sénatrice Rousseau: Merci.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, sénatrice Rousseau.

Monsieur Gauthier.

M. Gauthier: Pourriez-vous m'expliquer ce que vous entendez par noms propres?

Mme Sainte-Marie: Si le nom d'une rivière est, par exemple, *French*, il faut toujours donner le nom français, même si le nom original est un nom anglais.

M. Gauthier: Pour terminer, je voudrais parler de l'affichage. Vous nous avez assurés que le ministère entend satisfaire les exigences linguistiques de l'affichage bilingue dans tous les parcs du Canada où il y a des noms de lieux historiques. Également, on fera des efforts pour vendre l'idée d'un pictogramme aux provinces comme compromis à la signalisation routière écrite. Il y a donc deux volets.

Mme Sainte-Marie: Oui. On a deux volets. À l'intérieur de nos parcs, on peut faire ce qu'on veut, et on le fait.

M. Gauthier: Allez-vous le faire?

Mme Sainte-Marie: Oui.

M. Gauthier: C'est incomplet, je vous le dis tout de suite.

Mme Sainte-Marie: À l'intérieur de nos parcs?

M. Gauthier: Oui.

Mme Sainte-Marie: J'en suis surprise.

M. Gauthier: J'ai visité de vos parcs et ce n'était pas complet.

Mme Sainte-Marie: Quand vous en visiterez un, si ce n'est pas complet, appelez-moi tout de suite. Ce n'est

[Translation]

Senator Rousseau: You say that there was a refusal. How was the refusal put?

Mrs. Sainte-Marie: I believe that Quebec refused the bilingual format. Under Act 101 the Quebec Department of Transport refused bilingual signs.

Senator Rousseau: How long has this been the case?

Mrs. Sainte-Marie: Since the passage of Bill 101.

Senator Rousseau: They now intend to negotiate the matter, is there any hope? A logo is fine but I consider bilingual signs to be even better.

Mrs. Sainte-Marie: There have been some attempts at discussion but as long as Act 101 remains in effect, the government is unwilling. Signage comes under one of their departments, the Department of Transport, and the government does not want to set an example.

In my notes I say:

All attempts to translate proper names have been unsuccessful in Quebec.

Senator Rousseau: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Senator Rousseau.

Mr. Gauthier.

Mr. Gauthier: Can you explain to me what you mean by proper names?

Mrs. Sainte-Marie: If a river is called the French River, for example, the French name must always be given even though the original may be English.

Mr. Gauthier: I would like to talk about signs. You have assured us that the department intends to satisfy the requirement for bilingual signs in all Canadian parks with the names of historic places. An attempt will also be made to sell to the provinces the idea of pictograms as a compromise in the case of road signs. There are thus two aspects to the question.

Mrs. Sainte-Marie: Yes. There are two parts to it. In our own parks we can do what we want and we do.

Mr. Gauthier: Do you intend to do it?

Mrs. Sainte-Marie: Yes.

Mr. Gauthier: It is incomplete, you might as well know it.

Mrs. Sainte-Marie: Inside our parks?

Mr. Gauthier: Yes.

Mrs. Sainte-Marie: I am surprised.

Mr. Gauthier: I have visited some of your parks and it was not complete.

Mrs. Sainte-Marie: When you visit one and see that it is not complete, call me right away. Such a situation is

[Texte]

vraiment pas tolérable. On est propriétaire de ces parcs, et il faut y être bilingues.

M. Gauthier: Je parle d'identification de lieux historiques dans vos parcs. Comprenez bien ma question.

Mme Sainte-Marie: Oui, même pour les sites historiques. S'ils sont à nous, les indications devraient être bilingues.

M. Gauthier: Et pour terminer avec la question acadienne, pourquoi n'y a-t-il pas de chercheur acadien dans l'équipe atlantique? Pourquoi n'y a-t-il pas un chercheur scientifique ou un historien acadien qui pourrait sensibiliser ceux qui font le choix des directeurs de parcs? S'il n'y a personne qui sait ce qu'est un Acadien, évidemment, ils ne pensent pas en fonction de l'Acadie. Mais, quand je parle de Grand Pré, les Acadiens sont touchés. Alors, pourquoi ne pas avoir un historien acadien en poste pour qu'il puisse donner des conseils à ses collègues en matière de promotion d'une personne qui peut-être pourra combler le poste de directeur. Mais je laisse ce sujet; je pense que vous êtes de bonne volonté.

• 1625

Je voudrais maintenant parler de la langue de travail. Le sénateur a touché à la question des postes bilingues. Pourriez-vous m'envoyer une ventilation des postes bilingues: le nombre de postes bilingues, par catégories A, B, C et par classification de poste?

Mme Sainte-Marie: D'accord.

M. Gauthier: On pourra voir facilement qu'à la gestion il y a tant de postes identifiés bilingues, etc.

Le sénateur Tremblay: Vous permettez qu'on m'en envoie une copie?

M. Gauthier: Le greffier s'en chargera. Selon mes chiffres, il y aurait 19 sur 163 postes de gestion qui seraient déclarés bilingues, de catégorie C; ce n'est pas très impressionnant. Aux postes de surveillance, 775 des 935 postes bilingues sont de niveau B seulement; vous comprendrez qu'il n'est pas facile d'encourager des fonctionnaires à travailler dans leur langue si le superviseur, le gérant ou le gestionnaire senior parle à peine la langue du travailleur. Alors, je voudrais vous demander de faire encore un petit effort dans la bonne direction.

Vous avez dit que vous alliez maintenant utiliser la dotation impérative pour satisfaire les exigences. Vous savez sans doute que l'Alliance de la Fonction publique du Canada s'est inscrite en faux contre l'utilisation de la dotation impérative; elle l'a fait avec beaucoup de force dans une lettre distribuée aux députés, récemment. Je reconnais les difficultés politiques. Mais je voudrais vous y inciter. Je le ferai tant que je serai membre de ce Comité. C'est la volonté du Comité exprimée dans le rapport soumis à la Chambre des communes. Voilà 20 ans, ou presque, que le Comité recommande cette procédure de

[Traduction]

completely unacceptable. We are owners of these parks and they must be bilingual.

Mr. Gauthier: I am talking about the identification of historical sites in your parks. Let us make sure we know what we are talking about.

Mrs. Sainte-Marie: Yes, even for the historical sites. If they are in our parks, they should be indicated in both languages.

Mr. Gauthier: To conclude with Acadia, why is there no Acadian researcher in the Atlantic team? Why is there no Acadian researcher or historian who could inform those responsible for choosing park directors? If there is no one who knows what an Acadian is, then of course there is not much thought given to Acadia. So why not have an Acadian historian on staff, able to give advice to his colleagues about possible candidates for the position of director. I will go no further, I think you have understood.

I would now like to talk about language of work. The Senator discussed the matter of bilingual positions. Could you send me a breakdown of the bilingual positions: the number of bilingual positions in relation to categories A, B and C and position classification?

Mrs. Sainte-Marie: Yes.

Mr. Gauthier: Indicating that there are so many positions identified as bilingual at the management level and so forth.

Senator Tremblay: Would you please send me a copy as well?

Mr. Gauthier: The clerk will look after that. According to my figures 19 of the 163 management positions are designated bilingual requiring level C. It is not very impressive. In the case of supervisors, 775 of the 935 bilingual positions are classified at level B only; you realize that it is not easy to encourage public servants to work in their language if the supervisor or the senior manager is scarcely able to make use of that language. So I would like you to make another little effort in the right direction.

You said that you would now be making use of imperative staffing to satisfy the requirements. You must know that the Public Service Alliance of Canada has spoken out against the use of imperative staffing; it took a very strong stand against this practice in a letter recently distributed to Members of Parliament. I am aware of the political difficulties. But I would like to encourage you. I shall continue to do so as long as I am a member of this committee. The committee made such a recommendation in its report to the House of Commons. For about 20 years now the committee has been recommending this

[Text]

dotation impérative qui veut que la personne qui comble le poste soit capable d'utiliser l'anglais ou le français. J'espère que le syndicat ne vous cause pas trop de problème.

Mme Sainte-Marie: Actuellement, on a une de très bonnes relations avec le syndicat.

M. Gauthier: J'espère que cela continuera. Ils ont laissé entendre, dans une lettre que j'ai reçue récemment, qu'ils étaient opposés, catégoriquement, à l'utilisation de la dotation impérative. Ils la disent discriminatoire et qu'elle aurait des conséquences sérieuses. Je vous signale que je ne partage pas ce point de vue.

La langue de travail au ministère de l'Environnement, est-elle l'anglais oui ou non? Pouvez-vous travailler avec votre équipe en français? Soyez honnête!

Mme Sainte-Marie: Je dirais que la langue de travail au ministère de l'Environnement, sauf dans la région de Québec, est l'anglais. Je serais d'accord pour dire, qu'en général, dans la région de la Capitale nationale, on a tendance à travailler en anglais plutôt qu'en français.

M. Gauthier: Pour revenir à la région d'un de mes sénateurs favoris, pas le plus favori mais un de mes favoris, dans les parcs de l'Atlantique, on ne retrouve que 3 francophones sur 167 employés. Là encore ils ont de quoi chiâler et moi aussi je vais chiâler! Trois sur 167, ce n'est pas le diable! Si vous pouvez me dire que je n'ai pas raison, que mes chiffres sont mauvais, qu'ils ont été mal compilés, d'accord. Sinon, je verrais difficilement dans une autre région de notre pays qu'on puisse accepter une sous-représentation aussi évidente. Est-ce que vous pouvez faire un commentaire positif et optimiste là-dessus?

Mme Sainte-Marie: Je ne sais pas si le nombre de 3 est exact. Au bureau régional, au bureau chef à Halifax, d'après mes chiffres nous aurions sept francophones.

• 1630

M. Gauthier: Sur combien?

Mme Sainte-Marie: Sur un total de 137. Encore une fois, ce n'est pas fameux, mais c'est mieux que trois.

M. Gauthier: Les francophones au Nouveau-Brunswick représentent 24 p. 100 de la population. Je reconnais qu'au Québec, 7.9 p. 100 ou 7.1 p. 100, c'est insuffisant. On doit augmenter ce pourcentage. Mais selon mes chiffres, au bureau régional du Service des parcs, dans l'Atlantique, à Halifax, on ne retrouve que 3 francophones sur 167 employés. C'est grossièrement insuffisant. Je ne sais pas si on vous l'a dit, mais on va vous demander de revenir nous voir d'ici quelque temps.

Le coprésident (M. Desjardins): On garde cela pour la fin.

M. Gauthier: Excusez-moi, je vais laisser au président le soin de faire cette annonce-là. J'espère qu'on va la faire, monsieur le président.

Le coprésident (M. Desjardins): Oui, bien sûr.

[Translation]

procedure of imperative staffing so that the person chosen to occupy the position is able to use English and French. I hope you will not get too much flak from the union.

Mrs. Sainte-Marie: At the present time we have a very good relationship with the union.

Mr. Gauthier: I hope it will continue. In a letter I received recently they stated their categorical opposition to the use of imperative staffing. They claim it is discriminatory and that it would have serious consequences. I want to emphasize that I do not share such a view.

Is English the language of work in Environment Canada or not? Can you work with your colleagues in French? Be honest!

Mrs. Sainte-Marie: I would say that the language of work in the Department of the Environment is English, except for the Province of Quebec. I recognize that generally speaking the trend is to work in English rather than French in the National Capital Region.

Mr. Gauthier: To get back to the region of one of my favourite senators, not the most favourite but one of my favourites, in the Atlantic parks there are only three francophones out of 167. That is enough to make a fuss about and I intend to do it. Three out of 167, is nothing to get excited about! If you can tell me that they are not correct, that they are not the right figures, then so be it. Otherwise, I do not think there would be any other region in our country that would accept such an obvious under-representation. Do you have any positive news to give us about this?

Mrs. Sainte-Marie: I do not know whether the figure of three is correct. According to my figures, there are seven francophones at the head office of the region in Halifax.

Mr. Gauthier: Out of how many?

Mrs. Sainte-Marie: Out of a total of 137. It is no great shakes but it is better than three.

Mr. Gauthier: Francophones in New Brunswick account for 24% of the population. I acknowledge that in Quebec 7.9% or 7.1% is inadequate. The percentage must be increased. But according to my figures the Atlantic regional office of the Parks Service in Halifax has only three francophones out of 167 employees. It is totally inadequate. I do not know if you have been told but we are going to ask you to come back before the committee at a later date.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): We are keeping that for the end.

Mr. Gauthier: Excuse me, I will let the Chairman make that announcement. I hope you will do it, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Yes, certainly.

[Texte]

M. Gauthier: Comment procéderez-vous pour augmenter l'utilisation de la langue française, comme langue de travail, au ministère de l'Environnement, tant dans le domaine des communications orales que dans celui des documents de travail?

Mme Sainte-Marie: C'est une question bien difficile. Je me rends compte que la plupart des francophones, quand ils transigent avec des collègues anglophones et que ces derniers font certains efforts pour parler français, changent de langue pour que les choses aillent plus vite. Certains changements de mentalité doivent se faire. Il faut que les francophones eux-mêmes acceptent une certaine lenteur au cours des réunions ou acceptent de transiger en français plus souvent. Souvent, le francophone est plus bilingue que l'anglophone, et on a toujours tendance à passer à l'anglais. Je n'ai pas de solution miracle à ce problème. Je ne sais pas si d'autres ministères qui ont comparu ont trouvé des solutions. Comment encourage-t-on des employés à se servir de leur langue?

M. Gauthier: Je vais vous en donner deux. D'abord, on établit les objectifs précis que l'on veut atteindre. Étant donné que 20 p. 100, c'est insatisfaisant, vous devez vous fixer un objectif d'au moins 27 ou 28 p. 100. Deuxièmement, vous instaurez un régime d'évaluation du rendement de vos fonctionnaires. Ce n'est pas compliqué. Si on cherche à augmenter l'efficacité des fonctionnaires, il faut cesser de perdre du temps à s'écouter l'un l'autre parler la langue seconde, parce qu'on ne se comprend pas. Je vous dirai simplement: fixez-vous des objectifs précis et établissez un système d'évaluation. Dans six mois, vous viendrez me dire que c'est fait, et je vous dirai que vous avez fait preuve de bonne volonté.

Mme Sainte-Marie: On peut se fixer des objectifs, on peut établir un système d'évaluation, parce qu'on a d'assez bonnes données statistiques et qu'on les vérifie, mais vu qu'on ne fera pas de recrutement avant trois ans, en toute honnêteté, je ne peux pas vous dire que j'aurai beaucoup augmenté le nombre de francophones quand je reviendrai.

Mais revenons à votre question. Comment fait-on pour encourager les gens qui sont déjà là à utiliser leur langue et à aider leurs collègues? Dans mon propre comité de gestion, il y a un certain nombre de francophones. Je dois faire mon mea-culpa: on a tendance à parler anglais, parce que c'est trop long quand on parle français. Je suis d'accord avec vous que c'est mauvais, mais il y a un aspect psychologique à cela. Si vous avez des idées sur la façon d'encourager les gens à parler français, n'hésitez pas à nous les transmettre.

M. Gauthier: Vous pouvez établir des contrôles internes. Par exemple, vous pouvez dire à vos sous-ministres adjoints que la réunion de demain se tiendra en français. C'est une suggestion qui a déjà été mise en pratique par certains sous-ministres et qui a fonctionné.

Je vous pose une question plus sérieuse. Vous avez des objectifs à atteindre. Allez-vous établir des contrôles internes pour favoriser ou faciliter l'atteinte des objectifs du programme des langues officielles?

[Traduction]

Mr. Gauthier: How will you go about increasing the use of French as language of work in the Department of the Environment both for oral and written communications?

Mrs. Sainte-Marie: It is a very difficult question. I realize that most Francophones in dealing with Anglophone colleagues attempting to speak French switch to English to expedite matters. A change in attitude will be necessary. Francophones themselves will have to accept a certain laboriousness in meetings and be willing to conduct business in French more often. The Francophone tends to be more bilingual than the Anglophone and is therefore more likely to switch to English. I do not have any miraculous solution. I do not know whether other departments appearing before your committee have come up with solutions. How are employees encouraged to make use of their language?

Mr. Gauthier: I will tell you about two ways of going about it. First of all, specific objectives are set. Since 20% is inadequate, you will have to set an objective of at least 27% or 28%. Secondly, a performance appraisal system will be necessary. This is nothing complicated. If we are trying to improve the efficiency of public servants, then we will have to stop wasting time listening to each other speak the second language, because we do not understand each other. Let me put it simply: set specific objectives and establish an appraisal system. Six months from now you will be coming back to tell me it is done and I will take that as proof of your good will.

Mrs. Sainte-Marie: We can set objectives and establish an evaluation system, because we have fairly good statistics that we check, but since we will not be recruiting in the next three years, in all honesty I must say that the number of Francophones will not have increased greatly when I come back.

But let us get back to your question. How do we go about encouraging employees who are already working for us to use their language and help their colleagues? In my own management committee, there are a number of Francophones. I must admit that we tend to speak English because it takes too much time when we speak French. I agree that it is not good but there is a psychological reason for acting this way. If you have any ideas about how to encourage people to speak French, please let us know.

Mr. Gauthier: You can set up internal controls. For example, you can tell your assistant deputy ministers that tomorrow's meeting will be held in French. It is something that has already been implemented by other deputy ministers and it works.

Let me ask a more serious question. You have objectives to achieve. Do you set up internal controls to encourage or facilitate the achievement of Official Languages Program objectives?

[Text]

Mme Sainte-Marie: À l'interne, j'ai un engagement signé de la main de chacun des sous-ministres adjoints. Chacun s'est engagé à atteindre des objectifs assez précis au niveau de la dotation des postes. Il sera évalué entre autres sur ce critère lors de l'évaluation de son rendement.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, Monsieur Epp.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Very briefly, let me say that Quebec and the Atlantic provinces receive even more funding for highways than the prairie provinces do. If you want pursue your negotiations vigorously with the Department of Transport, you should have every bit of leverage you could want.

• 1635

On the matter of participation, language of work and so on that Mr. Gauthier has been pursuing, you have indicated increasing percentages of bilingual employees. I recognize the difficulties in improving them in the current context of restraint, and I recognize that the work goes on in English in most of the department and most of the regions as well.

Does an age profiling of the department, which is something we do not usually see in the statistics, improve the picture at all? I guess what I just said could raise concerns whether persons who come into the department as bilingual from francophone bases become more and more proficient in English if they have to work in it all the time. Anglophones who may have some proficiency... I work somewhere between A and B, I suppose... in trying to become more familiar with the language. If not pressed to do it, they do not in fact develop any greater competence and so progress is not made.

Do you have any sense of what the future looks like? One could hope in a Canada in which the *Language and Society* publication of the Office of the Commissioner of Official Languages suggests there is a growing recognition of the importance of service to people and, I suppose beyond that, the ability to work in both languages and so on... I would think that the work forces should change to reflect this altering perception in the Canadian population all across the country. Is it reflected in the personnel of the department as it moves through time? People leave and others cannot come in at the moment but will be able to do so again soon, we hope.

Mrs. Sainte-Marie: We have some age profiles available for certain groups. In the scientific and research category, which you alluded to earlier, we have a fairly high average age profile there. We were looking at this and asking how to correct it? I think your observation is very apt. The more you take the younger people in who have been trained in immersion, for example, or bilingual programs, you redress gradually your imbalance. However, in some of our occupational groups in the department we have a not very equitable distribution

[Translation]

Mrs. Sainte-Marie: As far as internal measures go, I have a commitment signed by each of the assistant deputy ministers. It is a commitment to meet fairly specific objectives with respect to staffing. This is one of the criteria that will be taken into account in the performance appraisal.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Epp.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Très brièvement, je vous signale que le Québec et les provinces Atlantiques reçoivent encore plus de crédits pour les routes que les provinces des Prairies. Si vous voulez poursuivre vigoureusement vos négociations avec le ministère des Transports, c'est un bon point à retenir.

Pour les questions que M. Gauthier a soulevées, comme la participation et la langue de travail, vous avez fait savoir que le pourcentage d'employés bilingues augmente. Je me rends compte qu'il est difficile de faire davantage dans la conjoncture actuelle de restrictions et je sais que le travail se fait en anglais dans la plus grande partie du ministère et dans la plupart des régions aussi.

Si on analyse la situation au ministère par groupe d'âge, ce qu'on ne voit pas généralement dans les statistiques, est-ce que la situation est meilleure? Ma question concerne le problème des francophones bilingues au ministère qui se perfectionnent en anglais à force de travailler tout le temps dans cette langue. Les anglophones qui ont un peu de compétence... Je me situerais entre A et B... essaient de connaître mieux l'autre langue. Si on ne les oblige pas à parler l'autre langue, ils ne deviennent pas plus compétents dans l'autre langue et les choses n'avancent pas.

Avez-vous une idée de ce que l'avenir nous réserve? On peut espérer dans un pays où la publication *Langage et société* du Commissariat aux langues officielles parle de la reconnaissance grandissante de l'importance du service à la population et, par surcroît, je suppose, la capacité de travailler dans les deux langues et ainsi de suite... Je penserais que la main-d'oeuvre devrait changer pour tenir compte de cette perception différente de la population canadienne partout au pays. Est-ce que le personnel du ministère reflète de plus en plus cette réalité? Certains quittent le ministère et d'autres ne peuvent pas y entrer actuellement, mais le pourront bientôt, nous l'espérons.

Mme Sainte-Marie: Nous avons la ventilation par groupe d'âge pour certains groupes. Pour la catégorie scientifique et de recherche que vous avez déjà mentionnée, la moyenne d'âge est assez élevée. Nous examinons cette situation afin d'y remédier. Je pense que votre observation est très pertinente. Plus on recrute des jeunes formés dans des programmes d'immersion, par exemple, ou bilingues, plus on rectifie la situation, graduellement. Cependant, dans certaines catégories professionnelles du ministère, la distribution des groupes

[Texte]

throughout the age groups, which is causing some imbalances.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Will there be any possibility of replacement of these scientists? I guess their retirement would come sufficiently far down the road that the current restraint program, you would hope, would be over.

Mrs. Sainte-Marie: Right.

M. Gauthier: Permettez-moi de faire une remarque. Grâce à M^{me} la sous-ministre, la moyenne d'âge des témoins est abaissée aujourd'hui. Je l'ai faite, et elle est d'environ 51 ans. Vous abaissez sensiblement cette moyenne.

Le coprésident (M. Desjardins): Madame Sainte-Marie, on apprécie beaucoup la franchise avec laquelle vous répondez aux questions. Au Comité, on a la mauvaise habitude de fonctionner avec la norme canadienne, soit 27 p. 100 de représentation francophone. Chaque fois qu'un organisme fédéral ou un ministère n'atteint pas cette norme de 27 p. 100, c'est inadmissible pour nous. Je trouve difficile à avaler que vous cherchiez à atteindre un objectif de 21 p. 100 d'ici deux ans ou quatre ans. J'aimerais que vous compreniez notre point de vue. On trouve que votre objectif est nettement insuffisant. On comprend les contraintes dont vous nous avez parlé aujourd'hui.

Je vois que vous avez amené M. Laprade, votre directeur des langues officielles. Quel est son mandat? Qu'est-ce qu'il a à faire dans l'immédiat ou d'ici six mois? M. Gauthier a parlé d'établir un plan ou un échéancier. Est-ce que cela fait partie du contrat de M. Laprade?

Mme Sainte-Marie: Oui et non. M. Laprade est un agent catalyseur. C'est un peu notre conscience. Il me fait des rapports assez régulièrement et me dit où ça va et où ça ne va pas. Mais il faut tout de même que cela passe par la gestion du Ministère. Les gestionnaires doivent s'engager mentalement à faire des efforts pour identifier des candidats bilingues ou à tout le moins francophones quand ils font la dotation de postes bilingues.

• 1640

M. Laprade peut nous pousser, nous aiguillonner, nous rappeler notre devoir, mais il faut vraiment que chacun des gens qui sont ici avec moi soit très conscient de ses responsabilités à cet égard.

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur Laprade, allez-vous les pousser, allez-vous les aiguillonner?

M. Laprade: En un mot, oui. Ce n'est pas une mince tâche que d'atteindre les objectifs proposés, compte tenu du progrès accompli au cours des sept dernières années. Je suis certain que la gestion du Ministère va accorder à cette tâche tout le sérieux qu'elle mérite. Pour ma part, je ferai l'impossible pour leur fournir les outils dont ils ont besoin.

Le coprésident (M. Desjardins): On n'a pas beaucoup parlé des pluies acides. C'est devenu une priorité

[Traduction]

d'âge n'est pas très équitable, ce qui entraîne un certain déséquilibre.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Pourrait-on remplacer ces scientifiques? J'imagine que lorsqu'ils prendront leur retraite, le programme de restriction actuel n'existera plus, du moins je l'espère?

Mme Sainte-Marie: C'est cela.

Mr. Gauthier: Let me make a remark. Thanks to the Deputy Minister, the average age of the witnesses is lower today. I calculated it at around 51. You are considerably lowering this average.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Mrs. Sainte-Marie, the frankness with which you answer questions is much appreciated. On the committee, we have the bad habit of going with the Canadian average of 27% francophone representation. Every time a federal agency or department does not reach this 27% standard, we find it unacceptable. I find it hard to swallow that you are trying to reach a goal of 21% within two or four years. I would like you to understand our point of view. We find your objective quite inadequate. We understand the constraints that you spoke of to us today.

I see that you brought Mr. Laprade, your Director of Official Languages. What is his mandate? What does he have to do right now or within six months? Mr. Gauthier spoke of drawing up a plan or a timetable. Is this part of Mr. Laprade's contract?

Mrs. Sainte-Marie: Yes and no. Mr. Laprade is a catalyst. He is sort of our conscience. He reports to me fairly regularly and tells me where things are working and where they are not. But this must still go through the department's management. Managers must make a commitment in their minds to try to identify bilingual candidates or at the very least francophones when they staff bilingual positions.

Mr. Laprade can push us, spur us on, remind us of our duty, but really every one of those here with me must be very aware of his responsibilities in this regard.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Mr. Laprade, are you going to push them, urge them on?

Mr. Laprade: In a word, yes. It is no mean feat to reach the proposed objectives, given the progress made over the last seven years. I am sure that the department's management will treat this task as seriously as it deserves. For my part, I will do all I can to provide them the tools they need.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): We have not talked much about acid rain. It has become an important

[Text]

importante au Canada. Combien d'employés de votre ministère travaillent dans le domaine des pluies acides? Combien de scientifiques francophones sont affectés aux travaux sur les pluies acides?

Mme Sainte-Marie: Je regrette, mais je n'ai pas ces chiffres en tête. La plupart des chercheurs dans le domaine des pluies acides font partie du service de M. Ferguson. Savez-vous combien de vos chercheurs sont francophones?

M. Ferguson: Je pense que nous avons un chercheur francophone et deux ou trois chercheurs complètement bilingues.

Le coprésident (M. Desjardins): Je siège au Comité des pluies acides depuis trois ans, et j'avais le sentiment que peu de scientifiques francophones oeuvraient dans ce domaine. Je voulais avoir la réponse à cette question-là aujourd'hui pour voir si cela explique le fait qu'il se fait peu de recherche au Québec.

Mr. Ferguson: I would be happy to. I think it is because when we get into acid rain research there are many specialities. You therefore have experts who are expert in particular aspects of acid rain research. For example, one might be a hydrologist who is very expert in the impacts of acid rain on water quality. Another might be an expert modeller, who models the transport and motion of pollutants through the atmosphere. Another may be a specific expert on atmospheric chemistry processes or cloud physics.

The difficulty is that if you have a general spokesperson he is not necessarily the expert you really want to talk to, but he can give you an overview. On the other hand, among our more specialized experts there may only be one or two who are francophones among perhaps 10 or 12 people. I think this is the general problem.

Le coprésident (M. Desjardins): Je suis heureux de vous entendre dire cela, parce que j'avais l'impression qu'on parlait de sous-représentation à plusieurs niveaux de votre ministère. Vous venez de confirmer qu'à ce niveau-ci, il y a une sous-représentation qui me semble très grave.

M. Gauthier: Je vous ai demandé un ventilation des postes bilingues. J'aimerais aussi que vous me donniez le nombre de postes désignés bilingues dont les titulaires sont protégés par la clause des droits acquis. Également, l'an passé, combien a-t-on embauché de personnes qui rencontraient les exigences de leur poste et combien a-t-on embauché de personnes qui ne rencontraient pas les exigences de leur poste?

Mme Sainte-Marie: Pour la catégorie. . .

M. Gauthier: Pour toutes les catégories, et ce l'an passé. Cela va nous donner un exemple de ce que vous avez fait, et peut-être nous démontrer que vous avez fait quelque chose de positif et que les choses changent à Environnement Canada. On n'est pas en 1980, mais en

[Translation]

priority in Canada. How many employees in your department are working on acid rain? How many francophone scientists are assigned to acid rain work?

Mrs. Sainte-Marie: I am sorry, but I do not have these figures in my head. Most acid rain researchers are in Mr. Ferguson's service. Do you know how many of your researchers are francophones?

Mr. Ferguson: I think that we have one francophone researcher and two or three who are completely bilingual.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I have been on the acid rain committee for three years and I had the feeling that few francophone scientists were working in this field. I wanted the answer to this question today to see whether it explains why so little research is being done in Quebec.

M. Ferguson: Je serais heureux de répondre. La raison, c'est que la recherche sur les pluies acides comporte de nombreuses spécialités. Par conséquent, on a des experts dans certains domaines précis dans la recherche en la matière. Par exemple, il peut s'agir d'un hydrologue qui se spécialise dans l'incidence des pluies acides sur la qualité de l'eau. Un autre peut être expert en simulation mathématique du transport et du mouvement des polluants dans l'atmosphère. Un autre peut être expert dans les processus chimiques de l'atmosphère ou les propriétés physiques des nuages.

Si l'on a affaire à un généraliste, il n'est pas nécessairement expert dans le domaine que vous voulez, mais il peut vous donner une vue d'ensemble. Par contre, parmi nos experts plus spécialisés on ne compte qu'un ou deux francophones, sur un total de 10 ou 12. Je pense que c'est cela le problème en général.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I am glad to hear you say this, because I had the feeling that we were talking about under-representation in several levels of your department. You have just confirmed that at this level, there is very serious under-representation, it seems to me.

Mr. Gauthier: I asked you for a breakdown of bilingual positions. I would also like you to give me the number of designated bilingual positions held by individuals protected by the grandfather clause. Also, last year, how many persons who met the requirements of their position were hired and how many were hired who did not meet the requirements?

Mrs. Sainte-Marie: For the category. . .

Mr. Gauthier: For all categories last year. This will give us an example of what you have done and perhaps show us that you have done something positive and that things are changing at Environment Canada. We are not in 1980, but in 1987. We are still comparing 1980 with 1987. If

[Texte]

1987. On compare toujours 1980 à 1987. Si vous pouvez me démontrer qu'il y a eu des changements, j'en serai très heureux.

Une dernière question. Avez-vous un système de traduction simultanée chez vous?

Mme Sainte-Marie: À Place Vincent Massey, on n'a pas cela. On a cependant un système dans notre salle de conférence.

M. Gauthier: Pour commencer, vous pourriez tenir vos réunions du comité de gestion dans cette salle. Cela encouragerait peut-être tout le monde à parler sa langue.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur Gauthier. J'invite maintenant M. Rainboth, sous-commissaire aux langues officielles, à nous livrer ses commentaires sur la séance d'aujourd'hui.

M. Peter Rainboth (sous-commissaire aux langues officielles): Ce sera bref, monsieur le président. M. Fortier, le commissaire, devait s'absenter et me prie de l'excuser.

• 1645

Today the Department of the Environment reviewed some significant measures in its official languages program, especially imperative staffing. Of course, Mrs. Sainte-Marie's own personal commitment is well recognized. I would have to say that unfortunately it is not apparent that this commitment has permeated through the successive layers of management in the department.

We would suggest the following priorities. First, the commitment to action of the department's senior management should be more apparent. It should be told to staff explicitly. Departmental employees, and especially managers, should be clearer about what is expected of them. We would suggest also that the department's considerable decentralization is surely not an insurmountable obstacle. Senior management should assign specific linguistic objectives to its managers at all levels, and deadlines should be established. Perhaps most important, managers should be appraised accordingly, as I believe has already been suggested is the case at senior levels, at all levels, and should know beforehand that their performance appraisal will include this important consideration.

Parce qu'ils sont une source de fierté pour tous les Canadiens, les parcs nationaux et les parcs historiques nationaux devraient être des modèles de bilinguisme. Le ministère devrait chercher à réduire les disparités dans les niveaux de services bilingues d'un parc à l'autre et viser à ce que la permanence de l'offre active de services dans les deux langues officielles devienne une norme dans l'ensemble du réseau.

En particulier, nous encourageons fortement le ministère à poursuivre ses efforts en vue de corriger la

[Traduction]

you can show me that there have been changes, I will be very glad.

One last question. Do you have a simultaneous translation system where you are?

Mrs. Sainte-Marie: At Place Vincent Massey, we do not have it. However, we have a system in our conference room.

Mr. Gauthier: To begin with, you could hold all your management committee meetings in that room. This would perhaps encourage everyone to speak his or her language.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Gauthier. I now invite Mr. Rainboth, Deputy Commissioner of Official Languages, to give us his comments on today's meeting.

Mr. Peter Rainboth (Deputy Commissioner of Official Languages): It will be brief, Mr. Chairman. Mr. Fortier, the Commissioner, had to be away and asks to be excused.

Aujourd'hui, le ministère de l'Environnement a passé en revue certaines mesures importantes de son programme de langues officielles, notamment la dotation impérative. Bien sûr, l'engagement personnel de M^{me} Sainte-Marie est bien connu. Malheureusement, je devrais dire qu'il n'est pas évident que cet engagement a pénétré les différents niveaux de la direction du ministère.

Nous proposerions les priorités suivantes: Premièrement, l'engagement à agir de la haute direction du ministère devrait être plus évident. Le personnel devrait en être informé explicitement. Les employés du ministère, et surtout les gestionnaires, devraient avoir une idée plus précise de ce qu'on attend d'eux. D'après nous, la décentralisation considérable du ministère ne constitue certainement pas un obstacle insurmontable. La haute direction devrait attribuer des objectifs linguistiques précis aux gestionnaires à tous les niveaux et établir des échéances. La chose la plus importante peut-être, c'est que les gestionnaires doivent être évalués en conséquence, comme c'est déjà le cas aux niveaux supérieurs, je crois. Cela devrait s'appliquer à tous les niveaux et les gestionnaires devraient savoir auparavant que leur rendement sera évalué en fonction de ce critère important.

Because they are a source of pride for all Canadians, national parks and national historic parks should be models of bilingualism. The department should seek to reduce the disparities in levels of bilingual services from one park to another and make the active offering of services in both official languages the norm throughout the parks system.

In particular, we strongly encourage the department to pursue its efforts to correct the unacceptable situation of

[Text]

situation inacceptable des enseignes unilingues qui annoncent les parcs en territoire provincial et, à cet égard, nous offrons notre concours, si besoin en était.

Afin d'assurer des services de qualité dans chaque langue officielle, le ministère ferait bien de hausser, au niveau supérieur C, le bilinguisme des profils linguistiques des interprètes dans les parcs et des techniciens dans les stations météorologiques.

En matière de langue de travail, la capacité réduite des surveillants et des cadres n'est pas propice à l'usage du français. Un titulaire sur quatre occupant un poste bilingue ne peut surveiller et évaluer ses employés francophones dans leur langue préférée. En outre, la forte proportion des surveillants bilingues ayant un niveau de bilinguisme A ou B constitue, à notre avis, un obstacle à la surveillance bilingue efficace.

In conclusion, we certainly hope all managers and employees of Environment Canada will endorse the intent of the deputy minister to improve the situation. From 1981 to 1983, equitable participation made significant progress, especially in the scientific and professional employment category. The progress toward linguistic equality we hope will resume the pace of 1981, 1982, and 1983, and then remain constant. The department certainly demonstrated it could bring about major changes, and we are confident it can go considerably further in meeting these obligations.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you very much, Mr. Rainboth.

Madame Sainte-Marie, auriez-vous des commentaires ou des remarques à faire sur la présentation du sous-commissaire?

Mme Sainte-Marie: Non, monsieur le président.

Le coprésident (M. Desjardins): On a un peu vendu la mèche tantôt. Mon collègue Gauthier l'a bien dit. On a l'habitude de suivre nos dossiers. Vous serez sûrement invitée, dans environ six mois, à comparaître à nouveau devant ce Comité pour évaluer l'évolution que vous aurez pu apporter au domaine des langues officielles au sein de votre ministère. M. Laprade nous a dit qu'il essaierait d'aiguillonner un peu les forces.

On vous remercie, madame, pour la belle franchise avec laquelle vous avez répondu à nos questions, et pour votre disponibilité; on remercie également ceux qui vous ont accompagnée. Merci de votre comparution et, à la prochaine!

Mme Sainte-Marie: Merci.

• 1650

Le coprésident (M. Desjardins): Je demande aux députés présents de demeurer encore quelques minutes. Nous avons une question à régler, à huis clos.

La séance publique est levée.

[Translation]

unilingual signs announcing parks on provincial territory; we offer our assistance in this regard, if required.

In order to provide quality services in each official language, the department would do well to raise the bilingual language profile of interpreters in parks and technicians at weather stations to C plus.

Regarding language of work, supervisors' and managers' reduced ability is not favourable to the use of French. One out of four holders of a bilingual position is unable to supervise and assess his or her francophone employees in their preferred language. Furthermore, the high proportion of bilingual supervisors at the A or B level is, in our opinion, an obstacle to effective bilingual supervision.

En conclusion, nous espérons certainement que tous les gestionnaires et employés d'Environnement Canada se rallieront à l'intention de la sous-ministre d'améliorer la situation. De 1981 à 1983, on a enregistré des progrès importants au niveau de la participation équitable, notamment dans la catégorie scientifique et professionnelle. Nous espérons qu'on avancera aussi rapidement vers l'égalité linguistique qu'en 1981, 1982 et 1983 et qu'on maintiendra ce rythme. Le ministère a certainement fait savoir qu'il pourrait apporter des changements importants et nous sommes persuadés qu'il peut aller beaucoup plus loin pour respecter ses obligations.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci beaucoup, monsieur Rainboth.

Mrs. Sainte-Marie, would you have any comments or remarks to make on the Deputy Commissioner's presentation?

Mrs. Sainte-Marie: No, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): We gave away the show a little earlier. My colleague, Mr. Gauthier, said it well. We usually follow up our issues. You will surely be asked back before this committee in about six months to assess the progress you will have made in official languages in your department. Mr. Laprade told us that he would try to urge on the troops a little.

Thank you, Madam, for answering our questions so frankly and for being available; thanks also to those who appeared with you. Thank you for coming and see you again!

Mrs. Sainte-Marie: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I would ask members to stay for a few minutes because we have a question to settle in camera.

The public meeting is adjourned.

SENATE
HOUSE OF COMMONS
Issue No. 26
Wednesday, November 18, 1987



Il n'est pas possible de retourner les livres.
Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9
En cas de non-livraison,
retournez le livre au Centre de
édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES
Fascicule n° 26
Le mercredi 18 novembre 1987

Coprésidents:
Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the
Standing Joint Committee of the Senate and of the
House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte
permanent du Sénat et de la Chambre des
communes

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Official Languages

CONCERNANT:

Langues officielles

WITNESSES:

From the Office of the Commissioner of Official Languages:
Peter Rainforth, Deputy Commissioner.
Du ministère d'Environnement Canada:
Lou Ferrus, directeur-général, Personnel;
Geneviève Sainte-Marie, sous-ministre, Services à la clientèle;
Howard Ferguson, sous-ministre adjoint, International Service de l'Environnement atmosphérique;
George Yeates, sous-ministre adjoint, International Policy.
Régis Lapanche, directeur, Direction des langues officielles.

WITNESSES:

From the Department of Environment Canada:
Geneviève Sainte-Marie, Deputy Minister (Environment);
Lou Ferrus, Director General, Personnel;
Howard Ferguson, Acting Assistant Deputy Minister, Atmospheric Environment Service;
George Yeates, Acting Assistant Deputy Minister, Policy.
Régis Lapanche, Director, Official Languages Branch.
From the Office of the Commissioner of Official Languages:
Peter Rainforth, Deputy Commissioner.

Second Session of the Thirty-third Parliament
1986-87

Deuxième session de la trente-troisième législature
1986-87



If undelivered, return COVER ONLY to:
 Canadian Government Publishing Centre,
 Supply and Services Canada,
 Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
 retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
 Centre d'édition du gouvernement du Canada,
 Approvisionnement et Services Canada,
 Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Environment Canada:

- Geneviève Sainte-Marie, Deputy Minister;
- Lou Pertus, Director General, Personnel;
- Howard Ferguson, Acting Assistant Deputy Minister, Atmospheric Environment Service;
- George Yeates, Acting Assistant Deputy Minister, Parks;
- Réjean Laprade, Director, Official Languages Branch.

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

- Peter Rainboth, Deputy Commissioner.

TÉMOINS

Du ministère d'Environnement Canada:

- Geneviève Sainte-Marie, sous-ministre;
- Lou Pertus, directeur-général, Personnel;
- Howard Ferguson, sous-ministre adjoint intérimaire, Service de l'Environnement atmosphérique;
- George Yeates, sous-ministre adjoint intérimaire, Parcs;
- Réjean Laprade, directeur, Direction des langues officielles.

Du Commissariat aux langues officielles:

- Peter Rainboth, sous-commissaire.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 26

Wednesday, November 18, 1987

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, MP

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

RESPECTING:

1986 Annual Report of the Commissioner of Official Languages

WITNESSES:

(See back cover)

Second Session of the Thirty-third Parliament,
1986-87

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 26

Le mercredi 18 novembre 1987

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des

Langues officielles

CONCERNANT:

Rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1986

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Deuxième session de la trente-troisième législature,
1986-1987

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE
AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL
LANGUAGES

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, MP

Joint Vice-Chairmen:

Senator Jean-Maurice Simard
Alex Kindy, MP

Representing the Senate:

Senators

Martial Asselin
Pierre De Bané
Joseph Philippe Guay
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Gilles Bernier
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon
Blaine A. Thacker—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel

Francine Lachapelle

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES
OFFICIELLES

Coprésidents:

Le sénateur Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Vice-coprésidents:

Le sénateur Jean-Maurice Simard
Alex Kindy, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs

Martial Asselin
Pierre De Bané
Joseph-Philippe Guay
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Représentant la Chambre des communes:

Les membres

Warren Allmand
Gilles Bernier
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon
Blaine A. Thacker—(15)

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Line Gravel

Francine Lachapelle

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 18 NOVEMBRE 1987
(34)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui à 15 h 35 en la salle 308 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de la sénatrice Dalia Wood (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs David, Guay, Rousseau et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Desjardins et Kindy.

Membre suppléant présent: Don Boudria pour Jean-Robert Gauthier.

Autres députés présents: Stan Graham et Richard Grisé.

Également présents: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Rolande Soucie, chargés de recherche.

Témoins: Du ministère de Revenu Canada—Impôt: Pierre Gravelle, sous-ministre; Michel J. Cardinal, sous-ministre adjoint, Direction générale des Services de gestion; Marcel Pilon, chef par intérim, Langues officielles. *Du Commissariat aux langues officielles:* M. D'Iberville Fortier, commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat en date du 31 mars 1987 et l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 31 mars 1987 se rapportant tous deux au Rapport du Commissaire aux langues officielles de 1986 (*Voir Procès-verbal du mercredi 1^{er} avril 1987, fascicule n^o 12*).

Pierre Gravelle fait une déclaration et avec les autres témoins répond aux questions.

Le Commissaire aux langues officielles fait une déclaration.

À 17 h 21 le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Line Gravel

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, NOVEMBER 18, 1987
(34)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met, this day at 3:35 o'clock p.m. in Room 308 of the West Block, the Joint Chairman, Senator Dalia Wood, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators David, Guay, Rousseau and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Desjardins and Kindy.

Acting Member present: Don Boudria for Jean-Robert Gauthier.

Other Members present: Stan Graham and Richard Grisé.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Rolande Soucie, Researchers.

Witnesses: From the Department of Revenue Canada—Taxation: Pierre Gravelle, Deputy Minister; Michel J. Cardinal, Assistant Deputy Minister, Management Services Branch; Marcel Pilon, Acting Chief, Official Languages. *From the Commissioner of Official Languages:* D'Iberville Fortier, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated March 31, 1987, and its Order of Reference from the House of Commons dated March 31, 1987, both relating to the Report of the Commissioner of Official Languages for 1986 (*See Minutes of Proceedings of Wednesday, April 1, 1987, Issue No. 12*).

Pierre Gravelle made a statement and with other witnesses answered questions.

The Commissioner of Official Languages made a statement.

At 5:21 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Line Gravel

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, November 18, 1987

• 1536

The Joint Chairman (Senator Wood): We have a quorum so we can begin our meeting. Today the Standing Joint Committee on Official Languages continues its series of meetings with representatives of federal departments and agencies for the purpose of investigating the extent to which these bodies are complying with the Official Languages Act.

Il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue au sous-ministre de Revenu Canada, M. Pierre Gravelle, qui occupe ce poste depuis le 6 juillet 1987.

We hope this appointment will correspond with reinforcement of linguistic policies of the department. Revenue Canada appeared before this committee in 1981 with Mr. MacDonald as Deputy Minister.

Ses contacts avec les Canadiens sont très fréquents et sont de nature particulière. C'est pourquoi il doit avoir une capacité bilingue plus que satisfaisante.

I invite Mr. Gravelle to introduce his colleagues with him today and to give us a short presentation, and perhaps we will then have some questions.

M. Pierre Gravelle (sous-ministre, Revenu Canada, Impôt): Merci, madame la présidente. Permettez-moi de vous présenter mes collègues. Ce sont M. Hervé Diguer, sous-ministre adjoint, Politiques et systèmes; M. Michel Cardinal, sous-ministre adjoint à l'Administration; et M. Marcel Pilon, le titulaire de la Section des langues officielles du Ministère.

I have had the honour to appear before the joint committee on three or four occasions in the past. It really is my first opportunity to appear before you as deputy head of Revenue Canada Taxation. In fact, I was appointed only three months ago.

In any event, in that short period of time I have had an opportunity to take stock of official languages in the department and I think my meeting with you today is quite timely and opportune. I can assure you that I will not take any credit for the many successful achievements in this area in the department, because I was not there. I will, however, have an opportunity to share with you my views and my assessment of the status of official languages in the department and also to share with you my commitment, my objectives and my game plan in that regard.

I think to appreciate the importance of official languages for and within the department it is important to

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mercredi 18 novembre 1987

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je constate que le quorum est présent. Je déclare donc la séance ouverte. Le Comité mixte permanent des langues officielles continue de recevoir les témoignages des représentants des divers ministères et organismes fédéraux pour déterminer la mesure dans laquelle ils se conforment à la Loi sur les langues officielles.

I am very happy to welcome here today Mr. Pierre Gravelle, Deputy Minister of Revenue Canada since July 6, 1987.

Nous espérons que sa nomination traduit la volonté du ministère de renforcer ses politiques linguistiques. C'est en 1981 que nous avons rencontré pour la dernière fois des représentants de Revenu Canada. M. MacDonald était alors le sous-ministre de ce ministère.

It is very important for the Deputy Minister of Revenue Canada to be fluently bilingual, as the nature of the position requires him to be in constant communication with taxpayers.

Je vais maintenant prier M. Gravelle de nous présenter les personnes qui l'accompagnent avant de nous faire sa déclaration liminaire et de répondre à nos questions.

Mr. Pierre Gravelle (Deputy Minister, Revenue Canada, Taxation): Thank you, Madam Chairman. I will start by introducing my colleagues: Mr. Hervé Diguer, Assistant Deputy Minister, Policies and Systems; Mr. Michel Cardinal, Assistant Deputy Minister, Administration; and Mr. Marcel Pilon, head of the official languages section of the department.

Ma nomination à ce poste est toute récente: elle ne remonte qu'à trois mois. C'est donc la première fois que j'ai l'honneur de comparaître devant vous à titre de sous-ministre de Revenu Canada, Impôt, même si j'ai déjà eu l'occasion de vous rencontrer à trois ou quatre reprises par le passé.

Cette invitation à comparaître devant vous aujourd'hui vient à point nommé. J'ai eu en effet le temps de me familiariser avec la situation des langues officielles au Ministère. Il est important de signaler au départ que je ne suis responsable d'aucune des grandes réalisations que l'on a signalées dans ce domaine, pour la bonne raison que je n'y étais pas. Je veux néanmoins profiter de cette occasion de vous faire part de mon opinion ainsi que de mon évaluation de la situation en matière de langues officielles au Ministère. J'entends également vous faire connaître la nature de mon engagement, mes objectifs et mon plan d'action pour l'avenir.

Or, à mon avis, il est important, pour bien saisir l'importance que revêt la politique en matière de langues

[Texte]

have an idea of the scope of our mandate, our organization and our day-to-day relationship with taxpayers. It is for this reason that I thought it was helpful to provide you in advance of this meeting with a copy of *Les rouages de l'impôt* or "Inside Taxation" and a few statistical tables.

I do not have any major statement to make and my introductory comments will be very short, believe me. However, I would simply like to highlight a few key aspects of our programs and activities in order to simply contextualize our discussion on official languages.

At the outset, as a new deputy head of a fairly large department let me say that I have discovered a most impressive department, impressive by the complexity of its mandate, impressive by the professionalism and the dedication of its employees, and also impressive by the sophistication of its systems.

• 1540

Le Ministère est en contact quotidien avec l'ensemble des contribuables. Ce n'est pas nécessairement le ministère préféré des contribuables, à cause de la nature même de son mandat, mais, que voulez-vous, il a un rôle à jouer et sa mission est très claire.

Quelle est cette mission? Eh bien, il s'agit de mettre en application la Loi de l'impôt sur le revenu, soit percevoir l'impôt sur le revenu des particuliers pour toutes les provinces, sauf le Québec; percevoir l'impôt sur le revenu des sociétés; percevoir les cotisations en vertu du Régime de pensions du Canada et les primes d'assurance-chômage; et exercer un contrôle de surveillance sur les accords internationaux en matière de fiscalité.

Ceci nous amène à accomplir un certain nombre de tâches, dont le traitement des déclarations d'impôt des contribuables, la vérification des déclarations, le recouvrement, les tâches reliées au régime d'appel et d'examen des avis d'opposition que les contribuables nous transmettent, et la perception de l'argent aux fins du Fonds du revenu consolidé.

Nous avons un effectif de 20,500 années-personnes, dont 17,000 permanents et environ 8,500 temporaires au moment de pointe de l'activité du Ministère. Nous avons un budget de fonctionnement global de 909 millions de dollars. Il y a un bureau principal qui regroupe cinq directions générales, cinq bureaux régionaux, 36 bureaux de district et sept centres fiscaux.

Pour vous donner une idée de l'interaction entre le Ministère et les contribuables, qu'il me soit permis de noter les faits suivants. Je vous donne des chiffres approximatifs pour 1987-1988; ces chiffres sont basés sur l'expérience de 1986-1987:

—Les demandes de renseignements au comptoir, au téléphone, ou par écrit se chiffrent cette année à plus de 8 millions de contacts individuels avec le Ministère;

[Traduction]

officielles au Ministère, de commencer par avoir une bonne idée de l'ampleur de notre mandat, de la structure de notre organisation et de la nature de nos contacts avec les contribuables. C'est pourquoi j'ai jugé bon de vous faire parvenir d'avance des exemplaires du document intitulé «Les rouages de l'impôt» ou *Inside Taxation*, ainsi que quelques statistiques.

Je n'ai pas de grande déclaration à faire et ma déclaration liminaire sera par conséquent très brève. Je vais me contenter de vous faire connaître les points saillants de nos programmes et activités de manière à vous permettre de remettre la discussion sur les langues officielles dans son contexte.

Laissez-moi vous dire que j'ai été très impressionné, en ma qualité de nouveau sous-ministre, par l'importance de ce ministère. Ce qui m'a impressionné, c'est la complexité du mandat du Ministère, l'attitude professionnelle et le dévouement du personnel, et la complexité de ses systèmes.

Our department maintains daily contacts with taxpayers. You are probably aware that we are far from being the taxpayers' favourite department in view of our very specific role.

And for those who may wonder about that role, it is simply to implement the Income Tax Act. And this involves collecting personal income tax at the provincial level everywhere except in Quebec, collecting corporate income tax, obtaining contributions under the Canada Pension Plan as well as unemployment insurance premiums; and monitoring international income tax agreements.

And all of this in turn involves the following duties: the processing of personal income tax returns, checking the returns, processing refunds, administering the appeal and review process and collecting the monies for the Consolidated Revenue Fund.

We have a total of 20,500 person-years, of which 17,000 are permanent staff and the other 8,500 are temporary employees recruited to help out during our peak periods. We have a total operations budget of \$909 million. Our head office oversees five general directions, five regional offices, thirty-six district offices and seven taxation centres.

I will now read off a list of data which will give you a better idea of the volume and type of contacts between taxpayers and their department. The following are provisional figures for 1987-88 based on data collected for 1986-87:

—Inquiries at the counter, over the telephone or in writing will number this year over 8 million—8 million personal and individual contacts with the department;

[Text]

—Le nombre de demandes d'ajustement de contribuables à la déclaration de revenu ou à la déclaration d'impôt s'élève à un peu plus de un million par année;

—Nous recevons environ 17 millions de déclarations de particuliers et un peu plus de trois quarts de millions de déclarations de revenu de sociétés;

—De plus, au niveau du recouvrement, nous faisons au-delà de 287.000 transactions, ce qui rapporte au gouvernement des recettes d'au-delà de 92 milliards de dollars.

Ce qui est intéressant, c'est qu'au niveau de cette interaction avec le contribuable, nous avons élaboré au cours des années, pour des fins de communication, d'information et de renseignement ou simplement pour répondre aux exigences complexes de la Loi de l'impôt sur le revenu, un grand nombre de déclarations, de guides, de formules, tant et si bien que nous imprimons au-delà de 75 millions de feuillets de renseignements bilingues, soit des T4, des T4A, des T5. Il y a 852 formulaires publics dont la majorité sont bilingues ou disponibles en français ou en anglais, selon ce qui est le plus pratique pour communiquer avec le contribuable.

Dans l'ensemble, comme vous pouvez le constater, si nous devons poursuivre un mandat et des objectifs de travail très complexes, nous devons le faire dans le respect total du principe fondamental qui sous-tend l'application de la Loi sur l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire l'autocotisation, le *self assessment*. Pour respecter ce principe d'autocotisation, il faut établir un contact, un rapport avec le contribuable et lui faciliter la tâche le plus possible. Pour ce faire, il faut miser sur cette capacité de communiquer, d'informer, de renseigner et d'aider dans les deux langues officielles du pays. C'est à ce chapitre que le Ministère a fait le plus de progrès, je pense. C'est l'aspect langue de service qui a été privilégié par le Ministère jusqu'à maintenant.

Quelle est mon évaluation de la situation au sein du Ministère? Comme je viens de le dire, au niveau du service au public, je pense que, dans l'ensemble, le Ministère a bien répondu aux attentes des contribuables. J'aurai l'occasion plus tard, au cours de notre échange, de vous parler de l'offre active, etc.

• 1545

Notre point faible, très faible, comme l'a noté à plusieurs reprises le commissaire aux langues officielles, et je l'admets, c'est la capacité du Ministère de prodiguer des services de vérification en français ou bilingues dans un certain nombre de bureaux en région unilingue, notamment à Halifax, Edmonton et Vancouver.

Pour ce qui est de la participation équitable, si on regarde les chiffres globaux, on voit que la situation est bonne dans l'ensemble. Mais, si on y regarde de plus près, on voit qu'il y a des faiblesses notables dans les catégories occupationnelles CS et ES, soit dans tout le domaine du recouvrement et de la validation.

[Translation]

—The department will process this year over a million requests for changes to taxpayers' declarations of income or income tax returns;

—We process approximately 17 million personal income tax returns and somewhat over three-quarters of a million corporate income tax returns;

—Furthermore, we are responsible for the collection of income tax in over 287,000 transactions making a total of more than \$92 billion for the government.

You will undoubtedly understand that these various levels of interaction with the taxpayers have made it necessary over the years to develop, for communication or information purposes or else to meet the complex requirements of the Income Tax Act, a great variety of forms and guides. You will probably be surprised to learn that we print over 75 million bilingual information sheets, be they T4s, T4As or T5s. There are 852 forms for the use of the public, the majority of which are bilingual or available in either official language, whichever is more practical when dealing with taxpayers.

On the whole, while both our mandate and our objectives are extremely complex, we never lose sight of the basic principle of self-assessment, which is the cornerstone of the Income Tax Act. Self-assessment is extremely important for us and that is why we work hard at maintaining a good relationship with taxpayers and helping them as much as possible. And if we want to help them, we have to keep in touch with them and keep them informed in both official languages. And the department has made a lot of progress in that very area. Indeed, the department has been laying great stress on language of service.

How do I view the situation in the department? Well, I feel that on the whole, our department meets taxpayers' expectations with regard to service to the public. I will deal, later on in the meeting, with the basic structure of our organization.

I do admit to one very weak point, which the Commissioner of Official Languages has pointed out on several occasions. I am talking about the department's capacity to provide auditing services in French or in both official languages in some unilingual areas such as Halifax, Edmonton and Vancouver.

Our situation with regard to equal participation is quite good on the whole. But in taking a closer look at the figures, we note a definite weakness in the CS and ES categories, meaning collection and validation.

[Texte]

Au niveau de la langue de travail, encore une fois, les chiffres globaux indiquent qu'il y a une capacité bilingue supérieure à celle de l'ensemble au niveau de la surveillance des services centraux ou des services personnels. Cependant, en faisant un examen plus précis de situations particulières, on reconnaît, par exemple, que même à l'administration centrale, il y a un trop grand nombre de surveillants unilingues qui ont à surveiller du personnel bilingue.

Il est arrivé à plusieurs reprises que, dans le feu de l'action, pour des raisons purement opérationnelles, l'administration centrale a envoyé des directives, des télex ou des renseignements dans une seule langue. La traduction a suivi, mais, à mon avis, c'est tout à fait inadmissible, et cela ne devrait pas se répéter.

Au niveau de l'administration du programme, il y a, à l'administration centrale, une petite équipe de six années-personnes. S'ajoutent à ces six années-personnes environ 17 années-personnes; ces gens sont des spécialistes de la formation et du *testing*. Nous avons en effet notre propre programme de formation linguistique, tant pour les anglophones que pour les francophones.

Il faudra, à l'avenir, améliorer davantage la vérification de la mise en application des politiques du Ministère. De plus, il faudra très prochainement, à la lumière du renouveau linguistique, des prescriptions de la nouvelle Loi sur les langues officielles et surtout de la réglementation afférente qui sera déposée à un moment donné, revoir toutes les exigences et les obligations de notre institution, tant sur le plan de la participation équitable que sur le plan du service au public et de la langue de travail, et fixer des objectifs très précis pour chaque centre de responsabilité.

Je voulais simplement vous donner une toile de fond, et je serai heureux de poursuivre l'échange avec vous. Je vous remercie.

M. Boudria: En premier lieu, on devrait tous féliciter le nouveau sous-ministre pour sa nomination et lui offrir nos meilleurs voeux.

Le taux de participation des francophones, soit 27 p. 100 environ, n'est pas si mauvais dans l'ensemble. Mais, comme vous l'avez signalé, au niveau des surveillants et des gestionnaires, il semble y avoir des lacunes importantes. Vous parliez tout à l'heure du manque de vérificateurs professionnels bilingues dans certaines communautés. Dans certains cas, il n'y en a pas du tout. Il y a d'autres communautés comptant un nombre important de francophones où les lacunes sont presque aussi graves. Par exemple, Toronto est une ville anglophone, mais il y a là un nombre de francophones important et croissant. Pourtant, il n'y a que trois personnes sur 545 qui sont capables de fonctionner en français à votre bureau de Toronto. Il me semble que c'est une lacune aussi importante que l'absence totale de francophones ou de bilingues à London ou à Halifax.

On ne peut pas vous demander ce que vous avez fait pour remédier à la situation parce que vous êtes nouveau.

[Traduction]

With regard to the language of work, statistics show that our bilingual capacity at the supervisory level in our central and staffing services is above average. But once again, when one takes a closer look at the specific areas, one notes that there are too many unilingual supervisors in charge of bilingual employees at headquarters.

I also admit that, on several occasions, headquarters has sent, out of haste or for operational reasons, directives, telexes or information in one language only. The translation has been sent along later on, but I find that totally unacceptable and every effort will be made so that this will not happen again.

Headquarters has a small team of six person-years working on program administration. On top of that core group, there are 17 other person-years for training and testing specialists. Indeed, we provide our own language training program for both anglophones and francophones.

We intend to further improve our auditing of the implementation of the department's policies. Furthermore, we will also have to review all the requirements and obligations of our institution in the light of the new Official Languages Act and regulations soon to be passed, we are given to understand. This review will deal both with equal participation and with service to the public and language of work. Specific objectives will then be established for each centre of responsibility.

I simply wanted to give you a general overview of the situation, and I am now ready to answer your questions. Thank you.

Mr. Boudria: I think we should all start by congratulating the new deputy minister on his promotion and wishing him our best.

Now, the rate of participation of francophones is 27%, which is really not bad on the whole. But you did state that there were weaknesses in the supervisory and management levels. You also said earlier that there was a lack of bilingual professional auditors in some communities. It even appears that you are unable to provide bilingual services in some areas. But there is also the problem of the big anglophone urban centres with a major francophone population who are unable to obtain services in their own language. I am thinking in particular of Toronto, which is definitely an anglophone city, but with a big francophone population that is on the increase. However, there are only 3 people out of 545 able to function in French in your Toronto office. To my mind, this is just as serious as the total absence of francophones or bilingual staff in London or Halifax.

We cannot really ask you what you have done to remedy this situation as you are quite new in this

[Text]

On devrait plutôt vous demander ce que vous allez faire au cours des prochains mois à part ce que vous avez mentionné au sujet de votre bureau de formation pour les employés.

• 1550

M. Gravelle: Quelques mesures ont déjà été mises en application. Il est vrai qu'actuellement, le Ministère éprouve des difficultés à garder ses vérificateurs, des gens de la catégorie occupationnelle AU. Le secteur privé est évidemment très compétitif. Nous avons essayé de recruter des gens tant bien que mal, mais il faut faire d'énormes efforts. C'est déjà en marche. Dès le début de l'automne, on a amorcé une campagne de recrutement très intense dans les universités canadiennes dans le but de recruter de jeunes diplômés, de préférence bilingues. On accordera la priorité aux jeunes diplômés bilingues tout en tenant compte du principe du mérite.

Dans un deuxième temps, il faudra revoir de façon systématique la répartition des effectifs du Ministère en fonction des populations minoritaires linguistiques et des besoins. Cela ne pourra pas se résoudre en 24 heures, parce qu'il faut déplacer des employés avec leurs familles.

Cela dit, une troisième solution s'offre à nous. Je ne vois pas pourquoi un contribuable ou une compagnie désirant obtenir des services du Ministère dans une langue ou dans l'autre ne pourrait pas être desservi par un représentant du Ministère ou un vérificateur qui n'est pas nécessairement affecté au bureau de Toronto, par exemple. On peut identifier à l'avance la clientèle et avoir des vérificateurs itinérants.

Nous examinons actuellement des solutions de ce genre afin de pouvoir offrir le service là où il n'est pas disponible.

M. Boudria: L'une des façons d'améliorer la situation est l'embauche, comme vous l'avez dit. Cependant, nous sommes dans une période de contrainte où l'embauche est plutôt faible dans la plupart des ministères fédéraux. Compte tenu du fait que la croissance, dans le domaine de l'embauche, est assez limitée, ne pensez-vous pas qu'il sera difficile d'utiliser cet outil-là pour corriger la situation? N'y aurait-il pas lieu d'avoir recours à la formation plutôt qu'à l'embauche, à moins que vous ne prévoyiez embaucher un grand nombre de personnes dans certaines de ces communautés?

M. Gravelle: Nous sommes en période de décroissance dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental. Cependant, le Ministère, compte tenu de l'importance de son mandat, a maintenu une certaine capacité au cours des deux dernières années. Notre nombre d'années-personnes n'a pas décliné de façon importante. De plus, étant donné que plusieurs employés prennent leur retraite ou quittent volontairement le Ministère, nous pouvons combler au-delà de 100 postes juste dans le domaine de la vérification. C'est donc dire qu'il y a une fenêtre, une ouverture.

[Translation]

position. Rather, we should be asking you what you intend to do over the next few months apart from the staff training project that you have already dealt with in your opening remarks.

Mr. Gravelle: Some measures have already been implemented. The department has had some problems holding on to its auditors, all members of the AU category. The private sector is, obviously, extremely competitive. We have tried to recruit people through all kinds of means, but it requires incredible efforts on our part. We have already started on this program. Indeed, in early fall, we launched a very intensive recruitment campaign to try and recruit new young graduates, preferably bilingual, in the various Canadian universities. We decided to give the priority to young bilingual graduates and still apply the merit principle.

Secondly, we intend to make a systematic review of the distribution of staff in the department while taking into account minority language groups and their needs. Obviously, we will not be able to accomplish this overnight, as it will require the transfer of staff and their families.

There is a third solution. Indeed, the department could very well serve the needs of the individual or corporate taxpayers in the language of their choice at the Toronto office, for example, through the use of travelling auditors. The needs of the client could then be determined in advance and travelling auditors could go and meet them on site.

We are looking at these various possibilities in the hope of being able to provide services that are not now available.

Mr. Boudria: I agree with you that recruitment could be one solution to the problem. However, federal departments are subjected to very tight controls and recruitment possibilities are rather limited. Do you not fear, then, that it will be difficult to use that tool to remedy the problem? Would it not be preferable to try and solve the problem through training rather than recruitment? Unless of course you decide to hire a great number of people in some of these communities.

Mr. Gravelle: The federal public service is shrinking. However, in view of the importance of our mandate, the department has been able to maintain its capacity over the past two years. Our number of person-years has not decreased too dramatically. Moreover, through attrition, we have been able to fill over 100 positions in the area of auditing alone. In other words, we are beginning to see the light at the end of the tunnel.

[Texte]

Bien entendu, l'employeur, le Conseil du Trésor, a une politique d'ajustement de la main-d'œuvre pour les déplacements, etc., et on doit prendre en considération les candidats à l'interne avant de trouver des candidats à l'externe. Nous allons respecter cette politique. Je veux simplement vous dire que là où il est possible de faire du recrutement à l'extérieur, nous allons certainement mettre l'accent, à compétence égale, sur le recrutement de diplômés bilingues ou de diplômés qui ont toutes les aptitudes nécessaires pour devenir rapidement bilingues.

M. Boudria: D'habitude, le premier contact de la population avec Revenu Canada, c'est le formulaire de déclaration d'impôt que vous envoyez par le courrier. Pour un grand nombre de Canadiens, c'est le contact initial. Il me semble que vous avez là un bon outil pour encourager la population de langue minoritaire à utiliser sa langue. Il faut souvent encourager la population à le faire.

Une chose me tracasse. Il arrive souvent que les gens font faire leur déclaration d'impôt par un comptable ou par quelqu'un d'autre. Dans le cas des Franco-Ontariens, il arrive souvent que le comptable prépare la déclaration en anglais. Cela veut dire que l'année suivante, nous recevons automatiquement de votre ministère de la documentation en langue anglaise, même si nous sommes francophones.

• 1555

Avez-vous une solution à apporter à ce problème? Dans ma province, l'Ontario, un francophone qui recevrait son formulaire en français deux années de suite s'habituerait à utiliser sa langue. Ce serait l'inverse dans le cas d'un anglophone du Québec. Avez-vous pensé à quelque solution pour encourager les gens en milieu minoritaire à utiliser leur langue, surtout lorsqu'il y a des professionnels qui semblent les encourager à faire le contraire?

M. Gravelle: Vous soulevez un problème d'actualité sur lequel on s'est penchés. Il y a deux volets à la solution. Premièrement, on a constaté effectivement que grand nombre de contribuables sentaient le besoin d'aller chercher de l'aide professionnelle pour remplir les formulaires d'impôt. Très souvent, le contribuable d'une minorité linguistique fait affaire avec un spécialiste d'une autre langue qui se sert d'une formule qui n'est pas dans la langue du contribuable. Lorsqu'un contribuable utilise une formule française, c'est enregistré et codé dans notre système et, automatiquement, toute communication subséquente se fait dans la langue de la formule utilisée par le contribuable.

Pour éviter cela, nous avons visité les principales sociétés, comme H&R Block et les autres. Elles ont accepté de collaborer avec nous et d'identifier au départ la langue privilégiée du contribuable lorsqu'ils préparent le formulaire d'impôt.

Deuxièmement, nous ne nous fions plus strictement à l'information qui pourrait être erronément transmise par

[Traduction]

And of course, Treasury Board in its capacity of employer has a mobility assistance program to help staff that are being transferred, and public servants have priority over outside candidates in any competition. We have no plan to go against this policy. I simply want to point out that wherever we are able to recruit staff from the outside, we will definitely give priority to bilingual graduates, given equal qualifications, or graduates who have all the necessary skills to rapidly become fully bilingual.

Mr. Boudria: The average man on the street has his first contact with Revenue Canada when he mails in his income tax return. That goes for the great majority of Canadians. That would be a good starting point. We could encourage taxpayers from the minority language groups to send in their forms in the official language of their choice.

But I have another concern. A lot of people ask an accountant or someone else to fill out their tax returns. And this means, for a lot of Franco-Ontarians, that the accountant will fill out their forms in English. So the following year we automatically receive material from your department in English, even though we are francophones.

Do you have any solution to suggest? In my province, Ontario, a francophone who received the French version of the tax return for two consecutive years would get accustomed to using his native language. The same would apply to an anglophone in Quebec. Do you have any ideas about how to encourage the official language minority group to make use of its language, particularly when there are professionals who would appear to be doing the opposite?

Mr. Gravelle: We have studied the problem. There are two parts to the solution. First of all, we have noted that a large number of taxpayers feel the need for professional help in filling out their tax return. Very often the taxpayer from the language minority group will be dealing with a specialist using a tax form in the other official language. When the taxpayer uses the French form, it is recorded and coded in our system and any subsequent correspondence is in the same language.

To avoid the situation you describe, we have visited the main companies like H&R Block and the others. They have agreed to co-operate with us and indicate the preferred language of the taxpayer when they prepare the tax return.

Secondly, we no longer rely strictly on the possibly incorrect information communicated by the person who

[Text]

le préparateur d'impôt à partir d'un formulaire d'impôt. Nous avons établi un système d'étiquetage, de sorte que le contribuable qui a utilisé, une année, les services d'une firme extérieure reçoit, l'année suivante, non pas son formulaire d'impôt, mais strictement une étiquette avec un avis lui disant: Si vous voulez utiliser à nouveau les services d'un préparateur, remettez-lui simplement cette étiquette. Sur l'étiquette, il y a code qui dit qu'on communique avec ce contribuable dans la langue privilégiée qui nous a été indiquée. Par ailleurs, si le contribuable ne veut pas utiliser les services d'un préparateur, il n'a qu'à aller chercher un formulaire au bureau de poste ou au bureau de district de l'impôt le plus rapproché de son domicile et le remplir lui-même en utilisant l'étiquette. C'est ainsi qu'on essaie d'éviter toute erreur d'aiguillage.

Pour nous, l'offre active, c'est très important. On crée des services, mais encore faut-il qu'on les utilise. Depuis trois ans, chaque année, de façon systématique, par l'entremise de l'administration centrale ou de nos agents d'affaires publiques, dans chaque bureau de district, nous rencontrons systématiquement les associations de minorités linguistiques. J'en ai ici la liste. On communique régulièrement avec une dizaine d'associations, et on le fait sur deux plans. Premièrement, au début d'une année de perception, qui commence en janvier, on leur dit: Invitez vos membres à communiquer avec nous dans les deux langues ou dans leur langue privilégiée.

J'ai apporté les dossiers de l'ACFA, une association de l'Alberta. L'association a publié une annonce dans le journal avec tous les renseignements qu'on leur a donnés: «Cette année, je remplis ma déclaration en français». On fait la même chose dans le cas des autres journaux de la presse minoritaire.

Dans un deuxième temps, on communique avec ces associations pour recruter des bénévoles. On a eu recours aux services de bénévoles. Il y a beaucoup de gens âgés qui vivent dans des foyers ou qui sont hospitalisés et qui ont besoin de bénévoles pour les aider. Cela nous permet de faire appel au bénévolat et également d'accroître notre main-d'oeuvre durant la période critique, de janvier à la fin d'avril. Nous donnons des cours à ces bénévoles pour qu'ils puissent aider les contribuables à remplir leur formulaire d'impôt. Nous incitons les associations minoritaires à nous aider à recruter des bénévoles et à les mettre en rapport avec nos bureaux de district, de manière à ce que l'on puisse maximiser le contact dans la langue officielle du contribuable.

• 1600

Le sénateur Guay: Cela n'a rien de nouveau; vous faites cela depuis des années.

M. Gravelle: Oui.

M. Boudria: Vous n'avez pas tout à fait répondu à une partie de ma question. Je parle non seulement de la formule de l'année suivante, mais également de la

[Translation]

has prepared the tax return. We have put into place a labelling system so that the taxpayer who has made use of the services of an outside firm receives in the following year not a tax return but a label indicating that if he wishes to make use of such services once again, the label should be provided to the person filling out the form. The label contains a code indicating the preferred language of correspondence with the taxpayer. If the taxpayer does not want to make use of such a service for the preparation of tax returns, he can pick up a form at the post office or the closest district tax office and fill it out himself and stick on the label. That is how we attempt to avoid any incorrect identification.

We consider the active proposal of services to be important. It is not enough to set up services, use must be made of them. Every year for the past three years we have been systematically organizing, through our main office or our public affairs officers, meetings with the minority language associations in each district office. I have the list here. We are in regular communication with about 10 associations. At the beginning of the tax year, in January, we tell the association representatives to encourage their members to communicate with us in their language of choice.

I have the file for the ACFA, the Alberta association. This association published an ad in the newspaper with the information we provided: "This year I am filling out my tax return in French". The same is done in the other minority language newspapers.

We also get in touch with these associations to recruit volunteers. We have made use of this service of volunteers. There are lots of elderly people living in old age homes or who are hospitalized and require the assistance of volunteers. The use of volunteers enables us to increase our manpower during the peak period from January to the end of April. We train the volunteers in how to help taxpayers fill out their tax return. We encourage the minority associations to help us recruit such volunteers and refer them to our district offices and thus offer the appropriate service in the taxpayer's official language.

Senator Guay: There is nothing new in that, you have been doing it for years.

Mr. Gravelle: Yes.

Mr. Boudria: You did not answer part of my question. I am not only talking about the tax return for the following year but the correspondence during the same

[Texte]

correspondance au cours de la même année. Vous envoyez un petit reçu quelques mois plus tard et vous dites: On a reçu vos renseignements et vous nous devez 32\$ de plus, etc. Je vous fais une suggestion et vous me direz si cela a du sens ou non. Ne serait-il pas possible d'écrire, près de l'endroit réservé à la signature du contribuable, quelque chose comme ceci: A l'avenir, désirez-vous recevoir votre correspondance en français ou en anglais? Si le contribuable ne remplit pas lui-même la formule, il doit tout au moins apposer sa signature. S'il pouvait indiquer, près de sa signature, dans quelle langue il désire recevoir sa correspondance au cours des semaines ou mois suivants, ce serait déjà une amélioration. Qu'est-ce que vous pensez de cela?

M. Gravelle: Je retiens cette suggestion, et nous allons l'examiner. Au fur et à mesure que nos formulaires seront révisés et réimprimés, nous en tiendrons compte. Je pense qu'elle est très valable. Je tiens cependant à vous rassurer. Lorsque le contribuable, lors de son premier contact avec nous, par exemple quand il fait sa première déclaration d'impôt, nous indique qu'il veut correspondre avec le Ministère dans l'une des langues officielles, ceci est enregistré automatiquement et tout avis d'ajustement, tout correspondance future, etc., se fait dans la langue qui nous a été indiquée à l'origine. Cependant, si nous pouvons prendre d'autres moyens pour le répéter, nous allons le faire.

M. Boudria: Merci.

The Joint Chairman (Senator Wood): I wonder if we could have a list of the minority associations that you deal with. Thank you.

Monsieur Grisé.

M. Grisé: J'écoutais les questions et les commentaires de mon collègue, M. Boudria, et vos réponses. Bien que vos réponses soient très précises et complètes, il me semble qu'on joue beaucoup avec la carotte et qu'on ne touche pas beaucoup au bâton. On parle de jouer avec de petits carreaux sur le formulaire et ainsi de suite. C'est formidable, tout cela. Je suis très heureux de voir que le sous-ministre au moins est parfaitement bilingue. C'est déjà beaucoup, mais est-ce que le ministère a réellement la volonté d'effectuer des changements? Vous faites du recrutement, mais je ne pense pas que ces recrues fassent tout de suite partie des cadres supérieurs. Le ministère a-t-il véritablement la volonté de former ces cadres supérieurs, chez qui la représentativité francophone fait réellement défaut? Est-ce qu'au ministère, on a réellement la volonté d'effectuer des changements au niveau des cadres supérieurs?

M. Gravelle: La réponse est oui, et je vais vous donner des exemples. Le Ministère attache de l'importance à la prestation de services dans les deux langues officielles depuis des années, mais pas simplement dans le but de respecter la politique du gouvernement canadien et la loi du Parlement. Pour nous, communiquer et offrir un service dans les deux langues officielles, c'est essentiel pour qu'on puisse s'acquitter de notre mandat. Donc, il y

[Traduction]

year. The taxpayer may be sent a receipt a few months later saying you acknowledge receipt of his information and that a further \$32 is owed etc. Tell me what you think of my suggestion. Would it not be possible to ask, next to the space set aside for the taxpayer's signature, something like: do you wish to receive future correspondence in English or in French? Even if the taxpayer does not fill out his return himself, he does have to sign it. If he was able to indicate his language of choice for any future correspondence, it would be an improvement. What do you think of this idea?

Mr. Gravelle: I have taken note of the suggestion, we will look into it. We will take it into account as our tax reforms are revised and modified. I think it is a good idea. However, I do want to reassure you. When the taxpayer, in his first contact with the department, for example his first tax return, indicates that he wishes to correspond with the department in English or in French, this is automatically recorded and the preference is respected in any future correspondence, adjustment notice etc. However, if we can take other steps to repeat the exercise, we will do so.

Mr. Boudria: Thank you.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Voulez-vous nous donner une liste de toutes les associations minoritaires avec lesquelles vous restez en contact? Je vous remercie.

Mr. Grisé.

Mr. Grisé: I was listening to the questions and comments of my colleague, Mr. Boudria, and your answers. Although you have given very precise and complete replies, I get the impression that the carrot is used a great deal and the stick very little. You talk about playing around with little squares on the tax form and so forth. These are all excellent initiatives. I am very happy to see that the deputy minister at least is perfectly bilingual. That in itself is something, but I wonder whether the department really intends to make changes. You do recruit new staff but these new employees are not immediately taken on at the senior management level. Does the department really intend to train senior management where francophones are not adequately represented? Is the department really determined to make changes at the senior management level?

Mr. Gravelle: The answer is yes, and I will give you some examples. For years the department has emphasized provision of services in both official languages, not only out of respect for the Canadian government's policy and the act of Parliament but because communicating and offering service in the two official languages is essential for us in discharging our mandate. Therefore there is a practical reason. It is something essential. Thus it has

[Text]

a une raison pratique. C'est essentiel. Donc, c'est devenu un but dans nos pratiques pour ce qui est de la langue de service.

Votre question a surtout trait à l'interne. Nous sommes conscients non seulement de la nécessité de former des employés bilingues, mais aussi de la nécessité de maintenir un équilibre. À preuve, je puis vous dire que nous avons élaboré un système de formation de nos employés, non seulement de formation linguistique, mais aussi de formation professionnelle. On a des cours bilingues, des cours en français, des cours en anglais dans les domaines de la vérification, de l'enquête, de la cotisation, etc. Nous avons notre propre école de formation. Nous devons faire cela pour la bonne et simple raison que nos employés, nos professionnels doivent être constamment à la fine pointe des renseignements et de l'information pour être des interlocuteurs valables, non seulement dans leurs contacts avec les contribuables qui sont de plus en plus informés et exigeants, mais aussi dans leurs contacts avec les représentants des contribuables, c'est-à-dire les fiscalistes, les spécialistes, etc. C'est donc extrêmement important.

• 1605

On a également établi des programmes de rotation au sein de notre personnel. Cela a été plus difficile, je l'admets, de poster des employés du Québec à l'extérieur du Québec, mais on a voulu favoriser ces échanges. Ainsi, aujourd'hui, il y a cinq ou six directeurs de centre fiscal ou de bureau de district à l'extérieur du Québec, notamment à Vancouver, à Sudbury et dans d'autres villes à l'ouest du Québec. De plus, il va falloir, de façon beaucoup plus systématique, faire des mutations et des promotions lorsque les gens auront atteint un certain niveau de bilinguisme. Il faut qu'il y ait des prérequis; cela me semble essentiel.

Là on peut aborder toute la question des exigences linguistiques des postes. C'est à revoir au sein du Ministère. Pour ma part, compte tenu de mon expérience de 20 ans au sein de la Fonction publique fédérale, je suis d'avis que la norme C est essentielle, surtout pour des gestionnaires qui sont appelés à superviser une équipe mixte de professionnels et autres.

M. Grisé: Monsieur Gravelle, à vous entendre parler, on dirait qu'on est dans un système presque parfait.

M. Gravelle: Non.

M. Grisé: Vous nous parlez de l'élaboration de systèmes professionnels, de cours de formation et d'intégration. Je reviens aux cadres supérieurs et aux vérificateurs professionnels. Quelle est la participation de vos employés à ces cours de formation ou d'amélioration? Si ces cours et ces systèmes fonctionnent bien, comment expliquez-vous les lacunes qui existent à Halifax, à Vancouver et même à Toronto? J'ai rencontré à plusieurs reprises les membres de la Société franco-colombienne. Il y a des professionnels, des comptables, des vérificateurs parmi ces gens. Comment se fait-il qu'ils soient absents

[Translation]

become our practice as far as language of service is concerned.

Your question dealt more particularly with internal practice. We are aware not only of the need to train bilingual employees but also to maintain a balance. To this effect we have developed a training system for our employees, not only language training but professional training as well. We have bilingual courses, courses in French and in English in the areas of auditing, investigation, assessment, etc. We have our own training school. This is necessary because our employees, our professionals, must be constantly up on the latest information in order to carry out their functions, not only in their contacts with taxpayers, who are increasingly informed and demanding, but also in their contacts with the taxpayers' representatives, that is, tax experts, specialists. Therefore it is extremely important.

We have also established rotation programs for our staff. I will admit it was more difficult to assign employees from Quebec outside of the province, but we wanted to encourage such exchanges. So today we have five or six tax centres or district office directors outside of Quebec, that is in Vancouver, in Sudbury and in other cities west of Quebec. We will also have to be much more systematic about making transfers and promotions when people have reached a certain level of bilingualism. Prerequisites will have to be established, I think that is essential.

In that context, we can deal with the language requirements for different positions. That is a subject to be reviewed in the department. As far as I am concerned, in view of my 20 years of experience in the federal public service, I consider that C level is essential, particularly for managers required to supervise a mixed team made up of professionals and others.

Mr. Grisé: Mr. Gravelle, hearing you talk we might imagine that the system is almost perfect.

Mr. Gravelle: No.

Mr. Grisé: You talk about setting up professional systems, training and integration courses. Let me come back to senior management and professional auditors. What is the degree of participation of your employees in such training and upgrading courses? If these courses and systems are working well, how do you explain the existing shortcomings in Halifax, Vancouver and even in Toronto? I met members of the Franco-Columbian Society on a number of occasions. This society has professionals, accountants and auditors among its members. How do you explain their absence from the Department of

[Texte]

du ministère du Revenu national si votre système fonctionne aussi bien que vous le dites? Je ne mets pas du tout votre parole en doute, monsieur Gravelle.

M. Gravelle: Je suis d'accord avec vous pour dire que la situation n'est pas parfaite. Lorsqu'on regarde les chiffres globaux, on a des raisons de croire qu'il y a un équilibre assez intéressant, pas parfait mais intéressant. C'est au niveau de la répartition des effectifs, secteur par secteur, qu'il y a des lacunes. Par exemple, il y a peu de francophones au bureau de Toronto. Cependant, le directeur du bureau de Mississauga a récemment envoyé une note de service à tous ses gens pour identifier huit employés bilingues désignés pour être les premiers en ligne dans tous les contacts avec les contribuables.

C'est maintenant à moi de revoir avec chaque bureau le degré de participation, par catégorie occupationnelle, et de fixer des objectifs. Ces objectifs ne seront pas atteints du jour au lendemain, parce qu'on est toujours aux prises avec des considérations de mobilité, etc. Mais l'engagement du Ministère à cet égard est bien réel, malgré les contraintes.

M. Grisé: Le plus gros du problème se situe-t-il au niveau du contact personnel, par exemple entre un usager et un vérificateur? Les problèmes que vous vivez le plus fréquemment sont-ils soulevés par téléphone ou de personne à personne?

• 1610

M. Gravelle: Dans la documentation qui vous a été distribuée, et qui porte sur l'année 1986, il y a des données très précises. On dit, par exemple, qu'il y a eu un peu plus d'un million de visites au comptoir, un peu plus de 5,700,000 communications par téléphone et près de 122,000 communications écrites par des contribuables.

Dans ma présentation initiale, je vous ai mentionné que nous étions rendus à un peu plus de 8,5 millions de communications à la fois par téléphone et écrites. C'est donc dire que le service au comptoir est très important. J'ajouterai une autre chose: nous avons 34 ou 39 bureaux de district. Ils ne sont pas toujours accessibles, mais durant la période de pointe de l'activité, entre janvier et mars, nous avons des bureaux satellites pour permettre un meilleur accès du contribuable à nos services. Et, évidemment, nous insistons pour obtenir du personnel bilingue, capable de desservir la population.

M. Grisé: Dans votre plan de développement, envisagez-vous des modifications ou des améliorations majeures ou croyez-vous que le plan que vous préconisez actuellement aura des résultats progressif dans les mois ou les années à venir?

M. Gravelle: Mes collègues qui m'entourent ont peut-être découvert que j'ai l'habitude d'être assez pro-actif. Nous reconnaissons les efforts manifestés par le Ministère jusqu'à maintenant; ils ont donné de bons résultats. Mais nous sommes pleins d'idées et de projets pour intensifier, améliorer et bonifier... Pas simplement dans le contexte des langues officielles, mais dans d'autres

[Traduction]

National Revenue if your system is working as well as you say? I am not calling your word into doubt, Mr. Gravelle.

Mr. Gravelle: I agree with you that the situation is not perfect. When one looks at the overall figures, one has reason to believe that there is a rather interesting balance, not perfect but interesting. It is in the actual sector-by-sector breakdown that there are shortcomings. For example, there are few francophones in the Toronto office. However, the director of the Mississauga office recently sent a memo to all employees identifying eight bilingual employees designated to deal with taxpayers.

It is now up to me to review with each office the degree of participation for each occupational category and to set objectives. Such objectives will not be reached overnight, since we still have mobility considerations and so forth. But there is a true commitment on the part of the department in spite of constraints.

Mr. Grisé: Does the main problem not revolve around personal contact, for example between a user and an auditor? Do your problems occur most frequently in telephone conversations or in person-to-person contact?

Mr. Gravelle: In the material we distributed dealing with 1986, there is very specific data. It is mentioned, for example, that there were slightly over 1 million requests for counter service, approximately 5,700,000 telephone calls and about 122,000 pieces of written correspondence from tax payers.

In my opening statement, I mentioned that our written and telephone communications now amounted to about 8.5 million transactions. In other words, counter service is very important. I would also like to add that we have 34 or 39 district offices. They are not always accessible but during our peak activity period between January and March, we have satellite offices for better taxpayer access to our services. And, of course, we make a point of hiring bilingual staff able to serve the population.

Mr. Grisé: I would like to know whether you are giving consideration to any major changes or improvements in your development plan or do you believe that your present plan will ensure progress in the coming months or years?

Mr. Gravelle: The colleagues I have been working with may have discovered that I am usually quite pro-active. We recognize the efforts made by the department up until now, they have given good results. But we are full of ideas and projects intended to improve and better and intensify... not only in the official languages context but in other areas as well. There is all of our informational

[Text]

secteurs aussi. Il y a toute l'information qu'on peut prodiguer aux contribuables et aux spécialistes; on voudrait simplifier et rendre plus accessible la documentation qui est très aride, très complexe et technique. Il y a des tas de choses qu'on peut faire.

M. Grisé: Un dernier commentaire. Je sais, et vous le savez sûrement, que le ministère du Revenu a un bureau important, dans mon comté de Chambly, à St-Hubert. Des rumeurs disent qu'il serait déplacé dans un centre administratif, à Longueuil.

M. Gravelle: Vous voulez qu'on vous consulte avant de prendre une décision.

M. Grisé: Ces personnes demeurent dans le comté de Chambly. . . Je vous remercie, madame la présidente. Je vous remercie, monsieur Gravelle.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci monsieur Grisé. Sénateur David.

Le sénateur David: J'aimerais connaître un peu plus votre programme de formation linguistique. J'imagine qu'il doit ressembler aux programmes des autres ministères, que vous avez les trois catégories classiques, A, B et C. Pour les gestionnaires, vous visez, dans presque tous les cas, la catégorie C. A combien se situe votre pourcentage de réussite?

M. Gravelle: Si vous le permettez, j'aimerais qu'on vous donne une brève description des cours offerts en matière linguistique. Il n'y a pas que des cours d'apprentissage de la langue, il y a également des cours de perfectionnement et de rédaction. M. Pilon vous fera une brève description et on pourra ensuite répondre à votre deuxième question concernant le nombre de personnes formées et les résultats.

M. Marcel Pilon (chef par intérim, Langues officielles, Revenu Canada, Impôt): Brièvement, je vous donne une idée du genre de cours offerts dans les deux langues officielles, à notre Ministère. Tout d'abord, il existe des cours privés impliquant un étudiant et un tuteur ou un professeur. Ces cours sont plus ou moins réservés à notre gestion supérieure. Ensuite, il y a des cours de base à plein temps ou continus. Ils s'adressent aux personnes qui viennent chercher une formation linguistique des niveaux A, B, ou C. Ce sont donc des cours très similaires à ceux de la Commission de la Fonction publique.

• 1615

Nous avons différents modes dans les cours de base: le mode continu à 35 heures par semaine; le mode à temps partiel, à 8 heures par semaine, de septembre à juin; et le mode cyclique à une semaine par mois. Tout dépend de la disponibilité de la clientèle. Nous avons aussi un cours de perfectionnement du français, langue seconde. Il s'adresse aux employés ayant déjà obtenu un niveau B ou C. Donc, on cherche à perfectionner la compétence linguistique des personnes qui ont déjà atteint un certain niveau de compétence dans la langue seconde. Nous avons aussi des cours de perfectionnement du français, langue maternelle et des cours de rédaction administrative dans la langue

[Translation]

material for taxpayers and specialists; we would like to simplify it and make this very complex and technical material more intelligible. There are all sorts of things we can do.

Mr. Grisé: One last comment. As you must know, the Department of Revenue has an important office in my riding of Chambly in St-Hubert. There are rumours about it being moved to an administrative centre in Longueuil.

Mr. Gravelle: You would like us to consult you before making a decision?

Mr. Grisé: These people live in the constituency of Chambly. . . Thank you, Madam Chairman. Thank you, Mr. Gravelle.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Grisé. Senator David.

Senator David: I would like to know a bit more about your language training program. I suppose it is like the program offered by the other departments with the three standard levels A, B and C. For management employees, the level you expect in most cases is C. What is your success rate?

Mr. Gravelle: If you do not mind, I will ask for a brief description of the language training courses offered. There are not only second-language courses but also upgrading and courses in composition. Mr. Pilon will give you a brief description and we can then answer your second question about the number of persons trained and the results.

Mr. Marcel Pilon (Interim Chief, Official Languages, Revenue Canada, Taxation): Briefly, I will run over the different courses offered in the two official languages in our department. First of all, there are private lessons with a single pupil and instructor. Such lessons are more or less limited to our senior management. Then, there is full-time training offered for levels A, B and C. These courses are very much like those offered by the Public Service Commission.

There are different types of basic training: Continuing training at 35 hours a week; part-time training, 8 hours a week, from September to June; and cyclical training, that is one week a month. It all depends on the pupil's availability. We also have an upgrading course in French as a second language. It is for employees who have already reached level B or C. The purpose of such a course is to improve the language level of persons who have already reached a certain degree of proficiency in the second language. We also have upgrading courses in French for French-speaking employees and courses in administrative writing in the mother tongue. Such courses aim to

[Texte]

maternelle. Ces cours cherchent à aider les gens qui veulent perfectionner la langue écrite dans leur langue maternelle. Il y a aussi des cours d'expression écrite dans les deux communications orales; il y a la grammaire et l'orthographe, enfin, toute une gamme de cours. Ce sont les cours maison que nous offrons au ministère.

Le sénateur David: Puisqu'on parle des cours, pourriez-vous me donner une idée du budget maison? Combien dépensez-vous pour donner tous ces cours? Une approximation suffirait.

M. Pilon: Je peux vous donner le budget de la section des langues officielles; il vous donnera une idée des salaires des professeurs et le reste.

Le sénateur David: Non, donnez-moi l'ensemble du budget que vous consacrez aux cours que vous venez de me décrire. Le total.

M. Pilon: On peut vous donner le total du nombre d'employés. Mais, le budget provient de nos propres ressources. Il inclut les années-personnes, les salaires du personnel et des professeurs.

Le sénateur David: Alors, le coût des cours n'a jamais été distingué du budget global?

M. Pilon: Pas nécessairement.

Le sénateur Guay: Vous n'avez pas d'allocation?

M. Gravelle: Nous avons 19 personnes assignées à la formation et à l'évaluation; ce qui représente des salaires d'un peu plus de 630,000\$ par année. On peut aussi vous donner le nombre de personnes en formation.

Le sénateur David: Non, c'est bien ainsi. Parlons des résultats maintenant.

M. Pilon: Si vous parlez du taux de réussite des gens qui passent par nos cours maison, je vous avoue que je n'ai pas de pourcentage exact; mais, je sais que de 5 à 6 p. 100 faillissent. C'est un bon résultat. Mais, il faut réaliser que, pour les cours de perfectionnement, on ne vise pas nécessairement une norme; on vise à améliorer l'individu, à accroître sa compétence. Si l'individu retourne au travail et qu'il est capable d'opérer, on pense avoir réussi.

Le sénateur David: Mais, on a déjà dit, de façon moins directe peut-être, que le grade A, en terme de bilinguisme, ne vaut pas grand chose. Partagez-vous cette opinion?

M. Pilon: Nous sommes entièrement d'accord avec vous.

Le sénateur David: On commence au niveau B, de préférence au niveau C. Le niveau B est une langue de travail; mais, le niveau A est la langue de *yes or no*, sans plus.

M. Gravelle: Nous sommes tout à fait d'accord avec vous.

Le sénateur David: Donc, il faudrait peut-être supprimer le niveau A et commencer au niveau B, si tout le monde est d'accord.

[Traduction]

improve the style of the written language in the mother tongue. The written language is also dealt with in the other language courses, grammar, spelling and so forth. These are the in-house courses offered by the department.

Senator David: Since we are talking about courses, could you give me an idea of the department's budget? How much do such courses cost? I would be satisfied with an approximate figure.

Mr. Pilon: I can give you the budget of the official Languages section; it will give you an idea of the teachers' salaries and so forth.

Senator David: No, let me know the amount for the training courses you have just described. The total amount.

Mr. Pilon: We can tell you the total number of employees but the budget comes from our own resources. It includes person years, wages and salaries of staff and teachers.

Senator David: So the actual cost of the courses is not shown as a separate item?

Mr. Pilon: Not necessarily.

Senator Guay: Do you not have any allowance?

Mr. Gravelle: We have 19 persons assigned to training and evaluation, their salaries amount to a bit more than \$630,000 a year. We can also provide you with the number of persons in training.

Senator David: No, that is enough. Now let us talk about the results.

Mr. Pilon: If you are referring to the success rate of employees taking our in-houses courses, I do not have any precise percentage figure but I know that the failure rate is between 5% and 6%. It is a good performance. But it must be realized that the upgrading courses do not necessarily set a standard; an attempt is made to improve the individual's skill and raise the level. If the employee is able to work more effectively, we consider ourselves successful.

Senator David: But it has already been said, though perhaps not directly, that Level A is not worth much in terms of bilingualism. Are you of that opinion?

Mr. Pilon: Most definitely.

Senator David: The operational level is level B or preferably level C. Level B means the language of work but level A is not much more than the ability to say yes or no.

Mr. Gravelle: We are in full agreement with you.

Senator David: In that case, it might be best to do away with level A and start at level B, if everyone is in agreement.

[Text]

Maintenant on s'est également fait dire que tout le monde a la même prime quelque soit le niveau. Est-ce vrai ou faux? Trouvez-vous logique que quelqu'un qui est limité à *yes or no* ait exactement la même prime que celui qui parle les deux langues d'une façon, disons, suffisante pour converser?

M. Gravelle: Le sujet de la prime au bilinguisme soulève beaucoup de controverse. Comme ministère opérationnel, évidemment, nous sommes encadrés par la politique de l'employeur. La prime a été installée comme incitatif; elle le demeure peut-être. Je sais que plusieurs en ont souhaité la disparition; elle ne serait pas nécessaire, essentielle ou même souhaitable. Il m'apparaît essentiel d'éliminer le problème en contournant les exigences minimales du niveau A et de renforcer les exigences linguistiques des postes. Voilà ce qui est important.

• 1620

Deuxièmement, on devrait faire une évaluation périodique, un suivi périodique de la capacité linguistique quand une personne a reçu une formation linguistique. On verrait ainsi si cette personne a maintenu l'acquis, sinon on pourrait retirer la prime.

Ceci étant dit, sénateur David, madame la présidente, nous l'avons fait. Nous avons procédé à une évaluation et un certain nombre d'employés ont perdu la prime chez nous.

Le sénateur David: Oui, mais si une personne passe du niveau C à A, par exemple, elle a encore droit à la prime puisqu'elle sait un minimum. Vous avez donc un problème sérieux sur les bras. J'imagine que si des pressions étaient faites par les différents ministères dont le vôtre, pour que le minimum de bilinguisme commence au niveau B, puisque tout le monde est d'accord que le niveau A ne représente pas de bilinguisme, à ce moment-là une prime serait justifiée. Elle serait beaucoup plus incitative. On peut rester au niveau A toute sa vie; passer au niveau C, de toute façon, ne donne rien de plus que le A sinon une satisfaction personnelle et peut-être une meilleure communication.

M. Gravelle: Monsieur le sénateur, lorsque je considère toute la dimension de service au public et l'interaction importante qui doit exister entre les responsables du Ministère et un contribuable, il m'apparaît évident que désigner un poste bilingue sur le plan du niveau A n'est pas satisfaisant, voire même non acceptable. Le service au public n'est pas donné.

Le sénateur David: Je pense que nous partageons les mêmes idées. J'ai maintenant hâte de voir, si dans trois ans, je poserai encore la même question.

M. Gravelle: Peut-être dans un an, sénateur.

Le sénateur David: Bon, magnifique! J'admire un homme optimiste.

M. Gravelle: Je ne peux pas faire de miracles, quand même.

[Translation]

We have also been told that everyone gets the same bonus regardless of level. Is that correct or not? Does it seem logical to you that someone who cannot say much more than *yes or no* should get exactly the same bonus as someone who is able to converse adequately in both languages?

Mr. Gravelle: The bilingual bonus is a very controversial subject. As an operational department, we are, of course, subject to the policy decided by the employer. The bonus was offered as an incentive and it may still be one. I know that a number of people have advocated its elimination saying it is neither necessary, essential or even desirable. I think we must eliminate the problem by getting around the minimum requirements of level A and re-enforcing the language requirements for positions. That is important.

Secondly, there should be a periodic evaluation or follow-up on persons who have gone through language training. In this way it can be determined whether the ability has been maintained, if not the bonus can be withdrawn.

Having said that, Senator David, Madam Chairman, that is exactly what we have done. We have carried out an evaluation and a certain number of our employees have had their bonus withdrawn.

Senator David: Yes but even if someone goes from level C to level A, for example, he is still entitled to the bonus because of this minimum level. Therefore you find yourselves with a serious problem. I suppose that if there were pressure from the different departments, including yours, to have the basic level raised to level B, since everyone agrees that level A cannot be described as bilingualism, then the bonus would be justified. There would be a much greater incentive. You can remain at level A all your life especially since going on to level C does not mean any greater reward other than personal satisfaction and perhaps better communication.

Mr. Gravelle: Senator, in view of the range of service to the public and the important interaction between departmental officials and taxpayers I think there is no question about a bilingual position staffed at level A not being satisfactory, even acceptable. Service to the public is not being provided.

Senator David: I think we are of the same opinion. I am curious to know whether I will still be asking the same question three years from now.

Mr. Gravelle: In a year perhaps, Senator.

Senator David: Great! I admire optimism in a man.

Mr. Gravelle: I cannot work any miracles.

[Texte]

Le sénateur David: Maintenant, puisqu'on parle des deux langues, je reçois toujours mes cotisations et mes documents en français. Je ne peux donc pas juger de la qualité de la langue anglaise; mais, je peux, un peu plus, juger de la qualité de la langue française. Votre personnel a peut-être appris à parler français mais sûrement pas l'ordinateur. C'est un langage tellement hermétique que bien souvent, faute d'un comptable à votre côté, on n'y comprend absolument rien.

Pour revenir à ce que M. Boudria disait, c'est bien beau d'avoir une case pour indiquer qu'on parle français; mais si son comptable ne comprend pas un mot de français, il doit traduire la formule de toute façon. Je trouve vexant de recevoir, surtout au moment des cotisations, une longue page d'explications.

M. Gravelle: Vous préférez le retour de remboursement et non pas les explications.

Le sénateur David: Je suis comme tous les contribuables dans cette situation. Mais il m'arrive, de temps en temps, de recevoir de longues pages... Remarquez que ces pages sont toujours longues, qu'il s'agisse de remboursement ou de supplément; il y a un long texte pour vous expliquer pourquoi on vous rembourse. Bref! De toute façon, il y a des soustractions à droite et il y a des additions à gauche avec un langage absolument incompréhensible. Je me demande si la qualité de la langue, tout en sachant que c'est un ordinateur, ne pourrait pas être un peu plus intelligible?

M. Gravelle: Nous sommes tout à fait sensibles à vos préoccupations. Le problème que vous avez perçu dans cette communication électronique existe également en anglais, croyez-moi. Je vous disais plus tôt que nous nous sommes attaqués à la clarté, à la précision, à la limpidité de la langue écrite, en français et en anglais; nous nous efforçons de le faire continuellement. Nous avons même retenu les services de spécialistes de l'Université d'Ottawa pour nous aider dans cette mise à jour de nos publications écrites.

Dans les messages électroniques, il y a un travail à faire, il n'y a aucun doute, et nous nous y penchons. Nous sommes un peu prisonniers de l'ordinateur. Je vous explique: ce qui est important c'est la qualité du service au public; mais, ce qui est encore plus important pour le contribuable, c'est la rapidité du service. Compte tenu de l'achalandage, comme je vous le mentionnais plus tôt, lorsqu'on a au-delà de 17 millions de retours de déclarations en l'espace de trois mois... Bref! Le contribuable s'attend à une réponse, à un remboursement dans les six ou huit semaines suivant le dépôt de la déclaration. Il est donc essentiel de recourir à nos systèmes informatisés pour transmettre de l'information. On est encore au stade du perfectionnement en ce qui a trait à cette communication par ordinateur.

• 1625

Le sénateur David: Mais la beauté de l'ordinateur, c'est que quand vous lui conseillez une amélioration à quelque

[Traduction]

Senator David: To continue on the subject of language, I always receive my assessment notice and my documents in French. I am therefore not in a position to comment on the quality of the English but I can say something about the quality of the French. Your staff may have learned to speak French but the same cannot be said about the computer. The style is so hermetic that very often nothing can be made of it without the explanations of an accountant.

To return to what Mr. Boudria was saying, it is fine to have a square to indicate language preference but if one's accountant does not understand any French, then the form would have to be translated in any case. I find it annoying to receive, particularly at the time of assessment, a long page of explanations.

Mr. Gravelle: You prefer the refund to the explanations?

Senator David: Like all taxpayers. But sometimes I get whole pages of... there is always a long explanation, whether it is a refund or a supplement, there is always a long text explaining why the refund is being made. There are subtractions to the right and additions to the left, all of it in absolutely incomprehensible language. Would it not be possible to make the language more intelligible, even though we are dealing with a computer?

Mr. Gravelle: We are very sensitive to your concerns. The problem you describe in this type of electronic communication also exists in English, you can be sure of it. I told you earlier on that we have tried to improve the clarity, the precision and the intelligibility of the written language in both English and in French and we are constantly striving to do so. We have even engaged the services of specialists from the University of Ottawa to help us in this up-dating of our written material.

As far as electronic messages are concerned, there is definitely work to be done and we are examining the matter. We are prisoners of the computer to some extent. Let me explain what I mean. Quality of service to the public is of course important but even more important to the taxpayer is the rapidity of reply. In view of the congestion, as I was saying, when we have over 17 million tax returns to deal with in 3 months... the taxpayer expects a reply or a refund within six to eight weeks of the filing of his tax return. It is therefore essential to use computerized systems to transmit information. We are still at the stage where we are trying to improve computerized communications.

Senator David: But the beauty of the computer is that it will always do what you tell it to. So that if you

[Text]

chose, il la conserve tant que vous ne la changez pas, tandis qu'avec du personnel humain, cela fluctue beaucoup. Je vous encouragerais quand même à avoir des professeurs d'ordinateur comme vous avez des professeurs pour les être humains, afin de rendre ce langage plus facile. Ainsi, vous n'auriez pas besoin d'une multitude d'interprètes qui, souvent, ne le comprennent pas, ce qui fait qu'on vous envoie toutes sortes de demandes à cause d'un manque de compréhension.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, sénateur David. Sénateur Guay.

Le sénateur Guay: Monsieur Gravelle, en vous écoutant, j'ai l'impression que vous nous chantez la même chanson qu'on entend depuis dix ans: on fait du progrès. Je sais ce qui se passe à votre ministère. J'ai été ministre du Revenu national pendant 18 mois, ce qui est l'un des plus longs séjours pour un ministre. Je me rappelle bien ce que me disaient M. Macdonald et d'autres qui étaient là à l'époque. Il me semble qu'on ne fait pas tout le progrès qu'on devrait faire.

Au Manitoba, les francophones qui se présentent à vos bureaux ont des problèmes, comme c'est parfois le cas des anglophones au Québec. Dans la vie d'aujourd'hui, tous les gens sont pressés. Je devrais vous demander combien de personnes vous avez à vos bureaux de district ou à vos autres bureaux. Au centre d'accueil, la réceptionniste est parfois bilingue, mais si elle est obligée de s'absenter de son bureau, elle est souvent remplacée par une anglophone. Là il y a un problème. Cela se produit parce que vous avez très peu d'employés francophones dans l'Ouest canadien.

Je devrais dire que la situation à votre ministère est presque honteuse. D'ailleurs, n'oubliez pas que je l'ai dit quand j'étais là. Je ne vous fais pas un reproche personnel, loin de là. On nous dit souvent qu'on a de la difficulté à recruter des personnes bilingues pour ces postes-là. Si c'est quelqu'un du Québec qui vient au Manitoba, on a encore un problème parce qu'il ne comprend pas très bien l'anglais. Pour ma part, je crois que ce n'est pas là qu'est le problème. Nous avons une université à Saint-Boniface. Les étudiants qui en sortent sont parfaitement bilingues, bien plus que moi. Ils ont de grandes qualités et souvent ils n'ont pas l'occasion de solliciter ces postes-là. Je vais vous faire une suggestion. Communiquez avec l'Université du Manitoba si vous avez besoin de personnel bilingue.

Je connais aussi le problème à Calgary. Je me suis présenté personnellement au centre d'accueil à Calgary, et ils étaient tout émerveillés d'entendre quelqu'un parler français. Il n'y avait personne pour me répondre, et ils m'ont fait attendre. Ils m'ont dit: On va aller au quatrième étage; il y a une fille dans le coin, là-bas, qui va venir vous parler. Si on ne leur dit pas qu'on comprend l'anglais, ils sont perdus. Les gens sont mal à l'aise quand ils attendent, surtout s'ils sont pressés. Nous passons notre temps à dire aux Québécois: Venez donc dans l'Ouest; les gens dans nos bureaux du gouvernement vont vous parler

[Translation]

program it to improve on something, it will keep on doing it until you make the next change. One cannot say the same for people. I would, however, highly recommend that you hire computer experts to improve on this language. After all, you did not hesitate to recruit professors for your staff. You would then not need to deal with so many interpreters who often do not understand your needs. That is also probably one of the reasons why you receive so many requests for information.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Senator David. Senator Guay.

Senator Guay: Mr. Gravelle, as I listen to you, I get the feeling that you are singing the very same song that we have been hearing for over 10 years: we are making progress. I am very well aware of what is going on in your department. I was myself Minister of National Revenue for 18 months and I happen to hold one of the records in that department. I clearly remember what Mr. Macdonald and various other people who were there at the time used to say about the situation. I rather feel that you are not making as much progress as you should.

In Manitoba, francophones who deal with your offices have the very same problems as anglophones in Quebec. People are always in a hurry nowadays. I should start by asking you how many staff you have in your district offices or in your other offices. The receptionist at the information centre is bilingual. But she is often replaced by an anglophone whenever she has to leave her post for a few minutes. So there is a problem. And that happens because there are so few francophone staff in the Canadian west.

The situation in your department is shameful. And I used to say it too when I was there. I am not blaming you personally, far from it. We have been told that it is difficult to recruit bilingual people in those positions. And it is almost impossible to transfer someone from Quebec to Manitoba because then they do not understand English all that well. As far as I am concerned, I do not think that that is the problem. We have a university in Saint-Boniface. The graduates of that university are fluently bilingual, much more so than I am. They are fully qualified but they are not often invited to apply for these positions. Let me make a suggestion to you: get in touch with the University of Manitoba when you need bilingual staff.

I am also aware of the problem in Calgary. I myself went to the information centre in Calgary and they were all amazed to hear someone speak French. No one there was able to help me so I had to wait. They told me that they would go up to the fourth floor and get hold of a girl who worked in a corner there and who would be able to talk to me. They are at a total loss when you do not tell them that you understand English. People are uncomfortable when they have to wait, especially when they are in a hurry. We keep telling Quebecers to come out west, that public servants will be able to speak to

[Texte]

français et vous n'aurez pas de problèmes. Mais quand les gens du Québec arrivent à Calgary et même à Winnipeg, ils ont de la difficulté à se faire comprendre.

Je reviens aux cours dont vous parliez. Avez-vous obtenu du succès? Il y a tant de gens qui suivent le cours. Quel est le taux de réussite? Combien d'échecs y a-t-il dans ce groupe-là? Même si une personne a suivi un cours, il est parfois très pénible de l'écouter, même si vous considérez qu'elle a réussi le cours. Ces gens ont de la difficulté.

• 1630

Je peux vous donner un exemple. Il y a une personne qui a suivi un cours ici, à la Chambre des communes, il y a cinq ans. J'ai parlé au type, et il a de la difficulté à dire: Il fait beau aujourd'hui. Quand je lui ai dit cela, il ne savait pas ce que je lui disais. C'est de l'argent gaspillé. C'est pour cette raison que je vous demande quel est votre taux de réussite dans les cours dont vous parlez. Ces cours-là ne sont pas toujours rentables. Avez-vous ces chiffres-là?

M. Gravelle: Je ne les ai pas avec moi, sénateur, mais je vous donnerai avec plaisir des renseignements plus précis sur le nombre d'employés anglophones et francophones qui ont suivi des cours de formation, sur les résultats de ces cours et sur la façon dont on s'est pris pour conserver les acquis. Le secret, c'est le maintien de l'acquis, et l'acquis ne se conserve que par un usage judicieux de la ressource humaine. Il y a toutes sortes de contraintes, comme vous le savez très bien. Il n'y a pas de modèle parfait de gestion de la ressource humaine. Si un individu nous dit qu'il veut devenir bilingue parce qu'il veut progresser au sein de l'organisme et être affecté à des postes où on aura recours à ses services en français et en anglais, on lui offre un cours, mais il faut aussi l'aider dans son cheminement de carrière et lui donner des affectations qui vont lui permettre de superviser des gens dans les deux langues officielles ou d'avoir des contacts avec le public dans les deux langues officielles.

Je reconnais cependant que la pleine maîtrise des deux langues officielles est extrêmement difficile. Après 20 ans de travail au sein du secteur public fédéral, si je commence à penser à un problème en anglais ou avec beaucoup de terminologie anglaise, j'ai beaucoup de difficulté à faire la transposition et inversement.

Cela dit, nous pouvons donner une formation linguistique à nos employés pour leur permettre d'acquérir des connaissances et une capacité d'action ou d'interaction, mais cela ne veut pas nécessairement dire qu'ils maîtriseront suffisamment le français pour rédiger dans cette langue avec le degré de perfection auquel on peut s'attendre. Il faut reconnaître qu'il y a des contraintes de ce côté-là. C'est toujours l'enjeu, c'est toujours la préoccupation. Je note votre excellente

[Traduction]

them in French and that they will not have any problems at all. But Quebeckers who go to Calgary and even Winnipeg have the greatest problems in dealing with federal offices.

Let me now come back to those courses that you talked about earlier. What is your rate of success? A lot of people take courses. But what is your rate of success? How many failures have you had? Because even if you consider that a lot of people have passed your courses, it does not mean that they are fluent in the other language. Those people have problems.

Let me give you an example. I know someone here at the House of Commons who took a course five years ago. Well I talked to that person who is not even able to discuss the weather in French. When I told him it was nice out today, he did not even know what I was saying. That is a real waste of money. That is why I want you to tell me your rate of success with those courses. Those courses are not always cost efficient. Do you have figures with you?

Mr. Gravelle: No, Senator. But I will be happy to send on detailed information on the number of anglophone and francophone employees who have taken these courses, as well as their results and the methods used to help them maintain their knowledge of the other language. And I believe that that is the secret, the capacity to maintain your knowledge. And that can only be done through extremely careful use of the human resources available. You know yourself that we are faced with a lot of difficulties. We have yet to develop a perfect system to administer our human resources. If someone tells us that they want to become bilingual because they wish to progress within the organization and fill to a bilingual imperative position, we send them to language training. But we also have to help them in their professional advancement and give them assignments which will put them in a position to supervise staff in both official languages or to deal with the public in both official languages.

I know that it is extremely difficult to master both official languages. I have been working in the federal public service for 20 years and yet if I start thinking about a problem in English or in a field where I tend to use a lot of English terms, I have great difficulty dealing with that situation in French. And the opposite is also true.

That being said, we can provide our staff with some language training to allow them to improve their knowledge or their capacity to function in the other language. However, this does not mean that their knowledge of the other language will be sufficient to allow them to write it fluently. There are limits to our capacities to acquire another language. That is our concern. I did make a note of your suggestion, Senator Guay, that we should establish closer ties with both the

[Text]

suggestion, sénateur Guay, à savoir de travailler en étroite en collaboration avec l'université et la communauté. Cela me paraît essentiel.

Le sénateur Guay: Je vous remercie beaucoup, monsieur Gravelle.

J'ai maintenant une question sur la participation des francophones. Elle est de 2 p. 100 au Manitoba, alors que 5 p. 100 de la population est francophone. Vous dites que seulement 2 p. 100 se servent du français alors que 5 p. 100 de la population du Manitoba est francophone. Comment expliquez-vous un taux de participation des francophones de 2 p. 100 au Manitoba quand à peu près 5 p. 100 de la population du Manitoba est francophone?

Vous arrivez à 2 p. 100 au Manitoba. Mais combien de gens n'ont pas été comptés parce qu'ils étaient trop pressés pour attendre? C'est ceux qu'on n'a pas comptés qui m'inquiètent, et non ce chiffre de 2 p. 100. C'est ceux qui n'ont pas eu satisfaction quand ils sont allés chez vous. Ces 2 p. 100, ce sont probablement ceux qui vous ont envoyé leur déclaration d'impôt par le courrier. Ce ne sont pas ceux qui se sont présentés au comptoir. Vous nous donnez seulement un compte rendu de ce que vous recevez et vous dites que sur 5 p. 100 de francophones au Manitoba il y en a 2 p. 100 qui se servent du français.

• 1635

On encourage nos francophones à vous envoyer leur déclaration d'impôt en français, mais quand ils arrivent au bureau de poste, on leur dit la plupart du temps que le formulaire français n'est disponible qu'au bureau de Winnipeg. À Saint-Boniface, on ne l'a seulement qu'en anglais. Cela arrive souvent. On va à un autre bureau de poste et on se fait dire d'aller à Saint-Boniface. Le formulaire français est toujours en dessous, quelque part. C'est difficile à avoir. C'est difficile à demander. Vous devriez insister pour que ces formulaires soient disponibles partout. N'attendez pas qu'on vous critique. Insistez auprès des bureaux de poste pour qu'ils mettent les formulaires à la disposition des gens qui se présentent.

Je vous demande deux choses: le nombre de personnes que vous avez servies en français, qui vous ont envoyé leur formulaire par le courrier, et le nombre de personnes qui se sont présentées au bureau et qui n'ont pas pu obtenir le service en français parce qu'il leur aurait fallu attendre trop longtemps. C'est le problème dans les centres de l'Ouest. D'ailleurs, je suis certain que les anglophones du Québec ont le même problème.

On se présente au comptoir du bureau de poste pour acheter des timbres et le gars qui est là ne comprend pas le français. Il nous dit: *If you go to wicket number 10, you will be served in French.* Vous perdez votre tour et vous allez au guichet numéro 10 où vous êtes le douzième en ligne.

M. Gravelle: On a pris des mesures à Winnipeg parce qu'il y avait eu des critiques: le service au comptoir n'était pas adéquat et les francophones devaient quelquefois attendre indûment en ligne pour se faire dire finalement

[Translation]

universities and the community. This should definitely be the cornerstone of any improvement program.

Senator Guay: I thank you very much, Mr. Gravelle.

I would now like to ask a question about the participation rate of francophones. It seems to be 2% in Manitoba when the percentage of the francophone population is 5%. You said that only 2% of staff use French whereas 5% of the population of the province of Manitoba is francophone. How can you explain the discrepancy?

So you have 2% in Manitoba. How did you arrive at that percentage? Did you think of all those people who are not accounted for because they were in too much of a hurry to wait? Those are the people who worry me, not the 2% per se. I am worried about those who were not satisfied when they knocked on your door. Those 2% are probably those who mailed in their income tax returns. Those are not people who knocked on your door. You give us statistics based on your mail. And you say that out of a francophone population of 5% in Manitoba, 2% are using French.

We encourage our francophones to send their income tax returns in French but when they get to the post office, most of the time they are told that the French form is available only at the Winnipeg office. At St. Boniface, they have it only in English. That happens often. You go to another post office and you are told to go to St. Boniface. The French form is always somewhere at the bottom of the pile. It is difficult to get. It is hard to ask for. You must insist that those forms be available everywhere. Do not wait until you are criticized. Put pressure on the post offices so that they make those forms available to the people who go there.

I have two things to ask: the number of people you have served in French and who sent their form through the mails, and the number of people that showed up at the post office and did not manage to get the service in French because they would have had to wait too long. That is the problem in the centres out west. Anyway, I am sure that the anglophones in Quebec have the same problem.

You show up at the post office counter to buy stamps and the fellow there does not understand French. He tells us, in English: *If you go to wicket number 10, you will be served in French.* So you lose your turn and go to wicket number 10 and you wind up 12th in line.

Mr. Gravelle: We have taken steps in Winnipeg because there was criticism: the counter service was not adequate and the francophones sometimes had to queue up unduly to finally be told that the service was not

[Texte]

que ce service n'était pas disponible, etc. On a donc remédié à la situation. On a identifié un comptoir où on peut être servi en français ou en anglais et un comptoir où on peut être servi uniquement en anglais.

Le sénateur Guay: Dans vos deux bureaux de Winnipeg?

M. Gravelle: Voilà!

Le sénateur Guay: Celui du 59 Regent Avenue. . .

M. Gravelle: Nous parlons du bureau de district où il y a beaucoup d'achalandage.

Le sénateur Guay: . . . et l'autre de la rue York.

M. Gravelle: Il ne faut pas oublier que peu de gens se présentent à un centre fiscal. Un centre fiscal, c'est une usine. C'est là qu'on reçoit les formulaires d'impôt.

Le sénateur Guay: Oui, mais l'autre bureau?

M. Gravelle: C'est le bureau de district. Je vais vous dire une chose: nous allons répéter cette pratique. Nous allons la répéter dans d'autres centres parce que c'est une question de courtoisie, de rapidité de service et d'efficacité.

Le sénateur Guay: Vous dites «nous allons». Cela veut dire que vous allez le faire.

M. Gravelle: «Nous», le Ministère.

Le sénateur Guay: C'est quelque chose que vous allez implanter, que vous allez commencer. En ce moment, on ne l'a pas.

M. Gravelle: Nous avons fait autre chose, et nous allons nous assurer que ce sera en place pour la prochaine saison. Nous avons des lignes téléphoniques Zénith et nous allons les garder.

Le sénateur Guay: C'est une bonne chose!

M. Gravelle: La plupart du temps, le contribuable ne veut pas se déplacer; il préfère faire un appel téléphonique. On fait un *monitoring* constant de l'achalandage des lignes téléphoniques, parce que cela peut être très frustrant pour le contribuable quand il est obligé d'appeler deux, trois, dix ou quinze fois parce que la ligne est toujours occupée. On va suivre cela de très près.

Le sénateur Guay: Donc, vous dites qu'en février, mars et avril, vous offrirez un meilleur service que l'an dernier. Est-ce bien ce que vous me dites?

M. Gravelle: C'est ce que je vous dis, sénateur.

Le sénateur Guay: C'est bien. Merci beaucoup.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Senator Guay. Mr. Gravelle, I think you have to acknowledge that in the province of Quebec you have a problem as far as the anglophones are concerned. I would like to know what your rationale would be when you are consulting minority group associations throughout Canada but you omit to consult those in the province of Quebec, especially those that are the minority. Is there a reason why they were not consulted?

[Traduction]

available and so on. So we corrected the situation. We identified a counter where you can be served in French or in English, and a counter where you can be served in English only.

Senator Guay: In both your Winnipeg offices?

Mr. Gravelle: Yes!

Senator Guay: The one at 59 Regent Avenue. . .

Mr. Gravelle: We are talking about the district office that gets a lot of custom.

Senator Guay: . . . and the other one on York Street.

Mr. Gravelle: You should not forget that very few people show up at a tax centre. A tax centre, in reality, is a processing plant. That is where you get the tax forms.

Senator Guay: Yes, but the other office?

Mr. Gravelle: That is the district office. I will tell you something: we are going to repeat that. We are going to do it in other centres because it is a question of courtesy, speed of service and efficiency.

Senator Guay: You say "we are going to". That means that you will do it in the future.

Mr. Gravelle: "We" the department.

Senator Guay: It is something you are going to set up, that will be done in the future. At this point, we do not have it yet.

Mr. Gravelle: We did something else and we are going to make sure that it is going to be there for the coming season. We have Zenith phone lines and we are going to keep them.

Senator Guay: Now, that is good!

Mr. Gravelle: Most of the time, the taxpayer does not want to make a trip; the preference is to phone us. We are constantly monitoring the volume of phone calls because it can be very frustrating for the taxpayer to have to phone two, three, ten or fifteen times because the line is always busy. We will be following that one very closely.

Senator Guay: So you are saying that in February, March and April, you are going to offer better service than last year. That is what you are saying?

Mr. Gravelle: That is what I am saying, Senator.

Senator Guay: That is fine. Thank you very much.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, sénateur Guay. Monsieur Gravelle, je crois qu'il vous faut bien reconnaître que dans la province de Québec il y a aussi un problème en ce qui concerne les anglophones. J'aimerais savoir pourquoi, lorsque vous consultez les associations de groupes minoritaires partout au Canada, vous omettez de consulter ceux qui se trouvent dans la province de Québec, notamment ceux qui se trouvent en minorité. Y a-t-il une raison pour ne pas les consulter?

[Text]

Mr. Gravelle: I am told that we have consulted l'Alliance on one occasion. I am very conscious of the fact that the degree of anglophone participation in Quebec is very low. It is true for Revenue Canada Taxation; it is also true for many other departments, and this is no excuse or justification.

• 1640

I have come to the conclusion that there are two ways of alleviating the difficulty. One way is to try as much as possible to attract young anglophones from outside the public sector, and there we are encountering very stiff competition with the private sector. The second option left to us is to redeploy resources within as part of ongoing training and exposure of our employees. And we will examine that quite seriously, Senator.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Gravelle, how many of your hierarchy, your management would be unilingual in the province of Quebec?

Mr. Gravelle: None. I am just looking at table 1 which was circulated to you. We have in the province of Quebec a little over 3,100 positions of which 1,600 are bilingual, occupied positions—50%. Of these, 91% meet the language requirements or designation of the position.

The Joint Chairman (Senator Wood): Yes, but that is not my question.

Mr. Gravelle: I do not think I have a breakdown by—

The Joint Chairman (Senator Wood): By management—

Mr. Gravelle:—first language.

Senator David: On this table I do not understand this figure. You start with—

Mr. Kindy: On a point of order, I would interrupt. The senator has been there speaking for about 15 minutes and—

The Joint Chairman (Senator Wood): Yes, but the Chair recognized him at that point.

Mr. Kindy:—the Chair has been asking questions. I put my name forward and—

The Joint Chairman (Senator Wood): I apologize, Mr. Kindy, but because I asked a question I would like him just to go on and then I will go on to you.

Senator Guay: Will you excuse me if I was too long.

Mr. Kindy: You were making speeches; it is okay.

Senator David: It is only an explanation on the table that was referred to by Mr. Gravelle. It is not a new intervention at all, except to have an explanation of this table—and it is only on Quebec I want this information.

[Translation]

M. Gravelle: On me dit que nous avons consulté l'Alliance une fois. Je suis conscient de ce que le degré de participation anglophone au Québec est très bas. C'est vrai pour Revenu Canada, Impôt; c'est vrai aussi pour bien d'autres ministères et cela ne constitue ni excuse ni justification.

J'en suis venu à la conclusion qu'il y a deux façons d'aplanir cette difficulté. Tout d'abord, dans la mesure du possible, tout faire pour attirer les jeunes anglophones de l'extérieur de la Fonction publique et je dois dire que le secteur privé nous fait une concurrence très forte à ce niveau. La deuxième solution qui nous reste, c'est d'effectuer le redéploiement de nos ressources internes dans le cadre de la formation et de l'orientation continues de nos employés. Nous étudierons cette question très sérieusement, monsieur le sénateur.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Gravelle, dans votre hiérarchie, combien de vos gestionnaires seraient unilingues dans la province de Québec?

M. Gravelle: Aucun. J'ai sous les yeux le tableau 1 que nous vous avez remis. Dans la province de Québec, notre Ministère a un peu plus de 3,100 postes dont 1,600 doivent avoir un titulaire bilingue, c'est-à-dire 50 p. 100. De ces derniers, il y en a 91 p. 100 qui répondent aux exigences linguistiques du poste.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Oui, mais ce n'était pas là ma question.

M. Gravelle: Je ne crois pas avoir de ventilation. . .

La coprésidente (la sénatrice Wood): Par gestionnaires. . .

M. Gravelle: . . . pour la langue première.

Le sénateur David: Voici, je ne comprends pas ce chiffre dans ce tableau. Vous commencez par. . .

M. Kindy: J'invoque le Règlement. Le sénateur a parlé pendant 15 minutes environ et. . .

La coprésidente (la sénatrice Wood): Oui, mais la coprésidente lui avait donné la parole.

M. Kindy: . . . la coprésidente a posé des questions. J'ai fait porter mon nom sur la liste et. . .

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je suis désolée, monsieur Kindy, mais parce que j'ai posé une question, j'aimerais bien qu'il finisse d'y répondre et ce sera ensuite votre tour.

Le sénateur Guay: J'espère que vous me pardonnez mes longueurs.

M. Kindy: Pas de problème, vous faisiez des discours.

Le sénateur David: J'aimerais tout simplement une petite explication à propos du tableau fourni par M. Gravelle. Ce n'est pas vraiment une nouvelle intervention, sauf que j'aimerais qu'on m'explique ce

[Texte]

So I think I am perfectly right that we would go on on this.

Vous commencez par nous donner un nombre de 3.137, et ensuite vous avez 1,674. Si je comprends bien, c'est le nombre de postes bilingues occupés. Ensuite, vous avez 1,529 employés bilingues. Quelle est la différence entre les deux? Vous avez 3,000 employés. Est-ce que cela veut dire qu'il y en a 1,500 qui sont unilingues?

M. Gravelle: Cela veut dire que 9 p. 100 de nos employés occupent des postes bilingues et ne rencontrent pas les exigences linguistiques de leur poste.

Le sénateur David: Merci.

Mr. Kindy: I would like to have some precision on table 3, Requests for Services. In western Canada I see in French demands you have 0.17%. Over the years has it increased or decreased, or is it stable? Do you have any statistics on the last 10 years or so?

Mr. Michel J. Cardinal (Assistant Deputy Minister, Management Services Branch, Revenue Canada, Taxation): We do not have those figures with us here, but I would think it has been rather stable; it may have increase slightly over the last 10 years.

Mr. Kindy: It would be interesting to see whether over the years the demand had increased or decreased.

Mr. Cardinal: We will provide you with those statistics if we can.

Mr. Kindy: Another question is on telephone services. I see in Quebec, English 10%, but correspondence is only 0.84%. Is there any explanation for that, that correspondence is so low as compared to

• 1645

Mr. Cardinal: These are figures we obtained from the Quebec office and they indicate that anglophone correspondence is only 925 for this particular peak period, for less than 1%.

Mr. Kindy: Would you have any explanation at all why it is so low as compared to the telephone requests?

Mr. Hervé A. Diguier (Assistant Deputy Minister, Policy and Systems, Revenue Canada, Taxation): This peak period is from January to March and I suspect that if we were to look at the whole of the year this number would probably be quite substantial because then the taxpayer might want to correspond after the filing and after the assessment. And I would be pleased to try to provide you with information for the whole of the year rather than just the peak period.

Mr. Kindy: Also, if you would compare on a 10-year period, say, since 1976. The same for western Canada.

Mr. Gravelle: There is another factor which I think is worth noting: the Quebec taxpayer files two returns, one

[Traduction]

tableau et je ne veux de renseignements que sur le Québec. Je ne crois pas que cela pose de problème.

First, you give us a figure of 3.137 and then you have 1,674. If I understand this correctly, it is the number of bilingual positions occupied. Then, you have 1,529 bilingual employees. What is the difference between the two? You have 3,000 employees. Does that mean you have 1,500 unilingual ones?

Mr. Gravelle: That means that 9% of our employees occupy bilingual positions and do not meet the linguistic requirements of the position.

Senator David: Thank you.

M. Kindy: J'aimerais obtenir certaines précisions sur le tableau 3, Demandes de service. Je vois que pour l'ouest du Canada, vous donnez 0,17 p. 100 pour les demandes en français. Y a-t-il eu augmentation ou diminution avec les années ou ce chiffre est-il stabilisé? Avez-vous des statistiques pour les dix dernières années à peu près?

M. Michel J. Cardinal (sous-ministre adjoint, Direction générale des services de gestion, Revenu Canada, Impôt): Nous n'avons pas ces chiffres sous la main, mais je crois que la situation est plutôt stable; peut-être une légère augmentation sur les dix dernières années.

M. Kindy: Ce serait intéressant de voir si la demande a augmenté ou diminué avec les années.

M. Cardinal: Nous vous faisons parvenir ces statistiques si nous le pouvons.

M. Kindy: Il y a ensuite la question des services téléphoniques. Au Québec, anglais 10 p. 100, mais correspondance, 0.84 p. 100 seulement d'après le tableau. Y a-t-il une explication à cela, le chiffre pour la correspondance est tellement bas comparé à...

M. Cardinal: Nous avons obtenu ces chiffres du bureau de Québec et ils nous montrent que la correspondance, du côté anglophone, ne se monte qu'à 925 pour cette période de pointe, soit moins de 1 p. 100.

M. Kindy: Vous avez une idée pourquoi c'est tellement plus bas que le nombre d'appels téléphoniques?

M. Hervé A. Diguier (sous-ministre adjoint, systèmes et politique, Revenu Canada, Impôt): Cette période de pointe s'étend de janvier jusqu'à mars et si nous devons jeter un coup d'oeil à l'année tout entière, ce chiffre serait probablement assez élevé parce que c'est alors que le contribuable voudra peut-être communiquer par correspondance après avoir envoyé sa formule et après avoir reçu son évaluation. Je serais heureux d'essayer de vous fournir les renseignements pour l'année entière plutôt que pour la période de pointe seulement.

M. Kindy: Vous pourriez peut-être aussi faire la comparaison sur une période de 10 ans, depuis 1976, disons. La même chose pour l'ouest du Canada.

M. Gravelle: Il y a un autre facteur qu'il est important de noter, à mon avis: le contribuable du Québec doit

[Text]

to the federal government and one to the Province of Quebec. Whether the pattern of correspondence is affected by that situation, I cannot tell you. But at least I should just point out to members that indeed there are two tax returns in Quebec.

Mr. Kindy: It will be interesting to see whether Bill 101 had any influence on the correspondence. I would appreciate it if you could send me a 10-year period comparison on what happened. Thank you.

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur Gravelle, le commissaire aux langues officielles et ce Comité reconnaissent que votre performance au niveau des langues officielles est assez bonne. Il y a cependant des points qui nous font hérissier les cheveux quand on regarde de près les statistiques et les tableaux que vous nous avez remis. J'aimerais me référer aux tableaux 1, 2 et 7.

On s'aperçoit vite qu'il y a une différence épouvantable entre le nombre de postes occupés bilingues au Québec et le nombre de postes occupés bilingues en Ontario. Selon le tableau 1, au Québec, 53.3 p. 100 des postes occupés sont bilingues et, en Ontario, il y en a 5.5 p. 100. Au tableau 2, c'est la même chose: 49.54 p. 100 au Québec et 8.15 p. 100 en Ontario.

Le sénateur Guay: C'est la même chose au Manitoba.

Le coprésident (M. Desjardins): Oui, c'est sûr. Je me réfère maintenant au tableau 7. Au tableau 7, il est question des gens assez haut placés dans la hiérarchie de votre ministère. Postes occupés au Québec, 8; postes occupés bilingues, 8. Il n'y a pas de problème au Québec. Mais c'est une autre histoire en Ontario: 3 sur 6, 5 sur 9. Dans l'Ouest: aucun sur 11. Des différences de cet ordre entre les deux provinces les plus importantes du pays sont presque inadmissibles pour les gens qui siègent à ce Comité.

Compte tenu des possibilités qui s'offrent à vous, comment pouvez-vous modifier la situation en Ontario?

M. Gravelle: Je suis très conscient de ce déséquilibre, et je suis très conscient de l'inégalité des taux de participation, non seulement par région mais aussi par groupe occupationnel. Nous allons nous attaquer à ceci. Il me paraît essentiel de revoir, premièrement, la désignation des postes et les besoins en matière de postes bilingues de chacune des régions. Une fois que ce sera fait, nous serons en mesure de nous pencher sur l'affectation de la ressource humaine en fonction de ces besoins et de cette réalité.

• 1650

Vous avez entièrement raison: il y a un déséquilibre.

Le coprésident (M. Desjardins): Si le Comité vous demandait aujourd'hui d'établir un échéancier et un plan de travail efficace, comment...? Vous avez dit que vous

[Translation]

soumettre deux déclarations d'impôt, l'un au gouvernement fédéral et l'autre à la province de Québec. Quels sont les effets de cela au niveau de ces échanges de correspondance, je ne saurais vous le dire. Mais je tenais quand même à souligner, pour la gouverne des membres du comité, qu'il faut remplir deux formules d'impôt au Québec.

M. Kindy: Ce serait intéressant de savoir si la Loi 101 a eu quelque influence au niveau de cet échange de correspondance. J'aimerais bien que vous me fassiez parvenir les chiffres comparatifs pour une période de 10 ans sur la situation. Merci.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Mr. Gravelle, the official languages commissioner and this committee recognize that your performance in the area of official languages is rather good. There are however some points we find startling when we look closely at the statistics and tables you have given us. I would like to refer to tables 1, 2 and 7.

It does not take very long to notice that there is a terrible difference between the number of occupied bilingual positions in Quebec and the number of occupied bilingual positions in Ontario. According to table 1, in Quebec, 53.3% of occupied positions are bilingual while in Ontario it is 5.5%. In table 2, you have the same thing: 49.54% in Quebec and 8.15% in Ontario.

Senator Guay: Same thing for Manitoba.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Yes, that is true. I am now referring to table 7. In table 7, what you have are the rather highly placed people in the hierarchy of your department. Positions occupied in Quebec, 8; occupied bilingual positions, 8. No problem in Quebec. But it is quite another story in Ontario: three out of six, five out of nine. Out west: none on 11. Differences like that between the two most important provinces of the country are just about inadmissible for the people sitting on this committee.

Taking into account your actual possibilities, how can you change the situation in Ontario?

Mr. Gravelle: I am quite aware of how unbalanced this is and I am quite aware also of the inequality of participation rates not only by region but also by occupational group. We are going to tackle this. In my opinion, it is essential, for of all, to review the designation of the positions and the needs in the area of bilingual positions in each one of the regions. Once that is done, we will be able to look at the distribution of our human resources in light of those needs and that reality.

You are quite right: there is imbalance.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): If the committee were to ask you today to set out an appropriate schedule and work plan, how...? You said that you could not do

[Texte]

ne pouviez pas faire cela en 24 heures, mais pensez-vous pouvoir répondre à ces exigences dans un délai raisonnable?

M. Gravelle: Je suis tenté d'être très candide et très spontané avec vous et de vous faire part des projets que j'ai mijotés au cours des derniers jours, en me préparant à cette comparution.

Le coprésident (M. Desjardins): Laissez-vous aller!

M. Gravelle: A priori, il est possible que nos exigences et nos besoins, dans la désignation des postes, dans la répartition des effectifs ou dans les mécanismes qu'on mettra en place pour assurer un meilleur épanouissement de la langue de travail, soient influencés, heureusement et positivement influencés, par la réglementation afférente à la nouvelle Loi sur les langues officielles. Cela dit, je ne crois pas, compte tenu de la nature du mandat du Ministère, que nous devions attendre cette réglementation. Je vous lance quelques idées en vrac, sans ordre de priorités.

On a parlé tout à l'heure d'offre active. J'ai déjà arrêté des projets très spécifiques pour l'automne. Je veux répéter et même amplifier les initiatives antérieures ayant trait aux contacts auprès des associations minoritaires et de la presse minoritaire, tout cela en prévision de la prochaine saison de production de déclarations d'impôt. Le *timing* est excellent puisque nous sommes déjà au mois de novembre. Nous mettons en place toutes sortes de mécanismes, etc.

Dans un deuxième temps, nous amorcerons, à l'interne, un examen de toute cette question de l'équilibre des postes, de la désignation de postes, etc. J'ai l'impression que c'est une tâche de plus de six mois, mais enfin, elle sera amorcée. Je serai en mesure de vous donner des rapports d'étapes, si vous le voulez.

Dans un troisième temps, on émettra des directives très spécifiques concernant l'utilisation des lignes téléphoniques pour maintenir la qualité du service au public. Des directives très précises seront envoyées dans tous nos bureaux pour maintenir un minimum essentiel de services au public dans les deux langues dans les principaux bureaux à l'extérieur du Québec et de la région de la Capitale nationale.

Nous devons nous pencher, bien sûr, sur des moyens de favoriser davantage l'utilisation des deux langues officielles à l'interne, dans des réunions de travail. À cet égard, le Conseil du Trésor avait élaboré un petit guide: «Comment gérer des réunions bilingues»; nous attendons une nouvelle impression, une mise à jour de ce petit document. C'est véritablement une chose que nous allons poursuivre auprès de nos employés. Soit dit en passant, chaque employé qui arrive au Ministère pour la première fois reçoit, en plus d'une initiation à tous les rouages, deux petits documents: *Working in Taxation in English or in French*, en français ou en anglais. Il y a là des conseils très importants. On veut sensibiliser nos employés dès le départ. Nous allons continuer dans cette veine-là.

[Traduction]

that in 24 hours, but do you think you will be able to respond to these requirements within a reasonable time frame?

Mr. Gravelle: I am quite tempted to be very candid and very spontaneous with you and give you an idea of the projects I have been tossing around for the last few days while preparing for this appearance.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Let's hear them!

Mr. Gravelle: *A priori*, it is possible that our requirements and needs, in the areas of position designation, distribution of staff or mechanisms that we will be setting up to ensure a better promotion of the language of work, might be influenced, and positively and happily influenced, by the regulations coming in with the new official languages act. That said, I do not believe, taking into account the nature of the department's mandate, that we should wait for these regulations. I would simply like to toss out a few ideas for you, in no particular order of priorities.

There was something said about active offer before. I already have very specific plans for that for this fall. I would like to repeat and even extend previous initiatives concerning contacts with minority associations and minority press before the next incoming tax filing season. The "timing" is excellent as this is already November. We will set up all kinds of mechanisms and so forth.

During a second stage, we will set up, internally, a review of this whole question of balanced positions, designation of positions and so forth. I am of the impression it will take more than six months but we will get it started. I will be able to report back on the different stages, if you want.

As a third stage, we will have very specific directives concerning the use of telephone lines to maintain the quality of service to the public. Very specific directives will be sent to all our offices to maintain an essential minimum of service to the public in both official languages in the main offices outside Quebec and in the national capital region.

Of course, we will have to look at ways to further promote the use of both official languages internally during our work meetings. In that respect, Treasury Board had come up with a little guide, "How to Manage Bilingual Meetings"; we are waiting for a new edition and an updating of that little document. It is really something that we are going to pursue with our employees. By the way, every employee coming to work for the department for the first time, besides getting an initiation into all the procedures, gets two little documents: *Working in Taxation in English or in French*, in French or in English. There is very important advice in them. We want to make our employees aware of all this at the very outset. We will carry on with that.

[Text]

Éventuellement, surtout à la lumière de la nouvelle loi qui viendra préciser les obligations des institutions fédérales à l'égard du service au public, de la langue de travail et du taux de participation, je voudrai me fixer à moi et fixer à mon équipe de gestion des objectifs très précis chaque année. Ce sera une espèce de contrat de gestion entre moi et les sous-ministres adjoints ou les directeurs de bureaux de district. On identifiera les choses qu'on voudra réaliser, non seulement au niveau de la gestion en général du Ministère, qu'il s'agisse de la gestion des ressources financières ou de la ressource humaine ou de l'action positive, mais également au niveau du service au public et au chapitre des langues officielles. Ce sont des instruments concrets, pratiques, qui nous permettent d'assurer un bon suivi.

• 1655

J'ai parlé tout à l'heure de l'interaction avec les associations et les minorités linguistiques. La promotion de ce programme volontaire me semble essentielle pour assurer une meilleure pénétration en milieu.

Nous allons devoir nous pencher sur la qualité de la correspondance, sur la qualité des écrits, en français ou en anglais, et surtout sur le problème qui a été soulevé par le sénateur David concernant ce Bossuet caché derrière les cerveaux électroniques du Ministère: il va falloir lui apprendre à utiliser un langage plus intelligible.

Il y a une autre initiative que nous mettrons en place pour la prochaine saison. Nous faisons chaque année un sondage pour mesurer le taux de satisfaction des contribuables quant à leurs rapports avec le Ministère. Jusqu'à maintenant, on a mesuré la qualité du service, au téléphone au comptoir, mais on n'a pas mesuré la dimension linguistique. Je voudrais ajouter une mesure du degré de satisfaction du contribuable dans la langue de son choix. Cela nous indiquera s'il y a des améliorations à faire et où les faire.

Le coprésident (M. Desjardins): Avez-vous des statistiques sur le nombre de Franco-Ontariens, de Franco-Albertains ou de Franco-Manitobains qui ne remplissent pas leur formulaire dans leur langue?

M. Gravelle: Hélas, non. Ce serait peut-être intéressant. Pour l'instant, je suis obligé, de façon arbitraire, d'attribuer une cote linguistique à un nom, alors qu'un M. Robertson peut être francophone et qu'un M. Tremblay peut être anglophone.

Le coprésident (M. Desjardins): Le Comité aimerait beaucoup recevoir vos rapports d'étape.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Madame la sénatrice Rousseau.

La sénatrice Rousseau: Monsieur Gravelle, comme tous ceux qui ont comparu devant nous, vous êtes très optimiste quant à mise en application de la politique des langues officielles. Cependant, étant donné qu'il y a un pourcentage assez élevé de traduction de l'anglais au français, soit 90 p. 100, il semble que la langue de travail soit l'anglais. Quel mécanisme avez-vous pour favoriser

[Translation]

Eventually, especially in the light of the new legislation that will be setting out more specifically the obligations of federal institutions concerning service to the public, the language of work and the rate of participation, I will definitely want to set both for myself and my management team, very specific objectives every year. It will be a kind of management contract between myself and the assistant deputy ministers or the district managers. We will identify our objectives not only for the general administration of the department, financial resources management or human resources management or affirmative action, but also as regards service to the public and use of the official languages. Those are concrete, practical tools that will allow us to really follow up.

I mentioned earlier the interaction with associations and groups representing linguistic minorities. I believe it is essential to promote this voluntary program to ensure better penetration amongst those groups.

We will have to look at the quality of correspondence, the quality of texts, in French or in English, and mainly, as Senator David mentioned, we will have to encourage that Bossuet who hides in the department's computers: we will have to teach him to use a more intelligible language.

We are also launching another initiative next season. Every year we conduct a survey amongst taxpayers to determine their level of satisfaction in their dealings with the department. Until now we measured the quality of service on the telephone and in person, but we never looked at the linguistic aspect. I now would like to measure as well the degree of satisfaction regarding service in the chosen language. We will then know if there is need for improvement and where.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Do you have any idea of the number of franco-Ontarians, franco-Albertans or franco-Manitobans who do not fill out their return in their own language?

Mr. Gravelle: Unfortunately not. It might be interesting. For the time being I have to arbitrarily decide to which language group a taxpayer belongs on the basis of his name, realising that Mr. Robertson may be a francophone and Mr. Tremblay an anglophone.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): The committee would be pleased to receive your progress reports.

The Joint Chairman (Senator Wood): Senator Rousseau.

Senator Rousseau: Mr. Gravelle, like all the other witnesses we have heard you are very optimistic about the implementation of the official languages policy. However, since a very high percentage, that is 90%, of translation is done from English into French it would seem that English is the language used at work. How do you promote the use of French in the working environment,

[Texte]

l'usage du français au niveau du travail, par exemple dans les réunions? Est-ce que vous avez un plan pour promouvoir davantage la langue française à ce niveau?

M. Gravelle: Il y a une réalité, madame, qui est là, en face de nous: la langue de la fiscalité est très souvent l'anglais, à cause de tout son cachet technique. Même les organismes non gouvernementaux, professionnels, qui regroupent à la fois des francophones et des anglophones, utilisent très souvent presque exclusivement l'anglais. C'est une réalité du milieu.

De plus, lorsqu'on regarde l'histoire du Ministère, on constate qu'on a rédigé davantage en anglais et qu'on a acquis davantage d'expertise en anglais. Le travail de base, le principal travail de défrichage, d'articulation de politiques, de réglementation ou de directives, se fait en anglais. Cela reflète en partie le fait qu'il y a bien des années, au départ, il y avait peu de francophones à l'administration centrale. C'est à l'administration centrale que s'élaborent les directives, et non sur le champ, là où le travail est plutôt fonctionnel et opérationnel.

• 1700

Il est vrai qu'il y a un déséquilibre incroyable. Il n'y a pas suffisamment de rédaction originale en français. Souhaitons que nous pourrions renverser un peu la vapeur prochainement. Je préférerais réduire un peu la traduction et penser plutôt en termes de rédaction parallèle, en français et en anglais, un peu comme on l'a fait au ministère de la Justice, dans la section de la rédaction législative. Je pense que nous avons quelque chose à apprendre de la section de la rédaction législative du ministère de la Justice à cet égard, dans la mesure où je pourrai recruter des gens qui pourront travailler dans les deux langues dans ces domaines techniques.

La sénatrice Rousseau: Merci.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Gravelle, knowing that since 1982 to 1988 the record of your department 1988 has really crawled from 2.7% to 3.7%, or something like that, it has not gone very far. Yet you have one tool here, which is the minority group, and I think that even consulting them and consulting them also towards having more employees in there. . . Also, if you hired bilingual anglophones at the top level—and we all know what the old boys' club is all about—it seems to me you would encourage. . . That is what is being used across Canada—

Senator Guay: He is a new member. He belongs to that club now. I am glad to see him there.

The Joint Chairman (Senator Wood): You know that is how you start: you start at the top and then automatically. . . because you tried that across Canada and in some places it has been very successful.

It just seems to me that it is fine to sit there and say, yes, we are aware of it, we are going to do it. But it has

[Traduction]

for example in meetings? Do you have some plan to promote a greater use of French in the working environment?

Mr. Gravelle: We have to face reality, madam: English is very often the language of taxation because it is very technical. Even non-governmental organizations, professional associations whose members are francophones as well as anglophones very often use English exclusively. That is a reality.

Also if you look at the history of the department you find that there has been more written in English and that people are more comfortable in English. Most of the spade work, of the drafting of policies, regulations or directives is done in English. That is due in fact in part to the fact that many years ago, in the beginning, there were few francophones at headquarters and that is where directives are drafted, not in the field where the work is rather of an operational nature.

It is true that there is an incredible imbalance. There is not enough original drafting being done in French. We hope to turn this trend around in the near future. I would like to cut back on translation somewhat and look rather to parallel drafting, in English and in French, as is done in the legislative drafting section at the Department of Justice. I think that we could learn something from this section of the Justice Department, to the extent that I could recruit individuals able to work in both languages in these technical fields.

Senator Rousseau: Thank you.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Gravelle, entre 1982 et 1988, il y a eu une très faible amélioration dans votre ministère, de 2,7 p. 100 à 3,7 p. 100, environ, ce qui n'est pas très impressionnant. Pourtant vous disposez d'un outil, le groupe des minorités, et je crois qu'il serait bon de les consulter en ce qui concerne l'embauche de plus grand nombre d'employés. . . De plus, si vous deviez embaucher des anglophones bilingues au niveau supérieur—et tout le monde sait comme jouent les relations entre les vieux copains—il me semble que vous allez encourager. . . C'est ce qui se fait partout au Canada. . .

Le sénateur Guay: Il vient de devenir un vieux copain lui aussi. Je suis content de le constater.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Vous savez qu'on commence au niveau supérieur, et ensuite, automatiquement. . . parce que vous avez essayé de fonctionner de cette façon partout au Canada, et cela a donné de très bons résultats dans certains endroits.

C'est très bien d'être ici et de nous dire oui, on est au courant du problème, nous allons faire telle ou telle

[Text]

taken, how many years? Six years to go 1%. I cannot give you a mark of excellence, I am sorry.

Now, I am not going to visit the sins of the past of your department, however, I would like to see and know that your department is really looking into this. I would like to know what plans you have. Do you go to the university? You say you are in competition with the private sector. Is it because it is not conducive for them to come into your department, that they are not at ease? What is it?

Mr. Gravelle: It could be a personal choice on the part of the individuals.

Madam Chairman, I will address this issue. I will dig and I will see how our recruitment program works. I will expose myself to that and I will visit a couple of universities and speak to graduates, see how they react and so on and so forth.

The Joint Chairman (Senator Wood): Fair enough.

Senator Guay: Good.

Mr. Gravelle: And I will more informed. The next time I come here I will probably have much more insight into that particular problem.

Le sénateur Guay: Je vous parlais tout à l'heure de vos cours d'anglais ou de français, et vous n'aviez pas les chiffres sur le taux de réussite. Peut-être pourriez-vous nous les faire parvenir.

Avez-vous réussi à obtenir la collaboration de tous vos directeurs et de vos employés dans vos diverses maisons?

M. Gravelle: Sans difficulté, indubitablement, oui.

Le sénateur Guay: Dans son rapport, le commissaire aux langues officielles a parlé d'un guide de l'employeur. Est-ce à cela que vous faites allusion? Il dit ceci:

Dans un cas particulièrement déplorable, 213 employés francophones de l'Ouest ont reçu la version anglaise du *Guide de l'employeur et du fiduciaire*. Le ministère a réparé son erreur en demandant. . .

Je souligne le mot «demandant».

. . . à l'administration centrale de leur faire parvenir des guides en français.

Ils l'ont demandé. Est-ce que vous l'avez obtenu?

M. Gravelle: Oui. Ce guide dont il est question, c'est un guide à l'intention des employeurs à l'extérieur. On peut avoir un guide sur le T1, un guide pour les comptables, etc. Il y a eu une erreur d'aiguillage. Ces contribuables-employeurs francophones de l'Ouest ont reçu le guide en anglais, et on a fait amende honorable.

Je vais vous dire autre chose. J'ai appris aujourd'hui à 14h30, avant de venir ici, qu'il y avait eu une autre erreur d'aiguillage. Le système fonctionne quelquefois et quelquefois il ne fonctionne pas. Alors, quelques centaines

[Translation]

chose. Mais vous avez déjà consacré combien d'années à ces efforts? Vous avez mis six ans pour faire un progrès de 1 p. 100. Je regrette, mais je ne peux pas vous donner une note très élevée.

Je ne vais pas vous parler des péchés passés de votre ministère. Cependant, j'aimerais être convaincue que votre ministère s'intéresse vraiment à la question. J'aimerais savoir quels sont vos projets. Allez-vous parfois dans les universités? Vous dites que vous êtes en concurrence avec le secteur privé. Est-ce parce qu'il n'est pas très intéressant de venir travailler dans votre ministère, que ces gens ne se sentent pas à l'aise? Quel est le problème?

M. Gravelle: Il se peut qu'il s'agisse d'un choix de la part des gens en question.

Madame la présidente, je vais examiner cette question. Je vais poser des questions pour savoir comment fonctionne notre programme de recrutement. Je vais rendre visite à quelques universités pour parler aux diplômés et connaître leur réaction, etc.

La coprésidente (la sénatrice Wood): C'est très bien.

Le sénateur Guay: Très bien.

M. Gravelle: Et je vais m'informer davantage. Lors de ma prochaine comparution, je connaîtrai probablement beaucoup mieux le problème.

Senator Guay: Earlier I was speaking to you about your courses in English and French, and you did not have any figures on the success rate. Perhaps you could send them to us.

Have you had the co-operation of all your directors and employees in all your various operations?

Mr. Gravelle: Without any problem. We have definitely had their co-operation.

Senator Guay: In his report, the Commissioner of Official Languages mentioned an employers' guide. Is that what you were referring to? He said:

In one particularly serious case, the English version of the Employers' and Trustees' Guide was initially sent to 213 francophone employers in western Canada. The department was able to correct the error by asking. . .

I would like to emphasize the word "asking".

. . . The head office to send out the Guides in French.

They asked that this be done. Was it in fact done?

Mr. Gravelle: Yes. The guide in question was for outside employers. There are guides on the T1 form, a guide for accountants and so forth. An error was made. Some francophone employers, who are also taxpayers, in western Canada received the guide in English. We corrected the error.

There is something else I would like to tell you. At 2.30 p.m. today, before coming here, I learned that there had been another error made. Sometimes the system works, and sometimes it does not. In this case, several

|Texte|

de contribuables francophones, pas nécessairement québécois, mais francophones, ont reçu un avis. . .

• 1705

Le sénateur Guay: Oui, je le sais.

M. Gravelle: On les avisait que nous avions effectué un rajustement à partir de leur remboursement pour le crédit d'impôt aux enfants auquel ils avaient droit. Cet avis a été envoyé en anglais. C'est absolument inadmissible, mais ce travail été fait manuellement et les enveloppes étaient adressées séparément. C'est dans l'insertion de l'avis dans l'enveloppe qu'on a commis cet impair. Alors, on a pris des mesures immédiates pour communiquer par téléphone avec ces contribuables; on leur enverra une lettre d'excuse et d'explication. Il arrive que ces erreurs de parcours se fassent.

Le sénateur Guay: Mon dernier commentaire, madame la présidente. Je suis content que M. Gravelle occupe ce poste. Il aidera beaucoup les choses. Le sénateur David est d'accord avec moi; nous avons une très bonne impression de votre sincérité pour vouloir que les choses soient bien faites. J'aimerais vous en féliciter. Vous avez fait du progrès, mais il y a encore place pour d'autres progrès. Vous admettez les erreurs que votre ministère a faites; je l'apprécie beaucoup. Je vous souhaite toutes sortes de bons succès pour l'avenir. Merci.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Senator Guay. Mr. Fortier, would you like to say a few words?

M. d'Iberville Fortier (commissaire aux langues officielles): Merci, madame la présidente.

Il est bien connu que les percepteurs d'impôt ne sont pas, en principe du moins, les gens les plus populaires au monde. Ce fait perdure depuis les temps bibliques, je crois. Mais, de nos jours, les percepteurs canadiens ont voulu changer l'image et le service et se faire apprécier en offrant aux contribuables un service qui se veut professionnel, impartial, courtois et aussi, dans la langue officielle préférée des contribuables. Evidemment, fort heureusement, ils ont tout intérêt à ce que le contribuable n'ait aucune raison linguistique de faire la sourde oreille, ce qui retarderait les entrées de fonds. Mais nous ne voulons pas présumer qu'ils ont des motivations aussi basement pragmatiques.

Revenue Canada Impôt compte à son actif, passablement de réalisations dans le domaine des langues officielles, comme nous l'avons vu. Le ministère est généralement en mesure de répondre aux demandes du public dans la langue officielle de son choix, que ce soit au téléphone ou en personne, à ses bureaux de district, centres fiscaux ou aux comptoirs saisonniers. L'affichage et les publications dans les deux langues font rarement défaut.

Du côté langue de travail, les directives, les manuels et les notes de service sont diffusés en français et en anglais. Le ministère encourage ses employés à suivre des cours de

|Traduction|

hundred francophone taxpayers, not necessarily in Quebec, received a notice. . .

Senator Guay: Yes, I know.

Mr. Gravelle: We were informing them that we were making an adjustment to the child tax credit refund to which they were entitled. The notice was sent out in English. That is completely unacceptable, but the work was done manually and the envelopes were addressed separately. The mistake was made when the notices were put into the envelopes. We therefore immediately contacted the taxpayers by telephone. We will be sending them a letter explaining what happened and apologizing for it. Mistakes do happen sometimes.

Senator Guay: This will be my last comment, Madam Chairman. I am pleased that Mr. Gravelle holds this position. He will help things along greatly. Senator David agrees with me; we are very impressed with your sincere desire to do things correctly. I would like to congratulate you on that. The department has made some progress, but there is room for more. You admit that your department has made some errors, and I appreciate that very much. I wish you every success for the future. Thank you.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, sénateur Guay. Voulez-vous prendre la parole, monsieur Fortier?

Mr. d'Iberville Fortier (Commissioner of Official Languages): Thank you, Madam Chairman.

It is a well-known fact that tax collectors are hardly the most popular people in the world. This has been the case since biblical times, I believe. However, today, Canadian tax collectors have tried to change their image by offering taxpayers a professional, impartial and polite service in the official language of the taxpayers' choice. Fortunately, of course, it is in the tax collector's interest that the taxpayer understand him, otherwise taxes could be slow in arriving. However, we do not want to assume that the department has such basely pragmatic motives.

Revenue Canada Taxation has made a number of achievements in the area of official languages, as we have seen. The department is generally able to serve the public in either official language, both on the telephone and in person, in its district offices, taxation centres and seasonal counters.

In the area of language of work, directives, manuals and memorandums are distributed in both French and English. The department encourages its employees to take

[Text]

langue seconde et offrent des séances de formation professionnelle dans la langue préférée des employés.

Impôt a aussi réalisé des progrès concernant la participation des groupes linguistiques au cours des dernières années. Ainsi, la participation globale est maintenant équilibrée avec 73 p. 100 d'anglophones et 27 p. 100 de francophones. Donc, tout cet aspect du bilan est positif.

Permettez-moi maintenant de passer à l'autre côté de la lune, si je puis dire, ou à l'aspect moins positif ou passif. J'ai dit plus tôt que le ministère était généralement en mesure de servir le public dans les deux langues; mais, il faut nuancer cette observation globale parce qu'il y a des services de vérification et de recouvrement. Il s'agit ici des fonctionnaires qui fouillent à la loupe nos états financiers et qui s'assurent que nous payons notre dû. C'est très important!

Suite à notre vérification de 1982, et dans chacun de nos rapports annuels subséquents, nous avons recommandé au ministère d'augmenter le nombre d'employés bilingues affectés à ces services. Or, à Halifax, Hamilton, Edmonton et Vancouver on ne compte aucun vérificateur bilingue; et à Toronto, comme nous l'avons vu il y a un moment, il n'y en a que deux ou trois, sur 628, qui sont bilingues.

Il est donc impérieux que le ministre se fixe cette année, comme l'un de ses objectifs principaux, il me semble, la bilinguisation des deux services en question, c'est-à-dire ceux de la vérification et du recouvrement qui sont souvent, de plus, de nature intimidante pour les contribuables.

• 1710

The request for service in French outside the province of Quebec appears to be alarmingly low, about 2%. I would like to see the department promote more actively its capability to serve the public in both languages, and we welcome the assurances of Mr. Gravelle to that effect.

I have here what you could call the "Bill of Rights of Taxpayers", it is called more modestly the "Declaration of Taxpayers' Rights",

ou la *Déclaration des droits des contribuables*.

En lisant ce document, qui est manifestement destiné à renseigner les citoyens sur leurs droits, je m'aperçois qu'il est question de toutes sortes de choses qui nous intéressent beaucoup comme contribuables. Mais, il n'est pas question, du tout, du droit aux services dans sa langue. Je présume, j'espère du moins, qu'on considérera que c'est une omission qui peut être réparée; et nous aimerions beaucoup, je crois que ce Comité aimerait beaucoup, avoir des assurances à cet effet.

[Translation]

second-language training and offers professional development programs in whichever language the employee prefers.

Revenue Canada Taxation has also made progress regarding the participation rate of the language groups in recent years. The overall participation is now balanced at 73% anglophones and 27% francophones. So this aspect of the department's performance is positive.

Let me now turn to the less positive aspects of its performance. I said earlier that the department could generally provide service to the public in both official languages. However, I must express a reservation about this overall observation as concerns the audit and collections services. The officials there examine our returns with magnifying glasses to ensure that we pay our share. It is a very important job!

Since our 1982 audit, and in each of our annual reports since then, we have recommended that the department increase the number of bilingual employees in these sectors. The fact is that there are no bilingual auditors in Halifax, Hamilton, Edmonton or Vancouver. In Toronto, as we saw a few moments ago, there are only two or three bilingual auditors out of a total of 628.

It is therefore imperative that one of the department's chief objectives for this year be to make the audit and collections services bilingual, especially given that taxpayers often find the work of these two services intimidating.

Il semble que la demande de service en français à l'extérieur du Québec soit extrêmement basse—environ 2 p. 100. Je voudrais que le ministère développe de façon plus active sa capacité de servir le public dans les deux langues officielles, et nous sommes heureux de constater que M. Gravelle nous a donné des assurances dans ce sens.

J'ai ici ce qu'on pourrait appeler «la Déclaration des droits des contribuables»,

or the "Bill of Rights of Taxpayers" or the "Declaration of Taxpayers' Rights".

When I read this document, which is obviously designed to inform people of their rights, I see that there is mention of all sorts of points that would be of interest to us as taxpayers. However, there is no reference whatsoever to the right to service in either official language. I presume, and I hope at least, that the department will feel this is an omission that can be corrected. I and the committee would very much appreciate having some assurance that this will be done.

[Texte]

Je ne vous lirai pas le document, mais il est très intéressant.

M. Gravelle: Ce n'est qu'à titre d'observation!

M. Fortier: Voilà un point.

Also, the department should avoid errors which more or less force the francophones to make their declaration in English. For example, last February we had to point out to the department that a great many Canadians across the country could not obtain the French version of their tax declaration forms at the time when the English version was being distributed. So what should they do?—they take the other one. One would think that in this day and age the department would have established a system to distribute both versions simultaneously.

Also, business people in the Ottawa-Hull region indicated to us that the department was communicating in English only with the newly established firms. As a result of our intervention, the department modified its computerized program in order to provide its message in both official languages.

Hopefully this program will take into account the comments made this afternoon by the hon. members of this committee on the need for greater clarity in computer language.

Now let us turn to the language-of-work situation. It is not progressing as it should. French is naturally the language of work principally used in Quebec and, to a certain extent, in Bathurst and Sudbury. In Ottawa, although French is the first official language of one-third of the employees, its usage is still very limited. The situation is explained in part by the fact that close to 40% of the senior managers at headquarters are not sufficiently bilingual; that is 52 out of 84, if my figures are right.

It is worth their noting the deputy minister's commitment concerning the requirements for the C-level for senior management positions. This has been one of our steady recommendations over the years and I think it is an essential part of the progress.

I would like to see the department also emphasize the language training of its senior managers and use imperative staffing for supervisory and senior management positions. Also, employees should be reminded regularly of their right to work and be supervised in the language of their choice.

Finally, on the equitable participation front progress is still necessary to ensure that francophones are better represented in the senior management category, particularly in the National Capital Region where 80% of senior managers are anglophones. Certain regional imbalances persist, as we have seen in the course of this hearing.

[Traduction]

I will not read you the documents, but I can tell you that it is very interesting.

Mr. Gravelle: It is just a comment!

Mr. Fortier: That is a point.

De plus, le ministère devrait éviter les erreurs qui obligent plus ou moins les francophones à remplir leur déclaration d'impôt en anglais. Par exemple, en février dernier, nous avons dû signaler au ministère que beaucoup de Canadiens dans tout le pays ne pouvaient pas obtenir la version française de leur déclaration d'impôt au moment où la version anglaise était distribuée. Qu'est-ce qu'ils devaient faire? Ils finissent par prendre la version anglaise. On penserait que de nos jours le ministère aurait mis sur pied un système capable de distribuer les deux versions en même temps.

De plus, des représentants des entreprises dans la région d'Ottawa-Hull nous ont dit que le ministère communiquait en anglais uniquement avec les entreprises qui venaient d'être créées. Suite à notre intervention, le ministère a modifié son programme informatisé afin de fournir le message dans les deux langues officielles.

Nous espérons que le programme tiendra compte des observations faites par les membres du Comité cet après-midi en ce qui concerne le besoin d'une plus grande clarté dans la langue des ordinateurs.

Passons maintenant à la question de la langue de travail. Le ministère ne fait pas autant de progrès qu'il le devrait. Naturellement, c'est le français qui est la principale langue de travail au Québec et, dans une certaine mesure, à Bathurst et à Sudbury. À Ottawa, même si le français est la première langue officielle d'un tiers des employés, son utilisation est toujours très limitée. Cette situation s'explique en partie par le fait que presque 40 p. 100 des cadres supérieurs au siège social ne sont pas suffisamment bilingues. Si je ne me trompe, il s'agit de 52 personnes sur 84.

Il faut signaler l'engagement pris par le sous-ministre en ce qui concerne l'exigence du niveau C pour les postes de cadres supérieurs. C'est une des recommandations que nous avons faites continuellement au fil des ans, et je crois qu'elle est essentielle aux progrès du ministère.

Je voudrais également que le ministère insiste sur l'importance de la formation linguistique de ses cadres supérieurs et qu'il utilise la dotation impérative dans le cas de postes de surveillance et de cadres supérieurs. De plus, on devrait rappeler régulièrement aux employés qu'ils ont le droit de travailler et d'être surveillés dans la langue de leur choix.

En dernier lieu, il faut toujours faire des progrès du côté de la participation véritable pour s'assurer que les francophones aient une meilleure représentation dans la catégorie des cadres supérieurs, surtout dans la région de la capitale nationale, où 80 p. 100 des cadres supérieurs sont des anglophones. Il y a toujours un certain déséquilibre dans les régions, comme nous l'avons vu au cours de cette audience.

[Text]

In Quebec the anglophone participation stands at a very low 4%, a far cry from the more than 10% of the anglophone population of the province. On the other hand, there are only 50 francophones out of more than 4,000 employees in the western regions.

Pour donner un second souffle à son programme des langues officielles, le ministère devrait, très synthétiquement: premièrement, fixer des objectifs précis à ses gestionnaires pour corriger les lacunes observées; en second lieu, augmenter sensiblement le bilinguisme de ses cadres supérieurs; et, troisièmement, renforcer l'équipe responsable du programme pour mieux surveiller les progrès accomplis et apporter des correctifs nécessaires face aux nombreuses plaintes à l'endroit du ministère.

• 1715

En terminant, je voudrais dire que l'an prochain, la conjoncture sera particulièrement favorable et je dirais impérieuse, en ceci que nous aurons vraisemblablement et une nouvelle Loi des langues officielles et la réforme fiscale qu'on nous a annoncée. Pris ensemble, ces deux développements donnent au ministère une excellente occasion, un excellent stimulus, pour mettre au point, en tenant compte de ces deux importants développements, un programme qui mettra particulièrement l'accent sur la notion d'offre active dans les deux langues; et ceci, à travers tout le pays.

Je vous remercie, madame la présidente.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Fortier. Mr. Gravelle, I do not think your department is one of the worst offenders we have had before us, but I think that you have been on a honeymoon period. I think what I should say is that your honeymoon period is probably over and next year we will expect to hear results from you. Thank you and your colleagues for coming tonight.

Mr. Gravelle: It is my pleasure and I promise you we will go a-courting in the next year.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you. The meeting is now adjourned.

[Translation]

Au Québec, le taux de participation des anglophones est très bas, 4 p. 100, ce qui est loin de la représentation des anglophones dans la population, qui est de plus de 10 p. 100. D'un autre côté, il n'y a que 50 francophones sur plus de 4,000 employés dans les régions de l'Ouest.

In order to get its official languages program going again, the department should: first, set specific objectives for its managers to correct the problems that have been found; second, significantly increase the bilingual abilities of senior managers; and, third, strengthen the team in charge of the official languages program so as to better monitor the department's progress and make the necessary changes in light of the many complaints about its services.

In closing, I would like to say that the situation next year will be particularly favourable and pressing in that we will probably have a new Official Languages Act and the tax reform measures that were announced earlier this year. Taken together, these two initiatives give the department an excellent opportunity and stimulus to put forward a program that will emphasize the active offer of service in both official languages throughout the country.

Thank you, Madam Chairman.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur Fortier. A mon avis, monsieur Gravelle, votre ministère n'est pas le pire de tous ceux que nous avons reçus à ce jour, mais je crois que c'était votre lune de miel en quelque sorte. Je dois vous dire que la lune de miel est probablement terminée, et que l'année prochaine nous nous attendons à de meilleurs résultats de votre part. Je vous remercie, ainsi que vos collègues, d'être venus aujourd'hui.

M. Gravelle: Ça m'a fait plaisir. Je vous promets qu'au cours de l'année prochaine on va vous faire la cour.

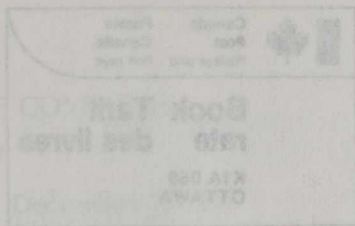
La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci. La séance est levée.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 17

Wednesday



En cas de non livraison, retourner aux COUVEURS SEULEMENT à l'adresse indiquée sur l'étiquette. Les commandes ne sont pas remboursées. Ottawa, Canada K1A 0S2

Minutes of Proceedings and Journals of the Standing Committee on the Environment of the House of Commons

Official Languages

OFFICIAL LANGUAGES

Official Languages Act / Loi sur les langues officielles

TÉMOINS

De ministre de Revenu Canada—Impôt (M. J. ...)
 Pierre Gravelle, sous-ministre
 Michel J. Cardinal, sous-ministre adjoint, Direction générale des services de gestion
 Marcel Pilon, chef par intérim, Langues officielles
 Le Commissaire aux langues officielles
 D. Therielle Fortin, commissaire

Second Session of the Thirty-Ninth Parliament of Canada
 1986-1987

SENAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Parole n° 17

Le mercredi 9 décembre 1987

Coprésidents:

Suzanne Dala Wood
 Gabriel Laperrière, député

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent de la Chambre des communes des

Langues officielles

CONCERNANT

le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles

TÉMOINS

From the Department of Revenue Canada—Taxation (M. J. ...)
 Pierre Gravelle, Deputy Minister
 Michel J. Cardinal, Assistant Deputy Minister, Management Services Branch
 Marcel Pilon, Acting Chief, Official Languages
 From the Commissioner of Official Languages
 D. Therielle Fortin, Commissioner

Deuxième session de la trente-neuvième législature
 1986-1987



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Revenue Canada—Taxation:

- Pierre Gravelle, Deputy Minister;
- Michel J. Cardinal, Assistant Deputy Minister,
Management Services Branch;
- Marcel Pilon, Acting Chief, Official Languages.

From the Commissioner of Official Languages:

- D'Iberville Fortier, Commissioner.

TÉMOINS

Du ministère de Revenu Canada—Impôt:

- Pierre Gravelle, sous-ministre;
- Michel J. Cardinal, sous-ministre adjoint; Direction
générale des Services de gestion;
- Marcel Pilon, chef par intérim, Langues officielles.

Du Commissariat aux langues officielles:

- D'Iberville Fortier, commissaire.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 27

Wednesday, December 9, 1987

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, M.P.

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

RESPECTING:

1986 Annual Report of the Commissioner of Official Languages

WITNESSES:

(See back cover)

Second Session of the Thirty-third Parliament,
1986-87

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 27

Le mercredi 9 décembre 1987

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des

Langues officielles

CONCERNANT:

Rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1986

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Deuxième session de la trente-troisième législature,
1986-1987

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE
AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL
LANGUAGES

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, M.P.

Joint Vice-Chairman:

Alex Kindy, M.P.

Representing the Senate:

Senators

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Joseph Philippe Guay
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel

Francine Lachapelle

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES
OFFICIELLES

Coprésidents:

Le sénateur Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Vice-coprésident:

Alex Kindy, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Joseph-Philippe Guay
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Représentant la Chambre des communes:

Les membres

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Line Gravel

Francine Lachapelle

Pursuant to Standing Order 94(3) and Reports of the
Striking Committee adopted on October 30, 1987 and
November 19, 1987:

John Parry replaced Robert Toupin;
Anne Blouin replaced Blaine A. Thacker.

Pursuant to Rule 66(4) of the Senate of Canada on
November 18, 1987:

The Honourable Martial Asselin replaced the
Honourable Jean-Maurice Simard.

Conformément à l'article 94(3) du Règlement et aux
Rapports du Comité de sélection adoptés le 30 octobre
1987 et le 19 novembre 1987:

John Parry remplace Robert Toupin;
Anne Blouin remplace Blaine A. Thacker.

Suivant l'article 66(4) du Règlement du Sénat du Canada
le 18 novembre 1987:

L'honorable Martial Asselin remplace l'honorable Jean-
Maurice Simard.

(ERRATUM)

Issue No. 20

Page 20:3 In left and right columns, line 19, "Pierre Gravel" should read "Pierre Gravelle".

Back of title page In the left and right columns, line 4, "Pierre Gravel" should read "Pierre Gravelle".

Issue No. 24

Page 24:16 In left and right columns, line 27, "Margaret Amoraso" should read "Margaret Amoroso".

Page 24:17 In left and right columns, line 17, "Pierre Crevier" should read "Pierre Gravelle".

Page 24:17 In left and right columns, line 18, "Georges Tsa'n" should read "Georges Tsai".

(ERRATUM)

Fascicule n° 20

Page 20:3 Dans les colonnes de gauche et de droite, à la ligne 19, «Pierre Gravel» devrait être remplacé par «Pierre Gravelle».

Verso du frontispice Dans les colonnes de gauche et de droite, à la ligne 4, «Pierre Gravel» devrait être remplacé par «Pierre Gravelle».

Fascicule n° 24

Page 24:16 Dans les colonnes de gauche et de droite, à la ligne 27, «Margaret Amoraso» devrait être remplacé par «Margaret Amoroso».

Page 24:17 Dans les colonnes de gauche et de droite, à la ligne 17, «Pierre Crevier» devrait être remplacé par «Pierre Gravelle».

Page 24:17 Dans les colonnes de gauche et de droite, à la ligne 18, «Georges Tsa'n» devrait être remplacé par «Georges Tsai».

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 9 DÉCEMBRE 1987

(35)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui à 15 h 36 en la salle 200 de l'édifice de l'ouest, sous la présidence de la sénatrice Dalia Wood (coprésidente).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Guay, Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Desjardins, Duguay, Epp (Thunder Bay—Nipigon), Gauthier, Kindy.

Également présents: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Rolande Soucie, chargés de recherche.

Témoins: Des Musées nationaux du Canada: John Edwards, Secrétaire général; George F. MacDonald, Directeur, Musée canadien des civilisations; Shirley L. Thomson, Directeur, Musée des beaux-arts du Canada; William McGowan, Directeur, Musée national des sciences et de la technologie; Colin Eades, Directeur par intérim, Musée national des sciences naturelles, Directeur adjoint/Finances et administration; Marc Larose, Chef, Division des langues officielles/Services à la Corporation. *Du Commissariat aux langues officielles:* M. D'Iberville Fortier, Commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat en date du 31 mars 1987 et l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 31 mars 1987 se rapportant tous deux au Rapport du Commissaire aux langues officielles de 1986 (*Voir Procès-verbal du mercredi 1^{er} avril 1987, fascicule n^o 12*).

Sur motion de Jean-Robert Gauthier, il est convenu,—Que le comité fasse parvenir un télégramme à M. Frank W. King, Président du Comité d'organisation des XV^e Jeux Olympiques d'hiver. Ce télégramme a pour but de connaître les raisons de la lettre envoyée le 27 novembre dernier aux coprésidents du comité et de demander à OCO 88 de préciser clairement sa position dans le dossier à l'étude.

John Edwards fait une déclaration et avec les autres témoins répond aux questions.

Le Commissaire aux langues officielles fait une déclaration.

À 17 h 29, le comité suspend ses travaux.

À 17 h 39, le comité reprend ses travaux sous la présidence de Gabriel Desjardins (coprésident).

Sur motion de l'honorable sénateur Wood, il est convenu,—Que l'honorable sénateur Guay soit élu vice coprésident du Comité.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, DECEMBER 9, 1987

(35)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met, this day at 3:36 o'clock p.m., in Room 200 of the West Block, the Joint Chairman Senator Dalia Wood, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Guay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Desjardins, Duguay, Epp (Thunder Bay—Nipigon), Gauthier, Kindy.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Rolande Soucie, Researchers.

Witnesses: From the National Museums of Canada: John Edwards, Secretary-General; George F. MacDonald, Director, Canadian Museum of Civilization; Shirley L. Thomson, Director, National Gallery of Canada; William McGowan, Director, National Museum of Science and Technology; Colin Eades, Acting Director, Museum of Natural Sciences; Assistant Director, Finance and Administration; Marc Larose, Chief, Official Languages Division, Corporate Services. *From the Commissioner of Official Languages:* D'Iberville Fortier, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated March 31, 1987, and its Order of Reference from the House of Commons dated March 31, 1987, both relating to the Report of the Commissioner of Official Languages for 1986 (*See Minutes of Proceedings of Wednesday April 1, 1987, Issue No. 12*).

Moved by Jean-Robert Gauthier, it was agreed,—That the Committee sends a telegram to Mr. Frank W. King, President of the Organizational Committee of the XVth Winter Olympic Games. The purpose of said telegram is to inquire as to the reason d'être of the letter of last November 27th addressed to the Joint Chairmen of the Committee and to request OCO 88 to make its position clear in the file under study.

John Edwards made a statement and with other witnesses answered questions.

The Commissioner of Official Languages made a statement.

At 5:29 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:39 o'clock p.m., the sitting resumed, the Joint Chairman, Gabriel Desjardins, presiding.

Moved by the Honourable Senator Wood, it was agreed,—That the Honourable Senator Guay be elected Joint Chairman of the Committee.

Le coprésident présente le Quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Il s'élève un débat;

Sur motion de Jean-Robert Gauthier, il est convenu.— Que des modifications au Quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soient apportées afin de mieux préciser l'intention du Comité et que, l'adoption du rapport tel que modifié, soit reportée à la prochaine réunion.

À 17 h 50, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Francine Lachapelle

The Chairman presents the Fourth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

A debate arises;

Moved by Jean-Robert Gauthier, it was agreed.—That the Fourth report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be amended in order to clarify the intention of the Committee, and that the adoption of the modified version of said report be postponed until the next meeting.

At 5:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Francine Lachapelle

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, December 9, 1987

• 1535

The Joint Chairman (Senator Wood): We have a quorum, so we will proceed. Today the committee resumes consideration of the 1986 report of the Commissioner of Official Languages.

M. Gauthier: J'invoque le Règlement!

La coprésidente (la sénatrice Wood): Oui, monsieur Gauthier.

M. Gauthier: Au sujet d'une question qui touche le travail du Comité et qui porte sur les Jeux olympiques, je crois qu'une lettre a été distribuée aux députés et aux sénateurs; il s'agit d'une lettre provenant de M. Frank W. King, *Chairman*, datée du 27 novembre et qui traite de la télédiffusion, en français, des XV^e Jeux olympiques d'hiver.

Madame la présidente, je suis un peu perplexe devant cette lettre de M. King et je voudrais que le Comité prenne quelques minutes pour délibérer sur la question de savoir si on ne devrait pas, aujourd'hui, faire un geste afin d'éclaircir cette situation.

Madam Chairman, I would just like to quote one sentence of that letter, in which Mr. Frank W. King, in a letter to you and to Mr. Desjardins, states:

We have noted the statement of the House of Commons on November 24, 1987, by the Minister of Communications, to the effect that agreement resolving the issue has been reached by all parties, including the Olympic Organizing Committee. In fact, we have yet to endorse such an agreement.

The last sentence surprises me. That is the Olympic Games writing to us, telling us they have yet to endorse such an agreement. The last paragraph of that letter says:

Are we to understand from the Minister's statement on agreement, that the Government of Canada is satisfied that full francophone coverage of the 15th Olympic Winter Games is not a viable solution?

Those two sentences disturb me. If the committee agrees, I would like to send a telex to Mr. King today, in which we would ask Mr. King to explain what he means by they have not yet endorsed such an agreement. My information is that they have. We would also ask why the Government of Canada does not think broadcasting full francophone coverage is not a viable solution. That is an opinion of Mr. King, which I do not think is actually shared by the government. Perhaps some people would like to explain to me why Mr. King wrote this letter to us.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mercredi 9 décembre 1987

La coprésidente (la sénatrice Wood): Nous avons le quorum et nous allons donc commencer. Nous reprenons aujourd'hui l'étude du rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1986.

Mr. Gauthier: On a point of order!

The Joint Chairman (Senator Wood): Go ahead, Mr. Gauthier.

Mr. Gauthier: It concerns a matter that interests the committee and that has to do with the Olympic Games. I believe a letter was circulated to Members and Senators. It is a letter from Mr. Frank W. King, Chairman, dated November 27, that deals with the broadcasting, in French, of the XVth Winter Olympic Games.

Madam Chairman, I am somewhat puzzled by Mr. King's letter and I would like the Committee to take a few minutes to discuss it and to see if we should not, as of today, make some move to clear up the situation.

Madame la présidente, j'aimerais vous citer une phrase tirée de cette lettre de M. King, qui vous est adressée à vous et à M. Desjardins:

Nous avons pris bien note de la déclaration faite à la Chambre des communes le 24 novembre 1987 par le ministre des Communications, expliquant qu'une entente, réglant toute cette affaire, avait été négociée par l'ensemble des parties, y compris le Comité d'organisation des jeux. Or, nous n'avons pas encore entériné cette entente.

La dernière phrase m'étonne quelque peu. C'est le comité organisateur qui nous écrit pour nous dire qu'ils n'ont pas encore entériné cet accord. Le dernier paragraphe de la lettre dit, et je cite:

Doit-on déduire des propos du Ministre relativement à l'entente que le gouvernement fédéral est convaincu que la couverture en français de l'ensemble des événements sportifs prévus dans le cadre des 15^{es} jeux Olympiques d'hiver n'est pas une solution viable?

Ces deux phrases m'ennuient. Si le Comité est d'accord, j'aimerais bien que l'on envoie dès aujourd'hui un télex à M. King, lui demandant d'expliquer ce qu'il veut dire lorsqu'il affirme qu'ils n'ont pas encore entériné pareille entente. D'après les renseignements dont je dispose, c'est déjà chose faite. Il nous faudrait également demander pourquoi, selon lui, le gouvernement fédéral ne pense pas que la radiodiffusion en langue française de l'ensemble des événements soit une solution viable. Il s'agit-là de l'opinion de M. King, et je ne suis pas convaincu qu'elle soit partagée par le gouvernement.

[Texte]

The Joint Chairman (Senator Wood): I spoke to someone today, but we do not have a definite answer on this yet. Mr. Desjardins and I have both been disturbed, and we have been in touch with Flora MacDonald's office. We have not got in touch with Mr. King. We will send him a telex today and we will get back to you, if that is all right with the committee.

Some hon. members: Right.

The Joint Chairman (Senator Wood): In the meantime, we are in touch with all of these people that they have the extra copies.

Senator Guay: Madam Chairman, I do not agree with the fact that all he noted was the statement made in the House of Commons, which was made by Mr. Gauthier. I think we ought to bring to his attention that we had the CRTC, the CBC and CTV at our committee meeting, which was held on the third floor of the East Block. We had quite an audience that day. I am surprised that other than a small note of this appearing in the newspaper they are bypassing the report of our committee entirely.

I would therefore suggest that a copy of the minutes of that particular meeting also be sent to Mr. King and to any others who might be involved in our concern that the French population is not being served according to the law of this country in regards to official languages.

Nous sommes, nous, dans l'Ouest canadien, presque enclins à penser que nous sommes des dépourvus, ou quelque chose du genre. Il suffit de voir ce qui se passe à Calgary même en ce moment, où il y a déjà des activités. Nous sommes obligés, nous les francophones, de capter uniquement le canal ou les stations anglophones. En ce cas-là, il me semble qu'on retarde encore les choses en disant qu'on va faire telle chose pour attirer l'attention. Il me semble que ce n'est pas encore assez. Il faut que ce Comité-ci, et je dois dire que M. Gauthier a fait son travail sur ce point-là, nous tous devrions, dis-je, exercer une pression quelconque pour veiller à ce que cela se réalise et pas seulement se contenter de faire des recommandations.

• 1540

The Joint Chairman (Senator Wood): Senator Guay, we all understand what you are saying. We sympathize with you. If we do not get the answer we want, we will call these people back to this table within a few days.

Senator Guay: When?

The Joint Chairman (Senator Wood): In two or three days. That is all. But I do not believe that is correct. I believe there was an agreement. The agreement was made here.

[Traduction]

Quelqu'un pourrait peut-être nous expliquer pourquoi M. King nous a écrit cette lettre.

La coprésidente (la sénatrice Wood): J'en ai parlé avec quelqu'un aujourd'hui, mais nous attendons toujours une réponse définitive. M. Desjardins et moi-même sommes très ennuyés par tout cela, et nous avons déjà communiqué avec le Cabinet de M^{me} MacDonald. Nous n'avons cependant pas encore communiqué avec M. King. Nous lui enverrons un télex aujourd'hui et nous vous tiendrons au courant, si cela vous convient.

Des voix: D'accord.

La coprésidente (la sénatrice Wood): En attendant, nous allons discuter avec tous ces gens, au sujet des copies supplémentaires.

Le sénateur Guay: Madame la présidente, il ne s'est pas limité à la déclaration qui avait été faite à la Chambre des communes, et dont M. Gauthier a fait état. Il nous faudrait peut-être lui signaler que lors de la réunion que nous avons tenue au 3^e étage de l'immeuble de l'Est, nous avons entendu des représentants du CRTC, de Radio-Canada et de CTV. Il y avait tout un auditoire dans la salle ce jour-là. Cela m'étonne d'ailleurs que le rapport du Comité n'ait fait l'objet que d'un tout petit article dans les journaux.

Je proposerais donc que des copies du procès-verbal de cette réunion soient envoyées à M. King et à tous les autres qui s'intéressent au dossier dont nous sommes saisis, notamment que la population francophone n'est pas servie comme l'exige la Loi du pays en matière de langues officielles.

We from the West would be inclined to say that we are deprived, or something along those lines. All you have to do is look at what is already happening in Calgary, where some activities are going on now. We, the francophones, can only get English channels or stations. Given the circumstances, it seems that we are only putting things off even more by saying that we will do such and such a thing in order to attract attention. It seems to me that still is not enough. The Committee—and I must say that Mr. Gauthier has done his homework in this area—all of us here should put the pressure on in order to get results instead of simply making recommendations.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Sénateur Guay, nous comprenons tous ce que vous dites et nous partageons vos préoccupations. Si nous n'obtenons pas la réponse voulue, nous convoquerons toutes ces personnes devant le Comité d'ici quelques jours.

Le sénateur Guay: Quand?

La coprésidente (la sénatrice Wood): D'ici deux ou trois jours. C'est tout. Mais je ne pense pas que ce soit juste; je crois qu'il y a eu entente. L'entente a été négociée ici.

[Text]

Senator Guay: He said he did not sign it here.

The Joint Chairman (Senator Wood): I do not know about that. Mr. Gauthier.

M. Gauthier: Madame la présidente, à la lecture de la lettre, je pense qu'il y a peut-être une question de malentendu au niveau de la rédaction de cette lettre.

Peut-être M. King a-t-il voulu dire que pour lui, ce qui fait l'affaire, c'est télédiffuser les Jeux à tout le pays, dans les deux langues officielles. Je pense qu'il dit, ensuite, que le compromis consistant à offrir l'ouverture, la clôture et une heure par jour de résumé des Jeux olympiques, pour lui, n'est pas satisfaisant. Je pense que c'est ce qu'il veut nous dire si on interprète ainsi l'autre paragraphe de la lettre. Mais si c'est ce qu'a voulu dire M. King, je trouve cela absolument impensable. C'est lui qui a adjugé ce contrat-là à CTV! C'est lui qui a décidé qui aurait le contrat!

Le sénateur Guay: Et c'est le gouvernement qui paie.

M. Gauthier: C'est lui qui aurait dû penser que le télédiffuseur devrait être capable de transmettre le message dans les deux langues officielles. Qu'il ne vienne pas nous dire, aujourd'hui, qu'il n'est pas content de la solution ou du compromis que nous avons élaboré ou trouvé, après un ou deux ans de délibérations. Je trouve ça absolument incroyable.

Le sénateur Guay: J'insiste pour dire que c'est un octroi du gouvernement fédéral qu'ils ont reçu pour réaliser les activités qu'ils doivent mener. Ceci vaut, en particulier, pour la télévision et la radio. Et dans ce cas-là, il me semble qu'un effort particulier devrait être fait pour veiller à ce que les langues officielles soient reconnues comme telles et que le service soit assuré pour tous nos francophones, particulièrement dans l'Ouest; parce qu'il s'agit surtout des francophones en dehors du Québec, de l'Ouest et de l'Ontario. Car il y en a dans l'Ontario qui n'ont pas ce service, pas plus que nous autres dans l'Ouest.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Duguay, and then I think we should go on to our—

Senator Guay: Do not put your hand up, Madam Chairman, when I am speaking to try to say that is enough, or otherwise.

The Joint Chairman (Senator Wood): I am sorry. I apologize.

Senator Guay: If I want to speak to this committee I will speak whenever I want and as long as I want, or else you had better get another boy.

The Joint Chairman (Senator Wood): No, I would not do without you. Mr. Duguay.

M. Duguay: Madame la présidente, en regardant la documentation, il me semble que l'on a peut-être un jeu de mot sur *agreement*. Le 24 novembre, quand j'ai posé la question en Chambre, M^{me} la ministre a essayé de

[Translation]

Le sénateur Guay: Il nous dit ne pas l'avoir signée ici.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je n'en sais rien. Monsieur Gauthier.

Mr. Gauthier: Madam Chairman, in reading the letter it seems there might be some misunderstanding, because of the way it is written.

Perhaps what Mr. King wanted to say is that what would suit him would be to have the Games broadcast in both official languages throughout the country. I believe he says later on that the compromise that was reached, guaranteeing the broadcasting of the opening and closing ceremonies as well as a daily one hour summary of the Games, does not satisfy him. If my interpretation of the other paragraph is correct, that is what he wanted to tell us, and if that is the case, then it is absolutely unbelievable. He is the one who granted the contract to CTV! He is the one who decided who was going to get the contract!

Senator Guay: And it is the government that is footing the bill.

Mr. Gauthier: He is the one who should have realized that the chosen broadcaster should be capable of broadcasting in both official languages. And here he is telling us today that he is not happy with the solution or with the compromise that we were able to come up with after one or two years of negotiations. I find that absolutely incredible.

Senator Guay: I would like to underline that it is a federal grant they received in order to do the work they have undertaken. And this goes both for television and radio. In the circumstances, it seems that special efforts should be made in order to have official languages recognized as such and to ensure service, in their language, to all Canadian francophones, but especially those living in the West, because the problem will mostly affect francophones living outside of Quebec, both in the West and in Ontario. There are people in Ontario who will not get this service any more than the people living out West.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Duguay, après quoi nous devrions je pense passer à...

Le sénateur Guay: Madame la présidente, ne levez pas ainsi la main lorsque je suis en train de parler pour me faire comprendre que ça suffit.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je m'excuse. Et je vous prie de me pardonner.

Le sénateur Guay: Si je veux m'adresser aux membres du Comité, je le ferai quand et aussi longtemps que cela me plait, ou alors vous irez chercher quelqu'un d'autre.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Non, je ne pourrais pas me passer de vous. Monsieur Duguay.

Mr. Duguay: Madam Chairman, I have gone through the documentation, and it seems there might be some misunderstanding of the word "agreement". On November 24, when I asked the question in the House,

[Texte]

suggérer qu'il y avait un accord, mais je pense que M. King est en train de dire qu'ils avaient, eux, fait une proposition qui n'avait pas encore été signée entre toutes les parties.

Il y a deux choses que je ne voudrais pas faire. La première, c'est de dire carrément qu'on vient de résoudre tous les problèmes avec la solution de M^{me} la ministre.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Non. On n'a jamais dit cela non plus.

M. Duguay: Je disais, donc, la première chose: on a fait ce qu'on a pu avec une situation qui existait déjà. J'aimerais qu'on soit clair là-dessus.

Mais l'autre chose que je ne veux pas faire non plus, c'est toute une grande question de ce qui n'est probablement qu'un échange de lettres qui ne sont pas aussi claires qu'on le souhaiterait. Je ne sais donc pas quel mécanisme on pourrait utiliser, un télex, un coup de téléphone, etc., mais il me semble qu'on peut clarifier la chose sans essayer de créer un incident.

Le sénateur Guay: Madame la présidente, et monsieur le président, si le député Duguay croit que l'entente existe et n'est seulement pas signée, et qu'ils y sont favorables, je dirais que cette lettre est tout de même datée du 27 novembre et nous sommes aujourd'hui le 9 décembre! Quand vont-ils commencer à agir? Toute la question est là.

• 1545

M. Duguay: La question du sénateur est bonne. Je tiens pour acquis que cette solution imparfaite a déjà été adoptée, mais je me trompe peut-être.

Le coprésident (M. Desjardins): Ce Comité a fait beaucoup pour résoudre le conflit auquel on a été confrontés il y a quelques semaines. Si on a aujourd'hui une solution, c'est grâce aux membres de ce Comité qui ont fait en sorte que les parties en cause en arrivent à un arrangement. Cependant, la lettre du 27 novembre m'a estomaqué, comme M. Gauthier, parce qu'elle est confuse. Je pense donc que le Comité doit demander des précisions sur certains points de la lettre à M. King. Nous devons lui rappeler que, pour nous, ce dossier-là est réglé et que les parties en causes se sont entendues et lui dire que nous voulons que cet arrangement-là soit mis en oeuvre.

Le sénateur Guay: Cette affaire a commencé au mois d'octobre.

The Joint Chairman (Senator Wood): Fine. We will look into it right away, and we will report back to the committee.

M. Gauthier: Est-ce que quelqu'un peut rédiger le message qu'on va envoyer afin qu'on puisse en prendre connaissance avant la fin de la réunion? Ce n'est pas très compliqué: Votre lettre du 27 novembre donnant suite à la déclaration du ministre du 24 novembre cause une certaine confusion. Auriez-vous l'obligeance de nous expliquer ce que vous voulez dire par...?

[Traduction]

the Minister tried to suggest that there was an agreement, but it seems that what Mr. King is saying here is that they had made a proposal that had not yet been signed by all parties.

There are two things that I would not like to see us do. First of all, I would not like us to say outright that the Minister's solution has solved all of the problems.

The Joint Chairman (Senator Wood): No, but we have never said that.

Mr. Duguay: As I was saying, the first thing is that we did what we were able to do with a situation that existed already. I would like that to be very clear.

The other thing I do not want to do... This whole issue is that of an exchange of correspondence, and the letters are not as clear as we would have liked. I therefore do not know what means we should use, a telex, a telephone call, or something else; but it seems that it should be possible to clear things up without making a whole incident of it.

Senator Guay: Madam Chairman, Mr. Chairman, if Mr. Duguay believes that the agreement exists, that the parties settled on something and that it simply has not been signed, it nevertheless remains that the letter is dated November 27 and here we are December 9! When are they going to do something? That is the issue.

Mr. Duguay: The senator's question is a good one. I had taken for granted that this imperfect solution had already been adopted, but perhaps I was wrong.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): The Committee did much to resolve the conflict we were confronted with a few weeks ago. If we have a solution today, it is thanks to the members of the Committee who enabled the various parties involved to reach an agreement. The November 27th letter did however astound me, in the same way as Mr. Gauthier, because it is not at all clear. This is why I believe the Committee should send a letter to Mr. King asking for details on a certain number of points. We must remind him that in our opinion the matter has been dealt with and that the interested parties have agreed, and we should also underline that we would like to see the arrangement carried out.

Senator Guay: This whole thing started in October.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Très bien. Nous examinerons cela tout de suite, et nous en ferons rapport au Comité.

Mr. Gauthier: Could someone draft the letter we are going to send before the end of the meeting so that we might have a look at it? It does not have to be very complicated: your November 27th letter, prompted by the Minister's November 24th statement, has caused some confusion. Would you be so kind as to explain to us what you mean by...?

[Text]

The Joint Chairman (Senator Wood): All right. Now we will go back to our business.

I am happy to welcome today the Secretary-General of the National Museums of Canada, Mr. John Edwards. We all know the important role the national museums as cultural institutions play in expressing the linguistic duality of our country. However, past linguistic audits have drawn a rather bleak picture of the language situation at the national museums.

Though today's witness has occupied the present position for a relatively short period—so you have a happy honeymoon period with us. He does have the mandate of overseeing the reorganization of our national museums while ensuring that they meet their obligations set out in the Official Languages Act. It is in this spirit that we will hear the secretary-general.

What happened to Mr. Murphy? Why did he not come?

Mr. John Edwards (Secretary-General, National Museums of Canada): Madam Chairman, Dr. Murphy would have come if he had been invited at the same time as we were. It was a last-minute invitation that came, and unfortunately he was tied up, I think in surgery, in Montreal.

The Joint Chairman (Senator Wood): I see. Thank you. Mr. Edwards, you may proceed with your presentation, and perhaps before you do so you would recognize the people who are with you.

Mr. John Edwards: I would be happy to do so. With me are Dr. Bill McGowan, who is the director of the National Museum of Science and Technology; Mr. Colin Eades, who is acting today for Dr. Alan Emery, the director of the National Museum of Natural Sciences; Marc Larose, my chief of the Official Languages Division; Dr. George MacDonald, director of the Canadian Museum of Civilization; and Dr. Shirley Thomson, recently appointed as the director of the National Gallery of Canada.

I do have a few opening comments. They are comparatively brief, and I would appreciate the indulgence of the committee to speak these into the record.

It gives us great pleasure to appear before you today to highlight the status of official languages in the National Museums of Canada.

Some six months ago, the Commissioner of Official Languages, as you have already alluded to, Madam Chairman, released the report of his audit of this organization. The audit did reveal quite a number of shortcomings for which some 30 specific recommendations were suggested. Coincidentally about the same time, I was appointed secretary-general, charged

[Translation]

La coprésidente (la sénatrice Wood): Très bien. Nous allons maintenant reprendre notre étude.

Je suis heureuse d'accueillir parmi nous aujourd'hui le Secrétaire-général des Musées nationaux du Canada, M. John Edwards. Nous savons tous combien le rôle que jouent les musées nationaux en tant qu'institutions culturelles est important, du fait que les musées expriment la dualité linguistique du pays. Cependant, des vérifications précédentes du dossier en matière de langues officielles des Musées nationaux ont révélé des résultats plutôt tristes.

Le témoin que nous allons entendre aujourd'hui n'occupe son poste que depuis peu, et nous lui souhaitons une belle lune de miel avec nous. Il a été chargé de mener à bien la réorganisation des musées nationaux du pays tout en veillant à ce que ceux-ci s'acquittent des obligations qui leur reviennent en vertu de la Loi sur les langues officielles. C'est dans cet esprit que nous allons maintenant entendre le Secrétaire-général.

Qu'est-il advenu de M. Murphy? Pourquoi n'est-il pas venu?

M. John Edwards (secrétaire-général, Musées nationaux du Canada): Madame la présidente, M. Murphy serait venu s'il avait été invité en même temps que moi. On l'a invité à la dernière minute et il était malheureusement pris. Je pense qu'il devait subir une opération chirurgicale à Montréal.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je vois. Merci. Je vous invite à faire votre exposé, mais vous pourriez peut-être au préalable nous présenter les personnes qui vous ont accompagné.

M. John Edwards: C'est avec plaisir que je le ferai. M'ont accompagné aujourd'hui M. Bill McGowan, directeur du Musée national des sciences et de la technologie; M. Colin Eades, qui remplace aujourd'hui M. Alan Emery, directeur du Musée national des sciences naturelles; M. Marc Larose, chef de la Division des langues officielles; M. George MacDonald, directeur du Musée canadien des civilisations; et M^{me} Shirley Thomson, qui vient tout récemment d'être nommée directrice du Musée des beaux-arts du Canada.

J'aimerais en effet faire quelques remarques liminaires. Je serai bref, mais je tiens à ce que ces quelques explications figurent au procès-verbal.

Nous sommes très heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour vous entretenir au sujet du statut des langues officielles au sein des Musées nationaux du Canada.

Comme vous l'avez déjà signalé, madame la présidente, le Commissaire aux langues officielles a, il y a environ six mois, fait publier son rapport sur la vérification qu'il avait faite chez nous. Cette vérification avait fait ressortir un assez grand nombre de lacunes, pour lesquelles une trentaine de recommandations ont été mises de l'avant. C'est à la même époque que j'ai été nommé Secrétaire-

[Texte]

with dismantling the corporation as such and setting up four autonomous museums. The coming of this major organizational change has some impact upon how we have responded to the recommendations, and I would like to spell those out in the course of my brief presentation.

• 1550

At the first meeting of our board of trustees after the report was released, the issue of official languages was discussed. It was again discussed at the board of trustees meeting this past September, and it is again on the agenda for our next board of trustees meeting next week. Progress on this front is a high priority for the board of trustees of the National Museums of Canada. It has also been identified as a management priority by the directors and myself, and I believe progress is being made. More certainly needs to be done, but a good start has been made.

We sent you a three-ring binder that shows you some of the key documents that represent our sense of progress. I would like to take you briefly through its contents. The first part essentially provides statistical data from various surveys and audits we have conducted. Over the past two years we have in effect taken steps to improve our knowledge of the official languages situation in the corporation. I would highlight in that first part about four or five key results that help to place the corporation in some overall context.

About one-third of our total staff are francophones, 33%. About two-thirds of our positions are bilingual, and 44% of those are occupied by francophones. Of the incumbents of bilingual positions, 83% meet the language requirements; and 75% of the supervisors meet the language requirements of their positions. Perhaps of particular significance, about 30% of the incumbents of bilingual positions have obtained a permanent exemption in what the public service now refers to as "oral interaction". A further 14% have reached the highest measured level, level C, and 24% have reached level B.

These surveys also enable us to determine the capacity of the various work units actively to offer their services in both official languages, to determine the supervisors' ability to supervise their employees and allow them to work in either official language, and to determine the choice of language of service in which our individual employees want to be served. It allows us to determine what kind of language training plans we need, and what

[Traduction]

général et chargé de démanteler la société en tant que telle et de créer quatre musées autonomes. L'annonce de ce remaniement organisationnel a eu une incidence sur la façon dont nous avons réagi aux recommandations, et j'entends vous expliquer cela dans le détail un peu plus loin, mais je m'empresse de souligner de nouveau que je serai bref.

Lors de la première réunion du conseil d'administration suivant la parution du rapport, la question des langues officielles a été abordée. Il en a de nouveau été question lors de la réunion du conseil d'administration tenue en septembre et le dossier figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil, celle-ci prévue pour la semaine prochaine. Faire des progrès sur ce front figure parmi les priorités du conseil d'administration des Musées nationaux du Canada. C'est également une priorité de gestion qui a été adoptée par les directeurs et par moi-même, et je pense que des progrès ont déjà été faits. Il importe certes de faire plus encore, mais c'est un début.

Nous vous avons envoyé un classeur à trois anneaux où vous trouverez un certain nombre de documents clés résumant les progrès que nous pensons avoir réalisés. J'aimerais, si vous le voulez bien, le parcourir rapidement avec vous. La première partie regroupe des statistiques recueillies grâce à diverses enquêtes et vérifications que nous avons menées. En effet, au cours des deux dernières années, nous avons pris des mesures en vue d'améliorer notre connaissance de la situation en matière de langues officielles au sein de la corporation. J'aimerais, m'appuyant sur quatre ou cinq résultats clés énoncés dans cette première partie, vous situer la corporation dans un contexte plus général.

Le tiers environ de notre effectif, soit 33 p. 100, est composé de francophones. Environ les deux tiers de nos postes sont bilingues et 44 p. 100 d'entre eux sont occupés par des francophones. Sur l'ensemble des titulaires de postes bilingues, 83 p. 100 satisfont aux exigences en matière de connaissances linguistiques. D'autre part, 75 p. 100 des superviseurs satisfont aux exigences linguistiques correspondant à leurs postes. Quant aux titulaires de postes bilingues, ce qui est particulièrement intéressant, c'est qu'environ 30 p. 100 d'entre eux ont obtenu une exemption permanente en ce qui concerne ce que l'on appelle maintenant dans la fonction publique «l'interaction orale». D'autre part, 14 p. 100 des titulaires de postes bilingues ont atteint la cote la plus élevée, soit le niveau C, et 24 p. 100 d'entre eux ont atteint le niveau B.

Ces enquêtes nous ont également permis de déterminer la capacité des différentes unités d'offrir activement leurs services dans les deux langues officielles, de déterminer la capacité des superviseurs de superviser leurs employés et de permettre à ceux-ci de travailler dans la langue officielle de leur choix et de déterminer dans quelle langue nos employés veulent être servis. Cela nous a permis de déterminer les programmes de formation et les

[Text]

kind of recruitment strategies. It also allows us to confirm the eligibility for the bilingualism bonus of those who do meet the requirements of their positions.

The second part of the binder provides information about letters of understanding. This is part of a new process of working with Treasury Board. I apologize for the mass of paper, but we wanted to share with you the essence of the very detailed agreements we have established within the corporation. Indeed, recognizing the deficiencies we have had detailed by the Commissioner of Official Languages in the official languages area, we requested Treasury Board to be among the first group of federal agencies to submit an Official Languages Letter of Understanding to the Treasury Board Secretariat.

Au cours de l'été, en vue d'impliquer les gestionnaires des divers paliers hiérarchiques dans l'élaboration d'un protocole d'entente, on a offert des séances d'information aux comités de gestion des quatre musées et aux gestionnaires des directions principales de ceux-ci. Ces séances avaient pour but d'expliquer d'abord les lignes directrices de l'élaboration d'un protocole d'entente en matière de langues officielles déjà intégré au guide de planification opérationnelle des musées, et ensuite de faire connaître l'échéancier pour la soumission du document.

Vous avez sûrement constaté que le document soumis contient quatre énoncés d'objectifs et que chacun constitue en soi un protocole d'entente en matière de langues officielles.

• 1555

Les raisons qui nous ont poussés à procéder ainsi sont les suivantes. Premièrement, nous voulions que tous les cadres des musées signent leur document respectif et s'engagent formellement à la réalisation des buts et objectifs qu'il contenait. Deuxièmement, une fois les musées autonomes, il sera plus facile pour les directeurs de musées de négocier au besoin avec le Secrétariat du Conseil du Trésor des modifications aux documents existants.

We would also like to point out that each of the goals in the various statements is followed by a bracket in which reference is made to the implementation of one or more of the recommendations resulting from the Commissioner of Official Languages' linguistic audit.

The next section of the binder contains a draft guide for managers and personnel officers. This project was recently initiated with the office of the Commissioner of Official Languages. I would like to pay tribute to the fact that the Commissioner has provided us with one of his employees to work on this project. When completed it should serve as a valuable reference tool.

The fourth section contains the formal policies of each of the museums signed by each director. These are

[Translation]

cours de langue dont nous avons besoin et les stratégies de recrutement qui s'imposent. Grâce à ces enquêtes, nous avons également pu confirmer l'admissibilité aux primes pour le bilinguisme de ceux qui satisfont aux exigences des postes qu'ils occupent.

La deuxième partie du classeur donne des renseignements au sujet des protocoles d'entente. Cela fait partie du nouveau processus entamé avec le Conseil du Trésor. Je m'excuse de vous imposer pareille brique, mais nous voulions partager avec vous l'essence même des accords très détaillés que nous avons entérinés au sein de la Corporation. Reconnaisant les lacunes en matière de langues officielles identifiées par le Commissaire aux langues officielles, nous avons demandé d'être parmi le premier groupe d'organismes fédéraux à soumettre au secrétariat du Conseil du Trésor un protocole d'entente en matière de langues officielles.

In order to involve the managers at various levels of the organization in developing the letter of understanding, information sessions were held during the summer for the management committees of the four museums as well as for their main branches. The purpose of the sessions was, first, to explain the guidelines for the development of the Official languages letter of understanding which had already been integrated into the NMC operational planning guide, and, then, to set out the schedule for submitting the document.

You will have noted that the document submitted contains four statements of objectives, each of which constitutes an Official languages letter of understanding of its own.

We adopted this approach for the following reasons: first, we wanted all the managers of the Corporation to sign their respective documents and to make a formal commitment to achieving the goals and objectives contained therein; second, when the museums are autonomous, it would be easier for the museum directors, if need be, to negotiate changes to the existing document with the Treasury Board Secretariat.

Nous aimerions aussi souligner le fait que chacun des buts des divers énoncés est suivi d'une parenthèse référant à la mise en oeuvre d'une des recommandations de la vérification linguistique du Commissaire aux langues officielles.

Vous trouverez dans la prochaine section du classeur à anneaux l'ébauche du guide préparé à l'intention des gestionnaires et des agents du personnel. Ce projet a été lancé récemment par le Bureau du Commissaire aux langues officielles. Je tiens à souligner que le Commissaire nous a prêté un de ses employés qui nous secondera dans nos efforts. Une fois terminé, ce guide sera pour nous un précieux outil de travail.

Vous trouverez dans la quatrième section l'énoncé officiel des politiques de chacun des musées, signé par

[Texte]

policies on official languages and they constitute a statement of commitment.

The remaining sections contain various reports of audits and surveys and I will say no more about them. Of course if there are questions we will attempt to answer them.

I would like to turn from the binder to the question of francophone participation. I believe it is clear to most of us who have lived with official languages policies that success depends very much on a critical mass of francophones in management ranks. With few francophone senior officials and some key officials who are not comfortable working in French, the chances of achieving and maintaining a high level of performance in any part of the official languages program of the federal government are considerably reduced.

We recognize that some of the shortcomings of the past in this organization have been due to very few francophones at senior levels. While opportunity to recruit during this period of devolution and very major organizational change is limited, collectively we have taken some steps I would like to share with you.

In the past six months several francophone officers have been promoted to senior management ranks from within the organization. We have also borrowed a senior francophone on assignment from the Science Council of Canada to hold a senior management post with the National Museum of Science and Technology. With the co-operation of the Public Service Commission, we have employed the services of an executive search firm to look into finding strong line managers who are francophones as candidates for the new position of deputy director in each of the museums.

Senator Guay: Did you use the word "Dutch"?

Mr. John Edwards: I hope not; I used the word "francophone", but—

Senator Guay: I am sorry. I do not have a copy of what you are saying, but could you go back a couple of lines?

Mr. John Edwards: Yes. With the co-operation of the Public Service Commission, we have used an executive search firm to find strong line managers of francophone origin as candidates for the new position. One such appointment has been a fluently bilingual anglophone. Very recently two others have been francophones with I believe outstanding credentials. For the fourth of the museums an offer to another francophone is outstanding, but has not yet been accepted.

[Traduction]

leur directeur respectif. Il s'agit des politiques en matière de langues officielles que s'engagent à mettre en oeuvre ces directeurs.

Les sections restantes englobent divers rapports de vérification et d'enquête, mais je n'ai pas l'intention de m'y attarder. Bien sûr, s'il y a des questions, nous essaierons d'y répondre.

J'aimerais maintenant laisser de côté le classeur à anneaux et aborder la question de la participation des francophones. L'expérience a enseigné à la plupart d'entre nous que le succès des politiques en matière de langues officielles dépend de la présence dans les rangs des cadres d'une masse critique de francophones. Si on n'y compte que quelques cadres supérieurs francophones et quelques cadres clé qui travaillent difficilement en français, alors il sera d'autant plus difficile d'assurer la mise en oeuvre optimale des divers éléments du Programme de langues officielles du gouvernement fédéral.

Nous admettons que les faiblesses enregistrées à ce niveau par notre organisation dans le passé étaient attribuables au nombre très faible de cadres francophones. Même si les possibilités de recrutement étaient limitées pendant cette période de dévolution et de réforme en profondeur de l'organisation, nous avons pris, ensemble, certaines mesures dont j'aimerais vous parler.

Au cours des six derniers mois, plusieurs cadres francophones oeuvrant déjà au sein de l'organisation ont été promus à des postes supérieurs de gestion. Nous avons aussi emprunté un cadre supérieur francophone du Conseil des sciences du Canada et il occupera un poste de cadre supérieur au Musée national des sciences et de la technologie. Grâce à la collaboration de la Commission de la Fonction publique, nous avons pu retenir les services d'un cabinet de recrutement qui se chargera pour nous de trouver de bons cadres hiérarchiques francophones susceptibles d'occuper le nouveau poste de directeur adjoint qui s'ouvrira dans chacun des musées.

Le sénateur Guay: Avez-vous utilisé l'adjectif «hollandais»?

M. John Edwards: J'espère bien que non; j'ai utilisé l'adjectif «francophone», mais...

Le sénateur Guay: Je regrette. Comme je n'ai pas d'exemplaire de votre exposé, pourriez-vous répéter les quelques dernières phrases?

M. John Edwards: Oui. Grâce à la collaboration de la Commission de la Fonction publique, nous avons pu retenir les services d'un cabinet de recrutement qui cherchera pour nous des cadres hiérarchiques francophones susceptibles d'occuper le nouveau poste. Nous avons déjà nommé à l'un de ces postes un anglophone parfaitement bilingue. Nous avons retenu très récemment la candidature de deux autres candidats francophones dont les titres et qualités étaient impressionnants. Nous comptons offrir le quatrième poste à un autre francophone mais rien n'est encore confirmé.

[Text]

We believe we are on the right track, although much remains to be done. Key challenges before us are numerous and none is more challenging than the desire to meet the opening of two museums next year, the National Gallery and the National Aviation Museum, and the following year the Canadian Museum of Civilization. We are determined that all will be seen from their opening to be bilingual institutions, capable of serving effectively those who use either of our two official languages.

• 1600

One example of that determination is the fact that I have agreed to assign Marc Larose, our chief of official languages, to work full-time from January 1, 1988 with the Canadian Museum of Civilization, where the challenge is perhaps the greatest in terms of ensuring a full bilingual capacity by the time of opening.

That is the end of my formal statement, and I will be very happy to answer questions or react to comments.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Edwards. We will begin with Mr. Gauthier.

Mr. Gauthier: Welcome, Mr. Edwards.

Est-ce que M. Marc Larose a été affecté au Musée canadien des civilisations parce que ce musée est à Hull et qu'il est un francophone?

Mr. John Edwards: No, he is going to the Museum of Civilization to make absolutely certain that the preparations are indeed fully consistent with opening in a fluently bilingual—

Mr. Gauthier: I hope you do the same, Mr. Edwards, in Ottawa—Vanier, where

le Musée des beaux-arts est situé, et j'espère qu'on fera des efforts aussi vaillants des deux côtés de la rivière pour s'assurer que le public canadien soit servi adéquatement, sérieusement et continuellement dans les deux langues officielles.

Monsieur Edwards, avant que vous n'arriviez à la corporation et qu'on vous donne l'obligation de mettre un peu d'ordre dans cette organisation, on avait posé des questions à la Chambre. Au mois de mai dernier, le lendemain du jour où j'avais demandé quelles étaient les intentions du ministre vu le démantèlement de la Corporation des Musées nationaux du Canada, *Le Droit* publiait un article intitulé *Le Musée des horreurs des langues officielles* dans dans lequel on parlait de ma question.

Je dois vous avouer qu'en lisant le rapport spécial du commissaire aux langues officielles sur la vérification linguistique des Musées nationaux du Canada déposé en avril 1987, j'ai trouvé confirmation qu'on n'avait pas suivi, en tout cas jusqu'à maintenant, les politiques adoptées par le Parlement canadien et dûment en vigueur.

[Translation]

Nous croyons être engagés dans la bonne voie, mais notre tâche n'est pas finie. Nous devons encore relever de nombreux défis et notamment respecter le délai d'ouverture, l'an prochain, du Musée des Beaux-arts du Canada et du Musée national de l'aviation et, l'année suivante, du Musée canadien des civilisations. Nous tenons à ce que ces musées soient perçus, dès leur ouverture, comme étant bilingues et capables de répondre efficacement aux besoins de tous ceux qui utilisent l'une ou l'autre des deux langues officielles.

Je vous signale, comme preuve de cet engagement, que j'ai accepté de détacher Marc Larose, directeur de nos services en langues officielles, auprès du Musée canadien des civilisations, et cela à compter du 1^{er} janvier 1988. C'est ce musée qui présente le plus grand défi pour ce qui est d'assurer qu'il puisse, dès son ouverture, desservir pleinement la population dans les deux langues officielles.

Voilà ce qui met fin à mon exposé et je serais maintenant ravi de répondre à vos questions ou à vos observations.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur Edwards. Nous allons commencer par M. Gauthier.

M. Gauthier: Bienvenue, monsieur Edwards.

Has Mr. Marc Larose been assigned to the Canadian Museum of Civilization because it is located in Hull and because he is a francophone?

M. John Edwards: Non, il ira au Musée des civilisations pour veiller à ce que les préparatifs permettent effectivement que ce musée soit prêt, dès son ouverture, à desservir parfaitement la population dans les deux langues officielles. . .

M. Gauthier: Monsieur Edwards, j'espère que vous en ferez de même dans Ottawa—Vanier où

the National Gallery of Canada is located and I hope that you will put as much energy, on both sides of the river, in making sure that the Canadian public will be served adequately, seriously, and continually in both official languages.

Mr. Edwards, before you took over at the Corporation and before you were required to bring it in line, certain questions had been raised in the House. Last May, the day after I asked the Minister what her intentions were with respect to the dismantling of the National Museums of Canada, *Le Droit* published a story entitled *Le Musée des horreurs des langues officielles* in which my question was mentioned.

I must admit that when I read the special report tabled in April 1987 by the Commissioner of Official Languages on the linguistic audit done at the National Museums of Canada, I found confirmation that the policies adopted by the Canadian Parliament had not yet been implemented.

[Texte]

La structure que vous gérez actuellement va démanteler la corporation et créer quatre musées autonomes. Vous nous avez dit dans vos remarques préliminaires que des protocoles d'entente avec le Conseil du Trésor seraient signés incessamment. Parlez-vous de protocoles qui seront signés entre chaque directeur de musée et le Conseil du Trésor?

Mr. John Edwards: Not precisely. Each director has signed a memorandum of understanding with me, and under our present structure it is necessary that I sign the memorandum of understanding with Treasury Board. But we have made it clear to Treasury Board that restructuring in this manner will enable, with the departure of the corporation, the secondary level to have separate memoranda of understanding, along the lines you were recommending.

M. Gauthier: Vous avez également insisté pour que ces protocoles soient signés par les sous-directeurs. Vous, vous êtes là temporairement, jusqu'à ce que les quatre musées puissent fonctionner de façon autonome. Vu qu'il s'agit d'ententes entre vos directeurs et vous, ces protocoles ne veulent absolument rien dire parce que n'êtes là que temporairement.

Comme politicien, je me demande ce qui engagera les musées quand vous aurez disparu. Une fois que votre poste sera aboli et que vous aurez fait votre travail de réorganisation, qu'arrivera-t-il aux quatre musées et aux quatre autres musées qui dépendent d'un musée? Est-il bien entendu que les musées nationaux respecteront les trois critères essentiels de la langue de service, de la langue de travail et de la représentation équitable après votre départ? En dépit des chiffres que vous m'avez cités tout à l'heure, vous ne m'impressionnez pas du tout.

Mr. John Edwards: I can give an undertaking to this committee that prior to my departure those separate memoranda will be signed with the Treasury Board. Under the new structures that are emerging, each of the museums will be fully subject to the Official Languages Act and requirements.

• 1605

I would ask the committee if it is their wish to explore with my colleagues who will here after my departure the nature of their commitment to the agreements they have signed with me, commitments which I believe are real.

M. Gauthier: Je vous remercie beaucoup. Nous suivrons ce dossier attentivement et nous vous réinviterons pour nous assurer que tout fonctionne de cette façon. Le protocole d'entente vient à la suite d'un genre de plan de mise en oeuvre des politiques linguistiques, n'est-ce pas? Est-ce que ce plan que vous avez élaboré avec vos conseillers est disponible? Est-ce qu'on peut en avoir une copie? Y a-t-il un plan des langues officielles pour chacun des musées ou s'il n'y a qu'un plan couvrant les quatre musées et les petits musées dont ils sont responsables?

[Traduction]

The Corporation you now administer will be dismantled and four autonomous museums will be created. You told us in your opening statement that letters of understanding with the Treasury Board would be signed shortly. Were you speaking of the letters of understanding that will be signed by the Director of each of those museums and Treasury Board?

M. John Edwards: Pas précisément. Chaque directeur m'a remis un protocole d'entente signé mais, étant donné la structure actuelle, c'est à moi qu'il incombe de signer le protocole d'entente avec le Conseil du Trésor. Nous avons toutefois indiqué clairement au Conseil du Trésor que le démantèlement de la Société permettra aux directeurs de signer eux-mêmes des protocoles d'entente, selon la formule que vous avez proposée.

Mr. Gauthier: You also insisted that these letters of understanding be signed by the deputy directors. However, you will only hold your position until the four museums achieve full autonomy. Since we are talking of letters of understanding between your directors and yourself, those letters of understanding mean absolutely nothing because your mandate is a short-term one.

As a politician, I wonder to what the museums will be bound when you leave. Your position will be abolished once you have completed the reorganization and what will then happen to the four museums and to the four other museums that come under them? Is it very clear that, when you leave, the national museums will respect the three fundamental criteria, namely language of service, language of work, and fair representation? Despite the numbers that you quoted to me earlier, I am not at all impressed.

M. John Edwards: Je peux garantir à ce Comité qu'avant mon départ j'aurai signé des protocoles d'entente distincts avec le Conseil du Trésor. Une fois mise en place la nouvelle structure, chacun des musées sera tenu de respecter intégralement la Loi sur les langues officielles et ses exigences.

J'aimerais savoir si le comité souhaite interroger mes collègues qui resteront en poste même après mon départ sur leur intention de respecter les protocoles d'entente qu'ils ont signés avec moi. Je suis certain qu'ils ont pris ces engagements de bonne foi.

Mr. Gauthier: Thank you. We will follow this very closely and we will reinvite you at a later date in order to verify that all is going well. The letter of understanding follows the adoption of some plan for implementing linguistic policies, is that not so? Is the plan that you prepared with your advisors available? May we have a copy? Does each museum have such a plan for implementing official languages policies or is there a single plan for all four museums as well as for the smaller museums for which they are responsible?

[Text]

M. Marc Larose (chef de la Division des langues officielles, Services à la corporation, Musées nationaux du Canada): Les protocoles d'entente individuels entre les directeurs de musées et le secrétaire général constituent les plans de langues officielles. En d'autres mots, ils remplacent les plans pluriannuels de langues officielles qu'on avait autrefois.

M. Gauthier: Peut-on avoir une copie de ce protocole d'entente?

M. Larose: Vous avez les copies de tout cela dans vos... C'est pour cette raison que c'est si volumineux.

M. Gauthier: Eh bien, moi, je réduis cela à environ un pouce, voyez-vous. Vous m'avez donné trois pouces, et je ne peux pas lire tout cela.

M. Larose: Mais c'était dans les deux langues.

M. Gauthier: On est obligés de condenser nos documents. Je n'ai pas eu le temps de regarder tous les protocoles, mais je vais le faire.

Dans vos protocoles d'entente, il y a une condition, à savoir que le projet de loi C-72 pourra avoir une influence sur la négociation. À la partie vi du préambule du protocole d'entente devant être signé—je dis bien «devant être signé» car je n'ai pas encore vu de protocole signé... Ah bon! Je pensais qu'un protocole avait été signé entre M. Edwards et les musées. C'est ce protocole-là que je veux avoir. Est-ce qu'on l'a?

M. Larose: Oui.

M. Gauthier: Le protocole entre le Conseil du Trésor et les musées n'est pas encore signé, n'est-ce pas?

Une voix: Non.

M. Gauthier: Très bien. À la partie vi du préambule du protocole d'entente devant être signé entre le Conseil du Trésor et les Musées nationaux du Canada, on lit ceci:

vi. Les renégociations seront possibles après l'adoption du projet de loi C-72.

Pourquoi?

M. Larose: C'est un modèle que le Conseil du Trésor nous a fourni, monsieur Gauthier. Le préambule sert tout simplement à annoncer qu'il se peut que des modifications soient faites après l'adoption du projet de loi.

M. Gauthier: Vous connaissez comme moi les conditions du projet de loi C-72. Il a été rendu public le 25 juin. Donc, c'est le Conseil du Trésor qui a insisté pour que ce soit écrit dans votre protocole.

M. Larose: Pas dans notre protocole. Quand on a eu la séance d'information, ils nous ont fourni un modèle et on l'a suivi.

M. Gauthier: Au niveau de la langue de travail, les musées n'ont pas été exemplaires. La langue de travail, la *lingua franca*, c'est l'anglais aux Musées nationaux du

[Translation]

Mr. Marc Larose (Chief, Official Languages, Corporate Services, National Museums of Canada): The individual letters of understanding signed between the museum directors and the Secretary-General embody the official languages policies implementation plans. In other words, they replace the former multi-year official languages plans.

Mr. Gauthier: Can you provide us with a copy of this letter of understanding?

Mr. Larose: You have copies of all that in your... that is why the binder is so bulky.

Mr. Gauthier: Well, I will cut it down to about one inch. You have given me three inches of documents and I cannot read all that.

Mr. Larose: Yes, but it is in both official languages.

Mr. Gauthier: We are obliged to condense our documents. I have not had time to read all the letters of understanding but I will do so.

There is a caveat in your letters of understanding, namely that Bill C-72 could have an impact on negotiations. In part vi of the preamble to the letter of understanding which should be signed—and I do say “should be signed” because I have as yet seen no signed letter of understanding... Well! I thought that a letter of understanding had been signed between Mr. Edwards and the museums. That is the letter of understanding that I want to obtain. Do we have it?

Mr. Larose: Yes.

Mr. Gauthier: The letter of understanding between Treasury Board and the museums has not yet been signed, has it?

An hon member: No.

Mr. Gauthier: Very well. Part vi of the preamble to the letter of understanding which should be signed between Treasury Board and the National Museums of Canada says:

“vi. Renegotiations will be possible after the passage of Bill C-72.”

Why?

Mr. Larose: Mr. Gauthier, the model was supplied to us by Treasury Board. The sole purpose of the preamble is to announce that amendments might be made after the passage of the bill.

Mr. Gauthier: You know as well as I do what Bill C-72 provides for. It was made public on June 25th. Thus, Treasury Board is the one who insisted on that being added to your letter of understanding.

Mr. Larose: Not in the letter of understanding. When we held the information session, Treasury Board provided us with that model and we used it.

Mr. Gauthier: The museums have not set an example with respect to language of work. At the National Museums of Canada, the language of work, the *lingua*

[Texte]

Canada. Il y a même des francophones qui m'ont dit qu'ils travaillaient en anglais parce que leur patron ne parlait pas français. Est-ce que cela va bientôt changer, monsieur Edwards? Pourriez-vous me dire en quelques mots quels sont vos plans pour créer dans les musées une atmosphère encourageante et généreuse permettant aux fonctionnaires d'utiliser la langue de leur choix au travail?

Mr. John Edwards: Madam Chairman, I am having serious problems with the simultaneous translation, and I think my colleagues are too.

M. Gauthier: La corporation avait la réputation d'être presque entièrement anglaise au niveau de la langue de travail. Vous m'avez cité des chiffres tout à l'heure.

• 1610

Mr. John Edwards: I go back to my earlier comments. The first thing we wanted to determine and have determined is which employees want to get service in which language. And I repeat it because something came out of that which was a little disturbing or certainly a little strange. That is, a high proportion of francophone employees wanted to be served in English. That is either as perhaps a fact of history, they have grown accustomed to it because many people in the museum have been there a long time, or they do not believe they can get effective service.

I believe the mechanisms we are putting in place will allow over time for effective service to be provided to employees in whichever language they wish. However, I think there is—I think it was in the report of the Commissioner of Official Languages—a view that maybe we had gone too far. There had been too long a history of essentially an anglophone environment to the point at which the francophone officers and staff did not feel they wished to achieve an effective use of French in the workplace. I think only time will tell. With the commitment that is now being exercised by the management of the institution, I would hope that those who really want service—and I would suspect a high proportion of francophones would prefer service—in their official language will feel they can expect it and will in fact receive it.

Mr. Gauthier: Did I hear you right, Mr. Edwards, when you said 44% of your bilingual positions are occupied by people who meet the requirements of the posts or the positions?

Mr. John Edwards: I think 44% are francophones, a much higher proportion—

Mr. Gauthier: I am talking about bilingual positions.

Mr. John Edwards: I know.

Mr. Gauthier: You said two-thirds of your positions were bilingual.

Mr. John Edwards: It is 83%, I think. I have to go back and just check. I say that two-thirds of our positions are bilingual, 44% occupied by francophones. Of the

[Traduction]

franca is English. Some francophones have even told me that they work in English because their boss does not speak French. Will that be corrected soon, Mr. Edwards? Can you explain to me briefly what your plans are for creating within the museums an atmosphere of tolerance that will encourage civil servants to use the language of their choice at work?

M. John Edwards: Madame la présidente, j'ai de graves problèmes avec l'interprétation et je pense que mes collègues en ont eux aussi.

Mr. Gauthier: The Corporation had the reputation of being an almost English only work environment. You gave me some numbers earlier.

M. John Edwards: Je reprends ce que je vous ai déjà dit. Nous avons d'abord voulu savoir quels employés voulaient être servis dans l'une ou l'autre langue. Je le répète parce que cette vérification a fait ressortir un fait un peu préoccupant et certainement très étrange, à savoir qu'une forte proportion d'employés francophones voulaient être servis en anglais. C'est peut-être attribuable au fait que les choses se passaient ainsi dans le passé ou encore au fait que les employés les plus anciens du musée se sont fait une raison ou en sont venus à croire qu'ils ne peuvent autrement obtenir un service efficace.

Je crois que les mécanismes que nous mettons en place permettront, au fil des ans, d'assurer un service de meilleure qualité aux employés, dans la langue de leur choix. Toutefois, je pense que certains croient—et le Commissaire aux langues officielles l'a mentionné dans son rapport—que nous sommes allés trop loin. Pendant trop longtemps, l'anglais a prévalu en milieu de travail, à tel point que les cadres et le personnel francophone ont cessé de vouloir utiliser efficacement le français au travail. Nous verrons bien si la situation changera. Étant donné l'engagement que vient de prendre l'administration du musée, j'espère que tous ceux qui veulent vraiment être servis dans la langue officielle de leur choix—et je soupçonne que ce sera le cas d'une forte proportion de francophones—s'attendent à l'être et le seront.

M. Gauthier: Avez-vous bien dit, monsieur Edwards, que les titulaires de 44 p. 100 de vos postes bilingues satisfont aux exigences de leur poste?

M. John Edwards: Environ 44 p. 100 d'entre eux sont francophones, une proportion beaucoup plus élevée. . .

M. Gauthier: Je parle des postes désignés bilingues.

M. John Edwards: Je le sais.

M. Gauthier: Vous avez dit que les deux tiers de vos postes sont désignés bilingues.

M. John Edwards: C'est 83 p. 100, je crois. Je vais devoir vérifier. J'ai dit que les deux tiers de nos postes sont désignés bilingues et que 44 p. 100 des titulaires sont

[Text]

incumbents of bilingual positions, 83% meet the language requirements of their jobs.

The Joint Chairman (Senator Wood): Your time is up. I will put you on the second round. Thank you, Mr. Gauthier.

Mr. Duguay: Mr. Edwards, I wonder if I might focus in a little bit on the particular aspect of serving those who use either of the official languages. How many visitors were there to national museums last year?

Mr. John Edwards: I would have a hard time putting out an overall estimate, but maybe perhaps in the order of 2 million, 1.5 million.

A witness: It was 1.8 million.

Mr. John Edwards: Oh, yes, 1.8 million for all museums.

M. Duguay: Quand on parle des visiteurs qui viennent aux musées nationaux, combien de ces visiteurs, l'an passé, voulaient se faire servir en français et combien voulaient se faire servir en anglais?

Mr. John Edwards: Unless the information is in one or more of the institutions, we do not have a global one. May I ask my colleagues as to whether they have any information they can throw light on?

M. J.W. McGowan (directeur, Musée national des sciences et de la technologie): Maintenant avec le Musée des sciences et de la technologie, nous avons la moitié des visiteurs qui parlent français.

M. Duguay: Avez-vous alors une façon de déterminer ce que demandent les visiteurs qui viennent au musée ou faites-vous une évaluation approximative?

M. McGowan: C'est seulement les questions ou les discussions du personnel avec les visiteurs.

M. Duguay: Prenez-vous en compte les publications que vous offrez? Parmi les publications disponibles à l'entrée combien y en a-t-il en français et en anglais?

Mr. G.F. MacDonald (Director, Canadian Museum of Civilization, Member of National Museums of Canada): I could perhaps speak for our museum: every title is available in English and in French.

Mr. Duguay: Civilization.

Mr. MacDonald: Yes. So all the publications that are available are available in both official languages.

M. Duguay: Mais ce n'est qu'une partie; ce n'est pas précisément la question que j'ai posée. Avez-vous produit, l'an passé, un nombre égal de productions françaises et anglaises? Les productions étaient-elles égales, et à la fin de l'année que vous restait-il? Combien en anglais, combien en français?

[Translation]

francophones. En outre, 83 p. 100 des titulaires de postes bilingues satisfont aux exigences linguistiques de leur poste.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Votre temps est écoulé. Je vais vous inscrire pour le deuxième tour. Merci, monsieur Gauthier.

M. Duguay: Monsieur Edwards, j'aimerais parler plus particulièrement des services offerts à ceux qui utilisent l'une ou l'autre des deux langues officielles. Combien de visiteurs les musées nationaux ont-ils accueilli l'an dernier?

M. John Edwards: J'aurais de la difficulté à vous donner un chiffre global, mais ils ont sans doute accueilli entre 1,5 et 2 millions de visiteurs.

Un témoin: Il y en a eu 1,8 million.

M. John Edwards: Oh, oui, 1,8 million de visiteurs pour l'ensemble des musées.

Mr. Duguay: Of those who visited the national museums last year, how many wanted to be served in French and how many wanted to be served in English?

M. John Edwards: Nous pouvons vous donner la ventilation par musée mais nous n'avons pas de chiffre global. Puis-je demander à mes collègues si l'un d'entre eux peut vous donner ce renseignement?

Mr. J.W. McGowan (Director, National Museum of Science and Technology): Half the visitors who come to the Museum of Science and Technology speak French.

Mr. Duguay: Do you have a way of determining what language visitors to the Museum wish to be served in or do you do an approximate calculation?

Mr. McGowan: We base our determination solely on the language used by visitors when asking questions of the members of the staff or in their discussions with them.

Mr. Duguay: Do you take into account your publications? How many of the publications available at the entrance of the museums are in French and how many are in English?

M. G.F. MacDonald (directeur, Musée canadien des civilisations, membre des Musées nationaux du Canada): Au Musée des civilisations, toutes les publications sont disponibles en anglais et en français.

M. Duguay: Au Musée des civilisations.

M. MacDonald: Oui. Ainsi, toutes les publications sont disponibles dans les deux langues officielles.

Mr. Duguay: But that is only a partial answer; that is not exactly what I asked. Last year, did you publish an equal number of titles in French and in English? Did you publish an equal number in both languages and how many were left at the end of the year? How many were left in English and how many in French?

[Texte]

[Traduction]

• 1615

Mr. MacDonald: I could again perhaps answer for the Canadian Museum of Civilization. All of the publications of public interest are in both official languages.

In the research series, the publications destined for a specialized research audience, often monographs of 400 pages, and we know the readership is a very small one, will be in the language of author. So it depends on the choice of the authors on our staff.

It is once again an interesting phenomenon that a lot of our francophone researchers prefer to write their publications in English, because they feel they have a larger readership in English. But we do make every effort to encourage the publication of scientific communications in French as well.

Mr. Duguay: You have answered my question about availability. If you start at the beginning of the year with a stack this size in French and a stack this size in English, how are you ending up the year?

Mr. MacDonald: In terms of sales of publications or distribution?

Mr. Duguay: In terms of what is available and sales, whatever instruments you have used to collect that kind of information, would suit me.

Mr. MacDonald: I am still not sure I understand the question.

Mr. Duguay: Let me try this. I walk into a museum. There are usually some pamphlets available to give me directions about what is in the museum. Every place I go, and you tell me that is correct, there is an English stack and a French stack. At the end of the year, which stack is gone, how many, and what is left?

Mr. MacDonald: The English stack goes first. We find our figures are roughly about the same as the National Capital Commission figures for visitors to the National Capital area, which are about 40% francophone. So we find slightly more than 60% of the English publications would be gone because bilinguals, somehow, even if they are francophone in origin, will often pick up the English publication. We do find that even the number of freely distributed materials is probably just under one-third in French and two-thirds in English, even though the visitor population is 40:60.

Mr. Duguay: Were you providing some accurate measure or an estimate, when you said that? Let me phrase it more generally. I am very interested in our being able to determine who goes to our facilities, and in which language they ask for the services. I am very

M. MacDonald: Je pourrais peut-être encore répondre au nom du Musée canadien des civilisations. Toutes les publications d'intérêt public sont dans les deux langues officielles.

En ce qui concerne les études, les publications destinées à un lectorat spécialisé, qui sont souvent des monographies de 400 pages, et qui ne sont lues que par un très petit nombre de personnes, elles seront dans la langue de l'auteur. Cela dépend donc de qui, de notre personnel, est l'auteur du texte.

Un phénomène intéressant à noter encore une fois est qu'un grand nombre de chercheurs francophones préfèrent rédiger leurs publications en anglais, car ils ont un lectorat plus important en anglais. Mais nous encourageons absolument la publication de communications scientifiques en français également.

M. Duguay: Vous avez répondu à ma question concernant la disponibilité. Si vous commencez, au début de l'année, avec une pile haute comme cela en français et une pile haute comme cela en anglais, quelle est la situation à la fin de l'année?

M. MacDonald: En ce qui concerne la vente ou la distribution des publications?

M. Duguay: En ce qui concerne la disponibilité et les chiffres de vente, de quels outils disposez-vous pour rassembler ce genre de données?

M. MacDonald: Je ne suis toujours pas sûr de bien comprendre la question.

M. Duguay: Je vais essayer de m'expliquer un peu mieux. J'entre dans un musée. Généralement, je trouve près de l'entrée des brochures qui me renseignent sur ce que je vais trouver dans le musée. Partout où je vais, et vous me direz si c'est juste ou non, je vais trouver une pile de brochures en anglais et une pile en français. A la fin de l'année, combien en restera-t-il dans la pile de brochures anglaises et dans la pile de brochures françaises?

M. MacDonald: La pile anglaise s'épuise plus rapidement. Nos chiffres sont à peu près les mêmes que ceux enregistrés pour la Commission de la Capitale nationale concernant le nombre des touristes dans la région, dont environ 40 p. 100 sont francophones. Nous constatons qu'environ 60 p. 100 des visiteurs du musée choisissent la publication anglaise, car, pour quelque raison, les bilingues—même s'ils sont d'origine francophone—vont souvent prendre la brochure anglaise. Si le rapport entre francophones et anglophones est d'environ 40:60, environ deux tiers des exemplaires de nos brochures gratuites sont lues en anglais et un tiers en français.

M. Duguay: S'agit-il là de chiffres précis ou est-ce une simple estimation? Permettez-moi d'élargir un peu ma question. J'aimerais beaucoup que nous puissions déterminer qui visite les musées et en quelle langue ils souhaitent le service. Je suis très conscient du fait que les

[Text]

conscious of the fact that western Canadian francophones and francophones outside Quebec are just used to such a drag when they ask for information in French, that they start asking for it in English. So I keep asking, how do you know?

Mr. MacDonald: In our case, it is because of the print and reprint runs. Often a gallery guide will be in place for seven or eight years, and we reprint it dozen of time. Our museum leaflet series are also available completely across the board, and there are probably 600 or 700 titles, in both official languages for everything produced. We distributed something like 600,000 of these items last year, and every year. We do a lot of reprinting, and we know from the reprint runs what the demand is.

M. Duguay: Si je peux me permettre, en terminant, je suggérerais que lors d'une rencontre qui suivra votre conseil d'administration, vous en parliez et que vous essayiez d'émettre une méthode qui pourrait quantifier l'information, et nous donner les informations aussi précises que possible; je vous suggère aussi d'essayer de vous assurer que le public canadien qui arrive est toujours au courant qu'il y a un service disponible dans la langue de son choix. Parce que, souvent, cela prend 20 minutes en anglais et une heure en français; et les gens ne choisissent pas, évidemment, la langue minoritaire.

Mr. John Edwards: I think we can certainly undertake if necessary, on a sample basis, to explore some of that. It may be too expensive on a continuous basis, but we could look into that.

Mr. Duguay: A sample basis, if done well, could give you exactly what you need. Rather than calibrating, you might sample.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Duguay. Mr. Epp.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I am interested in pursuing the matter of publication, related to Mr. Duguay's questions, in a way, but taking in the matter of quality and aspects of the distribution. There has been a good deal of criticism of the quality of the French publications in the various series produced, and of other aspects. That always concerns me, because I can understand the difficulties of increasing participation and achieving higher levels of work in the French language, given a staff that was too largely anglophone in the past. This of course is changing now.

• 1620

When we have publications in which one can focus resources, and one should surely aim to ensure are of the highest quality, how does it happen the translations into French receive the criticism they do? For example the French version of the publications catalogue from the spring 1986 has been subjected to criticism for the poor quality of the translation into French.

[Translation]

francophones de l'Ouest et hors du Québec ont tellement l'habitude de se heurter à des complications s'ils demandent des renseignements en français, qu'ils le font tout de suite en anglais. Je vous demande donc comment vous déterminez les chiffres.

M. MacDonald: Dans notre cas, nous nous fions au nombre d'exemplaires que nous devons imprimer. Souvent, le même guide servira pendant sept ou huit ans et nous le réimprimons des douzaines de fois. Toutes nos feuilles volantes sont également rédigées dans les deux langues et nous avons près de 600 ou 700 titres. Nous en avons distribué quelque 600,000 l'année dernière et chacune des années précédentes. Nous faisons beaucoup de réimpressions et c'est ainsi que nous savons quelle est la demande.

Mr. Duguay: If I may suggest, as a final word, that at your next Board meeting you raise this and try to find a way to quantify this data and provide us with as precise information as possible; I would also suggest that you ensure that the Canadian public visiting your facilities is aware that they have a choice of language. Because, very often, it takes 20 minutes in English and one hour in French and people will not choose the minority language under such conditions.

M. John Edwards: Je pense que nous pouvons essayer de faire ce que vous demandez, sur la base d'un échantillonnage. Ce serait peut-être trop coûteux à faire de manière continue, mais nous pouvons toujours y voir.

M. Duguay: Un échantillonnage, s'il est bien fait, vous donnera exactement ce que vous cherchez. Plutôt que de faire un tel ouvrage, vous pourriez prendre un échantillon.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je vous remercie, monsieur Duguay. Monsieur Epp.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Je veux moi aussi parler des publications, pour faire suite en quelque sorte aux questions de M. Duguay, mais je voudrais plutôt m'attacher à la question de la qualité et à celle de la distribution. On a beaucoup critiqué la qualité des publications françaises dans les diverses séries, ainsi que d'autres aspects. Cela me préoccupe toujours car je comprends bien les difficultés que vous éprouvez à accroître la participation et à faire utiliser davantage le français dans le milieu de travail avec un personnel qui était trop majoritairement anglophone par le passé. Cette situation est en train d'évoluer, évidemment.

Lorsque l'on a des publications qui absorbent quantité de ressources, il faut quand même veiller à ce qu'elles soient de la meilleure qualité et je voudrais savoir comment il se fait que les traductions en français soient toujours autant critiquées? Par exemple, on a critiqué la mauvaise qualité de la traduction française du catalogue des publications du printemps de 1986.

[Texte]

Mr. John Edwards: I believe in the final analysis that issue gets resolved to the extent that senior management is willing and capable of taking strong exception to publications with improper and inadequate quality of French. I think that is the only ultimate safeguard.

Staff follow the direction of senior management. If senior management are concerned about an issue of that kind, it will get corrected. I believe that senior management is concerned right now with that issue, and it will be corrected.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): So you are assuring us it has been recognized—

Mr. John Edwards: Oh, yes.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): —that the translations have often been of poor quality.

Is it possible to move beyond preparation in English with subsequent translation into French, and get closer to joint preparation in both languages, so the end result will be stylistically acceptable? I am not sure I want to talk about stylistic gems here or anything of that sort, but we might always aspire to such high ideals if it works in the various areas. This requires a staff that is capable of working in both languages.

Mr. John Edwards: Yes.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I guess it can also be constraining when those working in English discover there are some words they cannot use in the first draft if the French version is to say the same things, and so on and so forth. What are the possibilities of achieving that in production?

Mr. John Edwards: I do not know. Obviously as an ideal it is preferable to avoid simple translation from one language into the other. I think one can go beyond that to ensure you end up with an elegant product, with the quality of people doing the work and the time put in, but I do not have firsthand experience. I do not know whether one of my colleagues would wish to comment on that. We certainly are producing right now a variety of publications. I think we are all very conscious about this criticism of the past.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I am particularly interested in the Museum of Civilization, as someone who was teaching history before he got here and is interested in all the work, or some of the work at least, that is done there.

Mr. MacDonald: Well I would be happy to share our experience. It is true the majority of the manuscripts are generated in English. We have had in our technical fields problems of appropriate words, and in translation. For at least the last decade in certain topic areas, we have had staff, primarily francophone staff, who have been working on compiling dictionaries and lexicons, so that we would have the appropriate tools at least. We now have in place in our museum a group to look after that problem in

[Traduction]

M. John Edwards: Je pense qu'en dernière analyse le problème sera résolu une fois que la haute direction protestera vigoureusement si la qualité du texte français des publications est mauvaise. Cela me paraît le meilleur moyen.

Le personnel prend ses ordres de la haute direction. Si celle-ci se soucie de la qualité du français le problème sera rectifié. Je pense que cela est maintenant le point et que cela va se régler.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Vous nous donnez donc l'assurance que l'on a pris conscience du problème. . .

M. John Edwards: Oui.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): . . . de la mauvaise qualité des traductions.

Est-il possible de dépasser le stade où les textes sont rédigés en anglais puis traduits en français, pour parvenir à une corédaction dans les deux langues, afin que le résultat final soit plus satisfaisant du point de vue du style? Je ne réclame nécessairement des bijoux stylistiques mais on doit toujours aspirer à la meilleure qualité. Cela suppose un personnel qui soit capable de travailler dans les deux langues.

M. John Edwards: Oui.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Je suppose que cela limite également ceux qui rédigent en anglais lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils ne peuvent employer certains mots pour la première version si le texte français doit être identique, etc. Est-ce que cela ne pose pas des difficultés pratiques de rédaction?

M. John Edwards: Je ne sais pas. Manifestement, idéalement, il est préférable d'éviter la traduction pure et simple d'une langue dans une autre. Je pense que l'on peut aller plus loin si l'on veut obtenir un produit final élégant, à condition de disposer de personnel compétent et de suffisamment de temps, mais je n'aurais pas l'expérience de première main. Je ne sais pas si l'un de mes collègues pourrait vous répondre. Nous produisons à l'heure actuelle toute une série de publications et nous sommes très conscients des critiques que l'on nous a adressées par le passé.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Ayant enseigné l'histoire avant de devenir député, je m'intéresse particulièrement au Musée des civilisations et à tout le travail qui s'y fait.

M. MacDonald: Je vous fais part bien volontiers de notre expérience. Il est vrai que la majorité des manuscrits sont rédigés en anglais. Nous avons eu des difficultés terminologiques, dans le domaine technique, au niveau de la traduction. Cela fait une dizaine d'années que nous avons du personnel principalement francophone, qui travaille à établir des dictionnaires et des lexiques afin que nous puissions disposer enfin des outils voulus. Nous avons maintenant un groupe dans notre musée qui est

[Text]

particular. We also then have that group look for any other instruments, any other tools, for translation in these particular disciplines like archeology, ethnology, or folk culture.

At the same time, we do find a problem with the translations we receive through the system. When we send a manuscript out for translation, when it comes back there is invariably an enormous amount of staff time—and we do have, of course, editors in both languages on staff—in making that a better translation than we receive from the system. In that case, we run short of resources to do all of this work.

• 1625

We have a team in our own institution looking at the problems of linguistic style. They have identified the problem that there is an imbalance in the generation of manuscripts in the first place, and no matter how much we can improve the translation and improve the tools of the linguist to ensure that there are good versions in both languages, we will always have a problem of style as long as we do not have enough people generating manuscripts in both languages. For that reason we do contract a good deal of the research material, for example, particularly now that we are doing the exhibitions for the new museum.

We have put a priority on contracting manuscripts in French, so we will be able to balance that somewhat. I think we would be the first to agree there is a real difference in the style of the publication depending on the language of generation. So we have made it a target to make more of the written material originate in the French language as the long-term solution. I think we have made good progress in that direction in the last two years.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Would it be possible to generalize on the extent to which translations were done outside the museums in the past? Was a good deal of it put out through translators who were free-lance or on contract, or did it go to the translation services within the federal government... but not specialized, I take it?

Mr. Larose: I would say 99.9% of our translation is done through the Secretary of State translation bureau.

Mr. John Edwards: Who may subcontract out.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): But this means you are dealing with persons whose expertise would be, first of all, I suppose, in public documents, rather than the technical documents you are generally producing.

Mr. Larose: They do have very professional translators in very specific fields, such as archaeology. They do have experts. Whenever a document has to be translated in archaeology, for example, it will be given to a specialist in archaeology.

[Translation]

spécifiquement chargé de ce problème. Nous avons également un autre groupe qui rassemble d'autres instruments, d'autres outils, nécessaires à la traduction dans des disciplines particulières telles que l'archéologie, l'ethnologie ou la culture populaire.

En même temps, nous avons des difficultés avec les traductions qui nous sont envoyées par le système. Lorsque nous demandons la traduction d'un manuscrit nous devons invariablement consacrer une quantité d'heures énorme à améliorer la traduction que l'on nous envoie—nous avons évidemment des éditeurs dans les deux langues. Cela signifie que nous finissons par manquer de personnel pour abattre tout ce travail.

Nous avons une équipe, chez nous, qui s'occupe des questions de style linguistique. Elle a déterminé que le problème réside dans le déséquilibre au niveau de la rédaction, et que nous aurons beau améliorer la traduction et les outils des traducteurs, il se posera toujours un problème de style aussi longtemps que l'on ne rédigera pas parallèlement en anglais et en français. C'est pour cette raison que nous sous-traitons une bonne partie des textes de recherche, surtout maintenant que nous préparons les expositions du nouveau musée.

Nous avons donné la priorité à la sous-traitance en langue française, et nous pourrions donc équilibrer l'aspect rédaction. Nous sommes les premiers à reconnaître qu'il y a une grande différence de style selon qu'un texte est écrit originalement dans la langue ou traduit. L'objectif est donc de faire en sorte que nos textes soient rédigés autant que possible au départ en français. Je pense que nous avons pas mal progressé vers cet objectif durant les deux dernières années.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Peut-on faire des généralisations sur la qualité des traductions effectuées à l'extérieur par le passé? Est-ce que la majorité de vos traductions sont faites par des contractuels ou bien vous sont-elles fournies par les services de traduction du gouvernement fédéral... mais qui ne possèdent pas les spécialisations voulues, je suppose?

M. Larose: Je dirais que 99,9 p. 100 de nos traductions sont faites par le Bureau des traductions du Secrétariat d'État.

M. John Edwards: Qui peut les sous-traiter à des pigistes?

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Mais cela suppose que le travail est fait par des traducteurs généralistes et non pas par les spécialistes dont vous auriez besoin.

M. Larose: Ils ont des traducteurs très spécialisés dans divers domaines, comme par exemple l'archéologie. Ils ont leurs experts. Chaque fois qu'un texte sur l'archéologie doit être traduit, par exemple, ils vont le confier à un spécialiste en archéologie.

[Texte]

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I take it now, though, that you are working, at least in some places such as the Museum of Civilization, to develop capacity internally to work at generating in both languages and actually intensifying an aspect of official bilingualism little appreciated at the outset, I suppose, which is the differences between the languages and the interaction going on in the Public Service of Canada in various areas these days.

Mr. MacDonald: In archaeology, for example, Dr. Roger Marois has become the specialist between the old world and the new world on terminology in pre-history. He has spent a good deal of time over the last, I would say, 15 years on that topic. So in that particular discipline we are in very good shape.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): On the sale of these publications, I am distressed to see the French versions are more expensive than the English ones.

Mr. John Edwards: Not as a general rule. As a general rule, they would be the same.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): The Canadian pre-history series volumes on Quebec and Ontario, English at \$5.50 and French at \$7.95.

Mr. MacDonald: Those were published in-house, and until the first press runs were sold, or the stock was sold, they were equal in price. After that we made a co-publication agreement. We offered it in the two language forms, and no publisher wanted to publish in both language forms. We therefore did the co-publishing agreement with a francophone press and an anglophone press. The prices were set on the basis of the press runs. The press runs were set on the basis of the marketing studies. Therefore they divided the number of copies into the cost of the press runs, and that was passed on to the consumer.

That is how that happened. But originally when they were published in-house by the museum, and we set the price to equilibrate the two prices.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): So I guess we are saying if we were to use the proportions you gave Mr. Duguay, we would be selling 50% more in English; or to turn the other proportion around, we would be selling two-thirds as many of the French—

Mr. MacDonald: Right.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): —as of the English, and that is allowed to influence the price. Well, of course, length of press runs. . . But would you be expecting to update these materials, or could you not publish a large enough quantity in French that the price could be brought back down in line with the English?

[Traduction]

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Je suppose quand même que vous vous efforcez, du moins au Musée des civilisations, de vous doter de la capacité propre à rédiger dans les deux langues et à intensifier un aspect du bilinguisme officiel que l'on mésestimait au début, je suppose, à savoir la différence inhérente aux langues et l'interaction qui se fait jour dans la Fonction publique du Canada en divers domaines ces derniers temps.

M. MacDonald: En archéologie, par exemple, M. Roger Marois est devenu spécialiste de la terminologie en préhistoire, tant de l'ancien monde que du nouveau. Il a consacré à ce sujet pas mal de temps au cours des quinze dernières années. Donc, dans cette discipline particulière, nous sommes très forts.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): En ce qui concerne la vente de ces publications, je déplore de voir que les versions françaises coûtent plus cher que les anglaises.

M. John Edwards: Ce n'est pas une règle générale. En règle générale, le prix est le même.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): La série sur la préhistoire canadienne au Québec et en Ontario coûte 5.50\$ pour la version anglaise et 7.95\$ pour la version française.

M. MacDonald: Ce sont des publications internes et jusqu'à l'épuisement des premiers tirages, la liquidation de tout le stock, les prix étaient identiques. Ensuite nous avons conclu un contrat de co-publication de la vente. Nous avons offert la publication des deux versions, mais aucun des éditeurs ne voulait faire les deux. Nous avons donc conclu un contrat de co-publication avec un éditeur de langue française et un autre avec un éditeur de langue anglaise. Les prix ont été établis en fonction des tirages, lesquels ont été déterminés eux-mêmes par les études de commercialisation. On a donc divisé le coût de l'impression par le nombre d'exemplaires pour obtenir le prix de vente.

C'est ainsi que cela s'est fait. A l'origine, lorsque nous imprimions nous-mêmes les volumes, nous pratiquions un prix identique pour les deux.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Si l'on reprend les proportions que vous avez indiquées à M. Duguay, cela voudrait dire que l'on vendrait 50 p. 100 d'exemplaires de plus en langue anglaise ou, pour inverser la proposition, le nombre d'exemplaires en langue française équivaldrait aux deux tiers. . .

M. MacDonald: Oui.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): . . . des exemplaires en langue anglaise, et cela influe sur le prix. Évidemment, l'importance des tirages. . . mais ne prévoyez-vous pas de remettre à jour ces volumes ou ne pourriez-vous pas en publier tout de suite une quantité suffisamment importante en français pour que le prix soit le même qu'en anglais?

[Text]

[Translation]

• 1630

Mr. MacDonald: The figures are much more drastic than that. The marketing record over the past 20 years shows that we can sell only 20% of the English press run in French. Occasionally it goes to 30% if it happens to be a topic that would be, say, of great interest in francophone Canada; but in normal press runs it is about 20%, because of the same phenomenon we have commented on several times, that francophones will buy an English-language publication. I am not sure anyone can explain why that is, other than the tradition of the past and the fact that habits have been developed that are going to be very difficult to turn around.

Mr. John Edwards: We are increasingly in our publishing going through a copublishing exercise, so that we are not putting up all the money ourselves but are sharing with other market agents the cost of putting out publications. That in a sense has changed the ground rules somewhat for us. Indeed, there has been some quite lengthy correspondence between me and the Commissioner of Official Languages on this topic.

In the memorandum of understanding, I believe it is correct that for all four museums, certainly for most of them if it is not all four, one element is the development of a publishing policy. That will touch on that issue of official languages, because if one could get away with it then obviously the desirable way is the same price whether it is to a francophone buyer or to an anglophone buyer.

But increasingly, as we are in alliances with private publishing houses, the two markets in a sense are getting separated. We may be going with one publishing house for the French version but a different one for the English version, and the economics of the exercise become quite difficult and generate some rather tricky dilemmas along the lines of the ones the commissioner and I have been corresponding on.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): If I could take up the discrepancy for a moment, you are saying that, as regards leaflets, something like two-thirds of the English quantities would be picked up in French, but when we have monographs I thought it was 40:60.

Mr. MacDonald: That is the visitor profile, but it is less than that in terms of which ones they pick up. In our reprint in all of our series, we find that there is only demand for about 30%, even when they are free, in French versus English.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Would 20% of the total sales be in French, or is it one-fifth of the English?

Mr. MacDonald: It is 20% of total sales.

The Joint Chairman (Senator Wood): I must say, Mr. MacDonald, that your explanation is not acceptable. If I were a francophone and had gone up to some desk or

M. MacDonald: Les chiffres divergent bien plus que cela. L'expérience commerciale des vingt dernières années montre que nous n'avons donc en français que 20 p. 100 du nombre d'exemplaires anglais. Occasionnellement, ce chiffre peut grimper à 30 p. 100 si le sujet intéresse particulièrement les francophones du Canada mais, normalement, un tirage en langue française ne représente que 20 p. 100 du tirage en langue anglaise. La raison en est le phénomène que nous avons déjà mis en lumière à plusieurs reprises, à savoir que les francophones achètent les publications en langue anglaise. Je ne sais pas comment l'expliquer, sinon par la tradition et les habitudes qui seront difficiles à changer.

M. John Edwards: Nous avons recours de plus en plus aux accords de co-publication, si bien que nous n'apportons pas tout l'argent nous-mêmes mais partageons avec d'autres agents commerciaux le coût de l'édition. Cela a quelque peu modifié les règles du jeu pour nous. Effectivement, nous avons eu un échange de correspondance assez volumineux là-dessus avec le Commissaire aux Langues officielles.

Un élément du protocole d'entente, sinon des quatre musées, du moins de la plupart, est l'élaboration d'une politique en matière d'édition. Cela mettra en jeu la question des langues officielles car, évidemment, si c'était possible, l'idéal serait de vendre une publication au même prix, qu'elle soit en anglais ou en français.

Mais de plus en plus nous devons nous associer à des maisons d'édition privées et les deux marchés sont distincts. Nous pouvons faire affaire avec une maison d'édition pour la version française et avec une autre pour la version anglaise, et sur le plan des prix cela devient assez délicat et nous pose toutes sortes de dilemmes du genre de ce qui motive cette échange de correspondance entre le Commissaire et moi-même.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Si je puis revenir sur l'écart quelques instants, vous dites, en ce qui concerne les brochures, que le nombre d'exemplaires français utilisés correspond aux deux tiers du nombre d'exemplaires en langue anglaise, mais dans le cas des monographies le rapport est de 40:60.

M. MacDonald: C'est la proportion des visiteurs francophones et anglophones mais la proportion de la langue du texte est différente. Nous constatons que sur le nombre total des exemplaires de brochures, 30 p. 100 seulement sont lus en français.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Est-ce que 20 p. 100 de vos ventes totales sont en français, ou bien est-ce un cinquième du nombre d'exemplaires anglais?

M. MacDonald: Vingt p. 100 du total.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je dois dire, monsieur MacDonald, que votre explication n'est pas acceptable. Si j'étais francophone et que l'on me

[Texte]

somewhere and had to pay more for a French publication than for the anglophone one, then I would be very upset. With the Official Languages Act in place, how could you do that? I cannot conceive of this happening. Either you have a loss by charging the same as the English version or you make a profit by charging. . . I am glad to hear Mr. Edwards say that this will no longer. . . I hope that it is not in existence today, that if we were to go there today then those documents are the same price. Are they?

Mr. MacDonald: I would like to comment on that. We do not control the price of the marketing by the independent publishers, and so as long as those agreements are in place then of course those prices will be charged. I agree with you that it is unfair.

What we are doing to counter that. . . It was an event that happened. As I mentioned, we had published these titles in house and we had always balanced the sale price, even though it meant charging more for an English publication, and that was policy and that is what we followed. In developing co-publishing agreements, we found that because we were dealing with two totally independent series or systems this discrepancy arose. So what we are doing now is to go more into the bilingual format, which means that we can keep the price the same. For example, we are doing a book on treasures of the Museum of Civilization in honour of the opening of the new building. That will be ready next July. It is a very large, substantial publication, and it will be in the two languages in a single volume. That is the format we are going to in order to solve that problem. But there are still some prices from the previous agreements signed that show that discrepancy.

• 1635

Senator Guay: I was going to speak on that particular subject also. I feel a little sorry for all of you in terms of translation, particularly when you said you were using the Secretary of State services to do your translation.

In our case in the Senate the *Hansard* is not done well either. I understand from some of our members who looked at *Hansard* in the House of Commons that the mistakes are almost intolerable, so much so that our Internal Committee of the Senate brought in the Deputy Minister, Mr. Landry. We cross-examined him for quite a while at that particular level. He made quite a few promises to say that he would try to rectify the matter.

Senator Le Moyne, for example, made a speech in the Senate. When it was translated into English he found no fewer than about 500 mistakes in it. I am not exaggerating. This is fantastic. About two years ago I made one in French about the hanging of Louis Riel. There were so many mistakes that I could not even distribute it. I said that Riel would have liked to come back from North Dakota to Manitoba. Believe it or not, somebody—

[Traduction]

demandait de payer plus pour une publication en langue française que pour la même en langue anglaise, je me fâcherais. Comment est-ce possible, avec la Loi sur les langues officielles? Je ne puis concevoir cela. Soit vous absorbez la perte en vendant au même prix que la version anglaise, soit vous faites un profit en facturant. . . je suis heureuse d'entendre M. Edwards dire que cela ne se fera plus. . . j'espère que cela ne se fait plus et que les éditions imprimées aujourd'hui seront vendues au même prix. Est-ce le cas?

M. MacDonald: J'aimerais répondre à cela. Nous ne contrôlons pas le prix de vente pratiqué par les éditeurs indépendants, et aussi longtemps que ces accords de co-publication resteront en vigueur, ce sont ces prix-là qui seront pratiqués. Je reconnais avec vous que c'est injuste.

Ce que nous faisons pour y remédier. . . c'est ainsi que les choses ont tourné. Ainsi que je l'ai dit, nous éditons ces titres nous-mêmes et nous les vendons toujours au même prix, même si cela signifiait qu'il fallait augmenter celui de la publication en langue anglaise, et c'était la politique que nous suivions. Avec les ententes de co-publication, du fait que nous avons affaire à deux éditeurs totalement indépendants, ces écarts de prix ce sont produits. Ce que nous faisons maintenant de plus en plus c'est publier sous un format bilingue, ce qui signifie que le prix sera le même. Par exemple, nous sommes en train de faire un livre sur les trésors du Musée des civilisations, qui sortira à l'occasion de l'inauguration du nouveau bâtiment. Il paraîtra en juillet prochain. C'est un ouvrage de grande envergure et il sera vendu dans les deux langues, en un seul volume. C'est le format que nous allons commander pour résoudre ce problème. Mais il subsiste encore des prix répondant à des contrats antérieurs et qui ne sont pas identiques.

Le sénateur Guay: J'allais également aborder cette question. Ce que vous nous dites là sur la traduction m'afflige pour vous, d'autant plus que c'est au Secrétariat d'État que vous vous êtes adressé pour faire faire ce travail.

Au Sénat nous ne sommes pas non plus satisfaits du *Hansard*. Certains de nos membres, en consultant le *Hansard* à la Chambre des communes, nous ont dit qu'il pullulait de fautes, à tel point que le Comité interne du Sénat a convoqué M. Landry, le sous-ministre. Nous l'avons tenu sur la sellette pendant un bon moment et il s'est engagé à prendre plusieurs mesures pour redresser la situation.

C'est ainsi que le sénateur Le Moyne a fait un discours au Sénat et dans la traduction anglaise, il a relevé pas moins de 500 fautes, je n'exagère pas. C'est proprement incroyable. Il y a deux ans environ, j'ai fait un discours en français sur l'exécution de Louis Riel; les erreurs y fourmillaient au point que j'ai renoncé à le distribuer. Je disais que Riel aurait aimé revenir du Dakota du Nord au Manitoba et dans cette phrase—la révision laisse à

[Text]

the verification is not very good—spelled the word “would” as “wood”. I am just giving you a small example.

We have to have somebody to look into these aspects if we are going to print it. I think it ought to be done properly, and to that end I am coming back to the leaflets we are talking about. I am glad the book for the opening is going to be bilingual.

Mr. Duguay, one file is in French and one is in English. Why could they not be bilingual? I do not think the cost would be much more.

About the service in French, I could tell you why more are asking for services in English in some areas of your department. I have said this in all the meetings we have had. If you speak French in the Winnipeg Post Office and want to buy a stamp, they say they do not understand. If you go there, you lose your turn, are at the end of the line again and are there for another half an hour. Many of our francophones who speak English lose the thought of speaking French for better and faster service and for many reasons I could give you.

I would like to question you about your security guards. I understand there is a problem. I only received your big book this morning and I have not had time to go through it. You might feel that I am very ignorant and that I do not know anything about many of the things you have included. You would be quite correct, but I would like to know more about it. We have other duties and I did not have a chance to go through it all or even peruse it.

I understand that you have a problem because many of your security guards are not bilingual. How many do you have who are bilingual? Do you have some of them in training?

Mr. John Edwards: I can provide the committee with a variety of figures. We have to draw a distinction between our own protection staff and our contract staff. Of our own staff 87% meet the bilingual requirements expected of them. Marc, you may want to elaborate on this. Those meeting the public are required to be bilingual. If they are night protection staff, I assume we do not have the same requirement.

We have somewhat greater flexibility on the contract guards because we can change our contracts and require them to go to higher levels rather than having to do it through training our own staff. We now have about 91% of the contract guards meeting the requirements, and we would expect when the Canadian Museum of Civilization opens that we will attain 100%.

On the other hand, and I think this is where the challenge comes, we could have a very disappointing turn

[Translation]

désirer—le mot anglais «would» a été épelé «wood». Ce n'est là qu'un exemple entre bien d'autres.

Il faut que quelqu'un remette de l'ordre là-dedans si l'on veut imprimer ces discours. Ce travail devrait être fait correctement, et j'en reviens à cet effet aux brochures dont nous parlions. Je suis heureux que le livre pour l'inauguration sera bilingue.

Monsieur Duguay, un jeu de documents est en français et un autre en anglais. Pourquoi ne pourraient-ils pas être bilingues? Je ne crois pas que cela fait une grande différence de prix.

Quant aux services en français, je peux vous dire pourquoi il y a plus de gens qui demandent des services en anglais dans certaines parties de votre ministère. Je l'ai dit et répété à toutes les réunions que nous avons eues. Si vous parlez français, au bureau de poste de Winnipeg, pour demander un timbre, on vous répond qu'on ne vous comprend pas. Vous perdez votre tour, vous vous retrouvez à la fin de la ligne d'attente et vous en avez de nouveau pour une demi-heure. Bien des francophones qui parlent l'anglais qui veulent être servis, rapidement et pour bien d'autres raisons encore, renoncent ainsi à parler français.

Je crois que vous avez un problème avec les gardes de sécurité, et j'aimerais vous poser une question là-dessus. Ce n'est que ce matin que j'ai reçu votre gros volume et je n'ai pas encore eu le temps de le parcourir. Vous me jugerez sans doute ignorant et il y a en effet beaucoup de questions que vous avez traitées et dont j'ignore tout. Vous avez donc raison sur ce point, mais je ne demande pas mieux que d'apprendre. Nous avons d'autres obligations, et je n'ai pas eu l'occasion de le lire, ni même de le parcourir.

Un grand nombre des gardes chargés de la sécurité ne sont pas bilingues. Combien y en a-t-il qui le sont? Est-ce qu'il y en a parmi eux qui suivent des cours?

M. John Edwards: Je peux fournir toutes sortes de chiffres au Comité. Nous devons faire la distinction entre notre propre personnel de sécurité et les gens que nous employons à contrat. Parmi nos propres gardes, 87 p. 100 répondent aux critères de bilinguisme. Vous pourrez sans doute nous donner plus de détails, Marc. Ceux qui sont en contact avec le public doivent être bilingues, mais nous n'en exigeons pas autant des gardes de nuit.

Quant aux gardes employés à contrat, nous pouvons faire preuve d'un peu plus de souplesse parce que nous pouvons toujours modifier les contrats et exiger davantage d'eux plutôt que de devoir le faire en assurant nous-mêmes leur formation. À l'heure actuelle, 91 p. 100 environ des gardes à contrat remplissent ces conditions, et nous espérons que ce sera le cas de tous quand le Musée canadien des civilisations ouvrira ses portes.

D'autre part, et c'est là que nous allons être mis à l'épreuve, nous risquons de nous trouver en difficulté à

[Texte]

of events at any of the openings if one of our francophone citizens comes up to a guard, is unable to have any serious communication, and has to switch to English or what have you. What we hope is if that event did occur, it could be quickly corrected with things like walky-talkies by calling a francophone or bilingual colleague to meet these—

Senator Guay: This leads me to your training program. How successful have they been and how many failures have you had?

Mr. John Edwards: Perhaps I could ask Marc Larose to hazard a guess on that.

Mr. Larose: The language training program for security guards—

Senator Guay: For anybody as far as that goes, you can put them all in a bag if you like.

Mr. Larose: Very often it was not as successful as we had hoped because the individual comes back to a very English milieu and very soon forgets—

Le sénateur Guay: C'est pour cela que je vous le demande. Je suis bien placé pour savoir que ce n'est pas fameux.

M. Larose: Pour revenir à votre question sur les agents de sécurité, chaque agent de sécurité porte maintenant une petite étiquette sur son uniforme. Quand l'étiquette est en bleu et rouge, cela indique que l'agent de sécurité est fonctionnellement bilingue; quand elle est rouge, il est de langue maternelle anglaise et ne s'exprime qu'en anglais.

Le sénateur Guay: Est-ce que le public est au courant de cela? Je n'ai pas encore vu cette étiquette et je suis ici depuis plusieurs années. Est-ce que le public en général reconnaît l'étiquette?

What kind of publicity do you have to let it be known to the public? Is it in your leaflets that you are distributing? It should be if it is not not. Is it?

Mr. John Edwards: Yes, apparently it is in our leaflet, but I do not know whether there are visible signs at the entrance to any of the museums indicating—

Senator Guay: It would be good if there was. It would be wonderful indeed. In fact, we should do the same thing here.

Mr. John Edwards: Yes.

Senator Guay: I think you are putting a thought in my mind I might use soon, so we are learning something from you people besides the good job that you are doing.

With regards to your recruiting, where do you advertise to recruit? We have French universities across the land. We have one in my own area. We have one in New Brunswick. We have them in various places. Are you in contact with those universities to find out if they have anybody in training, who will be available, and so on? I think it would be a good idea. Are you doing that?

[Traduction]

l'une des inaugurations si un francophone s'adresse à un garde, ne parvient pas à se faire comprendre et doit avoir recours à l'anglais ou à Dieu sait quoi! Dans une éventualité de ce genre, nous espérons nous tirer d'affaire en faisant appeler, par talkie-walkie, un collègue bilingue ou francophone pour. . .

Le sénateur Guay: Ceci m'amène à votre programme de formation. Quel en est le bilan, quel est le pourcentage de succès et d'échecs?

M. John Edwards: Je pourrais peut-être demander à Marc Larose de vous donner des chiffres approximatifs.

M. Larose: Le Programme de formation linguistique pour gardes de sécurité. . .

Le sénateur Guay: Pas seulement pour eux; vous pouvez tous les mettre dans le même sac, si vous voulez.

M. Larose: Les résultats ont souvent été décevants, parce que les gens retournent dans un milieu anglophone et très rapidement oublient. . .

Senator Guay: This is precisely why I ask you that question. I know full well that the language training program is not very successful.

Mr. Larose: I would like to go back to your question on the security guards. Each of them now wears a badge on his uniform: a red and blue badge indicates that he is functionally bilingual, and a red badge that English is his mother tongue and the only language he speaks.

Senator Guay: Is the public aware of this? I have not yet seen the badge even though I have been here for many years. Does the public generally know what the badge means?

Comment faites-vous savoir cela au public? Est-ce dans les dépliants que vous distribuez? Si vous ne l'indiquez pas, vous devriez le faire. Qu'en est-il?

M. John Edwards: Oui, cela figure dans nos dépliants, mais je ne sais pas s'il y a une signalisation à l'entrée de nos musées indiquant. . .

Le sénateur Guay: Ce serait une bonne, une excellente, idée s'il y en avait. Cela m'amène à penser que nous devrions en faire de même ici.

M. John Edwards: Vous avez raison.

Le sénateur Guay: Vous me donnez une idée là, et vous avez des choses à nous apprendre, outre l'excellent travail que vous faites.

Comment vous y prenez-vous pour recruter les gens? Il y a des universités francophones dans ce pays; il y en a une dans la région d'où je viens. Nous en avons une au Nouveau-Brunswick, et il y en a ailleurs. Est-ce que vous avez pris contact avec ces universités pour savoir s'ils ont, dans les rangs de leurs étudiants, des gens qui conviendraient? Cela me paraît une bonne idée. Faites-vous déjà cela?

[Text]

Mr. John Edwards: I would like to turn that to my colleagues in the individual museums, because disciplines differ from museum to museum.

Mr. McGowan: We have had a problem historically in finding people who have had a technological background, older people who have had it. Interestingly enough, within the French community proportionately more people seem to be interested in science and technology. So I would suspect within another generation the numbers of people who will be able to come in senior positions within the museum who have that kind of background will increase very rapidly. We have had a difficulty in finding curators, people who have the proper background to take over the curatorial areas.

Senator Guay: That leads me to my next question. If I ask those universities, notwithstanding the fact they may not have anybody in that particular field, you might give them the idea that they should go into the field. It is the same as when we were looking for engineers for the energy departments some years ago. You could not find French-speaking engineers. We had to import them from the old country, from Sweden and from other countries in Europe. But the moment we started asking the heads of our universities, by golly they put in a program and one in particular turned out to be very successful. So this is good for Canada as a whole and for Canadians. That is why I am suggesting you contact these universities, and if they do not have it, in time they will institute something that will benefit by it. All of us in Canada will benefit by the fact that we will have the appropriate curators who are well into that field, and you might help them out by telling them specifically that they ought to study. I think it will be very helpful.

• 1645

Mr. McGowan: But exactly what you are saying is happening. The University of Montreal, in conjunction with the University of Quebec in Montreal, have put together a joint program, museology, which relates to science and technology. This is only two years old.

Senator Guay: Yes.

Mr. McGowan: Where there was virtually nobody available in Quebec, and nobody who could take over our senior curatorial position from Quebec who was francophone, I think, as I said before, within a few years, with this program in place and with more experienced people moving out into the system, that type of person would be available. But that program did not exist two years ago.

Senator Guay: Thank you. I want to say it is a fantastic job they are doing. It is a fantastic job they have to do, benefiting all our people for the future. We look upon you people to continue that to the best of your ability, at the same time keeping the official language in the forefront.

[Translation]

M. John Edwards: Je voudrais laisser à mes collègues des différents musées le soin de répondre, parce que la question se pose différemment selon le musée.

M. McGowan: Nous avons toujours eu des difficultés à trouver des gens qui ont une formation technique, des personnes d'un certain âge. Il convient de remarquer toutefois qu'une proportion plus grande de francophones s'intéresse à la science et à la technologie. Dans une génération, je pense, on assistera à une augmentation rapide du nombre de ceux qui pourront occuper des postes importants au Musée et qui auront reçu ce genre de formation. Nous avons eu du mal à trouver des conservateurs, des gens qui ont reçu une formation dans ce domaine.

Le sénateur Guay: Ceci m'amène à la question suivante. Si vous interrogez les universités même si celles-ci n'ont pas d'étudiants qui s'intéressent à la chose, vous leur donnerez peut-être l'idée d'enseigner cette discipline. Il en était de même il y a quelques années lorsqu'on cherchait des ingénieurs francophones pour les sciences de l'énergie. Il a fallu les faire venir de France, de Suède et d'autres pays européens. Mais sitôt que nous nous sommes adressés aux doyens des universités ils se sont empressés de mettre cette discipline au programme et il y a un programme qui particulièrement bien réussi. C'est donc à l'avantage des Canadiens ainsi que du Canada lui-même. C'est pourquoi je vous propose de vous mettre en rapport avec ces universités; si elles n'ont pas de cours sur ces matières, elles finiront bien par en organiser et ce sera à l'avantage de tous. Nous avons tous intérêt, au Canada, à avoir des conservateurs de musée compétents et versés dans ces questions, et vous pourriez leur être d'une grande utilité en leur disant spécifiquement quelles sont les études qu'il faut faire pour être conservateur. Ce serait très utile.

M. McGowan: Mais ce que vous dites est en train de se produire. L'Université de Montréal, en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal, a mis sur pied, il y a deux ans, un programme commun de muséologie comportant des cours de science et de technologie.

Le sénateur Guay: Oui, c'est parfait.

M. McGowan: Il n'y avait pratiquement pas de spécialistes de ce genre au Québec, et aucun francophone capable d'occuper le poste de conservateur en chef, mais d'ici quelques années, grâce à ce programme, nous aurons des gens mieux formés, avec plus d'expérience, qui entreront dans le circuit. Toutefois, ce programme n'existait pas il y a deux ans.

Le sénateur Guay: Je vous remercie. Ils font un travail formidable, un travail dont les générations futures retireront le plus grand bénéfice. Nous comptons sur les gens de chez vous pour continuer, de leur mieux, à transmettre le flambeau tout en continuant à défendre les langues officielles.

[Texte]

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur Larose, si j'ai bien compris, vous serez un jour responsable des langues officielles au Musée canadien des civilisations. Qui sera responsable des langues officielles dans les trois autres musées? De qui va-t-il relever? Qui va assurer la coordination des politiques de langues officielles dans les autres musées?

M. Larose: Je peux difficilement vous répondre pour les autres musées. C'est moi qui ai choisi d'aller au Musée des civilisations. Les langues officielles sont un des domaines dont je vais m'occuper, car il y en aura d'autres. Dans les autres musées, ceux qui vont s'occuper des langues officielles vont relever du directeur du musée, je crois. Il serait préférable que les directeurs répondent eux-mêmes à cette question.

Le coprésident (M. Desjardins): Je vais laisser M. Edwards répondre, parce que le Comité doit savoir qui sera responsable des langues officielles dans les autres musées et qui fera la coordination.

Mr. John Edwards: I think the most assuring response I can give you is to ask each of my colleagues to identify where that role will rest and to whom it will report.

Mr. McGowan: Operations within our museum will be under the deputy director, operations, who is perfectly bilingual, and the official languages will be run directly through him. The bulk of the staff, except for the office of the director, will come through that particular person. He will be responsible for—

Le coprésident (M. Desjardins): Avez-vous le souci d'avoir la même politique dans les quatre musées? Est-ce qu'il va y avoir une coordination?

M. McGowan: Je suis certain que ce sera différent dans chaque musée, mais dans notre musée, c'est le directeur adjoint qui est responsable des langues officielles.

Le coprésident (M. Desjardins): Soyez assurés que le Comité suivra votre évolution dans ce domaine et vous demandera des comptes.

Parlons des agents de sécurité. Ces personnes-là me sont souvent d'une utilité extraordinaire. Si je connais aussi bien le Parlement maintenant, ce n'est pas grâce aux guides, mais grâce aux agents de sécurité qui m'ont fait découvrir mon propre Parlement en français. Les agents de sécurité dans les musées sont sans doute des personnes ressources importantes pour les visiteurs. Est-ce qu'ils sont embauchés par l'organisme ou par des agences de sécurité privées avec lesquelles vous avez des contrats? Dans quelle mesure vous attendez-vous à ce que ces agents soient bilingues?

• 1650

Mr. John Edwards: I can get you more detailed figures, Mr. Joint Chairman. The best estimate I can give you now is about 30% of the total protective staff are employees,

[Traduction]

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Mr. Larose, I understand that you will be responsible for official languages at the Canadian Museum of Civilization. Who will be responsible for official languages in the three other museums? Who is going to be in charge? Who will be responsible co-ordinating official languages policies in the other museums?

Mr. Larose: I am not in a position to answer for the other museums. I have decided to work for the Canadian Museum of Civilization. I will be in charge of official languages, but this is only one of my responsibilities. In the other museums, those in charge of official languages will report to the director of the museum, as far as I know. It would be better for the directors of these museums to answer your question.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I will ask Mr. Edwards to answer, because the Committee ought to know who will be responsible for official languages in the other museums and who will be co-ordinating the policies.

M. John Edwards: La meilleure façon de vous répondre c'est de demander à chacun de mes collègues de préciser qui aura cette responsabilité et de qui chacun relèvera.

M. McGowan: Les opérations relèveront, dans notre musée, du directeur adjoint de la division Administration et opérations, qui est parfaitement bilingue, et c'est lui qui sera directement chargé du programme des langues officielles. La majorité des employés, à l'exception de ceux travaillant au bureau du président, relèveront de cette personne. Celle-ci sera responsable. . .

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Do you want to see the same policies put in place in all four museums? Is there going to be some coordination?

Mr. McGowan: It will certainly depend upon each museum, but in ours, it is the deputy-director who is in charge of official languages.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Be assured that the will be following what you do in this area very closely and that it will hold you accountable.

Let us go back to the security guards. These people are often very useful to me and if I know Parliament so well, it is not owing to the guides but to the security guards who guided me through my own Parliament in French. Security guards in museums are probably important resource people for visitors. Are they hired by the Corporation or are they contracted out to you by private security companies? To what extent do you expect them to be bilingual?

M. John Edwards: Je peux vous obtenir des chiffres plus détaillés, monsieur le coprésident, mais pour le moment je peux seulement vous dire qu'environ 30 p. 100

[Text]

and the balance would be contract. It will vary somewhat from institution to institution, but we can get you hard data on that and will submit it to you within a couple of days.

Le coprésident (M. Desjardins): J'aimerais savoir quel pourcentage de ces employés est bilingue, parce que je suis convaincu qu'ils sont souvent appelés à renseigner le public.

Mr. John Edwards: Mr. Joint Chairman, 87% of our employees who are protective staff are bilingual, and contract guards, 91%.

I might also pick up your earlier comment, if I may. There has been a lot of discussion in recent times as to what precisely is the role of these guards and to what extent they can be more than people watching over the collections and be very effective in providing information to clients. Dr. McGowan, in particular, has been spending a lot of time thinking through for the future of how we can bridge those two responsibilities more effectively.

Mr. McGowan: Mr. Desjardins, perhaps I can make a comment on that. Within our institution, very shortly, all the contract guards will be associated with the Department of Education. All of them will serve as hosts and hostesses, and they will be required to be perfectly bilingual. Even though their responsibility is to watch somebody stealing a train or an airplane or something like that, their principal responsibility will be to work with the people to understand what is there in the museum for them.

Le coprésident (M. Desjardins): Je reviens à ma première question. Deux musées nous ont dit comment ils entendaient fonctionner au niveau des langues officielles, mais on n'a pas obtenu de réponses claires des deux autres. Est-ce qu'on pourrait avoir les réponses?

Mr. Colin Eades (Assistant Director, Finance and Administration, National Museums of Canada): In terms of the Museum of Natural Sciences, we recognize quite strongly that the role of official languages has to be assumed by all the senior management for the museum. However, with devolution, the person assigned to that will be reporting through the deputy director. The deputy director will have total responsibility for the evaluation of the programs and will be accountable for that.

Mme S.L. Thomson (directrice du Musée des beaux-arts du Canada): Le Musée des beaux-arts du Canada a déjà nommé le conseiller en personnel au poste de coordonnateur des langues officielles. Évidemment, ce coordonnateur rend compte au sous-directeur et à la directrice du musée. Le titulaire de ce poste sera en mesure de contrôler les activités en matière de langues officielles ainsi que de déterminer si les exigences linguistiques des postes ont été respectées et de faire l'évaluation de l'efficacité du programme.

[Translation]

des gardes de sécurité sont des employés, les autres étant engagés à contrat. La proportion varie selon les musées, mais nous pouvons vous procurer ces chiffres et vous les recevrez d'ici un ou deux jours.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I would like to know what percentage of these employees are bilingual, because I am convinced that the public often asks them questions.

M. John Edwards: Monsieur le coprésident, 87 p. 100 des gardes de sécurité qui sont nos employés sont bilingues, tandis que 91 p. 100 des gardes employés à contrat le sont.

Si vous me le permettez, j'aimerais aussi revenir sur la remarque que vous avez faite tout à l'heure. Il a beaucoup été question, ces derniers temps, du rôle de ces gardes et on a beaucoup discuté pour savoir dans quelle mesure on pouvait leur demander de jouer un rôle autre que la simple garde des collections et de donner des renseignements aux visiteurs. M. McGowan, en particulier, a beaucoup réfléchi à la façon de mieux conjuguer ces deux responsabilités.

M. McGowan: Monsieur Desjardins, j'aimerais faire une observation sur ce point. Dans notre établissement, tous les gardes à contrat relèveront sous peu du ministère de l'Éducation. Tous serviront d'hôtes et d'hôtesse et devront être parfaitement bilingues. Leur principale responsabilité, certes, sera de veiller à ce qu'il ne se produise pas de vols d'objets exposés—un train ou un avion par exemple—mais ils n'en devront pas moins avoir un contact avec le public et comprendre ce que celui-ci vient faire dans un musée.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I want to go back to my first question. We were told by the directors of two museums how they planned on dealing with official languages, but we did not get any clear answer from the other two. Could they please give us those answers?

M. Colin Eades (directeur adjoint, Finances et administration, Musées nationaux du Canada): En ce qui concerne le Musée des sciences naturelles, nous insistons pour que tous les cadres supérieurs du musée appliquent la politique des langues officielles. Comme il est toutefois nécessaire qu'une seule personne soit officiellement responsable, la personne en question relèvera du directeur adjoint. Ce dernier sera entièrement responsable de l'évaluation des programmes et devra en rendre compte.

Mrs. S.L. Thomson (Director, National Gallery of Canada): The National Gallery of Canada has appointed the staff counsellor as co-ordinator of official languages. The co-ordinator is accountable to the Deputy Director and to the Director of the National Gallery. The holder of this position will be in charge of the Official Language Program and will also have to determine whether the linguistic requirements of these positions have been met. He will also have to evaluate the efficiency of the Program.

[Texte]

M. MacDonald: En ce qui concerne le Musée des civilisations, je pense que vous le savez déjà.

Mr. Marc Larose will be responsible to me for the policy. We intend to have 100% francophone bilingual staff to meet the public, and we will be following the same mode of operation Dr. McGowan has outlined, which is we will have people who are really information officers as much as security guards. We will be stressing the educational role because we feel it is very important that we have 100% bilingual people at any point of contact with the public.

Senator Guay: When will it start officially?

Le coprésident (M. Desjardins): Je pense que vous avez compris que nous allons suivre de très près l'évolution de ce dossier.

M. MacDonald: Absolument.

Le sénateur Guay: Quand commencerez-vous?

Mr. MacDonald: When we open the new building we will have it in place 100%. We now have 93% capacity, and in the years between now and July 1989 we will achieve the 100% level.

The Joint Chairman (Senator Wood): Dr. MacDonald, I hope it was a slip of the tongue a few moments ago when you said that in the new Museum of Civilization it would be 100% francophone bilingual.

• 1655

Mr. MacDonald: Yes.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you.

M. MacDonald: Je m'excuse.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Edwards, you mentioned earlier that 14% achieved the C level and 24% the B level. May I assume that the rest of them would be A level?

Mr. John Edwards: No. That would include those who do not meet the requirements of the position.

The Joint Chairman (Senator Wood): Must they be met?

Mr. John Edwards: Yes, but they may have been recently appointed, in which case there is a period of adjustment. A few of them may be grandfathered, if they are of a certain age. They would not be required to meet the requirements, and you have to make other administrative arrangements. The figure on meeting level A is 14%. So if you add the 30% that are given exemption, then the other two figures you mentioned, and then another 14%, that should add up to the 73% that meet the requirements.

M. Gauthier: Je suis très étonné de constater que chaque musée a une structure différente au niveau des langues officielles. Dans certains musées, le responsable

[Traduction]

Mr. MacDonald: As far as the Canadian Museum of Civilization is concerned, I believe you already know what the situation is.

M. Marc Larose devra me rendre compte de l'application des politiques. Nous avons l'intention d'avoir un personnel d'accueil du public francophone et bilingue à 100 p. 100 et nous procéderons pour le reste comme l'a décrit M. McGowan, c'est-à-dire que nos gardes de sécurité fonctionneront également comme agents de renseignements. Nous insisterons sur le rôle éducatif, parce qu'il nous paraît très important que le personnel d'accueil du public soit bilingue à 100 p. 100.

Le sénateur Guay: Quand est-ce que ce programme sera officiellement mis en place?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): You realize that we are going to be following this question very closely.

Mr. MacDonald: Certainly.

Senator Guay: When are you starting?

M. MacDonald: À l'inauguration du nouvel édifice, le programme sera entièrement opérationnel. Nous avons à présent un personnel bilingue à 93 p. 100, mais d'ici juillet 1989 il sera bilingue à 100 p. 100.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur MacDonald, j'espère que vous étiez distraits tout à l'heure lorsque vous avez dit que dans le nouveau Musée canadien des civilisations, le personnel serait francophone et bilingue à 100 p. 100.

Mr. MacDonald: Oui.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci.

Mr. MacDonald: I am sorry.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Edwards, vous avez dit plus tôt que 14 p. 100 atteignent le niveau C et 24 p. 100 le niveau B. Puis-je en déduire que tous les autres sont au niveau A?

M. John Edwards: Non. Parmi les autres, il y a tous ceux qui n'ont pas atteint le niveau exigé pour le poste.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Devront-ils l'atteindre?

M. John Edwards: Oui, mais il pourrait y avoir parmi ceux-là des nominations récentes, auquel cas il doit y avoir une période d'ajustement. Certains sont peut-être exemptés s'ils ont atteint un certain âge. Ceux-là ne sont pas tenus d'atteindre le niveau requis et il faut alors prendre d'autres dispositions administratives. Quatorze p. 100 ont atteint le niveau A. Si vous additionnez les 30 p. 100 qui sont exemptés, les 2 autres pourcentages que je vous ai donnés et ces 14 p. 100, cela devrait donner 73 p. 100 qui satisfont les exigences.

Mr. Gauthier: I am very surprised to see that every museum has a different structure with regards to official languages. In some museums the person responsible for

[Text]

rend compte au directeur; dans d'autres, c'est le directeur adjoint; dans d'autres, c'est le conseiller en personnel. Je me demande qui va être la personne imputable. J'imagine que ce sera le directeur.

Je ne suis pas du tout satisfait de la réunion d'aujourd'hui. Je ne sais pas pourquoi, mais il me semble qu'on n'arrive pas à poser des questions de fond. Ce qu'ils ont à faire est important et leur réputation en dépend, je pense. Ce n'est pas très facile d'administrer les musées au Canada actuellement, surtout à Ottawa, et d'en refaire l'image. Qu'on le veuille ou non, on a l'impression que seul l'anglais est utilisé au travail et qu'on ne reçoit de l'information qu'en anglais si on travaille dans un musée. Bref, on a l'impression que la langue de travail est l'anglais.

On n'a pas encore abordé la question de la participation équitable. Monsieur Edwards, vous devez admettre qu'au niveau supérieur, la représentation francophone n'est pas très forte. Il y a des modifications à apporter. Pourquoi a-t-on des normes différentes dans chaque musée? Comment se fait-il que les députés seront obligés de faire affaire avec une personne différente dans chaque musée?

Mr. John Edwards: The answer at its simplest is very straightforward: the accountability rests with the director of the institutions. Technically, until devolution happens, it rests with me.

M. Gauthier: Techniquement, à qui le directeur de musée rendra-t-il compte? Au Conseil du Trésor?

Mr. John Edwards: To the board of trustees, and through the board of trustees to the government.

M. Gauthier: Je ne comprends pas. Expliquez-moi la structure.

Mr. John Edwards: What we are seeing is a movement over the coming months to four Crown corporations. Each Crown corporation will have a board of trustees. The board of trustees is accountable to the government, having been entrusted by the government with the running of that institution.

Mr. Gauthier: Not to Treasury Board?

Mr. John Edwards: Only to the extent that the Official Languages Act applies to the Crown corporations. But in another very fundamental sense, being Crown corporations at arm's length from government, they have a very real obligation to come and be held to account by Parliament.

Mr. Gauthier: A government could sell 1% of the ownership of a museum to the private sector, and you would not be covered by the Official Languages Act. See? So I am not satisfied with that point, and that is why I am asking you questions. The bill before us, Bill C-72, says that if the government is not the sole owner of the museum or any corporation, then it is not subject to the Official Languages Act. And that worries me. You see?

[Translation]

official languages reports to the director; in some to his assistant; and in others to the personnel advisor. I wonder who is accountable in the end. I imagine it would be the director.

I am not at all pleased with the way this meeting is going. I do not know why but I get the impression that we're really not asking substantive questions. What they have done is important and their reputation hangs on it, I suppose. It is not a very easy task right now to administer Canadian museums, particularly in Ottawa, and to refurbish their public image. Like it or not, the impression we get is that only English is used in the workplace and that information amongst employees travels in English only. In other words, we get the impression that English is the language of work.

We have not yet talked about equitable participation. Mr. Edwards, you must admit that there are not very many francophones in the upper echelons. Changes are necessary. Why are the standards different in every museum? Why is it that members of Parliament have to deal with a different person in every museum?

M. John Edwards: La réponse est très simple: c'est le directeur du musée qui est responsable. Techniquement, c'est moi qui suis responsable, tant que la responsabilité n'a pas été déléguée.

Mr. Gauthier: Technically, to whom will the director be accountable? To Treasury Board?

M. John Edwards: Il devra rendre compte au Conseil d'administration et, par son entremise, au gouvernement.

Mr. Gauthier: I do not understand. Please explain the structure.

M. John Edwards: Au cours des prochains mois, nous allons assister à la création de quatre sociétés d'État. Chacune aura un conseil d'administration. Le Conseil devra rendre compte au gouvernement, lequel lui aura confié la gestion du Musée.

M. Gauthier: Pas au Conseil du Trésor?

M. John Edwards: Seulement en ce qui concerne l'application de la Loi sur les langues officielles. Mais pour le reste, comme les musées seront des sociétés d'État indépendantes du gouvernement, elles devront très certainement rendre des comptes au Parlement.

M. Gauthier: Le gouvernement pourrait céder 1 p. 100 des actions d'un musée au secteur privé et la Loi sur les langues officielles ne s'appliquerait plus. Vous comprenez? Voilà la cause de mon insatisfaction et la raison pour laquelle je vous pose ces questions. D'après le projet de loi C-72, si le gouvernement n'est pas propriétaire exclusif du musée ou d'une société, la Loi sur les langues officielles ne s'applique pas à l'établissement. C'est ce qui m'inquiète. Vous comprenez?

[Texte]

• 1700

I am asking you for clarification because I feel strongly that I must understand the new structure we are talking about. You are telling me now it is a corporation with a board of trustees that answers to God knows who for their money. They must get money somewhere. You are not a profit-making organization, so you must come to us for some credits once in awhile, supply money or—

Mr. John Edwards: Yes.

Mr. Gauthier: At that time we may catch you on the bend. I may be able to catch you guys but I may not, because you may come in a different manner. How do I, as a member of this committee, or how do Members of Parliament or Senators get accountability from the new directors of museum and the new structure?

Mr. John Edwards: A number of questions and issues have been raised. The Crown corporations that these four institutions will become are and will be subject to the Official Languages Act. We have had papers on the subject. The government will be the sole owner, sole shareholder.

Mr. Gauthier: Okay.

Mr. John Edwards: However, the museums will through various means be raising money, whether it is through the means of admission fees, or special charges for travelling exhibits or what have you. But they will be raising money, so they will be subject to the Official Languages Act.

The Official Languages Act holds an institution accountable. The institution, in the final analysis, is a board of trustees to whom the director is accountable. In practical terms, just as a deputy minister can be held to account by a parliamentary committee or anyone else for what happens, as indeed is happening today for official languages, the director will be held to account by that means.

Mr. Gauthier: Vous avez eu une vérification linguistique en avril 1987. Combien des recommandations du commissaire avez-vous adoptées comme lignes de conduite? Au sujet de la langue de service, il y a au moins 10 recommandations, et il y en a au sujet de la langue de travail et de la participation équitable. Quelle importance avez-vous attaché à cette vérification linguistique?

Mr. John Edwards: What we have done is essentially to adopt the recommendations that were given in that audit. By adoption it is meant that we have studied the recommendations, decided how to tackle them and incorporated them in the detailed memoranda of understanding that you have before you. So over the last six months there has been a lot of debate as to what should be done about them, and the resolutions of those debates have been incorporated within those very detailed reports you have in front of you, which have been signed

[Traduction]

Je vous demande des explications parce qu'il m'est très important de bien comprendre la nouvelle structure dont il est question. Vous me dites maintenant que nous aurons une société gérée par un conseil d'administration qui justifie son budget auprès de Dieu sait qui. L'argent doit bien venir de quelque part. Vous n'êtes pas une entreprise commerciale, et il faut donc bien que vous veniez de temps à autre nous demander des crédits, un budget ou...

M. John Edwards: Oui.

M. Gauthier: Nous pourrions alors peut-être vous attraper au tournant. Peut-être, mais ce n'est pas sûr, car vous nous aborderez peut-être différemment. En tant que membre de ce Comité, ou en tant que député ou sénateur, comment pourrions-nous demander des comptes aux nouveaux directeurs et aux nouvelles administrations des musées?

M. John Edwards: Vous avez soulevé plusieurs questions. Ces quatre nouvelles sociétés d'État qui seront créées seront régies par la Loi sur les langues officielles. Des études ont été faites sur la question. Le gouvernement sera propriétaire exclusif, seul actionnaire.

M. Gauthier: Bon.

M. John Edwards: Les musées devront cependant trouver diverses sources de financement, que ce soit en faisant payer l'entrée, ou en demandant rémunération pour les expositions itinérantes, par exemple. Mais ils devront trouver des sources de financement, et ils seront par là soumis à la Loi sur les langues officielles.

En vertu de cette loi, les établissements sont tenus responsables. En dernier lieu, par établissement on entend le conseil d'administration auquel fait rapport le directeur. Dans la pratique, cela veut dire que tout comme un sous-ministre peut avoir à rendre des comptes à un comité du Parlement ou à quelqu'un d'autre, comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui pour les langues officielles, le directeur devra rendre des comptes de la même façon.

Mr. Gauthier: There was a language audit done in April 1987. How many of the Commissioner's recommendations did you integrate into your guidelines? There were at least 10 recommendations made regarding the language of service, and one concerning the language of work and equitable participation. What kind of importance have you given to that audit?

M. John Edwards: Essentiellement, nous avons adopté les recommandations issues de la vérification. J'entends par là que nous les avons examinées, que nous avons ensuite déterminé comment les appliquer et que nous les avons incorporées dans le protocole d'entente détaillé que vous avez devant vous. Au cours des six derniers mois, on a donc beaucoup discuté de ces recommandations et les résolutions qui ont été adoptées ont été incorporées dans ces rapports extrêmement détaillés que vous avez devant vous et qui sont une entente non seulement entre les

[Text]

not just between the directors and myself but between their managers and themselves. So all managers know what they are expected to achieve. In many cases there are numerical targets of one kind or another; and now, as I said earlier, we need to be held to account that those memoranda of understanding are in fact carried out.

Mr. Gauthier: In terms of equitable participation, just as an example, I know, I realize, I appreciate that the scientific and professional services in your museum have traditionally—and somebody alluded to it—has been not only a tradition but possibly an ongoing process of recruiting amongst universities and post-secondary institutions of people in the scientific and professional fields. I admit it has been only recently, 20 or 25 years, that actually there has been a rather good supply and, interestingly enough, competent supply of people who graduate from either bilingual universities, or Quebec-based, or for that matter New Brunswick-based universities. My question to you is simple.

Quels mesures concrètes entendez-vous prendre pour que la gestion supérieure puisse exercer un leadership afin que les musées deviennent un endroit où l'on retrouve des scientifiques, tant du Canada français que d'ailleurs, des hommes de science, des femmes de science, des chercheurs et des spécialistes dans le domaine de l'archéologie ou dans les multiples domaines dont vous vous occupez?

• 1705

Peut-on espérer un jour avoir, au lieu des 7 p. 100 actuels, une représentation que l'on pourrait qualifier d'équitable dans la gestion supérieure des musées? Disons un quart ou un tiers. Comprenez-vous ce que je veux dire?

Mr. John Edwards: Yes, I do. I do not believe there are any amongst my colleagues who do not have this goal in mind of achieving equal participation at senior management levels. A variety of steps are being taken. Many of these are documented in the various agreements I have signed with the directors. One of the key means, as you will appreciate all too well, is to ensure the language requirements are meaningful for effective supervision and therefore for signals to the organization at large, so someone who wishes to operate in French in this instance can be supervised accordingly.

In the past, we have tended to have language requirements that are somewhat too low to make the goal possible. We are upgrading quite substantively and quite extensively the requirements for supervisors' jobs, which have been analysed and which will increasingly go to the notion of a minimum of C level as a requirement for at least all interaction.

M. Gauthier: Monsieur Edwards, comptez-vous augmenter justement le niveau des exigences linguistiques requises pour les postes bilingues au niveau de la surveillance, au niveau de la gestion? Quand allez-vous le faire?

[Translation]

administrateurs et moi-même, mais aussi entre les administrateurs et les directeurs. Tous les directeurs savent donc maintenant ce qu'on attend d'eux. On a souvent fixé des objectifs numériques; et comme je le disais plus tôt, nous aurons maintenant à répondre de l'application du protocole d'entente.

M. Gauthier: Sur le plan de la participation équitable, par exemple, je sais, et je comprends bien que traditionnellement—et quelqu'un l'a d'ailleurs mentionné—votre musée est allé chercher son personnel scientifique et professionnel dans les universités et institutions post-secondaires. Il continue probablement de le faire. Je reconnais que ce n'est que depuis 20 ou 25 ans que les universités bilingues, ou québécoises, ou du Nouveau-Brunswick d'ailleurs, forment des spécialistes en nombre suffisant et, il faut le signaler il s'agit de gens très compétents. Ma question est simple.

What concrete measures do you intend to take in order to ensure that senior management shows leadership in this area by bringing into museums men and women scientists researchers and specialists in archaeology and in the many other fields you work in, from French Canada as well as from elsewhere?

Instead of the actual 7%, can we hope to achieve one day a more equitable participation at senior management levels in the museums? Let us say one-quarter or one-third. Do you see what I mean?

M. John Edwards: Certainement. Je pense que tous mes collègues ont cet objectif en vue, une représentation plus équitable dans l'administration supérieure. Plusieurs mesures ont déjà été prises, décrites dans les nombreux accords passés avec les membres du Conseil. Vous savez pertinemment que la meilleure façon de procéder est d'avoir des critères linguistiques facilement vérifiables et que toute l'organisation en soit consciente, de sorte que quelqu'un qui veut travailler en français puisse être encadré en conséquence.

Autrefois, les exigences linguistiques adoptées n'étaient pas suffisantes pour permettre de réaliser cet objectif. Désormais les qualifications seront beaucoup plus rigoureuses pour les postes de cadre; elles ont été revues et les connaissances requises devront être au minimum de niveau C pour permettre une bonne communication.

Mr. Gauthier: Mr. Edwards, do you intend to operate only the language requirements for bilingual provisions at management levels, those of supervisors? When will you proceed?

[Texte]

Mr. John Edwards: We will be doing it progressively over the coming months. Already there will be some results.

Mr. Gauthier: What does "progressively" mean, Mr. Edwards?

Mr. John Edwards: As fast as we can.

M. Gauthier: C'est de l'«étapisme»!

Stage by stage.

Mr. John Edwards: No. Let us be very clear; we would not get the same pace across all the museums. We have a museum, for instance, the National Gallery, that is hell-bent over the next six months to open in a blaze of glory. We will not be sending away the supervisory staff for upgrading through training and what have you; we just cannot afford it. However, some of the other museums are in a more quiet period—it is all relative, they would not agree they are in a quiet period—and for them the opportunity to move faster is there.

M. Gauthier: D'après ce que je sais, pour 70,5 p. 100 des postes bilingues—c'est confirmé—seulement 7 p. 100, soit 48 postes sur 658, exigent une connaissance du français supérieure au niveau C, dont seulement 3 sur 25 dans la catégorie de gestion. Ce n'est pas fort. Êtes-vous d'accord pour dire que ce n'est pas fort?

Mr. John Edwards: I agree, yes.

M. Gauthier: Puis-je alors avoir l'assurance que d'ici six mois ou un an, lorsque vous allez revenir, on pourra être sûr que vous aurez fait deux choses: que vous aurez, d'une part, augmenté l'exigence des postes au niveau de la gestion et de la supervision, la surveillance si vous voulez; et, d'autre part, au niveau des cours de formation linguistique, que vous aurez consacré un peu de temps et d'argent pour que ceux qui occupent ces postes-là puissent peut-être se familiariser de plus en plus avec la deuxième langue, que ce soit le français ou l'anglais. Je vous vois hocher la tête. Cela veut-il dire oui?

Mr. John Edwards: I am nodding my head because I am well aware that in six months' time we will be back here and you will be asking what we have done.

Mr. Gauthier: You are damned right I will.

Mr. John Edwards: We are well aware it is going to happen. This is part of the accountability structure of government as well.

Mr. Gauthier: My only concern, Mr. Edwards, is that I believe the museums are a heck of a good thing. Being an Ottawa resident, I think they are very much among the things that bring Canadians to Ottawa. This is their capital and these museums belong to all Canadians, be they from New Brunswick, Quebec, Manitoba or B.C.—

Mr. John Edwards: Or northern Ontario.

Mr. Gauthier: —is irrelevant to me. They must be given in their museums the services in both their

[Traduction]

M. John Edwards: Nous allons le faire progressivement au cours des mois qui viennent. Nous avons déjà des résultats.

M. Gauthier: Qu'entendez-vous par «progressivement», monsieur Edwards?

M. John Edwards: Aussi vite que possible.

Mr. Gauthier: That is a stage-by-stage approach.

Étape par étape.

M. John Edwards: Non. Ne nous leurrions pas; cela prendra plus de temps dans certains musées. Nous avons, par exemple, la Galerie nationale qui a décidé d'ouvrir d'ici six mois, adienne que pourra. Pas question de permettre aux surveillants d'aller se recycler; on ne peut pas se le permettre. Dans d'autres musées, les choses sont plus calmes. Tout est relatif. Mais ces musées ne seraient probablement pas d'accord avec moi—ils pourront donc progresser plus rapidement.

Mr. Gauthier: From what I know, for 70.5% of bilingual positions—it has been confirmed—only 7%, i.e. 48 positions out of 658, require a knowledge of French beyond C level, with only 3 out of 25 in the management category. That is not much, you must admit.

M. John Edwards: En effet.

Mr. Gauthier: Can you assure me that within six months or a year, when you will come back, you will have done two things: on the one hand, you will have upgraded the requirements for the management and supervision positions, or supervision if you prefer, and on the other hand, you will have devoted some time and some money to the language training courses to allow the incumbents to become more fluent with a second language, be it French or English. I see you nodding, does that mean yes?

M. John Edwards: Je hoche la tête, parce que je sais pertinemment que dans six mois nous allons être à nouveau devant vous et vous allez nous demander des comptes.

M. Gauthier: Vous pouvez compter là-dessus.

M. John Edwards: Nous savons très bien ce qui va se passer, car cela relève de la structure de responsabilité gouvernementales également.

M. Gauthier: Ce qui est important pour moi, monsieur Edwards, c'est que je suis convaincu que les musées sont une bonne chose. Étant d'Ottawa, je pense que c'est là une des choses qui attirent les Canadiens chez nous. C'est notre capitale et les musées appartiennent à tous les Canadiens, qu'ils viennent du Nouveau-Brunswick, du Québec, du Manitoba ou de Colombie-Britannique. . .

M. John Edwards: Ou du Nord de l'Ontario.

M. Gauthier: . . . peu importe. Ils ont le droit d'avoir accès aux services des musées dans leur langue. C'est

[Text]

languages. This is why we questioned you on access. It is the same with language of service for equitable participation. I do not want to be told, as I was last year by some university students, that some people would not be caught dead in Ottawa.

On ne parle qu'anglais dans les Musées! J'ai répondu: Ecoutez, on va essayer de changer cela un peu. Vous savez, c'est la perception. Je ne dis pas que c'est vrai; je dis que c'est la perception qu'ont les gens dans le domaine universitaire actuellement. Et on m'a dit, tout à l'heure, que dans le domaine scientifique les francophones eux-mêmes préfèrent publier en anglais. Et on a des problèmes avec cela. Mais nous, au Canada, on a fait des efforts vaillants et vous, M. Edwards, vous le savez. Vous avez été là, à la Commission, pour essayer de convaincre justement nos propres Canadiens d'expression française qu'il était possible de travailler en français comme il est possible de travailler en anglais; et qu'on peut, au niveau international, peut-être percer en donnant un exemple international au niveau des recherches que vous faites dans le domaine des musées.

• 1710

Je pense que tant que nous n'aurons pas un leadership éclairé et des actions positives de la part des dirigeants, on ne pourra pas espérer faire une percée dans ce domaine-là. Mais je suis convaincu, pour ma part, qu'au niveau scientifique comme au niveau professionnel, il y a moyen de faire une percée avec de la bonne volonté et avec un suivi; un suivi sérieux.

Je n'ai pas beaucoup de temps, mais j'aimerais bien qu'on revienne avant Pâques. Est-ce possible?

The Joint Chairman (Senator Wood): Definitely.

Mr. Gauthier: March?

The Joint Chairman (Senator Wood): March.

Mr. Gauthier: I would love to have them back in March, not to ask them what they have done, but to pursue some of the questions that—

The Joint Chairman (Senator Wood): It was too short a period, yes.

Mr. Gauthier: The documentation you gave us is fantastically complex and—

Senator Guay: Too late.

Mr. Gauthier: No, it was not too late. It was complex, it was fully done. I want to congratulate you. You gave us an awful lot of material. But as Senator Guay said, sometimes we do not have time to assimilate. I try to reduce those things to the bare minimum, and I do not always get to the essential. I know I would like to talk to you about certain problems I just have not had time for today. Maybe we could have you back sooner than that so we can pursue this meeting, because this is very important.

[Translation]

pourquoi je vous ai parlé de l'accès. Quand vous parlez de participation équitable, c'est la même chose pour la langue de service. Je ne veux pas qu'on me dise, comme des étudiants me l'ont dit l'an dernier, qu'il y a des gens qui préfèrent mourir que de mettre les pieds à Ottawa.

They claimed that only English is being spoken in the museums. I answered: Listen, we will try and change this bit by bit. It is a question of perception you know. I am not saying it is not true; I am saying that this is the way things are perceived, by university students in particular. I was told a while ago that in the scientific field, even the francophones prefer to publish in English. And that means problems. But in Canada, we did pull our weight as you should know, Mr. Edwards. You were there, part of the commission, trying to convince our own French-speaking Canadians that it was possible to work in French as well as in English and that we can, on the international level, find our own niche through the type of research you are carrying out in the field of museums.

As long as we are deprived of an enlightened leadership, as long as our leaders refuse to act positively, I do not believe we have a chance in this regard. However, I am personally convinced on the scientific as well as on the professional level, there is a way to find one's niche, with some good will and some follow-up, some serious follow-up.

I do not have much time, but I would like to come back before Easter. Would that be possible?

La coprésidente (la sénatrice Wood): Certainement.

M. Gauthier: En mars?

La coprésidente (la sénatrice Wood): En mars.

M. Gauthier: J'aimerais beaucoup qu'ils reviennent en mars, pas pour leur demander ce qu'ils auront fait, mais pour leur poser des questions dans la même veine que...

La coprésidente (la sénatrice Wood): Nous avons effectivement eu trop peu de temps.

M. Gauthier: Les documents qu'ils nous ont remis sont terriblement complexes et...

Le sénateur Guay: Sont venus trop tard.

M. Gauthier: Non, ce n'était pas trop tard. Les documents sont complexes parce que complets. Et j'aimerais vous féliciter. Vous nous avez remis énormément de documents. Mais comme l'a dit le sénateur Guay, nous n'avons pas eu le temps de tout assimiler. J'ai essayé de couper au plus court, mais je n'ai pas eu le temps de faire l'essentiel même. Il y a certains problèmes que j'aurais aimé aborder avec vous aujourd'hui, mais je n'ai pas eu le temps. Vu l'importance de la question, il ne faudrait peut-être pas attendre mars pour vous revoir.

[Texte]

Mr. John Edwards: The reason we gave you that detail was to demonstrate two things: first, that we have gone into a very substantial review of what can be done in the short term to improve the situation. The second aspect, though, was to indicate to you an accountability structure that every single manager, not just the director and myself, with a little memorandum of understanding... but the subordinate managers too have signed with their supervisors an agreement as to what is expected of them. And that is an accountability trail you can mine, Mr. Gauthier for a long time.

Mr. Gauthier: That only lasts, Mr. Edwards, as long as you are there. The minute you disappear—

Mr. John Edwards: No, the commitment is wider than that.

Mr. Gauthier: The commitment is between you and the directors and

les adjoints là, les directeurs adjoints. Cela n'aura aucune portée une fois que vous serez partis.

Mr. John Edwards: And mine to Treasury Board. I gave an undertaking today that before I leave this post, those will be revised to be signed by Treasury Board and the directors.

Mr. Gauthier: I happen to believe you.

Mr. John Edwards: I will try to demonstrate that your belief is justified.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Edwards, I must say about the documents that I was rather suspicious when I got them yesterday. I thought you would not expect us to go through them. We could not do justice to them. I did try to spend an hour or two last night. So we will be looking forward to seeing you.

Now I would like to call on Mr. Fortier. He is the man who thinks your official languages plan is only a paper exercise, so we will see what he has to say after today.

Senator Guay: Could they bring us the information on how successful they have been with their training program for language—

The Joint Chairman (Senator Wood): The information we have requested, yes.

Senator Guay: —and the number of failures and everything else? That would be appreciated. I am using it not only for your department but for other departments.

M. D'Iberville Fortier (commissaire aux langues officielles): Merci, madame la présidente.

[Traduction]

M. John Edwards: Si nous vous avons donné tous ces détails, c'était pour prouver deux choses: D'une part, que nous avons fait une étude approfondie de ce que l'on pouvait envisager comme solutions à court terme pour améliorer la situation. En outre, nous voulions vous montrer qu'on pouvait avoir une structure de responsabilités telle que chaque cadre, pas simplement le directeur et moi-même, avec un simple protocole d'entente... et les cadres intermédiaires eux-mêmes ont ratifié un accord précisant ce que leurs supérieurs attendent d'eux. Il y a là une chaîne de responsabilité que vous pourrez suivre pendant pas mal de temps, monsieur Gauthier.

M. Gauthier: Cela ne durera qu'aussi longtemps que vous serez là, monsieur Edwards. La minute où vous ne serez plus là...

M. John Edwards: Non, cela va plus loin que cela...

M. Gauthier: L'accord passé entre vous et les membres du Conseil.

the subordinates managers. Once you have left, it will not mean anything.

M. John Edwards: Et le mien est avec le Conseil du Trésor. Je me suis engagé aujourd'hui à faire étudier et ratifier ces ententes par le Conseil du Trésor et les membres du Conseil d'administration avant de quitter ce poste.

M. Gauthier: Je vous crois.

M. John Edwards: Je vais essayer de mériter votre confiance.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Edwards, je dois dire qu'en recevant ces documents hier, je me suis plutôt méfiée. J'ai pensé que vous ne comptiez pas qu'on les lise. Nous n'avions pas le temps vraiment de les apprécier à leur juste valeur. J'ai essayé d'y consacrer une ou deux heures hier soir. J'attends donc avec impatience de vous revoir.

J'aimerais maintenant que l'on passe à M. Fortier. C'est M. Fortier qui croit que votre programme de langues officielles n'est qu'un exercice théorique et nous verrons aujourd'hui ce qu'il a à nous dire.

Le sénateur Guay: Pourraient-ils nous donner des informations montrant dans quelle mesure ils ont réussi à mettre en oeuvre leur programme de formation linguistique...

La coprésidente (la sénatrice Wood): Les informations que vous avez demandées, certainement.

Le sénateur Guay: ... et le nombre d'échecs, etc., etc...? Je vous en serais reconnaissant, parce que je ne m'en sers pas uniquement pour votre ministère.

Mr. D'Iberville Fortier (Commissioner of Official Languages): Thank you, Madam Chairman.

[Text]

Nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé de cette affaire générale. Et j'aurai l'occasion d'y revenir dans un moment.

Je crois que les membres du Comité auront sans doute un peu, comme nous, l'impression qu'une fois de plus nous assistons toujours au début d'un renouveau. Je crois, par exemple, que la première phrase de notre sommaire dans la vérification d'avril 1987 est:

La situation n'a que marginalement progressé depuis notre dernière vérification linguistique des Musées nationaux du Canada en 1979. Marginalement progressé!

• 1715

On s'étonne qu'avec un nombre aussi grand de francophones et de bilingues dans les Musées nationaux, les résultats ne soient pas supérieurs dans ce domaine-là. Ma conclusion est assez évidente: les pourcentages sont assez satisfaisants, mais les gens ne sont pas nécessairement au bon endroit.

Let us take first of all the question of the language in which the national museums serve their clientele, all those members of the public who visit exhibitions and buy museum publications.

It has been said the museum is the working man's university. Surely all Canadians, of both language groups, should be able to properly learn from our rich heritage, our history, our art, science and culture, so well shown to us, in general, through the museums. Each French-speaking and English-speaking Canadian, in order to make the most of the opportunities the museums offer, must feel at home in the museum, must not only be greeted and assisted in his or her language, but must also be able to read titles and display texts written in language of a high calibre, and feel that exhibits were developed with both major cultural groups in mind, for culture goes with language, needless to say, and of course, must pay the same price for museum publications as a member of the other official language group.

Prenons la question épineuse des publications éditées par les différents musées ou éditées en collaboration avec les maisons d'édition du secteur privé. Les honorables membres du Comité ont cité un exemple en particulier. On ne peut pas s'empêcher d'être d'accord avec eux. On a l'impression qu'il est injuste, comme on l'a fait remarquer, que les prix varient selon la langue dans le cas de certaines publications, cela pour des raisons de mise en marché.

Tout récemment, les Musées nous ont dit qu'ils allaient publier une encyclopédie sur les poissons, dont la version anglaise sera publiée dans un format de luxe à un prix plus élevé que celui de la version française qui, elle, sera publiée sous forme d'un guide pratique, à moindre prix. On nous dit que cette encyclopédie est destinée aux

[Translation]

We listened with a great deal of interest to the presentation on this whole issue and I will come back to it in awhile.

I believe the members of the committee may have felt like us, that once again we are witnessing the start of a renewal. For example, I believe that the first phase of our April summary reads as follows:

There has only been marginal progress since our last language audit of the National Museums Corporation in 1979. Marginally progress!

It is rather surprising that with so many francophones and bilingual staff in the national museums, results are not any better in that field. The conclusion is rather obvious: percentages are adequate, but people are not necessarily in the right place.

Commençons par la question de la langue utilisée par les Musées nationaux pour servir leur clientèle, tous les membres du public qui viennent voir les expositions et achètent des publications des musées.

On a dit du musée qu'il était l'université du travailleur. Je ne vois vraiment pas pourquoi tous les Canadiens, des deux groupes linguistiques, ne pourraient pas s'instruire comme il faut grâce à la richesse de notre patrimoine, de notre histoire, de nos arts, des sciences et de la culture, que nous connaissons si bien en général, dans ces musées. Pour pouvoir tirer le maximum des possibilités offertes par les musées, chaque Canadien, tant francophone qu'anglophone, doit se sentir chez lui dans un musée; il ne suffit pas qu'il soit accueilli et aidé dans sa propre langue, il faut également qu'il puisse lire les titres et les textes d'accompagnement des oeuvres et objets exposés, que ceux-ci soient écrits dans une langue qui ait une belle tenue, et qu'il sente que les expositions ont été réalisées avec en tête le souci des deux principaux groupes culturels car, cela va sans dire, la culture est indissociable de la langue; soit dit en passant, le prix des publications des musées doit être le même pour les deux langues.

Let us now take the thorny question of publications published by the various museums or jointly with private sector publishers. The honourable members of the committee mentioned a specific example. One cannot but agree with them. It seems unfair, as it was pointed out, that for marketing reasons, the price of some publications should be different according to the language used.

Only recently, the museums told us that they were going to publish a fish encyclopedia in two formats: a more expensive luxury format for the English version, and a cheaper practical guide, for the French version. We are told that this encyclopedia will be distributed to public libraries and schools. Now, what are the museums

[Texte]

rayons des bibliothèques et des écoles. Or, que répondront les Musées aux Canadiens de langue anglaise qui veulent se procurer le guide dans leur langue à un prix plus abordable et vice versa?

Nous enjoignons donc les Musées de se doter d'une politique globale d'édition où sera intégrée, à chaque étape, l'obligation d'égalité de service et d'accès. La technique de mise en marché soulagerait-elle une institution de ses obligations? C'est important, la mise en marché. Nous le reconnaissons et nous serions tentés de dire: Voilà enfin des administrateurs qui se soucient véritablement de la destination finale de leurs produits. On fait bien, sans aucun doute, d'explorer toutes les voies nouvelles qui peuvent donner un plus haut rendement à ces productions. Seulement, il faut se dire qu'il n'y a pas que le marché. S'il n'y avait que le marché, le principe de l'égalité des deux langues officielles reconnu par la Constitution et la loi serait bien difficile ou même impossible à mettre en oeuvre. La Constitution et la loi ne font pas de cette distinction.

Il faut donc en tirer les conclusions qui s'imposent. Comme le disait M. Edwards—nous sommes en correspondance là-dessus—, nous reconnaissons que c'est un problème très complexe, mais nous pensons que nous ne sommes pas arrivés à la limite de votre imagination, si je puis dire, et qu'on arrivera à trouver une formule plus satisfaisante. Il y a bien des manières de faire des enquêtes de marché. Il y a bien des approches possibles. Nous espérons vivement qu'avec les dispositions dont vous faites preuve, on trouvera quelque chose qui évitera la répétition de cet exemple.

• 1720

Il y a peut-être une lueur d'espoir pour le français au Musée des civilisations. C'est du moins ce qu'on nous laisse entendre. En effet, un comité a été mis sur pied par ce musée, en 1986, pour examiner les moyens d'améliorer les services au public. Il s'est également penché sur la dimension biculturelle de ses manifestations en vue de son prochain déménagement à Hull. Nous espérons que les autres musées suivront ce bon exemple.

Ce n'est pas seulement sur la question de la langue de service et de sa qualité, un point auquel les membres du Comité ont attaché beaucoup d'importance et qui est capital, que nous voulons faire le point aujourd'hui, mais aussi et surtout sur l'insuffisante participation des francophones aux activités des Musées et, conséquemment, sur la place marginale et insuffisante qu'occupe le français comme langue de travail. C'est en effet la pierre d'achoppement à laquelle on se bute depuis des années et qui n'a pas encore fait l'objet de recherches vraiment sérieuses de la part des Musées, semble-t-il.

On peut dire qu'à ce point de vue, les Musées sont dans un état de fossilisation par inanition. Vous permettez à un ignare personnage d'employer une langue quelque peu scientifique en la matière. Plus spécifiquement, notre vérification de 1986, au cours de laquelle nous avons pu travailler avec vous et voir un

[Traduction]

going to say to anglophone Canadians who want to buy the cheaper version in their own language, and vice versa?

We therefore entreat the Museums to develop a global publishing policy including, at each stage, the obligation to ensure quality of service and access. Why should the marketing method chosen free an institution of its obligations? We recognize that marketing is, indeed, important and we are tempted to say: at last, here are managers who are really concerned with the end use of their products". Undoubtedly, it is worthwhile to explore all new avenues that may improve the distribution of these publications. However, one must remember that the market is not the only thing. If it was the only thing, it would be very difficult, nay, impossible, to implement the principle of equality of both official languages that is recognized by the Constitution and by law. You will find no such distinction in law and in the Constitution.

We must therefore draw certain conclusions. As Mr. Edwards has said before. . . we exchanged correspondence on the question. . . , we recognized that it is a very complex problem, but we do not feel that we have exhausted all our powers of imagination, so to speak, and we think that a more satisfactory solution will be found. There are many ways to conduct market studies. There are many possible approaches. We strongly hope that with the goodwill you have shown, something will be found to avoid a recurrence of this example.

There is perhaps a glimmer of hope for French at the Museum of Civilization. At least that is what we are being told. Indeed, a committee was set up by this museum in 1986 to look at ways of improving service to the public. It also dealt with the bicultural aspect of its activities in view of its coming move to Hull. We hope that the other museums will follow this good example.

Today we do not want to deal only with language of service and its quality, something to which the members of the committee attach great importance, and rightly so, but also and especially with the inadequate participation of francophones in the museums' activities and therefore the marginal, inadequate place of French as a working language. This is indeed the stumbling block which has stood in the way for years and has not yet been really seriously considered by the museums, it seems.

In this regard, one can say that the museums are hardening into a set pattern for lack of openness. Please allow an ignorant individual to use some vaguely scientific language about this. More specifically, our 1986 audit, during which we were able to work with you and see a new very positive spirit, brought to light the

[Text]

esprit nouveau et très positif, a mis à découvert l'inacceptable pénurie de francophones aux échelons supérieurs où on ne trouve aucun francophone parmi les 19 cadres du groupe exécutif. C'est quand même extraordinaire! Nous venons d'apprendre avec plaisir la nomination probable, si j'ai bien compris, de trois cadres supérieurs francophones. Cela donnera 14 p. 100. Nous savons bien que c'est un début et que les statistiques ne sont pas le seul guide possible, mais on espère que cet effort sera poursuivi et qu'on arrivera à un équilibre plus satisfaisant. Je crois que c'est à ce niveau-là qu'il faut travailler si on veut arriver à faire tous les changements que vous vous proposez de faire. Sans cela, il sera très difficile pour ce groupe presque entièrement homogène sur le plan linguistique, ce qui a été le cas jusqu'ici, de vraiment comprendre en profondeur les problèmes dont il s'agit même s'il souhaite le faire. C'est à ce niveau que se prennent les décisions qui touchent les deux communautés culturelles, de langue anglaise et de langue française.

On ne compte que 18 francophones sur 101, ou 15 p. 100, chez les spécialistes, là où ils auraient pourtant une contribution originale à apporter à la conception des expositions. Nous savons, bien sûr, qu'il n'y a pas toujours eu un très grand nombre de spécialistes dans tous les domaines, mais il est difficile de se départir de l'idée qu'on aurait pu en trouver un certain nombre plus tôt et qu'il y avait là ce phénomène que nos amis britanniques appellent le *old boys' network*. Nous sommes heureux de voir qu'on cherche à en sortir.

Les membres du Comité se sont beaucoup inquiétés de la possibilité que les critères, la gestion et le contrôle des langues officielles puissent varier de façon importante d'une institution à l'autre. Nous suivrons avec beaucoup d'intérêt la mise en oeuvre des assurances qui ont été données.

The actions of the critical mass of francophones at the most senior levels and the unilingualism or insufficient knowledge of French of fully one-quarter of the supervisors have direct repercussions on the language of work. French is underutilized in spite of the fact that the first language of one-third of the employees is French. The lack of bilingual capacity in the upper ranks means that francophones often cannot be supervised or have their work evaluated in their own language and must sometimes bear the burden of revising and even translating texts. A few francophone curators must write their research papers in English or translate them in order to receive proper attention from their supervisors and colleagues.

• 1725

The national museums have a vital role to play, holding in their hands the richly-coloured tapestry woven by the weavers of our heritage. They must display it for all to read about in their own language, and they must allow,

[Translation]

unacceptable lack of francophones at senior levels: there is no francophone among the 19 managers in the executive category. That is quite something! We have just heard with pleasure of the likely appointment, if I understood correctly, of three francophone senior managers. That will make 14%. We know that it is a beginning and that statistics are not the only possible guide, but we hope that this effort will continue and a more satisfactory balance be found. I believe that it is in this area that you must work if you are to make all the changes you plan to do. Without this, it will be very difficult for this almost entirely unilingual group, as has been the case so far, to really understand thoroughly the problems involved, even if it wishes to do so. It is at this level that decisions affecting the two cultural communities, English and French, are made.

Francophones are only 18 out of 101 specialists, or 15%; however, it is in this area where they could make an original contribution to the design of exhibitions. We know, of course, that there have not always been very many specialists in all fields, but it is hard to escape the conclusion that some could have been found earlier and that the "old boys' network" phenomenon had something to do with it. We are pleased to see that ways are being sought to get out of this situation.

The members of the committee were greatly concerned that the criteria, management and control of official languages could vary significantly from one institution to another. We will follow with great interest how the assurances given are implemented.

Les gestes posés par la masse critique de francophones aux plus hauts niveaux et l'unilinguisme ou la connaissance insuffisante du français d'au moins le quart des superviseurs ont une incidence directe sur la langue de travail. Le français est sous-utilisé, bien qu'il soit la première langue du tiers des employés. L'absence de capacité bilingue aux échelons supérieurs signifie fréquemment que la supervision ou l'évaluation du travail des francophones ne peut pas se faire dans leur langue et que ceux-ci sont parfois obligés de réviser et même de traduire certains textes. Quelques conservateurs francophones sont contraints d'écrire leurs communications en anglais ou de les traduire pour que leurs superviseurs et leurs collègues leur accordent l'attention qu'elles méritent.

Les musées nationaux ont un rôle essentiel à jouer, car ce sont eux les détenteurs de la riche tapisserie aux couleurs chatoyantes, créée par les tisserands de notre patrimoine. Il est de leur devoir de l'exposer pour que

[Texte]

in their own house, members of both official language groups to continue to interlace the threads.

Pour terminer, madame la présidente, je dois dire que nous avons été vivement intéressés par l'exposé du secrétaire général, par le train des mesures administratives qu'il a annoncées qui, nous l'espérons, se traduiront en résultats concrets. Jusqu'ici, il s'agit essentiellement de projets et il n'y a encore rien de très concret, autant que je sache du moins.

L'engagement personnel de M. Edwards et de ses collègues lui sera d'autant plus précieux que la tâche présente un défi de taille. Il faut bien avouer que le français, jusqu'ici, en tout cas sur la base de nos recherches très objectives et impartiales, se languit encore aux Musées nationaux. Fort heureusement, un vent nouveau semble commencer à souffler, et nous espérons bien que le bateau des langues officielles finira cette fois par arriver à bon port.

Thank you very much, Madam Chairperson.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Fortier.

Just before terminating, I would like the members of the committee, if they could, to remain for a few minutes, as there are a couple of items we would like to go through.

Mr. Edwards and your colleagues, thank you very much on behalf of the committee. You will be hearing from us, and we looked forward to receiving the extra information we have asked you to send to us.

Mr. John Edwards: We look forward to returning in March. When the new legislation is proclaimed and the National Museums Corporation as a result ends, is gone, depends on the legislative calendar and the wish of government.

Mr. McGowan: It will depend upon the Senate.

The Joint Chairman (Senator Wood): We will adjourn for 10 minutes.

• 1728

• 1738

Le coprésident (M. Desjardins): À l'ordre!

Pour le point 7, je vais laisser la sénatrice Wood parler puisqu'il s'agit de l'élection du vice-coprésident représentant le Sénat.

The Joint Chairman (Senator Wood): Yes. I would like to say something first of all. In the past we have had two Liberals from the Senate and two Conservatives from the House of Commons. I would like to go back to that and I would like to nominate Senator Guay, who has had an excellent attendance here.

[Traduction]

tous puissent en lire l'histoire dans leur propre langue, et il faut, dans leurs services mêmes, qu'ils permettent aux membres des deux groupes linguistiques officiels de continuer à tisser les fils de cette fresque.

To conclude, Madam Chairman, I must say that the secretary general's presentation was extremely interesting, as was the administrative measure package that he has announced and which will bring, we hope, concrete results. As I understand it, they are still at the project stage and nothing very specific has yet transpired.

The personal commitment of Mr. Edwards and of his colleagues will be all the more important as their current task is a very challenging one. One must admit that, up to now, based upon our very objective and impartial research, French has been languishing in the National Museum. Fortunately, a wind of change seems to be rising, and we trust that the naive of official languages will, this time around, arrive safe and sound.

Merci beaucoup, madame la présidente.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur Fortier.

Avant de terminer, j'aimerais que les membres du Comité demeurent quelques minutes de plus, car il y a une ou deux questions que nous voudrions passer en revue.

Monsieur Edwards permettez-moi de vous exprimer les vifs remerciements du Comité, ainsi qu'à vos collègues. Vous aurez de nos nouvelles, et nous serons heureux de recevoir la documentation supplémentaire que nous vous avons demandé de nous envoyer.

M. John Edwards: Nous reviendrons avec plaisir en mars. La proclamation de la nouvelle loi et la disparition concomittente de la Corporation des musées nationaux dépend du calendrier législatif et des vœux du gouvernement.

M. McGowan: Cela dépendra du Sénat.

La coprésidente (la sénatrice Wood): La séance est levée.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Order, please.

Concerning item number 7, I shall call upon Senator Wood since it concerns the election of the Joint Chairman representing the Senate.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Oui. Je voudrais tout d'abord dire ceci: Dans le passé, nous avons eu des sénateurs libéraux et deux députés conservateurs. J'aimerais revenir là-dessus et proposer la nomination du Sénateur Guay, qui a suivi de près les travaux de ce comité.

[Text]

Senator Guay: What are you recommending me for?

• 1740

The Joint Chairman (Senator Wood): I am recommending you as vice-chairman. When I am not able to come, you can come.

Senator Guay: I do not know if that is good. You should pick somebody who is much better and more qualified than I am.

The Joint Chairman (Senator Wood): You come here every time; you have never missed. I am sorry, but that is my nomination.

Le coprésident (M. Desjardins): Bravo! Toutes nos félicitations.

Point 8: Rapport du Sous-comité du Programme et de la Procédure.

M. Gauthier: C'est un bon rapport mais je ne sais pas ce que l'on peut faire, monsieur le président, pour la sixième recommandation. En effet, à la sixième recommandation qui fait l'objet du cinquième rapport de ce Comité, j'aimerais faire des commentaires parce que la rédaction de la proposition n'est pas faite à mon goût. Je vais vous expliquer pourquoi.

I am talking about the subcommittee of the Standing Joint Committee on Official Languages, which met on December 1, 1987. It is recommendation number six, which is that the committee present a report to both Houses underlining the members' position pertaining to the provision of bilingual services to the public as related to federally subsidized initiatives.

Tout d'abord, j'ai des réserves quant au libellé de la recommandation. Je n'aime pas le terme «subsidés fédéraux»; je pense que «contributions fédérales» est beaucoup mieux que «subsidés», parce qu'il peut y avoir toutes sortes d'autres choses qu'un subsidé; le terme «contributions» est donc beaucoup plus large.

«Les événements d'envergure nationale»: il pourrait s'agir là de n'importe quoi. J'aimerais, pour ma part, qu'on spécifie davantage ce que l'on entend par «événements populaires d'envergure nationale», parce que «les événements d'envergure nationale», ça peut vouloir dire n'importe quoi. Je préférerais, quant à moi, qu'on enlève notamment dans sa couverture, «par les médias électroniques» et qu'on remplace cela par les mots suivants, et j'en fait une proposition qui se lirait comme suit:

Que le gouvernement émette des directives précises afin d'assurer que tout événement populaire d'envergure nationale, financé à même des contributions fédérales, reflète la dualité linguistique du pays dans tous ses aspects, d'organisations, de communications...

I only say it because the electronic media could be CTV. You cannot ask CTV, but you can ask CBC. If I take out the words "electronic media" and say "in all its

[Translation]

Le sénateur Guay: Ma nomination à quoi?

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je vous recommande comme vice-président. Comme cela, lorsque je ne pourrai pas venir, vous pourrez me remplacer.

Le sénateur Guay: Je ne suis pas certain que ce soit une bonne idée. Vous devriez choisir quelqu'un qui est beaucoup plus qualifié que je ne le suis.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Vous assistez à toutes les séances. Vous n'en avez pas raté une seule. Je regrette, mais c'est vous que je désigne.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Hear! Hear! Congratulations!

Item 8: Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

Mr. Gauthier: It is a good report but I really do not know what can be done, Mr. Chairman, about the sixth recommendation. I would like to comment on the sixth recommendation which is the subject of the fifth report of this committee, because I do not agree with the way the proposition is worded. Let me explain why.

Je parle du sous-comité du Comité mixte permanent des langues officielles qui s'est réuni le 1^{er} décembre 1987. La recommandation n^o 6 propose que le Comité soumette un rapport aux deux chambres sur la position de ses membres en ce qui concerne la prestation de services bilingues publics dans le cadre des initiatives bénéficiant d'une subvention fédérale.

First of all, I have reservations concerning the wording of the recommendation. I do not like the term "federal subsidies". I think that "federal contributions" is much better than "subsidies", because there might be all kinds of things apart from subsidies; the word "contributions" is much broader.

"Of national importance": it could mean almost anything. I personally would like a more specific explanation of "popular events of national importance", because "events of national importance", can mean practically anything. I personally would prefer the deletion, in particular, of the coverage, "by electronic medias", to be replaced by the following:

That the government issue specific instructions to ensure that all popular events of national importance, funded through federal contributions, reflect the linguistic duality of this country in all aspects, of organizations, communications...

Je dis seulement cela parce qu'il pourrait s'agir de CTV lorsqu'on parle des médias électroniques. Vous ne pouvez pas le demander à CTV, mais vous pouvez l'exiger de la

[Texte]

aspects of organization and communications", it sounds like it covers what we are trying to do.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): The difficulty we are trying to come to grips with is not so much the coverage. Your disagreement is quite appropriate. It is not the lack of coverage of the event; there is a French language commentary of these events. The difficulty is the dissemination, broadcasting to the whole country in both languages.

M. Gauthier: Je voudrais proposer qu'on amende le texte et qu'on me laisse y réfléchir un peu. Il est 17h45, je ne veux pas vous retarder indûment mais je ne pourrais pas, moi, appuyer cette proposition parce qu'elle est trop vague. Cela ne correspond pas avec ce que le Comité, je pense, veut faire.

I am sure Mr. Epp and I, and perhaps others, could come up with some suggestions about what we mean. We are talking about the way we communicate and organize.

• 1745

Remember when they came here we asked are their billboards going to be bilingual. They did not have a straight answer. Does the organization reflect the bilingual identity of this country? Here comes Kindy now. It did not at that time, until we got the assurance after a few meetings that indeed they were hiring a guy, that their signage would be bilingual, and that their services would be offered in both official languages.

Remember we asked them are they going to be able to serve the public in Calgary in the official languages of this country, and they hesitated, but now I think we have that assurance. The same goes for the coverage, communications. That is what I mean, Perhaps we can rethink that.

Senator Guay: What I was going to say, and I am taking the English version here, is that as I read that recommendation in my humble opinion I would take out the words from "in particular coverage by electronic media", take all that out, because we want it in every aspect, and you have media there in all its aspects. In other words, we do not want to particularly hit the coverage by electronic media, we want it in everything.

Mr. Gauthier: Organization.

Senator Guay: So why put that on? Is that what you are saying too.

Mr. Gauthier: Yes.

Senator Guay: Yes, that is it. I agree with you.

[Traduction]

SRC. Si j'enlève les mots «médias électroniques» et les remplace par «sous toutes ses formes d'organisation et de communication», cela couvre tout ce que nous voulons faire.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): La difficulté que nous essayons de résoudre n'est pas tellement la question de la couverture par les médias. Il est tout à fait normal que vous ne soyez pas d'accord. Ce n'est pas l'absence de couverture; ces événements sont traités en français. La véritable difficulté tient à la diffusion, dans l'ensemble du pays, dans les deux langues.

Mr. Gauthier: I would suggest that the text be amended and that they give me some time to think about it. It is 5.45 p.m. and I do not want to unduly slow things down, but I could not support such a proposition because it is too vague. I do not think that it expresses what the committee wants to do.

Je suis certain que M. Epp et moi-même, et peut-être d'autres, pourrions proposer quelque chose qui exprime mieux ce que nous voulons dire. Ce dont nous parlons, c'est de la façon de communiquer et d'organiser.

Vous rappelez-vous que lorsqu'ils ont comparu devant nous, nous leur avons demandé si leurs panneaux seraient bilingues. Ils n'ont pas été capables de nous donner une réponse précise. Cette organisation reflète-elle le caractère bilingue de notre pays? Voilà maintenant Kindy. À l'époque, ce n'était pas le cas, jusqu'au moment où, au bout de quelques réunions, on nous a assurés qu'on allait recruter quelqu'un, que les enseignes seraient bilingues, et que les services seraient offerts dans les deux langues officielles.

Souvenez-vous que, lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient capables de servir le public à Calgary dans les deux langues officielles de notre pays, ils ont hésité, mais je crois pouvoir dire maintenant que cela se fera. Il en va de même pour tout ce qui a trait aux communications. Voilà ce que je voulais dire. Nous pourrions peut-être repenser tout cela.

Le sénateur Guay: Ce que j'allais dire—et j'ai devant moi la version anglaise—c'est qu'à mon humble avis, on devrait complètement éliminer «en particulier la couverture par les médias électroniques», car nous voulons que cela s'applique à tout. En d'autres termes, nous ne tenons pas à attaquer particulièrement les médias électroniques; nous voulons que l'application soit générale pour les médias sous toutes leurs formes.

M. Gauthier: Pour l'organisation.

Le sénateur Guay: Donc, pourquoi utiliser ces termes? C'est bien ce que vous vouliez dire?

M. Gauthier: Oui.

Le sénateur Guay: C'est cela. Je suis d'accord avec vous.

[Text]

Mr. Gauthier: Take away the word "subsidy", because there are other ways.

Senator Guay: Well in English it is grant.

Mr. Gauthier: No, it should be contributions.

Senator Guay: Well they have it "grants" here now.

Mr. Gauthier: Take that out. Contribution.

Senator Guay: Contributions, all right.

Le coprésident (M. Desjardins): Tout le monde s'entend pour dire qu'à la prochaine réunion, avec les idées qui ont été émises ici, nos chercheurs vont travailler à reformuler un texte et on se prononcera alors pour adopter ensemble ce point-là.

Le sénateur Guay: La seule chose est qu'il est important qu'on y aille immédiatement parce que les Jeux olympiques vont se dérouler, pendant ce temps-là.

M. Gauthier: Oui, mais cela ne changera rien, étant donné que cette question est réglée. Ce sera pour l'avenir.

Le coprésident (M. Desjardins): C'est pour prévenir de telles choses dans le futur, malheureusement.

Le sénateur Guay: Je suis surpris que vous disiez que cette affaire est réglée.

M. Gauthier: Oui, cela l'est.

Le sénateur Guay: Vous dites que c'est réglé?

Le coprésident (M. Desjardins): Sénateur, c'était le but du télex d'aujourd'hui.

Le sénateur Guay: Depuis seulement aujourd'hui, parce qu'on ne l'avait pas lundi, à Winnipeg.

M. Gauthier: Je comprends très bien.

Le sénateur Guay: On ne l'avait pas en fin de semaine à Winnipeg.

M. Gauthier: L'entente a été conclue avec les organisations des Jeux olympiques, Radio-Canada et le ministère des Communications. Il y a eu un compromis. Il y a un million de dollars qui vont être mis dans un pot pour que Radio-Canada puisse télédiffuser les Jeux olympiques. Les Jeux olympiques vont avoir lieu au mois de février.

Le sénateur Guay: Oui. Mais ce à quoi je fais référence, c'est qu'aujourd'hui, déjà, pour les Jeux olympiques à Calgary, si quelqu'un y est intéressé—et le docteur devrait le savoir—ils nous donnent des rapports de Calgary on a daily basis.

Mr. Gauthier: Where?

Senator Guay: On television, in English.

Mr. Gauthier: Yes, but the games do not start until February 13.

[Translation]

M. Gauthier: Enlever le mot «subsidés», car il y a d'autres formules de financement.

Le sénateur Guay: En anglais, c'est le terme «grant» qui est utilisé.

M. Gauthier: Non, ce devrait être «contributions».

Le sénateur Guay: Eh bien, c'est «grants» qui est dans le texte.

M. Gauthier: Enlevez-le. Remplacez-le par «contribution».

Le sénateur Guay: «Contributions», très bien.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Everybody agrees that at the next meeting, based upon the ideas that were expressed here, our researchers will draft a new text and submit it for our approval.

Senator Guay: The only thing that matters is that we do it immediately because the Olympic Games will be underway at that time.

Mr. Gauthier: Yes, but it will change nothing, since the question has already been resolved. It will help in the future.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Unfortunately, it is to prevent such things from happening in the future.

Senator Guay: I am surprised that you say that the issue has been resolved.

Mr. Gauthier: Yes, it has.

Senator Guay: You say that it is resolved?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Senator, that was the purpose of today's telex.

Senator Guay: Only today, because we did not have it in Winnipeg, last Monday.

Mr. Gauthier: I understand.

Senator Guay: It had not been received in Winnipeg, at week's end.

Mr. Gauthier: The agreement was reached with the Olympic Games organizers, the CBC and the Department of Communications. There was a compromise. Some \$1 million will be put in the kitty so that the CBC can televise the Olympic Games. The games will take place in February.

Senator Guay: Yes. But what I am alluding to is that today, already, in case you are interested... and the doctor should know it... they are already broadcasting daily reports from Calgary.

sur une base journalière.

M. Gauthier: Où?

Le sénateur Guay: À la télévision, en anglais.

M. Gauthier: Oui, mais les jeux ne commencent que le 13 février.

[Texte]

Senator Guay: Well listen, you are from Calgary, are you not? Are you not from Calgary?

Mr. Kindy: I am being questioned here.

Senator Guay: I am asking you if you are from Calgary.

Dimanche, ils montraient des glissades
all afternoon in the English language from Calgary.

M. Gauthier: Ce sont des pratiques.

Le sénateur Guay: Des pratiques? C'est justement ce que les gens regardent. C'est *Olympics Canada* et tout cela est écrit en anglais. On n'a pas tout cela, nous.

M. Gauthier: Ce ne sont pas les Jeux olympiques, ça.

Le coprésident (M. Desjardins): Le rapport du Sous-comité est-il approuvé?

M. Gauthier: Oui, mais avec une exception: la sixième recommandation pourrait être reformulée.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Voulez-vous qu'on le fasse maintenant?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Mr. Epp.

The Joint Chairman (Senator Wood): Just one minute. I proposed Joseph Guay as the vice-chairman from the Senate, right? Does everybody agree?

• 1750

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): We now have a quorum.

Mr. Kindy: I second the motion.

Motion agreed to.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): This meeting stands adjourned.

[Traduction]

Le sénateur Guay: Écoutez-moi; vous êtes bien de Calgary, n'est-ce pas?

M. Kindy: On me pose une question.

Le sénateur Guay: Je vous demande si vous êtes de Calgary.

On Sunday, they were showing ice sliding
tout l'après-midi, en anglais, de Calgary.

Mr. Gauthier: These were just practices.

Senator Guay: Practices? That is precisely what people look at. It is *Olympics Canada* and everything is written in English. We do not get any of that.

Mr. Gauthier: But that is not the Olympic Games.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Shall the subcommittee's report be adopted?

Mr. Gauthier: Yes, but with one reservation. The Sixth Recommendation should be redrafted.

The Joint Chairman (Senator Wood): Would you like us to do it immediately?

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur Epp.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Un instant. J'ai proposé Joseph Guay comme vice-président représentant le Sénat, n'est-ce pas? Tout le monde est-il d'accord?

Le coprésident (M. Desjardins): Nous avons maintenant le quorum.

M. Kindy: J'appuie la motion.

Motion approuvée.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci.

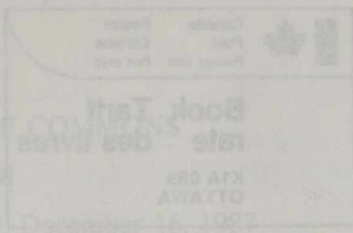
Le coprésident (M. Desjardins): La séance est levée.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 22

Wednesday



Joint Chamber

Senator Dalia Wood

Book Talk

Minutes of Proceedings and Expenses of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 22

Le mercredi 16 décembre 1987

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Procès-verbaux et dépenses du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes sur

Langues officielles

REPORT

Report of the Commissioner of Official Languages

1987

REPORT

REPORT

Des langues officielles au Canada

John Edwards, Secrétaire général

George F. MacDonald, Directeur, Musée canadien des civilisations

Shirley L. Thomson, Directeur, Musée des beaux-arts du Canada

William McGowan, Directeur, Musée national des sciences et de la technologie

Colin Barber, Directeur, Musée national des sciences naturelles, Directeur adjoint, Affaires d'administration

Marc Laroze, Chef, Division des langues officielles

De la Commission des langues officielles

M. D'Arville, Directeur, Commission

Second Session of the Thirty-ninth Parliament
1986-1987

CONCERNANT

Rapport du Commissaire aux langues officielles

1987

Y COMPRIS

Le Cinquième Rapport

From the National Museums of Canada:

John Edwards, Secretary-General;

George F. MacDonald, Director, Canadian Museum of Civilization;

Shirley L. Thomson, Director, National Gallery of Canada;

William McGowan, Director, National Museum of Science and Technology;

Colin Barber, Acting Director, Museum of Natural Sciences, and Director, Finance and Administration;

Marc Laroze, Chief, Official Languages Division;

From the Commission of Official Languages:

D'Arville, Director, Commission

Deuxième session de la trentième législature
1986-1987



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the National Museums of Canada:

John Edwards, Secretary-General;
George F. MacDonald, Director, Canadian Museum of
Civilization;
Shirley L. Thomson, Director, National Gallery of
Canada;
William McGowan, Director, National Museum of
Science and Technology;
Colin Eades, Acting Director, Museum of Natural
Sciences/Assistant Director, Finance and
Administration;
Marc Larose, Chief, Official Languages
Division/Corporate Services.

From the Commissioner of Official Languages:

D'Iberville Fortier, Commissioner.

TÉMOINS

Des Musées nationaux du Canada:

John Edwards, Secrétaire général;
George F. MacDonald, Directeur, Musée canadien des
civilisations;
Shirley L. Thomson, Directeur, Musée des beaux-arts
du Canada;
William McGowan, Directeur, Musée national des
sciences et de la technologie;
Colin Eades, Directeur par intérim, Musée national des
sciences naturelles, Directeur adjoint/Finances et
administration;
Marc Larose, Chef, Division des langues
officielles/Services à la Corporation.

Du Commissariat aux langues officielles:

M. D'Iberville Fortier, Commissaire.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 28

Wednesday, December 16, 1987

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 28

Le mercredi 16 décembre 1987

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

*Minutes of Proceedings and Evidence of the
Standing Joint Committee of the Senate and of the
House of Commons on*

Official Languages

RESPECTING:

1986 Annual Report of the Commissioner of Official
Languages

INCLUDING:

The Fifth Report to Parliament

WITNESSES:

(See back cover)

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte
permanent du Sénat et de la Chambre des
communes des*

Langues officielles

CONCERNANT:

Rapport du Commissaire aux langues officielles
pour l'année 1986

Y COMPRIS:

Le Cinquième Rapport au Parlement

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the Thirty-third Parliament,
1986-87

Deuxième session de la trente-troisième législature,
1986-1987

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE
AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL
LANGUAGES

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, M.P.

Joint Vice-Chairmen:

Senator Joseph Philippe Guay
Alex Kindy, M.P.

Representing the Senate:

Senators

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel

Francine Lachapelle

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES
OFFICIELLES

Coprésidents:

Le sénateur Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Vice-coprésidents:

Le sénateur Joseph Philippe Guay
Alex Kindy, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Représentant la Chambre des communes:

Les membres

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Line Gravel

Francine Lachapelle

REPORT TO PARLIAMENT

The Standing Joint Committee on Official Languages has the honour to present its

FIFTH REPORT

Pursuant to its Orders of Reference from the Senate and the House of Commons, both dated 15 April 1986, your Committee has become concerned about the disregard for the spirit of the language provisions in the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the *Official Languages Act* shown in the failure to make provision for Canada-wide French-language television coverage of an event as important as the Calgary Olympic Winter Games. Following intervention by the Committee, compromise solutions were recently achieved. The Committee wishes to ensure that such a situation will not recur.

For this reason your Committee recommends:

THAT the Government adopt a policy and issue specific directives to ensure that any popular event of national significance funded with federal contributions shall reflect Canada's linguistic duality in all its aspects, in particular its organization, its administration, its signage, its publicity and its broadcasting.

In accordance with House of Commons Standing Order 99(2), your Committee requests that the Government table a response to this report within 150 days.

Respectfully submitted,

SENATOR DALIA WOOD,
GABRIEL DESJARDINS, M.P.,
Joint Chairmen.

RAPPORT AU PARLEMENT

Le Comité mixte permanent des langues officielles a l'honneur de présenter son

CINQUIÈME RAPPORT

Conformément à son ordre de renvoi du Sénat en date du 15 avril 1986 et à son ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 15 avril 1986, votre Comité s'est inquiété du non-respect de l'esprit des dispositions linguistiques de la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que de la *Loi sur les langues officielles* concernant l'absence de télédiffusion en français sur tout le territoire canadien d'un événement aussi important que les Jeux Olympiques d'hiver de Calgary. Suite à l'intervention du Comité, des solutions de compromis ont été apportées récemment. Le Comité voudrait s'assurer qu'une telle situation ne se reproduise plus.

Le Comité recommande:

QUE le gouvernement adopte une politique et émette des directives précises afin d'assurer que tout événement populaire d'envergure nationale financé à même des contributions fédérales reflète la dualité linguistique du pays dans tous ses aspects, notamment dans sa mise sur pied, sa gestion, sa signalisation, sa publicité et sa diffusion.

Conformément au Règlement 99(2) de la Chambre des communes, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse à ce rapport dans les 150 jours.

Respectueusement soumis,

Les coprésidents,
DALIA WOOD, SÉNATEUR,
GABRIEL DESJARDINS, DÉPUTÉ.

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, DECEMBER 16, 1987
(36)

[Text]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:38 o'clock p.m., this day, in room 308 West Block, the Joint Chairman, Gabriel Desjardins, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Paul David, Joseph Philippe Guay.

Representing the House of Commons: Gabriel Desjardins, Léo Duguay, Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon).

Acting Member present: Charles-Eugène Marin for Charles Hamelin.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Rolande Soucie, Researchers.

Witnesses: From the Office of the Commissioner of Official Languages: D'Iberville Fortier, Commissioner; Peter L. Rainboth, Deputy Commissioner. *From the Department of Fisheries and Oceans:* Peter Meyboom, Deputy Minister; Victor Rabinovitch, Assistant Deputy Minister, International Relations; Jean Chandonnet, Director General of Personnel; Michelle Chartrand, Director, Human Resources Branch.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated March 31, 1987, and its Order of Reference from the House of Commons dated March 31, 1987, both relating to the Report of the Commissioner of Official Languages for 1986 (*See Minutes of Proceedings of Wednesday, April 1, 1987, Issue No. 12*).

D'Iberville Fortier made a statement and answered questions.

It was agreed,—That the Statement of the Commissioner of Official Languages to the Permanent Joint Committee on Official Languages be printed as an appendix to this day's Minutes of Proceedings and Evidence. (*See Appendix "OLLO-2"*)

Peter Meyboom made a statement and with the other witnesses, answered questions.

At 4:56 o'clock p.m., by unanimous consent, the Joint Chairman presented the Fourth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure, as amended, which follows:

FOURTH REPORT

Standing Joint Committee on Official Languages

Your Sub-committee met on Tuesday, December 1, 1987 and agreed to make the following recommendations:

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 16 DÉCEMBRE 1987
(36)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui à 15 h 38 en la salle 308 de l'édifice de l'ouest, sous la présidence de Gabriel Desjardins (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Paul David, Joseph Philippe Guay.

Représentant la Chambre des communes: Gabriel Desjardins, Léo Duguay, Ernie Epp (Thunder Bay-Nipigon).

Membre suppléant présent: Charles-Eugène Marin remplace Charles Hamelin.

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Rolande Soucie, chargés de recherche.

Témoins: Du Commissariat aux langues officielles: D'Iberville Fortier, Commissaire; Peter L. Rainboth, Sous-commissaire. *Du ministère des Pêches et Océans:* Peter Meyboom, Sous-ministre; Victor Rabinovitch, Sous-ministre adjoint, Relations internationales; Jean Chandonnet, Directeur général du Personnel; Michelle Chartrand, Directrice des Ressources humaines.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat en date du 31 mars 1987 et l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 31 mars 1987 se rapportant tous deux au Rapport du Commissaire aux langues officielles de 1986 (*Voir Procès-verbal du mercredi 1^{er} avril 1987, fascicule n^o 12*).

D'Iberville Fortier fait une déclaration et répond aux questions.

Il est convenu,—Que la déclaration du Commissaire aux Langues officielles au Comité mixte permanent des langues officielles figure en appendice aux Procès-verbaux et témoignages d'aujourd'hui. (*Voir appendice «OLLO-2»*)

Peter Meyboom fait une déclaration et, avec les autres témoins, répond aux questions.

À 16 h 56, par consentement unanime, le Coprésident présente le Quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, tel que modifié:

QUATRIÈME RAPPORT

Comité mixte permanent des langues officielles

Votre Sous-comité du programme et de la procédure s'est réuni le mardi 1^{er} décembre 1987 et au cours de la réunion il a été convenu:

1. That a briefing session be organized for the Members of the Committee on the renewing of the Federal-Provincial Protocol agreements on the official languages in education. Public Servants from the Secretary of State will be invited on this matter.
2. That following the Government response to the second recommendation of the Committee's Third Report, Mr. Crombie, Secretary of State of Canada be invited to appear before the Committee. The study will be oriented towards the question of the Federal government support to education of official languages minority groups, for primary, secondary and post-secondary levels throughout Canada.
3. That a representative of the Public Service Commission of Canada along with Mr. Daryl T. Bean, National President of the Alliance of the Public Service Commission of Canada be invited to appear before the Committee. The discussion will be on unanswered questions in the government's response to the Committee's questions on imperative staffing such as elimination of level "A" of bilingualism and upgrading the linguistic requirements towards level "C".
4. That an informal meeting be organized in order to meet with Ambassadors from Belgium, Switzerland, Finland, Yugoslavia, Tchechoslovakia to discuss a possible visit of the Committee in their countries. Should also be invited, the actual Commissioner of Official Languages and the two former Commissioners, Messrs Yalden and Spicer.
5. That pursuant to its mandate, the following witnesses and/or organizations be invited to appear before the Committee at a later date:

Transport Canada
 Consumer and Corporate Affairs Canada
 Royal Canadian Mounted Police
 Correctional Service Canada
 Canada Post Corporation
 Marine Atlantic
 Petro-Canada
 Air Canada
 Canadian Security Intelligence Service
 VIA Rail
 National Defence
 External Affairs.

6. That the Committee present a Report to both Houses requesting that specific directives be implemented to ensure that any popular event of national significance funded with federal contributions shall reflect Canada's linguistic duality in all its aspects.

1. Q'une séance d'information soit organisée pour les membres du Comité concernant le renouvellement du Protocole d'ententes entre le fédéral et les provinces relatif à l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde. Des fonctionnaires du Secrétariat d'État seront convoqués à cette fin.
2. Que suite à la réponse du gouvernement, à la deuxième recommandation du Troisième rapport du Comité, M. Crombie, Secrétaire d'État du Canada soit invité à comparaître devant le Comité. La question à l'étude portera sur toute la question de l'aide du gouvernement fédéral à l'enseignement aux minorités de langues officielles, pour le niveau primaire, secondaire et post-secondaire à travers le Canada.
3. Qu'un représentant de la Commission de la Fonction publique du Canada ainsi que M. Daryl T. Bean, président national de l'Alliance de la Commission de la Fonction publique du Canada soient invités à comparaître devant le Comité. La discussion portera sur les questions non résolues dans la réponse du gouvernement aux demandes du Comité soit la dotation impérative, l'élimination du niveau «A» de bilinguisme et le rehaussement général des exigences linguistiques vers le niveau «C».
4. Qu'une réunion informelle soit organisée aux fins de recevoir les Ambassadeurs de Belgique, Suisse, Finlande, Yougoslavie et Tchécoslovaquie afin de discuter d'une éventuelle visite des membres du Comité dans leur pays. Seront aussi invités l'actuel Commissaire aux langues officielles et ses deux prédécesseurs, messrs Yalden et Spicer.
5. Que dans le cadre de son mandat les témoins et/ou ministères suivant soient invités à comparaître devant le Comité à une date ultérieure:

Transports Canada
 Consommation et corporations Canada
 Gendarmerie royale du Canada
 Service correctionnel Canada
 Postes Canada
 Marine Atlantique
 Petro-Canada
 Air Canada
 Service canadien du renseignement de sécurité
 VIA Rail
 Défense nationale
 Affaires extérieures.

6. Que le Comité présente un Rapport aux deux Chambres demandant des directives précises afin que tout événement populaire d'envergure nationale, financé à même des contributions fédérales, reflète la dualité linguistique du pays dans tous ses aspects.

On motion of Léo Duguay, it was agreed,—That the Fourth Report of the Sub-committee on Agenda and Procedure, as amended, be concurred in.

The Joint Chairman presented a draft report.

On motion of Léo Duguay, it was agreed,—That the draft report under consideration be modified by adding after the words "That the Government", the following "adopt a policy and".

On motion of Léo Duguay, it was agreed,—That the draft report under consideration be adopted, as modified, as the *Committee's Fifth Report to Parliament*, and that the Joint Chairmen be instructed to table the said report in both Houses.

At 4:58 o'clock p.m., the meeting was suspended.

At 5:00 o'clock p.m., by unanimous consent, the Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated March 31, 1987 and its Order of Reference from the House of Commons dated March 31, 1987, both relating to the Report of the Commissioner on Official Languages for 1986.

Peter L. Rainboth made a statement and answered questions.

At 5:22 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Francine Lachapelle
Joint Clerk of the Committee

Sur motion de Léo Duguay, il est convenu,—Que le Quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit adopté tel que modifié.

Le Coprésident présente une ébauche de rapport.

Sur motion de Léo Duguay, il est convenu,—Que l'ébauche du rapport présentement à l'étude soit modifié en ajoutant après ces mots «Que le gouvernement» ce qui suit: «adopte une politique et».

Sur motion de Léo Duguay, il est convenu,—Que l'ébauche du rapport présentement à l'étude soit adopté, tel que modifié, en tant que *Cinquième rapport du Comité à la Chambre*, et que les coprésidents reçoivent instruction de déposer ledit rapport sur la table des deux Chambres.

À 16 h 58 la réunion est suspendue.

À 17 h 00 par consentement unanime, le Comité reprend l'étude de son Ordre de Renvoi du Sénat en date du 31 mars 1987 et l'étude de son Ordre de Renvoi de la Chambre des communes en date du 31 mars 1987 se rapportant tous deux au Rapport du Commissaire aux langues officielles de 1986.

Peter L. Rainboth fait une déclaration et répond aux questions.

À 17 h 22 le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le coggreffier du Comité
Francine Lachapelle

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, December 16, 1987

• 1537

Le coprésident (M. Desjardins): À l'ordre!

Puisque nous n'avons pas actuellement le quorum, je vais reporter l'adoption des motions. Nous passons immédiatement au point 4 de l'ordre du jour, soit un bref rapport du commissaire aux langues officielles sur les rapports soumis au gouverneur en conseil à propos du CN et de VIA Rail, ainsi que de la participation anglophone à la Fonction publique fédérale au Québec.

Monsieur le commissaire.

M. D'Iberville Fortier (commissaire aux langues officielles): Monsieur le président, vous vous rappellerez que j'ai soumis, le 19 décembre 1986 et les 12 et 16 janvier 1987, trois rapports spéciaux au gouverneur en conseil en vertu de l'article 33 de la Loi sur les langues officielles qui permet ce recours lorsqu'aucune mesure ne paraissant suffisante et appropriée au commissaire aux langues officielles n'a été prise dans un délai raisonnable par une institution fédérale mise en cause. Ces rapports traitant de violations graves à la lettre et à l'esprit de la Loi sur les langues officielles avaient également été transmis, en vertu du même article, aux Présidents des deux Chambres du Parlement le 20 janvier dernier et déposés devant ce Comité le 21. J'ai déposé le 14 décembre 1987 devant le greffier du Conseil privé et les Présidents des Chambres, avec le texte d'une déclaration sur les suites réservées à ces rapports spéciaux, celui des réponses reçues des autorités gouvernementales compétentes. J'ai maintenant l'honneur de faire de même formellement auprès de ce Comité.

Je suis heureux de vous informer que, dans les trois cas, j'ai pu accepter, les jugeant satisfaisants dans les circonstances actuelles, les réponses et les engagements des institutions concernées qui avaient été dûment approuvés par le gouverneur en conseil, ce qui leur donne un caractère solennel et une importance particulière.

Le premier rapport portait sur la langue de service. Il mettait en cause deux sociétés de la Couronne, soit le CN et VIA Rail.

Le second était consacré à la langue de travail au quartier général du ministère de la Défense nationale.

The third dealt with the inadequate level of anglophone participation in the federal Public Service in the province of Quebec. Thus, these reports touched on each of the three components of the equality between our two official languages. In a sense, they went further by formally denouncing a most shocking philosophy under which the inequalities concerning French in some areas were made somewhat more acceptable by countenancing injustices towards anglophones in other areas.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mercredi 16 décembre 1987

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Order, please.

We do not have a quorum right now, so I am going to postpone the motions. Let us go immediately over to point 4 of the agenda, which is a brief report by the Commissioner of Official Languages, on reports submitted to the Governor in Council pertaining to CN and VIA Rail, as well as anglophone participation in the federal public service in the Province of Quebec.

Mr. Commissioner, you have the floor.

Mr. D'Iberville Fortier (Commissioner of Official Languages): Mr. Chairman, you will recall that on December 19, 1986, and on January 12 and 16, 1987, I submitted three special reports to the Governor in Council pursuant to section 33 of the Official Languages Act, which allows the commissioner such recourse when he finds that no sufficient or appropriate measures have been taken within reasonable timeframes by the federal institution involved. On January 20 last, these reports dealing with serious violations to both the letter and spirit of the Official Languages Act were submitted to the speakers of both houses, pursuant to the same section. The following day, they were tabled before this committee. On December 14, 1987, in addition to a statement pertaining to the responses to the special reports received from the governmental authorities involved, I submitted those responses to the Clerk of the Privy Council as well as to the speakers of both houses. I have today, the honour of formally submitting the same documents to this committee.

I am happy to inform you that in the three cases, considering present circumstances, I have been able to accept the responses and the commitments of the organizations involved, as formerly approved, which is particularly important, by the Governor in Council.

The first report was on language of service and involved two Crown corporations, CN and VIA Rail.

The second dealt with the language of work situation at National Defence Headquarters.

The troisième traitait de l'insuffisance de la participation anglophone au sein de la Fonction publique fédérale au Québec. Ainsi, ces rapports touchaient à chacune des trois composantes de notre politique de bilinguisme. Mais à certains égards, ils allaient plus loin, puisqu'ils dénonçaient officiellement une certaine pratique selon laquelle les iniquités dont les francophones pouvaient être victimes se trouvaient être compensées par les injustices dont pouvaient souffrir certains anglophones.

[Text]

• 1540

The statement I am tabling before your committee today is a brief review of the action taken on these reports, the aim of which was to bring the government to commit itself to the adoption of appropriate solutions to serious and long-standing problems, while bringing to light certain obstacles that the present revision of the 1969 act should help to eliminate.

I would like to thank all concerned for their kind support in this matter. Each of these files will require continued follow-up by the Treasury Board and my office. For my part, I intend to follow them closely in order to ensure that in all three cases and in any other analogous situations, action is taken as quickly as possible on the proposed corrective measures.

All three reports to the Governor in Council seem clearly to have had a positive impact, which must be prolonged. I will keep the committee abreast of developments as the need arises.

In conclusion, allow me to stress the extent to which this unusual recourse has shown how important and urgent it is to make the Official Languages Act more strict and its implementation more vigorous. You know as well as I, through your work as committee members, that the 1969 act, which has served us well, is essentially permissive, and that its executory character is sometimes questioned in legal or practical terms by institutions that neglect to pay sufficient attention to its implementation.

These three cases represent a very small portion of the weaknesses that still remain under the present act. It is imperative that Bill C-72 be debated and adopted as soon as possible and that the inadequacies of the present legislation be corrected by proclaiming, for instance, the primacy of the act over other acts of Parliament by specifying the rights it acknowledges and the obligations it imposes, by increasing its protective aspects, and by giving those who have been wronged appropriate recourse, be it through the commissioner or through the courts.

As soon as I am invited to do so, I will present our comments and suggestions related to the text to the legislative committee responsible for the study of Bill C-72.

Je me réjouis que la possibilité de recourir au gouverneur en conseil ait été maintenue dans ce projet de loi, car il n'existerait autrement aucune manière spécifiquement prévue d'aller en appel dans les cas qui reposent tout autant sur nos enquêtes et vérifications que sur les plaintes des citoyens. Je peux assurer ce Comité que, conformément à l'esprit de la loi et à l'intention du législateur, je ne manquerai pas d'utiliser de nouveau ce recours quand le besoin s'en fera sentir.

Enfin, je tiens à remercier votre Comité de l'intérêt soutenu qu'il manifeste à l'endroit de toutes les améliorations apportées à la réforme linguistique. Le

[Translation]

La déclaration que je dépose aujourd'hui devant le Comité est un compte rendu succinct des suites qui ont été données à ces rapports. Ils avaient pour but d'amener le gouvernement à s'engager à mettre en oeuvre des solutions appropriées à des problèmes graves existant de longue date, et d'éclairer ainsi certains obstacles que la révision en cours de la loi de 1969 devrait permettre d'éliminer.

Je remercie les responsables du concours souvent empressé qu'ils m'ont accordé. Chacun de ces dossiers va exiger par ailleurs une attention continue de la part du Conseil du Trésor et de la nôtre, et je compte les suivre de près afin de m'assurer que dans les trois cas, et d'autres situations comparables, les redressements prévus s'amorcent dans les meilleurs délais.

Les trois rapports au gouverneur en conseil me semblent donc avoir eu un impact nettement positif, qui doit se poursuivre. Je tiendrai, s'il y a lieu, le Comité au courant des développements.

En conclusion, permettez-moi de souligner combien ce recours inusité a démontré l'importance et l'urgence de rendre la Loi sur les langues officielles plus rigoureuse et son application plus vigoureuse. Vous savez tout aussi bien que moi, grâce à vos travaux, que la loi de 1969, qui a rendu de précieux services, est surtout permissive et que son caractère exécutoire a parfois été mis en doute, en droit ou en fait, par certaines institutions négligeant d'accorder toute l'attention nécessaire à sa mise en oeuvre.

Ces trois cas ne représentent qu'une infime partie des lacunes qui perdurent sous le régime de la présente loi. Il est impérieux que le projet de loi C-72 soit débattu et adopté aussi rapidement que possible, et que l'on corrige les insuffisances de la présente législation en affirmant par exemple la primauté de cette loi par rapport aux autres lois, en précisant les droits qu'elle reconnaît et les obligations qu'elle impose, en augmentant les protections qu'elle accorde et en donnant aux personnes lésées des recours appropriés, par le biais du commissaire autant que par celui des cours de justice.

Je présenterai au comité responsable de l'examen du projet de loi C-72, dès qu'il m'y invitera, nos commentaires et suggestions relatifs à ce texte.

I am happy that recourse to the Governor in Council has been maintained in the bill. Otherwise, there would be no specifically appropriate mechanism which one might call an appeal procedure in cases that relate as much to our investigations and audits as to complaints from citizens. Let me therefore assure the committee that I will not hesitate in accordance with the spirit and letter of the act, and the intention of the legislators, to make good use of this recourse whenever the need arises.

Finally, I would like to thank your committee for the sustained interest it has shown towards improving the linguistic reform. The committee may find useful to

[Texte]

Comité jugera peut-être opportun de verser au procès-verbal le texte complet du document que j'ai déposé et qui s'intitule *Suites réservées aux rapports spéciaux du commissaire aux langues officielles au gouverneur en conseil (décembre 1986 et janvier 1987)*.

Je suis à votre disposition pour répondre à toutes les questions que l'on voudra bien me poser, soit à cette occasion, soit à une autre lorsque l'on aura pu prendre connaissance de ces documents.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur le commissaire. Sénateur David.

Le sénateur David: Au début de votre exposé, au sujet des demandes que vous avez faites, vous dites avoir reçu des réponses satisfaisantes dans les circonstances actuelles. Il semble y avoir des sous-entendus dans cette phrase. Quels sont ces sous-entendus que je soupçonne? Ou suis-je trop soupçonneux?

• 1545

M. Fortier: Le sénateur n'est pas trop soupçonneux, il faut bien le dire. Il s'agit de trois dossiers extrêmement complexes. Je puis vous donner un exemple très simple des raisons pour lesquelles j'ai formulé cette réserve.

Dans le cas de CN et de Via Rail, deux principaux syndicats sont en jeu. Le renouvellement de la convention collective a eu lieu avec l'un de ces syndicats, mais n'a pas eu lieu avec le second. Il aura lieu en 1988. C'est justement ce second syndicat qui contrôle la plus grande partie des rapports avec le public, c'est-à-dire le contrôle des billets et d'autres opérations qui impliquent un contact direct avec le public. On nous a donné satisfaction sur le plan des soins d'urgence. Nous avons une préoccupation relative à la sécurité. Nous avons reçu des assurances pour ce qui est des soins d'urgence, mais il y a un silence complet en ce qui a trait à l'utilisation des langues dans des situations d'urgence où la santé et la sécurité des passagers pourraient être compromises. Nous avons jugé ceci acceptable, parce qu'il faut attendre que la prochaine convention collective soit conclue, mais nous avons dû le faire avec réserve.

Le coprésident (M. Desjardins): On me signale qu'on prendra note de votre rapport dans le procès-verbal. Merci, monsieur le commissaire.

Le Comité reprend ses travaux. Nous recevons aujourd'hui des représentants du ministère des Pêches et des Océans. Nous avons le privilège d'avoir avec nous le sous-ministre, M. Peter Meyboom.

Avant de vous donner la parole, monsieur le sous-ministre, j'aimerais vous rappeler qu'un sous-ministre de votre ministère a comparu devant ce Comité à deux reprises en 1981. À l'époque, nous avons déclaré que votre ministère possédait l'un des plus tristes dossiers quant aux langues officielles. Dans le rapport du commissaire aux langues officielles de 1986, on constate

[Traduction]

append to its proceedings the text of the statement I am submitting that is called *Responses to the Commissioner's Special Reports to the Governor in Council (December 1986, January 1987)*.

I am in your hands for any questions you might like to ask, now or whenever you have read those documents.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Commissioner. Senator David.

Senator David: You said, at the outset, that considering present circumstances, you have been able to accept the responses. Is there some kind of innuendo in this statement? Am I being overly suspicious?

Mr. Fortier: As a matter of fact, Senator, you are not being overly suspicious. Those are three complex cases. Let me briefly explain to you, through a simple example, why I made that statement.

As for CN and VIA Rail, they mainly have to deal with two unions. The collective agreement with one union has been renewed, but not with the other one. This will take place in 1988. That second union is precisely the union controlling most of the work involving some kind of relationship with the clientele, like ticket control or direct contact with the public. We got satisfaction in the area of emergency planning. We had certain concerns in the area of safety. We got some assurance in the area of emergency health care, but nothing whatsoever has been said pertaining to the use of both languages in emergency situations, when health and security of passengers might be at stake. Considering we will have to wait for the next collective agreement, this did not seem acceptable to us, and we had some reservations.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I am told that we will append your report to the proceedings. Thank you, Mr. Commissioner.

The committee resumes consideration of its order of reference. We receive today representatives from the Department of Fisheries and Oceans. We have the honour to have with us Mr. Peter Meyboom, Deputy Minister.

Before I give you the floor, Mr. Deputy Minister, I would like to remind you of the fact that another deputy minister with your department testified twice before this committee in 1981. The committee concluded at that time that the record of your department as far as official languages are concerned was one of the worst ones. The 1986 report of the Commissioner does not notice any

[Text]

une stagnation. Pour nous, c'est une situation intolérable à première vue.

Au niveau de la participation équitable, on trouve 15 p. 100 de francophones dans votre ministère. Cela place votre ministère à côté d'organismes comme la GRC et le Service canadien du renseignement de sécurité que nous avons dénoncés à ce Comité. J'ai même remarqué qu'il y avait eu une diminution des francophones à votre ministère depuis un an.

Cela dit, monsieur Meyboom, on va vous laisser le loisir de vous expliquer, mais veuillez d'abord nous présenter les gens qui vous accompagnent.

M. Peter Meyboom (sous-ministre des Pêches et des Océans): Merci, monsieur le président. Je vais d'abord vous présenter mes collègues. Ce sont M. David Tobin, directeur général des Opérations de pêches dans l'Atlantique; M. Victor Rabinovich, sous-ministre adjoint aux Affaires internationales; M. Jean Chandonnet, directeur général du Personnel; et M^{me} Michelle Chartrand, directrice des Ressources humaines.

Mr. Chairman, we have given you a number of documents that provide you and the members of your committee with the overall picture of the language situation in the Department of Fisheries and Oceans. Seven years have elapsed since the department first appeared before the Standing Joint Committee on Official Languages.

• 1550

This appearance and subsequent follow-up measures have had the desired effect of awakening management's conscience towards official languages in my department. As a result, I am pleased to report to the committee many positive developments and achievements. This is a rather cautious statement, however; notwithstanding the definitive gains I think we have made, much remains to be done to improve the performance and implementation of this important program in the Department of Fisheries and Oceans.

At the outset, I would like to take a moment to review a few of the major organizational changes that have taken place within DFO since 1981 under my two predecessors, Mr. Donald Tansley and Dr. Arthur May. You will understand that these events have had a significant impact upon, and indeed continue to contribute to, the attainment of official languages objectives.

Premièrement, nous avons créé la Région du Golfe en 1982, regroupant ainsi les employés francophones du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'est de la Nouvelle-Écosse et de l'ouest de Terre-Neuve. C'est notre région modèle si l'on en juge par les résultats suivants qui ont été atteints grâce à l'engagement exemplaire et personnel de nos gestionnaires régionaux envers le Programme des langues officielles.

[Translation]

improvement, a situation which would be intolerable, at first glance.

In the area of equitable participation, we find 15% of francophones in your department. That kind of record would compare with agencies like the RCMP or the Canadian Security Intelligence Service, that we both denounced at this committee. I even noticed some decrease in the francophone participation within your department for about a year.

You will have all latitude to explain the situation to us, Dr. Meyboom, but you might first introduce your officials.

Mr. Peter Meyboom (Deputy Minister, Department of Fisheries and Oceans): Thank you, Mr. Chairman. I would like first to introduce the officials with me. Mr. David Tobin, Director General, Operations Directorate, Atlantic Fisheries Service; Mr. Victor Rabinovich, Assistant Deputy Minister, International Relations; Mr. Jean Chandonnet, Director General of Personnel; and Mrs. Michelle Chartrand, Director, Human Resources Branch.

Monsieur le président, vous avez reçu un certain nombre de documents qui vous donnent une image globale de la situation linguistique au ministère des Pêches et Océans. Il y a sept ans, le ministère comparaisait pour la première fois devant le Comité mixte permanent des langues officielles.

Cette comparution et la mesure de suivi subséquente ont eu l'effet escompté de concientisation de nos gestionnaires envers les langues officielles dans mon ministère. Je suis donc en mesure aujourd'hui de vous faire part de plusieurs progrès et développements positifs en ce domaine. Cependant, je fais cet énoncé de façon prudente, puisqu'en dépit des gains réels accomplis il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la mise en oeuvre de ce programme important au sein du MPO.

J'aimerais tout d'abord vous parler des changements organisationnels survenus au ministère depuis 1981 sous l'égide de mes deux prédécesseurs, M. Donald Tansley et M. Arthur May. Ces changements ont eu et continuent d'avoir une incidence marquée sur l'atteinte des objectifs en langues officielles.

First, the establishment of the Gulf Region in 1982, which brought together francophone employees of New Brunswick, Quebec, Prince Edward Island, eastern Nova Scotia and western Newfoundland. We consider the Gulf to be our model region, on the basis of the following positive results achieved through the personal and exemplary commitment of regional managers to the Official Languages Program.

[Texte]

Les statistiques, j'espère, parlent d'elles-mêmes, puisque 42.1 p. 100 de nos employés du Golfe sont francophones, bien au-dessus de l'objectif de représentation équitable de 33.3 p. 100 pour la province du Nouveau-Brunswick. Ce bassin d'employés francophones a grandement amélioré l'usage du français comme langue de travail. De plus, notre capacité d'offrir des services bilingues au public a progressé de façon significative, puisqu'à la fin de septembre 1987, 90.7 p. 100 des titulaires satisfaisaient aux exigences linguistiques de leur poste.

Deuxièmement, en 1984, Québec s'est détaché de la région du Golfe pour former une nouvelle région à part entière et, par la suite, le Ministère a repris l'administration des pêches de cette province.

Enfin, nous avons créé l'Institut Maurice-Lamontagne, parrainé par l'ancien ministre des Pêches et des Océans, le sénateur Pierre De Bané. L'Institut a officiellement ouvert ses portes en juin de cette année et achève la phase de recrutement. Déjà il est reconnu comme l'un des centres de recherche de pointe dans le monde, où les savants et les professionnels travaillent en français dans tous les domaines scientifiques, y compris la recherche sur les pêches et les études hydrographiques et océanographiques.

When I became deputy minister of Fisheries and Oceans in January 1986, one of the early challenges I faced was the implementation of a major person-year reduction, in compliance with the government-wide initiative to reduce staff.

DFO has to date reduced its strengths by 654 person-years and must, by 1990, effect a further reduction of 143 person-years in order to reach its objective of 11% overall reduction. The department's population is now 6,023, and is largely decentralized. More specifically, 89% of its employees are found in the regions, with roughly 72% of the overall work force located on either the Atlantic or Pacific coast.

Another important responsibility that awaited me was to increase the efficiency of this leaner department at a time when its mandate was becoming larger and more complex. This goal became feasible in October 1986, when Treasury Board Ministers approved a revised corporate structure designed to change in a fundamental way the department's organization and management practices.

This new structure reflects a method of sectoral management, each sector being headed by an assistant deputy minister. It has led to the creation of a single corporate focus under the senior assistant deputy minister, Corporate and Regulatory Management, who has, as one of his prime responsibilities, human resource management and official languages. That person is Mr. Louis Tousignant. I had hoped that he would be with me this afternoon to meet with you, but he is manning the centre we established to deal with the mussel crisis.

[Traduction]

The statistics are very eloquent, since they reveal that 42.1% of our Gulf employees are francophones, well beyond the equitable representation objective of 33.3% for the Province of New Brunswick. The presence of this critical mass of francophone employees has had the very positive effect of promoting the use of French as the language of work. Also, our bilingual capacity to provide service to the public has progressed significantly since at the end of September 1987, 90.7% of incumbents met the language requirements of their positions.

Secondly, 1984 saw Quebec reinstated as a regional entity separate from that of a satellite to the Gulf Region and subsequently the department took over the administration of Quebec fisheries.

Finally, we established the Maurice-Lamontagne Institute under the sponsorship of the former Minister of Fisheries and Oceans, Senator Pierre De Bané. The institute was officially opened in June 1987 and is in the final stages of recruitment. Already, it is recognized as one of the world's leading research centres, where professionals and scientists conduct their work in French in all scientific fields including fisheries research and oceanographic and hydrographic studies.

J'occupe le poste de sous-ministre des Pêches et Océans depuis janvier 1986. L'un des premiers défis que j'ai dû relever fut la mise en oeuvre d'un programme majeur de réduction d'années-personnes selon la politique du gouvernement sur la réduction du personnel.

À ce jour, le ministère a subi une réduction de 654 années-personnes et doit encore, d'ici 1990, effectuer une réduction de 143 années-personnes pour atteindre l'objectif de 11 p. 100. Nous avons maintenant 6,023 employés dont la majeure partie, c'est-à-dire 89 p. 100, se trouvent dans les régions. De ce nombre, environ 72 p. 100 sont localisés soit sur la côte de l'Atlantique soit sur celle du Pacifique.

Une autre responsabilité qui m'incombait était celle d'augmenter l'efficacité de ce ministère devenue plus mince au moment même où sa mission devenait plus large et plus complexe. Ce but est devenu plus facile à atteindre lorsqu'en octobre 1986 les ministres responsables du Conseil du Trésor ont accordé leur approbation à une nouvelle structure intégrée visant à changer, de façon fondamentale, l'organisation et les méthodes de gestion du ministère.

Cette nouvelle structure reflète la méthode de gestion sectorielle, chaque secteur ayant à sa tête un sous-ministre adjoint. Ceci nous a amené à créer un point central de services intégrés sous l'autorité du sous-ministre adjoint principal, services intégrés de gestion et de réglementation, dont l'une des principales responsabilités est la gestion des ressources humaines et des langues officielles. Il s'agit de M. Louis Tousignant. J'espérais qu'il m'accompagnerait cet après-midi pour vous rencontrer, mais il doit diriger le centre que nous avons établi, suite aux incidents impliquant les moules.

[Text]

• 1555

The other sectors are science, Atlantic fisheries, and Pacific and freshwater fisheries. Other areas of accountability include policy and program planning and international relations, all of which operate out of the headquarters in Ottawa. This reorganization has led to the strengthening and streamlining of the department's field operations, achieved by reducing the number of DFO regions from 11 to 6. Our regions are in Newfoundland, Scotia—Fundy, Gulf, Quebec, Central and Arctic, and Pacific.

First and foremost, it has substantially increased managerial accountability throughout the department, and the regional directors general now report to me directly for the science resources and for program delivery. One such program is the official languages program, and I am pleased to report that throughout the implementation of the above changes, official languages considerations have been of constant and primary importance.

Permettez-moi de vous décrire la situation du MPO par rapport aux trois volets du Programme des langues officielles: représentation équitable, langue de travail et service au public. Je commenterai aussi sur la gestion du programme.

Représentation équitable: La représentation francophone a augmenté de façon substantielle au ministère, passant de 9.5 p. 100 en 1981 à 15 p. 100 en 1987. La représentation francophone a connu un sommet en 1985, et nos gestionnaires ont constamment cherché à la maintenir tout au long de l'exercice de réduction des effectifs.

En 1982, nous avons fixé des objectifs de représentation francophone pour des sous-groupes spécifiques à l'administration centrale ainsi que dans les régions. L'objectif général de représentation des sous-groupes était de 25 p. 100 à l'administration centrale. En ce moment, nous avons atteint 21.7 p. 100 pour les analystes financiers; 30.7 p. 100 pour les agents d'administration; 28.6 p. 100 pour les agents d'information aux niveaux 5 et 6; et 20 p. 100 pour les cartographes.

Pour la région de Scotia-Fundy, l'objectif de représentation équitable était de 3.7 p. 100 et on a déjà atteint 3.3 p. 100. Pour la région du Golfe, l'objectif était de 33.3 p. 100 et nous avons atteint 42.1 p. 100. Au Québec, l'objectif de représentation anglophone était de 9.8 p. 100 et nous avons atteint 8 p. 100.

Pour les deux plus grands groupes d'occupation de première ligne, les inspecteurs et les agents de pêches, la représentation est de 21.3 p. 100 et 20.7 p. 100 respectivement.

Nos résultats de participation francophone pour les autres catégories d'occupation à l'administration centrale du Ministère, en particulier la catégorie de la gestion, celle des scientifiques et professionnels et la catégorie technique, ne sont pas entièrement satisfaisants, mais nous

[Translation]

Les autres secteurs sont: les sciences; les pêches de l'Atlantique; les pêches du Pacifique et en eaux douces. Les autres secteurs d'imputabilité comprennent les politiques et la planification de programmes et les relations internationales. Ces secteurs sont également gérés par l'administration centrale à Ottawa. Cette réorganisation a renforcé et rationalisé les opérations du ministère en réduisant le nombre des régions du MPO de 11 à 6 (Terre-Neuve, Scotia—Fundy, le Golfe, Québec, le Centre et Arctique et le Pacifique).

Tout d'abord et de première importance, cela a grandement augmenté l'imputabilité des gestionnaires dans tout le ministère en exigeant que mes directeurs régionaux généraux se rapportent directement à moi pour les ressources qui leur sont allouées et l'exécution de leurs programmes. L'un de ces programmes est celui des langues officielles et il me fait plaisir de vous informer que durant la mise en oeuvre de tous ces changements, nous avons accordé une importance primordiale et constante à l'aspect des langues officielles.

Allow me now to describe to you DFO's situation in relation to the three aspects of the Official Languages Program: equitable representation, language of work and service to the public. I will also comment on management of the program.

Equitable representation: Francophone representation has increased significantly throughout the department from 9.5% in 1981 to 15% in 1987. Francophone representation peaked in 1985 and it has been a constant preoccupation of departmental management throughout the current downsizing exercise to maintain this level of representation.

In 1982, objectives for francophone representation were set for specific subgroups at departmental headquarters and in the regions. The general target identified for representative subgroups at headquarters was 25%. To date, we have achieved 21.7% for financial analysts; 30.7% for administrative officers; 28.6% for information officers at levels 5 and 6; and 20% for cartographers.

The objectives set for equitable representation in our Scotia-Fundy region was 3.7% and the representation attained is 3.3%; in the Gulf Region, it was 33.3% and we have attained 42.1%. In the Quebec region, 9.8% was the goal and 8% has been achieved.

And in the departments' two largest frontline occupational groups, the inspector and fishery officer groups, representation is at 21.3% and 20.7% respectively.

Our track record for francophone participation in other occupational categories at departmental headquarters, particularly in the management, scientific and professional, and technical categories, is less than perfect but efforts continue to be made to improve the

[Texte]

continuons nos efforts pour les améliorer. J'ai accordé la priorité à la catégorie de la gestion et j'ai donné des directives à mes gestionnaires pour qu'ils mettent en oeuvre des mesures concrètes pour augmenter la représentation francophone de cette catégorie à 24.1 p. 100 d'ici la fin de décembre 1988. Par exemple, nous avons créé, en 1986, un répertoire de 17 employés francophones ayant démontré le potentiel voulu pour occuper un poste parmi les rangs de la gestion supérieure. J'effectue personnellement le contrôle de l'utilisation de ce répertoire pour m'assurer que ces employés sont considérés à chaque dotation d'un poste supérieur.

• 1600

Parlons maintenant de la langue de travail.

Our most important achievement in this area is that our working documents are now produced in both official languages.

Much remains to be done, however, to improve this aspect of the Official Languages Program, because English continues to be the language used spontaneously in the work milieu. I realize that the ideal solution to this problem is to increase our critical mass of francophones. Strategies we are using in this respect include: sponsoring pre-employment university-level study programs; increased interface with the francophone scientific community; and increased interest in summer employment programs.

The department is also actively represented on the senior and the departmental committee to promote the use of French as a language of science.

In house, we are committed to ensuring the availability of all technical and professional training courses in both official languages. This has been largely achieved for existing programs. Training modules currently being designed for our inspection staff will be offered in the participants' first official language.

The third element, service to the public, has seen a marked improvement throughout the Maritime provinces and at our departmental headquarters, although I readily admit our performance in the western provinces is lacking in terms of the number of bilingual positions to serve the public. However, a large number of employees from our anglophone regions take advantage of French language training for career advancement or personal development purposes, representing a general and steady increase in participation over the last several years.

A publications committee has been formed to oversee the implementation of the departmental publishing policy for public information publications and scientific and technical information publications, in accordance with the provisions of the Official Languages Act.

[Traduction]

situation. The management category is my immediate priority and I have directed my senior managers to implement concrete measures to increase representation to 24.1% by December 1988. As an example, an inventory of 17 francophone employees with demonstrated potential to enter the senior management ranks was created in 1986 and I personally review the use of the inventory to ensure that these employees are duly considered each time a senior position is staffed.

I shall now speak of the language of work.

Notre meilleur succès dans ce domaine réside dans le fait que nos instruments de travail sont maintenant produits dans les deux langues officielles.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour améliorer cet aspect du Programme des langues officielles, vu que l'anglais demeure la langue la plus spontanément utilisée dans notre milieu de travail. Je me rends compte qu'une augmentation de la masse critique de nos employés francophones représente la solution idéale à ce problème. C'est pourquoi, parmi nos stratégies actuelles à cet égard, se retrouve le parrainage de programmes pré-emploi pour des étudiants du niveau universitaire, une augmentation du nombre de contacts avec la communauté scientifique et un intérêt accru envers les programmes d'emploi d'été.

De plus, mon ministère participe activement à un comité exécutif interministériel dont le but est de promouvoir l'usage du français dans le domaine des sciences.

Au sein du ministère, nous nous assurons que tous les cours techniques et professionnels sont disponibles dans les deux langues officielles. Ceci est vrai pour les programmes actuels. Nous élaborons présentement des cours de formation à l'intention du personnel d'inspection et ces cours seront offerts dans la première langue officielle des participants.

Pour ce qui est du troisième domaine, service au public, nous nous sommes beaucoup améliorés dans les provinces Maritimes et à l'administration centrale, bien que je dois avouer franchement que nos réalisations dans les provinces de l'Ouest sont déficientes pour ce qui est du nombre de postes bilingues pour servir le public. Cependant, un bon nombre de nos employés des régions anglophones profitent de la formation linguistique aux fins d'avancement de leur carrière ou de perfectionnement personnel; cette tendance s'est accentuée au cours des dernières années.

Un comité des publications a été formé pour contrôler la mise en oeuvre de la politique ministérielle sur les publications d'intérêt général et les publications scientifiques et techniques, en conformité avec les exigences de la Loi sur les langues officielles.

[Text]

Studies were conducted in the Scotia—Fundy and Gulf regions to assess the level of satisfaction of the population, vis-à-vis, the department's service to the public. The results were generally satisfactory. Nevertheless, we have been offering specialized, technical French terminology courses on a regular basis to enhance the quality of the bilingual service offered by our officers on inspection and enforcement matters.

In addition, a community relations officer, French and science, has been appointed recently in the Scotia—Fundy region, to cope with immediate demands for francophone and scientific communications and to help work out future approaches. The Scotia—Fundy region has also been co-operating with the *Fédération acadienne de la Nouvelle-Ecosse* to mutually explore creative options for the provision of services to francophone clients in areas of significant demand, namely, Sydney—Arichat, Yarmouth—Clare County and Halifax—Dartmouth.

In closing, I wish to reiterate that my goal of increasing accountability in the management and delivery of departmental programs has been largely achieved in the past two years. The attainment of official languages objectives is now clearly the responsibility of our senior managers, be they assistant deputy ministers or regional directors general, who report directly to me. To support this increased managerial accountability, a well-structured system for planning, implementation, monitoring and control has been introduced throughout the department's integrated work planning and mid-year review process and also via the performance review and appraisal exercise and the audit function of the department.

I personally monitor the progress made with respect to official languages objectives, and I hope that I am providing the leadership for change. As a result, I think that the official languages program in the Department of Fisheries and Oceans is more visible. This accrued visibility is directly attributable to the fact that program implementation rests where it belongs, namely with line managers supported by a vigilant administrative function.

• 1605

Mr. Chairman, for the use of your committee, I have a copy of our department's three-year action plan on official languages. It will be submitted to the Treasury Board in January, 1988, as part of a multi-year human resource plan. This plan addresses the many areas of concern we are earnestly working to resolve and its implementation will ensure that we continue to make progress. I can also assure you of my personal commitment to the plan, and I will be pleased to discuss it with your committee.

I am grateful for your understanding about my presence here this afternoon. I have been asked by the two responsible Ministers to meet with them later to talk

[Translation]

Des études sur le degré de satisfaction de la population par rapport au service au public fourni par le ministère ont été effectuées dans les régions du Golfe et de Scotia—Fundy. Les résultats ont été généralement satisfaisants. Quoi qu'il en soit, nous avons régulièrement offert des cours techniques spécialisés de terminologie française pour améliorer la qualité des services bilingues offerts par nos agents en matière d'inspection et de réglementation.

De plus, nous avons nommé un Agent de relations communautaires—Français et Science dans la région de Scotia—Fundy, pour répondre aux demandes pressantes de communications scientifiques et francophones et déterminer notre approche future dans ces domaines. La région de Scotia—Fundy a également coopéré avec la Fédération acadienne de la Nouvelle-Ecosse pour rechercher conjointement des initiatives nouvelles de service à la clientèle francophone dans les endroits de demande importante (c'est-à-dire Sydney, Arichat, Yarmouth, le comté de Clare et Halifax—Dartmouth).

En terminant, je désire réitérer que mon but d'augmenter l'imputabilité de la gestion et de l'exécution des programmes ministériels a largement été atteint au cours des deux dernières années. L'atteinte des objectifs des langues officielles est maintenant la ferme responsabilité des gestionnaires supérieurs (sous-ministres adjoints et directeurs généraux) qui se rapportent directement à moi. Pour appuyer cette imputabilité accrue, j'ai introduit un système bien structuré de planification, de mise en oeuvre, de surveillance et de contrôle par le biais des processus intégrés des plans de travail ministériels annuels et des revues semi-annuelles ainsi que par l'exercice d'évaluation et de revue de la performance et par la fonction de vérification ministérielle.

Je surveille personnellement les progrès en matière de langues officielles et j'assume un rôle de leadership pour le changement. Ceci résulte en une visibilité accrue du programme des langues officielles au MPO. On peut directement attribuer cette plus grande visibilité au fait que la mise en oeuvre du programme revient à qui de droit—c'est-à-dire aux cadres hiérarchiques, et au fait que l'administration du programme demeure vigilante.

Monsieur le président, pour la gouverne de votre Comité, j'aimerais vous remettre une copie du plan d'action des langues officielles, couvrant une période de trois ans, que je soumettrai au Conseil du Trésor en janvier 1988 dans le cadre du plan pluriannuel des ressources humaines. Ce plan d'action tient compte des aspects du programme que nous devons améliorer et nous continuerons à faire des progrès grâce à sa mise en oeuvre. Je me suis engagé personnellement à faire réaliser ce plan, et je suis tout à fait disposé à en discuter avec votre Comité.

Je vous sais gré de m'avoir permis de comparaître cet après-midi. Les deux ministres responsables m'ont prié de les rencontrer plus tard aujourd'hui afin de discuter de la

[Texte]

about what is happening. I am very grateful that you agreed I could leave a little early. Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you for your presentation, sir.

Sénateur Guay.

Le sénateur Guay: Monsieur, je crois que vous avez de bonnes intentions. Je crois vraiment ce que vous nous dites, mais je vais vous donner une idée de ce que pensent les gens du Comité. Quand divers ministères viennent faire un rapport à notre Comité, ils ont toujours des suggestions pour l'avenir, comme votre programme de trois ans débutant en 1988. Par exemple, quand nous avons situé le *Fresh Fish Marketing Plant* au Manitoba, à Saint-Boniface, j'ai fait une intervention assez importante pour que l'usine soit dans ma circonscription, qui est maintenant représentée par le député Duguay. À cette époque, la circonscription comprenait Transcona, Saint-Boniface, Saint-Vital et Springfield. Je croyais que l'usine devait être construite à Transcona, sur *Plessis Road*, plutôt qu'à Selkirk, où il en aurait coûté plus cher pour apporter le poisson. C'est ce qu'on disait à l'époque, et je crois que c'est encore vrai aujourd'hui. Avec toutes les suggestions qu'on a faites, nous avons réussi à obtenir que l'usine soit construite dans la circonscription de Saint-Boniface de l'époque. C'était un endroit extraordinaire pour avoir des employés bilingues, des employés de tous les groupes ethniques de l'arrondissement. Telles sont les raisons pour lesquelles nous avons fait cette suggestion.

J'ai été déçu en 1981 et je le suis encore aujourd'hui, bien que vous disiez que la représentation des francophones a augmenté à 15 p. 100 du nombre total d'employés qui est de 6,023. Vous n'avez cependant pas parlé d'augmentation dans l'Ouest canadien. Je vois que sur environ 574 employés dans la région de l'Ouest, il n'y a que quatre bilingues. Quatre bilingues dans l'Ouest! J'ai toujours dit aux gens du Québec: Le Canada est un pays bilingue; servez-vous de votre langue si vous le voulez. Mais dans vos bureaux dans l'Ouest, un Québécois qui voudrait parler français ne le pourrait pas. Même les réceptionnistes ne sont pas capables de répondre au téléphone, ni à l'usine, ni ailleurs. Donc, c'est encore très médiocre.

• 1610

You said you readily admit that your performance in western provinces is lacking in terms of number of bilingual positions to serve the public.

It is lacking? It is not there! I would like to know where those four employees are. I will come to this in a moment.

We were also told in 1981 by the deputy minister that he was very interested in helping the situation, too. The deputy minister at the time maintained that the problems revealed by the language audit by the Office of the Commissioner of Official Languages were due to the fact that the department was only two years old, and that he himself had also had other problems to cope with. Listen

[Traduction]

situation. Je vous remercie de m'avoir permis de vous quitter un peu plus tôt. Merci bien.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci de votre présentation.

Senator Guay.

Senator Guay: Sir, I think your intentions are quite good. I really believe in what you have said, but let me just give you an idea of what the members of the committee are thinking. When various departments report to our committee, they always have some proposals for the future, like your three-year program beginning in 1988. For instance, when we located the Fresh Fish Marketing Plant in Manitoba, in St. Boniface, I pressed hard to have it located in my riding, which is now represented by the Mr. Duguay. At that time, that riding included Transcona, St. Boniface, St. Vital and Springfield. I thought the plant would be built in Transcona, on Plessis Road, rather than in Selkirk, where delivering the fish would have been costlier. This is what was said at the time, and I think it is still true today. With all the proposals that were made, we did manage to have the plant sited in what was then the St. Boniface riding. It was an extraordinary location for getting bilingual employees, employees from all the ethnic groups in the area. Those were the reasons why we had made such a proposal.

I was disappointed in 1981 and I still am today, although you have said that francophone representation has increased to 15% of the total number of employees, that is 6,023. However, you did not mention an increase in western Canada. I see that out of some 574 employees in the western region only 4 are bilingual. Four bilingual people in the West! I always say to people in Quebec: Canada is a bilingual country; use your language if you wish. But in your western offices, a Quebecker who would like to speak French could not do so. Even receptionists are not able to answer the phone, neither in factories nor elsewhere. So, it is still very mediocre.

Vous avez dit admettre aisément que dans les provinces de l'Ouest votre performance laisse à désirer quant au nombre de postes bilingues pour servir le public.

Elle laisse à désirer? Disons qu'elle est nulle! J'aimerais savoir qui sont ces quatre employés. Je reviendrai là-dessus dans un moment.

En 1981 déjà, le sous-ministre nous disait qu'il tenait à améliorer la situation. Il disait à l'époque que les problèmes que révélait la vérification linguistique effectuée par le Bureau du commissaire aux langues officielles tenaient à ce que le ministère n'était créé que depuis deux ans, et que lui-même avait aussi d'autres problèmes à résoudre. Écoutez ceci: il avait d'autres

[Text]

to this: He had other problems besides the official languages. Is that not something? Furthermore, it was very hard to recruit French-speaking scientists.

He said the creation of a new bilingual region in the Gulf region would solve the problem of bilingualism in the Maritimes—not the West, but the Maritimes. The deputy minister also said his department was going to set up a bursary program to attract francophone scientists.

I am going to stop there because my time is limited. I am going to ask whether it was ever set up. Who got the bursary? Whom did your department speak to when they set this up? What kind of results did you get? Did you go to the French universities—Moncton or St. Boniface, for example? I phoned St. Boniface College today and they had not heard a thing about it, so I do not even have to ask him the question. They were not communicated. Is it the oldest university in western Canada, yet your department does not even communicate with them. This might give you an idea, sir, where you might be able to make some communication with your new personnel you are setting up.

M. Meyboom: En ce qui concerne nos bonnes intentions, j'espère que ce que nous vous avons présenté aujourd'hui est plus que de bonnes intentions. Nous vous avons présenté un tas de statistiques. Sauf dans la région de l'Ouest, parce que le sénateur a absolument raison en ce qui concerne l'Ouest, et à Ottawa, nous avons fait du progrès, comme les statistiques le démontrent.

L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce est une société de la Couronne. Les statistiques de cette société ne sont pas incluses dans les statistiques que nous vous avons données. Comme cette société de la Couronne ne fait pas partie de mon Ministère, il m'est difficile de commenter la situation.

Le sénateur Guay: Je comprends cela, mais je reviens au fait qu'il n'y a eu aucune augmentation dans l'Ouest canadien. Nous avons encore le même problème qu'il y a six ans. Vous m'excuserez d'avoir inclus l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce dans mes commentaires, mais il demeure encore vrai que la situation n'est pas meilleure qu'elle était à l'époque. Vous avez peut-être de bonnes intentions, et je vous ai dit que je le croyais, mais avoir de bonnes intentions et obtenir des résultats sont deux choses différentes.

• 1615

Vous n'avez pas parlé du programme d'octrois et des résultats que vous avez obtenus. Je vous ai aussi posé cette question.

M. Meyboom: Dans les documents que nous avons donnés, à la page 1, il y a un sommaire des ententes avec les universités francophones, et du programme de bourses avec les universités suivantes: l'Université de Moncton en biologie marine, etc.

[Translation]

problèmes outre les langues officielles. N'est-ce pas incroyable? De plus, il était très difficile de recruter des scientifiques francophones.

Il a dit que la création d'une nouvelle région bilingue dans celle du Golfe résoudrait les problèmes de bilinguisme dans les Maritimes, pas dans l'Ouest, mais dans les Maritimes. Le sous-ministre a dit aussi que le ministère allait créer un programme de bourses pour attirer des scientifiques francophones.

Je vais m'arrêter là car mon temps d'intervention est limité. Ce programme a-t-il été établi? Qui a obtenu des bourses? À qui votre ministère a-t-il parlé lorsqu'il a établi ce programme? Quels en ont été les résultats? Vous êtes-vous adressés aux universités francophones, celles de Moncton ou de Saint-Boniface, par exemple? J'ai téléphoné aujourd'hui au Collège de Saint-Boniface, qui n'en a jamais entendu parler, alors je n'ai même pas eu besoin de poser cette question. Personne n'a communiqué à ce sujet avec cette université, qui est la plus ancienne de l'Ouest du Canada et que votre ministère ne juge même pas bon d'informer. Voilà qui pourrait vous donner une idée, monsieur, sur les contacts que pourrait prendre le nouveau personnel que vous allez engager.

Dr. Meyboom: As far as our good intentions are concerned, I hope what we have presented to you today is more than that. We have submitted lots and lots of statistics. Except in the West, because the Senator is absolutely right about that region, and Ottawa, we have made some progress, as the statistics show.

The Freshwater Fish Marketing Corporation is a Crown corporation. Statistics for this corporation are not included in the data we have just given you. As this Crown corporation is not part of my department, it is difficult for me to comment on its situation.

Senator Guay: I understand that, but I come back to the fact that there has been no increase in the West. The problem is still the same as six years ago. I apologize for including the Freshwater Fish Marketing Corporation in my comments, but it is still true that the situation is no better than it was. You may have good intentions, and as I told you I do believe it, but good intentions are one thing and results are another.

You did not talk about the grant program and its results. I asked you about that too.

Dr. Meyboom: In the documents we gave you, on page 1, there is a summary of the agreements with francophone universities and of the bursary programs with the following universities: Moncton, in marine biology, etc.

[Texte]

Le sénateur Guay: Je ne m'intéresse seulement qu'à l'Ouest canadien pour le moment. J'ai vu le reste.

M. Meyboom: L'Université de Saint-Boniface est incluse dans notre plan d'action de l'année prochaine.

Le sénateur Guay: Encore pour l'avenir!

M. Meyboom: Je regrette, monsieur.

Le sénateur Guay: On attend toujours.

M. Meyboom: Vous avez absolument raison en ce qui concerne l'ouest du Canada.

Senator Guay: What use do you make of the imperative staffing mechanism to fill positions designated bilingual, especially in bilingual regions, such as mine? What kind of recruitment programs are you running on the campuses of French-language universities? I asked you this a while ago, and you did not answer it. Did it include Moncton, St. Boniface, and others, even Quebec?

Je crois que vous devriez entretenir une communication constante avec les collèges universitaires, Saint-Boniface, Moncton, Québec et les autres, une communication avec les doyens des facultés des arts et des sciences. Par exemple, à Saint-Boniface, M. André Fréchette serait très heureux que quelqu'un de votre ministère rencontre les étudiants en sciences pour leur parler du travail à votre ministère. Ils pourraient devenir des professionnels exactement comme ceux que vous voulez. Vous pourriez même donner une idée des salaires. Ils pourraient poursuivre le cours universitaire qu'ils ont déjà commencé. Notre Comité en a fait la demande, mais personne ne va les voir. Le doyen, M. Ruest, me disait cet après-midi, quand je lui ai téléphoné, que vous ne communiquez pas avec eux. Il me semble que vous devriez le faire si vous voulez avoir des francophones dans l'Ouest. La plupart de ces étudiants sont des bilingues. Ces scientifiques suivent des cours en français. Si vous voulez leur numéro de téléphone, je vais vous le donner. C'est le 1-204-233-0210. Demandez M. Fréchette ou le doyen, M. Ruest.

Je reviens à ma question.

What use do you make of the imperative staffing mechanism to fill positions designated as bilingual? Do you do any advertising in western Canada in the French papers?

M. Meyboom: Si vous me le permettez, je vais demander à M. Chandonnet, notre directeur général du Personnel, de répondre à cette question.

M. Jean Chandonnet (directeur général du Personnel, ministère des Pêches et des Océans): Monsieur le sénateur, nous avons communiqué avec tous les collèges connus, peut-être pas à plusieurs reprises, mais à deux reprises.

Le sénateur Guay: En ce cas, vous ne connaissez pas le Collège de Saint-Boniface, parce que vous n'avez pas communiqué avec lui.

[Traduction]

Senator Guay: I am not only interested in the West for the moment. I have seen the rest.

Dr. Meyboom: St. Boniface University is included in our action plan for next year.

Senator Guay: Still for the future!

Dr. Meyboom: I am sorry, sir.

Senator Guay: We are still waiting.

Dr. Meyboom: You are absolutely right as far as western Canada is concerned.

Le sénateur Guay: Quel usage faites-vous des mécanismes de dotation impérative pour combler des postes désignés bilingues, en particulier dans des régions bilingues comme la mienne? Quel type de programmes de recrutement avez-vous dans les campus des universités francophones? Je vous ai posé cette question il y a un instant, mais vous n'y avez pas répondu. Est-ce que cela comprenait Moncton, Saint-Boniface, et d'autres, même au Québec?

I think you should be in constant communication with university colleges, St. Boniface, Moncton, and have contacts with the deans of the faculties of arts and science. For example, at St. Boniface, Mr. André Fréchette would be very pleased to have somebody from your department meet with the science students to talk to them about the work in your department. They could become the very professionals you are looking for. You could even give them an idea of salaries. They could continue their university course they have already started. Our committee asked for that, but nobody has gone to see them. Mr. Ruest, the Dean, told me this afternoon when I phoned him that you do not communicate with them. It seems to me that you should do so if you want to have francophones in the West. Most of the students are bilingual. These scientists are taking their courses in French. If you want their phone number I will give it to you. It is 1-204-233-0210. You can ask for Mr. Fréchette or Mr. Ruest, the Dean.

I come back to my question.

Est-ce que vous utilisez le mécanisme de dotation bilingue impérative pour les postes désignés bilingues? Faites-vous de la publicité dans l'Ouest du Canada dans des journaux français?

Dr. Meyboom: With your permission, I will ask Mr. Chandonnet, our General Director for personnel, to answer these questions.

Mr. Jean Chandonnet (General Director for Personnel, Department of Fisheries and Oceans): Mr. Senator, we have communicated with all known colleges, maybe not several times, but twice.

Senator Guay: In that case, you do not know of St. Boniface College, because you did not communicate with it.

[Text]

M. Chandonnet: Nous avons communiqué avec les collèges qui dispensent l'éducation en français. On leur a fait parvenir des dépliants qui décrivaient toutes les carrières scientifiques et administratives au Ministère. Le Collège de Saint-Boniface a sûrement reçu ces dépliants.

Le sénateur Guay: Quand les avez-vous envoyés?

M. Chandonnet: En 1982 et 1985, je pense. On a essayé de savoir si les étudiants s'intéressaient au Ministère. On n'a pas fait de démarches précises pour faire du recrutement sur les lieux parce que le recrutement se fait toujours en fonction des postes à combler. Également, on a souffert, comme tout le monde, de la réorganisation et de la réduction des effectifs, ce qui a limité le nombre de postes à combler. Comme vous le verrez dans notre sommaire des activités, nos efforts ont porté surtout du côté francophone; on a essayé de trouver des gens du milieu pour travailler dans les pêches. Les statistiques sur la clientèle de nos pêcheurs sont très fortes du côté de l'Atlantique.

• 1620

Nous savons qu'il y a du progrès à faire. Il faut remettre la machine en marche. Vous trouvez cela dans notre programme d'action de l'année qui vient.

Le sénateur Guay: Je reviendrai plus tard à votre *bursary program to attract franchises*.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, sénateur. Monsieur Duguay.

M. Duguay: Je trouve tout à fait incroyable que le ministère des Pêches et des Océans n'ait pu trouver que quatre francophones dans tout l'Ouest canadien. Le sénateur Guay et moi représentons la moitié du personnel du ministère dans l'Ouest canadien.

Monsieur Meyboom, on s'attend à ce que vous et vos collègues fassiez un effort raisonnable. Vous n'êtes arrivé qu'au mois de janvier. D'après ce que j'ai devant moi, il y a au Manitoba 245 anglophones et aucun francophone. D'après vous, est-ce raisonnable? Qu'y a-t-il? J'ai de la difficulté à comprendre quand on me dit que c'est tout ce qu'on a pu faire depuis 1981. Je vous demande de me convaincre qu'on comprend le problème.

M. Meyboom: Vous avez absolument raison, ce n'est pas raisonnable. C'est effroyable. Encore pour l'avenir, et je m'excuse. . .

M. Duguay: Très bien, parlons de l'avenir.

M. Meyboom: Dans notre plan pour l'année prochaine, nous prévoyons une augmentation de. . .

Mme Michelle Chartrand (directrice des Ressources humaines, ministère des Pêches et des Océans): Le plan d'action vous indique les activités que l'on mettra en oeuvre au sein du Ministère au cours des prochaines années.

On créera cinq postes bilingues dans la région Centre et Arctique et deux postes bilingues dans la région du

[Translation]

Mr. Chandonnet: We have been in touch with colleges teaching in French. We sent them brochures describing all the scientific and administrative careers at the department. I am sure that St. Boniface College received these brochures.

Senator Guay: When did you send them?

Mr. Chandonnet: I think in 1982 and 1985. We wanted to find out whether the students were interested in the Department. We did not approach somebody in particular to do recruitment at the college, because recruitment is always done according to the number of positions to be filled. Besides, like everybody else, we have suffered from the reorganization and downsizing, which have limited the number of positions to fill. As you will see in our summary of activities, our efforts were mainly on the francophone side; we tried to find people there to work in fisheries. The statistics on our fishing clientele are very encouraging in the Atlantic region.

We realize that more progress must be made. Efforts are underway. They are described in our action program for the coming year.

Senator Guay: I will come back to your *programme de bourses*.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Senator. Mr. Duguay.

Mr. Duguay: I am amazed to discover that the Department of Fisheries and Oceans was able to find only four francophones throughout western Canada. Senator Guay and myself represent half of the department's staff in western Canada.

Dr. Meyboom, we are expecting you and your colleagues to make a reasonable attempt. You took up this position in January only. According to the figures here, there are 245 anglophones in Manitoba and no francophones. Do you consider this reasonable? What is the matter? It is hard for me to understand the excuse that this is all you were able to do since 1981. I would like you to convince me that there is an understanding of the problem.

Dr. Meyboom: You are quite right. It is not reasonable. It is appalling. As far as the future is concerned, and I apologize. . .

Mr. Duguay: Good enough, let us talk about the future.

Dr. Meyboom: In our plan for next year, we expect to increase. . .

Mrs. Michelle Chartrand (Director of Human Resources, Department of Fisheries and Oceans): The action plan sets out the activities to be undertaken in the department over the coming years.

We intend to create five bilingual positions in the Centre and Atlantic regions and two bilingual positions in

[Texte]

Pacifique. Ici, on ne règle pas directement le problème que vous soulevez, soit la participation des francophones dans l'Ouest.

Pour le Manitoba, notre projet est explicité en deux lignes. On veut d'abord établir les bases d'une entente avec le Collège de Saint-Boniface. On est en train de rajeunir notre population scientifique. Comme beaucoup de ministères à vocation scientifique, on fait face au problème du vieillissement rapide de la population scientifique. On veut donc recruter directement dans les universités. Nous n'avons pas encore communiqué avec l'une des universités que nous favoriserons, et vous avez pris contact avec ces gens-là cet après-midi. Nous sommes en train de négocier des années-personnes avec le Conseil du Trésor. On devrait obtenir environ 24 années-personnes. Si on obtient ces années-personnes, on ira évidemment frapper à la porte du Collège de Saint-Boniface. On fera la même chose à Moncton.

Les efforts ont été faits surtout dans l'Est. Vous comprendrez qu'avec le *downsizing*, on ne pouvait pas répartir les efforts partout. À l'avenir, on mettra l'accent sur l'Ouest.

M. Duguay: Vous avez parlé de la réduction des effectifs et de toute la fameuse question des années-personnes. Il y a eu une réduction de 654 années-personnes, je pense. Vous avez embauché combien de gens l'an passé?

Mme Chartrand: On a un taux de roulement de 3 p. 100 et un taux d'attrition de 6 p. 100. Cela veut dire qu'on a perdu 400 personnes l'année dernière.

M. Duguay: Vous avez embauché 200 personnes et vous en avez perdu 400.

Mme Chartrand: Oui, grosso modo.

M. Duguay: Pourquoi n'avez-vous pas embauché de gens dans l'Ouest canadien?

Mme Chartrand: La difficulté en ce moment, c'est qu'on doit d'abord réaffecter les employés qui ont un droit, c'est-à-dire les gens qui ont été déclarés excédentaires et mis en disponibilité. Ce n'est pas une excuse, il est vrai. Mais il faut vraiment s'occuper de ces gens-là en priorité. Ce sont des gens qui viennent de perdre leur emploi. On a fait des efforts inouïs pour aider nos employés qui ont perdu leur emploi. Imaginez, on faisait face à une réduction de l'effectif de 12 p. 100.

• 1625

M. Duguay: Quand vous continuerez vos négociations et discussions avec le Conseil du Trésor, pouvez-vous nous faire parvenir des copies ou même des ébauches de vos plans spécifiques pour le Collège de Saint-Boniface?

Mme Chartrand: Certainement.

M. Duguay: Il y a un deuxième élément. Mon collègue parlait du nombre de francophones. Au Manitoba, en ce moment, tout près de 20,000 jeunes sont en immersion. Ces jeunes suivent tous leurs cours en français, même si

[Traduction]

the Pacific region. That in itself does not directly solve the problem you raise, that is, the francophone participation rate in western Canada.

There are two lines on our plans for Manitoba. We intend to set up a framework for an agreement with the Collège de Saint-Boniface. We are looking for the new generation of scientists. Like many of the scientific departments, we find that our scientists are becoming increasingly older and we must do something about this problem. That explains why we wish to recruit directly in the universities. We have not yet communicated with one of the universities we are interested in and you got in touch with these people this afternoon. We are in the process of negotiating person-years with the Treasury Board. We expect to obtain 24. If they are granted, then we will be knocking at the door of the Collège de Saint-Boniface as well as in Moncton.

Our main efforts have been made in the East. You realize that with downsizing, we could not sustain the same level of effort everywhere. In the future, we will be emphasizing the West.

Mr. Duguay: You talked about downsizing and the whole matter of person-years. I gather there was a reduction of 654 person-years. How many people did you hire last year?

Ms Chartrand: Our turnover rate is 3% and attrition 6%. That means we lost 400 persons last year.

Mr. Duguay: You hired 200 and you lost 400.

Ms Chartrand: Yes, approximately.

Mr. Duguay: Why did you not hire any people in the West?

Ms Chartrand: The problem for the time being is that we must, first of all, reassign employees who have been declared surplus and put on an availability list. I know that is no excuse. But these people must be given priority consideration. They are people who have been laid off, and we make a tremendous effort to help them. Do you realize our staff cutbacks amounted to 12%?

Mr. Duguay: As you continue your negotiations and discussions with the Treasury Board, could you send us specific information on your plans for the Collège de Saint-Boniface?

Ms Chartrand: Certainly.

Mr. Duguay: I would like to turn to another aspect. My colleague talked about the number of francophones. In the Province of Manitoba there are about 20,000 pupils in immersion courses at the present time. They are being

[Text]

leur langue maternelle est l'anglais. Au pays, il y a plus de 200,000 de ces jeunes. Alors, le bassin de personnes pouvant travailler en français commence à être assez important.

Je vous pose une dernière question qui, pour moi, est la plus importante. Quand vous reviendrez l'an prochain ou même avant, est-ce qu'on va revoir ce même tableau?

Dr. Meyboom: It had better show it.

Mr. Duguay: I am a very reasonable Member of Parliament, as is my colleague the Senator, but if you were to come back in another year with the same kind of... Well, I do not know how to describe it. The past is the past, but this is not good enough.

Dr. Meyboom: No.

Mr. Duguay: Since you have convinced me that next year we will not ever have to look at this again, I guess we will be reasonable.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur Duguay. Monsieur Epp.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Thank you, Mr. Chairman. I welcome the representatives from the department before us today. I would like to pursue a number of items regarding the employment of scientists particularly within the department, and telephone communications, and perhaps one or two other matters, depending on how the time unfolds.

I note in your statement, Dr. Meyboom, that downsizing has created its difficulties here. In other presentations, it has been glossed over a bit, but in this department, proportions have declined since 1985 and there can be no doubt that it has not been possible even to maintain where you were. You have been pressed back. It can only be regretted but it is obviously far beyond your control.

In the area of increasing the proportion of francophone scientists and technical personnel as well—10.4% now in the department, I believe—what effect will the Maurice Lamontagne Institute have in that development? You point to it as a very significant development where professionals and scientists are able to conduct their work in French in all scientific fields. It could be significant internationally as well as within Canada and I commend you for the development. How significant an effect is it going to have on equitable participation within the department over, say, the next three or five years?

Dr. Meyboom: I would think it would be much faster. I think the Maurice Lamontagne Institute has established itself within a very short time, as I said in my opening comments, as a world leader already. Scientists from other francophone nations are coming there from the scientific population. Maurice Lamontagne Institute is francophone

[Translation]

educated entirely in French, even though their mother tongue is English. In Canada as a whole, there are over 200,000 young people in this situation. So the population base from which to draw people able to work in French is starting to increase considerably.

I would like to ask you a question that I consider very important. When you come back next year or even earlier, will this table show some change?

M. Meyboom: Il faudrait bien que ce tableau soit différent.

M. Duguay: Je suis très raisonnable, comme mon collègue le sénateur, mais si vous deviez revenir avec le même genre de... Eh bien, je ne sais pas trop comment le décrire. Le passé c'est le passé, mais cet effort ne suffit pas.

M. Meyboom: Non.

M. Duguay: Puisque vous m'avez convaincu que l'année prochaine nous n'allons pas voir le même genre de chiffres, je suppose que nous serons raisonnables.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Mr. Duguay. Mr. Epp.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Merci, monsieur le président. Je souhaite la bienvenue aux représentants du ministère. J'aimerais parler de la question de l'emploi des scientifiques dans le ministère, et aussi des communications téléphoniques et peut-être d'une ou deux autres questions, selon le temps qu'il me restera.

Vous faites remarquer dans votre mémoire, monsieur Meyboom, que la réduction des effectifs ne va pas sans problème. Cette question a été un peu escamotée dans les autres exposés que nous avons entendus, mais votre ministère a bel et bien rapetissé depuis 1985 et l'impossibilité de maintenir même le statu quo ne fait pas de doute. On vous a obligés à reculer. C'est regrettable mais c'est une question qui ne relève aucunement de vous.

Je voudrais savoir quel sera l'effet de l'Institut Maurice Lamontagne dans l'augmentation de la participation francophone aux catégories scientifiques et techniques—elle se situe maintenant à 10.4 p. 100 dans votre ministère, je crois? Vous en parlez comme d'une réalisation importante permettant aux professionnels et aux scientifiques de mener leurs recherches en français dans tous les domaines scientifiques. Cette initiative pourrait revêtir une importance internationale aussi bien que canadienne et je vous en félicite. Quels en seront les effets sur une répartition plus équitable dans votre ministère au cours des trois ou cinq ans qui viennent?

M. Meyboom: Je pense que ses effets se feront sentir sur une moins longue période. Je pense que l'Institut Maurice Lamontagne s'est déjà imposé en peu de temps comme un centre de recherche de calibre mondial. Des scientifiques d'autres pays francophones viennent y travailler. Il s'agit d'un établissement francophone en

[Texte]

and there is an association, a relationship with the University of Rimouski, which is going to be of extraordinary importance.

I visited the institute. I have extended an invitation to visit the institute to the Commissioner of Official Languages of Canada because, with the exception perhaps of the Department of Agriculture and perhaps one institute of the Department of Forestry, I think it is a unique institute in the Government of Canada. We have a French-speaking, scientific institution. We are going to give it its own ships. There is already *Le Lauzier*. There is a boat. They have their own research boat, which the University of Rimouski is using as well. I think it will serve as a magnet in that part of Canada, apart from the fact that the research they are doing is of worldwide importance. The St. Lawrence is a very difficult river, and the Gulf of St. Lawrence is a very difficult area to manage with respect to fisheries. I would not say the effect is going to be felt in three years or five years; I think it is being felt already, sir.

• 1630

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I was actually wondering about numbers. How large is it? It is within that 10.4% of the scientific and professional—

Dr. Meyboom: The exact number of all staff at Maurice Lamontagne Institute is 260 positions. We have filled just over half of those, and we are recruiting 109. At the moment we have 109 positions to be filled at the Maurice Lamontagne Institute.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): How quickly are you intending to fill those?

Dr. Meyboom: Within a year.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): The addition of 109 positions will raise your proportion in the professional and scientific category to what, would you say?

Ms Chartrand: For the department as a whole, we counted probably around 18% to 20%. It depends, because we will also recruit some anglophones.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): This is significant. It is something you are able to do, distinct from the downsizing of the department. I am very pleased to hear it.

If I might turn to an area that is regional, in the sense my predecessors here have been pursuing regional concerns, there is nothing wrong with it in a country that has such large and distinct regions as ours does. I am from northern Ontario, and as I look over some information about the services by telephone that your department offers, I note the Sault Ste. Marie office in particular. Kingston, of course, is not in northern Ontario, but it is in an area where there is a French-speaking minority, a significant one, which is probably larger in the Kingston region than might be true in northern Ontario.

[Traduction]

relation avec l'Université de Rimouski et c'est une collaboration très prometteuse.

J'ai visité l'Institut. J'ai fait une invitation au Commissaire aux langues officielles car, à l'exception du ministère de l'Agriculture et peut-être un institut du ministère des Forêts, je pense que c'est le seul établissement de ce genre relevant du gouvernement du Canada. Nous avons maintenant un institut scientifique francophone. Il sera doté de ses propres navires, il a déjà le Lauzier. Ils ont leur propre bateau de recherche, utilisé aussi par l'Université de Rimouski. Je pense qu'il sera un pôle d'attraction dans cette région du Canada et il s'agit de recherches d'importance mondiale. Le Saint-Laurent est un fleuve très difficile et le golfe du Saint-Laurent est une région très problématique en ce qui concerne la gestion des pêches. Je ne dirais pas que les répercussions se feront sentir dans trois ou cinq ans; elles se manifestent déjà, monsieur.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): J'avais une question d'ordre quantitatif. Le personnel est-il nombreux? La proportion de 10,4 p. 100 des catégories scientifiques et professionnelles s'applique-t-elle...

M. Meyboom: L'Institut Maurice Lamontagne compte en tout 260 postes. Nous en avons comblé un peu plus de la moitié, et nous recrutons 109 employés. Telle est donc la situation actuelle à cet institut.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Avez-vous l'intention de combler rapidement ces postes?

M. Meyboom: En une année.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Ces 109 nouveaux postes augmenteront de combien votre proportion dans la catégorie professionnelle et scientifique, selon vous?

Mme Chartrand: Pour tout le ministère, nous avons situé cela à environ 18 à 20 p. 100. Cela dépend, car nous allons aussi recruter certains anglophones.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): C'est intéressant. C'est donc quelque chose que vous pouvez faire, malgré les réductions de personnel au ministère. Je suis très heureux de vous entendre dire cela.

Je voudrais maintenant passer à une question d'intérêt régional sur laquelle mes prédécesseurs se sont penchés ici, ce qui n'est que justice dans un pays aux régions aussi grandes et distinctes que le nôtre. Je suis moi-même du nord de l'Ontario, et j'ai examiné certains renseignements sur les services que votre ministère offre par téléphone, en particulier au bureau de Sault Ste Marie. Bien sûr, Kingston ne se trouve pas au nord de l'Ontario, mais cette région a une grande minorité francophone, probablement plus importante que dans le nord de la province.

[Text]

I might say for the interest of the department that when the CBC station in Thunder Bay hired a receptionist-telephone answering person who was fluently bilingual, she herself was surprised at the number of people who were happy to speak in French rather than to work in English, as they would have been forced to do previously. With this kind of fact in mind, recognizing the significant Franco-Ontarian population in northern Ontario, I would ask what measures the department might be taking to ensure that telephone information is in the two languages. Particularly when recorded information is available in English only, it strikes me as being quite unforgivable, because surely it is always possible to have someone read something onto a tape in the other language as well.

It is a bit more difficult when the information is being provided by a living person who has to handle the calls in whichever language the person wishes to use. What is the department planning to do in northern Ontario and in other regions where service is now available only in English?

Dr. Meyboom: In central and Arctic, our intention is, over the next few years, to have a total of 15 bilingual positions. I am not sure whether we have given priority to the front-line dealing with the public, so to speak. Perhaps Michelle has some further information on it. Of course, out of Ottawa all our telephone messages are bilingual. The hotline we have just installed with respect to the mussel problem is all bilingual, of course.

With respect to northern Ontario, do we have any specific information?

Ms Chartrand: There are five bilingual positions we want to create in the next few years. We would like, and we had in the past, one bilingual position in Sault Ste. Marie. It is an area where there is a demand, so I am pretty sure one of the five positions will be a bilingual position for the Sault Ste. Marie office.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): I might say the information I have is that recorded messages, including information on sport fishing, is available in these offices in English only.

Ms Chartrand: At one point they were bilingual.

Dr. Meyboom: If this is the case, sir, we will change it.

Ms Chartrand: *Oui.*

• 1635

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): It certainly is something that should generally be done. Would your regional managers have the auditing of these services provided to the public as a specific responsibility?

Perhaps I can generalize. I realize this government has chosen to make the official languages responsibility more

[Translation]

Il serait intéressant que le ministère sache que lorsque la station de Radio-Canada, à Thunder Bay, a engagé une réceptionniste-standardiste parfaitement bilingue, elle-même a été surprise par le nombre de ceux qui étaient heureux de parler français plutôt qu'anglais dans leur travail, comme ils auraient dû le faire auparavant. Dans cette perspective, et si l'on tient compte de l'importante population franco-ontarienne au nord de la province, je voudrais demander quelles mesures le ministère pourrait prendre pour offrir des informations téléphoniques dans les deux langues. Il me paraît tout à fait inexcusable de ne donner de renseignements enregistrés qu'en anglais, puisqu'il est toujours possible de demander à quelqu'un de le faire dans l'autre langue aussi.

C'est toujours un peu plus difficile lorsque les renseignements sont donnés en direct par quelqu'un qui doit répondre aux appels dans la langue que la personne souhaite utiliser. Qu'envisage de faire le ministère au nord de l'Ontario et dans d'autres régions où ce service n'existe maintenant qu'en anglais?

M. Meyboom: Au centre et dans l'Arctique, nous avons l'intention, au cours des prochaines années, d'avoir en tout 15 postes bilingues. Je ne suis pas sûr que nous ayons accordé la priorité aux employés qui traitent directement avec le public. Michelle a peut-être d'autres renseignements à ce sujet. Naturellement, tous les messages téléphoniques en provenance d'Ottawa sont bilingues. Naturellement, le numéro de téléphone spécial que nous venons de diffuser à la suite du problème des moules l'est aussi, entièrement.

Quant au nord de l'Ontario, avons-nous des renseignements précis?

Mme Chartrand: Nous voulons créer cinq postes bilingues dans les prochaines années. Comme par le passé, nous aimerions avoir un poste bilingue à Sault Ste Marie. Comme il existe une demande dans cette région, je suis presque sûre que l'un des cinq postes sera un poste bilingue pour le bureau de cette ville.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): D'après les renseignements dont je dispose, les messages enregistrés, y compris les renseignements sur la pêche sportive, n'existent qu'en anglais dans ces bureaux.

Mme Chartrand: À un moment donné, ils étaient bilingues.

M. Meyboom: Dans ce cas, monsieur, nous apporterons les changements nécessaires.

Mme Chartrand: *Yes.*

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): C'est une pratique qui devrait se généraliser. Vos gestionnaires régionaux seraient-ils tenus responsables des résultats de ces vérifications des services offerts au public?

Permettez-moi de préciser. Je comprends que ce gouvernement a décidé que les langues officielles

[Texte]

integral to various personnel functions of the departments.

I am a bit sceptical about its efficacy. It allows the deputy minister first to declare responsibility, commitment, and so forth, but in these matters—on the auditing of the services, which is just different from what I am also asking about—how well does this actually work?

Ms Chartrand: When the deputy minister was mentioning that managers are accountable, they are accountable to put in place some measure, obviously. A concrete example is to create one bilingual position in Sault Ste. Marie to increase francophone representation in the province of Manitoba.

But, in the department, in DFO

toutes les orientations majeures en termes de langues officielles, sont pensées et émises par le sous-ministre. La Direction des ressources humaines, qui gère le Programme des langues officielles, sert de conscience au sous-ministre. On est là pour lui recommander les grandes orientations ministérielles, identifier les progrès, identifier les points faibles et identifier les mesures. Ce sont les gestionnaires qui ont la responsabilité de mettre en oeuvre les mesures. Créer un poste bilingue, recruter des francophones, se servir de la dotation impérative, rehausser les profils linguistiques, c'est la responsabilité directe des gestionnaires. L'orientation globale vient évidemment du sous-ministre, et c'est la Direction générale des ressources humaines qui sert de conscience au sous-ministre dans ce domaine-là.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): When these positions are opened and filled with bilingual personnel, does it have an effect on communications? Some of them, of course, are at a more lowly position in that they do not deal with headquarters.

To what extent are bilingual persons relating to headquarters in French, rather than English, which is still, I gather, largely the working language at headquarters?

Mr. Meyboom: I cannot answer that because at my level—and I speak to the regional director general—it depends very much on their choice of language.

If Jean Eudes Haché or Eugene Niles, director general of the Gulf region, wishes to speak French to me, he speaks French to me. I spent last week there, for instance, and in our continuous meetings approximately half of the discussion was in French and half in English.

I realize the Gulf region is our model region. There are many francophones there, as our statistics show, and naturally, people in the work environment speak French, so when they communicate with me, it depends a little bit on their choice of work.

Your question is a very penetrating one, and one that I, personally, cannot answer. We have a system of functional

[Traduction]

relèveraient de façon plus précise des services du personnel dans les ministères.

Je ne suis pas convaincu que cette façon de procéder s'avérera efficace. Le sous-ministre peut faire une déclaration de responsabilité, d'engagement etc., mais comment la vérification des services se fait-elle exactement?

Mme Chartrand: Quand le sous-ministre parle de la responsabilité des gestionnaires, il parle, bien entendu, de la responsabilité d'instaurer des mesures. Par exemple, la création d'un poste bilingue à Sault Ste Marie afin d'augmenter la représentation francophone au Manitoba.

Mais dans le ministère des Pêches,

all major policy decisions relating to Official Languages issue from the deputy minister. The Human Resources Branch, which manages the Official Languages program, acts as a sort of conscience for the deputy minister. We advise on main policy thrusts, pointing out the progress made as well as inadequacies and steps to be taken. The managers themselves are responsible for implementing such measures. The creation of bilingual positions, the recruiting of francophones, the use of imperative staffing and the raising of language profiles are all direct responsibilities of the managers. The overall direction is of course established by the deputy minister and the Human Resources Branch acts as an advisor to him on such matters.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Quand on comble ces postes de personnel bilingue, y a-t-il un effet sur les communications? Dans certains cas, il s'agit de postes subalternes qui ne sont pas en communication avec le siège à Ottawa.

Jusqu'à quel point les fonctionnaires bilingues communiquent-ils avec la direction à Ottawa en français plutôt qu'en anglais, même si celui-ci reste la principale langue de travail dans le ministère à Ottawa?

M. Meyboom: Je ne peux pas répondre à cette question car à mon niveau—et je suis en relation avec les directeurs généraux régionaux—cela dépend beaucoup de leur préférence linguistique.

Si Jean-Eudes Haché ou Eugene Niles, directeur général de la région du Golfe, veulent me parler en français, ils peuvent le faire. J'y ai passé la semaine dernière et pendant nos réunions qui se déroulaient sans pause, la moitié du temps on parlait français, et l'autre moitié l'anglais.

Je sais que la région du Golfe est notre région exemplaire. On y trouve de nombreux francophones, comme le démontrent les statistiques, et naturellement, les gens parlent français dans leur milieu professionnel. Quand ils parlent avec moi, cela peut varier selon leur domaine de travail.

Vous avez posé une question très pénétrante et pour ma part, je ne peux pas y donner une réponse. Nous

[Text]

direction in the department, which means that certain people in Ottawa communicate on certain subjects with the people in the region and give them functional direction on those subjects. One of them is the Official Languages Program.

Michelle Chartrand, as well as Mr. Chandonnet, deals with her counterparts in the regions, and I do not know what language they speak. Michelle, you will have to explain it yourself.

Ms Chartrand: Yes, I will talk in general and then I will give some specific examples.

In NCR, 64% of our positions are bilingual, and 80% to 81% of the incumbents are meeting the linguistic requirements.

Mr. Epp (Thunder Bay—Nipigon): It is in fact about half of the staff.

Ms Chartrand: Yes.

Quand on transige avec la région du Québec, on utilise évidemment le français. Quand l'on transige avec le Nouveau-Brunswick, c'est l'un ou l'autre. La langue de travail, comme M. Meyboom l'a dit dans son discours, demeure l'anglais. On utilise spontanément l'anglais. Je pense que l'augmentation de la participation francophone pourra changer quelque chose au niveau de la langue au travail.

• 1640

Dans un milieu comme le personnel, on travaille en français. Notre sous-ministre adjoint principal est un francophone. Quand on transige avec lui, on transige en français. Mais quand on sort un peu de ce milieu-là, c'est souvent plus facile d'utiliser l'anglais. Je le vous dis en toute candeur, en toute humilité.

M. Meyboom: Permettez-moi d'ajouter que nous sommes bien fiers de l'Institut Maurice-Lamontagne. Si jamais votre Comité partait en voyage, je serais heureux de vous inviter à le visiter.

Le coprésident (M. Desjardins): Nous en prenons bonne note. Monsieur Marin.

M. Marin: Je ne poserai pas beaucoup de questions. Je ferai plutôt des commentaires. J'ai passé un document à M. Meyboom. J'ai pris la liberté de lui donner la version anglaise des notes d'information produites pour le Comité mixte permanent des langues officielles. À la page 6 du document anglais, on voit qu'à Montréal, sur 27 personnes, il y a 21 anglophones, soit 77.8 p. 100. Montréal, autant que je sache, est majoritairement francophone. C'est la seule question que j'ai à poser.

Les jours se suivent et les francophones ont l'occasion d'exprimer à différentes tables certaines de leurs inquiétudes quant au français. Hier nous exprimions la chose au ministre Kelleher. Ceci ne touche pas plus un secteur que l'autre. Certains secteurs semblent traîner la

[Translation]

avons un système de direction fonctionnel dans notre ministère, ce qui veut dire que certaines gens à Ottawa communiquent sur certains sujets avec les gens dans les régions en leur donnant des directives fonctionnelles. Un de ces secteurs est justement le programme des langues officielles.

Michelle Chartrand, aussi bien que M. Chandonnet, s'entretient avec ses homologues dans les régions et je ne sais pas quelle langue ils choisissent. Michelle, vous devrez répondre pour vous-même.

Mme Chartrand: Oui, une réponse générale suivie de quelques exemples précis.

Dans la RCN, 64 p. 100 de nos postes sont bilingues, et 80 ou 81 p. 100 des titulaires répondent aux exigences linguistiques.

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): En somme, la moitié des effectifs.

Mme Chartrand: Oui.

When dealing with the Quebec region, we use French of course. In the case of New Brunswick, it may be either one. English remains the language of work, as Dr. Meyboom noted in his brief. English is used spontaneously. I think that an increase in the francophone participation rate might have an effect on the language of work.

In a field like personnel, we work in French. Our senior assistant deputy minister is a francophone. In doing business with him, we speak French. But outside of that particular circle it is often easier to use English. I am being quite candid in my reply.

Dr. Meyboom: I would like to add that we are very proud of the Maurice Lamontagne Institute. If ever your committee decides to make a trip, I would be happy to invite you to visit.

The Acting Chairman (Mr. Desjardins): We shall take note of it. Mr. Marin.

Mr. Marin: I will not ask many questions, but I will make some comments. I have a passed on a document to Dr. Meyboom. I have taken the liberty of providing him with the English version of the information notes prepared for the Standing Joint Committee on Official Languages. On page 6 of the English text, you will note that out of 27 staff members in Montreal, 21 are anglophone, that is 77.8%. Unless I am mistaken, Montreal is a city with a French-speaking majority. That is the only question I have to ask.

In these different meetings francophones have been able to express their concerns about French. Yesterday we were discussing the matter with the Minister, Mr. Kelleher. No particular sector is singled out. Some seem to be limping along more than others but it is known that

[Texte]

jambe plus que d'autres, mais on se rend compte que les francophones sont habituellement bilingues, sauf moi. Évidemment, l'anglophone n'a pas à être bilingue pour être embauché. Lorsque l'on embauche un francophone, la personne qui l'embauche risque d'être anglophone. Si le francophone veut être compris, il doit parler anglais.

La deuxième chose que l'on note, c'est que le francophone, la plupart du temps, sauf au Québec et dans une partie du Nouveau-Brunswick, doit travailler en anglais, dans une langue qui n'est pas la sienne.

La troisième chose qu'on remarque, c'est qu'on donne des cours depuis des années. Le gouvernement a donné des cours de perfectionnement aux fonctionnaires désireux de parler une deuxième langue. On va même jusqu'à donner des primes à ceux qui ont réussi des examens. Il semble qu'on a complètement oublié d'établir un contrôle pour savoir si celui qui a suivi le cours parle couramment les deux langues. On serait surpris de voir que ce n'est pas toujours le cas. On continue à payer des gens qui ne parlent pas les deux langues et qui se disent bilingues. Il serait bon de savoir s'il y a des mécanismes de contrôle.

Mme Chartrand: On en a.

M. Marin: Si je ne parle pas l'anglais, même si je le lis, vous ne me comprendrez pas beaucoup. Pour les anglophones, c'est la même chose. S'ils ne parlent pas couramment le français, même s'ils le lisent, ils risquent de ne pas se faire comprendre.

Je vous ferai remarquer une chose: le français n'est pas la deuxième langue officielle du pays. C'est une des deux langues officielles. Cela dit, l'attitude suivante demeure: c'est d'abord l'anglais, et ensuite, si on a le temps, le français. Plusieurs documents que nous avons aux comités sont traduits en français avec deux ou trois semaines de retard. Séance après séance, on s'excuse. On nous dit qu'on va nous donner le français plus tard. Ce n'est pas logique et c'est même impoli. On n'a pas raison d'agir ainsi.

• 1645

Je vais aller un peu plus loin. Jusqu'à maintenant, je n'ai pas été trop sévère. Je tiens à vous dire, monsieur le sous-ministre, qu'il y a trois mois, j'ai cessé de faire traduire en anglais les lettres que j'adresse à votre ministère. J'en paie le prix, car je ne reçois pas beaucoup de réponses. Cependant, je considère inadmissible d'être obligé d'écrire en anglais au Cabinet ou qu'on me dise: La réponse est arrivée, mais on doit la faire traduire en français. C'est inadmissible, car mes dossiers sont aussi importants que ceux d'un anglophone. Je ne veux pas attaquer l'anglophone. Je vous expose simplement une situation pénible, de plus en plus pénible, et j'aimerais que vous en preniez note.

J'ai terminé mes commentaires. Le témoin peut-il répondre à ma question sur Montréal?

[Traduction]

francophones are usually bilingual, except for me. Of course, an anglophone does need to be bilingual to be hired. When a francophone is being hired, the person hiring him is likely to be an anglophone. If the francophone wants to be understood, he has to speak English.

The second point is that most of the time, except in Quebec and in part of New Brunswick, francophones must work in English, even though it is not their language.

The third point is that language training has been provided for years. The government provides upgrading courses to civil servants who wish to speak the second language. Those who pass the exams are even entitled to a bonus. However, it was apparently not felt necessary to have a test to determine whether those who completed their language training are actually fluent in both languages. It might be a surprise to find out that that is not always the case. These so-called bilinguals continue to get their money. I am interested in knowing whether there is any testing mechanism.

Ms Chartrand: Yes there is.

Mr. Marin: If I cannot speak English, although I may be able to read it, you will not be able to make much sense of what I say. The same is true for anglophones. If they are unable to speak French fluently, in spite of their reading knowledge, they are unlikely to make themselves understood.

There is one point I want to make. French is not the second official language of Canada. It is one of the two official languages. Nonetheless, the attitude persists, English first and then, if we have time, we will get around to French. Several of our committee documents are made available in French translation two or three weeks late. Meeting after meeting we get apologies. We are told that the French text will be distributed later. There is not any logic to it and it is even impolite. It is plain wrong to act in such a way.

I will go a bit farther. Up until now, I have not been too severe. I want to tell you, Deputy Minister, that three months ago I stopped having an English translation done of the letters I send to your department. But there is a price to pay, because I am not getting many answers. I consider it unacceptable to have to write in English to the Cabinet and to be told that the answer has arrived but it has to be translated into French. It is unacceptable, because my concerns are just as important as those of an anglophone. I do not want to attack the anglophone. I am simply presenting to you an unpleasant situation, one that is becoming increasingly so, and I would like you to take note of it.

I have concluded my comments. I would like an answer from the witness about the situation in Montreal.

[Text]

M. Meyboom: Premièrement, pour ce qui est de vos lettres, je m'excuse au nom du Ministère. C'est inadmissible.

En ce qui concerne l'ordre dans lequel on donne l'information dans les deux langues, nous essayons, dans tous les cas, de publier nos documents dans les deux langues, comme nous l'avons fait dans le cas de la documentation présentée à votre Comité. On essaie.

En ce qui concerne Montréal, je crois qu'on peut expliquer la situation. On a un établissement de recherche à Sainte-Anne-de-Bellevue. Il y a là un bon nombre de biologistes anglophones. C'est probablement ce qui explique cette statistique étrange pour Montréal.

En ce qui concerne la prime au bilinguisme, je vais demander à M. Chandonnet de vous donner une explication précise.

M. Chandonnet: Il existe un mécanisme de contrôle pour vérifier si les employés maintiennent leur niveau de langue acquis par leurs propres efforts ou par des cours qu'ils ont suivis à la Commission de la Fonction publique. Nous avons révisé le dossier de tous les employés qui recevaient la prime au bilinguisme pour vérifier s'ils étaient toujours couramment bilingues selon la norme de leur poste. La majorité des postes sont au niveau B. Le bilinguisme doit être fonctionnel sous trois aspects: lire, écrire et parler. Il se peut bien qu'on en ait manqué quelques-uns, mais on a annulé la prime de ceux qui n'avaient pas réussi le test.

On a cessé d'accorder la prime au bilinguisme dans trois cas, parce que les personnes ne rencontraient plus les normes linguistiques de leur poste, c'est-à-dire qu'elles n'étaient plus fonctionnellement bilingues. Ce sera à elles de travailler seules ou de prendre quelques cours de rattrapage pour parfaire leurs connaissances de la langue seconde. Donc, il existe un système et les primes ne sont pas payées si l'employé ne rencontre pas les normes.

Quant à savoir si les employés travaillent toujours dans les deux langues, c'est une autre question. Il faudrait avoir un système de surveillance pour voir si l'employé travaille toujours également dans les deux langues, mais le test indique qu'il peut travailler et communiquer dans les deux langues.

M. Marin: Merci. J'espère que les trois personnes qui ont perdu leur prime ne sont pas trois francophones.

M. Chandonnet: Cela m'étonnerait un peu.

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur le sous-ministre, je sais que vous devez nous quitter, mais accepteriez-vous de répondre auparavant à une question du sénateur David qui n'a pas eu l'occasion de s'exprimer depuis le début? On pourra ensuite vous libérer étant donné que vos fonctionnaires demeureront avec nous.

• 1650

M. Meyboom: Avec plaisir, monsieur le président.

Le coprésident (M. Desjardins): Sénateur David.

[Translation]

Dr. Meyboom: First of all, with respect to your letters, I apologize for the Department. It is unacceptable.

As for the order in which the documents appear, we do attempt to publish them in both languages as we have done for this committee: we do make an effort.

Concerning Montreal, I think the situation can be explained. We have a research establishment in Sainte-Anne-de-Bellevue. It employs a large number of English-speaking biologists. That is probably the explanation for the strange statistic from Montreal.

I will ask Mr. Chandonnet to give you an explanation of the bilingualism bonus.

Mr. Chandonnet: There is a means to test whether employees have maintained the language proficiency they have acquired as a result of their own efforts or through courses provided by the Public Service Commission. We have reviewed the file of all employees receiving the bilingualism bonus to determine whether they are still fluently bilingual as required by their position. Most of the positions are at level B. There are three aspects to functional bilingualism, namely reading, writing and speaking. Some people may have been missed, but we have cancelled the bonus for those who did not pass the test.

We have ceased paying the bilingualism bonus in three cases because the persons were no longer able to meet the language requirements of their position, that is, they were no longer functionally bilingual. It is up to them to work on their own or to take a refresher course to upgrade their second language skills. So a system is in place, and the bonus is not paid unless the employee meets the standards.

As for finding out whether employees still make use of both languages in their work, that is another matter. There would have to be some type of surveillance system to find out whether the employee is still working in both languages, but the test shows that he is able to work and communicate in both languages.

Mr. Marin: Thank you. I hope that the three people who lost their bonus were not three francophones.

Mr. Chandonnet: I would be rather surprised.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Deputy Minister, I know that you have to leave us but would you be willing to answer a question from Senator David, who has not had a chance to speak since the beginning of the meeting? You could then take your leave, since your officials are remaining with us.

Dr. Meyboom: Gladly, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Senator David.

[Texte]

Le sénateur David: Ma question est presque toujours la même. Qu'est-ce que votre ministère entend par bilinguisme? Où est-ce que cela commence et où est-ce que cela finit?

M. Meyboom: Cela commence ici.

Le sénateur David: C'est très bien. Il y a trois niveaux de bilinguisme: A, B et C. Est-ce qu'on paie la prime au bilinguisme à partir du niveau A?

M. Chandonnet: Oui. L'employé doit répondre aux exigences linguistiques de son poste. Si son poste est au niveau A et que ses connaissances sont au niveau A, il a droit à la prime.

Le sénateur David: Selon votre expérience du bilinguisme, est-il vrai que la personne de niveau A parle à peine la langue seconde? C'est un bilinguisme superficiel qui permet de dire *yes or no*.

M. Chandonnet: C'est un bilinguisme plutôt passif, je pense. C'est un niveau très bas. La personne peut à peine discuter. Cependant, on élimine graduellement ce niveau des exigences linguistiques des postes.

Le sénateur David: Ce commentaire, qui a été fait par d'autres représentants de ministères, m'inquiète beaucoup. Vous comptez comme bilingues les personnes des niveaux A, B et C.

Mme Chartrand: Oui.

Le sénateur David: À ce moment-là, la personne de niveau A, qui comprend à peine le minimum dans l'autre langue, reçoit la même prime qu'une personne de niveau C qui comprend et parle très bien l'autre langue. Je trouve que c'est une situation aberrante qui doit être corrigée. Il faudrait que tout le monde se donne la main pour qu'on puisse en arriver à dire: Est bilingue celui qui s'exprime d'une façon raisonnable dans les deux langues, qui est bien compris et qui comprend bien, qui s'exprime bien dans l'une et l'autre langues.

J'ai l'impression que le niveau A et rien, c'est à peu près la même chose. Mon interprétation est-elle exagérée?

Mme Chartrand: Votre interprétation est juste. J'aimerais cependant vous faire remarquer qu'on a fait énormément de progrès à cet égard. Le nombre de postes de niveau A en 1981 était beaucoup plus élevé que maintenant. Maintenant, seulement 6.6 p. 100 seulement de nos postes sont de niveau A, et nous avons l'intention de réduire ce chiffre le plus possible. Vous avez parfaitement raison: le bilinguisme au niveau A, c'est insuffisant. Même le niveau B. . .

Le sénateur David: Je n'ose pas aller jusque-là. Restons au niveau A. J'aimerais que le niveau B soit un minimum pour être considéré bilingue et pour recevoir la prime. Pourquoi ferait-on des efforts pour atteindre le niveau B ou C quand on a les mêmes avantages financiers au niveau A?

[Traduction]

Senator David: My question is almost always the same. What does your department mean by bilingualism? Where does it begin and where does it end?

Dr. Meyboom: It begins here.

Senator David: Very good. There are three levels of bilingualism, A, B and C. Is the bonus paid starting with the A level?

Mr. Chandonnet: Yes. The employee must meet the language requirements of his position. If the position is level A and he is also classified at this level, he is entitled to the bonus.

Senator David: Judging from your experience of bilingualism, is it true that a person with level A is scarcely capable of speaking the second language? It is nothing more than a smattering, an ability to say *oui ou non*.

Mr. Chandonnet: I think it is more of a passive bilingualism. It is a very low level. The ability to converse is almost non-existent. But there is an increasing trend to do away with this level in language proficiency requirements.

Senator David: I am very concerned at this comment, which has been made by other departmental representatives. You consider bilingual anyone with a level A, B or C.

Ms Chartrand: Yes.

Senator David: So a person with A level, who is scarcely able to understand the other language, gets the same bonus as a person with C level and who is fluent in the second language. That strikes me as an aberration that must be rectified. We are going to have to get together and decide that a bilingual person is someone who is able to express himself reasonably well in both languages, who is well understood and has a good understanding, and able to express himself with ease in either of the two languages.

It seems to me that there is not much to distinguish level A from nothing at all. Does this impression strike you as excessive?

Ms Chartrand: Your impression is correct. But I do want to say that we have made tremendous progress on this. In 1981 the number of positions with level A was much higher than now. At the present time, only 6.6% of our positions are classified at level A and we intend to bring this figure down as far as possible. You are quite right, bilingualism at level A is by no means adequate. Even level B. . .

Senator David: I do not dare go that far. Let us stay at level A. I would like level B to be a minimum for classification as bilingual and entitlement to the bonus. What incentive is there to reach level B or C when, financially speaking, the reward is the same for level A?

[Text]

M. Meyboom: Cela dépend du poste.

Mme Chartrand: Oui, mais l'effort est maintenant obligatoire parce que nos postes de niveau A sont en voie de disparition. Tous les nouveaux postes dont on fait l'identification linguistique sont des postes de niveau B ou C. D'ailleurs, on veut rehausser les exigences linguistiques du B au C.

Le sénateur David: Attention! Vous dites que 6 p. 100 de vos postes sont de niveau A. Or, 15 p. 100 de vos employés sont bilingues. Cela veut dire qu'il ne reste plus que 9 p. 100 de vrais bilingues, n'est-ce pas? Enfin, c'est mon interprétation.

Mme Chartrand: Mais il faudrait ajouter les personnes de niveau C.

Le sénateur David: Cela veut dire que toutes les statistiques sur le bilinguisme que l'on reçoit sont fausses.

Mme Chartrand: C'est un débat qui pourrait être assez long. Je pense qu'on ne peut pas faire ces additions et ces soustractions. Il y a quand même 4.5 p. 100 de nos postes qui sont de niveau C, environ 88 ou 89 p. 100 sont de niveau B, et 6 p. 100 sont encore de niveau A. Vous avez raison de dire que le niveau A n'est pas un niveau suffisant. Ce sont des postes qui sont en voie de disparition. Je ne parle pas des postes eux-mêmes, mais de l'identification linguistique de ces postes.

Le sénateur David: Mais vous voyez tout de même que dans les statistiques, il faut... Bref! Remarquez bien que n'ai pas autant d'expérience que mes collègues, le sénateur Guay, M. Duguay et M. Epp. Je suis tout à fait nouveau et je me rends compte que pour avoir des personnes bilingues, il faut les apprécier à leur valeur, d'où le contrôle. Si vous contrôlez toujours les personnes de niveau A, au bout de 10 ans, elles seront encore au niveau A. Elles ne pourront pas s'exprimer facilement dans l'autre langue.

• 1655

C'est mon commentaire. Il faut bien s'entendre sur le degré de bilinguisme. C'est un peu comme l'analphabétisme. C'est devenu très compliqué parce qu'on parle maintenant de l'analphabétisme absolu et de l'analphabétisme fonctionnel. L'analphabétisme absolu est très simple à comprendre, mais l'analphabétisme fonctionnel peut exister dans un cas sur cinq, dans un cas sur quatre. C'est très difficile, et il va falloir s'entendre sur les termes. J'aimerais donc que vous nous donniez dans vos statistiques le pourcentage de A, le pourcentage de B et le pourcentage de C. Vous nous avez peut-être donné ces chiffres, mais je ne les ai pas vus. À ce moment-là, je saurai ce que veut dire votre bilinguisme.

Mme Chartrand: Vous trouverez ces chiffres dans le livre noir qu'on vous a donné. Comme il y a de nombreux tableaux, j'imagine que vous n'avez pas vu tous les détails. Seulement 69 postes sur 1,037 sont encore au niveau A.

[Translation]

Dr. Meyboom: It depends on the position.

Ms Chartrand: Yes, but the effort is now compulsory since our positions classified at level A are in the process of disappearing. All new positions receiving a language classification are being set at level B or C. As a matter of fact, we are thinking of raising the language requirements for B to C.

Senator David: Just a second. You say that 6% of your positions are classified at level A. Fifteen percent of your employees are bilingual. That means that only 9% of them are really bilingual, does it not? In any case, that is how I see it.

Ms Chartrand: But you would have to add persons with level C.

Senator David: That means that all these statistics we receive on bilingualism are incorrect.

Ms Chartrand: It is a debate that could go on for some time. I do not think that we can make these additions and subtractions. We must remember that 4.5% of our positions are classified at level C, about 88% or 89% are at level B, and 6% at still at level A. You are right in saying that level A is inadequate. These positions are being eliminated. I do not mean the positions themselves, but the language profile for such positions.

Senator David: But you admit that in the statistics themselves, we must... of course I do not have as much experience as my colleagues Senator Guay, Mr. Duguay and Mr. Epp. I am quite new and I realize that to have bilingual people, they must be evaluated, hence the test. If you keep testing people at the A level, after 10 years, they will still be A's. They will not be able to express themselves easily in the other language.

That is my comment. We have to understand clearly what the degree of bilingualism means. It is somewhat like illiteracy. It has become very complicated, because we now talk about absolute illiteracy and functional illiteracy. Absolute illiteracy is very easy to understand, but one of four or five people may be functionally illiterate. This is very difficult, and we must agree on the terms. I will therefore like you to give us your statistics on the percentage of A's, B's and C's. Perhaps you gave us the figures, but I did not see them. Then I will know how bilingual you are.

Ms Chartrand: You will find these figures in the black book given to you. Since there are many charts, I suppose that you have not seen all the details. Only 69 out of 1,037 positions are still at the A level.

[Texte]

Le sénateur David: C'est bien. L'an prochain, il n'y en aura plus, et ce sera formidable.

Mme Chartrand: Peut-être.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, sénateur, pour vos remarques fort pertinentes.

Monsieur le sous-ministre, je vais vous laisser quitter en vous signalant que vous serez bientôt réinvité par le Comité pour qu'on puisse voir ce qui sera arrivé à ces vœux pieux. Vous comprendrez que les membres de ce Comité, au fil des ans, deviennent très méfiants et très sceptiques. Vous avez dit vous-même à maintes reprises que la situation était regrettable et inadmissible. Vous nous avez présenté des solutions aujourd'hui, et nous espérons pouvoir constater l'efficacité de ces remèdes au cours des mois et des années à venir. Sachez que vous devrez revenir bientôt devant ce Comité pour qu'on puisse assurer le suivi de ces vœux pieux que vous avez exprimés aujourd'hui.

Merci pour votre disponibilité. Vos fonctionnaires demeurent ici, n'est-ce pas?

M. Meyboom: Oui.

Le coprésident (M. Desjardins): Je vais leur demander d'être un peu patients, car nous devons adopter certaines motions tandis que nous avons le quorum.

Le sénateur Guay: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

I believe I could speak on behalf of all of us here, to let it be known to Dr. Meyboom what outstanding work he is doing at the present time. He is probably working 24 hours a day, and yet found time to be with us today, and did not delay it. This is greatly appreciated. I know your sincerity in this particular regard. On behalf of the committee—I am sure everybody wants to join me—I wish you well in the work you are doing at the present time, and I know it is a heck of a task. Happy New Year.

Dr. Meyboom: Thank you, Senator.

Le coprésident (M. Desjardins): Revenons donc aux points 2 et 3 de l'ordre du jour. Le point 2 porte sur l'adoption du quatrième rapport du Sous-comité.

M. Duguay: Monsieur le président, je propose l'adoption du quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Le quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté. [Voir le procès-verbal de la réunion]

M. Duguay: Je propose l'adoption du cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure.

Le coprésident (M. Desjardins): Je dois vous signaler que M. Gauthier a proposé un léger amendement qui, selon moi, est tout à fait recevable. Le cinquième rapport se lirait comme suit:

[Traduction]

Senator David: That is good. Next year, there will not be any, and that will be wonderful.

Ms Chartrand: Perhaps.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Senator, for your most relevant remarks.

Mr. Deputy Minister, I shall let you go by telling you that you will soon be called back by the committee so that we can see what has happened to these pious wishes. You will understand that the members of this committee, over the years, have become very suspicious and very sceptical. You yourself said many times that the situation was regrettable and unacceptable. You presented solutions to us today and we hope to be able to find out how effective these remedies are over the coming months and years. I warn you that you will soon have to come back before this committee so that we can follow up on these pious wishes you expressed.

Thank you for being available. Your officials are staying here, are they not?

Dr. Meyboom: Yes.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I shall ask them to have a little patience, because we must pass some motions while we have a quorum.

Senator Guay: Point of order, Mr. Chairman.

Je crois que je peux parler au nom de tous ceux qui sont ici pour faire savoir à M. Meyboom qu'il fait du travail exceptionnel actuellement. Il travaille probablement 24 heures par jour, mais malgré cela, il s'est donné la peine de nous voir aujourd'hui et n'a pas reporté la réunion. C'est très apprécié. Je connais votre sincérité à cet égard. Au nom du Comité—je suis sûr que tous voudront se joindre à moi—je vous souhaite bonne chance dans le travail que vous faites à l'heure actuelle; je sais que c'est un défi de taille. Bonne Année.

M. Meyboom: Merci, sénateur.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): So let us come back to items 2 and 3 on the agenda. Item 2 concerns adopting the subcommittee's fourth report.

Mr. Duguay: Mr. Chairman, I move the adoption of the fourth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

The fourth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure is adopted. [See the Minutes of Proceedings]

Mr. Duguay: I move the adoption of the fifth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I must point out to you that Mr. Gauthier has moved a slight amendment, which I think is quite in order. The fifth report would read as follows:

[Text]

Que le gouvernement adopte une politique et émette des directives précises. . .

et ainsi de suite. On ajoute simplement les mots «adopte une politique».

M. Duguay: Cela me va très bien car j'allais suggérer des changements. Si on adopte une politique, on aura la chance de réparer un peu les choses.

L'amendement est adopté.

Le cinquième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure est adopté tel que modifié. [Voir le procès-verbal de la réunion]

Le coprésident (M. Desjardins): Étant donné que les fonctionnaires du ministère ont quitté pour quelques minutes, je vais interrompre la séance pour une minute ou deux.

• 1659

• 1702

Le coprésident (M. Desjardins): À l'ordre!

Sénateur Guay.

Le sénateur Guay: Je reviens au programme du ministère. Le sous-ministre dit dans son mémoire

that he realized the ideal solution to this problem is to increase the critical mass of francophones and that strategies being used in this respect include sponsoring pre-employment university level study programs, increased interface with the francophone scientific community, etc.

I asked the question before and I believe you told me que vous feriez des représentations dans les universités francophones. J'accepte cela. Vous dites que vous avez un programme de formation pour les anglophones qui veulent apprendre le français. Quel a été votre taux de succès dans ce programme? Quel pourcentage des gens ont bien réussi? Comme le sénateur David, je pourrais vous demander quels sont ceux qui ont eu A, B et C, mais ce qui m'intéresse le plus, c'est ceux qui ont échoué. Combien n'ont pas terminé le cours ou n'ont pas réussi le cours? Si vous n'avez pas ces détails sous la main, pouvez-vous nous les envoyer?

Mme Chartrand: Je veux que vous me précisiez votre question pour que je puisse vous envoyer les renseignements adéquats. Vous voulez connaître le nombre de gens qui ont suivi des cours de formation linguistique et qui ont échoué. Est-ce bien cela?

Le sénateur Guay: De plus, je veux savoir si ce programme de formation pour les anglophones a eu du succès. Quel est le nombre de personnes qui n'ont pas réussi à terminer le programme et combien de personnes ont eu du succès, ont bien appris le français? C'est ce que je voudrais savoir.

[Translation]

That the government adopt a policy and issue specific directives. . .

and so on. The words "adopt a policy" are simply being added.

Mr. Duguay: That suits me very well, because I was going to suggest changes. If a policy is adopted, there will be a chance to correct things a little.

The amendment is adopted.

The fifth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure is adopted as amended. [See the Minutes of Proceedings]

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Since the officials from the department have left for a few minutes, I adjourn the meeting for a minute or two.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Order!

Senator Guay.

Senator Guay: I come back to the department's program. The Deputy Minister says in his brief:

qu'il se rend compte qu'une augmentation de la masse critique des employés francophones représente la solution idéale à ce problème et que c'est pourquoi, parmi les stratégies actuelles à cet égard, se retrouvent le parrainage de programmes pré-emploi pour les étudiants du niveau universitaire, une augmentation du nombre de contacts avec les milieux scientifiques francophones, etc.

J'ai déjà posé la question et je crois que vous m'avez dit that you would make representations to the francophone universities. I accept that. You say that you have a training program for anglophones who want to learn French. What has been your success rate in this program? What percentage of people have done well in it? Like Senator David, I could ask you who got an A, B or C but what interests me most is those who failed. How many did not complete or pass the course? If you do not have these details at hand, can you send them to us?

Ms Chartrand: I want you to clarify your question for me so that I can send you the right information. You want to know how many people took language training courses and failed. Is that right?

Senator Guay: Furthermore, I want to know if this training program for anglophones has been successful. How many did not manage to complete the program and how many succeeded and have learned French well? That is what I would like to know.

[Texte]

Mme Chartrand: Je vais vous fournir ces statistiques-là. Je ne les ai pas ici présentement, mais on va vous les envoyer.

Le sénateur Guay: Votre sous-ministre a de très bonnes intentions et je le crois, mais ce qui m'inquiète, ce sont les autres cadres dans les régions. Parfois, c'est à ce niveau qu'il y a une lacune, et les subalternes ont peur de le dire au sous-ministre. Souvent nos francophones en souffrent, surtout dans l'Ouest. J'en sais quelque chose. Êtes-vous prêt à examiner sérieusement ce que je vous dis, à voir quelle est l'attitude de vos hauts fonctionnaires régionaux? C'est très important.

• 1705

Mme Chartrand: C'est une très bonne question.

M. Chandonnet: Nous avons intégré à la planification des programmes les éléments de formation du personnel, les besoins en langues officielles et les objectifs établis pour le recrutement des francophones, par exemple. Lors de l'examen du milieu de l'année, on fait une analyse des programmes et des projets qui ont été approuvés par les directeurs régionaux, entérinés par le sous-ministre adjoint concerné et soumis au sous-ministre comme plan d'action pour l'année qui vient. Quand il y a manque à gagner, on avertit le directeur de la région par l'intermédiaire du sous-ministre adjoint et on leur recommande des correctifs.

Le sénateur Guay: Il faut aller plus loin. Si je suis sous-ministre et que je vais visiter certains endroits, tout le monde est bien d'accord avec moi. Mais une fois que je sui parti, c'est une autre histoire. Il faut s'assurer que les employés ne se sentent pas inférieurs pour la simple raison qu'ils sont francophones.

M. Victor Rabinovich (sous-ministre adjoint aux Relations internationales, ministère des Pêches et des Océans): Je peux vous dire, monsieur le sénateur, qu'au comité exécutif du Ministère, on est vraiment préoccupé par la question de la participation des francophones. Ce n'est pas seulement une question de faire un examen annuel ou deux examens par année de la participation des francophones au sein du Ministère. Maintenant, à chaque réunion du comité des ressources humaines, on s'interroge sur cette question. Le sous-ministre demande aux sous-ministres adjoints si des francophones ont été embauchés. Il nous demande ce qu'on fait pour atteindre les objectifs d'embauche qui ont été établis. On se demande aussi si des gens dont les noms sont sur la liste prioritaire, la liste de francophones établie par madame qui contient les noms des francophones qui ont les aptitudes nécessaires pour avancer à des niveaux plus élevés, ont reçu leur promotion. Je peux donc vous dire en toute honnêteté qu'on se préoccupe vraiment d'augmenter la participation des francophones au sein du Ministère.

Je travaille au Ministère depuis au moins cinq ans. Je constate que le comportement des gens du Ministère et

[Traduction]

Ms Chartrand: I shall provide you with those statistics. I do not have them here now but they will be sent to you.

Senator Guay: Your Deputy Minister has very good intentions, and I believe him, but what concerns me is the other managers in the regions. Sometimes the problem is there and the subordinates are afraid of saying so to the Deputy Minister. Often our francophones suffer for it, especially in the West, as I know to my cost. Are you prepared to look seriously at what I am telling you, to check on the attitude of your senior regional officials? That is very important.

Ms Chartrand: That is a very good question.

Mr. Chandonnet: In program planning, we have included things like personnel training, official languages requirements and francophone recruiting targets. At the mid-year review, programs and projects are analysed that have been approved by the regional directors, endorsed by the assistant deputy minister concerned and submitted to the deputy minister as an action plan for the coming year. When there is a deficiency, the regional director is informed by the assistant deputy minister and corrective action recommended.

Senator Guay: You must go further. If I go as deputy minister and visit some places, everyone agrees with me. But once I have left, it is a different story. Employees must not feel inferior just because they are francophone.

Mr. Victor Rabinovich (Assistant Deputy Minister, International Relations, Department of Fisheries and Oceans): I can tell you, Senator, that on the executive committee of the department, we are really concerned by the question of francophone participation. It is not simply a matter of an annual or twice-yearly review of francophone participation in the department. This issue is now raised at every meeting of the human resources committee. The deputy minister asks the assistant deputy ministers if francophones have been hired. He asks us what is being done to reach the hiring objectives that have been set. We are also asked if francophones with the necessary ability to move to higher levels, and who are on the priority list drawn up by Ms Chartrand, have been promoted. I can therefore, tell you quite honestly that we are really concerned about increasing francophone participation in the department.

I have been working in the department for at least five years. I notice that the behaviour of people in the

[Text]

leur façon de travailler ont vraiment changé depuis cinq ans.

Le sénateur Guay: Je vais me servir du mot «visible» qu'a employé votre sous-ministre. J'espère que ce sera très visible à l'avenir.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci, monsieur le sénateur. Monsieur Marin.

M. Marin: Dans votre ministère, il y a des sections qui sont plus anglophones que d'autres. Au mois de juin 1986, j'ai eu une conversation avec le groupe qui négociait avec les pays étrangers les droits de pêche du Canada. J'ai été étonné de voir qu'aucune des trois personnes qui nous ont reçus ne parlait français. J'étais avec trois autres députés. Je me suis dit: J'espère que quand viendra le temps de négocier avec la France, ces trois personnes parleront chinois et les Français parleront chinois aussi.

Comment se fait-il qu'on ne se préoccupe pas de choses aussi évidentes? Comment se fait-il qu'on ne se préoccupe pas du fait qu'il y a des postes qui doivent absolument être occupés par des personnes parfaitement bilingues? Je vais peut-être conclure une chose qui n'est pas complètement vraie, mais c'est peut-être pour cette raison-là que le Canada, à l'été de 1986, a perdu sa cause avec la France.

• 1710

Dans le livre noir que vous nous avez donné, on dit que la représentation des francophones en 1983 était de 28 p. 100 ici, et qu'elle est passée à 26.8 p. 100. Je suis sûr que cela fera aussi partie de vos préoccupations.

J'ai une remarque à faire sur votre mémoire, remarque qui n'est peut-être pas à propos. Dans un texte où parle des langues officielles, je ne vois pas pourquoi on sent le besoin d'insister sur le fait que l'Institut Maurice-Lamontagne a été parrainé par l'ancien ministre des Pêches et des Océans, le sénateur Pierre De Bané. Je n'ai rien contre mon ami, mais on aurait pu également dire qu'il est debout grâce au ministre actuel.

Mme Chartrand: Vous disiez que la participation des francophones était de 28 p. 100 à un moment donné dans la région de la Capitale nationale. Il y a effectivement eu une baisse de la participation francophone, en particulier dans la région de la Capitale nationale.

Dans le plan d'action, on a fixé des objectifs numériques pour la participation des francophones. On veut augmenter la participation des francophones dans la région de la Capitale nationale, en particulier dans la catégorie de la gestion et dans les catégories scientifique, technique et administrative et du service extérieur.

M. Rabinovich: En ce qui concerne la représentation des francophones au sein du groupe qui s'occupe des relations internationales, elle est d'environ 30 p. 100 chez les agents. La langue de travail est parfois le français. Les notes de service, à l'intérieur du groupe, sont rédigées en français, pas souvent, mais de temps à autre.

Le sénateur Guay: Depuis quand?

[Translation]

department and their way of working have really changed in the past five years.

Senator Guay: To use the word "visible" used by your Deputy Minister, I hope that this will be very visible in the future.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, Senator. Mr. Marin.

Mr. Marin: In your department, some sections are more anglophone than others. In June 1986, I had a conversation with the group negotiating Canada's fishing rights with foreign countries. I was amazed that none of the three people who received us spoke French. I was with three other MPs. I said to myself, "I hope that when the time comes to negotiate with France, these three people will speak Chinese and the French will speak Chinese too."

How is it that people do not care about such obvious things? How is it that there is no concern that some positions must absolutely be filled by perfectly bilingual people? I may be drawing an unwarranted conclusion, but it is perhaps for this reason that Canada lost its case with France in the summer of 1986.

In the black book that you gave us, it says that francophone representation in 1983 was 28% here and that it has dropped to 26.8%. I am sure that you will also be concerned about that.

I have a comment on your brief that may not be in order. In a paper on official languages, I do not see why it is necessary to stress the fact that the Maurice Lamontagne Institute was sponsored by the former Minister of Fisheries and Oceans, Senator Pierre De Bané. I have nothing against my friend, but it could also be mentioned that this institute owes something to the present minister.

Ms Chartrand: You were saying that francophone participation was once 28% in the National Capital Region. There has indeed been a decline in francophone participation, especially in the National Capital Region.

In the action plan, numerical targets have been set for francophone participation. We want to increase francophone participation in the National Capital Region, especially in the management, scientific, technical, and administrative and foreign service categories.

Mr. Rabinovich: Francophones account for about 30% of the officials in the group dealing with international relations. The working language is sometimes French. Memos within the group are written in French, not often, but from time to time.

Senator Guay: Since when?

[Texte]

M. Rabinovich: Depuis à peu près deux ans.

Je regrette beaucoup que lors d'un *briefing* organisé pour des députés, personne n'ait pu donner le *briefing* en français. Ce n'est pas acceptable. Je peux cependant vous donner d'autres exemples. Tout récemment, j'ai donné un *briefing* à Moncton pour la presse régionale, la presse écrite et la presse électronique. Tout s'est passé en français pendant trois ou quatre heures. J'ai donné des entrevues et des **briefings* pour la presse française ici, à Ottawa. Je peux aussi vous assurer que des négociations avec la France, des séances techniques et des séances générales, se sont déroulées entièrement en français. Je tiens compte de ce que le député vient de nous dire, et je vérifierai pour voir pourquoi c'est arrivé en 1986. Cela ne devra pas arriver à l'avenir.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci. J'invite maintenant le sous-commissaire aux langues officielles, M. Rainboth, à se joindre à nous

to make a brief comment.

Mr. Peter L. Rainboth (Deputy Commissioner of Official Languages): *Monsieur le président*, judging from proceedings this afternoon, as well as from our knowledge of the official languages situation in the department, it is evident that the Department of Fisheries and Oceans has trouble providing service to the public; that is, providing the active offer of services in both official languages, whether on the telephone or in person, in many of its bilingual offices.

Services in French are often unavailable in the Gulf region, which serves parts of Nova Scotia, Newfoundland, P.E.I., and Northumberland County in New Brunswick. There are also deficiencies in the Scotia—Fundy region, even in areas where there are well established Acadian communities.

• 1715

With only eight bilingual employees outside the National Capital Region in Quebec and the Gulf and Scotia—Fundy regions, the department cannot guarantee service in the language of the minority.

Tout de même, ce qui est plus encourageant, on conçoit que le ministère a pris des mesures pour faciliter l'utilisation du français comme langue de travail. Les instruments de travail, les services personnels et les services fournis par les Unités centrales de soutien sont disponibles dans les deux langues officielles. Et nous sommes heureux aussi de souligner l'ouverture officielle au mois de juin de cette année de l'Institut Maurice Lamontagne à Sainte-Flavie, à Québec, le premier centre de recherche du ministère où la langue de travail sera essentiellement le français. C'est un accomplissement.

Toutefois l'absence d'un nombre suffisant de francophones en dehors des régions du Golfe et du Québec et le bilinguisme insuffisant de la plupart des anglophones dans des postes bilingues ont un impact

[Traduction]

Mr. Rabinovich: For about the last two years.

I greatly regret that it was not possible for a briefing for MPs to be given in French. This is unacceptable. I can, however, give you other examples. Quite recently, I gave a briefing in Moncton for the regional print and electronic media. It was all in French and lasted three or four hours. I have given interviews and briefings for the French press here in Ottawa. I can also assure you that negotiations with France and technical and general meetings have been held entirely in French. I have taken note of what the member just told us and I will find out why this happened in 1986. It must not happen in future.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you. I now invite the Deputy Commissioner of Official Languages, Mr. Rainboth, to join us

pour faire un bref commentaire.

M. Peter L. Rainboth (sous-commissaire aux langues officielles): Mr. Chairman, d'après la séance de cet après-midi et notre connaissance de la situation des langues officielles au ministère, il est évident que le ministère des Pêches et des Océans a du mal à servir le public, c'est-à-dire à offrir activement les services dans les deux langues officielles, que ce soit au téléphone ou en personne, dans ses nombreux bureaux bilingues.

Souvent, les services en français ne sont pas disponibles dans la région du Golfe, qui dessert certaines parties de la Nouvelle-Ecosse, de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard et du comté de Northumberland au Nouveau-Brunswick. On constate également des lacunes dans la région Scotia—Fundy, même dans des régions où se trouvent des collectivités acadiennes bien établies.

Le ministère, qui ne compte que huit employés bilingues à l'extérieur de la région de la Capitale nationale, soit au Québec et des régions du golfe et de Scotia—Fundy, ne peut garantir le service dans la langue de la minorité.

Nevertheless, something more encouraging is that the department has taken action to make it easier to work in French. Manuals, personnel services and services provided by the central support units are available in both official languages. We are also pleased to point out the official opening in June this year of the Maurice Lamontagne Institute in Sainte-Flavie, Quebec, the first research centre in the department where the working language will be essentially French. That is an accomplishment.

However, the lack of francophones outside the Gulf and Quebec regions and the insufficient bilingualism of most anglophones in bilingual positions have a direct impact on the language of work. It is indeed the

[Text]

direct sur la situation de la langue de travail. C'est bien le consensus, cet après-midi je crois, que Pêches et Océans se doit d'examiner la situation de plus près en vue d'y apporter des correctifs qui s'imposent.

As for equitable participation, disparities persist in most categories and regions. I think the numbers tell the story. Francophone participation is under 15% in all occupational categories except administration and foreign service and administrative support. In the scientific and professional categories there are only 107 francophones out of 1,033 employees. In the management category within the National Capital Region, only 6 of 58 employees are francophones. In the central, Arctic and West regions, as alluded to earlier this afternoon, which include Ontario without the NCR and Manitoba, only 4 of 504 employees are francophones. Anglophone participation in Quebec at 8% is low.

Progress is still necessary, therefore, to ensure that both minorities have access to positions and promotions in the department.

En conclusion, monsieur le président, la situation linguistique demeure nettement insatisfaisante à Pêches et Océans, et le ministère devrait faire preuve d'une détermination plus soutenue que par le passé et assurer que la mise en oeuvre des activités du Plan des langues officielles implique chacun de ses gestionnaires. Sans de meilleurs contrôles sur l'imputabilité de tous les gestionnaires en matière de langues officielles, le ministère ne pourra prendre le large au plan linguistique sans risquer de briser les mâts.

Also, based on today's proceedings, there seems to be reason to believe the department is now better equipped to get out of the linguistic rut it has been in for several years. While there are serious obstacles to the actual implementation of the languages program, obstacles that have persisted for many years, senior management now seems, from what we have heard this afternoon, more acutely aware of these problems, which, after all, are its problems. There seems to be a more realistic grasp of the measures needed to bring about concrete improvement.

Monsieur le président, merci beaucoup.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci monsieur.

Je voudrais remercier nos témoins qui ont comparu aujourd'hui et vous souhaitez pour l'année 1988, sans doute, que vos souhaits se réalisent. Je voudrais en profiter pour remercier et souhaiter également aux membres du Comité, aux sénateurs, aux députés, aux gens du bureau du commissaire, mes meilleurs voeux pour 1988. Souhaitons-nous mutuellement un projet de loi C-72 voté, avec force de loi et en vigueur.

Accepteriez, monsieur Rainboth de répondre à une question de M. Marin?

[Translation]

consensus this afternoon, I believe, that Fisheries and Oceans must examine the situation more closely in order to take the necessary corrective action.

Quant à la participation équitable, les disparités persistent dans la plupart des catégories et des régions. Je pense que les chiffres sont révélateurs. La participation des francophones est inférieure à 15 p. 100 dans toutes les catégories, sauf celles de l'administration, du service extérieur et du soutien administratif. Dans les catégories scientifiques et professionnelles, on ne trouve que 107 francophones sur 1,033 employés. Dans la catégorie de la gestion dans la région de la Capitale nationale, on ne compte que six francophones sur 58 employés. Dans les régions du centre, de l'Arctique et de l'Ouest, qui comprennent l'Ontario sauf la RCN ainsi que le Manitoba, comme on l'a déjà mentionné cet après-midi, seulement quatre des 504 employés sont francophones. La participation des anglophones au Québec, qui est de 8 p. 100, est faible.

Il faut toujours faire des progrès, donc, si l'on veut que les deux minorités aient accès à des postes et à des promotions au ministère.

In conclusion, Mr. Chairman, the language situation remains clearly unsatisfactory at Fisheries and Oceans and the department should show firmer determination than it has in the past and ensure that the implementation of the official languages plan involves every one of its managers. Without better control over the accountability of all managers for official languages, the department will not successfully come to grips with its language problem.

Par ailleurs, d'après les témoignages d'aujourd'hui, il semble raisonnable de croire que le ministère est maintenant mieux en mesure de sortir du marasme linguistique où il languit depuis des années. La mise en oeuvre de programme des langues officielles fait face à de graves obstacles qui existent depuis des années, mais selon ce que nous avons entendu cet après-midi, il semble que la haute direction est maintenant plus consciente de ces problèmes, qui sont après tout les siens. Il semble que l'on se rend compte mieux des mesures nécessaires pour améliorer la situation concrètement.

Mr. Chairman, thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you, sir.

I would like to thank our witnesses who appeared today and hope that in 1988, no doubt, your wishes will come true. I would also like to take this opportunity to thank the members of the committee, senators and Members of Parliament and the people from the Commissioner's office, and to extend to them my best wishes for 1988. Let us all hope that Bill C-72 will pass, become law and take effect.

Mr. Rainboth, would you agree to answer a question from Mr. Marin?

[Texte]

M. Marin: Dans votre pourcentage d'anglophones au Québec, est-ce que vous comptez les francophones qui sont parfaitement bilingues? Ou comptez-vous simplement les anglais qui sont employés du ministère?

M. Rainboth: C'est exact. Il s'agit de ceux dont la première langue déclarée est l'anglais.

• 1720

M. Marin: Mais est-ce là l'objectif visé, à savoir obtenir un pourcentage d'anglophones ou avoir un bilinguisme le plus intégral possible? Quel est l'objectif que l'on vise?

M. Rainboth: Ce serait les deux. Peut-être les représentants du ministère voudraient-ils commenter ce point. Mais je crois que ce serait deux des objectifs ordinaires.

M. Chandonnet: Oui, si vous me permettez. L'objectif est 9 p. 100. La population anglophone du Québec *at large* est de 9 p. 100. Donc on doit faire un petit chemin. Mais il faut se souvenir que la région du Québec en est une unilingue française. Alors, il faut faire un effort, là, pour attirer des francophones qui devront travailler en français, bien entendu.

On a un petit handicap, ici; car il faut convaincre des anglophones de venir dans la région du Québec, à Sainte-Flavie, du côté scientifique, et y travailler en français. Alors, il leur faut une capacité confirmée afin de prouver qu'ils peuvent travailler d'une façon productive.

Le coprésident (M. Desjardins): La séance est ajournée jusqu'à nouvelle convocation du président.

[Traduction]

Mr. Marin: In giving the percentage of anglophones in Quebec, do you include perfectly bilingual francophones? Or do you only count people of English mother tongue employed in the department?

Mr. Rainboth: That is right. It is those whose declared first language is English.

Mr. Marin: But what is the purpose, to have a certain percentage of anglophones or to have as much bilingualism as possible? What is the goal you are striving for?

Mr. Rainboth: Both. Perhaps the representatives of the department would like to comment on this point. I believe that those would be two of the ordinary objectives.

Mr. Chandonnet: Yes, if you would allow me. The objective is 9%. Anglophones are 9% of the Quebec population at large. So we have some way to go. But you must remember that the Quebec region is unilingual French. So an effort must be made there to attract francophones who will have to work in French, of course.

We have a small handicap here, because we have to persuade anglophones to come to Sainte-Flavie in the Quebec region and do scientific work in French. So they have to have a proven ability to work productively in that language.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): The meeting is adjourned to the call of the chair.

[Français]

... simplement les anglais qui sont employés de manière...

... les deux dans le cas où il y a une situation...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

[Français]

... employés de manière...

... les deux dans le cas où il y a une situation...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

... M. Charbonneau: Oui, c'est la question de savoir...

question de M. Maréchal

APPENDIX "OLLO-2"
STATEMENT
OF
THE COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES
TO THE PERMANENT
JOINT COMMITTEE ON OFFICIAL LANGUAGES
PRESENTED ON DECEMBER 16, 1987

Responses to the Commissioner's special reports to the Governor in Council

Mister Chairman:

You will recall that on December 19, 1986 and on January 12 and 16, 1987 I submitted three special reports to the Governor in Council pursuant to Section 33 of the Official Languages Act, which allows the Commissioner such recourse when he finds that no sufficient or appropriate measures have been taken within reasonable time frames by the federal institution involved. On January 20 last, these reports, dealing with serious violations to both the letter and the spirit of the Official Languages Act, were submitted to the Speakers of both Houses pursuant to the same Section. The following day, they were tabled before this Committee. On December 14, 1987, in addition to this statement, I had the honour of submitting to the Speakers of both Houses the responses received from the governmental authorities involved.

I am happy to inform you that in the three cases, considering present circumstances, I have been able to accept the responses and the commitments of the organizations involved, as approved by the Governor in Council. The ministerial responses had been forwarded to me with a covering letter signed by the Prime Minister, the Right Honourable Brian Mulroney.

The first report was on language of service and involved two Crown corporations, CN and Via Rail.

The second dealt with the language of work situation at National Defence Headquarters.

The third dealt with the inadequate level of Anglophone participation in the federal public service in the Province of Quebec.

The following is a brief review of the action taken on these reports, the aim of which was to bring the Government to commit itself to the adoption of appropriate solutions to serious and long-standing problems while bringing to light certain obstacles that the present revision of the 1969 Act should help to eliminate.

The CN-VIA File: Language of Service

Regarding identified linguistic weaknesses in the area of service to the public provided by railway staff on trains and in stations:

- The deadlock between Via and the Canadian Brotherhood of Railway, Transport and Other Workers concerning collective agreements - until recently a major obstacle - has been partially broken. Via and the union have agreed on a method to designate and staff bilingual positions in stations and on board trains. On the trains, the positions in question are related to restaurant service and to service on Pullman cars.

- Via is presently working with union representatives to identify the positions to be declared bilingual in each of the regions. The latter positions will be staffed with bilingual incumbents as soon as they become vacant. Present unilingual employees will nevertheless have the right to apply for these positions, providing such a move does not constitute a promotion for them. As for external recruitment, Via will continue to ensure that new employees coming into contact with the public are bilingual.
- On the other hand, despite certain positive measures such as second-language training, constraints still remain regarding the assignment of bilingual agents to positions involving ticket control and announcements on board the trains. These tasks belong to employees who have recently been transferred from CN to Via and, on certain routes, to others who belong to CP. The Company has adopted measures regarding emergency treatment, but the response we received makes no mention of the linguistic aspects of public health and security. Via intends to raise the subject of the requirements of service to the public in both official languages with the union representing those employees during collective bargaining sessions late in 1988.

Several of these measures will significantly improve matters at Via. Nevertheless, respect for rights concerning service in both official languages, which are recognized in the Constitution and in the Official Languages Act, is still subject to existing collective agreements in certain cases. Although these agreements have no legal priority over an act of Parliament, the general public will probably have to wait before being allowed to exercise all its rights in this regard. The authorities involved will have to pursue this matter vigorously until such time as their work units have a bilingual capability wherever the Law requires it, thus allowing for the active offer and the appropriate delivery of services. Indeed, exceptional vigilance is required in this case from the authorities concerned.

The National Defence File: Language of Work

The language-of-work problems at the Department of National Defence brought to the Governor in Council's attention on January 16, 1987, were examined by departmental authorities who subsequently created an Advisory Committee on Official Languages. The Department's first response, dated June 25, 1985, was somewhat lacking in precision so, on July 31, I invited the Governor in Council to re-examine the problem and to ask that the Department take appropriate measures to give French its rightful place as a language of work.

On December 7, 1987, I received from the Minister of National Defence, who had been invited by the Prime Minister to continue to look for appropriate solutions, commitments which, once acted upon, will lead to significant progress.

- The Department is ready to work towards a solution to its basic linguistic problems. We note that the higher authorities have a new and firm commitment to integrate their official languages obligations with their operational objectives. This commitment has led to the creation of an Executive Committee on Official Languages assigned the duty of developing new initiatives.

- . The Department has requested and obtained from the Treasury Board Secretariat the authorisation to use additional translators in order to move more quickly on the translation of technical work documents presently existing only in English.
- . Contract tenders for equipment delivered to the Department now have a clause requiring bilingual documentation. Delivery of this documentation must coincide with the first training sessions for staff and the delivery of the equipment to the users.
- . The Department has already reviewed some 350 elementary and advanced training courses in order to ensure that they are also available in French. Other directives, envisaged for February 1988, will deal with departmental objectives concerning some 1,250 additional courses.
- . On the military side, interim directives have been issued to ensure that bilingual positions begin to be staffed with linguistically qualified personnel by the next transfer phase; a high priority is given positions involving service to the public, security and safety, and personnel training. These priorities will be confirmed as soon as the re-identification of the positions and the language knowledge tests have been completed. As for civilian positions, managers will henceforth have to review their staffing requests to ensure that, in the case of bilingual positions, the highest possible degree of bilingualism is required of incumbents at the moment of appointment.

We will have to wait a little before being in a position to determine what degree of progress these measures and various other initiatives will bring to the situation. I will therefore be following matters closely.

A statement by the Minister deserves particular attention because it reveals a new attitude on the part of the Department. I quote:

"The Department recognizes the principle that the defence of the country rests upon the contribution of all Canadians whatever their first official language. In this regard, the objectives of efficiency and those relating to linguistic requirements are complementary."

A total adherence to this basic principle is indispensable to an implementation of the Official Languages Act based on the recognition of the equality of status, rights and privileges of both official languages of the country as prescribed by the 1969 Act and the Constitution.

File on Anglophone Participation in Quebec

As for the participation of Anglophones in the federal public service in Quebec, the President of the Treasury Board, in cooperation with the Public Service Commission, established a working group which proposed various measures, the main thrust of which is as follows:

- . Canada Employment Centres and the Public Service Commission will receive from those institutions with participation problems more precise data concerning the qualifications required of candidates;

- . managers will be made more aware of the problem of Anglophone under-representation in order that they may become conscious of present weaknesses and of necessary corrective action;
- . institutions will re-examine their recruitment methods in Quebec in order to eliminate any eventual technical problems and they will also review the language profiles and requirements of their positions;
- . institutions will advertize vacant positions in both French- and English-language newspapers and enhance relations with representatives of the English-speaking community, its teaching establishments and its other organizations in order to find candidates;
- . selection boards should, in principle, have at least one Anglophone and should at least have a sufficient knowledge of English to give fair treatment to Anglophone candidates;
- . the ad hoc committee will meet in mid-1988 and early in 1989 to ensure a proper follow-up and to assess the pertinence of the measures contained in its report.

It is to be expected that all concerned authorities, both in central agencies and in each institution, will supervise and monitor the implementation of the plan.

Conclusion

I should like to thank all concerned for their kind support in this matter. Each of these files will require continued follow-up by the Treasury Board and by my Office. For my part, I intend to follow them closely in order to ensure that, in all three cases and in any other analogous situations, action is taken as quickly as possible on the proposed corrective measures.

All three reports to the Governor in Council seem clearly to have had a positive impact which must be prolonged. I will keep the Committee abreast of developments as the need arises. In conclusion, allow me to stress the extent to which this unusual recourse has shown how important and urgent it is to make the Official Languages Act more strict and its implementation more vigorous.

You know as well as I, through your work as Committee members, that the 1969 Act, which has served us well, is essentially permissive and that its executory character is sometimes questioned, in legal or practical terms, by institutions that neglect to pay sufficient attention to its implementation. These three cases represent a very small portion of the weaknesses that still remain under the present Act. It is imperative that Bill C-72 be debated and adopted in second reading and that the inadequacies of the present legislation be corrected by proclaiming, for instance, the primacy of the Act over other acts, by specifying the rights it acknowledges and the obligations it imposes, by increasing its protective aspects and by giving those who have been wronged appropriate recourse, be it through the Commissioner or through the courts. As soon as I am invited to do so, I will present our comments and suggestions related to the text to the Committee responsible for the study of Bill C-72.

I am happy that recourse to the Governor in Council has been maintained in the Bill. Otherwise, there would be no specifically appropriate mechanism which one might call an appeal procedure in cases that relate as much to our investigations and audits as to complaints from citizens. Let me therefore assure the Committee that I will not hesitate in accordance with the spirit and letter of the Act, and the intention of the legislators, to make good use of this recourse whenever the need arises.

COMITE MIXTE DES LANGUES OFFICIELLES

Suivant les résolutions adoptées par le Comité mixte des langues officielles, le 15 décembre 1986 et le 12 janvier 1987, le ministre de la Justice a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles.

Vous voudrez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de la Justice, Jean Chrétien

Le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles est disponible en français et en anglais.

Vous voudrez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de la Justice, Jean Chrétien

Le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles est disponible en français et en anglais.

Vous voudrez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de la Justice, Jean Chrétien

Le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles est disponible en français et en anglais.

Vous voudrez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de la Justice, Jean Chrétien

Le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles est disponible en français et en anglais.

Vous voudrez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de la Justice, Jean Chrétien

Le rapport de la Commission d'enquête sur les langues officielles est disponible en français et en anglais.

Vous voudrez bien agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de la Justice, Jean Chrétien

APPENDICE "OLLO-2"

DÉCLARATION
DU
COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES
PRÉSENTÉE LE 16 DÉCEMBRE 1987
AU
COMITÉ MIXTE DES LANGUES OFFICIELLES

Suites réservées aux rapports spéciaux du Commissaire au Gouverneur en conseil
(décembre 1986 et janvier 1987)

Monsieur le Président,

Vous vous souviendrez que j'ai soumis le 19 décembre 1986 et les 12 et 16 janvier 1987 trois rapports spéciaux au Gouverneur en conseil, en vertu de l'article 33 de la Loi sur les langues officielles qui permet ce recours lorsque aucune mesure ne paraissant suffisante et appropriée au Commissaire aux langues officielles, n'a été prise dans un délai raisonnable par une institution fédérale mise en cause. Ces rapports traitant de violations graves à la lettre et à l'esprit de la Loi sur les langues officielles avaient également été transmis, en vertu du même article, aux Présidents des deux Chambres du Parlement le 20 janvier dernier. Ils ont été déposés devant ce comité le lendemain. J'ai eu l'honneur de déposer, le 14 décembre 1987, devant les Présidents des Chambres, avec le texte de cette déclaration, celui des réponses reçues des autorités gouvernementales compétentes.

Je suis heureux de vous informer que, dans les trois cas, j'ai pu accepter, les jugeant satisfaisants dans les circonstances actuelles, les réponses et les engagements des institutions concernées dûment approuvés par le Gouverneur en conseil. Les réponses ministérielles m'avaient du reste été transmises sous couvert d'une lettre du Premier ministre, le Très Honorable Brian Mulroney.

Le premier rapport portait sur la langue de service. Il mettait en cause deux sociétés de la Couronne, soit le CN et VIA Rail.

Le second était consacré à la langue de travail au quartier général du ministère de la Défense nationale.

Le troisième traitait de l'insuffisance de la participation anglophone au sein de la fonction publique fédérale au Québec.

Voici un compte rendu succinct des suites qui ont été données à ces rapports. Ils avaient pour but d'amener le Gouvernement à s'engager à mettre en oeuvre des solutions appropriées à des problèmes graves existant de longue date, et d'éclairer ainsi certains obstacles que la révision en cours de la Loi de 1969 devrait permettre d'éliminer.

Dossier CN-Via : langue de service

Quant aux insuffisances sur le plan linguistique des services fournis au public à bord des trains et dans les gares, par le personnel des chemins de fer :

- ° Il y a un déblocage partiel au chapitre des conventions collectives entre Via et la Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers qui constituaient jusqu'ici un obstacle majeur. Via et le syndicat sont en effet convenus d'une méthode pour désigner et doter des postes bilingues dans les gares et à bord des trains pour les fonctions de la restauration et des wagons-lits.
- ° Via poursuit présentement ses rencontres avec les représentants du syndicat afin d'identifier les postes qui seront désignés bilingues dans chacune des régions. Les postes ainsi désignés seront confiés à des préposés bilingues dès qu'ils deviendront vacants. Les employés unilingues actuels pourront toutefois postuler ces postes, si tant est qu'ils ne représentent pas pour eux une promotion. Quant au recrutement externe, Via continuera de veiller à ce que les nouveaux employés en contact avec le public soient bilingues.
- ° Par contre, en ce qui a trait à l'affectation de préposés bilingues au contrôle des billets et aux annonces à bord des trains, et bien que certaines mesures positives aient été prises (formation en langue seconde), les empêchements subsistent. En effet, ces tâches relèvent des employés qui furent mutés récemment du CN à Via, ainsi que d'employés du CP pour ce qui est de certains trajets. La compagnie a pris des mesures en ce qui concerne les soins d'urgence mais, pour ce qui est des aspects linguistiques de la santé et de la sécurité du public, la réponse reçue demeure silencieuse. Via se propose d'aborder la question des exigences du service au public dans les deux langues officielles au cours des négociations collectives de fin 1988 avec le syndicat représentant ces employés.

Plusieurs de ces mesures contribueront à améliorer sérieusement la situation chez Via. Toutefois, le respect des droits aux services dans les deux langues officielles reconnus dans la Constitution et la Loi sur les langues officielles reste encore assujéti dans certains cas à des conventions collectives existantes. Bien que les conventions n'aient pas priorité en droit sur une loi du Parlement, le public devra probablement attendre avant de pouvoir bénéficier de tous ses droits. Les autorités concernées devront poursuivre vigoureusement leurs efforts afin que leurs unités de travail possèdent, dans tous les cas où la Loi l'exige, une compétence dans les deux langues officielles permettant à la fois une offre active et une prestation des services appropriés. Les autorités compétentes devront faire preuve de vigilance.

Dossier Défense nationale : langue de travail

Les problèmes relatifs au libre choix de la langue de travail au ministère de la Défense nationale, signalés au Gouverneur en conseil le 16 janvier 1987, ont quant à eux fait l'objet d'un examen de la part des autorités de ce ministère qui ont créé un Comité consultatif sur les langues officielles. La première réponse du Ministère en date du 25 juin 1987 s'étant avérée imprécise, j'ai été amené, le 31 juillet, à inviter le Gouverneur en conseil à réexaminer le problème et à demander qu'il s'engage à prendre des mesures appropriées pour donner au français la place qui lui revient en tant que langue de travail.

Le 7 décembre 1987, j'ai reçu du ministre de la Défense nationale, que le Premier ministre avait invité à poursuivre la recherche de solutions, des engagements qui, une fois exécutés, représenteront d'importants progrès :

- ° Le ministère est disposé à s'attaquer avec la vigueur nécessaire à résoudre ses problèmes linguistiques de base. Nous notons chez les autorités supérieures de cet organisme le ferme et nouvel engagement d'intégrer leurs obligations en matière de langues officielles à leurs objectifs opérationnels. La création d'un "Comité exécutif sur les langues officielles" chargé de mettre au point de nouvelles initiatives découle de cet engagement.
- ° Le ministère a demandé et obtenu du Secrétariat du Conseil du trésor l'autorisation de se servir de traducteurs supplémentaires afin d'accélérer le rythme de la traduction des documents de travail techniques n'existant encore qu'en anglais.
- ° Une clause exigeant une documentation bilingue fait désormais partie intégrante des demandes de contrats pour l'équipement livré au ministère. La livraison de cette documentation devra coïncider avec la formation initiale du personnel et la livraison du nouvel équipement aux usagers.
- ° Le ministère a déjà revu quelque 350 cours de formation élémentaire et avancée afin de s'organiser pour les assurer en français aussi. D'autres directives, prévues pour février 1988, feront état des objectifs du ministère par rapport à quelque 1250 cours additionnels.
- ° Chez les militaires, des directives intérimaires ont été émises pour voir à ce qu'on commence à combler des postes bilingues avec du personnel linguistiquement qualifié dès la prochaine phase de mutations; une grande priorité est accordée aux postes en rapport avec le service au public, la sécurité et la sûreté, et l'instruction du personnel. Ces priorités seront confirmées une fois la réidentification des postes et les tests de compétence linguistique complétés. En ce qui concerne les postes civils, les gestionnaires devront désormais revoir leurs demandes de dotation pour s'assurer que, dans le cas des postes bilingues, le bilinguisme est exigé "de façon optimale" des titulaires, dès leur nomination.

Il faudra naturellement attendre un peu avant de pouvoir mesurer quels progrès ces dispositions et diverses autres initiatives auront apportés à la situation.

Une déclaration du ministre mérite d'être soulignée d'une façon particulière puisqu'elle indique une nouvelle attitude de la part du ministère. Je cite :

"Le Ministère reconnaît que le principe de la défense du pays repose sur l'apport de tous les Canadiens quelle que soit leur première langue officielle. Dans cette perspective, les objectifs d'efficacité opérationnelle et d'exigences linguistiques sont complémentaires".

Le respect intégral de ce principe essentiel est indispensable à une mise en oeuvre de la Loi sur les langues officielles fondée sur la reconnaissance de l'égalité de statut, de droits et de privilèges des deux langues officielles du pays consacrée par la Loi de 1969 et la Constitution.

Dossier participation anglophone au Québec

Quant à la participation des anglophones à la fonction publique fédérale au Québec, le Président du Conseil du Trésor a mis sur pied en collaboration avec la Commission de la Fonction publique un groupe de travail qui proposa diverses mesures dont voici l'essentiel :

- ° les Centres d'emploi du Canada et la Commission de la Fonction publique recevront des institutions où la participation des membres des deux communautés linguistiques doit être mieux équilibrée, des indications plus précises quant aux qualités requises des candidats;
- ° les gestionnaires seront sensibilisés à l'égard du problème de l'insuffisante participation anglophone afin qu'ils prennent conscience des faiblesses actuelles et des correctifs nécessaires;
- ° les institutions reverront leurs méthodes de recrutement au Québec afin d'éliminer tout problème technique éventuel et elles réexamineront les profils et exigences linguistiques de leurs postes;
- ° les institutions devront annoncer leurs postes vacants dans les journaux des deux langues et accroître leurs relations avec des représentants de la communauté, des établissements d'enseignement et des organismes anglophones afin de repérer des candidats;
- ° les jurys de sélection devront en principe compter au moins un anglophone et à tout le moins être aptes, par leur connaissance de l'anglais, à rendre justice aux postulants anglophones;
- ° le comité ad hoc se réunira au milieu de 1988 et au début de 1989 afin d'assurer le suivi et de vérifier le bien-fondé des mesures contenues dans son rapport.

On peut donc s'attendre à ce que les autorités, les agences centrales et chaque institution exercent la surveillance et les contrôles nécessaires en vue d'appliquer ce plan.

Conclusion

Je remercie les responsables du concours souvent empressé qu'ils m'ont accordé. Chacun de ces dossiers va exiger par ailleurs une attention continue de la part du Conseil du Trésor et de la nôtre et je compte les suivre de près afin de m'assurer que, dans les trois cas et d'autres situations comparables, les redressements prévus s'amorcent dans les meilleurs délais.

Les trois rapports au Gouverneur en conseil me semblent donc avoir eu un impact nettement positif qui doit se poursuivre. Je tiendrai, s'il y a lieu, le Comité au courant des développements. En conclusion, permettez-moi de souligner combien ce recours inusité a démontré l'importance et l'urgence de rendre la Loi sur les langues officielles plus rigoureuse et, son application, plus vigoureuse.

Vous savez tout aussi bien que moi, grâce à vos travaux, que la Loi de 1969, qui a rendu de précieux services, est surtout permissive et que son caractère exécutoire a parfois été mis en doute en droit ou en fait par certaines institutions négligeant d'accorder toute l'attention nécessaire à sa mise en oeuvre. Ces trois cas ne représentent qu'une infime partie des lacunes qui perdurent sous le régime de la présente Loi. Il est impérieux que le projet de Loi C-72 soit débattu et adopté en deuxième lecture et que l'on corrige les insuffisances de la présente législation en affirmant par exemple la primauté de cette Loi par rapport aux autres lois, en précisant les droits qu'elle reconnaît et les obligations qu'elle impose, en augmentant les protections qu'elle accorde et en donnant aux personnes lésées des recours appropriés, autant par le biais du Commissaire que par celui des cours de justice. Je présenterai au Comité responsable de l'examen du projet de Loi C-72, dès qu'il m'y invitera, nos commentaires et suggestions relatifs à ce texte.

Je me réjouis que la possibilité de recourir au Gouverneur en conseil y soit maintenue car il n'existerait autrement aucune manière spécifiquement prévue d'aller pour ainsi dire en appel dans des cas qui reposent tout autant sur nos enquêtes et vérifications, que sur les plaintes des citoyens. Je puis assurer le Comité que, conformément à l'esprit de la Loi et à l'intention du législateur, je ne manquerai pas d'utiliser de nouveau ce recours quand le besoin s'en fera sentir.

Conclusion

Je remercie les responsables du concours au sein de votre Commission. Chacun de ces dossiers va être traité par votre Commission. Le Comité de la Loi a été informé de la situation et de la nécessité de faire passer ces dossiers à l'ordre du jour de la Commission. Les dossiers sont maintenant devant le Comité de la Loi. Le Comité de la Loi a été informé de la situation et de la nécessité de faire passer ces dossiers à l'ordre du jour de la Commission. Les dossiers sont maintenant devant le Comité de la Loi.

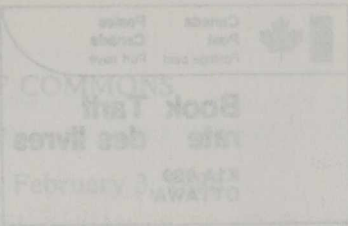
SENATE

HOUSE OF COMMONS

Volume No. 10

Wednesday, February 2, 1986

Joint Chair



It is hereby certified that this is a true and correct copy of the original as submitted to the Commission on Official Languages, Ottawa, Canada, K1A 0S9.

En ce qui concerne la reproduction de ce document, il est certifié que c'est une copie exacte et conforme de l'original tel qu'il a été soumis à la Commission des langues officielles, Ottawa, Canada, K1A 0S9.

Minutes of Proceedings of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

RESPECTING

1986 Annual Report of the Commissioner of Official Languages

WITNESSES

TÉMOINS

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

D. Irvette Fortier, Commissioner;

Peter L. Rainbolt, Deputy Commissioner;

From the Department of Fisheries and Oceans:

Peter McKeown, Deputy Minister;

Victor Rabinovitch, Assistant Deputy Minister, International Relations;

Jean Chandonneau, Director General of Personnel;

Michelle Chartrand, Director, Human Resources.

Second Session of the Thirty-Ninth Parliament, 1985-86

SENAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Volume No. 10

Wednesday, February 2, 1986

Joint Chair

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent du Sénat et de la Chambre des communes sur

Langues officielles

CONCERNANT

Rapport annuel de la Commission des langues officielles pour l'année 1986

TEMOINS

WITNESSES

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

D. Irvette Fortier, Commissioner;

Peter L. Rainbolt, Deputy Commissioner;

From the Department of Fisheries and Oceans:

Peter McKeown, Deputy Minister;

Victor Rabinovitch, Assistant Deputy Minister, International Relations;

Jean Chandonneau, Director General of Personnel;

Michelle Chartrand, Director, Human Resources.

Second Session of the Thirty-Ninth Parliament, 1985-86



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

D'Iberville Fortier, Commissioner;
Peter L. Rainboth, Deputy Commissioner.

From the Department of Fisheries and Oceans:

Peter Meyboom, Deputy Minister;
Victor Rabinovitch, Assistant Deputy Minister,
International Relations;
Jean Chandonnet, Director General of Personnel;
Michelle Chartrand, Director, Human Resources
Branch.

TÉMOINS

Du bureau du Commissariat aux langues officielles:

D'Iberville Fortier, commissaire;
Peter L. Rainboth, sous-commissaire.

Du ministère des Pêches et Océans:

Peter Meyboom, sous-ministre;
Victor Rabinovitch, sous-ministre adjoint, Relations
internationales;
Jean Chandonnet, directeur général du Personnel;
Michelle Chartrand, directrice, Ressources humaines.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 29

Wednesday, February 3, 1988

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 29

Le mercredi 3 février 1988

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

1986 Annual Report of the Commissioner of Official Languages

CONCERNANT:

Rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1986

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)

Second Session of the Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la trente-troisième législature, 1986-1987-1988

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE
AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL
LANGUAGES

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, M.P.

Joint Vice-Chairmen:

Senator Joseph Philippe Guay
Alex Kindy, M.P.

Representing the Senate:

Senators

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel

Francine Lachapelle

Joint Clerks of the Committee

ERRATUM

Issue No. 27

Page 27:5 In right column, lines 1 and 5 "Fourth Report" should read "Fifth Report".

Issue No. 28

Page 28:4 In left column, lines 44 and 47 "Fourth Report" should read "Fifth Report".

Page 28:6 In left column, line 2, "Fourth Report" should read "Fifth Report".

Published under authority of the Senate and the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES
OFFICIELLES

Coprésidents:

Le sénateur Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Vice-coprésidents:

Le sénateur Joseph Philippe Guay
Alex Kindy, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Représentant la Chambre des communes:

Les membres

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Line Gravel

Francine Lachapelle

ERRATUM

Fascicule n° 27

Page 27:5 Dans la colonne de gauche, aux lignes 1 et 5 «Quatrième rapport» devrait être remplacé par «Cinquième rapport».

Fascicule n° 28

Page 28:4 Dans la colonne de droite, aux lignes 43 et 45 «Quatrième rapport» devrait être remplacé par «Cinquième rapport».

Page 28:6 Dans la colonne de droite, à la ligne 2, «Quatrième rapport» devrait être remplacé par «Cinquième rapport».

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 3 FÉVRIER 1988

(37)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui à 15 h 36 en la salle 307 de l'édifice de l'ouest, sous la présidence de la sénatrice Dalia Wood (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs David, Guay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Allmand, Desjardins et Gauthier.

Également présents: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Rolande Soucie, chargés de recherche.

Témoins: Du ministère de la Consommation et Corporations Canada: Ian Clark, sous-ministre; Roger Gagnon, sous-ministre adjoint; Calvin Goldman, sous-ministre adjoint, Bureau de la politique de concurrence et directeur des enquêtes et recherches; Jean-Marc Labelle, directeur, division des langues officielles et de la formation. *Du Bureau du Commissaire aux langues officielles:* M. D'Iberville Fortier, commissaire.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du Sénat en date du 31 mars 1987 et l'étude de son ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 31 mars 1987 se rapportant tous deux au Rapport du Commissaire aux langues officielles de 1986 (*Voir Procès-verbal du mercredi 1^{er} avril 1987, fascicule n° 12*).

Sur motion du sénateur Guay il est convenu,—Que le document intitulé *Rapport final des audiences publiques des États généraux de la francophonie manitobaine*, soit déposé en tant que pièce auprès des cogreffiers du Comité.

Ian Clark fait une déclaration et avec les autres témoins répond aux questions.

Le Commissaire aux langues officielles fait une déclaration.

À 17 h 35 le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Line Gravel

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, FEBRUARY 3, 1988

(37)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met, this day at 3:36 o'clock p.m., in Room 307 of the West Block, the Joint Chairman Senator Dalia Wood, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators David, Guay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Desjardins and Gauthier.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Rolande Soucie, Researchers.

Witnesses: From the Department of Consumer and Corporate Affairs Canada: Ian Clark, Deputy Minister; Roger Gagnon, Assistant Deputy Minister; Calvin Goldman, Assistant Deputy Minister of the Bureau of Competition Policy and Director of Investigation and Research; Jean-Marc Labelle, Director, Official Languages and Training Division. *From the Office of the Commissioner of Official Languages:* D'Iberville Fortier, Commissioner.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference from the Senate dated March 31, 1987, and its Order of Reference from the House of Commons dated March 31, 1987, both relating to the Report of the Commissioner of Official Languages for 1986 (*See Minutes of Proceedings of Wednesday April 1, 1987, Issue No. 12*).

Moved by Senator Guay, it was agreed,—That the document entitled *Rapport final des audiences publiques des États généraux de la francophonie manitobaine* be filed with the Joint Clerks of the Committee as an exhibit.

Ian Clark made a statement and with other witnesses answered questions.

The Commissioner of Official Languages made a statement.

At 5:35 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Line Gravel

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Wednesday, February 3, 1988

• 1538

The Joint Chairman (Senator Wood): I see a quorum, so we will come to order.

Le sénateur Guay: Madame la présidente, s'il vous plaît! On m'a remis le rapport final sur les audiences publiques des États généraux de la francophonie manitobaine. Ce rapport, daté de janvier 1988, est un document d'environ 90 pages, uniquement en français. Je vous le remets tout de suite pour que vous puissiez en faire faire la traduction d'ici la semaine prochaine.

Ces gens tiennent leur congrès en fin de semaine, au Collège de Saint-Boniface, pour étudier ce document et peut-être faire d'autres recommandations en ce qui concerne le rapport final. On aura l'occasion d'en reparler, probablement la semaine prochaine.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Senator Guay. We have an item on the agenda that we will come to with regards to that.

Today the Standing Joint Committee on Official Languages is continuing its series of meetings with representatives of federal departments and agencies for the purpose of investigating the extent to which these bodies are complying with the Official Languages Act.

Il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue au sous-ministre de Consommation et Corporations Canada, M. Ian Clark, qui occupe ce poste depuis le mois de mars dernier seulement. Plus de la moitié des employés de ce ministère oeuvrent à l'extérieur de la région de la Capitale nationale et ils sont souvent en contact avec le public, qu'il s'agisse de consommateurs ou de corporations.

It is thus important that they project an image of institutional bilingualism from coast to coast, which is not exactly the case presently. After updating myself on your department, I was astonished to see that in one particular category there had been no changes whatsoever between 1981—when the then deputy minister, Mr. Post, appeared before this committee—and today. At that time the anglophone participation in Quebec was 5%, and seven years later it is still 5%.

• 1540

If we are to go further, and believe the language audit of 1986, we will have many questions for you today, Mr. Clark. I now invite you, Mr. Clark, to introduce your colleagues.

Mr. Ian D. Clark (Deputy Minister, Consumer and Corporate Affairs Canada): Thank you, Madam Joint Chairman. I have with me today Mr. Roger Gagnon, *sous-ministre adjoint du Bureau des corporations*; Mr. Calvin Goldman, director of investigation research and head of

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mercredi 3 février 1988

La coprésidente (la sénatrice Wood): Nous avons le quorum, je déclare donc la séance ouverte.

Senator Guay: Madam Chairperson, please. I have received the final report on the General Assembly of Franco-Manitobans Societies. This report dated January 1988 is approximately 90 pages long and is in French only. I will give it to you now so that you can have it translated by next week.

A convention will be held this coming weekend at St. Boniface College where the document will be studied and further recommendations may follow. We will probably talk about it again next week.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, sénateur Guay. Nous avons inscrit un point à l'ordre du jour qui porte sur le même sujet.

Aujourd'hui le Comité mixte permanent des langues officielles continue ses réunions avec les représentants des agences et ministères fédéraux pour voir dans quelle mesure ils respectent la Loi sur les langues officielles.

I am pleased to welcome today the Deputy Minister of Consumer and Corporate Affairs, Mr. Ian Clark, who took over that position only last March. More than half the employees of the department work outside the national capital region and they have frequent contacts with consumers and corporations.

Il importe donc qu'ils projettent d'un océan à l'autre l'image d'une institution bilingue, ce qui n'est pas exactement le cas actuellement. Je me suis renseigné sur votre ministère et j'ai été étonné d'apprendre que dans une catégorie particulière, rien n'avait changé depuis 1981, date à laquelle M. Post, alors sous-ministre, avait comparu devant notre Comité. La participation anglophone était alors de 5 p. 100, et sept ans plus tard, elle est toujours à 5 p. 100.

Si nous voulons aller plus avant et en croire la vérification linguistique de 1986, nous aurons beaucoup de questions à vous poser aujourd'hui, monsieur Clark. Je vous invite maintenant à nous présenter vos collègues.

M. Ian D. Clark (sous-ministre, Consommation et Corporations Canada): Merci, madame la coprésidente. Je suis accompagné aujourd'hui de M. Roger Gagnon, *Assistant Deputy Minister, Bureau of Corporate Affairs*; de M. Calvin Goldman, directeur des enquêtes et

[Texte]

the Bureau of Competition Policy; and Mr. Jean-Marc Labelle, *directeur des langues officielles et de la formation*.

Consommation et Corporations a été décrit comme étant le «ministère du marché». Notre raison d'être est de défendre les intérêts des consommateurs et des entreprises par des lois et des règlements qui ont trait aux domaines suivants: protection des consommateurs, aide aux consommateurs, innovation technique, droit des sociétés, faillite et politique de concurrence.

Notre mandat est de maintenir, par le biais des lois et des règlements, un marché fort et efficace au Canada. Nous veillons à ce que les produits achetés par les Canadiens ne recèlent aucun danger, répondent à des normes précises et soient convenablement emballés. En fournissant des renseignements essentiels aux consommateurs, nous les encourageons à devenir des participants plus exigeants. Nous favorisons également l'esprit d'innovation et d'invention en protégeant les créateurs de nouveaux produits et nous suivons de près le comportement des entreprises en vue d'assurer le maintien d'une concurrence équitable.

The department's mandate is carried out by the Bureau of Consumer Affairs, the Bureau of Corporate Affairs, the Bureau of Policy Co-ordination, the Bureau of Competition Policy, Finance and Administration Directorate, Personnel Directorate, and Office of the Assistant Deputy Registrar General. More than half the department's employees, 58%, are located at headquarters here in the National Capital Region, with the rest divided among 5 regional, 27 district, and 18 area offices.

Since 1973, when Parliament adopted the official languages resolution, Consumer and Corporate Affairs has actively pursued a program designed to implement the government's official languages policy. We are proud to have been among the leading departments in providing services in both official languages.

We know what we do bears directly on some of the nation's most pressing and challenging economic problems and we enthusiastically accept our responsibility to provide services all Canadians can use.

I would like to begin by talking about the kinds of bilingual services we now provide, and then to tell the committee how we plan to expand our linguistic capacity so we can serve the public even more effectively.

Consumer and Corporate Affairs currently has 2,285 occupied positions, of which 1,130, 49%, are bilingual. Another 1,032, 45%, are unilingual English, and 88 positions, 4%, are unilingual French. The remaining 35 positions, 2%, are designated as either/or, which means either English or French is essential, depending on the incumbent's first language. Of the department's 1,130

[Traduction]

recherches, et chef du Bureau de la politique de concurrence; et de M. Jean-Marc Labelle, *Director, Official Languages and Training*.

Consumer and Corporate Affairs Canada has been described as the "the department of the marketplace". We exist to protect the interests of both consumers and businesses through legislation and regulations in the areas of consumer protection and assistance, technological innovation, corporate law, bankruptcy and competition policy.

Our mission is to use the legislative powers of government to maintain a healthy and efficient marketplace for Canada. We work to ensure that there are no hidden hazards in the goods people buy, and that products meet specific standards and are packaged properly. By providing consumers with vital information, we encourage them to become more discriminating participants in the marketplace. We also encourage innovation and invention by providing protection to creators of new products. We monitor corporate behaviour to enable fair and equitable competition.

La réalisation du mandat du ministère est la responsabilité du Bureau de la consommation, du Bureau des corporations, du Bureau de la coordination des politiques, du Bureau de la politique de concurrence, de la Direction générale des finances et de l'administration, de la Direction du personnel et du Bureau du Sous-registraire général. Plus de la moitié des employés du ministère, soit 58 p. 100, travaillent à l'administration centrale dans la région de la capitale nationale, et les autres sont affectés dans cinq bureaux régionaux, 27 bureaux de district et 18 bureaux de secteur.

Depuis 1973, année où le Parlement a adopté la résolution sur les langues officielles, Consommation et Corporations Canada applique un programme de mise en oeuvre de la politique gouvernementale. Nous sommes fiers de compter parmi les chefs de file au chapitre des services offerts dans les deux langues officielles.

Nous savons que notre action a une influence directe sur certains des problèmes économiques les plus pressants, et c'est de bon gré que nous acceptons notre responsabilité qui est de nous mettre au service de tous les Canadiens.

Permettez-moi de commencer par les services bilingues que nous offrons actuellement après quoi je vous exposerai les moyens que nous avons l'intention de mettre en oeuvre pour accroître notre capacité linguistique afin de mieux servir le public.

Consommation et Corporations compte actuellement 2,285 postes comblés, dont 1,130, soit 49 p. 100, sont désignés bilingues, 1,032, ou 45 p. 100, anglais essentiel et 88, ou 4 p. 100, français essentiel. Les 35 autres postes, soit 2 p. 100, sont des postes réversibles. Cela signifie que la connaissance de l'anglais ou du français est essentielle, selon la première langue du titulaire. Au nombre des

[Text]

bilingual positions, 985, 87%, are occupied by employees who meet the language requirements of their position.

As part of our continuing efforts to develop a high standard of bilingual service, Consumer and Corporate Affairs has designated certain parts of the country as areas of significant demand. In these areas, services must be provided in both official languages. They are Halifax, Saint John, Moncton, Fredericton, Bathurst, Rimouski, Sherbrooke, Montreal, Ottawa-Hull, Toronto, Windsor, Sudbury, and Winnipeg. I am pleased to report that 87% of the employees in bilingual positions located in these regions meet the language requirements of their positions. The same percentage is for the department as a whole. You would be interested to know that 15% of these employees have a superior proficiency in their second language.

• 1545

Service au public: La mise en place de divers programmes permet à Consommation et Corporations Canada d'offrir les mêmes services aux anglophones qu'aux francophones. Dans tous les bureaux du Ministère, des affiches annoncent que les services peuvent être obtenus en français et en anglais. Les réceptionnistes sont tenus de répondre au téléphone de manière à ce que l'interlocuteur se sente libre de parler dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. Toutes les publications du Ministère sont bilingues et, si elles sont publiées en version distincte, chaque version porte une mention selon laquelle la publication peut être obtenue dans l'autre langue officielle.

Le Ministère a également fait en sorte qu'il y ait un minimum de personnes bilingues dans ses bureaux régionaux pour assurer un service au public dans les deux langues officielles. Quatre-vingt-sept pour cent des employés en région qui transigent avec le public répondent aux exigences linguistiques de leur poste. En outre, nous avons prévu un système de transfert d'appels grâce auquel nos réceptionnistes, qui sont tous bilingues, peuvent transférer l'appel à un employé bilingue compétent.

Dans certains de nos bureaux, des programmes linguistiques ont été mis sur pied afin de répondre à des besoins spéciaux. Ainsi, un conseiller régional spécialisé dans le domaine de la propriété intellectuelle est affecté à Montréal depuis deux ans. Il travaille en étroite collaboration avec les organisations intéressées au transfert de la technologie. Nous cherchons également à déterminer si certains documents, notamment les brevets, pourraient être traduits par des moyens mécaniques.

Comme je l'ai signalé, le Ministère a adhéré aux programmes de bilinguisme du gouvernement dès leur adoption. Et même si nous offrons déjà une bonne partie de nos services dans les deux langues officielles, nous sommes déterminés à en faire davantage.

[Translation]

1,130 postes désignés bilingues, 985, ou 87 p. 100, sont occupés par des titulaires qui satisfont aux exigences linguistiques de leur poste.

Dans le cadre des efforts constants déployés par le ministère pour offrir des services bilingues de haut calibre, certaines régions du Canada ont été désignées «régions de demande importante» et des services doivent y être offerts dans les deux langues officielles. Ce sont Halifax, Saint-Jean, Moncton, Fredericton, Bathurst, Rimouski, Sherbrooke, Montréal, Ottawa-Hull, Toronto, Windsor, Sudbury et Winnipeg. Je suis fier de vous dire que dans ces régions 87 p. 100 des titulaires de postes bilingues satisfont aux exigences linguistiques de leur poste, soit une proportion identique à celle de l'ensemble du ministère. Il peut être intéressant de noter que 15 p. 100 de ces employés ont des compétences supérieures dans leur langue seconde.

Service to the public: Services provided by Consumer and Corporate Affairs are equally accessible to anglophones and francophones because of a number of initiatives. All signs in departmental offices state clearly that our services are available in English and French. Receptionists are instructed to answer the telephone in such a way that callers feel comfortable in proceeding in either official language. All departmental publications are bilingual. If separate English and French editions are published, each version indicates that the publication is also available in the other language.

The department has taken steps to ensure that there are enough qualified bilingual employees in our regional offices to serve the public in the official language of their choice. Among employees providing service to the public in these offices, 87% meet the language requirements of their position. And we have established a call-transfer system so that our receptionists, who are all bilingual, are prepared to transfer calls to the appropriate bilingual employee.

In some of our bureaux, we are also introducing linguistic programs to meet special needs. For instance, for the past two years we have had a regional counsellor in Montreal who specialized in intellectual property. He has been working closely with organizations throughout Quebec that are devoted to technology transfer. We are also studying the feasibility of computerized translation of technical documents, such as patents.

As I pointed out, the department has energetically supported the bilingualism initiatives of the government from the time they were first adopted. And while we provide many of our services in both official languages, we are resolved to do even more in the future.

[Texte]

Nous nous engageons à continuer d'offrir des services de qualité en français et en anglais et à répondre aux besoins du public de toutes les régions du Canada. Pour atteindre également les deux groupes linguistiques, nous participons à des foires commerciales, à des conférences et à des expositions. Nous visons à accroître notre capacité linguistique de manière que 90 p. 100 des postes bilingues soient occupés par des titulaires qui satisfont aux exigences linguistiques de leur poste.

Nous sommes décidés à améliorer nos services aux minorités linguistiques là où la demande existe. Le Ministère entretient des rapports avec les associations de groupes minoritaires et participe à certains de leurs programmes d'information publique, notamment la Semaine francophone qui a lieu à Toronto. Nous tenons des statistiques détaillées sur les compétences linguistiques des employés de chacun de nos bureaux et de chacune de nos régions et nous prenons des mesures là où les objectifs n'ont pas été atteints.

Let me speak for a few minutes about the language of work in the department. Being sensitive to the linguistic needs of all Canadians means more than providing services to the public in English and French, as important as that is.

We are also working to satisfy the language preferences of our own employees in bilingual regions. This applies to employees in our offices in Saint John, Moncton, Fredericton, Bathurst, Montreal, Ottawa-Hull and Sudbury. Ideally, all employees in these offices should be able to work in the language of their choice. This sometimes does not happen, because some supervisors occupying bilingual positions are not able to supervise work in both official languages.

Since 1981 we have made considerable effort to ensure that supervisors meet the language requirements of their bilingual positions. The percentage of those who do meet these requirements has risen from 76% in 1981 to 84% in 1987, and we are working toward a goal of 90%.

The department currently has 354 occupied supervisory positions identified as bilingual. Bilingual employees occupy 84% of these positions, and 17% of these employees have superior language proficiency. We are making efforts to improve the linguistic abilities of the remaining 58 supervisors who do not meet the language requirements of their positions. Of these, 21 are on language training, with the remaining 37 exercising incumbents' rights. Administrative arrangements guarantee services in both official languages.

• 1550

The statistics for the management category positions are similar. Of the department's 71 occupied management positions, 67 are identified as bilingual, and 54, or 81%, are occupied by bilingual people. Four of the unilingual

[Traduction]

We remain committed to providing quality services in both English and French to meet the needs of the public in all areas of the country. To ensure that we reach both linguistic groups equally, we actively participate in trade shows, conferences and exhibitions. We are looking towards increasing our bilingual capacity so that 90% of bilingual positions will be occupied by employees who meet the language requirements of their positions.

We are determined to improve our services to linguistic minorities where such a need is demonstrated. The department maintains a liaison with minority associations and participates in public information programs sponsored by such groups, like the *Semaine francophone*, held in Toronto, for example. We keep careful statistics on the linguistic proficiency of employees within each of our bureaus and within each of our regions, and we are taking action to deal with areas where we have fallen short of our goals.

J'aimerais maintenant vous dire quelques mots à propos de la langue de travail. Être conscient des besoins linguistiques de tous les Canadiens ne saurait se limiter à leur offrir des services en français et en anglais, bien que cela soit très important.

Il faut aussi tenir compte des préférences linguistiques de nos propres employés dans les régions bilingues. Cela vaut pour les employés de nos bureaux de Saint-Jean, Moncton, Fredericton, Bathurst, Montréal, Ottawa-Hull et Sudbury. En principe les employés de ces bureaux ont la possibilité de travailler dans la langue officielle de leur choix. Malheureusement, il arrive que cela soit impossible, car certains surveillants qui occupent des postes bilingues ne sont pas en mesure de contrôler le travail dans les deux langues officielles.

Depuis 1981, nous avons beaucoup fait pour que les surveillants répondent aux exigences linguistiques de leur poste désigné bilingue. La proportion de surveillants qui satisfont aux exigences de leur poste est passée de 76 p. 100 en 1981 à 84 p. 100 en 1987, et nous visons un objectif de 90 p. 100.

Le Ministère compte actuellement 354 postes comblés de surveillants, qui sont désignés bilingues. Les employés bilingues occupent 84 p. 100 de ces postes et 17 p. 100 d'entre eux ont des compétences linguistiques supérieures. Nous nous employons à améliorer les compétences linguistiques des 58 autres surveillants qui ne satisfont pas aux exigences linguistiques de leur poste. Vingt et un d'entre eux suivent des cours de langue et les 37 autres exercent des droits de titulaire. Des dispositions administratives garantissent la prestation de services dans les deux langues officielles.

Il en est de même pour les postes de gestion. Sur les 71 postes comblés dans cette catégorie, 67 sont désignés bilingues et 54, ou 81 p. 100, sont occupés par des personnes bilingues. Quatre gestionnaires unilingues

[Text]

managers are now on language training, with the remaining nine exercising incumbent's rights.

The department is committed to creating a work environment where employees can work in the official language of their choice, and we will continue to strive for the regular use of both official languages.

At meetings at headquarters and in bilingual regions, employees are encouraged to use the official language with which they are most comfortable. In other locations, meetings are held in the language of the province's linguistic majority. Since my appointment at Consumer and Corporate Affairs, departmental executive committee meetings have been conducted in both official languages.

Nous voulons faire en sorte que les instruments de travail ainsi que les services personnels et centraux soient disponibles dans les deux langues officielles. Dans les régions bilingues, nous avons atteint ce but et nous cherchons maintenant à améliorer la situation dans les régions de l'Atlantique et de l'Ontario. Des mesures sont prises pour faire en sorte que les employés occupant des postes bilingues dans des régions bilingues soient évalués dans leur première langue officielle.

Participation équitable des employés: En dépit de l'actuelle période de restrictions, le Ministère réussit à créer un milieu linguistique correspondant à la répartition des francophones et des anglophones au Canada. La participation des francophones s'élève actuellement à 37 p. 100. À l'échelle du Ministère, les minorités linguistiques sont employées dans toutes les régions et, lorsqu'il existe un déséquilibre linguistique, nous veillons à le corriger.

Par exemple, tout en assumant son rôle dans la réduction des effectifs, Consommation et Corporations a réussi à faire passer le nombre de francophones appartenant à la catégorie scientifique et professionnelle à 22 p. 100 du total.

Nous nous employons à atteindre une proportion plus équitable de francophones et d'anglophones au niveau de la direction et des cadres supérieurs. Les francophones représentent actuellement 21 p. 100 des membres de la direction, soit 8 personnes sur 38, et 18 p. 100 de la catégorie des cadres supérieurs, soit 6 personnes sur 33.

Nous nous proposons d'augmenter la participation des francophones à l'extérieur des régions de la Capitale nationale et du Québec, ainsi que la participation des anglophones dans la région du Québec. Nous voulons que les deux collectivités linguistiques soient représentées équitablement dans tous les groupes professionnels et toutes les catégories d'employés ainsi qu'à tous les niveaux de l'organisation.

As evidence of the department's commitment to continue to provide quality services in both official languages, we volunteered to be one of the first departments to work toward signing a letter of understanding with the Treasury Board that makes senior departmental management more accountable for

[Translation]

suivent maintenant des cours de langue et les neuf autres exercent des droits de titulaire.

Le Ministère s'est engagé à offrir à ses employés la possibilité de travailler dans la langue officielle de leur choix, et nous continuerons à préconiser l'usage des deux langues officielles.

Dans les réunions à l'administration centrale et dans les régions bilingues, les employés sont encouragés à utiliser la langue officielle qui leur est la plus familière. Ailleurs, les réunions sont tenues dans la langue de la majorité linguistique de la province. Depuis ma nomination à Consommation et Corporations Canada, les réunions du Comité de gestion du Ministère ont été menées dans les deux langues officielles.

We are committed to making work instruments, personal and central services available in both official languages. In bilingual regions, we have been successful in providing these in both official languages, and we are improving the situation in the Atlantic and Ontario regions. We are taking steps to ensure that employees holding bilingual positions in bilingual regions are evaluated in their first official language.

Equitable participation: Even with the current restraint on resources, the department continues to be successful at creating a linguistic environment that reflects the distribution of anglophones and francophones in Canada. Francophone participation is presently at 37%. Throughout the department, linguistic minorities are employed in all regions, and where linguistic imbalances exist, we are correcting them.

For example, even though Consumer and Corporate Affairs has borne its share of workforce reduction, we have succeeded in increasing the number of francophones in the scientific and professional category to 22% of the total.

We are striving to achieve a more equitable proportion of francophones and anglophones at the executive and senior management level. Francophones now comprise 21% of the executive level, or 8 out of 38 members, and 18% of the senior management category, or 6 out of 33.

We are planning to increase francophone participation in areas outside the national capital and Quebec regions and anglophone participation in the Quebec region. We intend to ensure both language communities are equitably represented in all employee categories and occupational groups and at all organizational levels.

Comme preuve de l'engagement pris par le Ministère de continuer à fournir des services de qualité dans les deux langues officielles, nous avons offert d'être l'un des premiers ministères à prendre les dispositions pour signer un protocole d'entente avec le Conseil du trésor rendant les cadres supérieurs du Ministère plus responsables de la

[Texte]

implementing official language policies. This letter of understanding will explain how language programs will be administered within the department, and it will show how all managers share the responsibility of achieving the department's linguistic objectives. Managers will continue to submit regular reports to keep me informed of the progress of these programs.

Finally, under the terms of the letter of understanding managers will be required to meet departmental and governmental objectives within their area of responsibility. As official languages constitute part of those objectives, the annual performance evaluations of managers will indicate among other things how well they have met official language objectives within their areas of responsibility.

This letter of understanding does not break new ground for Consumer and Corporate Affairs in its effort to provide quality services in both official languages, but simply formalizes a longstanding commitment. Our willingness to be formally accountable for our language programs signals a reaffirmation of that commitment.

In conclusion, let me assure you that Consumer and Corporate Affairs will continue its efforts to give the people of Canada the best possible service in both official languages. I am personally committed to ensuring francophones and anglophones equal status in my department, and I will continue to take the leading role in creating a work environment open to both official languages.

• 1555

Finally, I would like to commend all the employees of Consumer and Corporate Affairs. Without their unstinting co-operation, our efforts to implement official languages principles could not have been so successful, and I am confident we can rely on their continued co-operation in the future.

Thank you, Madam Chairman, for your attention, and I would be happy to answer questions from members of the committee.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Clark. We will start our questions with Mr. Gauthier.

M. Gauthier: Monsieur Clark, je vous souhaite la bienvenue. Pouvez-vous déposer une copie du protocole d'entente entre vous et le Conseil du Trésor, protocole dont vous nous avez parlé?

M. I. Clark: Je vais voir si c'est possible.

M. Gauthier: J'ai une question là-dessus parce que cela me préoccupe. À qui la gestion du ministère doit-elle rendre compte? Si vous avez signé un protocole d'entente avec le Conseil du Trésor, j'aimerais en connaître les paramètres; j'aimerais également savoir s'il y a une limite et des objectifs précis. C'est une demande que je vous fais.

[Traduction]

mise en oeuvre des politiques en matière de langues officielles. Ce protocole d'entente explique la façon dont les programmes linguistiques seront appliqués au sein du Ministère et expose comment tous les gestionnaires se partageront la responsabilité d'atteindre les objectifs linguistiques. Les gestionnaires continueront de présenter des rapports périodiques afin de me tenir au courant des progrès accomplis dans le cadre de ces programmes.

Enfin, en vertu de ce protocole d'entente, les gestionnaires seront tenus de réaliser les objectifs du Ministère et du gouvernement dans leur propre champ de responsabilité. Les langues officielles étant partie intégrante de cet objectif, les évaluations annuelles de rendement des gestionnaires devront indiquer entre autres, dans quelle mesure ils ont atteint les objectifs fixés dans leur champ de responsabilité dans ce domaine.

Ce protocole d'entente ne constitue pas une initiative nouvelle de Consommation et Corporations Canada dans ses efforts pour fournir des services de qualité dans les deux langues officielles. Il officialise plutôt un engagement de très longue date. Notre volonté d'être officiellement responsables de nos programmes linguistiques est une réaffirmation de cet engagement.

En conclusion, permettez-moi de vous assurer que Consommation et Corporations Canada poursuivra ses efforts pour donner aux Canadiens les meilleurs services possibles dans les deux langues officielles. Je me suis personnellement engagé à faire en sorte que les francophones et les anglophones soient traités sur un pied d'égalité, et je serai toujours à l'avant-garde lorsqu'il s'agira de créer un milieu de travail ouvert aux deux langues officielles.

Enfin, j'aimerais féliciter tous les employés de Consommation et Corporations Canada. Sans leur pleine collaboration, nos efforts visant à mettre en oeuvre les principes liés aux langues officielles n'auraient pu être aussi fructueux, et je suis convaincu que nous pouvons continuer de compter sur leur collaboration à l'avenir.

Je vous remercie, madame le présidente, de votre attention et je serais heureux de répondre aux questions des députés membres du comité.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur Clark. Nous allons commencer avec M. Gauthier.

Mr. Gauthier: Mr. Clark, I welcome you to the committee. Could you table with this committee a copy of the letter of understanding you mentioned between your department and Treasury Board?

Mr. I. Clark: I will see if that is possible.

Mr. Gauthier: I do have a concern about it. To whom is the management of the department accountable? If you signed a letter of understanding with Treasury Board, I would like to know the parameters; I would also like to know whether there are specific goals and limits. I am requesting the information. If you cannot give it to me I

[Text]

Si vous ne pouvez pas me donner ces renseignements, je devrai les obtenir en invoquant la Loi sur l'accès à l'information. Je sais que cela existe. Pourquoi ne pas me le donner? Ce n'est pas un document d'État, j'imagine.

M. I. Clark: Le document n'est pas encore signé. On est en train de discuter avec le Conseil du Trésor, et on a un document plus ou moins final pour le moment. Je demanderai au ministre et au Conseil du Trésor quelle est la politique générale du gouvernement en ce qui concerne les documents d'entente de ce genre.

M. Gauthier: J'avais mal compris. Je croyais que le protocole d'entente était déjà signé. Je relis votre texte:

... nous avons offert d'être l'un des premiers ministères à prendre des dispositions pour signer un protocole d'entente avec le Conseil du Trésor. . .

M. I. Clark: Pour être exact, j'ai signé, mais M. Veilleux n'a pas encore signé. C'est presque conclu, mais. . .

M. Gauthier: Savez-vous quand M. Veilleux le signera?

M. I. Clark: Tout dépend de ce qu'il pense de. . .

M. Gauthier: De toute façon, pouvez-vous nous tenir au courant, nous le dire aussitôt que ce sera signé et, si possible, nous envoyer une copie de ce document?

M. I. Clark: Quand j'aurai pris des renseignements sur la politique, je pourrai répondre à vos questions plus précisément.

M. Gauthier: Très bien. J'ai plusieurs questions, mais je vais m'en tenir à la question du service au public. Comment évaluez-vous les besoins de votre clientèle? Dans vos remarques, vous avez dit que le ministère cherchait à offrir les services dans les deux langues officielles «là où la demande existe». Autrefois, les membres du Comité ont eu une bonne discussion avec M. Post sur la définition de «demande importante» et sur d'autres concepts plus vagues qui existaient dans les ministères.

Actuellement, la politique du ministère est d'offrir des services bilingues «là où la demande existe». Comment déterminez-vous cela? Le faites-vous par sondage? Rencontrez-vous les gens régulièrement pour déterminer leurs besoins? Agissez-vous simplement en réaction à la demande ou si vous allez au-devant de la demande, d'une façon plus positive?

M. Jean-Marc Labelle (directeur de la Division des langues officielles et de la formation, Consommation et Corporations Canada): Le Ministère a deux façons de procéder. Premièrement, on répond aux demandes réelles qu'on reçoit dans nos bureaux en offrant les services activement et, deuxièmement, on cherche à identifier les demandes potentielles en se basant sur les caractéristiques de la population des endroits desservis. Dans certains bureaux, là où le public s'adresse directement à nous, on tient un registre des appels téléphoniques qui nous sont acheminés dans les deux langues officielles.

[Translation]

will have to get them through the Access to Information Act. I am aware of its existence. Why not give it to me? I do not imagine it is a state secret.

Mr. I. Clark: The letter has not been signed yet. We are still discussing the matter with Treasury Board and we have a more or less final draft. I will ask my Minister and Treasury Board what the general government policy is with regards to this type of document.

Mr. Gauthier: I misunderstood. I thought the letter of understanding had been signed. You said in your text:

... we volunteered to be one of the first departments to work towards signing a letter of understanding with Treasury Board. . .

Mr. I. Clark: To be exact, I signed it but Mr. Veilleux has not. It is almost done, but. . .

Mr. Gauthier: Do you know when Mr. Veilleux will sign?

Mr. I. Clark: It depends what he thinks of. . .

Mr. Gauthier: In any event, will you keep us informed, let us know as soon as the document is signed and, if possible, send us a copy?

Mr. I. Clark: Once I have obtained information as to government policy on these matters I will be able to answer your questions more exactly.

Mr. Gauthier: Very well. I have several questions but I will limit myself to the issue of service to the public. How do you assess the needs of your clients? In your remarks, you said that the department tried to offer services in both official languages "where there is a demand". This committee has in the past had a good discussion with Mr. Post regarding the definition of "significant demand" and other even vaguer concepts applied by the departments.

Present department policy is to offer bilingual services "where there is a demand". How do you determine that? Do you conduct a poll? Do you meet with people regularly to determine what their needs are? Do you simply react to the demand or do you take a more proactive attitude?

Mr. Jean-Marc Labelle (Director of Official Languages and Training, Consumer and Corporate Affairs Canada): The Department proceeds in two ways. Firstly we respond to actual requests received in our bureaux by offering the service and, secondly, we try to identify potential demand based on the demographic profile of the region. In some bureaux, where we have direct contact with the public, we keep a log of all telephone calls received in either of the two official languages.

[Texte]

M. Gauthier: Avez-vous un numéro Zénith? Vos services téléphoniques sont-ils accessibles aux Canadiens dans les deux langues officielles partout au Canada?

M. Labelle: Partout au Canada, on offre un service téléphonique régulier dans les bottins en français et en anglais. On a fait un arrangement: lorsque les appels sont reçus dans nos bureaux, on peut les transférer à des endroits où il y a du personnel bilingue compétent.

M. Gauthier: Les Canadiens ont beaucoup entendu parler du fameux projet de libre-échange. J'ai soulevé à la Chambre une question qui me préoccupe et qui peut être rattachée à la langue de service. Comme vous le savez, on a des règlements sur l'étiquetage de certains produits jugés importants. Je pourrais vous en donner la liste, mais j'imagine que vous connaissez aussi bien que moi les différentes lois. Il y a la Loi sur les produits dangereux, la Loi sur les explosifs, la Loi sur les dispositifs émettant des radiations, la Loi sur la marine marchande, etc.

• 1600

Votre ministère a-t-il étudié ou étudie-t-il la possibilité de faire adopter une disposition législative prévoyant l'étiquetage obligatoire en français et en anglais des produits distribués partout au Canada, afin qu'il n'y ait aucun doute, aucune hésitation, aucune possibilité d'interprétation qui serait au désavantage des Canadiens? Êtes-vous prêt à nous en parler aujourd'hui ou si vous préférez m'écrire plus tard à ce sujet?

M. I. Clark: Je peux faire les deux: essayer de vous répondre aujourd'hui et vous faire parvenir une réponse plus détaillée. La politique d'étiquetage dans les deux langues officielles est clairement une politique sociale très importante du pays. C'est spécifiquement exclu des termes de l'entente de libre-échange entre les administrations du Canada et des États-Unis. C'est maintenant une question technique: il faut s'assurer que la politique sociale du Parlement du Canada sera suivie dans les années à venir. Donc, il se pose des questions techniques à ce sujet, mais aucune question de politique.

M. Gauthier: Vous êtes bien sûr que les règlements sur l'étiquetage des produits de consommation ne posent aucun problème? Vous me dites que cette réglementation fait partie des lois sociales du pays. Il me semblait que c'était le paragraphe 6(2) du Règlement 417 qui prévoyait cela. Un règlement, c'est non discrétionnaire. Vous me dites que cela fait partie des lois sociales. Je ne comprends pas. Pouvez-vous m'expliquer cela?

M. I. Clark: L'entente de libre-échange, c'est une entente commerciale. Il n'y a rien dans cette entente qui affecte les politiques culturelles, les politiques sociales et tout cela. La politique d'étiquetage, c'est une politique du gouvernement qui n'a rien à voir avec les questions commerciales dont on traite dans cette entente.

Mr. Allmand: I will not get into a debate with you here, but I do not believe this is just a commercial agreement. But that aside, is it your belief that when you say labelling is not included in the free trade agreement

[Traduction]

Mr. Gauthier: Do you have a Zenith number? Are your telephone services accessible to Canadians in both official languages everywhere in Canada?

Mr. Labelle: Everywhere in Canada we offer regular telephone service in French and in English, and our members can be found in telephone books. We have made an arrangement whereby our bureaux can transfer a call to an office where there is competent bilingual staff.

Mr. Gauthier: Canadians have heard a lot about the Free Trade Agreement. I raised a question in the House on an issue which bothers me and which may be related to the question of the language of service. As you know, we have labelling regulations for some products that are considered important. I could give you a list, but I suppose that you know the different laws as well as I do. There are the Hazardous Products Act, the Explosives Act, the Radiation-Emitting Devices Act, the Shipping Act, etc.

Has your department considered or is it considering the possibility of passing legislation requiring that products distributed throughout Canada be labelled in French and English, so that there would be no doubt, no hesitation, no possible interpretation that would be detrimental to Canadians? Are you prepared to discuss it with us today or do you prefer to write to me later about it?

Mr. I. Clark: I can do both: try to answer you today and then send you a more detailed reply. The policy of labelling in both official languages is clearly a very important social policy of the country. It is specifically excluded from the terms of the Free Trade Agreement between the governments of Canada and the United States. It is now a technical question of ensuring that the social policy of the Parliament of Canada will be complied with in the years to come. So this raises technical questions, but no political question.

Mr. Gauthier: Are you quite sure that the regulations on labelling of consumer products pose no problem? You tell me that this regulation is part of the social laws of the country. I thought it was sub-section 6(2) of Regulation 417 that provided for this. A regulation is not discretionary. You tell me that it is part of social legislation. I do not understand. Can you explain this to me?

Mr. I. Clark: The Free Trade Agreement has to do with trade. Nothing in this agreement affects cultural policies, social policies and all that. The labelling policy is one set by the government and has nothing to do with the trade issues dealt with in this agreement.

M. Allmand: Je ne vais pas débattre de cette question avec vous ici, mais je ne crois pas que cette entente soit purement commerciale. Mais à part cela, lorsque vous dites que l'entente de libre-échange ne traite pas de

[Text]

this means that because of the agreement American producers could sell into Canada without respecting our labelling law?

Senator Guay: They are doing it now.

Mr. Allmand: And if we try to enforce it against them, might they not consider it some kind of non-tariff barrier? In other words, in your opinion will they have to respect the labelling law in selling completely into the Canadian market, or would they interpret this new agreement as an exemption for them? It is not specifically mentioned, but there are general provisions that they have free access to the market and could do it without respecting our labelling law.

• 1605

Mr. I. Clark: One should not be categorical in one's responses, but my understanding of this is it is absolutely not. This cannot be used as a vehicle for importers from any country, such as the United States, to get around Canada's domestic laws about labelling products sold in Canada. I do not have the trade agreement with me. There is wording about this, that if the other side believes that changes in regulations have been made in a way purely commercial in intent to provide a non-tariff barrier, there is recourse on the other side. There is certainly no expectation on this side of the border to roll back any of the domestic legislation in these kinds of fields.

Mr. Allmand: Let us say you had a company in California that was only interested in selling labelled products such as this into British Columbia and western Canada, where they did not believe there was a large number of French Canadians, and they could send in their labelling only in English. You believe you could stop them and say they are subject to our labelling laws, so make them bilingual.

Mr. I. Clark: Absolutely.

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur Clark, bonjour et bienvenue à notre Comité.

La première chose qui nous vient à l'esprit en regardant vos notes et votre exposé, c'est que la situation s'est améliorée depuis 1981 au sein de votre ministère. Vous nous parlez d'une participation francophone de 37 p. 100. Depuis que je siège à ce Comité, j'ai rarement vu un ministère où il y avait autant de francophones. Cependant, la problématique qu'on retrouve chez vous est la même que celle qu'on retrouve dans d'autres ministères. C'est une répartition inéquitable de vos ressources.

Je regardais les endroits où vous êtes présents au Québec. On me dit que vous avez des bureaux à Hull, Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. Pour ma part, je viens de l'Abitibi-Témiscamingue et je pense qu'il y a ici des députés du Saguenay—Lac-Saint-Jean ou de la Gaspésie. J'ai l'impression que vous avez un problème de

[Translation]

l'étiquetage, croyez-vous que les producteurs américains pourraient vendre leurs marchandises au Canada sans respecter notre loi en matière d'étiquetage?

Le sénateur Guay: Ils le font maintenant.

M. Allmand: Et si nous essayons d'invoquer la loi contre eux, ne pourraient-ils pas considérer cela comme une barrière non tarifaire? Autrement dit, à votre avis, devront-ils respecter la loi sur l'étiquetage lorsqu'ils vendront des produits au Canada ou croiront-ils que ce nouvel accord les en dispense? Ce n'est pas prévu comme tel, mais selon les dispositions générales de l'entente, ils ont l'accès libre au marché et peuvent en conclure qu'ils ne sont pas tenus de respecter la loi sur l'étiquetage.

M. I. Clark: Je ne voudrais pas vous donner une réponse catégorique là-dessus, mais je crois comprendre que ce n'est pas du tout le cas. Les importateurs de quelque pays que ce soit—entre autres les États-Unis—ne pourront s'en servir pour contourner les lois canadiennes sur l'étiquetage des produits vendus au Canada. Je n'ai pas l'accord avec moi aujourd'hui. Mais l'une des dispositions de celui-ci prévoit un mécanisme de recours, si jamais l'une des deux parties estime que des changements ont été apportés aux règlements à des fins purement commerciales pour créer un obstacle non tarifaire. Je peux vous dire, cependant, que les autorités canadiennes ne prévoient nullement de modifier les lois canadiennes dans ces secteurs.

M. Allmand: Mettons qu'une compagnie californienne décide de vendre des produits étiquetés en Colombie-Britannique et dans l'Ouest du Canada, où, selon elle, le nombre de Canadiens français n'est pas suffisant pour nécessiter l'étiquetage bilingue; à ce moment-là, leurs étiquettes seraient en anglais seulement. Selon vous, vous avez les moyens de les empêcher de le faire et de les obliger à respecter nos lois sur l'étiquetage, qui exigent effectivement l'étiquetage bilingue.

M. I. Clark: Oui, absolument.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Good afternoon, Mr. Clark, and welcome to our committee.

Looking at your notes and your statement, the first thing that strikes one is that things have improved since 1981 within your department. You spoke of francophone participation being at 37%. In all the time I have been a member of this committee, I have rarely seen a department with so many francophone employees. However, the difficulties we see in your department are, in fact, the ones we have noted in other federal departments, namely, inequitable distribution of your resources.

I was just looking at the places where you maintain offices in Quebec. I am told that you have offices in Hull, Montreal, Quebec City, Trois Rivières and Sherbrooke. I, myself, am from Abitibi-Témiscamingue, and I believe we also have members from the Saguenay—Lac-Saint-Jean and Gaspé regions here today as well. My impression is

[Texte]

visibilité. Si on ne rejoint pas un bureau, on ne peut pas savoir s'il y a un problème de langue. J'essaie de voir de quelle façon vous êtes présents dans les régions périphériques du Québec ou d'autres provinces. Bien sûr, on peut probablement communiquer avec vos bureaux en composant un numéro Zénith, mais j'ai l'impression que votre ministère manque de visibilité dans les régions périphériques.

M. I. Clark: J'ai visité nos bureaux dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. On a un très petit bureau qui sert de centre pour les inspecteurs itinérants qui travaillent chez eux; s'ils ont besoin de recherche technique, c'est ce petit bureau qui la fait. Évidemment, ce bureau n'est pas très «visible». On a environ quatre personnes dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, une ou deux s'occupant des poids et mesures et les autres s'occupant des produits commerciaux.

Le coprésident (M. Desjardins): Votre ministère est responsable de la consommation. C'est un élément très important de la vie des Canadiens. À la lumière de ce que vous me dites, j'ai l'impression qu'il y a des gens qui ne savent même pas qu'ils peuvent porter plainte au niveau de la consommation. Je trouve qu'il y a là une lacune et ce que vous me dites le confirme. Il y a certaines régions qui ne doivent pas savoir que vous existez.

Avez-vous l'intention de faire quelque chose au niveau de la publicité dans les régions qui connaissent mal votre ministère? Cela pourrait faire l'objet d'un grand débat et cela dépasse un peu le cadre de votre témoignage, mais j'aimerais savoir s'il est important pour vous que l'ensemble des Canadiens puissent avoir recours à vos services.

• 1610

M. I. Clark: Nos agents sont là. Ils inspectent les magasins et toutes les machines de poids et mesures.

Le coprésident (M. Desjardins): Me dites-vous qu'un agent est passé en Abitibi-Témiscamingue ou en Gaspésie au cours de la dernière année? Si je vérifiais, pourrait-on m'assurer qu'un représentant de votre ministère est passé dans ma région au cours de la dernière année?

Le sénateur Guay: On pourrait lui donner une nouvelle liste.

M. I. Clark: Il y a un programme de rotation pour les inspections. Il y en a un pour les poids et mesures et il y en a un autre pour les produits de consommation. Je ne sais pas exactement ce qui s'est passé dans la région l'année dernière, mais j'espère. . .

Le coprésident (M. Desjardins): Je vais vérifier. J'aimerais revenir à une question que M. Gauthier a soulevée et qui est très importante pour moi. Vous dites constamment dans vos documents que vous offrez le service là où la demande est importante, là où «la demande le justifie». Pour nous, du Comité, c'est important, parce que dans le projet de loi C-72, on parle

[Traduction]

that you have a visibility problem. If it is not possible to contact an office, one can never know whether there is a language problem or not. I am trying to see to what degree you maintain a presence in the peripheral regions of Quebec or other provinces. Of course, one can probably contact your offices by dialing a Zenith number, but I have the impression your department is not visible enough in the outlying regions.

Mr. I. Clark: I have, in fact, visited our offices in the Saguenay—Lac-Saint-Jean region. Our facility there is very small and acts as a central office for travelling inspectors who work at home; if they require technical information, this small office provides it to them. Of course, it is not, in fact, very "visible". We have about four employees in the Saguenay—Lac-Saint-Jean region, one or two of whom are responsible for weights and measures, and the others for commercial products.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Your department is responsible for consumption and consumer affairs in general. That is something that is very important to Canadians. Based on what you have told me, my feeling is that some people do not even know they can complain about consumer products. That indicates to me that there is a gap in terms of the services you provide, and what you have just told me confirms that impression. Some regions probably do not even know you exist.

Do you intend to do anything to make your department's activities better known in the regions? We could, of course, have a long debate on this, and it does go somewhat beyond the focus of your testimony, but I would like to know whether you feel it is important that Canadians, as a whole, have access to your services.

Mr. I. Clark: But our representatives are there. They inspect stores and all weights and measures machines.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Are you telling me that one of your representatives has been in the Abitibi-Témiscamingue or Gaspé region within the past year? If I were to make enquiries, would I be assured that a departmental representative had visited my region in the past year?

Senator Guay: We could give him a new list.

Mr. I. Clark: There is a rotation program for inspections. There is one for weights and measures, and another for consumer products. I do not know exactly what went on in your region last year, but I hope. . .

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I will make enquiries. I would like now to come back to an issue raised by Mr. Gauthier, and which I consider very important. You say over and over in your statement that you provide service where there is significant demand, or where the demand warrants it. For the members of the committee, that is an important point, because Bill C-72

[Text]

aussi de «là où la demande est importante». La réponse que vous nous avez donnée ne me satisfait pas, en ce sens que vous sembliez dire que vous offriez le service en fonction de vos dossiers. Ce n'est pas plus technique que cela? Comment avez-vous approfondi cette idée? Je trouve très artificielle la réponse que vous nous avez donnée tout à l'heure.

M. Labelle: Le ministère va respecter la réglementation rattachée au projet de loi C-72 en matière de demande importante. Le Conseil du Trésor a fait certaines vérifications chez nous et, sauf à un endroit au Canada, on va rencontrer les exigences du Conseil du Trésor concernant la demande importante. Je ne dis pas qu'il y aura partout un inspecteur bilingue dans tous les domaines. Par exemple, on a des inspecteurs pour l'électricité et le gaz, les poids et mesures, les produits de consommation. Cependant, dans les régions où la demande sera jugée importante à la lumière de la réglementation, notre Ministère rencontre ces exigences partout, sauf à un endroit au Canada.

M. Gauthier: Où?

Le coprésident (M. Desjardins): Oui, où.

M. Labelle: Je pense que c'est en Saskatchewan.

M. Gauthier: J'ai une question supplémentaire. Je voudrais poursuivre sur ce sujet parce que j'ai aussi trouvé votre réponse un peu floue. Comment établissez-vous que la demande est importante à tel endroit? Je vous ai posé la question tout à l'heure, mais vous ne m'avez pas répondu. Est-ce que vous faites des sondages? Rencontrez-vous des groupes des régions pour savoir si vous répondez aux besoins linguistiques de la région? Comment avez-vous pu établir que vous aviez un problème en Saskatchewan?

M. Labelle: Je n'ai pas dit qu'on avait des problèmes. Je dis que la réglementation est actuellement mise au point et qu'il y a eu des sondages dans les ministères pour voir comment ils se situaient. Le ministère de la Justice est en train de travailler à cette réglementation, et il n'y a encore rien d'officiel. Le ministère de la Consommation et des Corporations va respecter ces critères concernant la demande importante partout au Canada, sauf à un endroit.

M. Gauthier: Je m'excuse, mais pouvez-vous m'expliquer ce qu'est la demande importante, d'après vous? Comment rationalisez-vous cela? Comment expliquez-vous cela?

M. Labelle: Si un bureau reçoit cinq appels téléphoniques du public au cours d'une année, il est plus rentable, dans l'intérêt des contribuables canadiens, de référer ces cas à des bureaux mieux équipés. Par exemple, à notre bureau de Calgary, notre agent de faillites pourrait référer ces cas au bureau d'Edmonton. On a certains arrangements de ce genre. Si on reçoit 50 demandes, c'est autre chose.

M. Gauthier: Alors, vous quantifiez la demande selon le nombre.

[Translation]

also uses the phrase "where there is significant demand". But the answer you have given does not satisfy me, in the sense that you seem to be saying you provide the service based on your files. Is it no more involved than that? How exactly does it work? I find the answer you gave us earlier to be quite artificial.

Mr. Labelle: The department will comply with the regulations related to Bill C-72 with respect to significant demand. Treasury Board has verified the situation within our department, and except for one place in Canada, we will be meeting the requirements of Treasury Board with respect to significant demand. I am not saying that there will be a bilingual inspector everywhere and for every sector. For instance, we have inspectors for electricity and gas, weights and measures, and consumer products. However, in the regions where demand is deemed significant under the regulations, our department is meeting requirements everywhere, except the one place in Canada.

Mr. Gauthier: Where?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Yes, where?

Mr. Labelle: I believe it is in Saskatchewan.

Mr. Gauthier: I have a supplementary question. I would like to pursue this topic because I also found your answer a little vague. How do you determine whether there is significant demand in a particular area? I asked this question earlier, but you did not answer me. Do you conduct surveys? Do you meet with regional groups to determine whether you are meeting the linguistic requirements of that particular region? How were you able to ascertain that you had a problem in Saskatchewan?

Mr. Labelle: I did not say we had a problem. I said that the regulations are currently being developed and that departments have been surveyed to see how they measured up. The Department of Justice is currently working on these regulations, but there is nothing official yet. The Department of Consumer and Corporate Affairs will comply with criteria regarding significant demand everywhere in Canada, with one exception.

Mr. Gauthier: Excuse me, but can you explain what significant demand is, as far as you are concerned? What does it mean to you?

Mr. Labelle: Well, if an office receives five telephone calls from the public in the course of a year, it is more cost effective, as far as Canadian taxpayers are concerned, to refer them to better-equipped offices. For instance, at our Calgary office, our bankruptcy officer could refer those cases to the Edmonton office. We do have certain arrangements. If we receive 50 requests, that is another matter.

Mr. Gauthier: So, you quantify the demand.

[Texte]

M. Labelle: Oui.

M. Gauthier: Et vous décidez d'offrir le service si le nombre est suffisant.

M. Labelle: On tient aussi compte de la population à desservir. Par exemple, à Winnipeg, on a beaucoup plus de personnes bilingues parce qu'un pourcentage plus élevé de la population peut avoir recours aux services de notre Ministère dans la langue minoritaire.

M. Roger Gagnon (sous-ministre adjoint, Bureau des corporations, Consommation et Corporations Canada): Monsieur Gauthier, on pourrait jouer avec les statistiques pour arriver à déterminer un niveau de demande importante sur lequel on pourrait s'entendre. Au ministère de la Consommation et des Corporations, comme partout ailleurs, il y a des statistiques qui mentent. Il faut faire attention quand on dit qu'une demande importante, c'est 5 p. 100, ou 10 p. 100, ou 15 p. 100. Cela peut être 2 p. 100. Je vous donne un exemple.

• 1615

Nous recevons 30,000 demandes de brevet par année. Ces brevets-là couvrent tout l'éventail de la technologie. On reçoit à peu près 1,200 demandes en français. Il faut donner le service en français même si la demande, en termes de pourcentage, n'est pas importante, soit environ 2 p. 100. Au niveau des principes, c'est une demande suffisamment importante pour donner le service en français. Dans ce cas-ci, cela veut dire donner les services en français dans toutes les technologies. Pour arriver à ces chiffres, on a fait des moyennes de ce qu'on offre comme services et cela peut parfois sembler un peu bizarre.

Il faut tenir compte d'une autre chose, et cela rejoint un peu la question que M. Desjardins posait tout à l'heure: Comment se fait-il qu'en Abitibi ou au Lac Saint-Jean, vous ne soyez pas très présents? Je suis sûr que vous nous compariez silencieusement à l'Office de la protection du consommateur. Le rôle de Consommation et Corporations Canada n'est pas le même que celui de l'Office de la protection du consommateur. On intervient beaucoup plus au niveau des grossistes, des systèmes de distribution et non pas directement au niveau des consommateurs.

Prenons un autre exemple dans le domaine des corporations. Cela me touche davantage parce que je connais moins le domaine de la consommation. C'est ma collègue qui s'en occupe. On traite 30,000 demandes de faillite par année mais, de façon générale, ceux qui déclarent faillite ne nous rencontrent pas. Ils rencontrent des syndicats du secteur privé. Alors, nous devons offrir nos services à ceux qui sont en contact avec nous.

Vous nous demandiez si nous faisons des statistiques. Eh bien, on tient des statistiques sur les demandes. J'ai fait personnellement, avec George Post, la tournée de tous les organismes porte-parole des minorités linguistiques au Canada. On a rencontré les associations et on leur a demandé si elles avaient des problèmes quand elles faisaient affaire avec le Ministère. De façon générale, et je

[Traduction]

Mr. Labelle: Yes.

Mr. Gauthier: And you then decide to provide the service where there are sufficient numbers.

Mr. Labelle: We also take into account the population that will be receiving the services. For instance, we have a lot more bilingual staff in Winnipeg because a higher percentage of the population there may require our services in the minority language.

Mr. Roger Gagnon (Assistant Deputy Minister, Corporations Branch, Consumer and Corporate Affairs Canada): Mr. Gauthier, we could juggle the statistics in order to arrive at a level of significant demand that we could agree on. At Consumer and Corporate Affairs, just as everywhere else, statistics can be misleading. We have to be careful about saying that significant demand is 5%, or 10%, or even 15%. It may actually be 2%. Let me just give you an example.

We receive 30,000 patent applications a year that cover the entire range of technology. We receive about 1,200 applications in French. We must provide service in French even if the demand, in terms of percentages, is not that high—only about 2%. But as far as principles are concerned, the demand is significant enough that we should provide service in French. In this case it means providing services in French for all technologies. To arrive at these figures, we calculated averages of what we provide as services, and sometimes it may seem a little strange.

We also have to remember something else—and this goes back to Mr. Desjardins' question earlier about why we are not more visible in the Abitibi or Lac Saint-Jean areas. I am sure that in your mind, you are comparing us to the consumer protection office. But the role of Consumer and Corporate Affairs Canada is not the same as that of the consumer protection office. We operate much more at the wholesale level, with respect to distribution systems, and not directly at the consumer level.

Let us take another example in the corporations field. I am better informed about the latter, because consumer affairs is not really my area. My colleague here is in charge of that. We deal with 30,000 bankruptcy applications per year, but generally speaking, those who declare bankruptcy do not meet with us. They meet trustees from the private sector. So we have to provide services to those who come in contact with us.

You were asking me whether we kept statistics. Well, we do keep statistics on the number of applications. I, personally, with George Post, went around to see all the organizations that represent linguistic minorities in Canada. We met with the various associations and asked them whether they had any particular problems when dealing with our department. Generally speaking—and I

[Text]

ne veux pas être particulièrement chauvin, je pense que la réponse a été positive, ne serait-ce que parce qu'on est allés d'un bout à l'autre du pays. Je suis allé dernièrement au Manitoba rencontrer l'Association franco-manitobaine, à Winnipeg. Je leur ai demandé s'ils avaient des problèmes dans le domaine des faillites. On a étendu cela aux autres secteurs du Ministère.

Le sénateur Guay: Vous leur avez demandé s'ils avaient des problèmes dans le domaine des faillites?

M. R. Gagnon: Oui, parce que je m'occupe des faillites. Ensuite, je leur ai demandé s'ils avaient d'autres problèmes quand ils faisaient appel au Ministère. Il y avait peut-être des problèmes, mais la réponse a été relativement positive.

M. Gauthier: La Loi sur les liquidations, est-ce de votre ressort?

M. I. Clark: Malheureusement, Wendy Porteous, qui est sous-ministre adjointe, a une très mauvaise grippe et elle n'a pu venir cet après-midi.

M. Gauthier: Mais c'est tout de même votre ministère qui administre la Loi sur les liquidations?

M. R. Gagnon: La Loi sur les liquidations est administrée partiellement par nous et partiellement par le ministère des Finances.

M. Gauthier: Vous venez de toucher une corde sensible chez moi. J'ai déjà présenté un projet de loi là-dessus afin que tout avis au sujet d'une faillite, d'une liquidation possible, soit publié partout au pays dans les deux langues officielles. La Loi sur les liquidations—vous la lirez—dit que cela se fait en anglais et en français seulement au Québec; à l'extérieur du Québec, cela se fait uniquement en anglais. Regardez donc cela de près pour voir si ce n'est pas votre responsabilité à vous. Si ce l'est, envoyez-moi donc une petite lettre me disant que vous allez changer cela. Vous avez tout à coup fait sonner une petite cloche.

Le coprésident (M. Desjardins): J'aimerais continuer, monsieur Clark. On a fait allusion au service au public tout à l'heure. Dans les notes que j'ai devant moi, on dit que vous avez des lignes Zénith dont les gens de certaines provinces peuvent se servir pour vous joindre. J'imagine que cela favorise le service bilingue. Mais il n'y a pas de lignes Zénith dans trois provinces: l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve. Est-ce parce qu'il n'y a pas de francophones dans ces provinces que vous n'y avez pas de lignes Zénith?

• 1620

M. I. Clark: C'est encore une réponse à la réaction du public. On a eu des lignes Zénith dans ces provinces et, au bout d'un an, on a constaté qu'elles ne contribuaient pas à nous faire atteindre nos objectifs de service dans les deux langues officielles. Les groupes minoritaires n'utilisaient pas les lignes.

[Translation]

am not necessarily trying to be chauvinistic—the response was quite positive, if only because we went from one end of this country to the other. I recently went to Manitoba to meet with the Franco-Manitoban Association in Winnipeg. I asked them if they had problems in the area of bankruptcy. We also discussed the other sectors of the department.

Senator Guay: You asked them whether they had problems in the area of bankruptcy?

Mr. R. Gagnon: Yes, because I am in charge of bankruptcies. I then asked them if they had any other problems when dealing with the department. There may have been some problems, but the response was quite positive.

Mr. Gauthier: Is the Winding-up Act within your purview?

Mr. I. Clark: Unfortunately, Wendy Porteous, who is the assistant deputy minister, is very ill with the flu and could not be with us this afternoon.

Mr. Gauthier: But your department does administer the Winding-up Act?

Mr. R. Gagnon: The Winding-up Act is administered partly by us, and partly by the Department of Finance.

Mr. Gauthier: Your last remarks touched a chord in me, because I tabled a bill on that very subject, in order that notices regarding bankruptcies or the possible winding up of a corporation, would be published throughout the country in both official languages. The Winding-up Act—you can read it for yourself—states that such notices shall be published in English and French only in Quebec; outside Quebec, the notices are published only in English. Perhaps you should have a closer look at this issue to see if it is not your responsibility. If it is, you can send me a letter indicating that you are planning to make the necessary changes. You just rang a little bell inside my head.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I would like to continue, Mr. Clark. We referred to service to the public earlier. In the notes I have in front of me, it says that you have Zenith numbers that people in certain provinces can use to contact you. I imagine that enhances bilingual service. But I note there are no Zenith numbers in the following three provinces: Alberta, Saskatchewan and Newfoundland. Is it because there are no francophones in those provinces that you have no Zenith numbers?

Mr. I. Clark: Well, that is again a response to public reaction. We had Zenith lines in those provinces, and after a year, we noted that they were not helping us to meet our goals in any way as far as service in both official languages was concerned. Minority groups simply were not using the lines.

[Texte]

Le coprésident (M. Desjardins): Avez-vous suspendu ce service dans les provinces que j'ai mentionnées tout à l'heure? Êtes-vous en train de me dire que le service Zénith n'existe plus?

M. Labelle: Non, il n'existe plus. On l'a suspendu en mars 1987.

M. I. Clark: Apparemment, les lignes Zénith étaient utilisées seulement par les citoyens de langue majoritaire. Afin de réduire les coûts, on essaie maintenant d'atteindre nos objectifs par des moyens différents, soit en transférant les appels, etc.

Le coprésident (M. Desjardins): Est-ce que vous n'avez toujours pas de francophones en Alberta, Saskatchewan et à Terre-Neuve?

M. I. Clark: De gens bilingues ou de francophones?

Le coprésident (M. Desjardins): Francophones. J'imagine qu'on ne doit pas s'enfermer dans les dizaines.

M. Labelle: Il n'y en a pas.

M. Gauthier: Est-ce qu'il y a des bilingues?

M. I. Clark: C'est prévu, selon les normes de bilinguisme, pour les trois provinces.

Mr. Allmand: How would you know the answer to this question anyway, just by their names? He asked you how many francophones there were in Alberta. How would you know if they are francophones?

Mr. I. Clark: My understanding, Mr. Allmand, is that each employee in the Government of Canada—correct me if I am wrong—specifies his maternal language, and that determines the language in which a lot of things he receives are given. So each one has an official designation, one way or the other. If one used the last name in Alberta, one could be far off in one's estimate.

Mr. Allmand: Very much so.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Clark, I would like to say at this point in the meeting that I find you have come here ill-prepared; you are not able to answer our questions.

I want to go back to when we asked you about the letter of understanding, because I based a lot of my thinking on it... that it does not exist at the moment, so to speak. I would like to say to you that we do have access to this when it is signed, and we would like to have it. Perhaps we may have to have you back sooner than we had thought. Some of the answers are not quite what we expected. I hope when I get to my questions you will have better answers.

Le sénateur David: Mes questions seront relativement simples. À la page 2 de votre mémoire, vous dites que 1,130 ou 49 p. 100 de vos postes sont désignés bilingues.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Have you suspended that service in the provinces I mentioned earlier? Are you telling me that the zenith service no longer exists?

Mr. Labelle: No, it no longer exists. We suspended it in March of 1987.

Mr. I. Clark: The zenith lines were apparently used only by people of the majority language. In order to reduce costs, we are now trying to meet our objectives through other means, by transferring calls, and that sort of thing.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Are there still no francophones in Alberta, Saskatchewan and Newfoundland?

Mr. I. Clark: Do you mean bilingual people or francophones?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Francophones. I do not imagine their numbers are such that they are tripping over one another.

Mr. Labelle: There are not any.

Mr. Gauthier: Are there any bilingual people?

Mr. I. Clark: Based on bilingualism standards, it is planned for the three provinces.

M. Allmand: Mais comment pouvez-vous répondre à une telle question, en vous fondant uniquement sur leurs noms? Il vous a demandé combien de francophones il y en avait en Alberta. Comment savez-vous s'ils sont francophones ou non?

M. I. Clark: Je crois comprendre, monsieur Allmand, que chaque employé du gouvernement du Canada—et on peut me corriger si je me trompe—précise sa langue maternelle, ce qui détermine la langue dans laquelle il reçoit des documents, etc. Donc, chaque employé a une désignation officielle. Si nous nous fondions uniquement sur le nom de famille en Alberta, nos estimations pourraient être très inexactes.

M. Allmand: Oui, tout à fait.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Clark, je tiens à vous signaler que selon moi, vous ne vous êtes pas suffisamment bien préparé pour cette réunion; vous n'êtes pas en mesure de répondre à nos questions.

Je voudrais revenir sur la question du protocole d'entente, parce que j'y songe depuis un moment... c'est-à-dire qu'elle n'existe pas pour l'instant. Je voudrais que vous sachiez que nous y aurons accès une fois qu'elle sera signée, et nous aimerions justement qu'on nous la transmette. Il est possible qu'on soit obligé de vous réinviter à comparaître plus tôt qu'on ne le pensait. Certaines de vos réponses ne nous satisfont pas tout à fait. J'espère que vous pourrez mieux répondre à mes questions.

Senator David: My questions will be relatively simple. On page 2 of your brief, you say that 1,130 or 49% of your positions are designated bilingual. A little further on,

[Text]

Un peu plus loin, vous dites que 87 p. 100 des employés occupant ces postes satisfont aux exigences linguistiques de leur poste.

J'imagine que vous avez, comme partout ailleurs, les niveaux linguistiques A, B et C. Parmi ces employés ou parmi ces 1,130 postes, combien sont de niveau A, combien sont de niveau B et combien sont de niveau C?

• 1625

M. I. Clark: Parmi les employés rencontrant les exigences linguistiques de leur poste, 103 sont de niveau C, 864 sont de niveau B et 18 sont de niveau A.

Le sénateur David: Avez-vous noté une progression importante du niveau A au niveau B depuis 1981?

M. I. Clark: Je suppose que oui. Après tout, il n'y a plus que 18 personnes de niveau A, soit moins de 2 p. 100.

Le sénateur David: Qui fait cette classification? Est-ce vous, monsieur Labelle, qui décidez si c'est A, B, ou C? Je pense que le A est très facile à déterminer, de même que le C, mais le niveau B, c'est à mi-chemin entre être vraiment bilingue et ne l'être presque pas.

M. Labelle: Chez nous, au Ministère, ce sont les gestionnaires qui décident. Cependant, on se sert du processus de classification pour faire une certaine vérification et, à la rigueur, lorsqu'il y a des anomalies, on vient à la Division des langues officielles. La règle du jeu, chez nous, c'est qu'on est en train d'éliminer tous les A. Pour les nouveaux postes, le niveau A est hors de question. Ceux qui occupent déjà les postes, naturellement, ont des droits acquis. On prévoit ne plus avoir de A d'ici un an ou deux.

Le sénateur David: Est-il exact que la prime au bilinguisme est la même, qu'on soit de niveau A, B ou C?

M. Labelle: C'est exact.

Le sénateur David: En éliminant le niveau A, vous aurez probablement des B₋, des B satisfaisants et des B₊. Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose d'artificiel dans tout cela, ou si vous avez des tests très objectifs qui vous permettent de classer les employés? Cela fait très bien de dire qu'on n'a plus de A. En fait, le niveau A, ce n'est pas du vrai bilinguisme. C'est quelqu'un qui a quelques notions de quelques mots en français ou en anglais. Au niveau B, cela commence à être sérieux comme bilinguisme, mais comment classe-t-on ce sérieux-là? Est-ce par des tests objectifs, par de l'écriture, par une entrevue?

M. Labelle: C'est tout cela à la fois. Je ne veux pas parler du contenu du test parce que je n'ai pas l'expertise nécessaire, mais je peux vous dire que c'est une combinaison de tout cela. Le test comporte une partie écrite et une partie orale. Dans la partie orale, il y a une discussion sur le travail quotidien de l'employé. Il y a des normes, il y a des points de coupure. Ou bien on réussit, ou bien on échoue.

[Translation]

you say that 87% of employees occupying these positions meet the linguistic requirements of their position.

I imagine that you, like everyone else, use levels A, B and C. Of these employees or these 1,130 positions, how many are at level A, how many at level B, and how many at level C?

Mr. I. Clark: Of those employees meeting the linguistic requirements of their position, 103 are at level C, 864, at level B, and 18 at level A.

Senator David: Have you noted significant movement from level A to level B since 1981?

Mr. I. Clark: Yes, I suppose so. After all, there are only 18 people left at level A, which is less than 2%.

Senator David: Who is responsible for classification? Are you the one, Mr. Labelle, who decides whether it is level A, B or C? I suppose that level A is quite easy to determine, just as level C is, but level B is half way between being really bilingual and not being bilingual at all.

Mr. Labelle: Well, within our department, the managers decide. However, we do use the classification process to make checks, and if anomalies do arise, we refer them to the Official Languages Division. But the rule in our department is the complete elimination of all level A's. For new positions, level A is out of the question. Those who are already occupying positions naturally have certain rights. But we expect to have no more A's within a year or two.

Senator David: Is it true that the bilingualism bonus is the same, no matter whether you are at level A, B or C?

Mr. Labelle: Yes, that is correct.

Senator David: By eliminating level A, you will probably have B₋'s, B's, and B₊'s. Is there not something artificial about this, or do you have very objective tests that allow you to classify employees? It leaves a positive impression when one is able to say that one has no more A's. But in fact, level A is not real bilingualism. Someone at that level has some very elementary knowledge of either French or English. At level B, it is starting to be somewhat more serious in terms of real bilingualism. But how are people classified? Is it done through objective tests, through written tests, or through an interview?

Mr. Labelle: Through all of those. I will not touch on the content of the actual test, because I do not have the necessary expertise, but I can tell you that it is a combination of all of those. The test involves a written part and an oral part. In the oral part, the employee's daily tasks are discussed. There are standards, and there are cut-off points. Either you pass, or you fail.

[Texte]

Le sénateur David: Est-ce qu'il se pourrait que vous classiez un employé au niveau B pour un certain travail et qu'il soit classé au niveau A ou au niveau C pour un autre travail? Est-ce déterminé en fonction de la qualité du travail à faire ou en fonction de la qualité de la langue que parle l'employé?

M. Labelle: Les exigences linguistiques sont basées sur les besoins du poste. Tant et aussi longtemps que les fonctions demeurent inchangées, le poste conserve les mêmes exigences linguistiques. Cependant, on peut avoir un profit linguistique mixte. Par exemple, on peut avoir besoin d'un niveau B pour la compréhension de l'écrit et d'un niveau C pour l'expression orale, cela pour diverses raisons. Au Ministère, les exigences linguistiques sont ajustées chaque fois qu'il y a des changements au profil du poste ou qu'on procède à la dotation. À ce moment-là, le gestionnaire révisé les exigences du poste et fait des recommandations. Il se peut qu'un poste bilingue devienne unilingue et vice versa. En passant, c'est la Commission de la Fonction publique qui fait subir les tests.

The Joint Chairman (Senator Wood): Regarding the linguistic situation page you were quoting from, do you have any unilingual francophones? Where is this shown on your sheet? I see the different headings, but you do not have any. You have bilingual, English, French, and English only. I was just wondering how many French only you would have.

• 1630

Senator Guay: It is on page 7.

Mr. I. Clark: Senator Wood, we have 77 in the Quebec region and 11 in the National Capital Region.

The Joint Chairman (Senator Wood): I see. I do not understand. You are trying to confuse me and that is easy today. I have the page you are quoting the 77 from, but you still have a fourth column, which is E/O. I am just wondering why there is not a fifth column that says francophone only, or unilingual English and unilingual French. Is that what you mean by your two columns? In the first column, where you have for significant demand, is that English only, and the next one is French only? I do not understand what your fourth column is about.

Mr. I. Clark: Let me assure you, Senator Wood, we are not trying to confuse you with these statistics. There are an awful lot of statistics in a department of 2,265 people and 10 regions and so forth. Let us give Mr. Labelle a chance to explain the columns. If you would like further columns, we can obviously provide them for you.

[Traduction]

Senator David: Is it possible that an employee would be classified at level B for a certain kind of work, and at level A or level C for another kind of work? Is the determination based on the quality of the work to be done or the employee's language proficiency?

Mr. Labelle: Linguistic requirements are based on the requirements of the position. As long as the duties remain unchanged, the position maintains the same linguistic requirements. However, there may be a mixed linguistic profile. For instance, level B may be required with respect to comprehension of the written language, but level C, for oral expression—and there are several reasons for this. Within the department, linguistic requirements are adjusted every time there are changes in the position profile or a position is staffed. When that occurs, the manager reviews the position requirements and makes recommendations. There is the possibility a bilingual position may become unilingual, and vice versa. And by the way, it is the Public Service Commission that administers the tests.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Quant à la situation linguistique au sujet de laquelle vous venez de citer toutes sortes de chiffres, j'aimerais savoir si vous avez des francophones unilingues? Où se trouve ce chiffre dans votre document? Je vois les différentes rubriques, mais vous n'en avez pas pour cette catégorie. Vous avez seulement bilingue, anglais, français et anglais seulement. Je me demandais combien de francophones unilingues vous aviez chez vous.

Le sénateur Guay: C'est à la page 7.

M. I. Clark: Sénatrice Wood, nous en avons 77 dans la région du Québec et 11 dans la région de la capitale nationale.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Ah, bon. Je ne comprends pas. Vous essayez de m'embrouiller et ce n'est pas difficile aujourd'hui. J'ai devant moi la page où l'on parle de 77, mais il y a une quatrième colonne également, avec la mention E/O. Je me demande pourquoi il n'y a pas une cinquième colonne pour francophones seulement, ou encore unilingues anglais ou unilingues français. Est-ce bien cela que vous indiquez dans ces deux colonnes? Dans la première où vous parlez de demandes importantes, est-ce bien l'anglais seulement, et la colonne suivante, le français seulement? Je ne comprends pas ce que signifie la quatrième colonne.

M. I. Clark: Permettez-moi de vous assurer, sénatrice Wood, que nous n'essayons nullement de vous embrouiller avec ces statistiques. Vous pouvez bien vous imaginer que nous avons beaucoup de statistiques, étant donné que notre ministère regroupe 2,265 employés et dix régions. Je vais laisser à M. Labelle le soin de vous expliquer cette page. Si vous voulez des renseignements supplémentaires, nous pouvons évidemment vous les fournir.

[Text]

M. Labelle: Votre question porte-t-elle sur le nombre de postes «français essentiel» ou sur le nombre de francophones? M. Clark a dit que 37 p. 100 de nos employés étaient francophones. Posez-vous la même question?

The Joint Chairman (Senator Wood): No. My question is based on your page showing linguistic situation. You have four columns. One is bilingual, one is English, one is French, and one is English only. My question is, how many unilingual...? You have unilingual English, obviously; you have 35 there in your first column. What are you—

Mr. Labelle: The first column shows bilingual positions. The second column shows English essential positions. The third shows French essential positions, and the other one is either/or, French or English.

The Joint Chairman (Senator Wood): That “O” means “or”?

Mr. Labelle: Yes.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you very much. All right. Senator Guay.

Senator Guay: I want to first of all congratulate you for contacting the SFM Association in Manitoba. Although it is very good that you did, those who have problems do not always go to the SFM. They will also try to go provincially. I am really concerned with

ce que M. Gauthier demandait. Vous avez dit plusieurs fois que vous offriez le service là où la demande existait, surtout en ce qui concerne le français. Comment arrivez-vous à la conclusion que la demande existe à Winnipeg, par exemple? Comment savez-vous qu'il y a une demande si les employés ne vous disent pas que madame Une telle a téléphoné et a voulu parler français, mais qu'on n'a pas pu lui donner le service en français? Je suis certain que vos employés ne vous disent pas qu'ils ne lui ont pas donné le service en français.

Les francophones de l'Ouest canadien ont un problème. Ils sont presque tous bilingues. Quand ils sont pressés, ils apprennent l'anglais très rapidement. Si vous leur donnez l'impression que vous n'êtes pas trop certains de pouvoir les servir en français, ils se mettent à parler anglais. Comment pouvez-vous savoir où est la demande? Comme vous le savez, dans le grand Winnipeg... Je peux même parler de Saint-Boniface sans parler du grand Winnipeg. Le maire Juba me disait à l'époque qu'à Winnipeg, il y avait beaucoup plus de francophones qu'à Saint-Boniface. Le maire me mettait souvent cela sous le nez. Je n'étais pas toujours d'accord avec lui. En ce temps-là, il y avait à peu près 35,000 âmes francophones à Saint-Boniface, une ville d'environ 50,000 habitants.

[Translation]

Mr. Labelle: Does your question relate to the number of “French essential” positions, or to the number of francophones? Mr. Clark said that 37% of our employees were francophone. Is that the question you are asking?

La coprésidente (la sénatrice Wood): Non. Ma question se rapporte à la page de votre document où l'on indique la situation linguistique. Vous avez quatre colonnes: bilingue, anglais, français, et anglais seulement. Ma question est la suivante: combien de...? Vous avez évidemment des anglophones unilingues; vous en avez 35 dans la première colonne. Mais...

M. Labelle: La première colonne indique le nombre de postes bilingues. La deuxième, le nombre de postes désignés «anglais essentiel». La troisième, le nombre de postes désignés «français essentiel», et la dernière indique les deux, c'est-à-dire soit anglais, soit français.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Ah, bon. Le «O» signifie donc «ou», c'est bien cela?

M. Labelle: Oui.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci beaucoup. Très bien. Sénateur Guay, vous avez la parole.

Le sénateur Guay: Je voudrais d'abord vous féliciter tous de vous être mis en rapport avec l'Association franco-manitobaine au Manitoba. Vous avez bien fait de le faire, mais il n'en reste pas moins que ceux qui ont des problèmes ne s'adressent pas toujours à cette association. Ils vont également s'adresser à la province. Ce qui m'inquiète surtout

is what Mr. Gauthier was referring to. You mentioned several times that you provide services where there is a demand for them, particularly services in French. How do you go about determining that there is a demand in Winnipeg, for instance? How do you know that there is a demand if employees do not tell you that Mrs. so-and-so called and wanted to speak French, but that it was not possible to provide services in French? I am sure your employees do not tell you that they were unable to provide services in French.

Francophones in western Canada have a problem. They are almost all bilingual. When they are in a hurry, they have learned to switch into English quickly. If you give them the impression you are not too sure of yourself in French, they just switch into English. How can you determine where the demand is? As you know, in greater Winnipeg... I could even talk about St. Boniface, without mentioning greater Winnipeg. Mayor Juba told me that there were more francophones living in Winnipeg than in St. Boniface at the time. The mayor often liked to point that out to me. I did not always agree with him. At the time, there were about 35,000 francophones living in St. Boniface, out of a total population of approximately 50,000.

[Texte]

• 1635

Donc, comme je l'ai souvent demandé à d'autres, comment arrivez-vous à la conclusion qu'il y a une demande à un endroit?

M. R. Gagnon: Lorsque la réceptionniste fait un accueil actif dans les deux langues officielles, qu'elle dit: Bonjour, *Good morning or whatever* . . .

Le sénateur David: Cela, c'est au niveau A.

M. R. Gagnon: C'est peut-être au niveau A si cela s'arrête là. Mais s'il y a cette ouverture vis-à-vis du public qui vient nous voir, on ne peut pas aller beaucoup plus loin lors d'une première rencontre. Si je dis à la personne: *Good morning, comment allez-vous?* et qu'elle me répond: *I am fine, thank you* . . .

Le sénateur Guay: Mais tout le monde sait cela.

M. R. Gagnon: . . . je continue en anglais.

Le sénateur Guay: Vous devriez vous servir d'un autre exemple.

M. R. Gagnon: Oui, mais c'est le cas. C'est sûr que les gens de mon bureau des faillites à Winnipeg ne me téléphonent pas tous les jours. Je vous ai donné un exemple tout à l'heure. Cela fait quand même deux fois que je vais à Winnipeg spécifiquement pour cela, pour rencontrer les médias et rencontrer les . . .

Le sénateur Guay: Combien de temps avez-vous passé là? Une journée? Deux jours? Trois jours?

M. R. Gagnon: Un couple de jours. Je dis aux gens que nos employés sont sensibilisés à cela et qu'on s'assure que le service est offert. On ne peut pas aller beaucoup plus loin si les gens ne veulent pas l'utiliser. Je ne peux pas les forcer à le faire.

Le sénateur Guay: Il est vrai que nous recevons des plaintes et que, bien souvent, nous ne les transmettons pas au commissaire aux langues officielles. On renseigne les gens sur la manière de s'y prendre, etc., et la chose finit là.

Je ne suis pas satisfait de la situation du français, même dans votre ministère. Vous me donnez l'impression que vous ne l'êtes pas vous-même. Si j'arrive à la conclusion que vous ne l'êtes pas pour vous-même, c'est que vous dites dans votre exposé d'aujourd'hui . . . Je vous dis cela de bon coeur. Ce n'est pas vraiment une critique, mais cela agace un peu les francophones de l'Ouest.

You said you were planning for the future. You leave me the impression that you are not satisfied with what you have, right off the bat, right then and there. As to this planning for the future, *en anglais et en français, vous nous dites* you wanted to be

one of the first departments to work towards signing a Letter of Understanding with the Treasury Board that makes senior departmental management more accountable for implementing official language policies.

[Traduction]

So I will ask you the same question that I have often asked others, how do you conclude that there is a demand in a particular place?

Mr. R. Gagnon: When a receptionist speaks both official languages when she answers the telephone, and says: *Bonjour, good morning, etc.* . . .

Senator David: That is level A.

Mr. R. Gagnon: That may be level A, if that is all the receptionist can do. Even if there is this openness with regard to the official languages in our dealings with the public, we cannot go much further if we say to the person: "*Good morning, comment allez-vous?*", and the person replies: "*I am fine, thank you.*" . . .

Senator Guay: But everybody knows that much.

Mr. R. Gagnon: . . . we would continue the conversation in English.

Senator Guay: You should use another example.

Mr. R. Gagnon: Yes, but that does happen. Obviously, the people in my bankruptcy office in Winnipeg do not telephone me every day. I gave you an example a little earlier. I have gone to Winnipeg twice specifically to meet with the media and . . .

Senator Guay: How much time did you spend there? One day? Two? Three?

Mr. R. Gagnon: A couple of days. I tell people that our employees are aware of the situation and that they make sure that service in French is actively offered. We cannot go much further if people do not want to speak French. I cannot force them to.

Senator Guay: It is true that we receive complaints, and that often we do not pass them on to the Commissioner of Official Languages. We tell people how to proceed, and that is as far as it goes.

I am not satisfied with the status of the French language, even in your department. I have the impression that you are not satisfied yourself. The reason I say that is that you say in your brief . . . Please do not misunderstand me, I am not really criticizing, it is just that this situation upsets francophones from western Canada.

Vous avez dit que vous aviez des projets pour l'avenir. Vous me donnez l'impression de n'être pas satisfait des services qui existent à l'heure actuelle. Quant à vos projets d'avenir, *both in English and in French, you tell us* que vous vouliez être

l'un des premiers ministres à prendre des dispositions pour signer un protocole d'entente avec le Conseil du Trésor rendant les cadres supérieurs du ministère plus responsables de la mise en oeuvre des politiques en matière de langues officielles.

[Text]

C'est là que cela me chatouille. Ils s'agit des gens qui dirigent vos employés à différents endroits. Comment pouvez-vous être sûr que ces gestionnaires ont la bonne attitude envers les francophones quand vous n'êtes pas là? Je sais que dans d'autres ministères que je ne nommerai pas, ils ont une bonne attitude quand vous êtes là. Quand vous êtes parti, un de ces types dit aux employés: *When you want to speak French, I want to hear about it.* C'est sérieux, ces choses-là. Quand elle porte plainte, l'employée ne veut pas donner son nom parce qu'elle craint que cela ne soit retenu contre elle. Vous savez ce qui va arriver par la suite.

Je vais vous donner un exemple. Un type était en train de parler à sa secrétaire en français. Le bureau régional de ce ministère dans les Prairies était à Edmonton. Le responsable de la région a entendu parler français et, après le départ de la secrétaire, il a demandé au type: *Where did you learn French?* Le gars lui a répondu: *À Québec.* Il a dit: *Oh! you are a Quebecker.* Le gars lui a répondu: *No, I am an Irish descendent, but I have lived in Quebec eight years and I learned the language.*

• 1640

I am not going to tell you the whole story. But he goes back to Edmonton and this gentleman, who is in charge of a certain amount of employees in Winnipeg, gets a letter saying this is to concur with your request for a transfer to Toronto—which he never discussed whatsoever. Listen to that. Unless I can substantiate what I am saying. . . In other words, he held it against him for the fact he spoke French. The fellow who sent the letter of course could not speak French.

C'est ce qui m'agace un peu. Je veux vous féliciter, car vous voulez certainement que tous les employés de Consommation et Corporations Canada deviennent bilingues. Dans votre rapport, auquel M^{me} Wood se référerait tout à l'heure, on voit que dans les Prairies, personne ne parle français. Zéro! Voulez-vous m'expliquer ce que cela veut dire? Des postes «français essentiel», il y en a zéro.

M. Labelle: Ici on parle de postes et non d'individus. Le Ministère a identifié des postes bilingues pour desservir les deux communautés linguistiques. Permettez-moi de vous dire que le Ministère a fait à Winnipeg des efforts que l'on n'a pas mentionnés ici. Il y a trois ou quatre ans, on a fait une analyse de la population que l'on desservait. On s'est rendu sur place rencontrer les francophones. On avait des gens bilingues qui parlaient les deux langues sans accent.

On a eu beaucoup de problèmes à la fin, lors de la rédaction, parce que les personnes que l'on desservait étaient satisfaites. Il y avait une question truquée dans cela. Dans les endroits où on avait envoyé un anglophone, les gens nous disaient qu'ils étaient très bien servis dans les deux langues officielles. Ils nous ont dit que cela leur

[Translation]

That is what bothers me. You are talking here about people who supervise your employees in various locations. How can you make sure that these managers have the right attitude toward francophones when you are not around? I know that in other departments, which shall remain nameless, people have a good attitude when the person in charge of official languages is around. Once he or she leaves, one of these managers tells his employees: "When you want to speak French, I want to hear about it." Incidents of this type are serious. When an employee complains, she does not want to give her name, because she is afraid the complaint will be used against her. You know what will happen to her later on.

Let me give you an example. There was a guy who was talking to his secretary in French. The regional, Prairie office of the department was in Edmonton. The regional director heard French being spoken, and after the secretary left, he asked the guy: "Where did you learn French?" The guy answered: "In Quebec City". The reply was: "Oh! You are a Quebecker". To which the guy said: "No, I am of Irish descent, but I lived in Quebec for eight years and I learned the language".

Je ne vais pas vous raconter toute l'histoire. Cependant, notre gestionnaire retourne à Edmonton, et le type, qui s'occupe d'un certain nombre d'employés à Winnipeg, reçoit une lettre confirmant sa demande de mutation à Toronto—chose dont il n'a jamais été question. Imaginez un peu cela. Évidemment, si je n'étais pas en mesure de prouver ce que j'avance. . . Autrement dit, le gestionnaire a puni le type parce qu'il savait parler français. Ce n'était pas, bien entendu, le cas du gestionnaire, celui qui envoyait la lettre.

That is what I find a bit irritating. I want to congratulate you, because you certainly want all the employees at Consumer and Corporate Affairs to become bilingual. In your report, to which Mrs. Wood referred a little earlier, we see that there is no one who speaks French in the Prairie region. Not one person! Can you tell me what that means? There are no positions where French is essential.

Mr. Labelle: We were talking about positions, not about individuals. The department has identified bilingual positions to serve both linguistic groups. I would point out that in Winnipeg the department has taken a number of steps that we did not mention here. Three or four years ago, we analysed the population we served. We went and met with francophones. We had bilinguals who had no accent in either language.

We had a lot of problems at the end, when we were at the drafting stage, because the people we were serving were satisfied. There was a trick question. In places where we sent an anglophone, people told us they got good service in both official languages. They told us they were pleased to be served in French, but that they had to have

[Texte]

faisait plaisir d'être servis en français, mais que la documentation devait absolument être en anglais. Ce sont les gens du Manitoba qui nous ont dit cela.

Le sénateur Guay: Je comprends pourquoi. Vous, vous n'avez pas compris la raison pour laquelle ils demandent de la documentation en anglais. C'est que souvent, ces gens ont un avocat qui parle seulement anglais. Ils ont de la difficulté ailleurs, à l'extérieur des bureaux du gouvernement. Cela cause un problème à ces gens-là. Au Sénat, quand je demande les versions anglaises et françaises d'un document, on me répond parfois que je peux avoir l'une ou l'autre. Voyons! Il y a toujours un bout! Une ou l'autre. . . Cela m'a été dit. Dans mon cas, il m'est nécessaire d'avoir les deux. Je comprends pourquoi les gens vous ont dit cela. Vous devriez comprendre que s'ils demandent de la documentation en anglais, c'est qu'ils en ont besoin pour leurs affaires.

M. Labelle: On a certainement continué à progresser. On a huit francophones qui travaillent au Manitoba. Les chiffres sont trompeurs, parce que les francophones du Manitoba, pour une raison que vous connaissez, ont souvent de la difficulté à écrire en français. Donc, ils ne veulent pas identifier le français comme leur première langue officielle. Mais quand on entre dans nos bureaux à Winnipeg, on entend parler français régulièrement. On s'est rendu sur place pour tenir une séance d'information à l'intention de nos employés.

Donc, les chiffres sont trompeurs, car on a huit employés à des niveaux respectables qui sont des francophones identifiés au bureau de Winnipeg.

Le sénateur Guay: Est-ce que ce sont des cadres? Quels postes occupent-ils?

M. Labelle: On a un scientifique de la catégorie SG, quatre agents, deux techniciens et cinq commis. Il y a donc des agents, des scientifiques et des techniciens qui sont francophones.

Le sénateur Guay: Vous êtes maintenant à 12.

M. Labelle: Oui, si on compte le personnel de soutien. Je parlais des employés occupant des postes plus élevés.

Le sénateur Guay: Je veux que vous compreniez bien la raison pour laquelle certains francophones ont de la difficulté à écrire en français. J'ai moi-même de la difficulté parce que je ne suis pas allé à l'école française. Dans ce temps-là, on avait des écoles séparées. Il fallait que nos familles soient riches pour nous envoyer aux écoles où on apprenait le français. Nos parents devaient payer.

• 1645

Mais aujourd'hui les choses changent. La plupart des enfants parlent les deux langues. Vous allez pouvoir constater une différence dans peu de temps. Je vous félicite pour ce que vous avez fait jusqu'à maintenant.

M. I. Clark: Le sénateur Guay a dit que nous ne semblions pas satisfaits de la situation. C'est absolument vrai. On n'est satisfaits de rien au Ministère.

[Traduction]

the documentation in English. That is what the people of Manitoba told us.

Senator Guay: I understand why. You did not understand why they asked for the documentation in English. The fact is that often, people have a lawyer who speaks English only. They have trouble outside of government offices. That causes these people problems. In the Senate, when I ask for the English and French versions of a document, I am sometimes told that I can have one or the other. Come on! That is going a bit far! I have been told that I could have one or the other. I need to have both versions. I understand why the people asked for the English version of the documentation. You should realize that they need the English text for business purposes.

Mr. Labelle: We have certainly continued to make progress. There are eight francophones working for the department in Manitoba. The figures are misleading, because Franco-Manitobans, for reasons you are familiar with, often have trouble writing in French. Consequently, they do not want to indicate French as their first official language. However, when we go to our Winnipeg offices, we hear French being spoken regularly. We went out there to hold a briefing session for our employees.

So the figures are misleading, because we have eight francophone employees at respectable levels in the Winnipeg office.

Senator Guay: Are they managers? What positions do they hold?

Mr. Labelle: We have a scientist, in the SG category, four officers, two technicians and five clerks. So we have francophone officers, scientists and technicians.

Senator Guay: You now have 12.

Mr. Labelle: Yes, if we count the support staff. I was talking about the employees in more senior positions.

Senator Guay: I want to make sure you understand why some francophones have trouble writing French. It is difficult for me as well, because I did not go to French school. At the time, we had separate schools. Our families had to be rich to send us to schools where we could learn French. Our parents had to pay to send us to French school.

But things are changing today. Most children speak both languages. You will be able to see a difference very soon. I congratulate you on what you have done to date.

Mr. I. Clark: Senator Guay said that we did not seem satisfied with the situation. That is absolutely correct. We are not satisfied with anything in the department.

[Text]

Le sénateur Guay: C'est bon!

M. I. Clark: On doit améliorer le service au public dans les deux langues officielles. On doit améliorer le niveau des conseils aux autres ministres. On doit améliorer tout au Ministère. C'est le propre des bons gestionnaires que d'essayer d'améliorer les choses. Cet engagement commence au plus haut niveau du Ministère.

Le sénateur Guay: On fait la même chose au Sénat. On améliore les choses chaque année.

M. Gauthier: Vous avez aboli le service Zénith en 1987. Si j'ai bien compris, la Direction de l'aide aux consommateurs dans les régions a été durement touchée par la compression des effectifs, peut-être au point que cela n'existe plus.

Vous dites que vous êtes certains de rencontrer les exigences du projet de loi C-72 quant au concept de demande importante. Même si le projet de loi n'est pas encore adopté, vous avez probablement travaillé avec le Conseil du Trésor. Vous dites que vous avez signé un protocole d'entente avec le Conseil du Trésor. Avez-vous un plan d'action qu'on pourrait examiner avec vous, un objectif ferme, des buts bien déterminés? C'est bien beau de me dire que vous faites votre possible et que vous espérez être en mesure de servir la population dans les deux langues officielles et de permettre à nos fonctionnaires de travailler dans leur langue, ce qui, me dit-on, est très difficile à l'extérieur du Québec et de la région de la Capitale nationale. On me dit qu'il est quasiment impossible de travailler en français au ministère de la Consommation et des Corporations à l'extérieur de la région de la Capitale nationale ou du Québec. J'aimerais qu'on me parle d'un objectif clair et précis. Je vous ai écouté parler tout à l'heure, et je dois dire que votre rhétorique me stimule, mais je n'ai pas réussi à comprendre quel était l'objectif ferme de votre ministère quant au service au public et quant au service à vos propres fonctionnaires qui sont assez nombreux. On me dit que tout se fait en anglais. Vous nous disiez que depuis que vous faisiez partie du comité de direction supérieure, les choses se passaient dans les deux langues. Vous avez dû installer un service d'interprétation?

M. I. Clark: Pas du tout, parce que tout le monde au comité de direction est bilingue.

M. Gauthier: Tout le monde peut fonctionner dans les deux langues? Ils peuvent tous lire, parler et écrire le français? Les instruments de travail sont-ils disponibles dans les deux langues?

M. I. Clark: Bien sûr.

M. Gauthier: L'ordre du jour est-il dans les deux langues?

M. I. Clark: Bien sûr.

M. Gauthier: C'est très bien!

M. I. Clark: Oui, il y a de très bonnes choses au Ministère.

[Translation]

Senator Guay: That is a good sign!

Mr. I. Clark: We must improve our service to the public in both official languages. We must improve everything within the department, including our dealings with other departments. The task of a good manager is to try to improve things. The commitment to achieve this objective starts at the highest level of the department.

Senator Guay: We do the same thing in the Senate. We make improvements every year.

Mr. Gauthier: You abolished the Zenith service in 1987. If I understood correctly, the consumer services branch in the regions was hit very hard by the staff cuts, perhaps to the point where it no longer exists.

You say that you are sure you meet the requirements of Bill C-72 with respect to the concept of significant demand. Even though the bill has not yet been passed, you have probably been working with Treasury Board. You say that you signed a memorandum of understanding with Treasury Board. Do you have an action plan that we could look at with you? Do you have a specific objective and goals? It is all very well to tell me that you are doing your best and that you hope to be able to serve the public in both official languages and to enable all public servants to work in their own official languages, something, I am told, which is very difficult to do outside of Quebec and the National Capital Region. I am told that it is almost impossible to work in French in the Department of Consumer and Corporate Affairs outside of the National Capital Region and Quebec. I would like to hear about a clear and specific objective. I listened to you earlier, and I must say that I found your rhetoric stimulating, but I still do not understand what your department's specific objective is regarding service to the public and service to your many employees. I am told that everything is done in English. You were saying that since you have been part of the senior management committee, meetings have been held in both languages. You must have brought in interpreters?

Mr. I. Clark: No, because everyone on the management committee is bilingual.

Mr. Gauthier: Everyone can work in both languages? They can all read, speak and write French? Are your work instruments available in both languages?

Mr. I. Clark: Of course.

Mr. Gauthier: Is the agenda in both languages?

Mr. I. Clark: Absolutely.

Mr. Gauthier: That is very good!

Mr. I. Clark: Yes. There are some very good things happening in the department.

[Texte]

M. Gauthier: Il faut le dire! Je ne vous l'avais pas entendu dire. Vous avez dit que depuis votre arrivée, les choses avaient changé. J'écoutais pour voir ce qui arriverait. Donc, le comité de direction se réunit avec un ordre du jour bilingue; il est possible de parler sa langue *or to speak another language, to be heard, to be understood, and to act on it.*

M. I. Clark: Exactement.

M. Gauthier: *In a functional manner.* Je vous félicite.

Pourrait-on penser étendre cela à l'ensemble de votre ministère? Pouvons-nous espérer que vous nous direz la même chose au sujet de vos bureaux au Manitoba, dans les Maritimes et dans l'Ouest quand vous reviendrez nous voir, que vous nous direz qu'il est possible pour un fonctionnaire fédéral de travailler dans sa langue et d'obtenir de l'administration centrale à Ottawa des services dans sa langue, en anglais ou en français, qu'il soit du Québec ou d'ailleurs?

M. I. Clark: C'est presque le cas maintenant.

• 1650

M. Gauthier: Ce n'est pas le cas. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent actuellement. J'ai peut-être été mal renseigné, mais on me dit que ce n'est pas le cas actuellement. On me dit qu'il n'est pas encore tout à fait possible de faire cela. Je suis peut-être mal renseigné.

M. I. Clark: Au Ministère, on a un comité de direction qui regroupe tous les chefs de bureau et on y parle les deux langues officielles. À chaque réunion de bureau, la capacité est la même. Comme je l'ai dit dans mes remarques, tous les instruments de travail sont dans les deux langues officielles.

M. Gauthier: Je vais vous lire un extrait:

Les francophones travaillant au Nouveau-Brunswick et dans les régions bilingues de l'Ontario ont de la difficulté à obtenir leurs services centraux et de personnel en français.

Dans l'Atlantique, seulement deux superviseurs sur huit qui occupent des postes bilingues répondent aux exigences linguistiques et ce, au niveau intermédiaire B.

Je reviens à ce que disait le sénateur David. B peut être B+, B- ou B quelque chose.

En Ontario, ce chiffre est de 13 sur 20, dont quatre seulement au niveau supérieur C.

C'est une de mes sources d'information. Cela me laisse croire qu'il n'est peut-être pas possible d'obtenir des services en français de l'administration centrale ou du personnel.

M. I. Clark: À l'administration centrale, il n'y a absolument pas de problèmes.

M. Gauthier: Pas de problèmes?

[Traduction]

Mr. Gauthier: You have to make them known! I had not heard you mention this. You said that since you had assumed your position, things had changed. I was listening to try to find out what would happen. So, the management committee has a bilingual agenda, and all participants can speak their own language *ou une autre langue, et être écoutés et compris en sachant qu'on donnera suite.*

Mr. I. Clark: Exactly.

Mr. Gauthier: *De façon fonctionnelle.* I congratulate you.

Are there any plans to extend this practice throughout your department? Can we hope that you will be able to tell us the same thing about your offices in Manitoba, in the Maritimes and in the West next time you appear before us? Will you be able to tell us that federal public servants can work in their own language and be served by head office in Ottawa in their own language, whether English or French, and whether they are in Quebec or elsewhere?

Mr. I. Clark: That is almost the case now.

Mr. Gauthier: That is not the case. That is not how things work at the present time. Maybe I have been misinformed, but I am told that that is not the case at the present time. I am told that it is still not quite possible to work that way. Perhaps I have been misinformed.

Mr. I. Clark: We have a management committee at the department that includes all management staff, and both official languages are spoken at the meetings of this committee. The capacity is the same at all office meetings. As I said in my comments, all the work instruments are in both official languages.

Mr. Gauthier: Let me read you an excerpt:

Francophones who work in New Brunswick and in the bilingual areas of Ontario have trouble getting central and personnel services in French.

In the Atlantic region, only two supervisors of eight in bilingual positions meet the language requirements of the positions, and they are only at the intermediate B level.

I come back to what Senator David was saying. B can be B+, B- or B something else.

In Ontario, the figure is 13 out of 20, of whom only four are at the highest C level.

That is from one of my information sources. That says to me that it is not possible to get service in French from head office management or from personnel.

Mr. I. Clark: There is no problem as far as central administrative services go.

Mr. Gauthier: No problem?

[Text]

M. I. Clark: Non, pas de problèmes. Le problème au Nouveau-Brunswick et dans certains coins de l'Ontario, c'est la taille des bureaux. Dans ces bureaux, il y a peut-être six personnes dont une ou deux ont des droits de titulaire. Quand le poste deviendra vacant, on trouvera un remplaçant bilingue. On ne peut pas progresser plus vite.

M. Gauthier: Comment expliquez-vous le fait que votre personnel de soutien administratif compte un nombre important de francophones et un nombre d'anglophones inférieur à la moyenne nationale? Est-ce parce qu'on a recruté du personnel de soutien administratif en mettant l'accent sur les francophones, ou parce qu'on a gardé les postes supérieurs pour les anglophones? Est-ce que je me trompe en interprétant ainsi cette statistique? C'est un accident de parcours?

M. Labelle: C'est peut-être un accident de parcours ou les deux en même temps. Le Ministère a été formé, en 1968, avec la fusion d'autres ministères. On sait que dans le passé, on a beaucoup mis l'accent sur les gens bilingues. À cette époque, les francophones étaient plus souvent bilingues et on recrutait ces gens dans le soutien administratif. Ils servaient un peu de traducteurs. Je recule bien loin dans le passé, peut-être avant que je ne sois là. Mais aujourd'hui, il y a de plus en plus d'anglophones bilingues et on embauche de plus en plus de francophones au niveau du soutien administratif.

M. Gauthier: Le fait que les anglophones n'occupent que 50 p. 100 des postes peut être interprété par certains comme un déséquilibre. Mon président vous disait que vous étiez l'un des ministères les mieux dotés en francophones. Eh bien, le Secrétariat d'État est mieux que vous, de même que la Chambre des communes. Ne vous faites pas d'illusions, vous n'êtes pas les meilleurs. Je vais parler à mon président après la réunion. Vous êtes corrects, mais pas les meilleurs.

Le nombre élevé de francophones dans la catégorie de soutien administratif gonfle les statistiques. Cela fausse un peu vos questionnaires. Dans le moment, est-ce qu'il y a chez vous un programme de recrutement plus actif? Essayez-vous de donner aux superviseurs des cours de langue pour qu'ils puissent rencontrer les exigences maximales de leur poste si possible? Est-ce qu'on a réduit le budget de la formation linguistique chez vous comme on l'a fait ailleurs, dans les autres ministères, ou si vous êtes encore capables de donner des cours de langue adéquats afin d'augmenter la compétence linguistique des employés qui occupent vos postes bilingues?

M. I. Clark: Il y en a plusieurs qui suivent actuellement des cours de langue.

M. Gauthier: Combien?

• 1655

M. Labelle: On a 200 personnes qui suivent des cours de langue chaque année, cela dans toutes les catégories. On envoie au moins deux lettres par année pour offrir

[Translation]

Mr. I. Clark: No, there is no problem. The problem in New Brunswick and some parts of Ontario is the size of the offices. There may be six people working in these offices, of whom one or two have grandfathered rights. When the position becomes vacant, we will find a bilingual person for the position. We cannot make progress any faster.

Mr. Gauthier: How do you explain the fact that there is a high number of francophones among your administrative support employees, whereas the number of anglophones is lower than the national average? Is it because you were actively looking for francophones when you staffed the administrative support positions, or is it because the senior positions were kept for anglophones? Am I wrong to interpret this statistic in that way? Is it simply a coincidence?

Mr. Labelle: It may be a coincidence and something else as well. The department was created in 1968 by combining two existing departments. In the past, we know that particular efforts were made to attract bilinguals. At the time, francophones tended to be bilingual more often, and we recruited them to administrative support positions. They acted as translators to some extent. I am going back quite far here, perhaps before I even arrived in the department. Today, however, there are more and more bilingual anglophones, and we are hiring more and more francophones at the administrative support level.

Mr. Gauthier: The fact that anglophones occupy only 50% of the positions could be interpreted by some as indicative of an imbalance. The chairman was saying that you are one of the departments with the best representation of francophones. Well, the Secretary of State Department has a better record than you, as does the House of Commons. Do not deceive yourselves by thinking that you are the best, because you are not. I am going to have a word with the chairman after the meeting. You are not doing badly, but you are not the best.

The high number of francophones in the administrative support category makes the figures look better than they are. It distorts your questionnaires to some extent. Do you have a more active recruitment campaign underway in your department at the moment? Are you trying to provide language training for supervisors to enable them to meet the maximum requirements of their position if possible? Has there been a cut in the language training budget in your department as in other departments, or can you still provide adequate language training in order to improve the language skills of your employees in bilingual positions?

Mr. I. Clark: We have a number of employees on language training at the present time.

Mr. Gauthier: How many?

Mr. Labelle: We have 200 employees in all categories on language training each year. We send out at least two letters a year offering staff a chance to take a range of

[Texte]

toute la gamme de cours de perfectionnement. Quand la Commission de la Fonction publique annule certains cours, on a recours au secteur privé. Il n'y a eu aucune coupure du budget de la formation linguistique au ministère de la Consommation et des Corporations.

M. Gauthier: Parlons de la fameuse identification des postes et des niveaux A, B et C dont le sénateur David parlait. Quand votre dernier *testing* s'est-il fait? Ceux qui ont échoué au test ont-ils été privés de la prime de 800\$?

M. Labelle: Eh bien, 13 p. 100 des personnes ont échoué. On a offert de la formation linguistique à ces gens, sauf à deux dans la province de Québec où on a un nombre considérable de postes bilingues, et on les a réidentifiés «unilingues français». Il y a deux ou trois personnes qui ont décidé de ne pas suivre de cours de formation linguistique.

Le Ministère, selon un protocole d'entente avec la Commission de la Fonction publique, offre des cours et, immédiatement après, les gestionnaires rencontrent les personnes qui ont échoué pour discuter de leur avenir, de leur formation et de leur poste.

M. Gauthier: Ma question est simple. Quand le *testing* a-t-il commencé?

M. Labelle: Le 1^{er} avril 1987.

M. Gauthier: Et quand va-t-il se terminer?

M. Labelle: La première phase va se terminer au mois de mars et on attend. . .

M. Gauthier: Sur vos 835 titulaires de postes bilingues, seulement 13 ont échoué?

M. Labelle: Eh bien, non. Pour la première phase, on avait 300. . .

M. Gauthier: Pouvez-vous m'envoyer un document clair et précis à ce sujet?

M. Labelle: Oui, on a tout cela.

M. Gauthier: Dites-moi à quelle date le *testing* a commencé et envoyez-moi une copie du test car je ne l'ai pas encore vu. Je ne sais pas si mes collègues de la Chambre et du Sénat ont vu le test utilisé, mais j'aimerais bien en avoir une copie.

M. Labelle: Une copie du test. . . Je ne sais pas ce que vous voulez savoir exactement. Le test, je ne l'ai pas. C'est la Commission de la Fonction publique qui l'a.

M. Gauthier: Vous ne l'avez jamais vu?

M. Labelle: Non.

M. Gauthier: Eh bien, peut-être devriez-vous le voir. Si vous le leur demandez, voulez-vous m'en envoyer une copie? S'il faut que je le demande à la Commission. . . Il me semble que c'est un peu bureaucratique là. Si vous voulez que je le demande, je vais le demander à la Commission, mais je pense. . .

Le sénateur David: Le Comité pourrait demander ces tests à la Commission. J'aimerais bien les recevoir pour

[Traduction]

further training courses. When the Public Service Commission cancelled some of its classes, we turned to the private sector. There has not been any cut in the language training budget at the Department of Consumer and Corporate Affairs.

Mr. Gauthier: I would like to turn now to the issue of positions at the A, B and C levels to which Senator David was referring. When did you have your last testing? Did those who failed the test not get the \$800 bonus?

Mr. Labelle: Thirteen per cent of those who took the test failed. We offered these individuals language training, with the exception of two in Quebec where we have a significant number of bilingual positions, and we reidentified their positions as "unilingual French". Two or three individuals decided not to take language training.

Under a memorandum of understanding with the Public Service Commission, the department offers courses, and immediately after the course, the managers meet with the people who failed the test to discuss their future, their training and their position.

Mr. Gauthier: My question is simple. When did the testing process begin?

Mr. Labelle: On April 1, 1987.

Mr. Gauthier: And when will it be completed?

Mr. Labelle: The first phase will be over in March, and we are waiting for. . .

Mr. Gauthier: You say that only 13 of your 835 incumbents of bilingual positions failed the test?

Mr. Labelle: Well, no. In the first place, there were 300. . .

Mr. Gauthier: Can you send me a clear, specific document on the testing?

Mr. Labelle: Yes, we have all that information.

Mr. Gauthier: Tell me on what date the testing process began, and send me a copy of the test, because I have not seen it yet. I do not know whether my colleagues from the House of Commons and the Senate have seen the test that you are using, but I would certainly like to have a copy of it.

Mr. Labelle: A copy of the test. . . I do not know what you want to know exactly. I do not have the test. The Public Service Commission it.

Mr. Gauthier: You have never seen it?

Mr. Labelle: No.

Mr. Gauthier: Well, perhaps you should have a look at it. If you ask for it, could you send me a copy as well? If I have to go to the commission. . . I find this whole thing a bit bureaucratic. If you want me to, I will ask the commission to give me a copy, but I think. . .

Senator David: The committee could ask the commission to give it copies of the tests. I would like to

[Text]

voir quelles sont les différences entre les niveaux A, B et C.

Le sénateur Guay: Peut-on demander le résultat de ces examens? Apparemment, ils ne les ont pas. C'est très important parce qu'il y a beaucoup d'échecs.

M. Gauthier: Non, il n'y en a pas beaucoup!

Une voix: Trois cents.

M. Gauthier: Trois cents qui ont échoué?

M. Labelle: Non, on a testé 300 personnes et..

M. Gauthier: Vous en avez testé 300 sur 825?

M. Labelle: Non, non, non. Dans la première phase, on en avait 300. On a 666 employés à tester avec la politique de prime au bilinguisme. Dans la première phase, on en avait environ 300 et il y a eu 13 échecs jusqu'à Noël. On a changé les exigences linguistiques de deux de ces personnes et il y en a deux qui ont refusé de suivre des cours de formation. Les autres vont suivre des cours de langue. Si la Commission de la Fonction publique ne peut pas répondre à nos besoins, on va se tourner vers le secteur privé. On est en train de travailler à cela.

M. Gauthier: Donc, vous me dites que les exigences linguistiques des postes des 13 personnes qui ont échoué ont été modifiées pour rencontrer les fins. En d'autres mots, les moyens justifient la fin. Ce n'est plus la même chose.

M. Labelle: Pas nécessairement.

M. Gauthier: Vous venez de me dire qu'il y en a deux qui ont refusé de suivre des cours de formation. Ont-ils conservé leur poste?

M. Labelle: Eh bien, ils ont des droits acquis. On ne peut pas les jeter à la porte.

M. Gauthier: Ils ont 55 ans et plus?

M. Labelle: Non, ils ont des droits acquis. Selon la politique, quand on occupe un poste bilingue, on conserve son poste même si on a un échec. On ne peut pas enlever quelqu'un de son poste. Au Ministère, quand ces choses se produisent—on n'a pas des centaines de ces cas—, on fait des arrangements administratifs. La personne qui fait l'objet de l'arrangement administratif, qui donne les services à la place de cette personne-là dans les domaines où elle est le plus faible, signe un document pour aider. . .

M. Gauthier: Vous faites du *double bedding*, n'est-ce pas? Vous mettez là une personne qui est capable de rencontrer les exigences du poste.

• 1700

M. Labelle: On met là une personne pour donner le service au public lorsque c'est nécessaire.

M. Gauthier: Donc, on a deux personnes qui occupent un poste. . .

M. Labelle: Non, non, je n'ai pas dit cela. Par exemple, si un employé reçoit deux appels téléphoniques en

[Translation]

see them to see what the differences are between level A, B and C.

Senator Guay: Can we ask for the results of the examinations? Apparently they do not have them. This is an important point, because there are a lot of failures.

Mr. Gauthier: No, there are not a lot of failures!

An hon. member: Three hundred.

Mr. Gauthier: Three hundred failed?

Mr. Labelle: No, we tested 300 individuals, and. . .

Mr. Gauthier: You have tested 300 out of the 825?

Mr. Labelle: No, no, no. We had 300 employees in the first phase. We have 666 employees to test under the bilingualism bonus policy. There were about 300 in the first phase, and there had been 13 failures up to Christmas. We changed the language requirements of two of the individuals, and two refused to take language training. The others will take language training. If the Public Service Commission cannot meet our needs, we will turn to the private sector. We are in the process of working on that at the moment.

Mr. Gauthier: So you are telling me that the language requirements of the positions of those 13 individuals who failed have been altered to achieve certain purposes. In other words, the means justify the end. That is not the same thing at all.

Mr. Labelle: Not necessarily.

Mr. Gauthier: You have just told me that two individuals refused to take language training. Did they keep their positions?

Mr. Labelle: Well, they have some acquired rights. We cannot throw them out.

Mr. Gauthier: Are they 55 years of age or older?

Mr. Labelle: No, and they have some acquired rights. Under the policy, people in a bilingual position keep that position even if they fail the test. We cannot throw these people out of their positions. When this type of thing happens in the department—and there are not hundreds of cases of this type—we make administrative arrangements. Another employee, who provides services in areas in which the regular employee is weak, signs a document agreeing to help. . .

Mr. Gauthier: The practice is called "double bedding", is it not? You put in a person who can meet the requirements of the position.

Mr. Labelle: We put in a person to provide service to the public when necessary.

Mr. Gauthier: So, there are two people doing one job. . .

Mr. Labelle: No, no, I did not say that. For example, if an employee gets two phone calls a year in French. . .

[Texte]

français durant l'année. . . C'est pour cela qu'on révisé les exigences linguistiques de certains postes. Il y a des postes qui ont été identifiés bilingues en 1973.

M. Gauthier: Je sais tout cela, mais ma question est simple. En fait, j'avais deux questions: le nombre et la prime de 800\$. Je vous ai demandé le nombre d'échecs et je vous ai demandé si les gens continuent à recevoir la prime de 800\$ lorsqu'ils échouent.

M. Labelle: Non.

M. Gauthier: Qu'est-ce que cela veut dire?

M. Labelle: Conformément à la politique dans ce domaine-là, la prime est coupée deux mois après l'échec.

M. Gauthier: Donc, 13 des 300 personnes testées ont perdu leur prime de 800\$.

M. Labelle: Voilà!

M. Gauthier: Elles la récupéreront lorsqu'elles rencontreront les exigences du poste.

M. Labelle: Voilà!

Le sénateur Guay: Est-ce qu'ils conservent leur poste s'ils doivent offrir le service aux clients?

M. Gauthier: Mais ils font du *double bedding*.

Le sénateur Guay: Est-ce que cela coûte le double au Ministère?

M. Labelle: Non. Une personne travaille dans l'autre langue pendant un certain pourcentage de son temps. Souvent, c'est 1 p. 100, 2 p. 100, 5 p. 100 ou 10 p. 100. C'est ce que M. Gagnon disait tout à l'heure. Dans le domaine des brevets, on a besoin d'un certain nombre de personnes pour 1 p. 100 ou 2 p. 100 de clients. Qu'est-ce qu'on fait? Lorsqu'on a des services à donner au public, on demande à l'autre de le faire. Le volume de travail est transféré. Il y a un arrangement au Ministère. C'est sûr que le ministère de la Consommation et des Corporations ne met pas deux personnes dans le même poste. On essaie de s'arranger.

Le sénateur Guay: Quelqu'un peut encore avoir le service dans les deux langues officielles?

M. Labelle: Absolument.

Le sénateur David: Si ce sont des personnes de niveau B qui ont échoué, on les met au niveau A et elles ont droit à leur prime de 800\$. Vous m'avez dit que vous aviez 18 personnes au niveau A. S'il y en a 13 qui ont échoué, il ne vous en reste que cinq.

M. Labelle: Un instant! Ce n'est pas tout à fait cela. Un poste donné commande un profil linguistique, soit A, B ou C. On ne change jamais le profil linguistique, même pas en révisant les exigences linguistiques par la suite. Le poste demeure toujours au niveau B. La personne au niveau A ne reconte plus les exigences de son poste; on lui enlève la prime et on lui offre de suivre des cours de formation linguistique.

[Traduction]

This is why we review the language requirements of some positions. There are positions that were identified bilingual in 1973.

Mr. Gauthier: I know all that, but my question is quite simple. In fact I had two questions: one was about the number of failures, and the other was about the \$800 bonus. I asked you how many people failed and I asked you whether those individuals still get the \$800 bonus after they fail the test.

Mr. Labelle: No.

Mr. Gauthier: What does that mean?

Mr. Labelle: Under the policy, the bonus is cut off two months after the person fails.

Mr. Gauthier: So 13 of the 300 people tested lost their \$800 bonus.

Mr. Labelle: That is it!

Mr. Gauthier: They will get it back when they meet the language requirements of the position.

Mr. Labelle: That is correct!

Senator Guay: Do they keep their position if they are required to provide service to the public?

Mr. Gauthier: What they do is called double bedding.

Senator Guay: Does it cost the department twice as much?

Mr. Labelle: No. One employee works in the other language for a certain percentage of his time. Often, we are only talking about 1%, 2%, 5% or 10% of his time. That is what Mr. Gagnon was saying earlier. In the case of patents, we need some people who can speak French to serve 1% or 2% of our clients. What do we do? When an employee is asked to serve the public in French, and cannot do so, he asks the other person to take over. The work is transferred to the other person. There is an arrangement within the department. The Department of Consumer and Corporate Affairs definitely does not put two people into the same position. We try to work something out.

Senator Guay: Can people still get service in both official languages?

Mr. Labelle: Definitely.

Senator David: If the people who failed were at the B level, they are put down to the A level, and they get their \$800 bonus. You told me you had 18 employees at level A. If 13 of them failed, you have only got 5 left.

Mr. Labelle: Just a minute! That is not quite how it works. Any given position has a certain linguistic profile, at the A, B or C level. We never change the linguistic profile, not even when we subsequently review the language requirements of positions. The position remains at the B level. A person at level A no longer meets the requirements of his or her level-B position. The bonus is taken away from this employee and he or she is given a chance to take language training.

[Text]

M. Gauthier: Vous avez dit que deux personnes avaient refusé de suivre des cours de formation linguistique et que leur poste avait été reclassifié.

M. Labelle: Celles-là sont restées à leur poste. La politique du Conseil du Trésor dit deux choses: on revoit les exigences linguistiques du poste avec le gestionnaire et on offre des cours de langue aux gens. Si le poste demeure bilingue, on offre des cours à l'employé.

M. Gauthier: Et il dit non.

M. Labelle: Il dit non. Alors, il conserve son poste; il faut faire des arrangements administratifs et organiser les choses de façon à pouvoir continuer à servir la population canadienne.

M. Gauthier: Il perd ses 800\$.

M. Labelle: Il perd ses 800\$.

M. Gauthier: Puis il garde son poste.

M. Labelle: Il garde son poste. C'est la politique.

Le sénateur David: Je ne comprends pas pourquoi il perd ses 800\$. Il a droit aux 800\$, qu'il soit de niveau A, B ou C. Si vous exigez le niveau B, il va garder son poste même s'il est maintenant au niveau A. Il faudrait qu'il n'ait même pas atteint le niveau A pour perdre ses 800\$.

M. Labelle: C'est technique. Les postes commandent un certain profil linguistique. Par exemple, on demande à un vendeur de timbres dans un bureau de poste: Je veux avoir *two stamps, 55 cents*. Tout se termine là. Chez nous, les messagers, par exemple, se trouvent au niveau A. Dans d'autres domaines, le poste commande le niveau B ou le niveau C. On ne change pas les exigences du poste. On dit que pour occuper tel poste, par exemple examinateur de brevets, il faut le niveau C. Si la personne a un échec et ne rencontre plus les exigences de ce poste, elle perd sa prime parce que le poste commande un certain niveau. On ne peut pas abaisser les exigences du poste, parce que le gestionnaire a décidé que le poste nécessite le niveau C.

Le sénateur David: Mais la prime est toujours de 800\$, qu'il soit au niveau B, C ou A.

M. Labelle: Oui.

M. R. Gagnon: Par exemple, un poste exige le niveau C pour parler, comprendre et écrire.

Le sénateur David: Il y a 103 de ces postes.

• 1705

M. R. Gagnon: Disons qu'on teste à nouveau un candidat. Il a C pour parler et écrire et B pour comprendre. Il ne rencontre plus les exigences du poste. Donc, il perd sa prime au bilinguisme s'il veut continuer à occuper ce poste.

[Translation]

Mr. Gauthier: You said that two employees had refused to take language training and that their position had been reclassified.

Mr. Labelle: Those employees stayed in their positions. Treasury Board policy has two provisions: one, that the language requirements of the position are reviewed with the manager, and two, that people who fail the test get the chance to take language training. If the position remains bilingual, the employee is given an opportunity to take language training.

Mr. Gauthier: And what if he says no?

Mr. Labelle: Then he says no. The employee keeps his or her position, and administrative arrangements are made and the work organized in such a way that we can continue to provide service to the people of Canada.

Mr. Gauthier: The employee loses the \$800?

Mr. Labelle: Right.

Mr. Gauthier: And keeps the position.

Mr. Labelle: The employee keeps the position. That is the policy.

Senator David: I do not understand why the person loses the \$800. The employee is entitled to the \$800 bonus, whether he or she is at the A, B or C level. If you require level B, the employee keeps the position even though the test shows that he or she is now only at the A level. In order for the employee to lose the \$800, he would have had to fail to get even the A level.

Mr. Labelle: It is a technical matter. All positions have a particular linguistic profile. For example, a customer may ask to buy two 55-cent stamps at a wicket in the post office. That is all the clerk has to understand. Messengers in our department are at the A level. Positions in other areas are at the B or C level. We do not change the requirements of the position. We say that in order to be a patent examiner, for example, a person must be at the C level. If the employee fails the bilingualism test and no longer meets the requirements of the position, he or she loses the bonus, because the position does have a particular linguistic profile and level. We cannot reduce the requirements of the position, because the manager has decided that the position requires level C abilities.

Senator David: But the bonus is \$800, whether the level of bilingualism is B, C or A.

Mr. Labelle: Yes.

Mr. R. Gagnon: For example, a position may require level C for speaking, understanding and writing.

Senator David: There are 103 of these positions.

Mr. R. Gagnon: If a candidate is tested again and receives C for speaking and writing skills and B for comprehension, he no longer meets the position requirements and therefore loses his bilingualism bonus if he wishes to continue to occupy the position.

[Texte]

Le sénateur David: Ce n'est pas ce que nous comprenions jusqu'à maintenant. Et c'est comme cela dans tous les ministères?

M. I. Clark: C'est la politique du Conseil du Trésor.

M. R. Gagnon: Je n'oserais pas répondre pour l'ensemble.

M. Labelle: On pourrait vous envoyer une copie de la politique.

M. Gauthier: On l'a.

Le sénateur David: Par contre, il y a une différence de salaires entre le niveau C et le niveau A. J'imagine que plus le poste est important, plus le niveau est élevé.

M. R. Gagnon: Pas nécessairement, pas totalement. C'est-à-dire qu'un poste de niveau C est un poste qui exige une prestation de services régulière et à un niveau élevé de compétence. Un poste de niveau C n'est pas nécessairement un poste de gestion.

Le sénateur David: Cela revient à dire qu'il y a trois sortes de bilinguisme. Quand on est bilingue au niveau C, on a 800\$; à ce niveau, on est vraiment bilingue. Quand on est bilingue au niveau A, on ne parle en fait qu'une langue, mais on est considéré bilingue et on a 800\$. Un type au niveau C est beaucoup plus bilingue que le type au niveau A et il peut ne rien recevoir du tout.

M. R. Gagnon: Mais c'est le poste.

Le sénateur David: D'accord. Cela clarifie les choses.

M. Gauthier: Il n'y a aucune injustice là-dedans.

Le sénateur David: Serait-il indiscret de vous demander quand vous avez été nommé sous-ministre de la Consommation et des Corporations?

M. I. Clark: C'est un fait public. Cela fait 10 mois.

Le sénateur David: Avant votre nomination, les réunions du comité de gestion se passaient uniquement en anglais, puisque vous dites que depuis votre nomination, les réunions se tiennent dans les deux langues officielles. Je vous félicite d'ailleurs. C'est ce que je conclus de vos paroles.

M. I. Clark: Auparavant, il y avait un différent système de comités de gestion.

Le sénateur David: Combien de personnes y a-t-il à ce comité de gestion?

M. I. Clark: Tous les chefs de bureau.

Le sénateur David: Cela représente combien de personnes? Vingt personnes?

M. I. Clark: Presque une dizaine.

Le sénateur David: Quelle est la langue de travail de ces 10 personnes-là? Quelles sont les proportions de francophones et d'anglophones?

M. I. Clark: M. Gagnon, la secrétaire du Ministère et une autre sont francophones. Les autres sont anglophones. Donc, il y en a trois sur dix.

[Traduction]

Senator David: That is not what we understood the practice to be. Is it followed in all the departments?

Mr. I. Clark: It is the Treasury Board policy.

Mr. R. Gagnon: I would not venture to reply for them all.

Mr. Labelle: We can send you a copy of the policy.

Mr. Gauthier: We have it.

Senator David: However, there is a salary difference between level C and level A. I imagine that the more important the position is, the higher the salary attached.

Mr. R. Gagnon: Not necessarily, not in all cases. That is, a position with C level requires a high level of performance on a regular basis. A C-level position is not necessarily a management one.

Senator David: It amounts to saying there are three types of bilingualism. With level C, that is true bilingualism, there is an \$800 bonus. Someone with level A, although actually fluent in only one language, is considered bilingual and entitled to the \$800. A person with level C is much more bilingual than a person with level A and yet he is not entitled to anything.

Mr. R. Gagnon: But it is the position.

Senator David: I see. That clarifies matters.

Mr. Gauthier: There is no unfairness in that.

Senator David: Would it be indiscrete to ask you when you were appointed deputy minister of Consumer and Corporate Affairs?

Mr. I. Clark: It is a matter of public knowledge. It was 10 months ago.

Senator David: Before your appointment, management committee meetings took place only in English, I gather, as you point out that since your nomination the meetings have become bilingual. I would like to congratulate you.

Mr. I. Clark: Previously there was a different management committee system.

Senator David: How many people sit on this management committee?

Mr. I. Clark: All the office heads.

Senator David: How many people would that be? Twenty?

Mr. I. Clark: About ten.

Senator David: What is the language of work of these ten people? What is the breakdown between francophones and anglophones?

Mr. I. Clark: Mr. Gagnon, the departmental secretary and one other person are francophones. The remainder are anglophones. That means three out of ten.

[Text]

Le sénateur David: On peut dire qu'il y a à peu près un quart de francophones et trois quarts d'anglophones.

M. I. Clark: À peu près.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Clark, I would like to ask you a couple of questions on Quebec. I see the statistics say there has been no change since 1981 as far as anglophones are concerned, and I know you must appreciate this is a problem you have. Have you any plans to do something about it, and when and how?

Mr. I. Clark: One of the objectives over the next three years is to increase that percentage, and we apply the same techniques as we do to improve the linguistic situation in all parts of the department. That is, every effort is made when a position becomes vacant to look at candidates who will get us closer to the ideal percentages of participation.

The Joint Chairman (Senator Wood): But you say you have a problem when you are interviewing candidates. They are obviously not anglophone candidates. Are you going to the universities? What concrete steps are you taking to better the situation? I notice in your report here and the report of official languages that you have taken different avenues. You have gone to the universities, the colleges, at one point you have even taken 10 students on in order that they would be prepared to take over the next 10 positions. Have you done that kind of thing with the anglophone population in Montreal, specifically? I can understand that you only have one anglophone in Quebec City, but in Montreal I do not buy it.

• 1710

Mr. I. Clark: Let me ask Roger to respond on what he is doing in his bureau, for example. But the essential answer is we establish general objectives for the managers, and leave it to them to find the best way of achieving the objectives in a reasonable amount of time, which is the three years. It depends on the situation.

The Joint Chairman (Senator Wood): These managers, do you evaluate their department performance annually, or you are going to? I am not quite sure if you are doing it now.

Mr. I. Clark: Yes.

The Joint Chairman (Senator Wood): Are the managers' own performances evaluated? Because that is obviously where your problem is.

Mr. I. Clark: Of course.

The Joint Chairman (Senator Wood): They are under that same evaluation. You have a problem. They are not doing their job.

[Translation]

Senator David: So approximately one-quarter francophone and three-quarters anglophone.

Mr. I. Clark: Approximately.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Clark, j'aurais quelques questions à vous poser au sujet du Québec. Les statistiques montrent qu'il n'y a pas eu de changement depuis 1981 concernant les anglophones et je suppose que vous comprenez le problème que cela représente. Avez-vous l'intention d'y remédier, et quand et comment?

M. I. Clark: Un de nos objectifs pour les trois ans qui viennent c'est d'augmenter le pourcentage en utilisant les mêmes techniques qui nous servent à améliorer la situation linguistique dans tous les secteurs du ministère. C'est-à-dire que, lorsqu'un poste devient vacant, nous faisons tout notre possible pour choisir un candidat qui réponde aux critères nécessaires pour atteindre les taux de participation souhaités.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Mais vous dites que vous avez un problème quand vous interviewez les candidats. De toute évidence il s'agit des candidats qui ne sont pas des anglophones. Allez-vous dans les universités? Quelle mesure précise prenez-vous pour améliorer la situation? D'après votre rapport et le rapport sur les langues officielles, je vois que vous avez choisi différentes options. Vous vous êtes adressés aux universités et aux collègues et vous avez même engagé 10 étudiants pour les préparer à assumer des postes au fur et à mesure qu'ils deviendraient vacants. Avez-vous pris des mesures semblables touchant la population anglophone de Montréal? Je comprends que vous ayez un seul anglophone à Québec. Mais à Montréal, cela ne va plus.

M. I. Clark: Je vais demander à Roger Gagnon de nous mettre au courant de ce qu'il fait dans son bureau, par exemple. Mais l'essentiel est d'établir des objectifs généraux pour les gestionnaires en leur donnant la possibilité de trouver les meilleurs moyens de les réaliser dans un délai raisonnable, c'est-à-dire avant trois ans. Cela dépend de la situation.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Faites-vous une évaluation annuelle du travail de ces gestionnaires ou avez-vous l'intention de le faire? Je ne sais pas au juste si c'est la pratique actuelle.

M. I. Clark: Oui.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Le travail des gestionnaires fait-il l'objet d'une évaluation aussi? Car c'est évidemment à ce niveau que le problème se situe.

M. I. Clark: Bien entendu.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Ils sont donc soumis au même genre d'évaluation. Il y a donc un problème, ils ne font pas leur travail.

[Texte]

Mr. I. Clark: They are evaluated on the basis of their performance on this and other objectives they have to meet.

The Joint Chairman (Senator Wood): I cannot lay all this at your door, but in the last seven years there has been no progress at all. Unfortunately, you have only been there 10 months.

M. R. Gagnon: L'une de nos difficultés, c'est de trouver suffisamment de postes libres pour embaucher des personnes de l'extérieur. Pour ce qui est des secteurs des faillites et de la propriété intellectuelle, je n'ai pas les chiffres exacts. Ce sont les seules activités pour lesquelles il y a des représentants au Québec. À Montréal, au niveau du personnel professionnel, c'est-à-dire les séquestres officiels, il y a une proportion de 15 à 20 p. 100 d'anglophones. Ce sont de petits nombres. Si je vous dis qu'il y en a 3 sur 15, cela donne environ 20 p. 100. Ce sont des nombres tellement petits que quand il y en a un qui apparaît, la situation devient dramatique. Je pourrais vous dire que dans le secteur de la propriété intellectuelle, on a 100 p. 100 d'anglophones à Montréal. On en a seulement un, et c'est un anglophone qu'on vient de nommer.

Évidemment, c'est toujours le même problème: comment mentir avec les statistiques. Je dis qu'il se fait des efforts. Dans ce cas-ci, on est allés chercher un anglophone parfaitement bilingue qui est très bien intégré au milieu scientifique et technologique de Montréal. Mais il n'y a qu'un poste. Quand y en aura-t-il un deuxième? Je ne le sais pas. Dans un climat de réduction des ressources, il est toujours difficile de trouver suffisamment de postes libres pour faire entrer de nouveaux candidats. Cela fait quelques années que je suis au Ministère, et je dois dire qu'il se fait actuellement des efforts considérables pour modifier la situation.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Gagnon, in the province of Quebec you have 256 employees in the whole ministry. There are 13 anglophones. It was not very hard to come to that figure, was it?

I still maintain and ask, do you go to the universities? Do you go to the colleges? Do you ask the minority associations in the province to help out—because these people must be there—as the other cases in the other provinces? You have Alliance Quebec, etc.

Mr. I. Clark: Madam Chairman, I have written to the heads of the economics, law and public administration departments of most of the universities in Canada, describing what we do in the department, how strongly we feel about official languages policy, and describing how good a place Consumer and Corporate Affairs is to work. I have asked for their individual help in providing high-quality students.

I implicitly described the importance of meeting the official languages objectives as well, and encouraged them to make sure their graduates are close to meeting the bilingual requirements, or at least are sensitive and knowledgeable about them, and trying to solve the

[Traduction]

M. I. Clark: Leur évaluation tient compte de leur travail dans ce domaine précis et des autres objectifs qui leur sont fixés.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je ne peux pas vous en rendre responsable personnellement, mais depuis sept ans, le progrès a été inexistant. Malheureusement vous n'êtes là que depuis 10 mois.

Mr. R. Gagnon: One of our problems is finding enough vacant positions to be able to hire people from the outside. I do not have the exact figures for the bankruptcies and intellectual property divisions. They are the only activities with representatives in Quebec. As far as professional staff in Montreal goes, that is, the official receivers, between 15% and 20% are anglophones. It is not a sizeable group. To take three out of fifteen, for example, would mean about 20%. The figures are so small that when another appears the situation becomes dramatic. I could tell you that the intellectual property division in Montreal is 100% anglophone. There is only one employee, he has just been appointed and he is an anglophone.

The problem is always the same, how can we make statistics lie. Efforts are certainly being made. In this particular case, we looked for a perfectly bilingual anglophone who was well integrated into the technological and scientific community of Montreal. But there is only one position. When will there be a second one? I cannot say. When resources are being cut back it is always hard to come up with enough vacant positions to bring in new candidates. I have been with the department for several years and I must say that considerable efforts are now being made to change the situation.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Gagnon, votre ministère compte 256 employés dans toute la province du Québec. Il n'y a que 13 anglophones. Il n'a pas dû être très difficile d'établir ce chiffre, n'est-ce pas?

Je vous demande là encore si vous vous adressez aux universités et aux collèges. Demandez-vous l'aide des associations minoritaires de la province—car il doit y avoir des candidats—comme c'est votre pratique dans les autres provinces? Il y a Alliance Québec, etc.

M. I. Clark: Madame la présidente, j'ai écrit aux chefs des départements d'économie, de droit et d'administration publique de la plupart des universités canadiennes pour les informer des activités du ministère, de l'importance que nous attachons à la politique en matière de langues officielles et de la qualité de notre milieu de travail. J'ai demandé leur concours pour identifier des étudiants d'un bon niveau.

J'ai souligné aussi l'importance de la connaissance des deux langues officielles en disant que les candidats doivent être conscients de ce critère, et nous essayons de résoudre le problème petit à petit. Dans un ministère où les employés ne sont déjà pas nombreux et où il s'effectue

[Text]

problem *petit à petit*. In a fairly small department, which is being reduced in size, there are not very many vacancies for recruitment from the outside.

• 1715

The Joint Chairman (Senator Wood): You mean new vacancies that would occur.

Mr. I. Clark: That is right.

Mr. Gauthier: I just have one final question I would like to ask. I think you have objectives that appear clear to me now, at the end of this meeting.

M. Labelle rend-il compte au sous-ministre directement ou s'il rend compte à un groupe, à une équipe? Monsieur Labelle, en matière de langues officielles, à qui rendez-vous compte? Qui fixe les objectifs? Le ministère a des objectifs. Il doit y avoir un groupe de gestion qui les fixe. Est-ce que M. Labelle fait partie de ce groupe de gestion?

M. I. Clark: C'est le comité de direction qui examine et fixe tous les objectifs. M. Labelle est le conseiller principal de ce groupe.

M. Gauthier: Le conseil principal du sous-ministre ou du comité?

M. I. Clark: Du comité et du sous-ministre qui le président du comité.

M. Gauthier: À votre comité de gestion, vous avez sans doute une équipe qui se préoccupe chaque année de la mise en oeuvre de la politique des langues officielles.

M. I. Clark: Cela fait partie de nos politiques des ressources humaines. On se réunit très souvent à ce sujet.

M. Gauthier: Pensez-vous que vos ressources pour contrôler la mise en oeuvre de ces politiques sont suffisantes actuellement?

M. I. Clark: Pour contrôler les politiques?

M. Gauthier: Avez-vous suffisamment de ressources pour assurer la mise en oeuvre ouverte et active de vos objectifs et de votre politique linguistiques au ministère avec M. Labelle?

M. I. Clark: Oui.

M. Gauthier: Si jamais vous revenez ici, vous ne pourrez pas dire que vous avez manqué d'argent, de ressources humaines, de direction, de volonté. Vous avez vraiment tout ce qu'il vous faut pour atteindre vos objectifs?

M. I. Clark: On a tout.

M. Gauthier: Il y a beaucoup de ministères qui nous disent que tout est beau, que tout est rose, mais qui nous disent plus tard qu'il y a toutes sortes de problèmes. On est entre amis ici. Vous n'avez pas de problèmes, vous. Tout va bien. Vous avez l'argent qu'il vous faut; vous avez les ressources humaines qu'il vous faut; vous avez des politiques établies. La nouvelle loi qui s'en vient va probablement vous causer un peu de problèmes, mais vous n'êtes pas paralysés comme d'autres ministères qui

[Translation]

une compression des effectifs, il n'y a pas beaucoup de postes à doter par recrutement de l'extérieur.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Vous parlez de nouveaux postes à pourvoir.

M. I. Clark: C'est exact.

M. Gauthier: J'ai seulement une dernière question à poser. Vos objectifs commencent à m'apparaître clairs maintenant, à la fin de la réunion.

Does Mr. Labelle report directly to the deputy minister or to a particular group or team? Mr. Labelle, to whom are you accountable with respect to official languages? Who sets the objectives? The department does have objectives, set by a management group, I imagine. Is Mr. Labelle part of this management group?

Mr. I. Clark: The management committee studies and sets all the objectives. Mr. Labelle is the senior adviser of this group.

Mr. Gauthier: The senior adviser of the deputy minister or of the committee?

Mr. I. Clark: Of the committee and of the deputy minister, who is chairman of the committee.

Mr. Gauthier: I suppose your management committee has a team that looks at the annual implementation of the official languages policy?

Mr. I. Clark: That is part of our human resources policy. We often have meetings on the subject.

Mr. Gauthier: Do you consider that you have sufficient resources at the present time to monitor the implementation of such policies?

Mr. I. Clark: To monitor the policies?

Mr. Gauthier: Do you have enough resources to ensure that your language objectives and policies are actively and openly implemented in the department with Mr. Labelle?

Mr. I. Clark: Yes.

Mr. Gauthier: If you ever reappear before the committee, you will not be able to tell us that you did not have enough money, manpower, directives or determination. Do you have everything you require to meet your objectives?

Mr. I. Clark: Everything.

Mr. Gauthier: There are lots of departments that tell us that everything is fine and dandy but later on claim that there are all sorts of problems. We are among friends here. You do not have any problems, everything is going smoothly. You have the money you need, along with the manpower and established policies. The new legislation will probably cause a few more problems for you but you are not paralysed, like some other departments that are doing absolutely nothing while waiting for the new

[Texte]

ne font absolument rien parce qu'ils se disent: Il y a une nouvelle loi qui s'en vient, alors on ne bouge pas. Je peux vous en nommer une demi-douzaine. On les voit régulièrement ici, et on a eu des tas d'exemples d'inertie. Mais chez vous, cela semble bouger. Est-ce que je me trompe?

M. I. Clark: Étant donné les contraintes auxquelles on doit faire face, soit le nombre d'année-personnes qui a diminué et qui est maintenant à peu près stable, étant donné que les employés actuels du Ministère ont des droits de titulaires, et étant donné la population dans laquelle on essaie de recruter les gens, on a tout ce dont on a besoin. On a les bons conseils de M. Labelle. Ce n'est pas une question d'argent.

M. Gauthier: Non, c'est une question d'objectifs. En tant que sous-ministre, vous fixez les objectifs avec votre comité de gestion. Si j'ai bien compris, les directeurs de vos différents services vous rendent compte directement de la mise en oeuvre de ces politiques. S'ils ne rencontrent pas les objectifs fixés par le comité de gestion, ils se font taper sur les doigts. Est-ce exact?

M. R. Gagnon: C'est exact.

M. Gauthier: Vous arrive-t-il de taper sur les doigts de vos directeurs?

M. I. Clark: Pas souvent.

M. R. Gagnon: Ou bien on leur tape sur les doigts, ou bien on essaie de les convaincre. Cela fait déjà quelques années que je suis ici, à Ottawa, et je pense que c'est beaucoup plus une question de volonté de bouger dans la bonne direction que de taper sur les doigts des gens. Ce n'est pas tant une question de taper sur les doigts d'un grand nombre de personnes qu'une question de convaincre un grand nombre de personnes d'agir. Entre le moment où je suis arrivé au Ministère et aujourd'hui, il y a eu une évolution.

• 1720

La semaine dernière j'étais en réunion avec mon comité de direction à l'extérieur et M. Clark me demandait pendant combien de temps on avait parlé en français et en anglais? Je répondais qu'il y avait eu à peu près 80 p. 100 du temps en français. Je ne suis pas sûr qu'il y a 8 ou 10 ans on ait pu tenir une réunion du comité de direction du bureau des corporations et pouvoir parler 80 p. 100 du temps en français. Il y a des progrès, et des contraintes aussi. Je donne l'exemple d'une des contraintes avec laquelle j'ai personnellement eu des problèmes avec la Commission canadienne des droits de la personne. Dans le bureau des brevets, par exemple, 98 p. 100 des demandes nous arrivent en anglais. Mais, si vous regardez le personnel technique, les ingénieurs, il est difficile d'avoir des francophones parce que je ne peux pas leur promettre de travailler en français. Il y a 98 p. 100 des demandes qui viennent en anglais. Le public les demande ainsi. Ce sera toujours difficile. Ces contraintes resteront, la demande est à 98 p. 100 en anglais. Même si on nous tape sur les doigts, ces contraintes demeurent.

[Traduction]

legislation. I can name about six of them, they are at a total standstill. They come before us regularly and we have had many examples of their inertia. But things seem to be moving in your department, if I am not mistaken.

Mr. I. Clark: Taking into account our present constraints, namely the decrease in the number of person-years, the present level is more or less stable, and in view of the rights of incumbency held by our present employees as well as the population from whom we attempt to recruit people, we can be said to have all we require. We get good advice from Mr. Labelle. It is not a matter of money.

Mr. Gauthier: No, it is a matter of objectives. As deputy minister, you set objectives with your management committee. If I understand correctly, the directors of your different divisions report directly to you on the implementation of these policies. If they do not meet the objectives set by the management committee, they are reprimanded, is that correct?

Mr. R. Gagnon: Yes.

Mr. Gauthier: Do you sometimes rap your directors on the knuckles?

Mr. I. Clark: Not often.

Mr. R. Gagnon: We either rap their knuckles or attempt to convince them. I have been in Ottawa for some time now and I think that it is more important to move ahead in the right direction than to rap people on the knuckles. It is not so much a matter of rapping a lot of people on the knuckles, but more of persuading them to take action. There has been an evolution in the department since I arrived.

Last week I was at a meeting with my outside management committee and Mr. Clark asked me how much French and English we had spoken. I told him that about 80% of the meeting was in French. I do not know whether 8 or 10 years ago it would have been possible to speak French 80% of the time at such a meeting of the corporate affairs management committee. Progress is being made, but there are also constraints. In this respect, I might mention the problems I have had with the Canadian Human Rights Commission. About 98% of the applications received by the Patents office are in English, but if you look at technical staff, and engineers, it is difficult to obtain francophone employees since they cannot be given any guarantee of working in French. Ninety-eight percent of the applications are in English. It is a matter of public demand. It will always be difficult. The constraint is there, the demand is 98% English. Even if we are reprimanded, the constraint remains the same.

[Text]

Malgré toutes ces contraintes, je trouve qu'il y a de l'amélioration. Il y a surtout, ce qui est important, une volonté de bouger dans la bonne direction de la part du sous-ministre.

Mr. I. Clark: May I ask Mr. Goldman to respond? He is feeling a bit lonely.

Mr. Calvin Goldman (Assistant Deputy Minister, Bureau of Competition Policy, Department of Consumer and Corporate Affairs): I have not participated in much of this discussion—not for lack of interest, I can assure you. But I think it is necessary for me to convey to the committee that since my arrival in Ottawa at the beginning of June 1986, shortly before passage of the Competition Act, I have sat in, of course, on many government meetings. I have seen other deputy ministers conduct business with the government. I have experienced two deputy ministers within the department of Consumer and Corporate Affairs. I can tell you from my experience that the deputy minister we now have, Mr. Clark, is by far one of the most committed individuals to the official languages policy that I have seen in Ottawa. He sets an example personally at executive committee meetings. He insists on fulfillment of the language policy in documentation, in day-to-day affairs, through incentives, through managerial example, and by direction on an almost daily if not weekly basis to people he comes in contact with throughout the department. He has had meetings, lunches, and other such contacts right through the department, not just with the upper end of management. He meets regularly with people at all managerial levels, and I must tell you, at least from my perspective he is very—

Senator Guay: He is blushing. You will get a day off tomorrow.

Mr. Goldman: Well, he is a very committed individual to this process. I am not an expert in it, but I have seen differences between him and others.

Mr. Gauthier: I think that is a very eloquent statement.

Senator Guay: I can say I have known Mr. Clark for a long time and I know how he is, and I would agree with what you have said.

I would like to ask a question in regard to the list of universities you have contacted, or had somebody contact on your behalf.

Je veux parler des annonces des postes bilingues, etc. J'ai mes doutes. Je voudrais la liste que vous avez envoyée, si c'était possible, la liste qu'ils vous ont donnée. La raison pour laquelle je voudrais la voir est qu'il y manquent toujours l'Université du Collège Saint-Boniface. C'est la plus vieille université au Manitoba et on l'oublie toujours. Vous y trouvez des postes bilingues, des secrétaires bilingues, des gens qui parlent les deux langues. Vous n'aurez pas besoin de les envoyer à l'école des langues après les avoir engagés. Mais, personne ne les contacte; il en est ainsi pour les ingénieurs dans le domaine scientifique. J'ai reçu des copies de ce que le collège fait.

[Translation]

In spite of these limitations, I believe there has been an improvement. The main thing is the determination shown by the deputy minister to move in the right direction.

M. I. CLark: Puis-je donner la parole à M. Goldman? Il doit se trouver un peu seul.

M. Calvin Goldman (sous-ministre adjoint, Bureau de la politique de concurrence, ministère de la Consommation et des Corporations): Je n'ai pas beaucoup participé à la discussion, mais pas par manque d'intérêt, je peux vous en assurer. Je dois dire au Comité que depuis mon arrivée à Ottawa au début de juin 1986, un peu avant l'adoption de la Loi sur la concurrence, j'ai assisté à de nombreuses réunions organisées par différents ministères. J'ai vu d'autres sous-ministres faire leur travail, j'ai connu deux sous-ministres dans le ministère de la Consommation et des Corporations. Je peux vous assurer que d'après mon expérience notre sous-ministre actuel, M. Clark, est très certainement parmi l'une des personnes les plus engagées en matière de la politique des langues officielles que j'ai vu à Ottawa. Il donne un exemple lui-même lors des réunions du comité de direction. Il tient à ce que la politique soit appliquée pour la documentation, dans les affaires courantes, par des encouragements et par l'exemple des gestionnaires dans tous ses contacts avec le personnel du ministère. Il organise des réunions, des déjeuners d'affaires et d'autres possibilités de rencontre avec les employés, et pas seulement les cadres supérieurs. Il rencontre régulièrement tout le personnel de la haute direction et je dois vous dire que de ma perspective du moins, il est très...

Le sénateur Guay: Il commence à rougir. On va vous donner un congé demain.

M. Goldman: Eh bien, il tient énormément à ce que la politique soit respectée. Je ne suis pas expert dans ce domaine mais j'ai constaté que son comportement est différent de celui que j'ai observé chez d'autres.

M. Gauthier: C'est un éloge très éloquent.

Le sénateur Guay: Je connais M. Clark depuis longtemps et je suis d'accord avec vos propos.

J'ai une question à vous poser au sujet des universités avec lesquelles vous vous êtes mis en rapport.

I am referring to the advertisement of bilingual positions, etc. I have my doubts. If possible, I would like to have the list of universities contacted. The reason why I am asking this is because there is always one omission, the University of Saint-Boniface College. It is the oldest university in Manitoba but it is always forgotten. There you can find people to fill bilingual positions, bilingual secretaries, people who speak both languages. You will not have to send them for language training once they have been hired. But no one contacts them; the same is true for engineers in scientific fields. I have received copies of the work being done by the college. I will be

[Texte]

J'en enverrai une copie aux membres du comité, de même qu'à vous, monsieur le commissaire. Je suis troublé quand vous dites qu'on a contacté les collèges universitaires ou les universités. . . Très souvent, M. Ruet, du Collège Saint-Boniface, me dit qu'il n'a pas été consulté dans ces choses. Si vous faites des annonces pour des postes bilingues à l'extérieur, sachez que nous n'avons qu'un seul journal français à Saint-Boniface. C'est *La Liberté*; c'est le seul au Manitoba. J'espère que vous allez considérer que nous avons des gens qui pourraient occuper ces postes bilingues. Plusieurs sont qualifiés.

• 1725

M. I. Clark: C'est une très bonne idée. Je n'ai pas encore écrit de lettre aux gens de ce collège-là mais je vais le faire la semaine prochaine.

Le sénateur Guay: Très bien. J'apprécie cela.

The Joint Chairman (Senator Wood): There is going to be a vote and we will have to leave fairly quickly.

After listening to the eloquent speech Mr. Goldman just made and hearing how well Mr. Clark has been doing, I have heard a disquieting little rumour that you are going to leave. Is that possible? Do you mean we have to go through all this again with someone else?

Mr. I. Clark: I am the last to hear about it, if there is a disquieting rumour.

The Joint Chairman (Senator Wood): I am glad to hear that.

Mr. I. Clark: I heard it first at the parliamentary committee.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Fortier, I would like a brief commentary.

Mr. D'Iberville Fortier (Commissioner of Official Languages): Madam Chairperson, I will begin very briefly with some historical perspective. In 1981 the deputy minister, Mr. George Post, acknowledged before the Special Joint Committee on Official Languages that the department offered only minimal service outside Quebec and the National Capital Region.

At the time of a complete examination of the linguistic situation of the Department of Consumer and Corporate Affairs in 1986, we found, having implemented several recommendations included in our 1981 audit, that the department had improved its linguistic performance, particularly in the service to the public provided by employees in the National Capital Region and in the francophone participation in the scientific and professional category.

Since Mr. Clark's arrival we have been pleased to note the increased commitment of senior management to the official languages program. However, the department's performance in our view is still far from complying entirely with the legislative and parliamentary requirements.

[Traduction]

sending a copy to the committee members as well as you, Commissioner. I am disturbed when I hear you talking about contacting colleges and universities. . . Very often Mr. Ruet from Saint-Boniface College tells me he was never consulted. If you are advertising bilingual positions to be staffed from outside the Public Service, you should know that the only French-language newspaper in Manitoba is printed in Saint-Boniface, it is *La Liberté*. I hope you will give consideration to candidates from our area, many of them are qualified.

Mr. I. Clark: That is a very good idea. I have not yet written a letter to this college, but I intend to do so next week.

Senator Guay: Thank you. I appreciate it.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Il va y avoir un vote, et nous devons donc terminer rapidement la réunion.

Après avoir écouté les propos éloquentes de M. Goldman au sujet de l'excellent travail de M. Clark, je suis un peu inquiète de la rumeur selon laquelle vous allez partir bientôt. Est-ce possible? Devrons-nous refaire tout cet exercice avec quelqu'un d'autre?

M. I. Clark: Je suis le dernier à en être au courant, si c'est effectivement un bruit qui court.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je m'en réjouis.

M. I. Clark: C'est la première fois que j'en entends parler.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur Fortier, un bref commentaire.

M. D'Iberville Fortier (commissaire aux langues officielles): Madame la présidente, je vais commencer par mettre les choses dans une perspective historique. En 1981, le sous-ministre, M. George Post, a reconnu au Comité spécial mixte des langues officielles que le ministère n'offrait qu'un service minimal en dehors du Québec et la région de la Capitale nationale.

Après avoir fait un examen exhaustif de la situation linguistique au ministère de la Consommation et des Corporations en 1986, nous avons constaté une amélioration, attribuable en partie à la mise en oeuvre de plusieurs de nos recommandations faites en 1981. Elle était appréciable surtout relativement aux services offerts par les employés de la région de la Capitale nationale et à la participation francophone dans les catégories scientifique et professionnelle.

Depuis l'arrivée de M. Clark, nous sommes heureux de constater la résolution accrue montrée par la haute direction en matière de langues officielles. Toutefois, nous estimons que le ministère est encore loin d'avoir donné suite à toutes les exigences législatives et parlementaires.

[Text]

In the case of service to the public, because more than 50% of its employees in the National Capital Region are bilingual, the department experiences no difficulty responding to clients' requests in either language. On the other hand, elsewhere in the country, according to complaints received and our controls, bilingual service leaves something to be desired, mainly because of the insufficient number of bilingual officers and their limited level of second-language knowledge.

Until the consumer services branch constituted the first contact point with the public in 1986, the department rightly identified several consumer services officers positions as bilingual. These generalists were familiar with the various departmental programs and were, in most cases, able to assure an adequate service to members of both linguistic communities.

Since 1986 the consumer services branch has been gradually phased out in the regions, and as we were told this afternoon, toll-free lines that provided service in a minority language were discontinued last year. As a result, the active offer of and quick access to services in French is problematical in the Atlantic, Ontario, and Manitoba regions.

Bilingualism in the regions seems like a mirage, which disappears as we think we are approaching it. The ideal solution is to staff all the specialized services, weights and measures, electricity and gas, consumer products, product safety bankruptcy and marketing practices in significant demand regions with an adequate bilingual capacity. We urge the department to take steps in this direction as quickly as possible, realizing that it could take some time to complete this task.

Au chapitre de la langue de travail, madame la présidente, nous n'avons pas noté, et je dois le dire, de progrès substantiels depuis 1981. Le ministère, à notre avis, devrait agir vigoureusement afin d'accéder au français la place qui lui revient au siège social et dans les régions bilingues.

• 1734

M. Clark nous a donné, assurément, de très bonnes nouvelles au sujet du bilinguisme au comité de gestion ce qui montre l'influence qu'un chef peut avoir. Mais, prenons par exemple le cas du Bureau de la politique de concurrence où le français subit particulièrement, c'est le cas de le dire, la concurrence écrasante de l'anglais. En effet, seulement 11 sur 49, soit 22 p. 100 des superviseurs y sont bilingues, et il n'y en a que deux qui aient une connaissance supérieure de leur langue seconde. Quant aux cadres de ce même bureau, au nombre de 17, eh bien, ils sont tous anglophones. Et sans un coup de barre énergique de la part des autorités du ministère et peut-être une approche plus systématique pour amorcer une réforme dans ce secteur, et certains autres, le français n'occupera jamais la place qui lui est due.

[Translation]

Pour ce qui est du service offert au public, étant donné que plus de 50 p. 100 de ses employés de la région de la Capitale nationale sont bilingues, le ministère n'a aucune difficulté à répondre aux demandes de la clientèle dans la langue voulue. Par contre, ailleurs au Canada, d'après les plaintes que nous avons reçues et nos contrôles, le service bilingue laisse à désirer, surtout à cause de l'insuffisance des employés bilingues et de leur connaissance limitée de la seconde langue.

Tant que la Direction des services aux consommateurs demeurait le premier point de contact avec le public, jusqu'en 1986, le ministère avait raison de désigner comme bilingues plusieurs postes d'agents des services aux consommateurs. Ces généralistes connaissaient les divers programmes du ministère, et habituellement, ils étaient en mesure d'offrir un service adéquat aux deux communautés linguistiques.

Depuis l'élimination graduelle en 1986 des bureaux régionaux de la Direction des services aux consommateurs, comme on nous l'a dit cet après-midi, on a aussi mis fin l'année dernière aux lignes téléphoniques gratuites offrant un service dans la langue minoritaire. Par conséquent, l'accès rapide aux services en français est problématique dans les régions atlantique, ontarienne et manitobaine.

Le bilinguisme dans les régions ressemble à un mirage qui disparaît dès qu'on croit en approcher. La solution idéale serait d'avoir une capacité bilingue adéquate dans tous les services spécialisés, les poids et mesures, l'électricité et le gaz, les produits de consommation, la sécurité des produits, les faillites et les pratiques de commercialisation. Nous recommandons vivement au Ministère de prendre des mesures en ce sens aussi rapidement que possible, tout en sachant que la tâche pourrait exiger du temps.

As far as language of work is concerned, Madam Chairman, I must say that we have not noted any substantial progress since 1981. In our opinion, the department should take vigorous action to ensure that French has its proper place at headquarters as well as in bilingual regions.

Mr. Clark has certainly given us very good news about bilingualism in the executive committee. This goes to show the influence a leader may have. But let us take the example of the Bureau of Competition Policy, where French is indeed succumbing to the overwhelming competition of English. Only 11 out of 49 supervisors, or 22%, are bilingual, and only 2 of them have a good command of their second language. As for management staff in this same bureau, all 17 are anglophones. Unless department authorities show a determination to rectify this situation and undertake a more systematic reform in this particular sector as well as some others, French will never take its rightful place.

[Texte]

Parlons maintenant brièvement de la participation équitable des membres des deux communautés linguistiques qui, à 37 p. 100 de francophones, comme nous l'avons vu, et des francophones qui sont largement concentrés dans les catégories subalternes, est un chiffre trop élevé. L'objectif, faut-il le dire, n'est évidemment pas d'avoir le plus grand nombre possible de francophones à l'emploi de l'administration fédérale mais d'avoir un nombre équitable.

Le ministère a fait preuve d'efforts louables afin d'augmenter la participation francophone au sein de la catégorie des scientifiques et des spécialistes. Mais, par ailleurs, il a négligé de se fixer, jusqu'à récemment en tout cas, un objectif réaliste afin d'augmenter la participation anglophone au sein de la catégorie du soutien administratif.

Au Québec, comme le disait madame la présidente, où les anglophones n'occupent que 5 p. 100 des postes, le ministère est encore loin de son objectif de 10 p. 100. Malgré son insuccès à atteindre cet objectif, il faudrait que le ministère redouble ses efforts plutôt que de jeter la serviette trop tôt. Nous nous rendons compte que c'est difficile à cette période, mais il faut quand même s'orienter dans cette bonne direction et la suivre méticuleusement.

Au niveau de l'administration du Programme des langues officielles, la petite équipe dynamique dont s'est doté le ministère aurait besoin de l'appui continu de la haute gestion du ministère. Il semble qu'elle en dispose maintenant.

Compte tenu de ses ressources limitées, elle devrait bénéficier de l'aide d'autres secteurs du ministère tels l'équipe des vérificateurs internes qui devrait ajouter les langues officielles à ses vérifications.

Enfin, il faut fait du processus annuel de fixation des objectifs, à notre avis, plus qu'un exercice de rhétorique car, comme écrivait Diderot, «la rhétorique est à l'éloquence ce que la théorie est à la pratique».

J'ai cru noter une différence d'optique entre la déclaration liminaire du sous-ministre et les questions des membres de ce Comité et nos propres observations. C'est ce qui se produit souvent quand on passe du général au particulier ou du processus au résultat, et j'ai bon espoir qu'avec la vingtaine de recommandations et les quelques suggestions contenues dans notre rapport de vérification, et la très stimulante séance de cet après-midi, j'ai bon espoir, dis-je, que tout ceci aidera le ministère à adopter, dans les meilleurs délais, des mesures concrètes afin de combler ces lacunes actuelles et, ainsi, consommer sa réforme linguistique.

Merci, madame la présidente.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Fortier. Mr. Clark, do you wish to make a comment?

[Traduction]

Let us now turn briefly to the subject of the fair participation of the two language groups, francophones representing 37%, as we have seen. They are mainly concentrated in the subordinate categories, where the figure is too high. The aim, need we repeat, is of course not to have the greatest number of francophones working for the federal administration but to have a fair number.

The department has made some laudable attempts to increase francophone participation in the scientific and professional category. However, until recently at least, it neglected to set a realistic objective in order to increase anglophone participation in the administrative support category.

In Quebec, as the joint chairman noted, where anglophones occupy only 5% of the positions, the department is still far from its 10% objective. In spite of its failure to meet this objective, the department must renew its efforts rather than throwing in the towel too soon. We realize that is not easily done in the present circumstances, but the right direction must be set and carefully followed.

The small dynamic team set up by the department to administer the official languages program does need the continued support of senior management. It would appear to have such support now.

In view of its limited resources, it should also be able to obtain assistance from other sectors of the department, including internal auditors, who should consider official languages in their audits.

Lastly, the annual process of setting objectives must be made more than a rhetorical exercise for as Diderot said, "rhetoric is to eloquence what theory is to practice".

I thought I discerned a difference in outlook between the deputy minister's opening statement and the questions of committee members as well as our own observations. This is what often happens when we move from the general to the particular or from the process to the result, and I have reason to hope that the 20-odd recommendations and suggestions contained in our audit report, along with our stimulating session this afternoon, will help the department take concrete steps as quickly as possible to make up for the present deficiencies and thus put the finishing touches to its language reform.

Thank you, Madam Chairman.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur Fortier. Monsieur Clark, voulez-vous faire un commentaire?

[Text]

M. I. Clark: Je veux assurer le Comité que le Ministère va redoubler ses efforts au lieu de jeter la serviette prématurément!

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Clark. On behalf of the committee, we thank you and your colleagues for the information you brought to us and the information you are going to send to us, and we will see you probably very shortly.

The meeting is now adjourned.

[Translation]

Mr. I. Clark: I wish to assure the committee that the department will renew its efforts instead of throwing in the towel!

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je vous remercie, monsieur Clark. Au nom du Comité, nous vous remercions, vous et vos collègues, des renseignements que vous nous avez donnés et ceux que vous comptez nous envoyer. Nous allons sans doute nous revoir très prochainement.

La séance est levée.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 30

688 AIX
AWATTO

Tuesday, March 1, 1988

Thursday, September 22, 1988
Wednesday, September 28, 1988

Joint Chairmen:
GABRIEL DESJARDINS, M.P.
GABRIEL DESJARDINS, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Faeticle n° 30

Le mardi 1^{er} mars 1988

Le mardi 23 septembre 1988

Le mercredi 28 septembre 1988

Copresentants:

Senateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

Langues officielles

Proceedings and Evidence of the Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

DISPECTIVE

CONCERNANT

1987 Annual Report of the Committees of Official Languages

Rapport du Comité mixte des langues officielles pour l'année 1987

REPORTED BY SENATOR

rapporté par le sénateur

THE HONOURABLE LUCAS BOURGEOIS

L'honorable Lucas Bourgeois

Secretary of State for Official Languages

Secrétaire d'État des langues officielles

REPORTED BY SENATOR

rapporté par le sénateur

Second Session of the Thirty-third Parliament
1986-87-88

Deuxième session de la trentième législature
1986-1987-1988

[Text]

M. J. Clark, le vice-secrétaire du Comité que le Ministère va continuer ses efforts au lieu de payer la serviette promotionnelle.

The Joint Committee (Senator Woods) Thank you, Mr. Clark. On behalf of the committee, we thank you and your colleagues for the information you brought to us and the information you are going to send to us, and we will see you probably very shortly.

The meeting is now adjourned.

[Translation]

Mr. J. Clark, le vice-secrétaire du Comité que le Ministère va continuer ses efforts au lieu de payer la serviette promotionnelle.

La réunion est maintenant adjournée. Je remercie, au nom du Comité, M. Clark et ses collègues pour l'information qu'ils nous ont apportée et pour l'information qu'ils nous enverront, et nous nous reverrons probablement très prochainement.



If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Consumer and Corporate Affairs Canada:

Ian Clark, Deputy Minister;
 Roger Gagnon, Assistant Deputy Minister;
 Calvin Goldman, Assistant Deputy Minister of the Bureau of Competition Policy and Director of Investigation and Research;
 Jean-Marc Labelle, Director, Official Languages and Training Division.

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

D'Iberville Fortier, Commissioner.

TÉMOINS

Du ministère de la Consommation et Corporations Canada:

Ian Clark, sous-ministre;
 Roger Gagnon, sous-ministre adjoint;
 Calvin Goldman, sous-ministre adjoint, Bureau de la politique de concurrence et directeur des enquêtes et recherches;
 Jean-Marc Labelle, directeur, Division des langues officielles et de la formation.

Du Bureau du Commissaire aux langues officielles:

D'Iberville Fortier, commissaire.

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 30

Tuesday, March 1, 1988

Tuesday, September 13, 1988

Wednesday, September 28, 1988

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood

Gabriel Desjardins, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 30

Le mardi 1^{er} mars 1988

Le mardi 13 septembre 1988

Le mercredi 28 septembre 1988

Coprésidents:

Sénateur Dalia Wood

Gabriel Desjardins, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

1987 Annual Report of the Commissioner of Official Languages

CONCERNANT:

Rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1987

APPEARING:

The Honourable Lucien Bouchard,
Secretary of State of Canada

COMPARAÎT:

L'honorable Lucien Bouchard,
Secrétaire d'État du Canada

Second Session of the Thirty-third Parliament,
1986-87-88

Deuxième session de la trente-troisième législature,
1986-1987-1988

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE
AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL
LANGUAGES

Joint Chairmen:

Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, M.P.

Joint Vice-Chairmen:

Senator Joseph Philippe Guay
Alex Kindy, M.P.

Representing the Senate:

Senators

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel

Francine Lachapelle

Joint Clerks of the Committee

Pursuant to Rule 66(4) of the Senate of Canada on March
14, 1988:

The Honourable Gerry Ottenheimer replaced the
Honourable Martial Asselin.

Pursuant to Standing Order 94(3) and Reports of the
Striking Committee adopted October 30, 1987 and April
13, 1988:

David Kilgour replaced Anne Blouin.

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES
OFFICIELLES

Coprésidents:

Le sénateur Dalia Wood
Gabriel Desjardins, député

Vice-coprésidents:

Le sénateur Joseph Philippe Guay
Alex Kindy, député

Représentant le Sénat:

Les sénateurs

Martial Asselin
Paul David
Pierre De Bané
Louis J. Robichaud
Yvette Rousseau
Arthur Tremblay—(8)

Représentant la Chambre des communes:

Les membres

Warren Allmand
Gilles Bernier
Anne Blouin
Vincent Della Noce
Léo Duguay
Ernie Epp
Jean-Robert Gauthier
Aurèle Gervais
Albert Girard
Charles Hamelin
Robert E.J. Layton
John Parry
Louis Plamondon—(15)

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Line Gravel

Francine Lachapelle

Suivant l'article 66(4) du Règlement du Sénat du Canada
le 14 mars 1988:

L'honorable Gerry Ottenheimer remplace l'honorable
Martial Asselin.

Conformément à l'article 94(3) du Règlement et aux
Rapports du Comité de sélection adoptés le 30 octobre
1987 et le 13 avril 1988:

David Kilgour remplace Anne Blouin.

(ERRATUM)

Issue No. 29

Page 29:36 In left column, line 8 "Bureau of Competition Policy" should read "Bureau of Competition Policy and Director of Investigation and Research".

ROBERT MARLEAU

Clerk of the House of Commons
Le Greffier du Sénat

CHARLES A. LUSIER

(ERRATUM)

Fascicule n° 29

Page 29:36 Dans la colonne de droite, ligne 6 «Bureau de la politique de concurrence» devrait être remplacé par «Bureau de la politique de concurrence et directeur des enquêtes et recherches».

Resolved in the affirmative
Le Greffier de la Chambre à l'écrit

CHARLES A. LUSIER

Clerk of the Senate

ORDER OF REFERENCE OF THE SENATE

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Wednesday, March 23, 1988:

With leave of the Senate,

The Honourable Senator Doody moved, seconded by the Honourable Senator MacDonald (*Halifax*):

That the Annual Report of the Commissioner of Official Languages for the calendar year 1987, tabled in the Senate on 22nd March, 1988 (Sessional Paper No. 332-738A) be referred to the Standing Joint Committee on Official Languages; and

That a Message be sent to the House of Commons to acquaint that House accordingly.

The question being put on the motion, it was—

Resolved in the affirmative.

WARREN ALLMOND
GILLES BERNIER
ANNE BLOUIN
VINCENT DELLA NOCE
LÉO DUGUAY
ERNE EPP
JEAN-ROBERT GAUTHIER
AURÉLIE GERVAIN
ALBERT GIRARD
CHARLES HAMELIN
ROBERT E.J. LAYTON
JOHN PARRY
LOUIS PLAMONDON—(15)

(Quorum 6)

Line Gravel
Francine Lachapelle
Joint Clerks of the Committee

Pursuant to Rule 66(4) of the Senate of Canada on March 14, 1988:
The Honourable Gerry Ottenheimer replaces the Honourable Martial Asselin.

Pursuant to Standing Order 94(3) and Reports of the Striking Committee adopted October 30, 1987 and April 13, 1988:
David Kilgour replaced Anne Blouin.

Published under authority of the Senate and the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada
Available from the Canadian Government Publishing Center, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S4

CHARLES A. LUSSIER
Clerk of the Senate

ORDRE DE RENVOI DU SÉNAT

Extrait des Procès-verbaux du Sénat du mercredi 23 mars 1988:

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Doody propose, appuyé par l'honorable sénateur MacDonald (*Halifax*),

Que le rapport annuel du Commissaire aux langues officielles pour l'année civile 1987, déposé au Sénat le 22 mars 1988 (document parlementaire n° 332-738A), soit déferé au Comité mixte permanent des langues officielles; et

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'en informer.

La motion, mise aux voix est adoptée.

WARREN ALLMOND
GILLES BERNIER
ANNE BLOUIN
VINCENT DELLA NOCE
LÉO DUGUAY
ERNE EPP
JEAN-ROBERT GAUTHIER
AURÉLIE GERVAIN
ALBERT GIRARD
CHARLES HAMELIN
ROBERT E.J. LAYTON
JOHN PARRY
LOUIS PLAMONDON—(15)

(Quorum 6)

Les greffiers du Comité
Line Gravel
Francine Lachapelle

Suivant l'article 66(4) du Règlement du Sénat du Canada le 14 mars 1988:
L'honorable Gerry Ottenheimer remplace l'honorable Martial Asselin.

Conformément à l'article 94(3) du Règlement et aux Rapports du Comité de sélection adoptés le 30 octobre 1987 et le 13 avril 1988:
David Kilgour remplace Anne Blouin.

Publié sous l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada
En vente chez l'éditeur du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S4

Le Greffier du Sénat

CHARLES A. LUSSIER

ORDER OF REFERENCE OF THE HOUSE OF COMMONS

ORDRE DE RENVOI DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Extract from the Votes and Proceedings of the House of Commons, Tuesday, March 22, 1988:

Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes du mardi 22 mars 1988:

The following papers having been deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table pursuant to Standing Order 67(1), namely:

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur le Bureau de la Chambre, conformément à l'article 67(1) du Règlement, savoir:

The Speaker laid upon the Table,—Report of the Commissioner of Official Languages, for the year 1987, entitled: "Act Two: Equality, Quality, Continuity", pursuant to section 34(1) of the Official Languages Act, Chapter 0-2, R.S.C., 1970. (English and French)—Sessional Paper No. 332-1/301B. (*Pursuant to Standing Order 96(4)(a) permanently referred to the Standing Joint Committee on Official Languages.*)

Le Président dépose sur le Bureau,—Rapport du Commissaire aux langues officielles, pour l'année 1987, intitulé: «Le Renouveau: égalité, qualité, continuité», conformément à l'article 34(1) de la Loi sur les langues officielles, chapitre 0-2, S.R.C., 1970. (Textes français et anglais)—Document parlementaire n° 332-1/301B. (*Renvoyé en permanence au Comité mixte permanent des langues officielles conformément à l'article 96(4)(a) du Règlement.*)

ROBERT MARLEAU

Le Greffier de la Chambre des communes

Clerk of the House of Commons

ROBERT MARLEAU

SIXIEME RAPPORT
Votre Sous-Comité s'est réuni le mardi 16 janvier 1988 et a convenu des recommandations suivantes:

SIXTH REPORT
Your Sub-Committee met on Tuesday, January 26, 1988 and agreed to make the following recommendations:

1. Que M. Pierre-Jean Plante, président de la Société Radio-Canada et M. André Bureau, président du Conseil de la radio-télévision et des télécommunications, soient invités à comparaître devant les membres du Comité au lieu du service anglais des nouvelles des informations de Radio-Canada.
2. Que le sous-comité sur les langues officielles continue de travailler sur le projet de loi C-100, la Loi sur l'accès à l'information, en vue de la tenue de la conférence de consultation sur le projet de loi C-100, la Loi sur l'accès à l'information, le 15 mai 1988.
3. Que le Comité mixte permanent des langues officielles soit invité à examiner le projet de loi C-100, la Loi sur l'accès à l'information, le 15 décembre 1987.

1. That Mr. Pierre-Jean Plante, President of the Canadian Broadcasting Corporation and Mr. André Bureau, President of the Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission (CRTC), be invited to appear before the members of the Committee regarding the C.B.C. English News and Information Service.
2. That the Sub-Committee on Official Languages continue to work on Bill C-100, the Access to Information Act, in view of the consultation conference on the Bill to be held on May 15, 1988.
3. That the Standing Joint Committee on Official Languages be invited to examine Bill C-100, the Access to Information Act, on December 15, 1987.

Il est convenu que le rapport de la Commission de la radiodiffusion et des télécommunications soit déposé sur le Bureau de la Chambre.

Il est convenu que le rapport de la Commission de la radiodiffusion et des télécommunications soit déposé sur le Bureau de la Chambre.

Il est convenu que le rapport de la Commission de la radiodiffusion et des télécommunications soit déposé sur le Bureau de la Chambre.

Il est convenu que le rapport de la Commission de la radiodiffusion et des télécommunications soit déposé sur le Bureau de la Chambre.

Il est convenu que le rapport de la Commission de la radiodiffusion et des télécommunications soit déposé sur le Bureau de la Chambre.

Il est convenu que le rapport de la Commission de la radiodiffusion et des télécommunications soit déposé sur le Bureau de la Chambre.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MARCH 1, 1988

(38)

[Text]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 4:38 o'clock p.m., this day, *in camera*, in room 112-N, the Joint Chairman, Gabriel Desjardins, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Paul David, Joseph Philippe Guay, J. Louis Robichaud, Dalia Wood.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Gabriel Desjardins, Ernie Epp (*Thunder Bay—Nipigon*), Jean-Robert Gauthier.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Rolande Soucie, Researchers.

The Committee met to consider its future business.

The Joint Chairman presented the Sixth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure which reads as follows:

SIXTH REPORT

Your Sub-Committee met on Tuesday, January 26, 1988 and agreed to make the following recommendations:

1. That Mr. Pierre Juneau, President of the Canadian Broadcasting Corporation and Mr. André Bureau, President of the Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission (CRTC) be invited to appear before the members of the Committee regarding the C.B.C. English News and Information Service.
2. That the Commissioner on Official Languages appear as a witness before the Committee early after the Easter Holiday on his 1987 Annual Report.
3. That the Standing Joint Committee on Official Languages order the reprint of 300 additional copies of Issue 28 dated December 16, 1987.

And debate arising thereon

It was agreed,—That the Sixth Report of the Sub-Committee on Agenda and Procedure be amended by replacing in paragraph 1, the words "English News and Information Service" and by substituting the following therefor:

"All News Channel";

and by deleting in paragraph 2, the words "early after the Easter Holiday".

PROCÈS-VERBAUXLE MARDI 1^{er} MARS 1988

(38)

[Traduction]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit à huis clos, aujourd'hui à 16 h 38, dans la pièce 112-N, sous la présidence de Gabriel Desjardins, (*coprésident*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Paul David, Joseph Philippe Guay, J.-Louis Robichaud, Dalia Wood.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Gabriel Desjardins, Ernie Epp (*Thunder Bay—Nipigon*), Jean-Robert Gauthier.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Rolande Soucie, chargés de recherche.

Le Comité se réunit pour déterminer ses futurs travaux.

Le coprésident présente le Sixième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure, libellé en ces termes:

SIXIÈME RAPPORT

Votre Sous-comité s'est réuni, le mardi 26 janvier 1988, et a convenu des recommandations suivantes:

1. Que M. Pierre Juneau, président de la Société Radio-Canada, et M. André Bureau, président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) soient invités à comparaître devant les membres du Comité au sujet du service anglais des nouvelles et des informations de Radio-Canada.
2. Que le Commissaire aux langues officielles témoigne devant le Comité peu après la rentrée des vacances de Pâques au sujet de son rapport annuel de 1987.
3. Que le Comité mixte permanent des langues officielles fasse réimprimer 300 exemplaires du fascicule 28 du 16 décembre 1987.

Un débat s'engage là-dessus

Il est convenu,—Que le Sixième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure soit modifié en substituant aux mots «service anglais des nouvelles et des informations», contenus dans le premier alinéa, ce qui suit:

«tous les réseaux d'informations»;

et en retranchant du deuxième alinéa les mots «peu après la rentrée des vacances de Pâques».

It was agreed,—That the Sixth Report of the Subcommittee on Agenda and Procedure as amended be adopted.

At 5:08 o'clock p.m., the Joint Chairman, Senator Dalia Wood took the Chair.

It was agreed,—That the Committee approve the Budget consisting of Budget I of \$22,680.00, Budget II \$189,620.00 and Budget III \$478,860.00 for the fiscal year 1988-89 for the Senate and the House of Commons and that the Joint Chairman be instructed to present the said Budget to the Liaison Committee of the House of Commons and the Committee on Internal Economy Budget and Administration of the Senate for consideration.

At 5:10 o'clock p.m., the Joint Chairman, Gabriel Desjardins took the Chair.

It was agreed,—That Mr. Léo Duguay and Senator Joseph Philippe Guay be present at the General Assembly of the French-speaking Community of Manitoba March 4, 5 and 6, 1988 as observers and that the Committee reimburse their registration fees.

It was agreed,—That the Committee will not be sitting while the Legislative Committee will be studying Bill C-72 and while the Senate Committee will study the Bill, exceptions will be made for urgent matters.

At 5:28 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Francine Lachapelle

Joint Clerk of the Committee

TUESDAY, SEPTEMBER 13, 1988
(39)

[Text]

The Standing Joint Committee on Official Languages met *in camera* this day at 3:38 o'clock p.m., in room 253-D of the Centre Block, the Joint Chairman, Gabriel Desjardins, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Joseph-Philippe Guay and Dalia Wood.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Gabriel Desjardins, Jean-Robert Gauthier, Alex Kindy and Robert E.J. Layton.

Other Member present: Robert Horner.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Grant Purves, Research Officers.

The Committee commenced consideration of the Annual Report of the Commissioner of Official Languages for the year 1987, pursuant to an Order of

Il est convenu,—Que le Sixième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure ainsi modifié soit adopté.

À 17 h 08, le sénateur Dalia Wood, coprésidente, occupe le fauteuil.

Il est convenu,—Que le Comité approuve pour le Sénat et la Chambre des communes un budget tripartite consistant en un budget I, d'un montant de 22,680\$, un budget II, d'un montant de 189,620\$, et un budget III, d'un montant de 478,860\$, pour l'exercice financier 1988-1989; et que le(la) coprésident(e) reçoive instruction de présenter ledit budget au Comité de liaison de la Chambre des communes, ainsi qu'au Comité sénatorial permanent de la régie intérieure, budgets et administration, qui l'étudieront.

À 17 h 10, Gabriel Desjardins, coprésident, occupe le fauteuil.

Il est convenu,—Que M. Léo Duguay et le sénateur Joseph Philippe Guay assisteront, à titre d'observateurs, à l'Assemblée générale de la communauté francophone du Manitoba, les 4, 5 et 6 mars 1988; et que le Comité leur remboursera les frais d'inscription.

Il est convenu,—Que le Comité ne siégera ni pendant l'étude, par le Comité législatif, du projet de loi C-72, ni pendant l'examen, par le Sénat, de ce même projet de loi, sauf advenant des situations urgentes.

À 17 h 28, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le cogreffier du Comité

Francine Lachapelle

LE MARDI 13 SEPTEMBRE 1988
(39)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit à huis clos aujourd'hui, à 15 h 38 dans la salle 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Gabriel Desjardins, (*coprésident*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: les honorables sénateurs Joseph-Philippe Guay et Dalia Wood.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Gabriel Desjardins, Jean-Robert Gauthier, Alex Kindy et Robert E.J. Layton.

Autre député présent: Robert Horner.

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Grant Purves, attachés de recherche.

Le Comité entreprend l'étude du rapport annuel du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1987, en vertu de l'ordre de renvoi du Sénat en date du mercredi

Reference from the Senate dated Wednesday, March 23, 1988 and an Order of Reference from the House of Commons dated Tuesday, March 22, 1988.

On motion of Warren Allmand, it was agreed,—That the Committee do now resolve itself into a public sitting.

At 3:54 o'clock p.m., the public hearing resumed.

In accordance with Standing Order 92(2) of the House of Commons, the Committee considered the letter dated Tuesday, August 30, 1988, which reads as follows:

[Text]

“To the Clerk of the Joint Committee on Official Languages:

In accordance with Standing Order 92(2) we wish to request a meeting of the Joint Standing Committee on Official Languages to examine the Hon. Lucien Bouchard, Secretary of State, with respect to the Funding Agreements with the Provinces with respect to Official Languages, and the regulations to be drafted for the implementation of Bill C-72.

According to the Standing Order such a meeting must be called within 10 days of this request. We would however agree to such a meeting after the recess during the week of September 13th, 1988.

(Signed)Warren Allmand, M.P.; Don Boudria, M.P.; Ernie Epp, M.P.; John Parry, M.P.; Jean-Robert Gauthier, M.P.”

[Text]

Warren Allmand moved,—That the Secretary of State, the Honourable Lucien Bouchard, be invited to appear before this Committee at the earliest possible date, to discuss the Funding Agreements with the provinces and the regulations to be drafted for the implementation of Bill C-72 (An Act respecting the status and use of the official languages of Canada).

After debate, the question being put on the motion, it was agreed to.

At 4:06 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Clairette Bourque

Joint Clerk of the Committee

LE MERCREDI 28 SEPTEMBRE 1988

(40)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui à 15 h 45 dans la salle 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de la sénatrice Dalia Wood, (*coprésidente*).

23 mars 1988 et de l'ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du mardi 22 mars 1988.

Sur motion de Warren Allmand, il est convenu,—Que le Comité lève le huis clos pour que la séance soit publique.

À 15 h 54, le Comité poursuit ses travaux en public.

Conformément aux dispositions du paragraphe 92(2) du Règlement de la Chambre des communes, le Comité étudie la lettre datée du mardi 30 août 1988 et libellée en ces termes:

[Traduction]

«Au greffier du Comité mixte permanent des langues officielles:

Conformément à l'article 92(2) du Règlement, nous voulons demander une réunion du Comité mixte permanent des langues officielles afin d'interroger l'honorable Lucien Bouchard, secrétaire d'État, en ce qui concerne les accords de financement avec les provinces quant aux langues officielles, de même que la future réglementation relative à la Loi C-72.

Conformément au Règlement, une telle réunion doit être convoquée dans les 10 jours suivant la requête. Toutefois, nous serions d'accord pour qu'une telle séance ait lieu après l'ajournement, soit au cours de la semaine du 13 septembre 1988.

(Signée)Warren Allmand, député; Don Boudria, député; Ernie Epp, député; John Parry, député; Jean-Robert Gauthier, député.»

[Texte]

Warren Allmand propose,—Que le secrétaire d'État, l'honorable Lucien Bouchard, soit invité à comparaître devant ce Comité le plus tôt possible, afin de discuter des accords de financement avec les provinces et de la réglementation future de la Loi C-72 (Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada).

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

À 16 h 06, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Clairette Bourque

WEDNESDAY SEPTEMBER 28, 1988

(40)

[Text]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:45 o'clock p.m., this day, in room 112-N, the Joint Chairman, Dalia Wood, presiding.

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs David, Guay et Wood.

Représentant la Chambre des communes: MM. Allmand, Desjardins, Duguay, Gauthier, Kindy et Layton.

Membres suppléants présents: Anne Blouin remplace David Kilgour; Michael Cassidy remplace Ernie Epp; Marc Ferland remplace Gilles Bernier; Darryl Gray remplace Vincent Della Noce; Marcel R. Tremblay remplace Louis Plamondon.

Autre député présent: Stan Graham.

Également présents: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Jean-Charles Ducharme et Grant Purves, chargés de recherche.

Comparait: L'honorable Lucien Bouchard, c.p., député, Secrétaire d'État du Canada.

Le Comité reprend l'étude du rapport du Commissaire aux langues officielles pour l'année 1987, en vertu de l'ordre de renvoi du Sénat en date du 23 mars 1988 et de l'ordre de renvoi de la Chambre des communes en date du 22 mars 1988 (voir *Procès-verbal du mardi 13 septembre 1988, fascicule n° 30*).

L'honorable Lucien Bouchard fait une déclaration et répond aux questions.

À 17 h 40, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Line Gravel

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators David, Guay and Wood.

Representing the House of Commons: Messrs. Allmand, Desjardins, Duguay, Gauthier, Kindy and Layton.

Acting Members Present: Anne Blouin for David Kilgour; Michael Cassidy for Ernie Epp; Marc Ferland for Gilles Bernier; Darryl Gray for Vincent Della Noce; Marcel R. Tremblay for Louis Plamondon.

Other Member Present: Stan Graham.

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Jean-Charles Ducharme and Grant Purves, Researchers.

Appearing: The Honourable Lucien Bouchard, P.C., member of Parliament, Secretary of State of Canada.

The Committee resumed consideration of the Annual Report of the Commissioner of Official Languages for the year 1987, pursuant to an Order of Reference from the Senate dated Wednesday, March 23, 1988 and an Order of Reference from the House of Commons dated Tuesday, March 22, 1988 (see *Minutes of Proceedings of Tuesday, September 13, 1988, Issue No. 30*).

The Honourable Lucien Bouchard made a statement and answered questions.

At 5:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Line Gravel

Joint Clerk of the Committee

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Tuesday, September 13, 1988

• 1554

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Order, please.

Mr. Allmand: Mr. Chairman, I move that this committee invite the Hon. Lucien Bouchard, Secretary of State, to appear as a witness at a meeting of this committee at the earliest possible date to discuss with us the funding arrangements he is negotiating with the different provinces under Bill C-72 and the development of the regulations under Bill C-72. I make this proposal because when we were discussing Bill C-72, unfortunately Mr. Bouchard was in the middle of an election campaign.

• 1555

After the bill passed the House and went to the Senate, the Senate had the opportunity of examining Mr. Bouchard and they had a fairly fruitful meeting with him. However, since the election of Mr. Bouchard and the passage of the bill, we have seen some controversy in the newspapers, which is not clear, and that is one of the reasons why I want to examine Mr. Bouchard.

He has already concluded agreements with Prince Edward Island, New Brunswick and Saskatchewan, but none with any of the other provinces. There has been a lot of discussion with Quebec. Letters have been exchanged between Mr. Rémillard and Mr. Bouchard, and while they say they agree, if you look at the letters it is not clear that they agree on how this bill should be implemented in Quebec.

There is also some demand in Quebec by the Parti Québécois and *le Mouvement pour le Québec français* to reject the provisions of Bill C-72. On the other hand, the francophones in Alberta and Saskatchewan are somewhat disappointed with the progress under this bill. I do not know who is to blame, whether it is the Governments of Saskatchewan or Alberta or the Government of Canada.

At this point, I am not putting blame on anyone, but these are the kinds of things I think we would like to hear from Mr. Bouchard. He could explain to us what his goals are, and we could ask him questions, such as how he sees the implementation of the bill in the various provinces and what his policy is in implementing the agreement.

In particular, he has mentioned the term "asymmetry". He discussed it before the Senate. I read it, and I still do not know what he means. One moment he says there should not be any asymmetry, or there should be asymmetry. He puts a meaning on the words "symmetry"

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mardi 13 septembre 1988

Le coprésident (M. Desjardins): La séance est ouverte.

M. Allmand: Monsieur le président, je propose que le Comité invite l'honorable Lucien Bouchard, secrétaire d'État, à comparaître devant notre Comité le plus tôt possible afin de discuter avec nous des mesures de financement qu'il est en train de négocier avec les provinces en vertu du projet de loi C-72 et de l'élaboration du règlement y afférent. Je vous fais cette proposition parce que, lors de l'étude du projet de loi C-72, M. Bouchard était malheureusement en pleine campagne électorale.

Lorsque le projet de loi a été adopté à la Chambre et qu'il a été expédié au Sénat, celui-ci a eu l'occasion d'interroger M. Bouchard et d'avoir avec lui une rencontre plutôt fructueuse. Cependant, depuis l'élection de M. Bouchard et l'adoption du projet de loi, les journaux ont fait confusément état d'une certaine controverse, et c'est l'une des raisons pour lesquelles j'aimerais interroger M. Bouchard.

Il a déjà conclu des ententes avec l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Saskatchewan, mais rien encore avec les autres provinces. Les discussions avec le Québec ont été nombreuses; il y a eu une correspondance entre M. Rémillard et M. Bouchard. Si les deux disent s'entendre, leur correspondance révèle toutefois qu'ils ne s'entendent pas vraiment sur la façon dont le projet de loi devrait être mis en vigueur au Québec.

En fait, le Parti québécois et le Mouvement pour le Québec français ont tous deux demandé que les dispositions du projet de loi C-72 soient rejetées. D'autre part, les francophones de l'Alberta et de la Saskatchewan se disent quelque peu déçus des progrès réalisés en vertu du projet de loi. Je ne sais pas quel gouvernement en rendre responsable, de la Saskatchewan, de l'Alberta ou du Canada.

Pour l'instant, je n'accuse personne, mais c'est le genre de choses dont j'aimerais que M. Bouchard nous parle. Il pourrait nous expliquer ses objectifs, et nous pourrions lui poser des questions, par exemple sur la façon dont il entrevoit la mise en vigueur du projet de loi dans les différentes provinces et sur la politique qu'il a adoptée pour la mise en vigueur des ententes.

Il a notamment employé le mot «asymétrie». Il en a discuté avec les sénateurs. J'ai lu le compte rendu, et je ne sais toujours pas ce qu'il veut dire. Il dit tantôt qu'il ne devrait pas y avoir d'asymétrie, tantôt qu'il devrait y en avoir. Il semble accorder aux termes «symétrie» et

[Texte]

and "asymmetry", which is a bit different from equality. The bill seems to talk about equal treatment for language minorities in all provinces, but Mr. Bouchard now seems to use the words "symmetry" and "asymmetry", which are not in the bill.

These are the kinds of things I would like to discuss with him, and I make this motion in good faith. I know we are near an election, but we might be able to have Mr. Bouchard appear next week if we are still sitting. If we are not sitting, then it is down the drain until after the election, I guess. But I would like an opportunity, and that is the purpose of my motion.

M. Gauthier: À l'appui de la proposition de M. Allmand, je dirais qu'il est important que le Comité, qui a étudié longtemps le projet de loi C-72, soit tenu au courant par le gouvernement des projets de réglementation en cours. Si l'on doit croire certains fonctionnaires, le gouvernement n'a pas l'intention de proclamer tout le projet de loi. Il aurait l'intention de proclamer certaines parties du projet de loi.

Je pense que toute cette question doit être éclaircie par le ministre lui-même, ici. Il devrait nous expliquer les projets du gouvernement en ce qui a trait à C-72. Où en est la réglementation? Qu'a-t-on l'intention de faire en ce qui concerne la proclamation royale? Peut-on s'attendre à ce qu'il y ait une certaine controverse si on ne le fait pas? Eh bien, j'imagine que oui, car on manque de courage si on ne le fait pas. Le gouvernement est capable de venir nous dire, ici même, quelles sont ses intentions à ce sujet.

Deuxièmement, pour ce qui est de la question des ententes fédérales-provinciales que soulève M. Allmand, évidemment, chaque province est en train de négocier avec le Secrétariat d'État. Une mise à jour de ces négociations serait très importante pour une grande partie de la francophonie canadienne, c'est-à-dire les Franco-Ontariens. On ne sait pas où l'on en est exactement aujourd'hui, et ce serait une bonne chose que le ministre vienne nous expliquer où en sont les négociations avec l'Ontario ainsi qu'avec chacune des autres provinces.

Dernièrement, j'ai eu l'occasion d'écouter le secrétaire d'État du Canada, M. Lucien Bouchard, à un souper officiel aux Affaires extérieures, à l'occasion de la visite du Bureau de l'Association internationale des parlementaires de langue française. Il laissait entendre que tout se déroulait dans l'ordre et que l'on pouvait s'attendre à avoir de bonnes nouvelles au sujet de C-72 d'ici quelque temps. Je pense que le Comité de la Chambre et du Sénat qui se penche sur ces questions-là devrait être le premier à savoir ce qui se passe au niveau de la réglementation et de la mise en oeuvre.

• 1600

La motion de M. Allmand est bonne. Je ne suis pas très convaincu qu'une élection sera déclenchée la semaine prochaine. Alors, si M. Lucien Bouchard pouvait être

[Traduction]

«asymétrie» un sens qui est quelque peu différent de celui d'égalité. Le projet de loi parle d'un traitement égal pour les minorités linguistiques dans toutes les provinces, mais M. Bouchard parle maintenant de «symétrie» et de «asymétrie», termes qui ne se trouvent pas dans le projet de loi.

C'est de ce genre de choses que j'aimerais discuter avec lui, et je présente ma motion de bonne foi. Je sais que nous sommes à la veille d'élections, mais nous pourrions peut-être recevoir M. Bouchard la semaine prochaine, si la session est toujours en cours. Sinon, j'imagine que tout tombera à l'eau jusqu'après les élections. Mais j'aimerais avoir l'occasion de discuter avec lui, et c'est là le but de ma motion.

Mr. Gauthier: In support of Mr. Allmand's motion, I feel it is important that our committee, which has studied Bill C-72 in detail, be informed by the government of its proposed regulations. If we are to believe certain officials, the government has no intention of proclaiming the entire bill, but only certain parts of it.

I feel that this whole matter should be clarified by the Minister himself, right here. He should explain to us the government's intentions concerning Bill C-72. How far along are the regulations? What does the government intend to do about the royal proclamation? Are we to expect some controversy if we do not do it? I imagine so, because it would show a lack of courage on our part. The government is quite capable of telling us, right here, what its intentions are in this matter.

Secondly, as to the question of the federal-provincial agreements mentioned by Mr. Allmand, it is obvious that each province is currently negotiating with the Secretary of State. There is keen interest among a large population of French Canadians, namely Franco-Ontarians, to know how far along these negotiations are. We do not know exactly how things stand today, and it would be appreciated if the Minister would tell us how negotiations are going with Ontario as well as with every other province.

Lastly, I had occasion to hear the Secretary of State of Canada, Mr. Lucien Bouchard, during an official dinner at External Affairs, on the occasion of a visit by the International Association of French-Speaking Parliamentarians. He led us to believe that everything was going according to schedule and that we could expect to hear good news shortly about Bill C-72. I believe that the House and Senate Committee studying these matters should be the first to know what is happening with regulations and implementation.

Mr. Allmand's motion is fine. I am not at all sure that an election will be called next week. So if Mr. Lucien Bouchard could be invited to appear before the

[Text]

invité à venir ici cette semaine ou encore lundi ou mardi prochain, ce serait très utile et constructif.

Le coprésident (M. Desjardins): J'accepte cette motion. Je m'interroge seulement sur la question de la réglementation. On sait que cela déborde un peu les attributions du Secrétariat d'État. Elle est en train de se faire. Cela va au Conseil du Trésor, et il y a deux ou trois ministères qui y sont impliqués.

Seriez-vous satisfaits d'une rencontre avec M. Bouchard uniquement sur les ententes fédérales-provinciales? C'est de son ressort, et il peut s'exprimer là-dessus. Il faut reconnaître que la réglementation dépasse un peu son rôle. Il faudra composer avec cela.

M. Gauthier: Là-dessus, vous avez entièrement raison. Il y a une partie du projet de loi qui est spécifiquement du ressort du ministère que dirige M. Bouchard. C'est la Partie VII qui a trait à la promotion des langues. Il pourrait nous dire où en sont les choses à cet égard.

Pour le reste, je pense bien que M. Doug Lewis, ministre d'État au Conseil du Trésor et responsable du projet de loi, pourrait facilement nous donner une mise à jour ou demander à M. Bouchard de le faire. Ils se parlent au Cabinet. Je veux simplement avoir de l'information. S'ils attendent trop longtemps, les journalistes vont dire: Eh bien, qu'est-ce qui arrive? Il n'y a rien qui se passe. Cela fait déjà deux mois que le projet de loi est adopté. Est-ce qu'on va nous donner un projet de réglementation?

Et n'oubliez pas que c'est ce Comité—du moins, je le pense—qui devra se pencher sur la mise en oeuvre de la réglementation. Il faudrait donc qu'on soit impliqués.

Mr. Allmand: In answer to your question, it was not my intention to ask Mr. Bouchard to comment on those parts of the bill are not under his jurisdiction. I do not even expect him to produce the regulations but simply give us an idea of how the work is progressing and what his philosophy is with respect to the implementation of the bill.

M. Kindy: Je voudrais ajouter que j'appuie la motion de M. Allmand. Je pense qu'il est nécessaire que nous rencontrions le ministre ici afin qu'il nous explique un peu où en sont les choses et nous dise quelles parties font l'objet de discussions ou quels règlements sont en voie d'être proclamés.

Mr. Horner: Since I am not a permanent member, I will not object; it is very difficult to. But I wonder if Mr. Gauthier could expand upon a statement he made that certain members of the bureaucracy said that only portions of the bill are going to be implemented.

Mr. Gauthier: What I did say was that there are eight or nine sections in the bill. The government sometimes does not have to—it does—proclaim parts of the bill. It gives the proclamation to parts I, IV, VII and VIII, effective today.

[Translation]

committee this week or next Monday or Tuesday, it might be very useful.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): I accept this motion. I am just wondering about this matter of the regulations, which do not really come under the Secretary of State. They are now being studied and will be forwarded to Treasury Board, and there are two or three departments involved.

Would you be satisfied if a meeting with Mr. Bouchard dealt only with federal-provincial agreements? They are under his jurisdiction and so he could express an opinion on them, whereas regulations are not under his jurisdiction.

Mr. Gauthier: You are quite right. One part of the bill deals specifically with Mr. Bouchard's department, namely Part VII, which deals with the promotion of English and French. He could bring us up to date on that.

As for the rest, I think that Mr. Doug Lewis, who as Minister of State for Treasury Board is in charge of the bill, could easily bring us up to date or ask Mr. Bouchard to do so. All I want is information. If they wait too long, journalists will start asking questions. The bill was passed two months ago already so it is high time we had draft regulations.

Besides, this committee will have to examine the implementation of the regulations, so we will have to be involved.

M. Allmand: Je n'avais pas la moindre intention de poser de questions à M. Bouchard relativement à des chapitres du projet de loi qui ne relèvent pas de sa compétence. Je ne m'attends même pas à ce qu'il nous soumette une ébauche de la réglementation, mais simplement à ce qu'il nous dise où en est le travail et ce qu'il pense en principe de la mise en vigueur du projet de loi.

Mr. Kindy: I support Mr. Allmand's motion. We should meet with the Minister so as to give him a chance to tell us how the work is progressing, which parts of the bill are being discussed or which regulations are about to be proclaimed.

M. Horner: N'étant pas un membre permanent du Comité, je suis mal placé pour exprimer des objections. Je me demande néanmoins si M. Gauthier ne pourrait pas nous donner plus de précisions après avoir affirmé que certains fonctionnaires auraient dit que certaines parties du projet de loi seulement seraient appliquées.

M. Gauthier: Tout ce que j'ai dit, c'est que le projet de loi comporte huit ou neuf parties. Le gouvernement est libre de proclamer telle ou telle partie d'un projet de loi. Ainsi, les parties I, IV, VII et VIII entreraient en vigueur aujourd'hui.

[Texte]

If you want a typical example, take the act giving our own House of Commons employees the right to form a union. The government adopted Bill C-45 a year or so ago. They have not proclaimed the whole bill; they have only proclaimed two non-controversial parts of the bill. The rest is out there in obedience, and the employees wonder why the government is not proclaiming all of the bill.

Mr. Horner: I understand that, Mr. Gauthier, but how can you take this as a *fait accompli* because some member of the bureaucracy has told you they do not think they are going to implement it? Is this sufficient?

Mr. Gauthier: Mr. Horner, I often inquire of the bureaucracy because they are the ones who are supposedly doing the work.

Mr. Horner: Certainly.

Mr. Gauthier: I was told not very long ago—I think a week or 10 days—that it was the government's intention not to proclaim all of the bill. You know as well as I do that there are some very difficult definitions that they probably have not reached an agreement on, such as what is sufficient demand and all these little things.

Mr. Horner: We could have settled all that during the clause-by-clause discussions.

Mr. Gauthier: How could you have settled that, Mr. Horner?

Mr. Horner: I had an amendment that—

Mr. Gauthier: But you should be involved in the negotiations, Mr. Horner, not in the policy end of it, and as you know, there is a big difference between policy and regulations.

Mr. Allmand: Mr. Bouchard can answer our questions about the implementation.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Do the members of the committee agree on Mr. Allmand's proposal?

Some hon. members: Agreed.

• 1605

Senator Guay: I want to thank you very much, Mr. Chairman. I did put my hand up properly to speak on two different subjects under discussion, and each time you overlooked me. I feel the Senate is not being looked at here today, and maybe I should just abstain from coming to any future meetings. If we put our hands up properly and do not interfere with any conversations taking place, you indicated we would be recognized. Each time, the subject was finalized without even asking if I wanted to say a word. I do not think you are being fair. I have been on this committee since its conception, and there is no reason whatsoever why we should be bypassed.

The coprésident (M. Desjardins): Sénateur Guay, habituellement, les greffiers prennent en note les noms des gens qui interviennent et nous les donnent. Je vous ai donné la parole et . . .

[Traduction]

Prenons par exemple la loi autorisant les employés de la Chambre des communes à se syndiquer. Ce projet de loi C-45 a été adopté il y a un an environ, mais jusqu'à présent deux parties seulement dudit projet de loi, les moins controversées, ont été proclamées, le reste étant toujours en plan, si bien que les employés se demandent pourquoi le gouvernement n'a pas proclamé la totalité du projet de loi.

M. Horner: Je comprends, mais ce n'est pas parce qu'un fonctionnaire affirme que le projet de loi ne sera pas mis en oeuvre qu'il faut le croire sur parole.

M. Gauthier: Je me renseigne souvent auprès des fonctionnaires car c'est eux qui font tout le boulot, en principe.

M. Horner: C'est exact.

M. Gauthier: Ainsi, on m'a dit il y a une dizaine de jours environ que le gouvernement n'avait pas l'intention de proclamer le projet de loi. Vous savez d'ailleurs aussi bien que moi que ce projet de loi contient un certain nombre de définitions sur lesquelles on n'a pas encore réussi à se mettre d'accord, notamment en ce qui constitue une demande suffisante par exemple.

M. Horner: Tout ça aurait pu être réglé au cours de l'étude article par article du projet de loi.

M. Gauthier: Comment ça?

M. Horner: J'avais proposé un amendement qui . . .

M. Gauthier: Vous savez aussi bien que moi qu'il y a un monde de différence entre les grandes orientations et le règlement d'application.

M. Allmand: M. Bouchard pourra répondre à nos questions concernant la mise en oeuvre de la loi.

Le coprésident (M. Desjardins): Tout le monde est d'accord sur la proposition de M. Allmand?

Des voix: D'accord.

Le sénateur Guay: Merci beaucoup, monsieur le président. J'ai correctement levé la main à deux reprises pour intervenir sur les sujets qui étaient débattus, et dans ces deux cas vous n'en avez pas tenu compte. Je pense qu'on néglige le Sénat ici, et je devrais peut-être m'abstenir de revenir aux réunions de ce Comité à l'avenir. Vous aviez dit que si nous levions la main correctement sans interrompre la conversation en cours, vous nous donneriez la parole. Chaque fois que je l'ai fait, vous avez terminé la discussion sans me laisser placer un mot. Ce n'est pas juste. Je participe à ce Comité depuis sa création, et il n'y a aucune raison de nous négliger ainsi.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Senator Guay, usually, the clerks take down the names of the people who raise their hands and pass them on to us. I recognized you and . . .

[Text]

Senator Guay: You must have a short memory then, because you indicated to me that you recognized me.

Le coprésident (M. Desjardins): Oui, et on s'est promené.

Senator Guay: Never mind the clerk. You have the responsibility as chairman.

Le coprésident (M. Desjardins): Ne quittez jamais la salle de comité.

Senator Guay: I wish you would not interfere with me when I am speaking now, even on a point of order. This is what I am speaking about, because you did not recognize me, as you should have done, and now, when I am trying to explain the reasons for your responsibility, which may be useful in the future, you certainly should not interfere with what I am saying.

Notwithstanding the clerk stating my reasons for being here or being acknowledged by you, whether I want to speak or not, you, as chairman, should remember at least that on two separate occasions I did try to speak and was not allowed to do so. It is too late now. I felt I had something to contribute to the discussions taking place.

Le coprésident (M. Desjardins): La leçon nous servira pour les prochaines séances, sénateur Guay. On a trop besoin de vous. Merci.

Mr. Allmand: I presume the joint chairpersons will approach Mr. Bouchard to fix a date at the earliest possible time.

Le coprésident (M. Desjardins): Immédiatement.

Mr. Gauthier: Could we have that in writing, with copies circulated to all members?

Le coprésident (M. Desjardins): Immédiatement.

La séance est levée.

[Translation]

Le sénateur Guay: Vous devez avoir la mémoire courte si vous dites que vous m'avez donné la parole.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): But you went for a walk.

Le sénateur Guay: Laissez faire le greffier. Vous avez une responsabilité en tant que président.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Never leave the committee room.

Le sénateur Guay: Auriez-vous l'obligeance de ne pas m'interrompre quand je prends la parole, même sur un rappel au Règlement. Car c'est de cela qu'il s'agit, puisque vous ne m'avez pas donné la parole comme vous auriez dû le faire, et maintenant que j'essaie de vous montrer en quoi vous avez failli à vos responsabilités, ce qui pourra vous servir à l'avenir, vous pourriez au moins me laisser parler.

Peu importe ce que le greffier a pu vous dire sur les raisons pour lesquelles j'étais là ou vous pouviez me donner la parole, que j'en aie ou non manifesté le désir, vous devez savoir, vous, le président, qu'au moins à deux reprises distinctes j'ai essayé d'intervenir mais en vain. C'est trop tard maintenant. J'avais le sentiment de pouvoir ajouter quelque chose à la discussion en cours.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): The point is taken for future meetings, Senator Guay. We need your presence too much. Thank you.

M. Allmand: J'imagine que le coprésident va communiquer avec M. Bouchard pour le faire venir le plus rapidement possible.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Right away.

M. Gauthier: Pourriez-vous faire distribuer des exemplaires du texte de la convocation à tous les membres?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Immediately.

The meeting is adjourned.

Wednesday, September 28, 1988

• 1541

The Joint Chairman (Senator Wood): We have a quorum, therefore we can begin.

Today is the first time the Standing Joint Committee on Official Languages has met since the proclamation of the new Official Languages Act on September 15. As you know, the new act gave this committee a mandate of reviewing the administration of the act and the reports of the Commissioner of Official Languages, the President of the Treasury Board, and the Secretary of State of Canada. The committee has an important role of ensuring that the hopes created by the new act will not be disappointed.

It is now my pleasure this afternoon to welcome the Hon. Lucien Bouchard, Secretary of State. I believe it is his first appearance before this joint committee. I would

Le mercredi 28 septembre 1988

La coprésidente (la sénatrice Wood): Nous pouvons commencer puisqu'il y a quorum.

C'est notre première réunion du Comité mixte permanent des langues officielles depuis la proclamation de la nouvelle Loi sur les langues officielles le 15 septembre. Nous savons que la nouvelle loi nous confie le mandat d'examiner la façon dont elle est appliquée et d'étudier les rapports du Commissaire aux langues officielles, du président du Conseil du Trésor et du Secrétaire d'État du Canada. Notre Comité a donc la mission importante de veiller à ce que les attentes suscitées par la nouvelle loi ne soient pas déçues.

Il me fait maintenant plaisir cet après-midi d'accueillir l'honorable Lucien Bouchard, secrétaire d'État. Je pense que c'est la première fois qu'il comparait devant le

[Texte]

ask him to make a short statement and also introduce the colleagues with him.

Hon. Lucien Bouchard (Secretary of State of Canada): Thank you, Madam Chairman. I am happy to be here.

C'est avec joie que j'ai accepté de comparaître devant ce Comité. J'espère, au cours des minutes qui viennent, être en mesure de vous éclairer de la manière la plus adéquate possible sur les actions de mon Ministère.

Comme vous le savez, les derniers mois ont été l'occasion pour le gouvernement, dont je fais partie, de réaffirmer sa foi dans l'objectif d'égalité des langues au Canada. J'ai, du reste, été sensible au fait que tous les partis de la Chambre des communes aient récemment renouvelé leur attachement à cet objectif.

Comme je viens de l'évoquer, le dossier des langues officielles a été particulièrement actif depuis l'été de 1987, et à plusieurs égards. D'abord par la conclusion, en juin l'an dernier, de l'Accord du lac Meech, les premiers ministres fédéral et provinciaux ont reconnu le caractère dualiste de la société canadienne qui sera inscrit dans la Constitution aussitôt que l'accord aura été ratifié.

Par ailleurs, l'adoption par le Parlement, en juillet dernier, du projet de loi C-72, a constitué l'instrument central, mais non unique, de notre action en faveur des langues officielles. Nous le concevons comme un outil essentiel des qualités linguistiques qui, non seulement engage le gouvernement à poursuivre la démarche de reconnaissance et d'usage des deux langues à l'intérieur de ses propres institutions, mais pose aussi, dans une loi, la nécessité d'œuvrer à l'épanouissement des communautés francophones et anglophones du Canada, et de favoriser leur développement.

In addition to these measures—one constitutional, the other legislative—we have proposed other initiatives designed to affirm the principle of equality and development which underlies the notion of language duality.

• 1545

On June 7 of this year I had the honour of announcing the renewal and enrichment of the Secretary of State department programs relating to official languages in education and promotion of official languages. Through these measures the Government of Canada will be investing a total of \$1.4 billion over the next five years in official languages programs, essentially through two series of programs carried out by my department: official languages in education and promotion of official languages. We will be spending \$1.2 billion on minority-language education programs and the teaching of English and French as second languages.

As you know, initiatives of this type have existed since the original Official Languages Act was passed in 1969.

[Traduction]

Comité mixte. Je lui demanderais de bien vouloir faire une brève déclaration et de présenter ses collaborateurs.

L'honorable Lucien Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Merci, madame la présidente. Je suis très heureux d'être des vôtres.

I was most pleased to accept your invitation to appear before your committee. I hope that in the next few minutes, I will be able to outline as clearly as possible the action taken by my department in the Official Languages sector.

As you know, the past few months have provided an opportunity for the government, of which I am a part, to reaffirm its faith in the objective of language equality in Canada. I am also pleased that all the parties in the House of Commons recently renewed their commitment to this objective.

As I just said, there has been a lot of action on the official languages question since the summer of 1987. First of all, in signing the Meech Lake Accord in June of last year, the first ministers of the federal and provincial governments recognized the dual nature of Canadian society, which will be enshrined in our constitution as soon as the accord is ratified.

Further, the adoption of Bill C-72 by Parliament last July provided the main, but not the only focus for our action in the area of official languages. We regard it as an essential instrument of linguistic equality which not only commits the government to continuing its efforts regarding the recognition and use of the two official languages within its own institutions, but also sets down in law the need to work toward enhancing the vitality of the English- and French-speaking communities in Canada and supporting their development.

Parallèlement à ces démarches, l'une constitutionnelle, l'autre législative, nous avons proposé d'autres mesures visant à affirmer ce principe d'égalité et de développement qui sous-tend la notion de dualité linguistique.

Ainsi, le 7 juin dernier, j'avais l'honneur d'annoncer la reconduction et l'enrichissement des programmes du Secrétariat d'État touchant l'enseignement et la promotion des langues officielles. En vertu de ces mesures, le gouvernement du Canada consacra, au cours des cinq prochaines années, une somme globale de 1,4 milliard de dollars aux programmes de langues officielles, essentiellement dans le cadre de deux séries de programmes de mon ministère: langues officielles dans l'enseignement et promotion des langues officielles. Nous verserons ainsi 1,2 milliard de dollars aux programmes d'enseignement dans la langue de la minorité et d'enseignement du français et de l'anglais en tant que langues secondes.

Ce type d'initiatives, comme vous le savez, existe depuis l'adoption de la première Loi sur les langues

[Text]

They have been remarkably successful, as evidenced by the better access to education in their own language that francophones outside Quebec are enjoying and the number of students registered in immersion courses. Moreover, their implementation stands in all respects as a model of federal-provincial co-operation.

L'accroissement des ressources confirme la fermeté de nos engagements à l'endroit des minorités linguistiques. Il manifeste en outre un effort marqué en vue d'améliorer notamment le réseau d'institutions scolaires.

De la même manière que le secteur de l'enseignement, nous avons également financé, depuis 1969, les activités des organismes et des institutions représentant les intérêts des groupes minoritaires en vertu des programmes visant les communautés et la promotion des langues officielles. Il s'agit, par le moyen d'une aide financière directe aux groupes représentatifs, de donner aux communautés les moyens de s'affirmer et de développer leur identité et de les aider à se doter d'un certain nombre de services, notamment dans les domaines social, culturel et médiatique.

Mais nous avons développé de manière particulièrement soutenue, ces derniers temps, un mécanisme de coopération intergouvernementale dans les domaines autres que l'enseignement destiné à ouvrir aux minorités de langues officielles une gamme plus étendue de services dans leurs langues. De manière générale, sont ici visés les services sociaux et de santé, ainsi que l'accès aux tribunaux dans leurs langues.

Ce sont là, comme on le sait, des secteurs qui relèvent de la compétence des gouvernements provinciaux. Ainsi, nous encourageons les provinces à créer, élargir ou améliorer ce type de services en leur offrant une aide financière à cet effet. De manière générale, les coûts afférents à ces mesures sont partagés entre chaque palier de gouvernement.

À ces fins, nous avons mis sur pied récemment, avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, certains outils visant à établir des formes de collaboration en vue de fournir aux communautés l'accès à des services dans leurs langues. Il s'agit d'ententes-cadre qui énoncent les grands principes de la collaboration intergouvernementale, fixent les objectifs poursuivis dans divers secteurs d'activités et établissent les mécanismes au moyen desquels ces objectifs seront atteints.

Comme vous le savez sans doute, nous avons eu l'occasion, depuis quelques mois, de signer avec des gouvernements provinciaux ou territoriaux un certain nombre d'ententes-cadre auxiliaires ou d'accords de coopération. Par ailleurs, des négociations sont en cours avec d'autres gouvernements dans le but d'appuyer le développement de nos minorités linguistiques à travers le Canada, tel que stipulé dans la Partie VII de la Loi sur les langues officielles.

Si vous me le permettez, j'aimerais maintenant faire un bref tour d'horizon de ce qui a été réalisé jusqu'à

[Translation]

officielles, en 1969. Leur succès s'est avéré d'une ampleur étonnante, comme en témoigne par exemple le meilleur accès à l'enseignement dans leur langue dont disposent les francophones hors du Québec, et le nombre d'inscriptions dans les cours d'immersion. Leur mise en oeuvre constitue de plus, à tous égards, un modèle de coopération fédérale-provinciale.

I believe that this increase in resources confirms the strength of our commitment to linguistic minorities. It also represents a vigorous effort to improve their school systems in particular.

As in the field of education, we have, since 1969, provided funding through the promotion of official languages program for activities carried out by organizations and institutions representing the interests of minority groups. The goal is to provide direct financial assistance to representative groups in order to help the communities affirm and develop their own identity and gain access to a variety of services: social, cultural and media services in particular.

But we have devoted particular attention recently to developing a mechanism for intergovernmental co-operation in areas other than education, the purpose of which is to make available to official-language minorities a broader range of services in their own language. Generally, these include health and social services and access to the courts.

As everyone knows, these are sectors which come under the jurisdiction of the provincial governments. We therefore encourage the provinces to create, expand or improve these types of services by offering them financial assistance for this purpose. Generally speaking, the costs associated with these measures are shared by the two levels of government.

To this end, in co-operation with the provincial and territorial governments, we have put in place some of the tools needed to establish forms of co-operation with the view to giving the communities access to services in their own language. These framework agreements state the major principles of intergovernmental co-operation, set out the objectives in various sectors of activity and establish mechanisms by means of which these objectives will be attained.

As you are doubtless aware, we have over the past several months signed a number of framework, subsidiary or co-operation agreements with provincial and territorial governments. In addition, negotiations are under way with other governments with a view to supporting the development of our linguistic minorities across Canada, as envisaged by Part VII of the Official Languages Act.

I would like now to give a brief overview of what has been accomplished so far in this regard, and also to

[Texte]

maintenant à cet égard, et peut-être aussi dégager quelques perspectives sur les négociations qui se poursuivent, d'autre part.

Des ententes de ce type existent déjà avec trois provinces et deux territoires. C'est d'abord avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick, seule province officiellement bilingue au Canada, que nous avons pavé la voie. En octobre 1987, mon prédécesseur, l'honorable David Crombie, signait avec la province une entente-cadre visant à établir un type de coopération en matière de langues officielles. Cette entente sera complétée par des ententes auxiliaires dans divers secteurs, lesquels sont actuellement en discussion.

Last June we signed a framework agreement and three subsidiary agreements with the Government of Saskatchewan on the promotion of French in that province. The Saskatchewan government committed itself to translating, in the first year of the agreement, 45 statutes and regulations of public importance, taking steps to permit the use of English and French in the legislature and in the courts, setting up a French-language translation and co-ordination office, and allowing the French-speaking community of Saskatchewan to manage and control its own educational institutions.

Also in June, I had the honour of signing with the Premier of Prince Edward Island a framework agreement for improved government services in French, particularly in the areas of justice and social services. This accord also covers the promotion of the cultural and linguistic heritage of the Acadians of that province.

• 1550

As well, further to agreements with the federal government, the Yukon and Northwest Territories have passed legislation dealing with official languages. We are covering the full cost of measures taken to implement this legislation.

We have also signed a memorandum of understanding with Nova Scotia on the creation of the Collège de l'Acadie and have agreed to begin discussion on a framework agreement covering a range of services for francophones. An agreement on access to legal services in French is already in place.

The Premier of Manitoba has already expressed interest on behalf of his government in developing a framework agreement on various government services in French. It is our hope that such an agreement, which would complement an existing co-operation agreement on translation of the Manitoba statutes into French, will come about.

Discussions are also in progress with Alberta. I have had an opportunity to meet with the province's former Education Minister, Ms Betkowski, and explore with her a number of objectives in the area of education. Meetings between officials are being held with a view to

[Traduction]

provide a few details on the negotiations that are currently under way.

We now have agreements of this type with three provinces and both territories. An agreement with the Government of New Brunswick, the only officially bilingual province in Canada, paved the way. In October 1987, my predecessor, the Hon. David Crombie, signed an agreement with the province outlining the general framework for co-operation in the area of official languages. Discussions are currently being held on subsidiary agreements in various sectors to complement the framework agreement.

En juin dernier, nous avons signé avec le gouvernement de la Saskatchewan une entente-cadre et trois ententes auxiliaires sur la promotion du français dans cette province. Le gouvernement provincial s'engageait alors à procéder dans une première année à la traduction de 45 lois et règlements d'importance publique, à adopter par ailleurs des mesures permettant l'emploi du français et de l'anglais à l'Assemblée législative et devant les tribunaux, à créer un office de coordination des affaires francophones et de la traduction, et à assurer à la communauté francosaskoise la gestion et le contrôle de ses établissements scolaires.

Également au mois de juin, j'ai eu l'honneur de signer avec le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard une entente-cadre touchant l'amélioration des services gouvernementaux en français, particulièrement dans les domaines de la justice et des services sociaux. L'accord vise également à promouvoir l'héritage culturel et linguistique des Acadiens de cette province.

Je souligne par ailleurs qu'en vertu d'ententes avec les gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, ceux-ci ont adopté des lois en matière de langues officielles. Nous finançons entièrement la mise en oeuvre des mesures qui en découlent.

Nous avons d'autre part signé avec la Nouvelle-Écosse un protocole d'entente pour la création du Collège de l'Acadie, et nous avons convenu d'entreprendre des discussions en vue d'une entente-cadre établissant un éventail de services aux francophones. Une entente existe déjà sur l'accessibilité des services juridiques en français.

Le gouvernement du Manitoba, par la voix de son premier ministre, a déjà manifesté son intérêt dans la conclusion d'une entente-cadre qui viserait divers services gouvernementaux en français. Nous espérons que cela mènera à la conclusion d'un tel accord, qui s'ajouterait à un accord de coopération déjà conclu en vue de traduire en français les lois du Manitoba.

Des discussions sont également en cours avec l'Alberta. J'ai déjà eu l'occasion de rencontrer l'ex-ministre de l'Éducation de la province, M^{me} Betkowski, et d'explorer avec elle un certain nombre d'objectifs dans le domaine de l'enseignement. À l'heure actuelle, des rencontres

[Text]

determining possible sectors of co-operation in the area of official languages.

Les pourparlers avec l'Ontario, en vue de la conclusion d'une entente-cadre, sont déjà considérablement avancés. Nous croyons pouvoir annoncer la signature d'un accord dans les prochaines semaines. Cette entente permettra d'élargir encore les domaines de coopération existant déjà avec l'Ontario.

En ce qui concerne le Québec, j'ai déjà rencontré le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Gilles Rémillard, à deux reprises. M. Rémillard, comme vous le savez, s'est montré ouvert à la possibilité d'une entente-cadre qui toucherait entre autres la prestation des services en anglais dans le domaine de la santé et des services sociaux, tout en tenant compte de l'objectif de promotion du français dans la société québécoise.

Des rencontres entre sous-ministres ont déjà eu lieu et les négociations se poursuivent dans un esprit de coopération. Nous espérons également des possibilités de collaboration entre Ottawa et Québec au profit des francophones hors Québec.

J'aimerais réitérer, madame la présidente, monsieur le président, notre foi dans ce type de mécanismes de collaboration qui sont de nature à relancer le mouvement vers l'égalité de statut et la reconnaissance de nos deux langues officielles. Je crois que nos communautés ont besoin de cette impulsion qui se manifeste dans le respect des compétences des deux niveaux de gouvernements. Merci.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Mr. Minister. Would you introduce your colleagues, please?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je voudrais vous présenter à ma droite, M. Jean Fournier qui est le sous-ministre en titre du Secrétariat d'État; à sa droite, l'un de ses collaborateurs, M. Marc Goldenberg; et à ma gauche plus immédiatement, M. Alain Landry, un des sous-ministres également de mon Ministère.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you. We will proceed, as is our custom in this committee, to have 10 minutes for each party. Then there will be 10 minutes for the Conservative Party and the Liberal Party in the Senate. We will begin with Mr. Jean-Robert Gauthier.

Mr. Gauthier: Mr. Allmand is also a member of this committee. I know he has some very important questions he want to put so I will share my 10 minutes with him, if you do not mind.

The Joint Chairman (Senator Wood): I will time you.

Mr. Gauthier: I hope this is a regular meeting.

The Joint Chairman (Senator Wood): It is a regular meeting.

[Translation]

entre fonctionnaires se poursuivent, en vue de déterminer les secteurs possibles de coopération en matière de langues officielles.

Considerable progress has been made in negotiations with Ontario on a framework agreement. We expect to be able to announce the signing of an agreement within the next few weeks. The agreement will further expand the areas in which Canada and Ontario co-operate.

As regards Quebec, I have met with the Minister responsible for Canadian intergovernmental affairs, the Hon. Gilles Rémillard, on two occasions. As you know, Mr. Rémillard has been open to the possibility of a framework agreement that would deal with the provision of services in English, notably in the area of health and social services, taking into account the objective of promoting the French language in Quebec society.

Meetings between deputy ministers have already been held, and negotiations are continuing in a spirit of openness and co-operation. We are also exploring the possibility of Quebec and Ottawa co-operating for the benefit of francophones outside Quebec.

I would like to reiterate, Mr. Chairman, our faith in this type of co-operation mechanism, which will give fresh impetus to the movement toward the recognition and equality of status of our two official languages. I believe that our communities need this impetus, which embodies respect for the jurisdiction of each level of government. Thank you.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur le ministre. Voulez-vous nous présenter vos collègues, s'il vous plaît?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I would like to introduce, on my right, Mr. Jean Fournier, the Undersecretary of State; on his right, one of his colleagues, Mr. Marc Goldenberg; and on my immediate left, Mr. Alain Landry, one of the Assistant Undersecretaries of State.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci. Nous allons, comme d'habitude, accorder dix minutes à chaque parti. Ensuite nous allons accorder des tours de 10 minutes aux sénateurs conservateurs et aux sénateurs libéraux. Je donne d'abord la parole à M. Jean-Robert Gauthier.

M. Gauthier: M. Allmand est également membre du Comité. Je sais qu'il a des questions très importantes à poser, et donc, si vous permettez, je vais partager mes dix minutes avec lui.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je vais vous chronométrer.

M. Gauthier: J'espère que la réunion est régulière.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Elle l'est.

[Texte]

Mr. Gauthier: I want to ask the clerk whether we are in order. I know striking committees were set by the House of Commons. All committees have to be restructured. The elections have to be held. I do not want to be picky here, but are we in order? If we are, would you please confirm that.

La cogreffière du Comité (Mme Clairette Bourque): Le Comité de sélection de la Chambre a déposé son rapport lundi dernier. Le rapport n'a pas été adopté. En vertu de l'article 91, dans les 10 jours de séances qui suivent l'adoption par la Chambre d'un rapport du Comité de sélection, le greffier de la Chambre convoque une réunion de chaque comité permanent dont la liste des membres figure dans ledit rapport aux fins d'élire un président. Toutefois, il est donné un avis de 48 heures pour toute réunion de ce genre.

Alors, tant que cette réunion n'est pas convoquée, on fonctionne avec la liste précédente.

M. Gauthier: Bien. En autant que tout le monde sait qu'on peut être au bord de la légalité parce qu'il n'y a pas de comité constitué selon le Règlement. Mais je prends pour acquis que tout le monde est d'accord.

Monsieur le ministre, bienvenue. J'ai le plaisir de vous recevoir au Comité mixte permanent des langues officielles et, pour la première fois, je vais faire attention et je vais être gentil avec vous. Vous avez parlé des protocoles d'entente fédérale-provinciale et territoriale en matière d'enseignement en langues officielles de la minorité, qui ont pris fin le 31 mars 1988. Le conseil des ministres de l'Éducation s'est rencontré au début de la semaine pour en discuter. Pour autant que je sache, rien de concret n'a été fait jusqu'à présent pour reconduire ces ententes. Pourriez-vous nous dire quand ces ententes seront renouvelées et pouvez-vous me donner l'assurance également, en répondant à ma question, que vous avez discuté avec les provinces du grand problème de celles-ci—surtout les provinces de l'Ouest—de se conformer à l'article 23 de la Charte, qu'elles ont toutes signée? Pas besoin de vous rappeler que l'article 23 traite de l'éducation. Il y a donc deux volets à ma question. Premièrement, quand va-t-on renouveler les ententes? Et deuxièmement, avez-vous discuté avec les provinces de cette laxité, de cette difficulté qu'on a de faire comprendre à ces provinces que les minorités de langues officielles ont droit à l'éducation partout au pays?

• 1555

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Alors, la première partie de la question a trait au processus de négociation en vue de renouveler les ententes en matière d'éducation.

Il y a beaucoup de choses concrètes qui ont été faites. En réalité, nous sommes très près d'un accord. Tout le défrichage a été fait. Les lignes de force de l'entente sont déjà dégagées et nous en sommes maintenant je ne dirais

[Traduction]

M. Gauthier: J'aimerais demander à la greffière si nous nous réunissons conformément au Règlement. Je sais que la Chambre des communes a créé un comité de sélection. Il faut que tous les comités soient restructurés. On doit organiser des élections. Je ne cherche pas à couper les cheveux en quatre, mais j'aimerais savoir si nous nous conformons au Règlement? Si oui, je vous demande de m'en donner la confirmation.

The Joint Clerk of the Committee (Ms Clairette Bourque): The Striking Committee of the House tabled its report last Monday. The report has not yet been passed. Standing Order 91 provides that within 10 sitting days following the adoption by the House of a report of the Striking Committee, the Clerk of the House shall convene a meeting of each standing committee whose membership list is contained in that report for the purpose of electing a chairman, provided that 48 hours' notice is given of any such meeting.

Until such a meeting is convened, we are using the previous list of members.

Mr. Gauthier: Fine. Provided everyone realizes that we may be not functioning entirely legally since the committee has not been set up in accordance with the Standing Orders. However, I will assume that everyone agrees.

Welcome, Minister. I am pleased to see you here at the Joint Standing Committee on Official Languages and for the first time, I am going to be careful and I am going to be nice. You talked about the agreements between the federal government and the provincial and territorial governments on official-language minority education, which lapsed on March 31, 1988. The Council of Ministers of Education met at the beginning of this week to discuss the matter. As far as I know, nothing concrete has been done so far to renew these agreements. Could you tell us when they will be renewed and can you assure me that you have discussed the major problem the provinces—particularly the western provinces—have with the agreements, namely compliance with Section 23 of the Charter, which they all signed? No need to remind you that clause 23 is on education. So there are two parts to my question. First, when are the agreements going to be renewed? And second, have you discussed their laxity with the provinces, this problem we have in getting these provinces to understand that official language minorities have a right to education everywhere in the country?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): So the first part of the question has to do with the negotiating process with a view to renewing the agreements in the area of education.

A lot of concrete things have been done. Actually, we are quite close to an agreement. The basic work has been done. The main principles of the agreement have already been laid out and we are now, I would not say within a

[Text]

pas à quelques virgules, mais à quelques chiffres près, parce qu'on parle de gros sous, n'est-ce pas?

J'ai rencontré les ministres de l'Éducation réunis à Québec, au mois de juin. Nous avons discuté des barèmes généraux de cette négociation.

J'ai eu une rencontre avec le conseil des ministres de l'Éducation—enfin le conseil avec son président et ses principaux adjoints à Toronto, il y a quelques semaines. Les discussions sont extrêmement intensives actuellement. Nous avons eu, nous aussi, un rapport de la rencontre des ministres de l'Éducation la semaine dernière ou cette semaine, qui, je l'espère, est aussi complexe que celui que vous avez eu, monsieur le député. Et je crois que les pourparlers sont entrés dans une phase définitive. Nous devrions très rapidement arriver à une conclusion. Je dois parler, en fin d'après-midi, au téléphone avec la ministre de l'Éducation de l'Ontario, qui préside maintenant le conseil des ministres de l'Éducation. Autrement dit, tout cela est très actif et devrait déboucher très rapidement sur un accord.

Deuxièmement, vous soulevez une question fondamentale bien sûr, le respect de l'article 23, le respect de cette garantie en vertu de laquelle, en matière d'éducation, les gens auront accès à des services dans leur langue. C'est un problème endémique. Je crois, pour ma part, que tant qu'on n'en n'aura pas débarrassé notre pays, ce sera une source de tension, d'inéquité et nous ne perdrons jamais, bien sûr, une occasion, monsieur le député, pour le rappeler aux provinces concernées. Et je peux vous dire que nous faisons le maximum de ce point de vue.

M. Gauthier: Oui. Tout cela ne m'encourage pas beaucoup. Vous ne m'avez pas dit que cela va être reconduit d'ici une semaine ou deux? On parle de 1,4 milliard de dollars?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): 1,2 milliard de dollars, pour l'éducation; pour les cinq prochaines années.

M. Gauthier: Vous n'avez pas d'idée de la date à laquelle cela va être paraphé?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Vous savez, il faut être réaliste, il faut être responsable. Je pourrais vous dire: dans deux jours. Peut-être qu'on le fera d'ici deux jours; peut-être qu'on le fera d'ici une semaine. Mais nous sommes dans les derniers moments de la négociation et nous avons tous à coeur de la terminer dans les plus brefs délais pour la sortir des élections.

Ce n'est pas le genre de chose qu'on veut soumettre au processus électoral. C'est trop important pour entrer dans la partisanerie. Nous avons tous cette question à coeur et la considérons comme un objet fondamental de l'action politique canadienne. Et c'est pour cela que nous faisons l'impossible pour conclure dans les plus brefs délais.

M. Gauthier: Je reconnais que vous êtes nouveau dans le ministère et peut-être aviez-vous plus de dossiers qui traînaient. Mais cela fait tout de même depuis le mois

[Translation]

few iotas of an agreement, but within a few digits of one because we are talking money here, are we not?

I met the Ministers of Education meeting in Quebec in June. We discussed the general framework of this negotiation.

I had a meeting with the Council of Ministers of Education—well, the Council with its chairman and his main deputies—in Toronto a few weeks ago. The discussions are quite intense right now. We also had a report on the meeting of the Ministers of Education last week or this week, which, at least I hope so, is at least as complex as the one you received, sir, and I think that the negotiations have entered their final phase. We should rapidly arrive at a conclusion. This afternoon, I am supposed to have a chat over the phone with Ontario's Minister of Education who is now chairing the Council of Ministers of Education. In other words, there is a lot of activity going on and we should come to an agreement pretty soon.

Secondly, you are raising a question that is, of course, fundamental, and that is the observance of clause 23, which has to do with respecting this guarantee by virtue of which, in the area of education, people will have access to services in their language. It is an endemic problem. As far as I am concerned, I think that as long as we have not managed to rid our country of this problem, it will remain a source of tension and inequity and of course, sir, we will never lose any opportunity whatsoever to remind the provinces concerned. And I can assure you that we are doing everything we can in that area.

Mr. Gauthier: Yes. I cannot say I find all that very encouraging. Did you not say that it is to be renewed within a week or two? We are talking \$1.4 billion?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): For education, \$1.2 billion over the next five years.

Mr. Gauthier: And you have no idea on what date this is to be signed?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): You know, one has to be a realist and show some sense of responsibility. I could tell you in two days. Maybe that is what will happen; maybe it will be done within a week. But we are in the last stages of the negotiating process and we all want to wrap it up as soon as possible to get it out of the electoral process.

It is not the kind of thing we want to submit to the electoral process. It is too important a question to use it for partisan politics. We all take this question to heart and consider it a fundamental objective of Canadian political action. And that is why we are doing our utmost to come to a conclusion as soon as possible.

Mr. Gauthier: I recognize that you are a new minister in your department and that there might be a few skeletons rattling around in the closets. But these

[Texte]

d'avril 1988 que ces ententes ont été mises en place et je vous incite fortement à agir, parce que c'est important pour nous.

Je voudrais vous citer quelque chose, monsieur le ministre. C'est ma dernière question—parce que je voudrais que M. Allmand prenne la parole après.

Dans un article du quotidien *Le Devoir* du 30 juillet, vous dites, et je vous cite:

Il est épouvantable de dire qu'on veut bilinguïser le Québec puisque la presque totalité des sommes prévues au programme est versée au gouvernement québécois, qui décide de ce qu'il en fait.

Est-ce un droit de veto que le gouvernement fédéral entend consentir à toutes les provinces?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Mais non! Vous savez que non. Cette déclaration est un reportage du *Devoir*, une entrevue que j'avais donnée à la presse canadienne mérite et requiert des nuances. Vous savez que le gouvernement fédéral ne se reconnaît pas le droit d'intervenir dans la comptabilité publique des gouvernements provinciaux, et d'autant plus que les systèmes financiers des gouvernements provinciaux ne sont pas les mêmes que ceux du gouvernement fédéral. Alors, nous faisons l'impossible pour avoir l'assurance que les fonds qui sont versés par le gouvernement fédéral aux provinces en matière de programmes d'enseignement des langues des minorités sont affectés spécifiquement aux fins auxquelles ils sont destinés.

• 1600

M. Gauthier: Vous n'avez aucune façon de me garantir cela.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Il y a des façons de le faire qui sont de l'ordre du contrôle, puisque vous avez les comptes publics des gouvernements qui sont publiés, que vous avez les statistiques sur les cours qui sont donnés aux élèves. Par exemple, dans le cas du Québec, nous savons que le Québec dépense en coûts supplémentaires—du fait qu'il entretient un réseau d'enseignement anglais au Québec—quelque chose de l'ordre de 400 millions de dollars. Vous me pardonnerez une erreur d'un million ou deux, mais cela coûte environ 400 millions de dollars au Québec, annuellement, d'entretenir un service d'enseignement parallèle en anglais. Et la contribution du gouvernement fédéral est de l'ordre d'environ 75 millions de dollars. On est alors certain qu'il y a une marge de manoeuvre tellement considérable; on est certain que l'argent que nous versons est consacré à l'enseignement de la langue anglaise.

M. Gauthier: Écoutez, je comprends votre argument, mais la question n'est pas là. Vous me parlez d'éducation alors que je vous parle, moi, de soutien et d'aide aux groupes de langues officielles, les groupes minoritaires.

Cela ne coûte pas 400 millions de dollars au Québec pour éduquer les anglophones de plus que cela ne coûte pour éduquer un francophone. Ce n'est pas vrai.

[Traduction]

agreements have been in place since April 1988, and I do urge you to act, because it is important for us.

I would like to quote you something, Minister. It is my last question because I would like Mr. Allmand to be able to have his say after me.

In a July 30 article in the newspaper *Le Devoir*, you say, and I am quoting you:

It is terrible to say that we are trying to bilingualize Quebec because almost all of the funds provided under the program are being paid to the Quebec government, which decides what to do with them.

Is this a right of veto that the federal government intends to give all the provinces?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Of course not! You know it is not so. This statement is in a *Devoir* article, an interview that I had given to Canadian Press, and one that deserves, in fact demands, clarification. You know that the federal government does not claim to have the right to interfere in the public accounting of provincial governments, the more so because the financial systems of the provincial governments are not the same ones used by the federal government. So we are doing our utmost to get assurances that the funds that are paid out by the federal government to the provinces for educational programs in minority languages are used very specifically for the purposes they are meant for.

Mr. Gauthier: There is no way you can guarantee that.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): There are ways of doing it, by auditing certain things, because you have the public accounts of those governments, which are published, and you have statistics on curricula. For example, in Quebec's case, we know that Quebec pays out in supplementary costs, because there is an English educational network in Quebec, something like \$400 million. That is give or take a million or two, but it costs Quebec about \$400 million annually to run the parallel English educational system. The federal government's contribution is something like \$75 million. So we are sure that there is lots of room to manoeuvre there; we are sure that the money we are paying out is being used for English-language education.

Mr. Gauthier: Look, I understand what you are saying, but that is not what it is all about. You are talking education, while I am talking about support and aid for official language groups, the minority groups.

It does not cost Quebec \$400 million more to educate anglophones than it does to educate a francophone. That just is not true.

[Text]

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Cela c'est autre chose, parce qu'il y a deux programmes.

M. Gauthier: Mais c'est ma question! Ces ententes-là couvrent et parlent exclusivement de la promotion des langues officielles dans les provinces, pas d'éducation générale.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Mais vous avez cité une déclaration qui m'était imputée et qui concerne l'éducation. C'est pour cela que je vous parle d'éducation.

Si vous me parlez maintenant des programmes de promotion, des organismes, c'est autre chose. Vous avez tout à fait raison, c'est autre chose et là, vous avez dû voir comme moi, dans les journaux il y a quelques jours, des réserves—c'est un mot poli—qui ont été formulées à l'endroit de l'équilibre que le gouvernement fédéral maintient dans les programmes de promotion aux organismes francophones hors Québec et aux organismes anglophones, pour les minorités anglophones du Québec, où les rapports sont de l'ordre de 8 pour 1 pour des populations qui sont sensiblement équivalentes. Il y a à peu près autant d'anglophones—un peu plus peut-être—au Québec qu'il y a de francophones répartis dans l'ensemble du Canada hors Québec.

Et pourtant, le programme de promotion des organismes, qui est de l'ordre d'environ 20 millions de dollars par année est réparti de façon telle que les anglophones du Québec en touchent à peu près le huitième, si on peut dire.

Alors, on nous a demandé: mais pourquoi ne profitez-vous pas de la nouvelle allocation que vous pouvez faire maintenant d'un surcroît de budget que nous avons obtenu pour essayer de rétablir une balance un peu plus équitable aux profits des anglophones? Je pense que c'est la question que vous avez posée, n'est-ce pas?

D'abord, il faut l'enlever aux francophones. Ce qu'on donne à un groupe, on l'enlève à un autre. Si on devait modifier et altérer l'équilibre historique qui a été établi par la séquence des subventions versées par les gouvernements antérieurs depuis plusieurs années aux deux minorités, il faudrait enlever à la minorité anglophone hors Québec ce qu'on donnerait en plus à la minorité anglophone du Québec.

M. Gauthier: La minorité anglophone hors Québec?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Il faudrait enlever à la minorité francophone hors Québec ce qu'on donnerait en plus à la minorité anglophone du Québec. Mais deuxièmement, ce qui est plus important, c'est qu'il est vrai que nous avons actuellement un budget de 4 millions de dollars de plus à répartir entre les organismes de minorités officielles au Québec et hors Québec.

Que fait-on avec ces 4 millions de dollars? Comment les répartit-on, ces 4 millions-là? Alors, ce sont des décisions de politique gouvernementale. C'est ce que nous avons commencé à annoncer, lors de rencontres à huis

[Translation]

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): That is something else again, because you have two programs.

Mr. Gauthier: But that is just the point! Those agreements cover and address exclusively the promotion of official languages in the provinces, not education in general.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): But you have just quoted a statement that was attributed to me concerning education. That is why I am talking about education.

Now, if you want me to talk about promotional programs or organizations, that is another story. You are quite right, that is something else again; just as I did, you must have seen in the papers, a few days ago, certain reservations, and that is a polite way of putting it, that were expressed concerning the balance the federal government maintains between promotional programs outside Quebec and anglophone organizations for Quebec's anglophone minorities, where the ratio is something like 8:1 for populations that are roughly equivalent. There are just about as many anglophones, maybe a few more, in Quebec as there are francophones, scattered all across the rest of Canada outside Quebec.

Nevertheless, the promotional program for these organizations, some \$20 million a year, is allocated in such a way that Quebec's anglophones get about one-eighth of it, if you will.

So we were asked why we did not use this new allocation, why we did not share out this increase in the budget that we have managed to obtain to try to re-establish some sort of more equitable balance for the anglophones. I think that is the question you put, is it not?

First, we would have to take some away from the francophones. What you give to one group, you take away from another. If we were to change and alter this historical balance established through a sequence of subsidies granted by previous governments over the years to these two minorities, we would have to take away from the anglophone minority outside Quebec to be able to give more to the anglophone minority inside Quebec.

Mr. Gauthier: The anglophone minority?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): We would have to take away from the francophone minority outside Quebec what we would then be giving as additional funds to Quebec's anglophone minority. But in the second place, what is even more important is the fact that we now have \$4 million more in our budget to share out between official minority organizations in Quebec and outside Quebec.

So what are we doing with this \$4 million? How do we share it out? These are government policy decisions. That is what we started to announce during in-camera meetings and we wanted to do it a bit more publicly after having

[Texte]

clos—et on voulait le faire d'une façon plus publique après avoir rencontré les interlocuteurs, mais il y a eu des fuites. Enfin, on gouverne dans une tour d'ivoire, comme vous le savez.

Mais l'objectif qu'on poursuit est le suivant: c'est qu'on voudrait, d'une part, que tout le monde—que ce soit au sein des minorités anglophones au Québec ou des minorités francophones hors Québec—puisse bénéficier d'un ajustement proportionnel identique de ces subventions annuelles. C'est ainsi, par exemple, qu'on a dans l'esprit—on ne l'a pas annoncé encore, mais puisqu'on est en Comité, on va en discuter franchement—et on a l'intention d'annoncer partout une augmentation de 10 p. 100, ce qui est considérable. Il faut reconnaître que 10 p. 100, ajoutés aux subventions annuelles touchées par chaque organisme de minorités au Québec et hors Québec, c'est considérable par les temps qui courent. Le gouvernement est obligé de restreindre les budgets, austerité fiscale, déficit à contrôler et à réduire.

M. Gauthier: Et il y a une élection bientôt, aussi.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Alors, on parle de 10 p. 100, qui est une somme considérable. Mais on peut faire mieux encore. On peut faire mieux et dans certains cas, on va aller à 15 p. 100, quand on va considérer des situations plus particulières: je pense aux gens de Gaspé, par exemple; à la minorité anglophone de Gaspé qui a dû faire 13 heures de route pour venir me rencontrer à Sutton l'autre jour. Eux ont des problèmes dans le cas des services sociaux. Il y a des personnes âgées, isolées, unilingues, qui ont de la difficulté à recevoir des services dans leur langue. Là on va certainement aller jusqu'à 15 p. 100, mais on va faire encore davantage.

• 1605

À côté de ce rajustement général de la base, on va créer un fonds de développement qui va nous permettre de financer des projets ad hoc au mérite, pas d'après les proportions géographiques, idéologiques, linguistiques ou ethniques, mais au mérite. On pense que c'est un dosage qui permettra d'améliorer l'action des groupes.

Les minorités anglophones du Québec reçoivent des subventions au titre de la promotion dans un rapport de 1 à 8. Par exemple, je vois qu'en 1969-1970, les anglophones du Québec touchaient 7 p. 100 des fonds de ce programme; ensuite, cela a varié: 7, 16, 15, 10, 9, 4, 4, 5, 6, 6, 8, 9, 10, 11, 10 et 11 p. 100. Cela se maintient à peu près dans ces proportions-là. Pourquoi? Dans un déroulement historique, il y a une équité qui se manifeste. Il y a des facteurs qui ont dû être pris en considération par les gens qui nous ont précédés. On n'a jamais eu de révolutions, on n'a jamais eu de perturbations, on n'a jamais eu de conflits, de polémiques, et c'est parce que les gens ont accepté que ce rapport reflète la réalité en toute justice. Quelle réalité?

[Traduction]

met with the interested parties, but there were leaks. Well, as you know, we govern in a fishbowl.

But the objective we have set out is the following: On the one hand, what we would like is to have everyone, whether within the anglophone minorities in Quebec or the francophone minorities outside Quebec, receive an identical proportional adjustment in those annual subsidies. For example—and this has not been announced yet, but as we are in committee let us have a frank discussion—we were thinking, and we do have the intention, of announcing an across-the-board increase of 10%, which is considerable. It must be recognized that 10% added to the annual subsidies granted each minority organization inside Quebec and outside Quebec does amount to a considerable sum in this day and age. The government has to cut back its budgets, it has its financial austerity programs, the deficit that it has to control and bring down.

Mr. Gauthier: And there will soon be an election, let us not forget.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): So we are talking about 10%, and that is a considerable amount of money. But we can do even better. We can do better and in some cases we will go up to 15% when we consider some of the more special situations. I am thinking about the people in the Gaspé, for example, the anglophone minority in the Gaspé that had to spend 13 hours just to drive down to meet me in Sutton the other day. They have problems in the area of social services. There are elderly people who are isolated and unilingual who have difficulty obtaining services in their own language. That will probably reach 15%, but we will do even more.

Aside from this basic general adjustment, we will set up a development fund which will allow us to finance ad hoc projects on their merit, not according to geographical, ideological, linguistic or ethnic considerations, but on merit. We feel that it is a system which will improve group action.

Anglophone minorities in Quebec receive promotional grants on a ratio of 1 to 8. For example, I see here that in 1969-70, Quebec anglophones received 7% of the program funds; then, it varied: 7, 16, 15, 10, 9, 4, 4, 5, 6, 6, 8, 9, 10, 11, 10, and 11 per cent. It stays somewhere around that level. And why? Over time, things even out pretty fairly. Certain factors must have been taken into consideration by the people who came before us. There has never been a revolution, nor any disturbance, conflict or controversy, and that is because people accept the fact that this ratio faithfully reflects reality. What reality is that?

[Text]

D'abord, il faut noter un facteur très important: les francophones hors Québec sont dispersés sur tout le territoire, un immense territoire. Même à l'intérieur d'une province, on les retrouve un peu partout en petits groupes, des groupuscules isolés, sans communauté dynamique d'ensemble, et surtout ils sont dispersés dans neuf provinces tandis que les anglophones du Québec, eux, sont réunis dans une seule province, le Québec, et essentiellement centralisés à Montréal où ils peuvent constituer une communauté très forte. Les subventions ne sont donc pas les mêmes parce que les coûts de base ne sont pas les mêmes. On n'a pas à créer autant d'organismes qu'il faut en créer dans le reste du Canada. Tout cela s'explique.

Deuxièmement, il faut avoir la franchise d'admettre une chose. Je l'ai dite à plusieurs reprises, et chaque fois on a perçu cela comme étant de ma part l'intention de faire moins pour les anglophones du Québec que pour les francophones hors Québec, ou de considérer que les anglophones du Québec ont moins de droits que les francophones hors Québec. Ce que j'ai dit, et je le répète, c'est que la situation actuelle des groupes n'est pas la même. La situation du groupe anglophone au Québec n'est pas la même que celle des groupes francophones hors Québec. Il faut le reconnaître sans y voir là de malveillance ou l'intention de causer un préjudice à un groupe plutôt qu'à un autre. Il y a tout de même une situation extrêmement différente, il y a du rattrapage à faire, et cette disparité dans les proportions, de 1 à 8 par exemple, qui découle de l'histoire, repose sur une perception de réalités différentes quant à la nécessité pour le gouvernement fédéral d'intervenir.

Quand on parle de la communauté anglophone au Québec, je m'en réjouis; cela ne me fâche pas. Je suis très heureux pour elle. D'ailleurs, c'est un apport pour le Québec qu'elle dispose de plusieurs universités, et peut-être de la meilleure université du Canada et du continent, McGill. Je m'en réjouis, j'en suis très fier et j'en profite, moi aussi, comme Québécois et comme Canadien.

Les systèmes d'éducation anglophones au Québec s'approchent de la perfection. C'est beaucoup dire, mais ils s'approchent beaucoup des normes qu'on considère idéales. Regardez tout le système scolaire—secondaire, primaire, collégial, postsecondaire, universitaire—, le système hospitalier, les grands journaux, les chaînes de télévision. Quand on regarde ce qu'ont les Canadiens de la minorité francophone hors Québec, ce n'est pas du tout la même chose, et vous le savez.

Il y a une université francophone, vraiment francophone, et elle est à Moncton, il y a un peu d'universités bilingues, mais essentiellement, il n'y a presque pas de collèges francophones hors Québec. Il y a le réseau du Nouveau-Brunswick: huit ou neuf collèges. Nous voulons créer des collèges communautaires. Nous avons annoncé que nous participerions à la création d'un collège communautaire francophone en Nouvelle-Écosse. Nous sommes en train de négocier avec l'Ontario. Vous

[Translation]

First of all, one must remember a very important factor: francophones outside Quebec are spread throughout the country, a huge area. Even within one province, they are found all over in small groups, small isolated communities, without any dynamic interconnection. More importantly, they are spread throughout 9 provinces whereas minority anglophones are found only in one province, Quebec, and they are mainly concentrated in Montreal, where they make up a very strong community. Grants are therefore not the same since basic costs are not the same. They do not need to set up as many organizations as are needed throughout the rest of Canada. It is very easy to understand.

Secondly, we must admit one thing. I have said this several times, and each time it was perceived as reflecting an intention on my part to do less for anglophones in Quebec than for francophones outside Quebec, or to consider Quebec anglophones as having fewer rights than francophones outside Quebec. What I said, and I will repeat it now, is that the current situation for these groups is not the same. The situation of the anglophone group in Quebec is not the same as that of francophone groups outside Quebec. You must recognize this and not see it as suggesting any ill will or prejudice against one group in favour of another. The situation is extremely different, and there is some catching up to do. This disparity in the proportions, for instance the ratio of 1 to 8 in grants, which is historical, is based on a different perception of reality and thus of the federal government's need to intervene.

When people talk about the anglophone community in Quebec, I am very pleased; I am not at all upset. I am very happy for that community. It is a plus for the province to have several universities, among them perhaps the best university in Canada and maybe even in all of North America, McGill. As a Quebecer and as a Canadian, I, too, am very pleased and very proud.

Anglophone education systems in Quebec border on perfection. This might seem excessive, but they are very close to what we consider is the ideal norm. Look at the entire school system—high school, elementary school, colleges, post-secondary institutions, universities—the hospital system, the newspapers, the television stations. Look at what francophone minorities outside Quebec have, it is not at all the same thing, and you know that.

There is one truly francophone university, in Moncton, and there are a few bilingual universities, but on the whole, there are almost no francophone colleges outside Quebec. There is the network in New Brunswick: eight or nine colleges. We wish to establish community colleges. We have already announced our intention to help set up a francophone community college in Nova Scotia. We are currently negotiating with Ontario. We have all seen the announcements today about a francophone college in

[Texte]

avez vu comme moi les annonces qui ont paru aujourd'hui concernant un collège francophone en Ontario. Il y a beaucoup à faire du côté des services sociaux et autres en dehors du Québec. C'est parfois dramatique.

Le dire et le constater, ce n'est pas porter un jugement de valeur sur les droits des groupes concernés. Il faut tout de même, en tout conscience, entre Canadiens, quand nous sommes sur le point d'attribuer les fonds, ne pas modifier la disparité historique. Le gouvernement ne souhaite pas—il faut le dire franchement—altérer l'équilibre qui a été établi à l'intérieur du programme de promotion. Dans le domaine de l'éducation, c'est différent parce que tout est donné au prorata de la population. Dans le domaine de l'éducation, on respecte à peu près la répartition démographique des anglophones du Québec par rapport à celle aux francophones hors Québec. Mais le programme de promotion est relativement petit par rapport aux programmes de l'éducation—l'éducation est un programme de 1.2 milliard de dollars pour cinq ans, alors que la promotion est un programme de 200 millions de dollars pour cinq ans—, et il va falloir maintenir le jugement qui a été porté sur l'équilibre relatif.

• 1610

Je viens de répondre à votre question, monsieur Gauthier.

M. Gauthier: Moi, je suis allé faire sonner les cloches, monsieur le ministre. Il y aura un vote dans environ 25 minutes sur le projet de loi C-136.

Mr. Allmand: On a point of order. There is no doubt in my mind that the 10 minutes allocated to Mr. Gauthier is completely taken. I guess I will go on the list as an ordinary questioner. I have much to take issue with in the answer just given by Mr. Bouchard.

The Joint Chairman (Senator Wood): Let us see if we cannot go quickly over the next 10 minutes.

Mr. Allmand: On a point of order. The bells are ringing, so what is the intention? Until what time will this meeting carry on, and will we interrupt the meeting and come back? I have many questions I want to put to Mr. Bouchard.

The Joint Chairman (Senator Wood): It depends how long the vote will take.

Mr. Allmand: Maybe the Whip could inform us about the vote.

Mr. Gauthier: The vote will be at 4.40 p.m. on Bill C-136. Members of the House could go and vote at, say, 4.35 p.m. Senators could enjoy the meeting then and have questions by unanimous consent. I do not suppose anybody would quarrel with that. If the minister is as wild with the senators as he was with me, he could

[Traduction]

Ontario. There is a lot of work to do in the area of social services and other types of services outside Quebec. Sometimes, the situation is dramatic.

To recognize this fact and state it is not to make a value judgment on the rights of the groups concerned. However, as we prepare to allocate the funds, we must in all conscience, avoid changing this historical disparity. It must be clearly recognised that the government does not wish to alter the balance which has been established within the promotional program. In the field of education, it is different because everything is prorated populationwise. In the field of education, the anglophone in Quebec and the francophone outside Quebec ratios are by and large taken into account. But the promotion program is relatively small compared to the education programs—education is a five-year \$1.2 billion program, whereas promotion is a five-year \$200 million program—and we will have to maintain our judgment call on the relative balance.

I just answered your question, Mr. Gauthier.

Mr. Gauthier: I just started the bell ringing, Mr. Minister. There will be a vote in about 25 minutes on Bill C-136.

M. Allmand: J'invoque le Règlement. Je suis certain que M. Gauthier a utilisé les dix minutes qui lui avait été accordées. Je suppose que vous allez inscrire mon nom sur la liste comme simple participant. Je ne suis pas d'accord avec nombre des points contenus dans la réponse de M. Bouchard.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Voyons si nous ne pourrions pas aller plus vite pendant les dix prochaines minutes.

M. Allmand: J'invoque le Règlement. Les cloches sonnent; quelles sont vos intentions? Jusqu'à quelle heure entendez-vous poursuivre la réunion? L'interromprons-nous, pour ensuite revenir? J'ai beaucoup de questions à poser à M. Bouchard.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Cela dépendra de la longueur du vote.

M. Allmand: Le whip pourrait peut-être nous donner certains renseignements.

M. Gauthier: Le vote sur le projet de loi C-136 aura lieu à 16h40. Les députés pourraient voter aux environs, disons, de 16h35. Les sénateurs pourraient poursuivre la réunion et poser leurs questions, si nous sommes tous d'accord. Je ne pense pas que personne s'y oppose. Si le ministre a autant de souffle avec les sénateurs qu'il en a

[Text]

probably talk the whole time. But if he wants to go and vote and support his government, that is another point.

There will be another bill following that. Mr. Allmand will be the chief lead for us on the UIC.

Mr. Allmand: Since I was the one who tabled the motion under section 92 to have the meeting called, it would be rather ridiculous for me not to participate in the meeting. I forced the calling of the meeting with two members of the New Democratic Party and Mr. Gauthier.

Mr. Layton: Madam Chairman, on the same point of order, I do not think it is a question of how the meeting was convened. It was to try to be fair in the use of time, and I think you did allocate time. If we move quickly, I think we can cover ourselves.

The Joint Chairman (Senator Wood): I am in the hands of the committee.

Mr. Layton: Like my colleague from Notre-Dame-de-Grâce, I do have some questions for our minister, and I thank him very much for joining us. Welcome to the standing committee.

I guess what I hear in your remarks is that the established balance in the division of funds, and I have a little trouble applying it both in the promotional and the educational areas. . . Perhaps we can deal with them separately.

In the promotional area, I know we are talking of the \$20 million or so that was distributed roughly 8:1. In the new funds, which will be \$200 million over five years added to that, it is quite an enormous increase. That is, \$200 million divided by 5 is, on average, \$40 million, and we are adding \$40 million to a budget that may be covering other things besides the actual subgroup, like Alliance Quebec and Federation des francophones hors Québec. But I would like to hear your reaction as to how much of those funds, on average, would be made available to those established groups.

I think in Quebec we are very proud of the fact that after many years of uncertainty as to our relationship and our status, we have come very much into an improved balance. I think a very good part of it is a result of the combined effort of the groups that formed Alliance Quebec, and I think most of us look to them to continue to provide this leadership. We know at this particular time that there has been a period of some years where there has not been an increase in the annual budget, the base budget which allows them to plan and organize. Against this, we are now talking of a 10% increase.

My feeling, Mr. Minister, is that a 10% increase represents maybe two years of inflation in the past five years. We are halfway to catching up. It is certainly not a boost to the community, at a time when I think a boost to the community and its efforts to work things out together

[Translation]

eu avec moi, il pourra probablement garder la parole tout le temps. Par contre, s'il tient à voter pour appuyer son gouvernement, c'est une autre histoire.

Un autre projet de loi suivra. C'est M. Allmand qui donnera l'envoi pour nous sur l'assurance-chômage.

M. Allmand: Étant donné que c'est moi qui ai déposé la motion conformément à l'article 92 réclamant la tenue de cette réunion, il serait assez ridicule que je n'y participe pas. J'ai imposé la tenue de cette réunion, appuyé par deux députés du Parti néo-démocrate et M. Gauthier.

M. Layton: Madame la présidente, savoir comment et pourquoi cette réunion a lieu n'est pas la question. La question était de répartir de manière équitable le temps de parole, et vous l'avez fait. Si nous nous dépêchons, je ne pense pas qu'il y aura problème.

La coprésidente (la sénatrice Wood): C'est à vous de décider.

M. Layton: Tout comme mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce, j'ai quelques questions à poser à notre ministre, et je le remercie infiniment d'être venu. Bienvenue au Comité permanent.

Si j'ai bien compris vos remarques, l'équilibre établi dans la répartition des fonds—et je ne comprends d'ailleurs pas très bien comment il s'applique à la fois dans les domaines de la promotion et de l'éducation. . . Il serait peut-être préférable de les aborder séparément.

Dans le domaine de la promotion, je sais qu'il s'agit d'environ 20 millions de dollars dont le rapport de répartition a été de huit contre un environ. Les nouveaux fonds de 200 millions de dollars sur cinq ans qui seront ajoutés représentent une augmentation relativement énorme; 200 millions de dollars divisés par 5, cela fait en moyenne 40 millions de dollars, et nous ajoutons 40 millions de dollars à un budget qui couvrira peut-être d'autres choses en plus de groupes tels qu'Alliance Québec et la Fédération des francophones hors Québec. J'aimerais quand même savoir quelle proportion de ces fonds, en moyenne, sera accordée à ces groupes établis.

Je crois qu'au Québec, nous sommes très fiers du fait qu'après toutes ces années d'incertitude sur nos rapports et notre statut, nous nous approchons de l'équilibre. Je crois qu'en grande partie, c'est le résultat des efforts combinés des groupes qui forment Alliance Québec, et la majorité d'entre nous comptent sur eux pour nous montrer la voie. Nous savons que pendant un certain nombre d'années, le budget annuel n'a pas été augmenté, le budget de base qui leur permet de planifier leur activité et de s'organiser. Aujourd'hui, il est question d'une augmentation de 10 p. 100.

Monsieur le ministre, à mon avis, cette augmentation de 10 p. 100 ne doit permettre de rattraper que deux années d'inflation sur cinq. Nous ne faisons que la moitié du chemin. Ce n'est pas un encouragement pour la communauté, à un moment où les efforts de cette

[Texte]

in Quebec would be very welcome, which I think we are doing effectively.

The very argument you used of the dispersion of *les francophones hors Québec* is one of the reasons why historically there was a need for a factor of many times—eight times in the present day. But I would tell you that Quebec has become a very big province in terms of the dispersion of the anglophone community.

• 1615

You mentioned the Gaspésiens. I know you have visited the townships and I know you can go up to northwest Quebec and up to the north shore. We now have anglophone groups. Yes, they are concentrated in the west end of Montreal, and in that respect we have perhaps a concentration that you cannot find amongst the *francophones hors Québec*. But I do sense that the very dispersion factor that is the basis for the traditional or historical ratio is an argument now in favour of reversing that, at least in part, of *ratrapage*, as you have used it in an expression, and I like it in this sense.

Now, when you talk of the education budget, it is a massive budget: \$280 million a year times 5 is \$1.4 billion over five years. When this is divided, will it be divided according to the numbers of minority linguistic residents in an area—i.e., the minority linguistic groups in Quebec versus the minority group of French in Saskatchewan or New Brunswick and the others—or is it to be used for the development of both official languages? In that case, how will we apportion, with provincial government input, the funds that would go towards assisting the minority English-speaking group in Quebec to live with both languages?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): First of all, I want to clear up one thing. The \$200 million budget allocated for five years through the promotion program is not new money. That is the whole amount of money that was voted. Part of it is new because we had an increase.

I must say that I know there is a dispersion in Quebec of the anglophone minority. I met the regional associations in Sutton, where I had the occasion to have a very extensive briefing on the activities of each association. But the dispersion is not the same as it is outside Quebec for francophones.

But I know the dispersion in Quebec is raising questions; it is creating problems, and the problems seem to be located mostly in the field of social services. People are getting old; they are lonely. When they are unilingual, they do not have a way to speak in their own language when they are isolated in *centres d'accueil* and so on. So we are inclined to devise programs for that.

[Traduction]

communauté pour unir le Québec méritent d'être récompensés.

Votre argument sur la dispersion des francophones hors Québec est une des raisons expliquant la nécessité historique de ce facteur: ce facteur de huit, à l'heure actuelle. Je vous assure cependant que la dispersion des anglophones est très élevée au Québec.

Vous avez mentionné les Gaspésiens. Je n'ignore pas que vous vous êtes rendu dans les municipalités, et je sais aussi que vous pouvez aller jusque dans le nord-ouest du Québec et sur la côte nord. Il y a là des groupes d'anglophones maintenant. Bien sûr, ces groupes sont surtout concentrés dans l'ouest de Montréal, et à cet égard, on observe une concentration qui n'a peut-être pas d'équivalent parmi les francophones hors Québec. Cela dit, ce facteur de dispersion, qui constitue le fondement des proportions traditionnelles entre les deux groupes, pourrait maintenant les modifier, tout au moins pour permettre un *ratrapage*, expression que j'aime bien.

Au sujet du budget de l'éducation maintenant, il s'agit d'une somme très imposante: 280 millions de dollars par année pendant 5 ans, ce qui donne au total 1,4 milliard de dollars. Or, sera-t-il réparti selon le nombre d'habitants de la minorité linguistique vivant dans une région donnée, c'est-à-dire entre les groupes linguistiques minoritaires au Québec et les groupes francophones minoritaires en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick et ailleurs, ou cette somme doit-elle servir à la mise en valeur des deux langues officielles? Si tel est le cas, comment répartira-t-on, avec l'aide du gouvernement provincial, les crédits visant à permettre à la minorité anglophone du Québec de vivre dans les deux langues?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): D'abord, j'aimerais faire une mise au point. Le budget de 200 millions de dollars sur cinq ans du programme de promotion ne constitue pas de nouveaux crédits. Il s'agit de l'ensemble des crédits déjà votés. S'il y a une part de cette somme qui est nouvelle, c'est qu'il y a eu une augmentation.

Pour revenir maintenant à la question de la dispersion de la minorité anglophone au Québec, je suis au courant. J'ai rencontré des associations régionales à Sutton, où on m'a longuement renseigné sur les activités de chacune d'entre elles. Cela dit, cette dispersion n'est pas comparable à celle des francophones hors Québec.

Je n'ignore pas cependant que cette dispersion des anglophones du Québec soulève des questions, crée des problèmes, qu'on observe surtout dans le domaine des services sociaux. La population vieillit, et les personnes âgées se sentent seules. Lorsqu'elles sont unilingues, elles n'ont pas à qui parler dans leur langue lorsqu'elles sont isolées dans des centres d'accueil, et le reste. Nous envisageons donc de créer des programmes qui remédieraient à ce genre de problèmes.

[Text]

You ask about the distribution of the \$200 million. I said in French a few minutes ago that we have a two-dimensional approach toward the adjustment of the core funding. First of all, the basis of each core funding organization will be increased by a flat 10% everywhere, either the francophone minorities outside Quebec or the anglophone minority in Quebec, and in certain cases we will go up to 15%. But we are trying to mix the funding.

We are, of course, interested in adjusting the core funding, but we would not like to create a bureaucracy inside each organization. We would not like to have many Ottawa governments everywhere in Canada. So while we are ready to enrich the core funding, we want to keep money for development projects. So that fund will be about \$3.5 million. We will use it to finance specific projects. For example, English-speaking senior citizens in Quebec require a program. So we will be ready to analyse any adequate and efficient program in that field. We will not allocate those amounts from geographical criteria; it will be on merit. That is the way we will do it.

• 1620

M. Layton: Dans le monde de l'éducation, quelle est la formule de distribution?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is very important to distinguish between educational and promotional programs, as you know. In the promotional programs, the federal government gives money to organizations, while in education we give money to provincial and territorial governments. In the case of educational programs, the amount is given on a per capita basis, the number of students, French or English.

I do not have the precise proportion of the provincial versus the federal contribution in all cases, but I know that in Quebec, for example, we are funding not more than 20% of the supplementary costs for the Government of Quebec to maintain a separate network of English-speaking students.

The Joint Chairman (Senator Wood): Just to clarify something Mr. Layton asked—I want to make sure I understood—the moneys you give to associations like Alliance Québec ou l'Association des francophones hors Québec is in the neighbourhood of \$2 million. Is that what you said? It has nothing to do with the money you are giving the government, but to the associations themselves it is \$2 million. This year you are increasing it by 10%. Is that what I understand?

[Translation]

Vous m'avez aussi interrogé au sujet de la ventilation des 200 millions de dollars. Il y a quelques minutes, j'ai dit en français que nous avons conçu deux volets pour adapter le financement de base. D'abord, on augmentera de 10 p. 100 le financement de base de chaque organisation, que ce soit à l'intention des minorités francophones hors Québec ou de la minorité anglophone du Québec, et dans certains cas, cet accroissement atteindra 15 p. 100. Nous essayons cependant d'obtenir un financement mixte.

Bien entendu, nous cherchons à rajuster le financement de base, mais nous ne tenons pas à créer un appareil bureaucratique à l'intérieur de chaque organisation. Nous ne voulons pas multiplier les gouvernements fédéraux partout au Canada. En conséquence, bien que nous soyons prêts à accroître le financement de base, nous tenons à conserver des crédits pour des projets de développement. Ce dernier fonds atteindra environ 3,5 millions de dollars. Il servira à financer des projets précis. Par exemple, si des personnes âgées anglophones du Québec ont besoin d'un programme, nous serons disposés à analyser tout programme approprié et efficace dans ce domaine. L'affectation des crédits ne se fondera pas sur des critères géographiques, mais sur le bien-fondé du projet. C'est ainsi que nous procéderons.

Mr. Layton: In the field of education, what is the distribution formula?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Il est, comme vous le savez, essentiel de faire une distinction entre les programmes éducatifs et les programmes promotionnels. Pour ce qui est des programmes promotionnels, le gouvernement fédéral donne de l'argent aux organismes, tandis que du côté de l'éducation, nous versons de l'argent aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Pour ce qui est des programmes éducatifs, il s'agit d'un montant par tête d'étudiant, francophone ou anglophone.

Je n'ai pas les proportions exactes de la participation des provinces par opposition au gouvernement fédéral pour l'ensemble des provinces, mais je sais qu'au Québec, par exemple, nous ne payons pas plus de 20 p. 100 des coûts supplémentaires que suppose pour le gouvernement québécois le maintien d'un réseau distinct pour les étudiants anglophones.

La coprésidente (la sénatrice Wood): J'aimerais éclaircir quelque chose dont M. Layton a parlé. J'aimerais être certain d'avoir bien compris. Ce que vous versez à des associations comme Alliance Québec ou l'Association des francophones hors Québec tourne autour de deux millions de dollars. C'est bien cela que vous avez dit, n'est-ce pas? Cela n'a rien à voir avec l'argent que vous donnez au gouvernement. Les associations elles-mêmes reçoivent quelque chose de l'ordre de deux millions de dollars, et cette année vous allez augmenter cela de 10 p. 100. Est-ce bien cela qu'il fallait comprendre?

[Texte]

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes.

Mr. Layton: It is a \$20 million global budget, as I understand, which is being increased by 10%, and that will mean approximately 10% for each of the participants.

The Joint Chairman (Senator Wood): So we are talking about \$2 million and not the two hundred or four hundred.

Mr. Layton: No.

The Joint Chairman (Senator Wood): I will come back to that later.

M. Cassidy: Monsieur le ministre j'estime qu'au cours des cinq dernières années, le montant alloué à l'éducation dans la langue minoritaire et à la promotion a été d'environ 240 millions de dollars par année. Pour les cinq prochaines cinq années, cela augmentera jusqu'à 280 millions de dollars. C'est une augmentation de 16 p. 100 en cinq ans, soit une augmentation moyenne de 3 p. 100 par année. C'est un commentaire. Mes questions sont les suivantes.

Mon collègue va poser des questions sur la minorité anglophone au Québec. En ce qui concerne l'Alberta, monsieur le ministre, est-ce que le gouvernement favorise le projet de loi 60 de l'Alberta ou s'il croit que le projet de loi 60 a été mauvais en termes des droits linguistiques de la minorité francophone en Alberta?

Deuxièmement, qu'est-ce que le gouvernement va faire pour détourner l'impact de ce projet de loi 60? Aucun accord n'a été signé jusqu'ici. Est-ce que les francophones n'auront aucun droit à l'Assemblée législative de l'Alberta ou à d'autres endroits?

Troisièmement, les représentants de l'Association canadienne-française de l'Alberta vous ont rencontré au mois d'août. Ils ont demandé que l'ACFA soit un partenaire dans l'élaboration d'une politique linguistique pour les minorités en Alberta et également qu'on crée un fonds de développement pour assurer la survie des Franco-Albertains.

Monsieur le ministre, votre ministère n'a pas vraiment consulté les Fransaskois avant d'arriver à un accord avec la Saskatchewan. Est-ce que c'est cela, votre intention? Est-ce que vous avez l'intention d'ouvrir la porte pour permettre aux Franco-Albertains de participer à l'élaboration de la politique? Quand est-ce qu'on va avoir une entente?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Parlons de la loi d'abord. Il est évident que nous sommes très déçus par cette loi et que nous ne l'approuvons pas. En termes polis, c'est tout ce que je peux dire. C'est une loi qui est insuffisante par rapport à ce que nous aurions espéré concernant la protection et la reconnaissance des droits des francophones en Alberta.

Qu'allons-nous faire? Nous devons négocier. Il n'y a pas d'autres façons positives et efficaces de trouver une solution de rechange à une loi qu'on aurait souhaitée plus généreuse. Alors nous allons négocier; nous avons

[Traduction]

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui.

M. Layton: Si j'ai bien compris, il s'agit d'un budget total de 20 millions de dollars, qui sera augmenté de 10 p. 100, ce qui signifie qu'il y aura environ 10 p. 100 pour chacun des participants.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Nous parlons donc d'environ deux millions de dollars et non pas des 200 ou des 400.

M. Layton: Non.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je reviendrai là-dessus plus tard.

Mr. Cassidy: Mr. Minister, I estimate the amount of money allocated over the past five years to education in the minority language and to promotion of the program at approximately \$240 million per year. Over the next five years, the amount could reach \$280 million. That is an increase of 16% over five years, in other words, an average annual increase of 3%. That is just a comment I wanted to make and I will now go on to my questions.

My colleague will be asking questions on the English-speaking minority in Quebec. As for Alberta, Mr. Minister, is the government in favour of Alberta's Bill 60 or does it believe that this bill will adversely affect the language rights of the French-speaking minority living in Alberta?

Secondly, what will the government do to counter the impact of Bill 60? No agreement has yet been signed. Will the situation be such that francophones will not have any rights in the Alberta Legislative Assembly or anywhere else?

Thirdly, representatives of l'Association canadienne-française de l'Alberta met with you in August. They asked that the ACFA take part in the drafting of a language policy for minority groups in Alberta and that a development fund be set up in order to ensure the survival of franco-Albertans.

Mr. Minister, your department did not really consult Franco-Saskatchewan before reaching an agreement with Saskatchewan. Is that your intention? Do you plan on opening the door in order to enable Franco-Albertans to participate in the drafting of a policy? When is there going to be an agreement?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): First of all, let us speak a little bit about the act itself. It is obvious that we are very disappointed by this act and that we do not approve of it. As I must be polite, that is all I can say. The act is insufficient given the hopes that we had had concerning the protection and recognition of the rights of francophones in Alberta.

As to what we will do, we will have to negotiate. There is no other positive and efficient way of finding an alternative to an act that we had hoped would have been more generous. We will therefore negotiate. As a matter

[Text]

d'ailleurs commencé à le faire. Nous voulons faire ce que nous avons fait en Saskatchewan, mais pas de la même façon, car nous devons respecter le caractère spécifique de la situation en Alberta. Nous voulons adopter une attitude de négociation positive, ferme, mais ouverte et constructive, ce qui a porté fruits dans le cas de la Saskatchewan.

• 1625

On a commencé les négociations il y a déjà plusieurs mois. Elles se déroulent actuellement. Elles ne sont pas aussi rapides qu'on l'aurait souhaité, mais elles concernent présentement les divers aspects des services en éducation. Il est très important, bien sûr, qu'on travaille de ce côté, puisque les francophones de l'Alberta considèrent que c'est un domaine extrêmement important.

Il est très intéressant de voir comment les modèles changent d'une province à l'autre quand on traite avec les minorités francophones. Il y en a pour qui c'est le bilinguisme dans les activités publiques, dans les services publics qui compte; il y en a d'autres pour qui ce sont les aspects linguistiques qui sont les plus importants: la reconnaissance par loi, la traduction de lois; il y en a d'autres pour qui c'est l'éducation. C'est le cas de l'Alberta notamment.

En Alberta, les francophones souhaitent vivement qu'on accentue la pression du côté des services français en éducation. Le gouvernement est désireux, lui aussi, que nous fassions porter l'essentiel des négociations sur les divers aspects de l'éducation. Nous n'allons pas nous arrêter à l'éducation, car nous voulons nous étendre à d'autres volets, mais pour le moment, on travaille à l'éducation dans les négociations.

Partenaire? Bien sûr, l'Association canadienne-française de l'Alberta ne peut pas être un partenaire à la table des négociations avec le gouvernement. Cependant, nous considérons qu'il faut informer les Franco-Albertains de ce que nous voulons faire et les consulter pour avoir leurs sentiments sur ce qui se passe. C'est d'ailleurs ce que nous faisons.

Vous avez fait allusion à ce qui s'est passé en Saskatchewan où, dites-vous, on n'a pas consulté les Fransaskois. Vous me permettez, en toute politesse et en toute modestie, de vous dire que c'est tout à fait le contraire. J'ai moi-même rencontré à quatre ou cinq reprises les représentants des organismes fransaskois. J'ai discuté et j'ai travaillé avec eux très étroitement. D'ailleurs, on s'est bien entendus avec eux. Je pense qu'on a établi des rapports personnels très ouverts et très féconds. Mon sous-ministre a rencontré au moins une douzaine de fois les représentants de l'association des Fransaskois. S'il y a un dossier qui peut être considéré comme un modèle de consultation par le gouvernement, c'est bien le dossier de la Saskatchewan. J'en suis très fier et je défie quiconque de prouver que cela a pu être mieux fait dans le passé. On a travaillé avec eux étroitement. On les voyait constamment. Bien sûr, on n'était pas assis à la

[Translation]

of fact, we have already begun this process. We want to do what we did in Saskatchewan while going about it slightly differently to take into account the specific differences which exist in Alberta. We want to adopt a positive negotiating stance that is firm yet open and constructive since such an approach has proved fruitful in Saskatchewan.

The negotiations were launched several months ago. They are ongoing. They are not progressing as fast as we might have wished, but we are now negotiating on the various aspects of education services. Efforts in this area are very important since francophones in Alberta consider education to be of critical importance.

We note with interest that negotiations with francophone minorities vary from province to province. Some of them attach greater importance to bilingualism in the public sector; others put the emphasis on linguistic affairs: recognition by law or translation of legislation; while others make education their priority. That is the case in Alberta, for instance.

In Alberta, francophones stress the importance of improving education services in French. The government itself has expressed the wish to that the negotiations be focused on various aspects of education. We intend to broaden the scope of the negotiations to include other areas, but for the present time, we are negotiating matters related to education.

Partner? Of course, the l'Association canadienne-française de l'Alberta cannot sit at the negotiating table with the government as a partner. We do believe, however, that franco-Albertans must be informed of our intentions and must be given the opportunity to express their feelings on what is being done. We do indeed give them this opportunity.

We have mentioned in passing your contention that we have not consulted the franco-Saskatchewanians. However, I contend, in all politeness and in all humility, that the opposite is true. I have myself met on four or five occasions with the representatives of franco-Saskatchewan organizations. I have consulted them and worked very closely with them. Indeed, we got along very well with them. I believe that we have established a very open and very fruitful relationship. My deputy minister has met with the representatives of the Franco-Saskatchewan Association at least a dozen times. If any consultation process can be taken as a model, those undertaken by the government with Saskatchewan surely can. I am very proud of our achievement and I challenge anyone to prove that any negotiations undertaken in the past were conducted better. We worked very closely with them. We met with them regularly. Of course, we were not sitting at

[Texte]

même table. Les résultats obtenus, évidemment, ne sont pas aussi merveilleux qu'on aurait pu l'espérer, car il n'y a jamais rien de parfait, mais on a fait des gains remarquables en Saskatchewan. C'est remarquable, ce qu'on a fait. On a encadré pour cinq ans les interventions du gouvernement en Saskatchewan, à la fois avec le gouvernement et avec les Fransaskois eux-mêmes, et on a obtenu, pour la première fois, un office gouvernemental en Saskatchewan qui va traiter des problèmes des francophones dans l'éducation et des problèmes de traduction. De plus, on a amorcé l'établissement d'un mécanisme de contrôle de l'éducation par les parents qui, comme vous le savez, est la grande question pour les francophones hors Québec.

M. Cassidy: Quand prévoyez-vous une entente en Alberta?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je ne peux pas vous répondre précisément parce qu'il y a encore des choses à faire. Cependant, je ne peux pas vous dire que c'est imminent. Ce n'est pas imminent.

M. Cassidy: Vous êtes au courant des frustrations des Fransaskois à cause du manque de consultation. . .

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Les Fransaskois?

M. Cassidy: . . . avant votre arrivée au ministère. Peut-être les choses sont-elles améliorées un peu, mais ce n'était pas mon impression. Mais la situation était certainement mauvaise avant votre arrivée. Pourriez-vous garantir une consultation intensive et régulière avec les Franco-Albertains dans le cours des négociations actuelles?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui.

M. Cassidy: Monsieur le ministre, j'ai une question sur TV-5. Vous dites que les services offerts aux francophones hors Québec sont beaucoup moins adéquats que les services disponibles pour les anglophones du Québec, surtout à cause du fait que nous vivons dans un continent de langue anglaise. Êtes-vous au courant du fait que TV-5 n'est pas disponible pour la grande majorité des minorités francophones hors Québec, sauf sur le service de câblodiffusion, par exemple dans l'Est, dans la région de la Capitale nationale? Et là les gens sont censés payer 5\$, 6\$, 7\$ ou 8\$ par mois pour des services qui comprennent entre autres TV-5. Chez moi, c'est ce qu'on doit payer. Pour mes commettants qui habitent à l'ouest de la rue Bank, ce n'est pas disponible du tout malgré l'existence d'un bon nombre de francophones ou même d'anglophones qui aimeraient avoir ce service.

Le premier ministre dit que TV-5, c'est excellent et qu'on va l'étendre partout. Est-ce que vous allez l'étendre partout à un prix très modique? Quand? Qu'est-ce qu'on peut attendre sur ce plan-là afin que ce service unique, un exemple de coopération dans la francophonie grâce à une initiative canadienne, soit disponible pour toute la population du pays, y compris les minorités francophones hors Québec?

[Traduction]

the same table. I admit that the results are not as wonderful as we might have hoped and although nothing is ever perfect, we have achieved remarkable progress in Saskatchewan. What we have done is remarkable. Over a five year period, we led the negotiations for the federal government, both with the Government of Saskatchewan and with the franco-Saskatchewanians and we obtained, for the first time ever, the creation of a government office in Saskatchewan which will deal with the problems that the francophones have in the areas of education and translation. Furthermore, we have laid the ground work for parental control over education which is, as you know, the question which interests most francophones outside Quebec.

Mr. Cassidy: When do you expect to conclude an agreement with Alberta?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I cannot give you a specific date because certain things still have to be done. I cannot tell you that it will be done shortly. It will not be.

Mr. Cassidy: You know how frustrated the franco-Saskatchewanians are by the lack of consultation. . .

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): The franco-Saskatchewanians?

Mr. Cassidy: . . . before your arrival in the department. Maybe things have improved somewhat, but that is not the impression I get. But, things were definitely bad before your arrival. Can you assure us that during the present negotiations, franco-Albertans will be consulted regularly and intensively?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes.

Mr. Cassidy: Mr. Minister, I have a question about TV-5. You have said that services offered to francophones outside Quebec are far less adequate than those services available to anglophones in the Province of Quebec, a situation which is largely due to the fact that we live on an English-speaking continent. Are you aware of the fact that the vast majority of francophone minorities outside Quebec, namely in the east and in the national capital region, cannot tune in to TV-5, except if they subscribe to the cable service? And even those have to pay subscription fees of \$5, \$6, \$7 or \$8 a month for services which include, among others, TV-5. In my area, that is what we have to pay. The voters in my riding who live west of Bank Street have no access to this service although many francophones and even anglophones would like to have this service.

The Prime Minister has said that TV-5 is an excellent service which will be made available everywhere. Will you make the service available everywhere at a very reasonable price? When? When can we expect this unique service, this Canadian initiative, which is an example of co-operation in the French-speaking world, to be available to all Canadians, including the French minority outside Quebec?

[Text]

• 1630

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Le succès de TV-5 sera jugé à deux critères. Premier critère: est-ce que c'est intéressant, à TV-5? Cela ne dépend pas de nous; cela dépend des producteurs, etc. Je pense qu'on peut espérer que ce sera le cas. Deuxième critère: est-ce que TV-5 sera diffusé partout au Canada? Si TV-5 reste au Québec, c'est un échec lamentable. Ce n'est pas pour cela que TV-5 a été conçu. J'ai participé étroitement à la naissance et à la définition du projet. TV-5 a été perçu comme un lien international et interprovincial de la francophonie au Canada. TV-5 se veut le symbole de la francophonie nouvelle, de la francophonie qui ne fait pas de discours, qui ne fait pas de lyrisme, qui ne fait pas pleurer le monde, mais qui réalise des choses et qui permet aux gens de se retrouver dans un contexte de communications moderne. TV-5, c'est le drapeau de la francophonie nouvelle.

Si TV-5 devait être enfermé dans un ghetto québécois, devait être emmuré à l'intérieur du Québec et ne pas être diffusé largement à tous les Canadiens, ce serait un très grave échec. Cet échec ne se produira pas.

M. Cassidy: Mais qu'est-ce que vous allez faire pour vous assurer que TV-5...?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Eh bien, il y a deux moyens. Le premier moyen, la première ligne, c'est une négociation avec les câblodistributeurs. On ne peut pas garantir que tous les usagers canadiens pourront capter TV-5 à un prix exactement égal. Il faut cependant que les prix ne soient pas prohibitifs, respectent les moyens des gens et permettent à la famille canadienne normale de s'y abonner sans problème.

Si on pouvait s'entendre avec les câblodistributeurs—c'est la première solution et elle est déjà en marche au moment où on se parle—, on pourrait arriver à un résultat satisfaisant. Des discussions intensives ont été amorcées avec les câblodistributeurs et avec le CRTC, et on essaie de définir des grilles de tarif et des moyens techniques qui vont supprimer les codes et qui vont permettre à tous les usagers canadiens de recevoir TV-5.

Si on ne s'entend pas avec les câblodistributeurs—et moi j'écarte à peu près cette possibilité parce qu'on nous dit que les négociations vont très, très bien—, à ce moment-là, il y aura encore deux moyens, mais d'ordre coercitif. D'abord, le CRCT lui-même, de par ses propres pouvoirs, pourrait émettre une décision contraignant les câblodistributeurs à inclure TV-5 dans leur programmation de base. Et si le CRTC ne voulait pas le faire lui-même, en vertu de la nouvelle Loi sur la radiodiffusion—c'est un des mérites qu'il faut lui reconnaître—le le gouvernement aurait la possibilité d'émettre une directive qui ferait en sorte que le CRTC devrait exiger l'inclusion de TV-5 dans la programmation de base.

Nous, les Canadiens, à notre manière, on n'aime pas beaucoup les choses coercitives. Quand il faut le faire, on le fait. On le fera s'il le faut dans ce cas-là. Mais nous

[Translation]

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Two criteria will be used to judge the success of TV-5. The first criterion: Will the programs shown by TV-5 be interesting. This is not up to us, but up to the producers, among others. I believe they probably will. Second criterion: Will TV-5 broadcast throughout Canada? If it is confined to Quebec only, it will be a dismal failure. This was not the purpose for which TV-5 was set up. I have been close to the project right from the start. TV-5 was meant to be an international and inter-provincial link between francophones. TV-5 wants to become the symbol of the new francophonie, which is not just a series of speeches lyrical sentiments or tearful emotions, but offers programs that allow people to identify with this new world of modern communications. TV-5 is the flagship of the new francophonie.

Were TV-5 to be locked into a Quebec ghetto, walled in within the province rather than being widely available to all Canadians, the result would be a dismal failure. There will be no failure.

Mr. Cassidy: How are you going to make sure that TV-5...?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): There are two ways to go about it. The first way is to negotiate with the cable companies. We cannot be sure that all Canadians will have access to TV-5 programs at exactly the same price. However, the rate should not be prohibitive, but take into account people's means and be reasonable for the average Canadian family.

If we could agree with the cable companies—this is the first solution and it is already being implemented—we could come to a satisfactory result. Intensive discussions have been launched with the cable companies and with the CRTC, and we are trying to establish the rates and the technical means that will do away with the codes so that all Canadian users will have access to TV-5.

If we do not come to an agreement with the cable companies, a conclusion which I reject almost outright because we have been told that negotiations are going very, very well. Then we have two other means, both of which imply imposing solutions. First of all, the CRTC itself can oblige all cable companies to include TV-5 programs in their basic programming. If the CRTC was not willing to act, under the new Broadcasting Act the government itself would be able to direct the CRTC to demand inclusion of TV-5 in the basic programming. This is one of the advantages of the new legislation.

Canadians are usually reluctant to impose solutions, but when they are needed, we have to do so. And we would do so in that case. However, we would prefer to

[Texte]

préférons passer par la voie de la négociation qui est plus rapide, qui est plus efficace et qui, à long terme, est meilleure dans la perception d'un message de la francophonie. Je n'aimerais pas que la francophonie soit...

M. Cassidy: Pouvez-vous nous assurer que dans les négociations, l'objectif...

Mr. Allmand: Minister, I want to welcome you here today.

Recently you met with certain Quebec anglophone groups in Sutton, Quebec, to discuss their problems. This was done without any advance notice or publicity. When you were asked by Jennifer Robinson of *The Gazette* why you did it that way, your answer was "Among other things, this kind of meeting was a delicate and no-win situation". I would like to know why you would consider it a "delicate and no-win situation" to meet with Quebec anglophones to discuss their needs as a community.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I never said that to meet Quebec anglophones was a delicate and no-win situation. I never said that and I never thought it. I think the contrary. I had a very nice time.

• 1635

Mr. Allmand: That is good. If you did not say it, I will not spend any more time on it.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I wanted to meet Quebec francophones in an informal atmosphere where we could talk frankly and where I could understand them. I wanted to understand them. I wanted to listen to them. I wanted them to speak freely. I was ready to spend hours with them. So they invited me to the fair. It was a magnificent fair. I met with the crowd. I shook hands with a lot of people. We did not talk about the election, we just talked about our problems: we are francophones, anglophones.

Then we had a supposedly closed meeting where they spoke freely and I spoke freely. That was all. But someone had introduced a newspaper man there. We did not know he was there, but he was there, listening. Then I said to Jennifer Robinson that it was a no-win situation. I try to be frank, I try to be open, I try to be constructive, and then I have this press: Bouchard is hiding, the anglophones are untouchables. That is not the case. I said it was a no-win situation because you cannot win when you speak publicly about languages. That is what I said. And I am sure I will not win tomorrow either.

Mr. Allmand: I will move on to my next question. I would like to know whether you believe in assisting Quebec anglophones, financially and otherwise, you are threatening the survival of French in Quebec. To put it

[Traduction]

negotiate a solution, which is the fastest, the most efficient way, and which in the long run, is a better way of getting the message of francophones across. I would be reluctant to see the French-speaking community become...

Mr. Cassidy: Can you guarantee to us that the purpose of the negotiations...

M. Allmand: Monsieur le ministre, je vous souhaite la bienvenue aujourd'hui.

Vous avez rencontré récemment des groupes anglophones du Québec à Sutton, pour discuter de leurs problèmes. Il n'y a eu pour cela ni préavis ni publicité. Lorsque Jennifer Robinson de la *Gazette* vous a demandé pourquoi vous aviez procédé ainsi, vous avez répondu «Parmi bien d'autres raisons, parce qu'il s'agit là d'un sujet délicat et personne n'a rien à y gagner». J'aimerais savoir ce que vous entendez par cette expression lorsque vous parlez d'une rencontre avec des anglophones du Québec pour discuter des besoins de leurs collectivités.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je n'ai jamais dit que rencontrer les anglophones était un sujet délicat où personne n'avait rien à gagner. Je ne l'ai pas dit et je ne le pense pas. Tout au contraire. La réunion a été très agréable.

M. Allmand: Bien. Si vous ne l'avez pas dit... Je ne passerai plus de temps à discuter de cette question.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je voulais rencontrer les francophones du Québec dans une atmosphère détendue, où nous pourrions parler librement et où je pourrais les comprendre. Je voulais les comprendre, je voulais les écouter, je voulais parler avec eux librement et j'étais prêt à passer des heures avec eux. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils m'ont invité à une foire, qui était d'ailleurs exceptionnelle. J'ai pris un véritable bain de foule, j'ai serré la main à pas mal de gens. Nous n'avons pas parlé de l'élection, nous n'avons parlé que de nos problèmes, des deux communautés, francophone et anglophone.

Par la suite, il y a eu une réunion qui devait être tenue à huis clos et où ils ont parlé librement, et moi aussi. Rien de plus. Cependant, un journaliste a été introduit dans la pièce. Nous n'étions pas au courant de sa présence, mais il était là pour tout entendre. J'ai dit à Jennifer Robinson qu'il s'agissait d'une situation où personne ne pouvait gagner. Ce journaliste est ensuite allé dire que M. Bouchard se cache, que les anglophones sont intouchables. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. J'ai dit que c'était une situation où l'on ne pouvait gagner, parce qu'il est impossible de gagner lorsque l'on parle publiquement d'une politique linguistique. C'est bien ce que j'ai dit. Et je suis sûr que je ne gagnerai pas demain non plus.

M. Allmand: Je passerai maintenant à la question suivante: croyez-vous qu'en aidant les anglophones du Québec financièrement et autrement, vous mettez en péril la survie du français au Québec? Pour parler plus

[Text]

more concretely, Bill C-72 says that the Government of Canada is committed to enhancing the vitality of the English minority community in Canada; which means the anglophone community in Quebec. Do you think by helping the English-speaking community in Quebec or fulfilling the requirements of paragraph 40.(a) you are consequently threatening the survival of French in Quebec?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): No, I believe the contrary. I believe strongly it is possible to reconcile the objective of the Quebec government of promoting the French language as the majority language and at the same time the objective of respecting and promoting the minority of anglophones.

Mr. Allmand: Good. We will be watching closely. I like your answer.

Also, do you consider the assistance contemplated under this bill, the paragraph I just quoted... that it is the commitment of the Government of Canada to enhance the vitality of the English community in Quebec? Do you consider that obligation as being in contradiction with Bill C-101?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I do not believe so.

Mr. Allmand: That is good too.

There was some talk about whether the funding you have could be used to help become bilingual such service centres as a centre for battered women? And I have several in my own constituency in Montreal. In some parts of Montreal they have more anglophone clients than francophone, especially in Notre-Dame-de-Grâce. They have both languages. It was suggested that helping these centres for battered women should not be done by the federal government under this bill, under your fund, because this is contrary to the provisions of Bill C-101. What is your response to that? Are you ready to assist social service institutions, some of them private, non-profit corporations? Are you ready to assist them with your money where it is appropriate to do so, where they are needy, in order that they can serve the population in English and in French?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes, we are—and without any reference to language. We do not have to refer to language, because we have a program for women in my department, \$13 million a year, and we use it for that kind of purpose. We are quite open to look favourably at your requests, if you have any.

Mr. Allmand: In answering Mr. Layton's question you said there was a considerable difference between the anglophone minority community in Quebec and the francophone minority community outside of Quebec; and I agree with you. The anglophone community in Quebec does have its own institutions. Some of them are very strong; and by the way, for the most part, historically we built them ourselves: St. Mary's Hospital, the Jewish General Hospital, McGill University, Concordia University.

[Translation]

concrètement, le projet de loi C-72 prévoit que le gouvernement du Canada s'engage à favoriser l'épanouissement de la minorité anglophone du Canada, ce qui signifie la communauté anglophone du Québec. Croyez-vous qu'en aidant cette communauté au Québec, c'est-à-dire en appliquant les dispositions de l'article 40 de la loi, vous mettez en péril inévitablement la survie du français dans cette province?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Bien au contraire. Je suis convaincu qu'il est possible de concilier l'objectif que vise le gouvernement du Québec, qui est de promouvoir la langue française comme langue majoritaire dans cette province, et celui de respecter et de faire valoir les droits de la minorité anglophone.

M. Allmand: Bien. Nous surveillerons la situation de près. J'aime votre réponse.

Estimez-vous que l'aide prévue dans le cadre du projet de loi et destinée à favoriser l'épanouissement de la communauté anglophone du Québec va à l'encontre de la Loi 101?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je ne le crois pas.

M. Allmand: Très bien sur ce tableau également.

On s'est demandé si les fonds de votre ministère pouvaient être utilisés pour aider des centres, comme ceux, notamment, pour les femmes battues, à devenir bilingues. J'ai plusieurs centres de ce genre dans ma circonscription, à Montréal. Dans certains quartiers de Montréal, il y a plus d'anglophones que de francophones; c'est le cas notamment à Notre-Dame-de-Grâce. En fait, les deux langues sont parlées dans cette circonscription. On a dit qu'il ne faudrait pas utiliser les fonds qui seraient dégagés à la suite de l'adoption de ce projet de loi pour les centres pour les femmes battues, car cela irait à l'encontre des dispositions de la Loi 101. Qu'en pensez-vous? Êtes-vous prêts à aider les organismes sociaux, dont certains sont privés et sans but lucratif? Êtes-vous prêts à les aider financièrement, si nécessaire, pour qu'ils puissent desservir comme il se doit la population en anglais et en français?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Certainement, et sans aucune considération de langue. En effet, notre ministère a un programme pour la femme et 13 millions de dollars à sa disposition pour ce genre d'activité. Nous serions tout à fait disposés à envisager favorablement vos demandes, si vous en avez en ce sens.

M. Allmand: En réponse à la question de M. Layton, vous avez dit qu'il y avait une différence importante entre la minorité anglophone du Québec et les minorités francophones à l'extérieur du Québec. Je suis d'accord avec vous. La communauté anglophone du Québec dispose de ses propres institutions, dont certaines sont très solides. En fait, nous les avons construites nous-mêmes, ces institutions, au cours des temps; je pense à l'hôpital St. Mary's, au Jewish General Hospital, à l'université McGill et à l'université Concordia.

[Texte]

• 1640

There are differences, but there are also problems in both communities. Although the francophones do not have the same kind and as good institutions outside Quebec, on the other hand I do not know anywhere in Canada where the francophone minority is not allowed to put up signs in their own language or where there was an attempt to take away rights that existed in provincial legislatures and courts. Fortunately, the Supreme Court of Canada struck down those provisions of Bill 101.

The Quebec anglophones have their institutions, but they are threatened, seriously threatened, because large numbers of our young people are going to Toronto because they feel that threat. I would hope you would understand that although we have institutions, we are threatened by certain individuals in Quebec who want to take away our longstanding rights, and in that respect we also need assistance. The communities that Mr. Layton referred to in the Gaspé, in the Eastern Townships, in the Abitibi, and so on, need the help of both the Quebec government and the federal government. I hope you appreciate that.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): You are right. I recognize that the anglophones in Quebec need the assistance of the federal government, and I am quite ready to fulfil this obligation. For example, the alliance is receiving subsidies from my department. I try to understand the problems of the alliance, and I am meeting Mr. Royal Orr after the meeting to discuss funding.

On your reference to Bill 101, I would not like to comment on that now because it is before the Supreme Court. We are awaiting the judgment of the court, and we will see then.

Mr. Allmand: For some of the questions I put to you, Mr. Rémillard gave different answers. He said he thought certain clauses of Bill C-72 were in contradiction with Bill 101. He also said he felt that using the words of the language to help the vitality of the English language in the community of Quebec would threaten the French-speaking community. I do not think it does. I think you can help one without hurting the other.

I want to know this. Will there be different rules in concluding funding arrangements with Quebec? Will those rules be any different from those with New Brunswick, Saskatchewan, Alberta, Ontario? You said that you will consult with Quebec, but they will have no veto. Is the approach in concluding these funding arrangements with Quebec any different from what it is with the other provinces?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is delicate because we do not have any framework agreement with any

[Traduction]

Il y a des différences et des problèmes dans les deux communautés. Si les francophones n'ont pas des institutions du même genre et aussi bonnes à l'extérieur du Québec, je ne connais aucun endroit au Canada où la minorité francophone ne pourrait afficher des panneaux dans sa propre langue; je ne connais aucun autre exemple d'une province qui voudrait supprimer des droits reconnus par les parlements et les tribunaux provinciaux. Heureusement, à la suite de la décision de la Cour suprême, les dispositions de la Loi 101 abolissant de tels droits ont été renversées.

Les anglophones du Québec ont leurs propres institutions, mais ils se sentent menacés, menacés sérieusement, parce que bon nombre de nos jeunes, qui se sentent menacés, eux aussi, s'en vont à Toronto. J'aimerais que vous compreniez ceci: même si nous avons des institutions, nous sommes menacés par certaines personnes qui voudraient abolir les droits dont nous jouissons depuis longtemps. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'aide également. Les collectivités dont parlait M. Layton et qui se trouvent en Gaspésie, en Estrie ou en Abitibi, etc., ont besoin à la fois de l'aide du gouvernement québécois et de celle du gouvernement fédéral. J'espère que vous comprenez la situation.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Vous avez raison. Je reconnais que les anglophones du Québec ont besoin de l'aide du gouvernement fédéral, et je suis tout à fait prêt à remplir mes obligations à cet égard. C'est ainsi que l'alliance reçoit des subventions de mon ministère. J'essaie de comprendre ses problèmes et je rencontrerai M. Royal Orr après la réunion pour discuter de financement.

Vous avez parlé de la Loi 101, et je n'aimerais pas faire de commentaires à ce sujet, puisque la question est pendante devant la Cour suprême. Nous devons attendre la décision de celle-ci.

M. Allmand: M. Rémillard, à qui je posais certaines des questions que je vous ai posées, m'a donné des réponses différentes. Il a dit que d'après lui, certains articles du projet de loi C-72 allaient à l'encontre de la Loi 101. Il a dit également que se servir de dispositions en matière de langue pour aider la communauté anglophone du Québec pourrait représenter une menace pour la communauté francophone. Personnellement, je ne le crois pas. Je crois que l'on peut aider une communauté sans faire de tort à l'autre.

Pourriez-vous me dire si l'on s'en tiendra à des règles différentes pour la conclusion d'ententes de financement avec le Québec par rapport au Nouveau-Brunswick, à la Saskatchewan, à l'Ontario et à l'Alberta? Vous avez dit que vous consulterez le Québec, mais qu'il n'aura pas de veto. La conclusion de ces ententes se fera-t-elle dans un même esprit pour le Québec et les autres provinces?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Il est difficile de répondre à cette question, étant donné que nous n'avons

[Text]

provincial government outside Quebec. We do not have any in Quebec either.

The intention of this negotiation, the objectivity of the negotiation, is not to set up different rules for the allocation of funds. It is to put a framework around what we will do. For example, many people in Quebec, as you know, are apprehensive about the effect of the new law, about what will happen to the francophone majority in Quebec. They think the federal government will all of a sudden devote a billion dollars to *angliciser le Québec*. You read that in the papers.

Mr. Allmand: It would be nice to spend a billion dollars, but not to anglicize Quebec.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is completely untrue, as you know, because the only amount devoted to promotion is taken out of the \$20-million program. In Quebec it is only about \$2 million for the alliance, for example. They thought the intention of the federal government under the new law was perhaps to impinge upon *le milieu de travail*, for example, and to oblige francophones working in the aluminum plant in Arvida in my region to speak English. That is not the purpose. Nobody wants that in Quebec.

• 1645

If we negotiate with Quebec, it is only to confirm that what we intend to do is promote the translation of international seminars, for example. We saw unions setting up international seminars on different topics, and as everything was said in French, and since they had guests from all over the world, some people did not understand, so they asked for translation. They asked for money, and we provided money for that.

We intend to go on. We do not intend to threaten Quebec's majority, not at all. Nobody here wants to do that.

Mr. Allmand: Nor do I, so I will ask one last question. Last year Ottawa spent 10 times as much money with respect to the French minorities outside of Quebec as they did on the anglophone minority in Quebec with respect to the associations.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Promotion.

Mr. Allmand: Yes, promotion. Even if you consider that Quebec is ahead in institutions, it seems to me that the 10:1 ratio is not fair, and I said that when the Liberals were in power. As a Liberal, I was critical of that and asked them to change it.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): They resisted.

[Translation]

pas d'ententes cadres avec aucun gouvernement provincial à l'extérieur du Québec. En fait, nous n'en avons pas avec le Québec non plus.

L'objectif de la négociation n'est pas d'établir des règles différentes pour la répartition des fonds, mais bien d'établir un cadre à l'intérieur duquel nous pourrions travailler. Comme vous le savez, beaucoup de gens au Québec ont peur des répercussions que pourrait avoir la nouvelle loi et de ce qui se passera pour la majorité francophone au Québec. Ils pensent que le gouvernement fédéral consacrera tout à coup un milliard de dollars pour *anglicize Quebec*. C'est ce qu'on lit dans les journaux.

M. Allmand: Ce serait fantastique de pouvoir dépenser un milliard de dollars, mais pas pour angliciser le Québec.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Et cela est complètement faux, comme vous le savez, puisque le seul montant prévu pour la promotion émerge au budget du programme de 20 millions de dollars. Au Québec, ce n'est qu'environ deux millions de dollars pour l'alliance, par exemple. Ils croyaient que l'intention du gouvernement fédéral en vertu de la nouvelle loi était peut-être d'empiéter sur le milieu de travail, par exemple, et d'obliger les francophones qui travaillent à l'aluminerie d'Arvida, dans ma région, à parler anglais. Ce n'est pas le but. Personne ne veut une telle chose au Québec.

Si nous négocions avec le Québec, ce n'est que pour confirmer que nous avons l'intention de promouvoir par exemple la traduction lors de colloques internationaux. Certains syndicats ont organisé des colloques internationaux sur différents sujets, et tout se passait en français. Étant donné que les participants provenaient des quatre coins du monde, certaines personnes ne comprenaient pas, de sorte qu'elles ont demandé la traduction. Elles ont demandé de l'argent, et nous avons prévu des fonds à cet effet.

Nous avons l'intention de continuer. Nous n'avons pas l'intention de menacer la majorité au Québec, loin de là. Personne ne veut faire une telle chose chez nous.

M. Allmand: Ce n'est pas ce que je veux non plus. Je vais vous poser une dernière question. L'an dernier le gouvernement fédéral a consacré dix fois plus d'argent aux minorités francophones hors Québec qu'il n'en a consacré aux minorités anglophones au Québec pour ce qui est des associations.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Promotion.

M. Allmand: Oui, pour la promotion. Même si l'on considère que le Québec est en avance par rapport aux institutions, il me semble que le rapport de dix à un n'est pas juste, et je l'ai dit lorsque les Libéraux étaient au pouvoir. En tant que Libéral, j'ai formulé des critiques à cet égard et je leur ai demandé de corriger la situation.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Ils ont résisté.

[Texte]

Mr. Allmand: I do not know. Some years I would get a little further and then there would be some slippage. It would depend on the personality of the minister, I must tell you. Some were more sympathetic than others.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): In some years you went down to 6%.

Mr. Allmand: That is right.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): You were weak in those years.

Mr. Allmand: No, I was not weak; the ministers were not as responsive. We had some ministers who were more sensitive than others, and I am appealing to you to be sensitive on this because it is not fair and we are losing a lot of our population.

The graduating classes at McGill and Concordia Universities—I am not talking about the ones out of the province—the young people whose parents grew up in Quebec are leaving, because the perception is that they will not be treated fairly in Quebec, even though they are bilingual.

Senator Guay: Send them to Manitoba then.

Mr. Allmand: This is a serious question. I would hope that no matter what party is in power, some consideration will be given to redressing that ratio, which I consider to be unfair.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Did you consider the dispersion factor outside Quebec?

Mr. Allmand: Yes.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): The level of services or the development of communities? There must be some fairness in the historical balance struck between the amounts given to the francophones outside Quebec and the anglophones in Quebec. Even in a new government there must be something.

Mr. Allmand: Mr. Bouchard, I accept that there cannot be exactly pro rata division of moneys, but I think 10:1 is excessively imbalanced. It could be imbalanced with respect to population but not by the same measure. I agree with what you say. There has to be some consideration of those things, but not to that extent.

Le sénateur David: Monsieur le ministre, permettez-moi tout d'abord de vous dire très franchement à quel point j'admire votre franchise, votre transparence et votre compétence. Je le dis d'une façon très humble parce que j'assiste à ce comité depuis longtemps; j'ai écouté de nombreux ministres, de nombreux plaidoyers et, très souvent, on navigue autour de la question sans y répondre. J'ai l'impression que vous prenez les questions telles qu'elles sont et vous y répondez avec énormément de franchise. À tel point que plusieurs vous ont dit que vous étiez nouveau et que vous ne pouviez pas tout savoir;

[Traduction]

M. Allmand: Je ne sais pas. Certaines années, j'arrivais à faire des progrès puis il y avait un certain ralentissement. Cela dépend de la personnalité du ministre, je dois vous dire. Certains étaient plus compréhensifs que d'autres à cet égard.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Certaines années, vous êtes tombés à 6 p. 100.

M. Allmand: C'est exact.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Vous étiez faible pendant ces années.

M. Allmand: Non, je n'étais pas faible; les ministres ne réagissaient pas aussi bien. Certains ministres étaient plus sensibilisés à la question que d'autres, et je vous demande d'être sensible à la situation parce qu'elle n'est pas juste et que nous perdons une grande partie de notre population.

Les classes de diplômés de l'Université McGill et de l'Université Concordia—je ne parle pas des universités à l'extérieur de la province—, ces jeunes gens dont les parents ont grandi au Québec quittent le Québec, parce qu'ils ont l'impression qu'ils ne seront pas traités de façon équitable au Québec, même s'ils sont bilingues.

Le sénateur Guay: Alors envoyez-les au Manitoba.

M. Allmand: C'est un problème grave. J'ose espérer que peu importe le parti au pouvoir, il tentera de corriger la situation, car elle est à mon avis injuste.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Avez-vous tenu compte du facteur de dispersion à l'extérieur du Québec?

M. Allmand: Oui.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): le niveau des services ou le développement des communautés? Il doit y avoir une certaine équité dans l'équilibre historique établi entre les sommes accordées aux francophones hors Québec et aux anglophones au Québec. Même dans le cas d'un nouveau gouvernement, il doit y avoir quelque chose.

M. Allmand: Monsieur Bouchard, je conviens qu'il ne peut y avoir un partage des fonds exactement au prorata, mais je pense qu'une proportion de 10 pour 1 traduit un déséquilibre excessif. Il pourrait y avoir un déséquilibre en ce qui concerne la population, mais pas un déséquilibre aussi important. Je suis d'accord avec ce que vous dites. On doit tenir compte de ces choses, mais pas dans cette mesure.

Senator David: Mr. Minister, let me first tell you quite frankly that I really admire you for your honesty, your openness and your competence. I am saying this very humbly because I have sat on this committee for a long time. I have heard many Ministers, many pleas, and very often, they just beat around the bush without answering the question, but I think you answer the questions that are asked, and you answer them very honestly. Several people told you that you were new and that you could not know it all; but I think that you already know a lot of things concerning your department.

[Text]

pour moi j'ai déjà l'impression que vous savez beaucoup de choses sur votre ministère.

La deuxième observation que j'aimerais faire, c'est que je suis vraiment surpris de la tournure du débat qui semble beaucoup plus être une critique vis-à-vis la crainte des anglophones au Québec que des problèmes des francophones hors Québec.

• 1650

Je pense que, avec beaucoup de sagesse, vous avez dit qu'il faut rester amis, mais considérer, d'un autre côté, des problèmes différents. Et quand je vois, par exemple, qu'on va avoir le même pourcentage qu'on aurait ailleurs pour des problèmes différents, je me dis bien qu'on pourrait également parler d'un manque de jugement à un moment en disant qu'on ne traite pas du même problème de la même façon comme on ne traite pas toutes les maladies de la même façon.

Et là, je ne comprends pas—et j'aimerais bien que mes collègues de langue anglaise qui habitent le Québec me l'expliquent—cette espèce de panique qui semble y avoir actuellement, qui ne résulte pas, à mon avis, de la Loi 72, mais qui résulte de bien d'autres facteurs qui ont précédé 1984 et qui ne semble pas, à mon avis, le moindre compromis pour la minorité anglophone du Québec, qui est déjà une minorité très importante et qui se défend très bien.

J'avoue que je perçois aujourd'hui, peut-être pour la première fois ici autour de cette table, une espèce d'impatience ou de crainte qui parle de départ parce que on craint d'être persécuté ou de perdre des bénéfices, ou de perdre des privilèges ou l'amitié des francophones du Québec. Et j'avoue que cette situation me laisse—et je ne sais pas si vous l'avez perçue comme moi—un petit peu surpris.

Parce que je pense que le problème se pose. Il y a des problèmes pour nos anglophones au Québec, mais ils sont drôlement et franchement beaucoup plus doux que les problèmes qui se posent pour nos francophones hors Québec. Et j'allais, avant de faire cette longue introduction, je m'en excuse, vous poser justement des questions qui n'ont pas affaire au Québec. Et dans une correspondance que vous avez eue avec M. Rémillard, vous cherchez à trouver une solution d'aide Québec-Ottawa vis-à-vis les minorités francophones hors Québec.

Voilà quelque chose qui me semble extrêmement positive. J'ignore le contenu de ce que vous cherchez à faire. Mais je pense que le Québec doit s'associer, à mon avis en tout cas, au gouvernement fédéral pour faire une promotion beaucoup plus intense, beaucoup plus large, je dirais beaucoup plus généreuse pour la francophonie hors Québec.

Cela serait ma première question. J'aimerais avoir quelques renseignements sur ce point parce que je trouve que c'est une initiative qui me semble, en tout cas, extrêmement intéressante. Et une deuxième question—et c'est une faute de compétence de ma part—c'est quand

[Translation]

The second comment I would like to make is that the way the debate is developing really amazes me, because it seems to be more critical of the fear of anglophones in Quebec rather than the problems of francophones outside Quebec.

I think that, as you put it very wisely, we must stay friends but also recognize that the problems are different. I see, for instance, that the same percentage will apply despite a difference in problems and this leads me to think that this is also an instance of a lack of judgment since the same problem does not receive the same treatment, as is done with a disease.

Now, I cannot understand—and I wish my English-speaking colleagues from Quebec would explain the current panic to me, so to speak, caused not, in my view, by Bill 72 but by many other factors going back to before 1984 that have not, I think, jeopardized the Quebec English-speaking minority, a very sizeable one quite capable of defending itself.

Today, maybe for the first time around this table, I sense a sort of impatience or fear with this talk of leaving for fear of being persecuted or losing benefits or privileges or the friendship of Quebec francophones. I must say I am somewhat surprised by this; I wonder if you have sensed it too.

I do think there is a problem. Quebec anglophones do have problems, but they are a heck of a lot less acute than those of francophones outside of Quebec. I apologize for this long introduction. I wanted to ask you questions not related to Quebec. In a letter to Mr. Rémillard, you were seeking a way for Quebec City and Ottawa to provide help to francophone minorities outside Quebec.

This seems very positive to me. I do not know the exact nature of your initiative, but I believe that Quebec must become a partner with the federal government to promote the interests of francophones outside Quebec much more actively, widely and generously.

That is my first question. I would like to have some information on this because this initiative seems to me quite interesting. Because of my lack of knowledge, I also have a question having to do with the large sums of money allotted to minority education programs.

[Texte]

vous parlez de programmes d'éducation qui représentent de gros montants qui sont versés pour les minorités.

En ce qui concerne le Québec, vous semblez dire que les sommes sont versées directement au gouvernement du Québec. Mais vous devez quand même savoir, tout au moins approximativement, ce que le Québec dépense et où il dépense cet argent que vous lui donnez. Est-ce pour l'éducation primaire, secondaire, tertiaire, universitaire ou post-universitaire? J'aimerais avoir quelques précisions sur ces montants d'aide à l'éducation que vous versez.

Et je me limiterai, là, à mes questions. Je ne pense pas avoir dépassé mon temps, madame la présidente. Elle n'a même pas remarqué que j'avais donné le bon exemple.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le sénateur, je souscris totalement avec vous à cette idée que le gouvernement du Québec ne peut pas se désintéresser de ce qui arrive aux francophones hors Québec et qu'au contraire, il faut souhaiter que le gouvernement du Québec s'engage de plus en plus dans des programmes conjoints ou séparés mais qu'il serait mieux de le faire conjointement avec le gouvernement fédéral pour venir en aide aux francophones hors Québec.

Nous trouvons une oreille très favorable à Québec à ce point de vue. J'en ai discuté avec M. Ryan, nous en parlons avec M. Rémillard. M. Rémillard a accepté formellement d'ouvrir une négociation à ce sujet. Dans l'entente qu'on veut signer il y a un aspect—soit entente auxiliaire ou un volet d'entente principale—qui traitera d'une aide qui émanerait du gouvernement du Québec et qui pourrait s'intégrer dans un programme conjoint au bénéfice des francophones hors Québec.

Les francophones du Québec feraient une erreur tragique s'ils devaient penser que le sort de la francophonie au Canada ne se joue qu'au Québec. Il se joue partout où il y a un francophone qui veut vivre comme un francophone au Canada. Je pense que c'est reconnu par le gouvernement et j'ai espérance qu'on puisse déboucher sur quelque chose d'extrêmement intéressant à ce point de vue.

• 1655

Deuxièmement, comment l'argent que le gouvernement fédéral verse aux gouvernements provinciaux en matière d'éducation est-il utilisé? Nous savons de quelle façon les fonds sont affectés. Nous n'avons pas les détails, bien sûr. Ce n'est pas nous, par exemple, qui définissons les programmes d'éducation, les cours, le cursus, etc. Mais nous savons si c'est au niveau primaire, secondaire, postsecondaire. Nous le savons. Et je vais demander à M. Fournier de vous envoyer une copie de l'entente Ottawa-Québec qui ventile très précisément ce genre d'attribution.

Le sénateur David: Mais si je comprends bien, il s'agit d'un programme d'éducation pour les minorités?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui, de la minorité anglophone.

[Traduction]

You seem to say that, in the case of Quebec, this contribution is given directly to the government. Still, you must have at least a rough idea of Quebec's spending and where the money goes that you give it. Does it go to primary, secondary, graduate or post-graduate education? I would like to have some detailed information on your education support contributions.

I will leave it at that. I do not think I have gone over my time, Madam Chairman. She did not even notice that I was setting a good example.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Senator, I fully agree with you that the Government of Quebec cannot lose interest in francophones outside the province and that the Government of Quebec will hopefully become more and more involved in joint or separate programs but that a better approach would be to join with the federal government to help francophones outside Quebec.

Quebec City takes a very positive view of this idea. I discussed it with Mr. Ryan and we are holding talks with Mr. Rémillard. Mr. Rémillard has formally accepted open negotiations on the subject. In the agreement we contemplate, a portion—either a subsidiary agreement or a part of a main agreement—will deal with support coming from the Quebec government that would form part of a joint program for the benefit of francophones outside Quebec.

Quebec francophones would make a tragic mistake if they took the view that the fate of the French fact in Canada will be decided only in Quebec. It is being decided wherever there is a francophone who wants to live as such in Canada. It is recognized by the government and I hope that we will come up with something extremely interesting in this regard.

Secondly, how is the funding given by the federal government to the provincial governments for the purposes of education used? We do know how the funding is distributed but we do not have the details. It is not up to us to determine the contents of courses, the curricula, for instance. However, we do know whether the money is used for elementary, secondary or post-secondary education. I will ask Mr. Fournier to send you a copy of the Ottawa-Quebec agreement where you will find all the details.

Senator David: If I understand you correctly, it is an education program for minorities, is it not?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes, for the anglophone minority.

[Text]

Le sénateur David: La minorité anglophone, au Québec.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui, au Québec.

Le sénateur David: Et ça représente les minorités francophones ailleurs?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): C'est ça.

Le sénateur David: Combien cela représente-t-il au Québec par année? Disons la dernière année.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Soixante-quinze millions de dollars par année, en gros.

Mais on sait que ça ne couvre pas 20 p. 100 de ce que le Québec paie au titre du maintien d'un réseau d'éducation anglophone au Québec. Parce que, d'après ce que nous savons, d'après la démonstration qui est faite par le gouvernement du Québec, il faut compter, pour le coût du maintien d'un système parallèle en anglais, environ 400 millions de dollars.

Autrement dit, le Québec a une responsabilité envers sa minorité anglophone. Il la reconnaît. Il assume le maintien d'écoles anglophones et le fédéral lui vient en aide en proportion d'environ 20 p. 100 à peu près—enfin, un peu plus peut-être. Mais le rapport, c'est 75 millions de dollars versus 400 millions de dollars.

Le sénateur David: Oui, mais il y a quand même des écoles publiques dans le milieu anglophone au Québec?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui, mais ce sont ces écoles-là. Ce sont des écoles publiques que le ministère de l'Éducation à Québec gère. Ça lui coûte de l'argent bien sûr, c'est normal. Et nous, au titre, de la loi qui nous intéresse, nous contribuons chaque année, actuellement, pour un montant de 75 millions de dollars.

Le sénateur David: Oui, mais supposez, monsieur le ministre, que tous ces enfants qui vont à ces écoles anglophones soient de langue française. Cela n'existerait pas, mais il y aurait le même nombre d'enfants. Il faudrait y consacrer les mêmes sommes pour avoir des professeurs et les mêmes choses.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui.

Le sénateur David: Alors je ne comprends pas l'argument des 400 millions de dollars de plus pour un régime, dit parallèle. Il y a quelque chose que je ne comprends pas comme conception parce que si vous avez 10,000 enfants, que vous enseigniez l'arabe, l'anglais, ou le français, il va falloir des enseignants; des locaux; des chaises; des pupitres. Bref, il va tout falloir.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui.

Le sénateur David: Alors pourquoi dire cela?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Mais c'est parce qu'il y a une minorité au Québec. C'est qu'il y a une loi spéciale. C'est tout à fait inusité, c'est vrai, mais il y a une loi spéciale qui existe à Ottawa, qui permet au gouvernement fédéral de venir en aide aux gouvernements provinciaux pour défrayer une partie, ou une très grande partie de l'enseignement de l'autre langue, la langue de la minorité.

[Translation]

Senator David: The anglophone minority of Quebec.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): That is right.

Senator David: Does it also concern francophone minorities elsewhere?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes.

Senator David: How much was spent last year in Quebec on these programs?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Approximately \$75 million annually.

It is less than 20% of the funding paid out by Quebec for English education in that province. According to the Quebec government, the English language education system costs approximately \$400 million annually.

The Quebec government does recognize its responsibilities towards its anglophone minority. It pays for English-language schools while the federal government pays for approximately 20% of the cost. So the federal government pays \$75 million out of a total of \$400 million.

Senator David: But the anglophone community of Quebec does have public schools does it not?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is precisely these schools which are funded by the Department of Education for Quebec, which is as it should be. Under the law, the federal government contributes \$75 million annually.

Senator David: Let us suppose, Minister, that all these schoolchildren who go to English-language schools were Francophone. The number of schoolchildren would remain the same and they would require the same funding and teachers and all the rest of it.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes, indeed.

Senator David: I do not understand your argument about the \$400 million extra for a parallel system. I do not understand your argument because if you have 10,000 schoolchildren, whether you teach them in Arabic, in English or in French, you still need teachers, schools, chairs, desks and all the rest of it.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes, indeed.

Senator David: So what is the point?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): The point is that there is a minority in Quebec and that there is a special act in Ottawa under which the federal government can help provincial governments pay for part of minority education.

[Texte]

Alors, comme la minorité au Québec, c'est la langue anglaise, le gouvernement du Québec bénéficie donc lui aussi de ce programme, dont bénéficient bien sûr aussi les gouvernements des autres provinces quand il s'agit de dispenser des cours en français.

Le sénateur David: Alors qu'allez-vous faire pour qu'on s'oriente, avec l'immigration, vers une troisième langue, une quatrième langue. . . ?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Pour le moment, il y a seulement deux langues officielles au Canada.

Le sénateur David: Vous allez avoir des demandes pour cela, sûrement.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you, Senator David.

Maintenant, je passe la parole au sénateur Guay. Est-il encore ici?

Le sénateur Guay: Monsieur le ministre, je vous ai bien écouté quand vous avez parlé, à plusieurs reprises, des collèges, des universités, etc. Vous avez chaque fois oublié le Manitoba en entier.

J'aimerais—je ne dirai pas vous renouveler la mémoire, sans doute le savez-vous, c'est un oubli—que l'Université de Saint-Boniface existe depuis l'année 1818. Et c'est par les sacrifices de nos francophones de ce temps-là—je ne dirais pas jusqu'à aujourd'hui, puisque votre département nous a aidés il y a quelques années passées—qu'il faut apprécier cela. Mais le fait était que c'était l'insistance, les sacrifices de nos francophones du Manitoba, de Saint-Boniface qui ont tenu à ce qu'un collège survive pendant bien des années. Et quand je dis bien des années, c'est au-delà de 100 ans.

Nous avons été chanceux d'avoir des bons professeurs, les Jésuites, etc., à ce collège. Mais j'ai tenu à vous mentionner ce fait, parce que nous en sommes très fiers. Et ceci me conduit à l'autre point qu'a soulevé M. Allmand quand il dit que les anglophones de Québec devraient recevoir plus que ce qu'ils reçoivent. Je ne suis pas contre cela, mais quand il dit que, nous, les gens à l'extérieur du Québec avons 10 fois plus que ce qu'ils ont à Québec, je ne suis pas contre cela non plus. Je crois cependant, monsieur le ministre, qu'on devrait au moins recevoir un montant qui permette aux francophones de l'Ouest de survivre. C'est cela qui est important.

• 1700

Are we going to talk about the dollar instead of how successful we can be? This is the point.

Nous avons lutté pour garder notre langue. Dans bien des cas, nos parents n'étaient pas en mesure de nous envoyer dans des écoles francophones parce qu'ils étaient obligés de payer un montant assez élevé et qu'il n'avaient pas les sous nécessaires. Nous étions donc obligés d'aller dans des écoles anglaises. J'ai su ce que c'était que d'aller dans les écoles anglaises. Aujourd'hui, mes enfants ont la possibilité d'obtenir une instruction bilingue. Dans notre

[Traduction]

Since in Quebec the minority is English-speaking, the Quebec government benefits from this program just as other provincial governments do when it comes to providing French-language education.

Senator David: So what are you planning to do when because of immigration, they will be providing education in a third or fourth language?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): For the time being there are only two official languages in Canada.

Senator David: But you will certainly receive requests to that effect.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci, monsieur le sénateur.

I will now give the floor to Senator Guay. Is he still here?

Senator Guay: I listened to you carefully, Mr. Minister when you spoke about colleges and universities and you never mentioned Manitoba.

Just to refresh your memory, I wish to point out that St. Boniface University was founded in 1818 thanks to the sacrifice of Francophones living in those days because I do acknowledge that your department has been helping us now for several years. But the fact remains that it is thanks to the sacrifices of the Manitoba francophones that we have had St. Boniface College all these years, more than a 100 years to be precise.

We were lucky to have good teachers in the college, Jesuits among others. This is something that I wished to say for the record because we are very proud of it. This leads me to Mr. Allmand's point when he said that the anglophones in Quebec should be getting more than what they are receiving now. That would be fine with me but when he says that people outside of Quebec get ten times more than the English minority in Quebec, I do not quite follow him. The important thing, Minister, is to provide sufficient funding to enable Francophones in the west to survive as Francophones.

Il faut voir s'il s'agit d'une question d'argent ou bien de réussite.

We fought to keep our language. Our parents often could not afford to send us to French-language schools because registration fees were too high. So we were forced to go to English schools. I know what it is like to go to English schools. Today my children are getting a bilingual education whereas in my day, there was nothing besides unilingual English education. I am speaking about the twenties and thirties.

[Text]

temps, c'était unilingue anglais. Je parle des années 20 et 30 parce que c'était mon temps.

J'apprends avec anticipation et avec beaucoup de joie quand conclurez une entente avec la province du Manitoba. J'espère que vous leur direz aussi que les juges du Manitoba devraient aussi avoir de bonnes idées en ce qui concerne les langues officielles. Nous n'avons pas encore réussi à convaincre une cour au Manitoba en ce qui concerne les langues officielles.

Je vous donne l'exemple du cas Forest, mais il y en a beaucoup d'autres. Cela a été jugé par la Cour suprême. Tout allait mal au Manitoba. Les cours du Manitoba ne nous ont jamais donné quelque droit que ce soit. C'est la Cour suprême qui, finalement, a donné le salut à M. Forest.

Dernièrement, une autre chose est arrivée. Il y a encore des sociétés de la Couronne qui ont de la difficulté à nous répondre en français. Il y en a ici qui disent: Pourquoi ne vous servez-vous pas du français? Pourquoi ne le parlez-vous pas dans l'Ouest? Si l'on veut avoir du service, il faut très souvent se servir de la langue anglaise. C'est pour cela que c'est très important pour nous, même si cela coûte un peu plus cher. Je fais encore allusion au rapport de 10 à 1. Il est absolument nécessaire que nous soyons encouragés pour que la langue puisse survivre encore longtemps, et non seulement survivre, mais s'épanouir.

C'est pour ces raisons-là que je soulève toutes ces choses. Vous me demandez de vous donner un bon exemple, un exemple concret. Eh bien, je vais vous en donner un. La Commission canadienne du blé, à Winnipeg, on l'appelle *the Canadian Wheat Board*. On a envoyé des commentaires à beaucoup de nos gens dans des centres francophones. Nous avons beaucoup de centres francophones et de minorités au Manitoba. Je pourrais vous en nommer pour vous tenir occupés pour un bout de temps. Ces gens ont à coeur de garder leur langue, et on ne les aide pas beaucoup. Le gros groupe est à Saint-Boniface, comme vous le savez.

La Commission canadienne du blé a envoyé à ces fermiers-là, parce qu'ils n'avaient pas respecté leur quota ou quelque chose du genre, un avis seulement en anglais. Bien que ces fermiers aient engagé ensemble un avocat, la solution à ce problème est loin d'être trouvée, bien au contraire. La cour du Manitoba les a refusés. Elle a dit: Non, non, c'est bien correct. Les cours ne reconnaissent pas la Loi sur les langues officielles. Il faudrait encore que ces choses-là aillent à la Cour suprême. Il faudrait avoir la volonté et l'appui du ministre de la Justice ainsi que le vôtre pour qu'on soit certains que la chose aille à la Cour suprême où, peut-être, on dira aux fermiers comme on a dit à M. Forest: Oui, vous avez raison; la Commission canadienne du blé devrait vous envoyer des avis bilingues.

À part cela, monsieur le ministre, je crois que vous faites du bon travail. Vous êtes assez nouveau dans votre milieu. Je crois que vous en avez appris beaucoup plus que nous tous ensemble. Il me semble que vous n'avez pas

[Translation]

I will be among the first to rejoice when you announce that an agreement has been reached with the Province of Manitoba. I hope that you will further require that Manitoba judges be fluent in both official languages. We have not so far succeeded in convincing a Manitoba court about the need to comply with the official languages requirements.

I quoted the example of the Forest case but there are many others. It came before the Supreme Court. Everything was going wrong in Manitoba. The Manitoba courts never recognized our rights and Mr. Forest was finally vindicated by the Supreme Court.

Something else came up lately. There still are a number of Crown corporations which are not in a position to answer in French. Some members here have been saying why do you not use French or why do you not speak French in the west? But if you want to be served, most of the time you have to speak English. It is very important for us even if it does cost money. I am talking about this ratio of 10:1 mentioned a while ago. We absolutely have to get encouragement if we want the French language to survive and to develop.

That is why I raised all these points. You asked me for a concrete example so I will give you one. There is the Canadian Wheat Board in Winnipeg known in French as La Commission canadienne du blé. Comments were sent to many people in the francophone community centres. We have quite a few of these centres in Manitoba. If I were to name them all, we would be here for a long time. These people really want to keep their language but they do not get much help. As you know, they are concentrated mainly in St. Boniface.

The Canadian Wheat Board sent a warning to these farmers in English only after they failed to meet their quota or something of that kind. Even though these farmers banded together to hire a lawyer, the problem has not been solved so far. Their case has been thrown out by a Manitoba court. Courts in that province do not recognize the official languages act. So they would also have to go right up to the Supreme Court. They would need the support of the Minister of Justice and your own support in order to put their case to the Supreme Court and there is a chance, as in Mr. Forest's case the Supreme Court might decide that the Canadian Wheat Board is wrong; that it must send bilingual notices.

Apart from that I feel that you are doing a good job, Minister, even though you have not been at this job for a very long time, you seem to have learned more about it than all of us here put together. It seems you have not

[Texte]

fait beaucoup appel à vos deux aides de camp qui sont excellents tous les deux. Je les connais et je sais qu'ils font du bon travail. Vous avez répondu à toutes les questions et vous me donnez l'impression de connaître votre métier et de savoir où vous allez. Je vous en félicite.

• 1705

Cela dit, vous pouvez faire des commentaires. Je voulais dire au député Allmand que vous pouvez donner ce que vous voulez aux anglophones du Québec, mais donnez en aussi aux Franco-Manitobains. Les anglophones du Québec ont le même problème que les minoritaires francophones de l'Ouest. Seulement, je crois que nous sommes encore plus petits. Il me semble qu'on devrait donner plus de considération aux plus petits. Quand ils commencent à marcher, vous savez, il faut les aider un peu. Je crois que vous devriez le faire.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je vous remercie. Juste un commentaire sur mon omission malencontreuse de faire allusion au Collège de Saint-Boniface. Je connais bien le Collège. D'ailleurs, je veux le visiter si la Providence et le peuple le veulent. Au mois de juin, j'ai émis un communiqué pour expliquer ce que nous faisons. Vous allez voir que la référence à votre Collège universitaire de Saint-Boniface figure en bonne place, à la page 3. Je vous enverrai le communiqué tout à l'heure.

Le sénateur Guay: Il y a une autre question qui me taquine un peu. Vous êtes peut-être en train d'étudier la possibilité d'une entente avec le Québec. Vous conclurez sans doute aussi une entente avec l'Ontario. Si jamais il y avait une entente Québec-Ottawa sur la promotion du bilinguisme pour chaque niveau de gouvernement, selon les compétences respectives du fédéral et du Québec, feriez-vous la promotion du bilinguisme auprès des entreprises publiques et privées relevant de la compétence du gouvernement du Québec si ce dernier ne remplissait pas adéquatement ses responsabilités de promotion?

Je crois que c'est une question très importante. J'espère que vous avez des commentaires à faire là-dessus.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): C'est une question délicate parce qu'elle fait partie de nos négociations avec le Québec. Je veux répéter ici ce que j'ai toujours dit depuis le début.

Ce n'est pas parce qu'on a une nouvelle loi que le gouvernement fédéral va essayer, par les ressources qui sont les siennes, d'angliciser le Québec. Nous reconnaissons que nous avons deux objectifs, qu'il est très délicat de les concilier, mais qu'il est possible de le faire. Le premier est que nous devons respecter le français comme langue majoritaire au Québec. C'est l'assise de la francophonie au Canada. Ce serait une grande injustice et un grand tort que nous lui ferions que de ne pas reconnaître ce fait. Deuxièmement, nous devons en même temps encourager le respect, la promotion et l'épanouissement de la minorité anglophone. Je crois que c'est une chose qui est parfaitement possible. Le ministère que je dirige veut le faire et il veut confirmer ces deux

[Traduction]

called much upon your two assistants who are both very competent. I know them and they do good work. You have answered all of our questions and given us the impression that you know your job and what you want to do. I want to congratulate you for this.

That being said, you may have a few comments. I wanted to say to my friend Mr. Allmand that you can give all you want to Quebec anglophones, but give a little bit to franco-Manitobans, too. Quebec anglophones have the same problems as the French minority in the west. However, I believe we are an even smaller minority. It seems to me we should give more consideration to the little guys. You know, like toddlers, they need some help once they start walking. I think this is necessary.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Thank you. Just one comment on my regrettable omission of the College de Saint-Boniface. I know it very well and I intend to visit it if providence and the people will let me. I issued a press release in June to explain what we are doing. If you look at it, you will see that your College universitaire de Saint-Boniface is prominently mentioned, on page 3. I will send you a copy of the communiqué later on.

Senator Guay: There is another thing which concerns me a little bit. You may be considering signing an agreement with Quebec. It is likely that you will reach one with Ontario, too. If ever there were a Quebec/Ottawa agreement on the promotion of bilingualism at each level of government, depending on the respective powers of the federal and provincial government, would you seek to promote bilingualism within public and private corporations which come under the jurisdiction of the Government of Quebec if that government did not do an adequate job in this regard?

I think this is a very important aspect. I hope you will have some comments on this.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is a sensitive issue as it is part of our negotiations with Quebec. I can only repeat here what I have always said from the beginning.

It is not because we have a new Act that the federal government is going to try, through its own resources, to anglicize Quebec. We recognize that we have two objectives which are quite difficult to reconcile, but we believe it is possible. The first is that we should respect French as the majority language in Quebec. Quebec is the cornerstone of French language in Canada. It would be a great injustice and a big mistake not to recognize this fact. Secondly, we must, at the same time, encourage respect and promotion of the anglophone minority. I believe this to be quite possible. My department wants to do this and wants to confirm these two objectives within a framework which would be freely negotiated with the Government of Quebec.

[Text]

objectifs dans un encadrement qui serait négocié librement avec le gouvernement du Québec.

The Joint Chairman (Senator Wood): Mr. Minister, how would you reconcile that with paragraphs 43.1(d) and (f)? of Bill C-72? Would you interfere in Quebec if they did not, in your estimation, comply?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I am sure that it is possible to reconcile, first of all, the respect of our law. The department is bestowing responsibilities on me as Secretary of State, and I can fulfil those obligations without threatening Bill 101, without threatening the francophone majority. We have a process going on now with Quebec, a negotiation, and it is possible to do that. We do not want to abuse people. There are evident and open fields now, so I am sure we will have no problems.

The Joint Chairman (Senator Wood): So these are the negotiations that are now taking place with Mr. Rémillard?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes.

The Joint Chairman (Senator Wood): I see.

Mr. Graham: Welcome to the committee, Mr. Minister. Bill C-72 is a *fait accompli*; it was passed by royal assent on July 28, 1988.

• 1710

My questions I suppose are more of a technical nature, and they are all basically short questions. First, how do you intend to implement the provisions of Bill C-72 with government departments, the armed forces, etc.?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Is it about co-ordination?

Mr. Graham: No, it is normally done through regulation. Am I correct?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Regulation is a matter falling into the jurisdiction of the Treasury Board, as you know.

Mr. Graham: Yes.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is not for us to issue regulations, but we have a co-ordination role to play. The law for the first time is assigning to us a very specific role, and we will be setting up a light structure, an informal structure, inside the government to deal with other *organismes* and departments so as to make sure that we will harmonize every government intervention in official languages. We are also working with other groups—for example, community radio, theatre in minority communities, and all those activities.

Mr. Graham: I raise the question because today on the subject it was suggested that the regulations relating to the

[Translation]

La coprésidente (la sénatrice Wood): Monsieur le ministre, comment pourriez-vous réconcilier cela avec les alinéas 43.1d) et f) du projet de loi C-72? Empiéteriez-vous sur les prérogatives du Québec si, à votre avis, il ne s'acquittait pas de ses obligations?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je suis sûr qu'il est tout à fait possible de concilier ces objectifs avec notre loi. En tant que Secrétaire d'État j'ai la responsabilité de remplir ces obligations sans menacer le projet de loi 101, sans menacer la majorité francophone. Nous avons entamé un processus avec la province du Québec, une négociation, et tout cela me paraît possible. Il ne s'agit pas de faire du tort à qui que ce soit. Il existe tout un champ de possibilités maintenant et je suis sûr que nous n'aurons pas de problème.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Ce sont donc là les négociations qui se déroulent avec M. Rémillard?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je vois.

M. Graham: Je vous souhaite la bienvenue au Comité, monsieur le ministre. Le projet de loi C-72 est un fait accompli, ayant reçu la sanction royale le 28 juillet 1988.

Mes questions sont de nature plutôt techniques et elles sont toutes relativement brèves. Premièrement, comment avez-vous l'intention de mettre en oeuvre les dispositions du projet de loi C-72 dans les ministères, les forces armées, etc.?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Parlez-vous de la coordination?

M. Graham: Non. Normalement cela se fait au moyen d'un règlement, n'est-ce pas?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): La réglementation relève du Conseil du Trésor, ainsi que vous le savez.

M. Graham: Oui.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Ce n'est pas à nous qu'il appartient de promulguer des règlements, mais nous avons un rôle de coordination à jouer. Pour la première fois, la loi nous confère un rôle très spécifique et nous allons mettre sur pied une structure légère, officieuse, au sein de l'administration gouvernementale, pour traiter avec les autres organismes et ministères de manière à harmoniser toutes les interventions gouvernementales en matière de langues officielles. Nous travaillons également avec d'autres groupes—par exemple, la radio communautaire, le théâtre dans les collectivités minoritaires et toutes ces activités.

M. Graham: Je pose la question car on a dit aujourd'hui que le règlement d'application de la loi ferait

[Texte]

act would also be discussed. That is why I am raising the subject of regulations.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is really a Treasury Board responsibility.

Mr. Graham: But usually we would implement it by regulation.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes. First of all there would be the regulation, and in some cases regulations might be submitted to the House—for example, for bilingual posts. We are stepping in only after the regulation is existing.

Mr. Graham: What I am hearing today is very positive, a very good approach as far as both official languages of the country are concerned basically; but I am a little concerned as to timing. Here we are, probably coming to the end of the 33rd Parliament. . . Well, let me be specific. Would anyone know whether or not notice of intent has been served that regulations will be developed for Bill C-72?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Really, you should ask the Treasury Board people to come here and testify about that. I do not have any privileged information on what they are doing.

Mr. Graham: It is a question of timing mostly, and if we cannot answer the questions regarding regulations then I wonder how we are going to implement this bill at this time, because from the conversations I have heard so far it would appear to me that we are acting as if the bill is passed, which it is, and that the regulations are in place—which they are not.

If we are operating on the assumption that Treasury Board regulations are the draft regulations of October 1987, then it is my contention that those regulations, because they were drafted before the bill was amended—56 times—would have to be reconsidered, that they would have to be probably redrafted in the spirit of the new bill.

It appears to me that we would have then to be careful how we approach the subject of the implementation of Bill C-72, until such time as there has been a notice of intent, and that the regulations would be tabled with the notice of intent so that we comply with clause 85 of Bill C-72, which points out that Members of Parliament, the elected members, will in fact have the opportunity to examine the regulations implementing the bill for a period of 30 sitting days before they are gazetted. I appreciate everybody's upbeat attitude with regard to the implementation, but I just want to make sure we stay within what the understanding is and what we passed as far as the House is concerned. Would you care to comment on that, realizing first that it is outside your jurisdiction and Treasury Board, and second that it was part of the program for today, Minister?

[Traduction]

également l'objet de discussions. C'est pourquoi je pose la question.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Cela relève vraiment du Conseil du Trésor.

M. Graham: Mais, habituellement, la loi fait l'objet d'un règlement d'application.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui. Il y a d'abord un règlement, lequel parfois est soumis à la Chambre—par exemple, en ce qui concerne les postes bilingues. Nous n'intervenons qu'une fois le règlement en place.

M. Graham: Tout ce que j'entends aujourd'hui me paraît très positif et me paraît constituer une bonne approche des langues officielles dans notre pays, de façon générale; cependant, je m'inquiète un peu de la chronologie. Nous voici probablement près de la fin de la 33^e législature. . . Je vais essayer d'être plus précis. Est-ce que quelqu'un pourrait me dire si un préavis a été déposé concernant la promulgation d'un règlement d'application du projet de loi C-72?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Il faudrait vraiment que vous posiez la question au Conseil du Trésor. Je ne suis pas particulièrement informé de ce qu'il fait.

M. Graham: C'est une question de chronologie et, s'il n'y a pas de règlement, je me demande comment on va faire pour appliquer aujourd'hui cette loi car, d'après les conversations que j'ai eues, il semblerait que l'on agisse comme si le projet de loi était adopté, ce qui est le cas, et que le règlement soit en place—ce qui n'est pas le cas.

Si l'on part du principe que le règlement du Conseil du Trésor est le projet de règlement d'octobre 1987, il me semble que celui-ci devra être revu, car le projet de loi a été modifié depuis—il a reçu 56 modifications—et qu'il faudra le rédiger de nouveau dans l'esprit de la nouvelle loi.

Il me semble qu'il faut donc aborder très prudemment la mise en oeuvre du projet de loi C-72, jusqu'au moment où un préavis aura été déposé, accompagné du règlement, afin de respecter l'article 85 du projet de loi C-72 qui exige que les députés puissent examiner le règlement d'application pendant une période de 30 jours de séances avant sa publication dans la gazette. Je comprends l'optimisme général au sujet de la mise en oeuvre, mais je tiens à m'assurer que nous nous en tenons à ce qui a été entendu et ce qui a été adopté pour ce qui est de la Chambre. Pourriez-vous me donner votre point de vue là-dessus, monsieur le ministre, sachant bien que cela ne relève pas de votre compétence ni de celle du Conseil du Trésor et d'autre part que cela faisait partie du programme d'aujourd'hui?

[Text]

• 1715

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Unhappily, as you know, our department is concerned only with Part VII, and Part VII does not need any regulations to be implemented. That is why we are moving ahead. But the rest falls under the jurisdiction of the Treasury Board. I can only repeat that you must deal with them regarding those questions.

The Joint Chairman (Senator Wood): I understand that the bill has been proclaimed. The only part of this is the regulations.

Mr. Allmand: On a point of order, it is not totally proclaimed. Maybe I can help the committee. Only certain parts of the bill are proclaimed. Even though it has received royal assent, the whole bill is not in force because it has not all been proclaimed. Part VII has been proclaimed and some other parts.

When we had the steering committee meeting, it was well understood that Mr. Bouchard would come and answer with respect to his own part only, which is Part VII, and that if we wanted the President of the Treasury Board at a later date we could invite him. So we expect Mr. Bouchard to answer only on the part of the bill for which he is responsible.

The Joint Chairman (Senator Wood): I think sections 1 to 93 and sections 96 to 110 were proclaimed, and then the other ones come in 1989 or something.

Mr. Allmand: That is right.

The Joint Chairman (Senator Wood): Have you any more questions, Mr. Graham?

Mr. Graham: No. As I said, most of my questions were of a technical nature, and perhaps I was misled by the subject here. However, could I ask then if it is the intention of the committee to call Treasury Board in the very near future?

The Joint Chairman (Senator Wood): I am sure the steering committee will go into that later.

Le coprésident (M. Desjardins): Monsieur le ministre, à la fin de cette séance, j'aimerais vous dire que les membres de ce Comité se doivent de vous féliciter pour votre leadership depuis que vous avez assumé vos fonctions. On sent que des initiatives ont été prises depuis que vous avez été nommé. Vous n'êtes pas sans savoir que, pour nous, le projet de loi C-72 était une pièce maîtresse dont nous avons besoin. On passait notre temps ici, au Comité, à dénoncer une loi qui était caduque et dont les organismes fédéraux et les ministères se foutaient. C'était une loi qui avait des trous énormes. La Loi C-72 représente pour nous un instrument de travail qui nous manquait énormément.

Dans les responsabilités qui vous sont dévolues, quelle utilité voyez-vous à l'existence même de ce Comité des langues officielles auquel nous siégeons? Votre

[Translation]

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Malheureusement, comme vous le savez, notre ministère ne s'occupe que de la Partie VII, qui n'a pas besoin de règlement pour être appliquée. C'est pourquoi nous allons de l'avant. Le reste relève cependant du Conseil du Trésor. Encore une fois, c'est au Conseil du Trésor qu'il faut poser ces questions.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Le projet de loi a été proclamé. Il s'agit simplement des règlements.

M. Allmand: Un rappel au Règlement: il n'a pas été entièrement proclamé. Je m'explique. Seules certaines parties du projet de loi ont été proclamées. Bien qu'il ait reçu la sanction royale, le projet de loi n'est pas en vigueur parce qu'il n'a pas été entièrement proclamé. Seules la Partie VII et certaines autres parties de ce projet de loi l'ont été.

Lors de la réunion du comité directeur, il avait été entendu que M. Bouchard viendrait répondre aux questions concernant uniquement cette Partie VII, et que nous pourrions éventuellement inviter le président du Conseil du Trésor à une date ultérieure. M. Bouchard est donc là pour répondre uniquement aux questions concernant la partie du projet de loi dont il est responsable.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Je crois que ce sont les articles 1 à 93 et 96 à 110 qui ont été proclamés, et que les autres le seront en 1989 je pense.

M. Allmand: C'est exact.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Vous avez d'autres questions, monsieur Graham?

M. Graham: Non. Je le répète, mes questions étaient essentiellement techniques, et je me suis peut-être laissé induire en erreur par le sujet. Je souhaiterais cependant savoir si le Comité a l'intention de convoquer le représentant du Conseil du Trésor dans un avenir très proche.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Le comité directeur va certainement en discuter tout à l'heure.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Mr. Minister, before we adjourn this meeting, may I say that members of this committee should congratulate you for the leadership you have shown since you assumed office. A number of initiatives have clearly been taken since you were appointed. As you are no doubt aware, we considered Bill C-72 to be a major requirement. We in this committee kept criticising an act which was both outdated and ignored by the various departments. There were tremendous shortcomings in it. Bill C-72 was long overdue working instrument.

Under your jurisdiction, do you see any justification for the existence of this committee on official languages? Your predecessor mentioned that a Canadian Council on

[Texte]

prédécesseur avait parlé de la mise en place d'un conseil canadien sur les langues officielles. J'aimerais vous demander si une évolution s'est faite dans le cas de ce concept. Le Comité ne pourrait-il pas se voir octroyer ces audiences publiques que vous voulez tenir?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je présume qu'à certains points de vue, ce serait plus confortable pour un ministre s'il n'y avait pas de comité pour le convoquer et lui faire rendre des comptes. Cependant, dans l'intérêt du respect de la loi et des responsabilités de ce dossier, je crois que le Comité devrait demeurer. Le Comité doit être vigilant, ce qui est nécessaire dans toutes les situations. Il n'y a rien de plus salubre que le début d'une crainte ou d'une appréhension. C'est un vieux principe. Pour ma part, je pense que le Comité aurait tout intérêt à conserver ses prérogatives et à convoquer régulièrement les ministres ou les fonctionnaires qui s'intéressent à ce genre d'activités.

On me signale une précision au sujet de la loi et de sa proclamation. Toute la loi a été proclamée le 15 septembre. Donc, c'est récent.

M. Allmand: Ah bon!

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Depuis le 15 septembre, la loi est totalement proclamée, mais l'article 95 n'entrera en vigueur que le 1^{er} février 1989 pour que les provinces aient le temps de former les instances requises.

• 1720

Le coprésident (M. Desjardins): Peut-être juste un mot pour le Conseil canadien sur les langues officielles. Est-ce que c'est un concept qui a évolué, est-ce encore à l'étude?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Est-ce une proposition de M. Crombie?

Le coprésident (M. Desjardins): Oui, c'est cela.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): C'est à l'étude. On n'a pas statué sur le conseil.

Le coprésident (M. Desjardins): Merci.

Mr. Allmand: I want to make it clear, Mr. Minister, that when I was discussing the division of moneys for official languages and I referred to the 10:1 ratio, I did not want for one minute to suggest there should be competition between the minority language communities in Canada. The anglophone community of Quebec, myself, Alliance Québec, we give support on every instance when there is an attack on the francophone minorities outside Quebec and we do not want to see them suffer in any way. I think it is a question of maybe supporting to a greater extent the needs of the minority communities on both sides, not a question of competition between anglophone and francophone minorities. I am sorry Senator David and Senator Guay are not here, but I want to make that absolutely clear.

Personally, every time there has been an attack on the francophone minorities outside Quebec, I have spoken on their behalf and will continue to do so. On the other

[Traduction]

Official Languages might be set up. May I ask if any progress has been made as far as that concept is concerned? Could those public hearings that you have in mind be held before our committee?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): I guess in some respects it would be more comfortable for a minister not to have a committee that can call him to account. However, in the interests of complying with this legislation and in view of the responsibilities involved, I feel that this committee should be allowed to go on. It should remain vigilant, as is necessary in every situation. It is well-known that there is nothing more salutary than a slight amount of fear or apprehension. I personally feel that this committee should be allowed to retain all its prerogatives and to invite on a regular basis the ministers and officials involved in these areas.

It has just been pointed out to me that the whole act was proclaimed on September 15, a very recent development therefore.

Mr. Allmand: Indeed!

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): The act was proclaimed in its entirety on September 15, but section 95 will apply only as of February 1, 1989 to allow provinces sufficient time to set up the required bodies.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Maybe just a word about the Canadian Council on Official Languages. Is it still under consideration?

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Was it proposed by Mr. Crombie?

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Yes.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is still under consideration. No decision has been made on it.

The Joint Chairman (Mr. Desjardins): Thank you.

M. Allmand: Je tiens à préciser, monsieur le ministre, que lorsque j'ai parlé d'un rapport de 10 contre 1 dans la répartition des fonds pour les langues officielles, je ne voulais pas laisser entendre un instant qu'il devrait y avoir concurrence entre les minorités linguistiques au Canada. La collectivité anglophone du Québec, moi-même et Alliance Québec dénonçons toujours les attaques contre les minorités francophones hors Québec et nous ne voulons pas qu'elles souffrent de quelque façon que ce soit. Il s'agit de satisfaire dans une plus grande mesure les besoins des deux minorités linguistiques, plutôt que de les mettre en situation de concurrence. Je suis désolé que le sénateur David et le sénateur Guay ne soient pas ici, mais je tiens à ce que ce soit absolument clair.

Personnellement, chaque fois qu'on s'est attaqué aux minorités francophones hors Québec, j'ai pris leur défense et je continuerai de le faire. Toutefois, j'estime

[Text]

hand, I feel I also have the right. . . Today there were members from Manitoba and New Brunswick, and they speak on behalf of their communities and I was speaking on behalf of mine. But I want to make that clear: I do not believe in taking anything away from others; it is a question of doing more for both, if that is possible.

Now, one final question confuses me and other people, and it is the use of these words "symmetrical" and "asymmetrical" with respect to bilingualism. On one occasion I read in the press that you said you favour an asymmetrical approach and not a symmetrical approach, and then I read that you do not support an asymmetrical approach but a symmetrical approach.

Now, I understand a symmetrical approach to bilingualism to mean that there is equality of treatment everywhere in Canada for the language minority groups. I understand an asymmetrical approach to be one that is not an equality of treatment, but perhaps more of an affirmative action approach where you would do more in some cases and less in other cases. The law is drafted in a symmetrical way, but it leaves it open to the minister to negotiate agreements and so on. Would you clarify? Maybe it is not fair; maybe we should never have gotten into this type of vocabulary, because it is a generalized type of vocabulary and confuses rather than helps. But since I have read you supporting both sides on this, I would like you to clarify exactly what you mean.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): That is something I learned before politics.

Mr. Allmand: It was not a problem in diplomacy.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Words are friends; words are marvels of the mind. But in politics words are dangerous, and the symmetrical and asymmetrical words are minefields.

What is true? What I feel very strongly is that this law is perfectly symmetrical: equal treatment for both communities. But the factual situations of the communities are not the same, the French level of services and all that. Even among francophone minorities there are many differences. From Prince Edward Island to Nova Scotia and Ontario, it is different.

Mr. Allmand: By the way, when you were listing the French-speaking universities you forgot about the University of Ottawa.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Yes, but it is a bilingual university. It is very tricky, because there are francophone universities and bilingual universities. It is very difficult to define. But as a matter of fact, the University of Ottawa is bilingual, and Sudbury too, and maybe many other ones.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something I would like to ask your department. Perhaps we could have a list of the moneys that were distributed last year to associations in Canada such as Alliance Québec, ACFO

[Translation]

également avoir le droit. . . Aujourd'hui, des représentants du Manitoba et du Nouveau-Brunswick ont parlé au nom de leurs collectivités, et j'ai parlé au nom de la mienne. Mais je tiens à bien préciser que je ne veux rien enlever à qui que ce soit. Il s'agit simplement de faire plus pour les deux collectivités, autant que possible.

Il y a autre chose qui n'est pas clair pour moi comme pour bien d'autres personnes; c'est l'emploi des termes «symétrique» et «assymétrique» en ce qui a trait au bilinguisme. J'ai lu à un moment donné dans la presse que vous aviez dit être en faveur d'une démarche assymétrique plutôt que symétrique, et j'ai ensuite lu que vous aviez dit le contraire.

D'après ce que je comprends, une démarche symétrique à l'endroit du bilinguisme signifie qu'on traite de façon égale les minorités linguistiques où qu'elles se trouvent au Canada. Mais une démarche assymétrique suppose plutôt des mesures d'action positive où l'on fait plus dans certains cas et moins dans d'autres. La loi est rédigée de façon symétrique, mais elle autorise le ministre à négocier des accords, et ainsi de suite. Pourriez-vous me donner des précisions? Ce n'est peut-être pas juste, on n'aurait peut-être jamais dû utiliser ce genre de vocabulaire, parce qu'il tend à généraliser et à semer la confusion plutôt qu'à être utile. Étant donné qu'on a dit que vous étiez favorable aux deux, j'aimerais que vous nous disiez exactement de quoi il s'agit.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): C'est quelque chose que j'ai appris avant d'entrer en politique.

M. Allmand: Cela ne posait aucun problème en diplomatie.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Les mots sont des amis, ils sont des merveilles de l'esprit, mais en politique, ils sont dangereux, et ces deux-là en particulier risquent de nous mettre dans l'embarras.

Où est la vérité? Personnellement, je suis convaincu que la loi est tout à fait symétrique: un traitement égal pour les deux collectivités. Mais la réalité de ces collectivités n'est pas la même dans les faits, comme le niveau de services en français et tout le reste. Même entre les minorités francophones, il y a beaucoup de différences, qu'il s'agisse de celles de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse ou de l'Ontario.

M. Allmand: Soit dit en passant, vous avez oublié l'Université d'Ottawa dans votre liste des universités francophones.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oui, mais c'est une université bilingue. C'est très difficile à déterminer parce qu'il y a des universités francophones et des universités bilingues. Mais en fait, l'Université d'Ottawa est bilingue, comme celle de Sudbury, et peut-être bien d'autres.

La coprésidente (la sénatrice Wood): J'ai une question à poser à votre ministère. Nous pourrions peut-être avoir une liste des fonds qui ont été distribués l'an dernier à des associations canadiennes comme Alliance Québec,

[Texte]

and whatever. If you have any moneys that have been distributed this year, I would like to have that list. Also, if you are having negotiations with Quebec, is there any way this committee could have whatever comes out of those negotiations—letters, etc.?

• 1725

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Do you mean . . . ?

The Joint Chairman (Senator Wood): The negotiations that you will have with Mr. Rémillard.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Oh yes, of course, when it is made public.

The Joint Chairman (Senator Wood): I also want to say something in closing. I would like to associate myself with the remarks made by Warren Allmand. When there are problems outside of Quebec concerning the francophones, we feel absolutely free to join in and help them. However, when it comes to Quebec, unless persons like Warren Allmand and myself put our thoughts ahead and our ideas, others do not jump in from the other provinces, as you well know. That is why Senator David thinks we are a little paranoid. But again, I come back to that one idea: the only province where it is illegal to have a sign in the language you wish is Quebec. If you do not have the money to fight your case you could be incarcerated. I think that is why some of us are paranoid.

We think you are a reasonable man, Mr. Minister, and we hope we will not have any problems with you.

Mr. Allmand: It is too bad that we have to defeat you in the election.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): It is too bad that you are trying to defeat me.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you very much for coming. We will see you again shortly, I am sure.

Mr. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Thank you very much.

The Joint Chairman (Senator Wood): This meeting is adjourned.

[Traduction]

l'ACFO, etc. Si des fonds ont été distribués cette année aussi, j'aimerais avoir cette liste également. Également, si vous négociez actuellement avec le Québec, pouvez-vous communiquer au comité le résultat de ces négociations, sous forme de lettre ou sous une autre forme?

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Vous voulez dire . . . ?

La coprésidente (la sénatrice Wood): Les négociations avec M. Rémillard.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Certainement, lorsque le tout sera rendu public.

La coprésidente (la sénatrice Wood): En terminant, je voudrais reprendre à mon compte les observations de Warren Allmand. Lorsque les francophones hors Québec éprouvent des difficultés, nous sommes les premiers à leur venir en aide. Au Québec, cependant, dans la même situation, si Warren Allmand et moi-même, entre autres, n'intervenons pas, nous ne pouvons pas compter sur l'aide des autres provinces, comme vous le savez. C'est peut-être ce qui fait dire au sénateur David que nous sommes un petit peu paranoïaques. Je répète cependant que le Québec est la seule province où il est illégal d'afficher dans la langue de son choix. Et si on n'a pas d'argent pour se défendre, on risque la prison. C'est assez pour devenir paranoïaque.

Nous pensons que vous êtes un homme raisonnable, monsieur le ministre, et nous avons bon espoir de nous entendre avec vous.

M. Allmand: Nous regrettons de devoir vous battre aux prochaines élections.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Je regrette que vous deviez essayer de le faire.

La coprésidente (la sénatrice Wood): Merci beaucoup d'avoir accepté notre invitation. Nous vous reverrons sans doute très bientôt.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Merci beaucoup.

La coprésidente (la sénatrice Wood): La séance est levée.

[Cont.]

and what? If you have any money, that's what I would like to see. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

The Joint Chairman (Senator Wood): The department that you will have with Mr. Remington is the same as the department that you have now. It is the same as the department that you have now. It is the same as the department that you have now.

The Joint Chairman (Senator Wood): I also want to say something to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

We think you are a responsible man, Mr. Minister, and we hope you will have any problems with you in the future.

Mr. Almond: It is not bad that we have to delay you in the election.

Mr. Woodard (Le Saint-Jean): It is not bad that you are trying to delay us.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you very much for coming. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

The Joint Chairman (Senator Wood): The meeting is adjourned. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

Mr. Almond: I am sure that you will be very helpful. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

Mr. Woodard (Le Saint-Jean): I am sure that you will be very helpful. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

[Cont.] The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

We think you are a responsible man, Mr. Minister, and we hope you will have any problems with you in the future.

Mr. Almond: It is not bad that we have to delay you in the election.

Mr. Woodard (Le Saint-Jean): It is not bad that you are trying to delay us.

The Joint Chairman (Senator Wood): Thank you very much for coming. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

The Joint Chairman (Senator Wood): The meeting is adjourned. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

Mr. Almond: I am sure that you will be very helpful. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

Mr. Woodard (Le Saint-Jean): I am sure that you will be very helpful. We will see you again shortly. I am sure that you will be very helpful.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.

The Joint Chairman (Senator Wood): I have something to say to you. I would like to see the money that you are having now. I would like to see the money that you are having now.



CANADA

INDEX

STANDING JOINT COMMITTEE ON

Official Languages

SENATE AND HOUSE OF COMMONS

Issues 1-30 • 1986-1988 • 2nd Session • 33rd Parliament

**Joint Chairmen: Senator Dalia Wood
Gabriel Desjardins, M.P.**



INDEX

Official Languages

SENATE
AND
HOUSE OF COMMONS

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

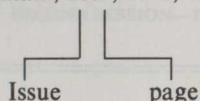
En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

GUIDE TO THE USERS

This Index is a subject-based and cross-referenced index which provides subject analysis as well as corresponding entries under the names of individual Members of Parliament.

Each participating Member and witness has a global entry, based on the order of reference that covers all pages where he/she spoke.

Knowles, Hon. Stanley (NDP—Winnipeg North Centre)
Regional Economic Expansion Department estimates,
1984-1985, main, **15:9**, 11-2, 19



Testimony and debate are analysed for subject content and the entries are arranged alphabetically.

Member **Knowles**
subject entry **Steel industry, 15:9**

Main subject **Steel industry**
sub-heading **Exports, 15:9**

Included in the index are several headings that may be particularly useful; a list under Witnesses shows all appearances by organizations before the Committee; the heading Orders of Reference lists all matters studied by the committee; the section Procedure and Committee business records all items of a procedural nature including those listed in the Minutes.

The index is extensively cross-referenced to account for organization of subject detail and varying terminology. Cross-references to a first sub-heading are denoted by a long dash “—”.

Women see Canadian Forces—Training

A list of dates of meetings of the committee with the corresponding issue numbers may be found under the heading “Dates and Issues” on the following page.

The most common abbreviations found in the Index are as follows:

A = Appendices Amdt. = Amendment M. = Motion S.O. = Standing Order

Political affiliations: L = Liberal PC = Progressive Conservative NDP = New Democratic Party
Ind = Independent Ind-L = Independent Liberal

**For further information contact the
Index and Reference Branch—992-8976**

Acadia *see* National Parks

Acid rain

Environment Department research, francophone participation rate, 25:25-6

Advertising

Government, English only, 12:24-5

See also Air Canada; Marine Atlantic Inc.; Penitentiaries—Psychiatric/medical staff, Job advertisements

Affirmative action *see* Canadian Security Intelligence Service;

Energy, Mines and Resources Department; Penitentiaries—Staffing

Agenda and procedure subcommittee *see* Procedure and Committee business

Agriculture *see* Manitoba—Francophones

Air Canada

Advertising policies, minority press, 15:28-9

Budget, bilingualism portion, 15:22-3

Complaints filed, Official Languages Commissioner Office, 12:25; 15:6-7, 28

Language of service to public, 15:5, 8, 15-6, 19, 29, 31, 33-4
Counter service, 15:10, 12

Significant demand/where numbers warrant, 15:21, 23
Signs, bilingual, 15:13

Language of workplace, 15:5-6, 8, 34

Fredericton, N.B., 15:21, 23-4

Official Languages Act compliance, 15:5-7, 9, 20-1, 30-6
Deregulation, effect, 15:22

Privatization, bilingualism policies, maintaining, 15:15, 35

Safety, language policy objectives, balancing, 15:28, 30-1
Staff

Anglophone discrimination, allegations, 15:20-2

Francophone participation rate, 15:9, 35

Language training, teaching manuals, etc., 15:5, 24-8
Franco-Manitobans, 15:18-9

Managers, official languages program implementing, 15:20-2, 24, 32-5

Pilots, flight attendants, identification, linguistic abilities, etc., 15:10-7, 27-30, 33

Training, language of choice, 15:15, 17-20

Turnover, 15:13

Visible minorities, policies, 15:6

See also Witnesses

Alberta

Francophones, development fund, Secretary of State Department, 30:29-30

Legislature

Bill C-60, French language rights repressing, 30:29

Speaker preventing member from speaking in French, Committee denouncing, 14:8

M. (Layton), 14:9-10, stood, 6

See also Correctional Service of Canada

Alliance Québec

Official Languages Act, amending, consultation, 12:8

Secretary of State Department, subsidies, 30:35

Allmand, Hon. Warren (L—Notre-Dame-de-Grâce—Lachine East)

Advertising, 12:24-5

Allmand, Hon. Warren—Cont.

Canadian Security Intelligence Service, 19:36-8; 23:32

Communications Department, 3:25-7, 29

Correctional Service of Canada, 5:10

Courts, 12:27

Education, 30:34-7

Employment and Immigration Department, 12:22-3; 13:28-9

Energy, Mines and Resources Department, 1:51-4, 62-3

Fitness and Amateur Sport Canada, 11:22-6, 40-2

Hoss Defence Systems, 21:33

Labelling, 29:11-2

National Capital Region, 1:51-2

National Defence Department, 21:25-7, 35-7

Official Languages Act, 30:10-1, 46, 48

Official Languages Commissioner Office, 12:23-4, 26

Official Languages Commissioner reports

M. (Gauthier), 3:11

1985, 1:51-4, 56-7, 59, 62-3, 66; 2:8, 17-21, 34, 39-40; 3:7, 11, 13, 25-9; 4:5-6, 22-5; 5:10-4, 18, 24; 6:5-6, 19-22; 8:13-8; 11:22-6, 36, 39-42

1986, 12:22-7; 13:25-9; 19:13-4, 27, 36-8, 43-4; 21:24-7, 35-7; 23:15-7, 23, 30-3; 29:11-2

1987, 30:25-6, 33-7, 46-9

Order in Council appointments, 1:33-4

Penitentiaries, 5:10-4; 8:13-8

Post offices, 6:19-22

Procedure and Committee business

Agenda and procedure subcommittee, 1:17, 19-20

M. (Gauthier), 3:13

Business meetings, 1:33-4; 30:10-4

Documents, 1:30-1; 4:5-6

M. (Gauthier), 3:7, 11

Information, 1:52, 54; 5:11

Joint Chairmen, 2:40

M. (Bernier), 24:22

Joint Vice-Chairmen, 1:15-6

M. (Gervais), 1:15

M. (Holtmann), 24:24-5

Meetings, 6:5

Organization meeting, 1:15-7, 19-20, 26-7, 30-2; 24:22, 24-5

Printing, 1:26-7

Questioning of witnesses, 1:62

Staff, M. (Gauthier), 1:32

Votes in House, 30:25-6

Witnesses, 2:34

M., 30:10-3

M. (Robinson), 19:43-4

Public Service, 12:25; 13:27

Public Service Commission, 13:25-9

Quebec, 13:28; 30:33, 36-7, 47-8

Royal Canadian Mounted Police, 2:17-20, 39-40; 4:22-5; 23:16-7, 31

Signs, 30:35

Solicitor General's Department, 23:32-3

Universities and colleges, 30:48

Women, 30:34

Amoroso, Margaret (Regional Industrial Expansion Department)

Official Languages Commissioner report, 1986, 16:4, 19

Appendices

- Communications Department, notes, **3A:1-16**
- Official Languages Commissioner special reports to Governor in Council, response, **28A:1-5**
- See also Procedure and Committee business—Documents

Arnold, Roy (VIA Rail Canada Inc.)

- Official Languages Commissioner report, 1986, **18:3, 18-20, 25, 27-8**

Assimilation see Francophone communities outside Quebec; Manitoba—Francophones**Association Franco-manitobaine see Penitentiaries—French language clubs****Association fransaskoise see Penitentiaries—French language clubs****Atkey, Ronald S. see Canadian Security Intelligence Service—Security Intelligence Review Committee****Atlantic Development Program**

- Minority enterprise, developing, **16:22**

Atlantic provinces see Correctional Service of Canada—Francophone participation rate; Penitentiaries—Language of service—Psychiatric/medical staff**Aubin, LCol R. see National Defence Department—Language training, CBC Radio-Canada report****Bankruptcies**

- Notices, publication, both official languages, **29:16**
- See also Consumer and Corporate Affairs Department—Language of service to public; Société franco-manitobaine—Meeting

Battered women see Women**Beaty, Stuart (Official Languages Commissioner Office)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, **12:5, 16, 20, 30-1**

Beauregard, Gaston N. (Petro-Canada)

- Official Languages Commissioner report, 1985, **9:3, 15**

Béland, Francine see Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Staff, Official Languages Co-ordinator**Belanger, Jacques**

- References, *Globe and Mail* article, **8:30**

Berger, Gerry (Government of Canada Office for the 1988 Olympic Winter Games)

- Official Languages Commissioner reports
- 1985, **11:3-8, 13-6, 18-9, 26-33, 45**
- 1986, **24:21, 28, 32-3, 35-6, 42-3, 48-9, 52-5, 59, 61-2**

Bernier, Gilles (PC—Beauce)

- Official Languages Commissioner report, 1985, **4:27**
- Procedure and Committee business
- Joint Chairmen, M., **24:22**
- Organization meeting, **24:22**
- Royal Canadian Mounted Police, **4:27**

Biche, Colette (VIA Rail Canada Inc.)

- Official Languages Commissioner report, 1986, **18:3, 15-6, 22-3, 26, 28, 32-5, 37, 39-40**

Bilingualism

- Official Languages Act position, **1:51; 4:44; 12:7, 14-5**

Bilingualism bonus, 3:40

- See also Canada Post Corporation; Canadian Security Intelligence Service—Staff; Consumer and Corporate Affairs Department; Correctional Service of Canada; Environment Department—Staff; Fisheries and Oceans Department—Staff; Marine Atlantic Inc.; National Defence Department—Staff; National Revenue Department; Public Service; Royal Canadian Mounted Police; Treasury Board; VIA Rail Canada Inc.—Staff

Bill C-42 see Criminal Code amdt. (trials in either official language)(Bill C-42)(3rd Session, 30th Parliament)**Bill C-72 see Official Languages Act (Bill C-72)****Bill 101 see Quebec****Bills**

- Proclamations, withholding, **30:12-3**

Binder, Michael (Communications Department)

- Official Languages Commissioner report, 1985, **3:3, 32**

Blain, Claude (Le Réseau de télévision TVA)

- Official Languages Commissioner report, 1986, **24:21, 30-2, 36-8, 41-2, 44-5, 56, 60**

Blanchette, Lucille (Société franco-manitobaine)

- Official Languages Commissioner report, 1986, **22:9-31, 34**

Blouin, Anne (PC—Montmorency—Orléans)

- Air Canada, **15:26-7**
- National Defence Department, **21:27-8**
- Official Languages Commissioner reports
- 1985, **9:36**
- 1986, **15:26-7; 16:34; 17:8; 21:27-9; 23:38, 45**
- Penitentiaries, **23:38, 45**
- Procedure and Committee business
- Business meetings, **1:33**
- Information, **9:36**
- Joint Vice-Chairmen, M. (Gervais), **1:14**
- Organization meeting, **1:14**
- Reports to both Houses, M. (Gauthier), **1:33**
- Universities and colleges, **9:36**

Bouchard, Jean-Claude (Communications Department)

- Official Languages Commissioner report, 1985, **3:3, 20, 25-7, 29, 34-5, 37, 39-40, 42-4**

Bouchard, Hon. Lucien (PC—Lac-Saint-Jean; Secretary of State)

- Alberta
- Francophones, **30:29-30**
- Legislature, **30:29**
- Alliance Québec, Secretary of State Department, **30:35**
- Canadian Council on Official Languages, Crombie, **30:47**
- Collège Saint-Boniface, **30:43**
- Committee, existence, **30:47**
- Corporations, Quebec, **30:43**
- Courts, access, **30:16**
- Education
- Alberta, **30:30-2**
- Immersion, **30:16**
- Official languages, **30:15-6, 19-23, 25, 28, 35-6**

- Bouchard, Hon. Lucien—Cont.**
 Education—Cont.
 Quebec, 30:24
 Saskatchewan, 30:30-1
 Francophone communities outside Quebec, Quebec, 30:39
 Health care services, official language minorities, 30:16, 23, 27-8
 Linguistic equality, legislation, 30:15
 Meech Lake Agreement, dual nature of Canadian society, 30:15
 Official Languages Act
 Amending, 30:16-8, 39, 44-5, 48
 Proclamation, 30:46-7
 Official Languages Commissioner report, 1987, 30:9, 15-25, 27-37, 39, 43 -9
 Quebec, anglophones, 30:33-4, 37
 References *see* Collège Saint-Boniface; Official Languages Act—Amending, Symmetry
 Signs, Quebec, 30:35
 Television, French language, 30:32-3
 Universities and colleges
 Bilingual, 30:48
 Nova Scotia, 30:17, 24
 Women, centres for battered women, 30:34
- Boudria, Don (L—Glengarry—Prescott—Russell)**
 Canadian Security Intelligence Service, 17:32-3, 45-7
 Income tax returns, 26:9-11
 National Revenue Department, 26:7-8
 Official Languages Commissioner report, 1986, 17:16, 21, 31-3, 37, 45-7; 26:7-11
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:13
 Procedure and Committee business
 Votes in House, 14:13
 Witnesses, M. (Jourdenais), 17:16
- Briefs *see* Appendices**
- British Columbia *see* Canada Post Corporation—Staffing, Bilingual positions**
- Broadcasting *see* Radio**
- Brockville, Ont. *see* Penitentiaries—Psychiatric/medical staff**
- Budget *see* Language training**
- Building the Future *see* Ukrainian-Canadian Development Committee**
- Bureau, André *see* Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage**
- Bureau of Competition Policy *see* Consumer and Corporate Affairs Department**
- Business meetings *see* Procedure and Committee business**
- Cable companies *see* Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage; Television—Programming**
- Calgary, Alta. *see* Education—Immersion; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.; Petro-Canada—Language of service to public, Headquarters**
- Cambridge University *see* Energy, Mines and Resources Department—Geologists**
- Camp Borden, Ont. *see* Canadian Security Intelligence Service—Staff, Training school**
- Canada Games, Sydney, Australia**
 Treasury Board involvement, 20:8
- Canada Labour Code *see* VIA Rail Canada Inc.—Official Languages Act compliance**
- Canada Post Corporation**
 Bilingualism bonus program, 6:33-4
 Collective bargaining units, 6:15-6, 28
 Francophone participation rate
 Headquarters, 6:9, 13-4
 Ontario region, 6:14
 Western provinces, 6:14
 Language of workplace, survey, etc., 6:8-9, 11, 13, 15, 35
 Language training/testing, 6:32-4
 Linguistic profile, 6:9, 14
 Management practices, carrot and stick approach, 6:25-6
 Official Languages Act compliance, 6:6-8, 14, 16-7, 26-30, 34-6
 Performance appraisals, instigating, 6:10
 Reorganization, cutbacks, effect, 6:6, 13, 15, 22-3, 26
 Staffing/recruitment, 6:35
 Designated bilingual positions, British Columbia, etc., 6:16, 31-2
 Equal opportunity, women, 6:23-4
 Imperative staffing, 6:32
 Turnover, 6:3-5
See also Post offices; Witnesses
- Canadian Bar Association *see* Law schools—Legislative drafting programs**
- Canadian Broadcasting Corporation**
 Regular programming interruptions in favour of broadcasting of Olympic events, 24:30-1, 34, 37-8, 41-2, 45-6, 50-1
See also Canadian Security Intelligence Service—Letter; National Defence Department—Language training; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage; Witnesses
- Canadian Charter of Rights and Freedoms**
 Bilingualism, position, 4:44
 Canadian Parents for French, position, 12:22
 Implementing, Justice Department role, 10:39
 Significant demand, defining, departmental directives, Treasury Board issuing, 20:35, 39
See also Courts—Language of choice; Education—French language, School districts; Language rights; Manitoba—Francophones; Official Languages Act—Amending; Penitentiaries—Staffing; Royal Canadian Mounted Police
- Canadian Council on Official Languages**
 Crombie, proposal, 30:47
- Canadian Museum of Civilization**
 Larose, appointment, 27:14, 29, 31
 Publications, both official languages, 27:21-2, 39
 Staff, bilingual, 27:31
 Translation services, specialist areas, 27:22-3, 25

- Canadian National Railways**
Emergency planning, use of French language, safety concerns, 28:9
See also Marine Atlantic Inc.—Background; Official Languages Commissioner reports
- Canadian Parents for French**
Consultations *re* Official Languages Act amendments, 12:8
See also Canadian Charter of Rights and Freedoms; Société franco-manitobaine—States General Project, Consultation process
- Canadian Police College** *see* Royal Canadian Mounted Police—Training centres
- Canadian Security Intelligence Service**
Affirmative action programs, proposal, 19:48
Brief, errors in text, 19:21, 39, 51
Competition posters, 17:31-2
Complaints filed, Official Languages Commissioner Office, 17:11, 13-4, 23-5, 35, 60; 19:8-9, 11-2, 18, 36-7, 50; 23:14, 34
Freemasons Society infiltrating, allegations, 23:20-2, 42
Haig-Brown report, background, 17:26, 54-5
Language of service to public, security investigations, telephone services, etc., 17:20-1, 29, 60-1; 19:39-40
Language of workplace, 17:22-3, 40-3, 58-60
Letter, anti-francophone bias, alleging, CBC Radio-Canada airing, 17:5-6, 12-3, 19-20, 26-7, 30, 34, 45, 47-50, 53, 56-7; 19:6-7, 12-4, 19-20, 25, 50
Gingras, personal recollections, 19:29-33
Official Languages Act compliance, 17:11-2, 19, 21, 27-8, 31-3, 43, 46-7, 54-5, 58-61; 19:7-11, 16-8, 35-6, 39, 45-51; 23:4-7, 10, 15-6, 22-4, 25-6, 40-1, 47-9
Contempt allegations, 19:25-6; 23:18-9
Gibson comments, 19:30-1
Kelleher, personal directives to Finn, 19:41-2; 23:13-4
Official Languages Review Committee, Gagnon special study, 19:14-7, 37-8, 51
Psychological testing, recruits, 23:42
See also Canadian Security Intelligence Service—Staff
Security Intelligence Review Committee
Atkey monitoring role, etc., 17:23-4, 30; 19:35, 37; 23:6
Special Report of the Security Intelligence Review Committee on Official Languages and Staff Relations, recommendations, 23:8, 14-6, 18-9, 32-4, 40-2
- Staff**
Appeal process, 17:14
Bilingualism bonus, 19:12, 31; 23:19-20, 35-6
Designated bilingual positions, recruitment, etc., 17:12, 31, 40, 44-5, 58-60; 19:8, 10, 12, 47-9
French-speaking countries, 19:22-4, 47-8
Paris office, 17:34; 23:45
Francophone participation rate, 17:14, 21-2, 30, 35, 40, 45-6, 48, 60-1; 19:46
Break-down, 19:33-5
Grievances, redress, 23:27-8
Interpretation services, 17:33
Language training, 19:8; 23:29-30
Languages other than official languages, need, 23:43-4
Loyalty memorandum, tabling, 17:49
Psychological testing, counselling, evaluation services, 17:60-1; 19:11, 21
- Canadian Security Intelligence Service—Cont.**
Staff—*Cont.*
Salaries, breakdown, 17:55-6
Size, classified information, 17:48; 19:35
Training school, Camp Borden, unilingual English, 17:20, 28-9, 51, 61; 19:8, 12, 18-9, 49
Survey, Official Languages Commissioner Office, 12:12-3
Workplans, headquarters, English only, 17:29-30, 44, 50-1, 59; 19:11-2, 49; 23:7, 34
Document, *CSIS Operational Plan*, 19:9, 11-2
See also Parliament; Witnesses
- Canadian Wheat Board** *see* Crown corporations—Manitoba
- Caplan-Sauvageau Task Force** *see* Television—Programming
- Caraquet, N.B.** *see* Royal Canadian Mounted Police
- Cardinal, Michel J.** (National Revenue Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 26:3, 23
- Cassidy, Mike** (NDP—Ottawa Centre)
Alberta, 30:29
Education, 30:29, 31
Official Languages Commissioner report, 1987, 30:29, 31-3
Television, 30:31-3
- Catalogues** *see* Mail order catalogues
- CBC** *see* Canadian Broadcasting Corporation
- Chairman, decisions and statements** *see* Procedure and Committee business
- Chandonnet, Jean** (Fisheries and Oceans Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 28:4, 17-8, 26-7, 31
- Chartrand, Michelle** (Fisheries and Oceans Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 28:4, 18-9, 21-5, 27-32
- Choquette, P.** (Canadian Security Intelligence Service)
Official Languages Commissioner report, 1986, 17:3, 14, 22-4, 30, 33, 40-6, 48, 50-1, 56; 19:3, 15-6, 20, 22, 33, 35, 39-40, 48-9
- Civil law** *see* Justice Department; Law schools—McGill University
- Clark, Ian** (Consumer and Corporate Affairs Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 29:3-13, 16-9, 23-6, 31-7, 40
References *see* Consumer and Corporate Affairs Department
- Cloutier, Sylvain** (Canada Post Corporation)
Official Languages Commissioner report, 1985, 6:3, 7-19, 21-32, 34
- CNR** *see* Canadian National Railways
- Collective bargaining** *see* Canada Post Corporation; Penitentiaries—Language of service; VIA Rail Canada Inc.
- Collège de l'Acadie** *see* Universities and colleges—Nova Scotia
- Collège du Nouveau-Brunswick**, 13:30-1
- Collège Riel**, 13:30

Collège Saint-Boniface, 3:39; 21:20-1; 26:18

Bilingual population, recruitment, services providing, etc., 5:21, 28; 6:29; 9:35-6; 13:30-3; 29:36-7

Fisheries and Oceans Department contacting, 28:16-9
Bouchard, visiting, 30:43

See also Guay, Hon. Senator Joseph-Philippe—References; Penitentiaries—Inmates, Language training; VIA Rail Canada Inc.—Staff, Recruitment

Colleges see Universities and colleges**Collin, Mr.** see Energy, Mines and Resources Department**Colloquium** see Official Languages Commissioner Office**Committee**

Agenda and procedure subcommittee, travel, penitentiaries, study, 5:33

Existence, future, after Bill C-72 proclamation, 30:46-7

Letters see Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage; Société franco-manitobaine—Press reports

Members, time limit, Senate time restricted, 4:8-9

Quorum see Reports to both Houses—First

Sympathy, Senator Louis Robichaud, death of wife, M., 2:33, agreed to, 4

Witnesses, inviting, RCMP Commissioner Simmonds/regional directors, 2:33-4

See also Alberta; Official Languages Act—Amending; Order in Council appointments; Procedure and Committee business; Société franco-manitobaine—States General Project

Common law see Law schools—Legislative drafting programs**Communications Department**

Assistant Deputy Ministers, appointing, authority, 3:19-20

Francophone participation rate, upgrading, 3:23-5, 30-1

Laval Centre, 3:18-9, 24, 30-2, 36, 45

Management levels, 3:7-8, 45

Recruitment, French language universities, 3:38-9

Regional representation, 3:18, 25-7, 34-5

Scientific and technical categories, 3:17-9

Headquarters

Arts and culture branch, bilingual requirements, 3:28-9

Language of service to public, 3:16-7, 44-5

Language of workplace, 3:17, 19, 42-3, 45

New Brunswick region, 3:43

Language testing, 3:39-43, 45

Mandate, 3:16, 23-4

Office automation, French language software, upgrading, etc., 3:19, 24, 32-4

Official Languages Act, compliance, success, 3:23, 30-1, 34-6, 44

Official languages plan, 3:39, 44, 46

Quebec region

Anglophone participation rate, upgrading, 3:18, 26-30, 44-5

Cultural sector, staffing, native francophone bias, 3:19, 28, 37-8

Reorganization, effect, 3:44, 46

Shirley's Bay Communications Research Centre, Laval University exchange project, 3:45

Staffing

Authority, 3:19-20

Imperative staffing, use, 3:18-9, 21

Communications Department—Cont.**Staffing—Cont.**

Linguistic profile, 3:29

Official language minorities, regional representation, 3:25-6

Province of origin, profiling, 3:37

See also Communications Department—Quebec region, Cultural sector

See also Appendices; Shirley's Bay Communication Centre; Spectrum management; Television—Programming; Telidon project; Witnesses

Computers see Software**Constitution**

Government services, ensuring, both official languages, public, favouring, 6:36; 12:8, 28

Official languages position, 7:22; 12:14

See also Manitoba—Francophones

Constitution Act, 1867

French language version, drafting, 10:12, 20-1

Consumer and Corporate Affairs Department

Bilingualism bonus, 29:27, 29-31

Bureau of Competition Policy, 29:38

Clark, commendation, 29:31, 36-7

Consumer Services Branch, 29:38

Francophone participation rate, 29:8, 12, 39

Administrative and support staff, 29:26

Executive levels, 29:8

Scientific and professional categories, 29:8, 37

Western provinces, 29:17, 22

Labelle, reporting responsibilities, 29:34-5

Language of service to public, 29:22-5, 29, 37-8

Bankruptcy, patent applications, example, 29:15-6, 35-6

Significant demand, determining, 29:6, 10, 13-5, 20-1

Signs, 29:6

Telephone service, 29:6, 11, 16-7, 24, 38

Language of workplace, 29:7, 22, 24-5

Manitoba office, 29:23

Mandate, 29:5

Official Languages Act implementation, 29:4-5, 34-5, 37-9

Treasury Board letter of understanding, 29:8-10, 17, 21, 24

Patent Office see Consumer and Corporate Affairs Department; Language of service to public

Quebec offices

Anglophone participation rate, university recruitment, 29:4, 32-4, 39

Visibility, profile, 29:12-3

Staff

Designated bilingual positions, 29:5-7, 17-20, 25, 27-31

Language training, 29:26-7, 30

Meetings, management committee meetings, etc., use of French language, 29:8, 24-5, 31-2, 35-6

Recruitment, French language universities, 29:36-7

See also Labelling; Société franco-manitobaine—Meeting; Winding-up Act; Witnesses

Contact OCO see Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Olympic Winter Games Organizing Committee (OCO '88)

- Cooper, Robert** (Correctional Service of Canada)
 Official Languages Commissioner report, 1985, 5:3, 24-6, 31, 36-7
- Corporations**
 Quebec, bilingualism, government promoting, 30:43
- Correctional Service of Canada**
 Alberta, federal-provincial agreements, services privatizing, Leblanc letter, 5:6, 22, 33-6; 8:36-8
 Bilingual service standards, implementation, 5:4-5
 Bilingualism bonus program, 5:7-9, 16-7
 Decentralization, 8:40
 Education/training policy, 5:6-7
See also Correctional Service of Canada—Western provinces
 Francophone participation rate
 Atlantic provinces, 5:10, 38
 Headquarters, management category, 5:6, 8, 31-2, 39
 New Brunswick, 5:9-10
 Ontario, 5:5-6, 18
 Headquarters
 Bilingual positions, designated, 5:31
 Language of workplace, 5:17-8, 38; 8:42-3
 Language service standards, establishing, 5:7-8
 Language of workplace, 5:26, 31-2
 Official language co-ordinators *see* Correctional Service of Canada—Western provinces
 Official Languages Act compliance, Treasury Board assistance, etc., 5:8-9, 29-30, 37-9; 8:8-9, 18-9, 40-2, 44-6; 23:4-5, 9-10, 18, 22-4, 26, 47-9
 Ontario region
 Anglophone participation rate, 5:5, 38-9
See also Correctional Service of Canada—Francophone participation rate
 Reorganization, impact, 5:6-7
 Staff
 Bilingual positions, designated, 5:17
 Contracts, mobility clause, etc., 5:26-7, 34-5
 Grievances, redress, 23:27-8
 Recruitment *see* Correctional Service of Canada—Western provinces
 Translation services, 8:8-9
 Western provinces
 Education/training program, 5:22
 Language of service, 5:21-2
 Official language co-ordinators, 8:12-3, 19, 22, 33-4, 40
 Recruitment, 5:6, 9, 20-1
See also Witnesses
- Correctional system** *see* Penitentiaries
- Courts**
 Access, official language minorities, federal assistance, 30:16
 Interpreters, training, 10:36
 Judges
 Manitoba, fluency in both official languages, 30:42
 Technical vocabulary, French language, 10:14, 17-8
 Language issues, Official Languages Commissioner Office, cases documenting, 12:27
- Courts—Cont.**
 Language of choice, criminal law proceedings, etc., 10:7, 20, 23, 30, 35; 12:8
 Canadian Charter of Rights and Freedoms, guarantees, 10:23
 Legislation, Bill C-42, comparing, 10:34
 Provinces, co-operation, 10:30
Société des acadiens case, 10:24
 Manitoba
 Forest case, 30:42
See also Courts—Judges
 Process documents, both official languages, 10:7
- Criminal Code**
 Official Languages Act, 2:5
- Criminal Code (amdt.—trials in either official language)(Bill C-42)(3rd Session, 30th Parliament)** *see* Courts—Language of choice, Legislation
- Criminal law** *see* Courts—Language of choice
- Crombie, Hon. David** *see* Canadian Council on Official Languages
- Crown corporations**
 Manitoba, Canadian Wheat Board, letter, 30:42
 Official Languages Act obligations, 7:16, 18-9
 Privatizing, bilingual services ensuring, Treasury Board involvement, 20:33-4, 36-7, 40, 45
See also Language rights—Government departments; National museums
- CSIS** *see* Canadian Security Intelligence Service
- CTV** *see* Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage
- Cummer, Don** *see* Solicitor General's Department—Official Languages Act compliance
- Cypress** *see* National Defence Department—Language of workplace, French-language units
- David, Hon. Senator Paul** (PC—Bedford)
 Constitution, 12:28
 Consumer and Corporate Affairs Department, 29:17-9, 29-32
 Education, 30:38-41
 Environment Department, 25:17-8
 Fisheries and Oceans Department, 28:27-9
 Fitness and Amateur Sport Canada, 11:37-8
 Francophone communities outside Quebec, 30:38
 Hamelin, references, 24:25-6
 Income tax returns, 26:17-8
 National Parks, 25:18-9
 National Revenue Department, 26:14-6, 22-3
 Official Languages Commissioner Office, 12:28, 30
 Official Languages Commissioner reports
 1985, 11:37-8
 1986, 12:27-31; 13:22-6; 25:17-9; 26:14-8, 22-3; 28:9, 27-9; 29:17-9, 21, 27-32
 1987, 30:37-41
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:9-10, 14
 Procedure and Committee business
 Information, 12:30
 Motions, 14:9
 Organization meeting, 24:25-6

- David, Hon. Senator Paul—Cont.**
 Procedure and Committee business—*Cont.*
 Votes in House, 14:9, 14
 Public Service, 13:23-5
 Public Service Commission, 13:22
 Quebec, 30:38
- De Bané, Hon. Senator Pierre (L—De la Vallière)**
 Laurendeau-Dunton Commission, 4:28
 Mulroney, references, 4:31
 Official Languages Commissioner report, 1985, 4:27-31
 Royal Canadian Mounted Police, 4:27-30
- De Blois, Pierre (Official Languages Commissioner Office)**
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:6, 27
- de Chastelain, LGen A.J.G.D. (National Defence Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 21:4, 11-2, 15-7, 19-29, 31-3, 35-7
- Defence Construction Canada**
 Complaints filed, Official Languages Commissioner Office, 12:26
- Delaney-LeBlanc, Madeleine (Marine Atlantic Inc.)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 7:3, 26-7
- Délisle, G. (Royal Canadian Mounted Police)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 4:3, 15-6, 25, 31-4
- Della Noce, Vincent (PC—Duvernay; Parliamentary Secretary to Secretary of State and Minister responsible for Multiculturalism)**
 Canadian Security Intelligence Service, 17:34-5, 47-9
 Official Languages Commissioner report, 1986, 17:10, 18, 34-7, 39, 47-9, 57; 18:20-1, 30-3, 35-7, 42-3
 Procedure and Committee business
 Documents, 17:18
 Questioning of witnesses, 17:37, 39
 VIA Rail Canada Inc., 18:30-3, 42-3
- Demers, Jean-Claude (Justice Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 13-4, 16-20, 32
- Demographics**
 Francophone population, declining, 4:13
- Deregulation** *see* Air Canada—Official Languages Act compliance
- Desjardins, Gabriel (PC—Témiscamingue; Joint Vice-Chairman; Joint Chairman)**
 Acid rain, 25:25-6
 Canada Post Corporation, 6:14-5
 Canadian Council on Official Languages, 30:46-7
 Canadian Museum of Civilization, 27:29
 Canadian Security Intelligence Service, 17:43-4
 Committee, 30:46
 Communications Department, 3:23-5, 42
 Consumer and Corporate Affairs Department, 29:12-4, 16-7
 Correctional Service of Canada, 5:26-7
 Crown corporations, 20:33-4
 Environment Department, 25:25
 Films, 14:41
 Fisheries and Oceans Department, 28:9-10
- Desjardins, Gabriel—Cont.**
 Hamelin, references, 24:24
 Hoss Defence Systems, 21:33
 Income tax returns, 26:26
 Laprade, references, 25:25
 Marine Atlantic Inc., 7:11-5, 24-5
 National Defence Department, 21:12-5
 National Museums, 27:29-30
 National Revenue Department, 26:24-5
 Official Languages Commissioner reports
 1985, 2:30-1, 33-4; 3:14-5, 23-5, 42; 5:26-8; 6:14-5; 7:11-5, 24-5
 1986, 13:16-8; 17:10, 15, 43-4, 53; 18:36-7; 20:32-4; 21:12-5, 33-4; 22:17; 25:25-6; 26:24-6; 27:29-31; 28:9-10; 29:12-4, 16-7
 1987, 30:46-7
 Penitentiaries, 5:27-8
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, 27:44
 Ms. (Gauthier), 3:14; 27:45
 Business meetings, 27:41-2, 44-5; 30:12-4
 Documents, appending to minutes and evidence, 28:9
 Information, requesting, 14:33
 Joint Vice-Chairmen, election, M. (Holtmann), 24:25
 Meetings, adjourning, 28:30
 Members, 30:13-4
 Substitutes, 24:25
 Organization meeting, 24:24-6
 Reports to both Houses, M. (Duguay), 28:29-30
 Witnesses, 2:33-4
 M. (Jourdenais), 17:15
 M. (Simard), 17:53
 M. (Allmand), 30:12-3
 Public Service, 13:16-8
 Public Service Commission, 13:17
 Royal Canadian Mounted Police, 2:30-1
 Treasury Board, 20:32-3
 VIA Rail Canada Inc., 18:36-7
- Desrosiers, Edouard (PC—Hochelaga—Maisonneuve)**
 Energy, Mines and Resources Department, 1:58-9
 National Defence Department, 21:22-3, 33
 Official Languages Commissioner reports
 1985, 1:57-9, 61-2; 8:26-8; 10:41, 46
 1986, 17:16; 21:22-3, 29, 33
 Penitentiaries, 8:26-8
 Procedure and Committee business
 Joint Vice-Chairmen, M., 10:41
 Witnesses, M. (Jourdenais), 17:16
- Dewar, D.B. (National Defence Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 21:4-11, 13-8, 23, 28-33, 37-9, 43
- Dieppe, N.B.** *see* Post offices—Language of service to public, Moncton
- Digué, Hervé A. (National Revenue Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 26:23

- Discrimination** *see* Energy, Mines and Resources Department—Anglophone employees—Francophone participation rate; Fitness and Amateur Sport Canada—Programs, French surname; New Brunswick—Government employment practices; Royal Canadian Mounted Police—Francophone participation rate
- Documents** *see* Appendices; Procedure and Committee business
- Dorchester Penitentiary** *see* Penitentiaries—Language of service
- Drafting** *see* Legislative drafting
- Drapeau, Mayor Jean** *see* Public opinion polls
- Duguay, Leo** (PC—St. Boniface)
Air Canada, 15:18-9
Canada Post Corporation, 6:24-5
Canadian Security Intelligence Service, 19:39
Education, 19:39; 22:17-8, 20; 28:19-20
Environment Department, 25:11-2
Fisheries and Oceans Department, 28:18-20
Guay, references, 22:20
Manitoba, 19:38-9; 22:17-8
National museums, 27:18-20
National Parks, 25:10
Official Languages Commissioner reports
1985, 4:34-7, 43; 5:19, 28-9; 6:4-5, 18, 24-5; 11:26-8
1986, 15:18-9, 29; 19:6, 26-8, 38-40; 22:17-20, 25, 32-3;
23:17-8; 24:34-5, 37-8; 25:10-2; 27:8-9, 18-20;
28:18-20
Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 11:26-8;
24:34-5, 37-8
M. (Gauthier), 27:8-9
Penitentiaries, 5:28-9; 23:17-8
Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:34-5
Procedure and Committee business
Agenda and procedure subcommittee, M. 28:29
Documents, 6:5
Information, 25:12; 28:19
Questioning of witnesses, 19:26-7
Reports to both Houses, M., 28:29-30
Royal Canadian Mounted Police, 4:34-7
Société franco-manitobaine, 22:17, 19-20, 32
M., 22:33
- Eades, Colin** (National Museums of Canada)
Official Languages Commissioner report, 1986, 27:4, 30
- Eddy, Sandra** (Fitness and Amateur Sport Canada)
Official Languages Commissioner report, 1985, 11:3, 33-4,
39-40
- Education**
Alberta, French, language services, Secretary of State
Department negotiations, 30:30-2
French language, Manitoba
History, 22:16, 20-1; 30:41, 43
National Defence Department personnel, Shilo affair,
21:31
Roblin, tribute, 22:24
School districts, autonomy, Canadian Charter of Rights
and Freedoms, affirming, Meech Lake Agreement
position, etc., 22:18-20, 26-8, 30-1
Students, selection process, information requesting,
22:33-4
- Education—Cont.**
Immersion, French, 1:50; 13:30; 30:16
Calgary, Alberta, 11:32-3
Manitoba, 6:25; 19:39; 22:11, 16-8; 28:19-20
Students, selection process, information requesting,
22:24-6
See also Penitentiaries—Inmates, Language training
Minority education rights
Position, provinces hesitating, 12:8-9, 28-30
See also Reports to both Houses—Third
Official languages, federal-provincial agreements, Secretary
of State Department, promoting, 30:15-6, 19-20, 42, 48-9
Quebec, 30:21-3, 25-9, 35-41
Quebec
Anglophone contribution, historical perspective, 30:24-5,
34-5
See also Education—Official languages
Saskatchewan, French language, Secretary of State
Department consultations, 30:30-1
Second language
Increased opportunities, providing, 12:29
Provinces neglecting, 21:11
See also Correctional Service of Canada; Penitentiaries—
Quebec region
- Edwards, John** (National Museums of Canada)
Official Languages Commissioner report, 1986, 27:4, 10-5,
17-8, 20-4, 26-37, 41
- Emergency planning** *see* Canadian National Railways; VIA Rail
Canada Inc.
- Employment and Immigration Department**
Quebec region, anglophone participation rate, 13:28-9
Winnipeg, Man. office, unilingualism, complaints, etc.,
12:22-3
See also Marine Atlantic Inc.—Staffing
- Energy, Mines and Resources Department**
Affirmative action plans, equal opportunities, etc., 1:41-3, 49,
54; 8:41
Anglophone employees
Bilingual capabilities, 1:43-6
Discrimination, 1:48-9
Bilingual designated positions, information requesting,
1:51-2, 54, 60
C-level upgrading, 1:53
Collin, former official, quotation, 1:36
Contract work, extent, information requesting, 1:53-4
Francophone participation rate, upgrading, 1:36
Administrative support group, 1:45
Discrimination, 1:58
French language units, “ghetto-ization”, 1:54-5
Language training, 1:55
Management levels, minister’s advisory committee, etc.,
1:37-41, 43-5, 50, 55-6, 58, 63-4
Information requesting, 1:43
Occupational categories, breakdown, 1:37, 48-9
Information requesting, 1:49
Preference, exclusive hiring practices, etc., 1:41-2, 59
Recruitment, French language universities, 1:37-9, 45,
62-4
Scientific and technological categories, 1:37-8

Energy, Mines and Resources Department—Cont.

- Language of service to public, 1:64
 - Language of workplace, 1:56-7, 60, 64
 - Linguistic profile, information requesting, 1:54
 - Minister *see* Energy, Mines and Resources Department—
Francophone participation rate, Management levels
 - New Brunswick offices, salaries, information requesting, 1:54
 - Official Languages Act compliance
 - Criticism, 1:35-6, 39-40, 48, 64
 - Cutbacks, effect, 1:37, 39-41, 45, 53-4
 - Official languages plan, Treasury Board approval, 1:38, 48, 58-61, 63, 65
 - Publications, policy, 1:46-8, 64
 - Quebec offices
 - Anglophone presence, upgrading, 1:36, 49-50, 64
 - Bilingual designated positions, information requesting, 1:52
 - Scientific bank program, 1:39-40
 - Staff
 - Geologists, Cambridge University connection, 1:44
 - Hiring/promotions, bilingual imperative, 1:50-1, 65
 - Scientific and technological personnel, Canadian university degrees, 1:44
- See also* Maps; Universities and colleges—Quebec; Witnesses

Environment Department

- Complaints filed, Official Languages Commissioner Office, 12:25
 - Documentation, publications, etc., both official languages, 25:5, 16-7
 - Language of service to public, 25:5
 - Telephone service, 25:5, 11
 - Language of workplace, 25:22-3, 28
 - Official Languages Act compliance, 25:4, 23-5, 27-8
 - Staff
 - Bilingualism bonus, 25:18
 - Decentralization, 25:4-5, 27
 - Designated bilingual positions, imperative staffing, etc., 25:5-6, 16-8, 21, 24-7
 - Francophone participation rate, scientific and professional category, senior management, etc., 25:4-6, 15, 17, 22
 - Manitoba offices, francophone representation, 25:11-2
 - Quebec region, anglophone representation, 25:6, 19
 - Recruitment, French language universities, etc., 25:15-6
- See also* Acid rain; Witnesses

Epp, Ernie (NDP—Thunder Bay—Nipigon)

- Canadian Charter of Rights and Freedoms, 20:39
- Canadian Museum of Civilization, 27:21
- Canadian Security Intelligence Service, 23:33-4, 43-4
- Correctional Service of Canada, 5:33-4; 8:40
- Crown corporations, 7:16; 20:40
- Education, 11:32; 22:20-1
- Energy, Mines and Resources Department, 1:43-5
- Environment Department, 25:15-6, 24-5
- Fisheries and Oceans Department, 28:20-4
- Fitness and Amateur Sport Canada, 11:33-6
- Justice Department, 10:25-7
- Manitoba, 22:21-3
- Marine Atlantic Inc., 7:15-8
- National Defence Department, 21:16-9
- National Museums, 27:21, 23-4

Epp, Ernie—Cont.

- National Parks, 25:14
- Official Languages Commissioner reports
 - 1985, 1:43-6; 4:16-8; 5:14-6, 33-4; 7:15-6; 8:7-8, 38-41; 10:24-8, 35, 42, 46-7; 11:29-37, 40
 - 1986, 12:16-20; 18:24-8; 20:19-26, 38-40; 21:16-9; 22:20-3; 23:33-5, 43-5; 25:14-6, 24-5; 27:20-4
- Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 11:30-1; 27:43
- Penitentiaries, 5:14-6, 33; 8:7-8, 38-9
- Procedure and Committee business
 - Agenda and procedure subcommittee, 1:20; 27:43
 - M. (Tremblay), amdt. (Gauthier), 1:23
 - Business meetings, 27:434
 - Joint Vice-Chairmen, M. (Desrosiers), 10:42
 - Organization meeting, 1:20, 23, 27-8
 - Printing, 1:27-8
- Public Service, 12:16-20; 20:22-3, 25-6
- Royal Canadian Mounted Police, 4:16-8; 23:35
- Signs, bilingual, 25:15, 24
- Société franco-manitobaine, 22:21-2
- Treasury Board, 20:20-1, 23-5, 38-9
- Ukrainian-Canadian Development Committee, 22:22
- VIA Rail Canada Inc., 18:24-8

Equal opportunity *see* Canada Post Corporation—

- Staffing/recruitment; Energy, Mines and Resources Department—Affirmative action; Petro-Canada—Staff

Equality *see* Linguistic equality**Estimates *see* Privy Council Office****Evraire, MGen R.J. (National Defence Department)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, 21:4, 27

Expo '86

- Royal Canadian Mounted Police presence, criticizing, 4:35-6

Federal-provincial agreements

- Regional Industrial Expansion Department programs, language of services, ensuring, 16:24
- See also* Education—Official languages; Official Languages Act—Amending; Treasury Board; Universities and colleges—Nova Scotia

Fédération des francophones hors Québec, 13:4-5, 21

- Consultations, Official Languages Act amendments, 12:8

Ferguson, Howard (Environment Department)

- Official Languages Commissioner report, 1986, 25:3, 11, 26

Films

- Fiction and Action/Fiction accomplie*, Official Languages Commissioner Office reception, 14:40-1

Finance Department *see* Winding-up Act**Finn, T.D. (Canadian Security Intelligence Service)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, 17:3, 10-5, 20-3, 25-35, 41-5, 47, 49-51, 53-8; 19:3, 6-26, 33-5, 38-9, 41-2, 46, 49, 51

References, 23:40-1

- Saturday Night* magazine interview, 19:32, 46

- See also* Canadian Security Intelligence Service—Official Languages Act compliance, Kelleher

Fisheries and Oceans Department

- Correspondence, French language, Marin, personal experience, 28:25-6
- Gulf Region, establishment, francophone participation rate, 28:10-2, 16, 23, 33
- Human Resources Branch, role, 28:23
- Language of service to public, 28:13-4
 - Telephones, use, 28:21-2, 33
- Language of workplace, 28:13, 23-5, 33
- Official Languages Act compliance, 28:9-10, 14-6, 20, 34
- Publications, working documents, both official languages, 28:13
- Quebec region
 - Anglophone participation rate, 28:12, 24, 26, 34-5
 - Maurice Lamontagne Institute, French language, use, 28:11, 20-1, 24, 32-3, 35
- Reorganization, sectoral management concept, 28:11-2, 14, 23
- Scotia-Fundy region
 - Community relations officer, appointment, 28:14
 - Francophone participation rate, 28:12, 33
- Staff
 - Bilingualism bonus program, 28:25-8
 - Cutbacks, 28:11, 19-21
 - Designated bilingual positions, imperative staffing, 28:17-8, 27-9, 33-4
 - National Capital Region, 28:24
 - Francophone participation rate, management levels, etc., 28:10, 12-3, 20, 31-2, 34
 - National Capital Region, 28:32, 34
 - Western provinces, 28:15-6, 18-9, 31
 - Language training programs, 28:13, 25, 30
 - Recruitment, French language universities, 28:16-9, 30
 - Senior officials, inability to converse in French, example, 28:32
 - Training programs, technical and professional, 28:13-4
- See also Collège Saint-Boniface; Witnesses

Fitness and Amateur Sport Canada

- Minister, former, Hervieux-Payette, 11:16
- National associations, representing see Fitness and Amateur Sport Canada—Programs, Bilingualism
- Official Languages Act, compliance, Treasury Board audit, etc., 11:8-9, 12-3, 16, 26, 38-41, 43
- Programs
 - Bilingualism promoting, national bodies, funding, translation services, etc., 11:10-2, 20-5, 34-41, 43-4
 - French surname, discrimination, 11:21, 25-6, 41-2
 - Quebec participation, 11:16-7, 19-20, 25, 35-6
- Staff
 - Francophone participation rate, 11:9
 - Language of workplace, bilingual positions, etc., 11:9-10, 43
 - Official languages consultant role, 11:33-4
- See also Witnesses

Flight attendants see Air Canada—Staff, Pilots**Fontaine, René (Société franco-manitobaine)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, 22:9, 12-5, 18, 21-2, 27, 29, 31

Fontaine, Yvon

- References, 13:4-5

Forest case see Courts—Manitoba**Fortier, D'Iberville (Official Languages Commissioner Office)**

- Official Languages Commissioner reports
 - 1985, 1:12, 63-6; 2:4, 41-3; 3:3, 5-7, 11-2, 44-5; 4:3, 45-7; 5:3, 37-9; 7:3, 28-30; 8:3, 44-6; 9:3, 36-9; 10:3, 37-9; 11:3, 41, 43-5
 - 1986, 12:6-35; 15:3, 32-5; 16:4, 38-40; 17:3, 58-61; 18:3, 43-7; 19:3, 49-51; 20:3, 42-7; 21:4, 39-42; 23:3, 47-9; 26:3, 29-32; 27:4, 37-41; 28:4, 7-9; 29:3, 37-9
- Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:5-6, 10-39, 41-2

Franco-Manitobans see Manitoba—Francophones**Francophone communities outside Quebec**

- Assimilation, 12:15
- Quebec, federal government, promoting, 30:38, 41
- See also Manitoba—Francophones

FRANCOTRAIN program see National Defence Department—Language training**Fredericton, N.B. see Air Canada—Language of workplace****Freemasons Society see Canadian Security Intelligence Service****Free trade agreement see Labelling****Free trade, Canada-United States negotiations**

- Linguistic duality preserving, Turner remarks, 12:32-5

Fresh Fish Marketing Corporation, St. Boniface, Man.

- Bilingual employees attracting, location considerations, 28:15-6

Gagnon, Pierre see Canadian Security Intelligence Service—Official Languages Review Committee**Gagnon, Roger (Consumer and Corporate Affairs Department)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, 29:3, 15-6, 21, 30-1, 33, 35-6

Gaspé, Que. see Health care services—Official language minorities**Gauthier, Jean-Robert (L—Ottawa—Vanier)**

- Alberta, M. (Layton), 14:9-10
- Belanger, references, 8:30
- Bills, 30:12-3
- Canada Post Corporation, 6:13-4
- Canadian Charter of Rights and Freedoms, 20:35
- Canadian Museum of Civilization, 27:14
- Canadian Security Intelligence Service, 12:12-3; 17:19-22, 54-5; 19:14-7, 41-2; 23:13-5, 35-6
- Communications Department, 3:19-21, 39-42
- Constitution, 7:22
- Consumer and Corporate Affairs Department, 29:9-11, 14-5, 24-30, 34-5
- Correctional Service of Canada, 5:16-9, 31-2
- Courts, 10:23-4, 34-5
- Crown corporations, 20:36-7
- Education, 22:33-4; 30:19-22
- Energy, Mines and Resources Department, 1:36-40, 46, 59-60
- Environment Department, 25:22-3, 26
- Fitness and Amateur Sport Canada, 11:16, 38-9
- Fontaine, Yvon, references, 13:4
- Hamelin, references, 24:26

Gauthier, Jean-Robert—Cont.

- Hoss Defence Systems, 20:37-8
 Joint Canada—Quebec Committee, 3:39
 Jones, references, 6:28
 Justice Department, 10:12-7, 34-5
 Labelling, 29:11
 Laurendeau-Dunton Commission, 14:39
 Law schools, 10:13
 Manitoba, 22:14-5
 Marine Atlantic Inc., 7:7-11, 21-3, 25-7
 National Defence Department, 21:9-12, 29-30, 37-8
 National museums, 27:17, 31-6
 National Museums of Canada, 27:14-6, 37
 National Parks, 25:7-9, 20-1
 Official Languages Act, 1:16-7, 61; 10:37; 12:10; 13:36; 30:11-2
 Official Languages Commissioner Office, 14:18-22, 27-30, 36-8, 42; 20:41-2
 Official Languages Commissioner reports
 M., 3:7-10, 12
 1985, 1:36-40, 46, 56, 59-61 2:7, 10-3, 33, 38; 3:7-10, 12-6, 19-23, 38-42; 4:5, 9-12, 18, 25, 40-3, 45; 5:10, 16-20, 31-3, 35-7; 6:5, 10-4, 16, 27-8, 31, 36; 7:6-11, 21-7, 30; 8:4-7, 28-32; 9:4, 10-4, 18, 22-8, 31-3; 10:12-7, 23-4, 34-7, 39-44, 47; 11:13-6, 28-9, 38-40
 1986, 12:10-3; 13:4-8, 10-6, 33-6, 41; 16:9-14; 17:6-10, 15-22, 54-5; 18:8-13, 35, 37-41, 48; 19:14-7, 27-8, 40-4; 20:10-5, 34-8, 40-2, 48; 21:9-12, 22, 24, 27, 29-31, 35, 37-8; 22:13-7, 23, 31-4; 23:10-5, 17, 21-3, 35-8, 42-3; 24:31-4; 25:7-10, 20-3, 25-7; 27:6, 8-9, 14-7, 31-7; 29:9-11, 14-7, 24-31, 34-6
 1987, 30:18-23, 25
 Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 11:13-5; 14:30-3; 20:13-4; 24:31-4; 27:42-5
 Ms., 11:28-9; 27:6, 8-9
 Penitentiaries, 5:18-20, 32, 36-7; 8:4-7, 28-32
 Petro-Canada, 9:10-4, 22-7, 31-3
 Post offices, 6:11-3, 31-3
 Private sector, 20:36
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:9-10, 18-22, 27-33, 36-9, 42
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, 1:18-20; 27:42-4
 M. (Tremblay), amdt., 1:22
 M. (Gervais), 1:23
 Ms., 3:13-6; 5:33; 10:42-4; 27:45
 Budget, M., 10:39-41
 Business meetings, 1:34-5; 27:42-5; 30:11-4
 Documents, 1:30-1; 2:7; 4:5; 5:35; 9:4, 18; 17:6-10, 18-9; 18:41; 19:15
 M., 3:7-10, 12
 M. (Tremblay), 1:31
 Information, 3:21; 5:36; 7:21, 27; 9:27; 13:34; 17:54; 20:36, 38; 22:33-4; 23:35-6; 24:31; 25:9-10, 21, 26; 29:9-10, 27
 Joint Chairmen, 6:5
 Joint Vice-Chairmen
 M. (Gervais), 1:14-5
 M. (Desrosiers), 10:41-2
 M. (Holtmann), 24:25
 Meetings, 6:5; 30:19
 Members, 13:4
 Organization meeting, 1:14-20, 22-33; 24:24-6

Gauthier, Jean-Robert—Cont.

- Procedure and Committee business—Cont.
 Printing, 1:24-8
 Questioning of witnesses, 19:27-8
 Quorum, 1:34; 20:4-5
 Reports to both Houses, M., 1:33
 Staff, 1:31
 M., 1:32-3
 Votes in House, 30:25-6
 Witnesses, 1:29; 2:33; 4:12
 M. (Jourdenais), 17:15-7
 M. (Robinson), 19:42
 M. (Allmand), 30:11-3
 Public Service, 12:10-2; 13:10-1, 14-6, 34, 36; 20:40-1; 25:21-2
 Public Service Commission, 13:11-4, 35
 References *see* Royal Canadian Mounted Police—Official Languages Act compliance; Solicitor General's Department—Official Languages Act compliance
 Regional Industrial Expansion Department, 16:10-4
 Royal Canadian Mounted Police, 2:10-3, 38; 4:9-10, 12, 40-3, 45; 20:34-5; 23:10-3, 21
 Secretary of State Department, 30:12
 Société franco-manitobaine, 13:4-5; 22:13-6, 32
 M., 13:41
 Solicitor General's Department, 23:36-7, 43
 Treasury Board, 20:11-5, 35
 TV Ontario, 3:21
 VIA Rail Canada Inc., 18:8-13, 37-40
 Winding-up Act, 29:9-16

Gazette see Royal Canadian Mounted Police—National symbol

Geologists *see* Energy, Mines and Resources Department—Staff; Petro-Canada—Staff, Recruitment

German language *see* Olympic games—Working language

Gervais, Aurèle (PC—Timmins—Chapleau; Joint Vice-Chairman)

- Official Languages Commissioner report, 1985, 2:36-7
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, M., 1:23
 Joint Vice-Chairmen
 M., 1:14-5
 M. (Kilgour), 1:15
 Organization meeting, 1:14-6, 23
 Witnesses, 1:29
 Royal Canadian Mounted Police, 2:36-7

Gibbs, Willie (Correctional Service of Canada)

- Official Languages Commissioner report, 1985, 8:3, 6, 20

Gibson, Fred *see* Canadian Security Intelligence Service—Official Languages Act compliance

Gingras, Yvon (Canadian Security Intelligence Service)

- Official Languages Commissioner report, 1986, 19:3, 14, 28-34, 36-7, 46-9, 52
 References *see* Canadian Security Intelligence Service—Letter

Girard, Albert (PC—Restigouche)

- Procedure and Committee business
 Joint Vice-Chairmen, M. (Kilgour), 1:15
 Organization meeting, 1:15

- Globe and Mail* see Belanger, Jacques—References
- Glynn, Hugh** (National Sport and Recreation Centre)
Official Languages Commissioner report, 1985, 11:3, 36-7
- Goldman, Calvin** (Consumer and Corporate Affairs Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 29:3, 36
- Gordon, Donald** see Marine Atlantic Inc.—Background
- Gourd, Alain** (Communications Department)
Official Languages Commissioner report, 1985, 3:3, 16-43, 46
- Government** see Advertising; Constitution; Corporations; Language rights; National Defence Department—Uniforms; Official Languages Commissioner Office; Francophone communities outside Quebec; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Olympic Winter Games Organizing Committee; Société franco-manitobaine—States General Project, Funding
- Government departments appearing** see Witnesses
- Government of Canada Office for the 1988 Olympic Winter Games** see Witnesses
- Graham, Stan** (PC—Kootenay East—Revelstoke)
Official Languages Act, 30:44-5
Official Languages Commissioner report, 1987, 30:44-6
- Grand Pré Park** see National Parks, Acadia region
- Gravelle, Pierre** (Treasury Board; National Revenue Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 20:3, 34-5; 26:3-17, 19-29, 32
- Grisé, Richard** (PC—Chambly; Parliamentary Secretary to Deputy Prime Minister and President of the Privy Council)
National Revenue Department, 26:11-4
Official Languages Commissioner report, 1986, 26:11-4
- Guay, Hon. Senator Joseph-Philippe** (L—St. Boniface; Joint Vice-Chairman)
Air Canada, 15:9-12, 30-1
Canada Post Corporation, 6:29-30
Canadian Security Intelligence Service, 23:26-8
Collège de Nouveau-Brunswick, 13:30-1
Collège Riel, 13:30
Collège Saint-Boniface, 5:21; 6:29; 9:35-6; 13:30-2; 21:20-1; 26:18; 28:16-8; 29:36-7
Communications Department, 3:37-9
Consumer and Corporate Affairs Department, 29:20-2, 29, 36-7
Corporations, 30:43
Correctional Service of Canada, 5:20-2; 23:26, 28
Courts, 10:36; 30:42
Crown corporations, 7:19; 30:42
Education, 21:31; 22:24, 26; 30:41, 43
Films, 14:40
Fisheries and Oceans Department, 28:15-7, 30-1
Francophone communities outside Quebec, 30:41
Fresh Fish Marketing Corporation, St. Boniface, Man., 28:15-6
Manitoba, 22:24
Marine Atlantic Inc., 7:18-21
Military colleges, 21:20-1
- Guay, Hon. Senator Joseph-Philippe—Cont.**
National Defence Department, 21:31-2
National museums, 27:26-8, 37
National Revenue Department, 26:18-21, 28-9
Official Languages Commissioner reports
1985, 2:35-6; 3:12, 14, 37-9; 4:8-9, 21; 5:13, 20-2; 6:4-5, 10, 29-32; 7:18-21, 25-6, 30; 8:6-7, 13, 24-6, 29, 35; 9:12, 14-8, 25, 35-6; 10:27-8, 36-7, 41-4
1986, 12:20-2, 31-2, 36; 13:5, 9-10, 29-33; 15:9-14, 30-1, 33; 16:13, 16, 19, 23-8, 32-3, 36-8; 17:7-10, 15, 17, 19, 22, 27, 32, 37-9, 46, 52, 61; 18:15-20, 25, 30-1, 41-2, 47-8; 19:14; 20:27-31; 21:20-2, 31-3, 38; 22:16, 18, 20, 23-6, 32-4; 23:18, 22, 26-9, 31; 24:26-8, 43, 48-52, 56-8, 60-2; 26:10, 15, 18-21, 27-9; 27:7-9, 13, 25-8, 31, 36-7; 28:15-8, 29-32; 29:4, 12-3, 16, 20-4, 28-9, 36-7
1987, 30:41-3
Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 20:28-9; 24:43, 49-52, 57-8, 60; 27:43-5
M. (Gauthier), 27:7-9
Penitentiaries, 8:24-6, 29
Petro-Canada, 9:14-5, 18-20, 35
Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:9, 14, 40
Procedure and Committee business
Agenda, M., 24:26
Agenda and procedure subcommittee, 27:43-4
M. (Gauthier), 27:45
Business meetings, 27:42-5; 30:13-4
Documents, 6:4; 9:17-8; 17:7, 10; 24:28
Information, 5:21; 21:31; 26:28; 27:37; 28:30
Joint Vice-Chairman, M. (Wood), 27:42
Members, 30:13-4
Questioning of witnesses, 4:8-9; 17:37-8
Votes in Senate, 6:10
Witnesses
M. (Jourdenais), 17:15
M. (Robinson), 17:52
Public Service, 13:31-2; 20:27
Public Service Commission, 13:32-3
References
Collège Saint-Boniface honouring, 22:13, 20
Regional Industrial Expansion Department, 16:16, 25-8, 36-8
Royal Canadian Mounted Police, 2:35-6; 23:26, 28
Senate, 12:35-6; 14:14; 29:23
Société franco-manitobaine, 6:4; 22:23-4; 29:4, 20
M. (Duguay), 22:33
Television, 23:28; 24:61
Treasury Board, 20:27, 29-31
VIA Rail Canada Inc., 18:15-9, 31, 41-2, 48
- Gulf Canada Ltd.** see Petro-Canada—Background, Acquisitions
- Haig-Brown report** see Canadian Security Intelligence Service
- Hamelin, Charles** (PC—Charlevoix; Joint Chairman)
Air Canada, 15:9, 12, 24, 31-2
Alberta, 14:8
M. (Layton), 14:9-10
Canadian Security Intelligence Service, 17:5-6, 30, 46, 57; 19:23; 23:22
Communications Department, 3:30-1
Courts, 10:17-8, 20
Criminal Code, 2:5
Energy, Mines and Resources Department, 1:39-41, 48, 57

Hamelin, Charles—Cont.

- Expo '86, 4:35
 Fitness and Amateur Sport Canada, 11:19-21
 Fontaine, Yvon, references, 13:5
 Francophone communities outside Quebec, 12:15
 Guay, references, 22:13
 Justice Department, 10:18-9
 Kelleher, references, 23:4, 40
 Lawyers, 10:17
 National Defence Department, 21:5, 12, 24, 39
 Official Languages Act, 1:14, 16-7
 Official Languages Commissioner reports
 M. (Gauthier), 3:9-10
 1985, 1:34, 39-41, 48, 57; 2:5; 3:30-1; 4:21-2, 31-2, 35, 42-3;
 5:30, 32, 34-5; 8:10, 15, 18, 20, 23-4, 25, 27, 30;
 10:17-20, 30; 11:18-21, 29
 1986, 12:6, 13-5; 13:4-5, 18-21, 36-8; 15:12, 24, 32; 16:15-9,
 23, 28, 30-1, 34-5; 17:46; 19:23; 20:15-9; 21:12, 15, 23-4,
 38-9; 22:13, 15; 23:15-7, 22, 39
 Olympic Winter Games, Calgary, Alta., 11:18-9
 M. (Gauthier), 11:29
 Order in Council appointments, 1:34
 Penitentiaries, 5:32; 8:10, 15, 18, 20, 30
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:14-5
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, 1:17-23
 M. (Gervais), 1:23-4
 Ms. (Gauthier), 3:13; 10:42-6
 Budget, M. (Gauthier), 10:39-41
 Business meetings, 1:33-5
 Documents, 1:29-30; 5:35
 Distribution, 4:5; 17:7-10, 18-9
 M. (Gauthier), 3:9-10
 Refusing, 19:52
 Information, 1:57; 13:37-8; 16:34
 Requesting, 8:24, 38, 43-4
 Joint Chairmen
 M., 1:13
 M. (Bernier), 24:22-3
 Joint Vice-Chairmen, 1:15-6
 M. (Gervais), 1:14-5
 M. (Kilgour), 1:15
 M. (Desrosiers), 10:41-2
 Organization meeting, 1:13-33; 24:22-5
 Printing, 1:24-8
 Questioning of witnesses
 Replies, 19:27
 Rotation by party, 17:36-7, 39-40
 Time limit, 4:8-9
 Staff, 1:31
 M. (Gauthier), 1:32-3
 Sympathy, 2:33
 Votes in House, meeting adjourning, 14:13-4
 Witnesses, 1:28-9
 Inviting, 2:33-4; 17:36
 M., 5:34
 M. (Simard), 17:53
 Ms. (Robinson), 17:52; 19:42-4
 Public Service, 13:18-21, 37-8
 Public Service Commission, 13:20-1
 References, commendation, 24:24-6

Hamelin, Charles—Cont.

- Regional Industrial Expansion Department, 16:15-9, 28, 30-1,
 34-5
 Royal Canadian Mounted Police, 2:5; 4:21-2, 31; 10:17; 14:15;
 23:16-7
 Société franco-manitobaine, 13:4-5; 22:15, 32
 Solicitor General's Department, 23:39
 Treasury Board, 20:15-9

Hanigan, Lawrence (VIA Rail Canada Inc.)

- Official Languages Commissioner report, 1986, 18:3, 5-18,
 21-34, 36-43, 47-8

Hansard see Senate**Hastings, Hon. Senator Earl A. (L—Palliser—Foothills)**

- Correctional Service of Canada, 5:22, 35-7; 8:12-3, 33-4, 36-8
 Justice Department, 10:31-2
 National Parole Board, 8:10
 Official Languages Commissioner report, 1985, 5:22-6, 33,
 35-7; 8:10-3, 15, 32-8; 10:31-2, 45
 Penitentiaries, 5:22-6; 8:10-1, 33-5
 Procedure and Committee business, information, 5:22
 Senate, 8:33

Healey, E.J. (National Defence Department)

- Official Languages Commissioner report, 1986, 21:4, 18, 33-4,
 38

Health and safety see Canadian National Railways; VIA Rail Canada Inc.**Health care services**

- Official language minorities, federal assistance, 30:16
 Quebec, Gaspé anglophones, etc., 30:23, 27-8
See also National Defence Department; Penitentiaries—
 Psychiatric/medical staff

Henry, J.B.D. (Royal Canadian Mounted Police)

- Official Languages Commissioner report, 1985, 4:3, 35

Hervieux-Payette, Hon. Céline see Fitness and Amateur Sport Canada—Minister**Hession, Raymond V. (Regional Industrial Expansion Department)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, 16:4, 26-34,
 36-8, 40

Highways see Signs, bilingual**Hnatyshyn, Hon. Ray**

- References, 10:30

Holtmann, Felix (PC—Selkirk—Interlake)

- Procedure and Committee business
 Joint Vice-Chairmen, M., 24:24
 Organization meeting, 24:24

Hopper, Wilbert (Petro-Canada)

- Official Languages Commissioner report, 1985, 9:3, 5-6, 10-1,
 13-8, 20-25, 27-9, 31-6

Horner, Bob (PC—Mississauga North)

- Bills, 30:13
 Procedure and Committee business
 Business meetings, 30:12-3
 Witnesses, M. (Allmand), 30:12-3

Hoss Defence Systems

- Language training contract, Supply and Services Department awarding, 20:37-8
- National Defence Department involvement, 21:33-4

Howe, Bruce

- References, 1:36

Hutchison, Dr. W. (Energy, Mines and Resources Department)

- Official Languages Commissioner report, 1985, 1:12, 39-40

Iacobucci, Frank (Justice Department)

- Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 5-13, 15-6, 18-20, 22, 24-5, 27-31, 33, 35-7

Immersion, French see Education**Imperative staffing see Canada Post Corporation—Staffing; Communications Department—Staffing; Energy, Mines and Resources Department—Staff; Environment Department—Staff, Designated bilingual positions; National Revenue Department—Staff, Designated bilingual positions; Public Service—Staffing****In camera meetings see Procedure and Committee business****Income tax returns**

- Bilingual formatting, language preference indicating, etc., 26:6, 9-11, 26, 28-9, 31
- Computerized communications, language levels, improving, 26:17-8, 26, 31
- Processing, volunteers, use, 26:10
- Quebec, special situations, correspondence, Bill 101 influence, 26:23-4
- Volume, 26:6

Interpreters see Courts**Interprovincial Sport and Recreation Council, 11:16-7****Jeannot, Pierre J. (Air Canada)**

- Official Languages Commissioner report, 1986, 15:3-7, 9, 11-3, 15-30, 35-6

Joint Canada—Quebec Committee

- Distance education, software development, 3:39

Jones, Leonard

- References, 6:28

Joseph Dubuc Institute see Manitoba—Laws**Jourdenais, Fernand (PC—La Prairie)**

- Canadian Security Intelligence Service, 17:22-7, 30; 19:17-21, 49
- National Capital Region, 19:19
- Official Languages Commissioner report, 1986, 17:14-5, 17-8, 22-7, 30; 19:6, 14, 17-21, 26-7, 33, 43-4, 49
- Procedure and Committee business
- Questioning of witnesses, 19:26
- Witnesses, M., 17:15, 17-8

Judges see Courts; Justice Department—Programs**Julien, J.E.J. (Royal Canadian Mounted Police)**

- Official Languages Commissioner report, 1985, 2:4, 20; 4:3, 11, 21-2, 25, 27, 33-4, 44-5
- References see Royal Canadian Mounted Police—Unit bilingual complement

Juneau, Pierre (Canadian Broadcasting Corporation)

- Official Languages Commissioner report, 1986, 24:21, 29-43, 45-7, 50-2, 55, 57, 59-61
- References see Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage

Justice Department

- Anglophone old guard image, disappearing, 10:29-30
- Civil law section, 10:28
- Deputy Ministers, mother tongue French, 10:29
- Documentation see Justice Department—Regional offices
- Language of service to public, 10:7
- See also Justice Department—Regional offices
- Language of workplace, 10:8-10, 14, 38
- Language training, 10:8, 38
- See also Justice Department—Programs
- Legal advisory units
- Departmental, bilingual capabilities, upgrading, 10:38
- Privy Council Office, 10:25-6
- Legal Education and Information Program, 10:7
- Legislation interpretation, criticism, 10:34-5
- Legislative drafting division, 10:9-10, 12, 25-7, 33-4, 37-8
- Minister, duties, 10:5
- Official Languages Act compliance, Treasury Board audit, 10:6, 9-12, 18-20, 26, 37-9
- Organization, role, etc., 10:5-6
- Programs
- Language training, judges, stenographers, 10:35-7
- Legal translation, sponsoring, 10:27
- Regional offices
- Documentation, French language, lack, 10:15-6
- Language of service to public, 10:7
- Staffing, 10:6, 12-3, 23, 38
- Staffing
- Bilingual positions, designated, 10:7, 16, 31
- Francophone participation rate, recruitment, etc., 10:10-1, 12-4, 26-7, 38
- Headquarters, 10:6
- Language requirements, re-profiling, 10:16-7, 19-20, 31-2, 38
- Managerial positions, 10:8, 38-9
- See also Justice Department—Regional offices
- Telephone services, 10:7-8
- See also Canadian Charter of Rights and Freedoms—Implementing; Official Languages Act—Amending; Witnesses
- Keeper, Cyril (NDP—Winnipeg North Centre)**
- Canada Post Corporation, 6:16-8, 24
- Official Languages Commissioner report, 1985, 6:16-8, 24
- Kelleher, Hon. James (PC—Sault Ste. Marie; Solicitor General)**
- Canadian Security Intelligence Service
- Complaints filed, 23:34
- Freemasons Society infiltrating, 23:21, 42
- Official Languages Act compliance, 23:5-7, 10, 14-6, 25-6
- Psychological testing, 23:42
- Security Intelligence Review Committee, 23:6, 8, 14-6, 19, 32-4, 41-2
- Staff, 23:19-20, 27, 29-30, 36, 44-5
- Workplans, 23:7
- Correctional Service of Canada
- Official Languages Act compliance, 23:5, 9-10

- Kelleher, Hon. James—Cont.**
 Correctional Service of Canada—*Cont.*
 Staff, 23:28
 National Parole Board, Official Languages Act compliance, 23:10
 Official Languages Commissioner report, 1986, 23:5-22, 25-47, 49
 Penitentiaries
 Francophone inmates outside Quebec, 23:17, 46-7
 Language of service, 23:38-9
 Lawyers, 23:9
 New Brunswick, 23:46-7
 Psychiatric/medical staff, 23:9, 45-6
 References
 Responsibilities, 23:4
 See also Canadian Security Intelligence Service—Official Languages Act compliance; Royal Canadian Mounted Police—Francophone participation rate
 Royal Canadian Mounted Police
 Bilingualism bonus system, 23:20
 Francophone participation rate, 23:8, 11-2
 Language training, 23:9, 13, 20-2, 29-30, 35
 Official Languages Act compliance, 23:5, 10-1, 16
 Recruitment practices, 23:30
 Training centres, 23:31-2
 Unit bilingual complement, 23:8
 Solicitor General's Department
 Bilingualism requirements, 23:10
 Official Languages Act compliance, 23:33, 37-40, 43
- Kennedy, William (Canada Post Corporation)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 6:3, 14, 16, 19, 23, 33-4
- Kilgour, David (PC—Edmonton—Strathcona; Parliamentary Secretary to Minister of Transport)**
 Canadian Security Intelligence Service, 23:29
 Courts, 10:30
 Justice Department, 10:29
 Official Languages Commissioner reports
 1985, 2:31-3; 4:25-6; 10:28-30, 40-1
 1986, 23:29-30
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, 1:19
 Budget, M. (Gauthier), 10:40
 Joint Vice-Chairmen, 1:16
 M., 1:15
 Organization meeting, 1:13, 15-6, 19
 Royal Canadian Mounted Police, 2:31-2; 4:25-6; 23:29-30
- Kindy, Alex (PC—Calgary East; Joint Vice-Chairman)**
 National Revenue Department, 26:23
 Official Languages Commissioner report, 1986, 24:39-42; 26:22-4
 Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 24:40-2
 Procedure and Committee business
 Business meetings, 27:45; 30:12
 Information, 26:24
 Joint Chairmen, M. (Wood), 27:45
 Questioning of witnesses, 24:39; 26:22
 Witnesses, M. (Allmand), 30:12
- King, Frank W. see Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage**
- Kingston, Ont. see Military colleges; Penitentiaries—Language of service**
- Kinsman, Jeremy (Communications Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 3:3, 28-9, 38, 41-2
- Kroeger, Arthur (Energy, Mines and Resources Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 1:12, 36-46, 48-50, 52-8, 60-2, 66
- Labelle, Huguette (Public Service Commission)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 13:3, 6-7, 11-5, 17-23, 25-8, 30-3, 38, 40
- Labelle, Jean-Marc (Consumer and Corporate Affairs Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 29:3, 10-1, 14-5, 17-20, 22-3, 26-31
 References see Consumer and Corporate Affairs Department
- Labelling**
 Bilingual, free trade agreement implications, Consumer and Corporate Affairs Department regulations, 29:11-2
- Labour Code see Canada Labour Code**
- Labour unions see Collective bargaining; Marine Atlantic Inc.—Staffing, Bilingual positions**
- Lacombe, Trefflé (Public Service Commission)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 13:3, 7-10, 15-7, 19, 24-5, 29-30, 35-6, 38
- Ladouceur, Fernand (PC—Labelle)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 4:20
- Lagassé, J.A.D. (Royal Canadian Mounted Police)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 4:3, 31-2
- Lalonde, Robert (Canada Post Corporation)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 6:3, 19-20, 32-4
- Lander, Donald (Canada Post Corporation)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 6:3, 6-7, 26, 34
- Language in Society see Official Languages Commissioner Office—Publication**
- Language rights**
 Canadian Charter of Rights and Freedoms, Official Languages Act, recognizing, 3:5-6
 Government departments, crown corporations, respecting, 3:5-6
- Language testing see Canada Post Corporation—Language training/testing; Communications Department; Marine Atlantic Inc.; Treasury Board**
- Language training**
 Programs, federal budget share, 14:26
 See also Air Canada—Staff; Communications Department; Consumer and Corporate Affairs Department—Staff; Energy, Mines and Resources Department—Francophone participation rate; National Revenue Department—Staff; Official Languages Act—Amending; Royal Canadian Mounted Police; Treasury Board

- Lanthier, Claude** (PC—LaSalle; Parliamentary Secretary to Minister of Public Works)
Official Languages Commissioner Office, 14:23-4, 33-6, 40
Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:22-4, 33-6, 40-1
- Laprade, Réjean** (Environment Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 25:3, 12, 18, 25
References, mandate, 25:25
- Larose, Marc** (National Museums of Canada)
Official Languages Commissioner report, 1986, 27:4, 16, 22, 27, 29
References *see* Canadian Museum of Civilization
- Laurendeau-Dunton Commission**, 4:28; 12:30
Documents, Official Languages Commissioner Office, housing, 14:39
- Laval Centre** *see* Communications Department—Francophone participation rate
- Laval University** *see* Communications Department—Shirley's Bay Communications Research Centre
- Law schools**
Legislative drafting programs, common law, French, 10:10, 13-4, 27-8
Canadian Bar Association attitude, 10:21-2
McGill University, civil law, 10:22
- Lawyers**
Quebec, surplus, 10:17
See also Penitentiaries
- Layton, Hon. Bob** (PC—Lachine)
Air Canada, 15:30
Alberta, M., 14:9
Canadian Security Intelligence Service, 19:45-7
Education, 30:26-8
Health care services, 30:27
Official Languages Commissioner Office, 14:24-7
Official Languages Commissioner reports
1986, 15:18-9, 30; 19:45-7
1987, 30:26-9
Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:9, 14, 24-7
Procedure and Committee business, votes in House, 14:14
- Le Droit** *see* Société franco-manitobaine—Press reports
- Leblanc, Rhéal J.** (Correctional Service of Canada)
Official Languages Commissioner report, 1985, 5:3-24, 26-36, 40; 8:3-10, 14-7, 19-29, 31-2, 40, 42-3
References, *see* Correctional Service of Canada—Alberta
- Legal Education and Information Program** *see* Justice Department
- Legislative drafting** *see* Constitution Act, 1867; Justice Department; Law schools; National Revenue Department
- Lemelin, Claude** (Regional Industrial Expansion Department)
Official Languages Commissioner report, 1986, 16:4-24, 31, 34
- Linder, Roger W.** (Air Canada)
Official Languages Commissioner report, 1986, 15:3, 7-9, 13-4, 17-9, 25
- Linguistic equality**
Legislation, Bill C-72 furthering, 30:15
Three components, 1:63
- Lopez, Ricardo** (PC—Châteauguay)
Energy, Mines and Resources Department, 1:41-2
Official Languages Commissioner report, 1985, 1:41-2, 61
- Low, D. Martin** (Justice Department)
Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 24, 30
- Lynch, John G.** (Petro-Canada)
Official Languages Commissioner report, 1985, 9:3, 7-10, 17-8, 21-2, 25-30
- MacDonald, Hon. Flora** *see* Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage
- MacDonald, George F.** (National Museums of Canada)
Official Languages Commissioner report, 1986, 27:4, 18-25, 31
- Mail order catalogues** *see* Post offices—Quebec/Montreal region
- Makosky, Lyle** (Fitness and Amateur Sport Canada)
Official Languages Commissioner report, 1985, 11:3, 8-13, 16-7, 20-6, 34-9, 45
- Malépart, Jean-Claude** (L—Montreal—Sainte-Marie)
Official Languages Commissioner report, 1986, 16:29-32
Regional Industrial Expansion Department, 16:29-32
- Manitoba**
Francophones
Agriculture crisis, effect, 22:23
Assimilation tendency, 22:11, 16-8, 22-3, 25
Canadian Charter of Rights and Freedoms, implications, 22:10-1, 18
Constitution, implications, 22:10-1, 18
Language rights, respecting, 19:38-9
Population, 22:18
Provincial government, attitude, 22:14-5
Television and radio stations, programming, etc., 22:23-4
See also Air Canada—Staff, Language training
Laws, translating, Joseph Dubuc Institute involvement, 10:28
See also Consumer and Corporate Affairs Department—Language of workplace; Courts; Crown corporations; Education; Environment Department—Staff; National Revenue Department—Staff, Francophone participation rate; Post offices—Language of service to public
- Manitoba Intercultural Council** *see* Société franco-manitobaine, States General Project, Funding
- Manson, Gen P.D.** *see* National Defence Department
- Maps**
Quebec, bilingual, Energy, Mines and Resources Department preparing, 1:47
- Marin, Charles-Eugène** (PC—Gaspé)
Fisheries and Oceans Department, 28:24-5, 32, 35
Official Languages Commissioner report, 1986, 28:24-6, 32, 35
References *see* Fisheries and Oceans Department—Correspondence
- Marine Atlantic Inc.**
Advertisements, French language newspapers, 7:26-7
Affirmative action program, proposal, 7:8, 17

- Marine Atlantic Inc.—Cont.**
 Background, Canadian National Railways connection, 7:4, 6
 Gordon remark, 7:15
 Bilingualism bonuses, 7:15
 Brief, criticism, 7:18-9, 21
 Francophone participation rate, 7:8, 15, 19-20
 Headquarters, 7:7-9, 30
 Labour market considerations, 7:4-5
 Language of service to public, 7:5-6, 8, 17, 19, 22-3, 28
 Significant demand, defining, 7:18, 20-5
 Signs, bilingual, taped announcements, etc., 7:5, 9-11, 16, 23, 29
 Surveys, etc., 7:5, 12-3
 Telephone services, 7:25-6
 Toll booths, 7:17-8
 Language of workplace, translation services, etc., 7:8, 10-1, 29
 Language training/testing, 7:6, 14-5
 Official Languages Act compliance, 7:15, 28-30; 12:26
 Official languages co-ordinator
 Appointing, 7:5, 17, 27
 Policy, Robin Skuce and Associates study, commissioning, 7:5, 21-2
 Staffing/recruitment
 Anglophone communities, 7:4, 12, 15-6, 19, 24
 Bilingual positions, designated, labour union demands, etc., 7:5-7, 11, 13-4, 19-22, 24, 29-30
 Employees, total, linguistic profile, etc., 7:7, 10, 12
 Employment and Immigration Department role, 7:17
See also Witnesses
- Maritimes** *see* Atlantic provinces
- Masse, Hon. Marcel**
 References, 3:41
- Maurice Lamontagne Institute, Sainte-Flavie, Que.** *see* Fisheries and Oceans Department—Quebec region
- McDonald, Patrick** (Official Languages Commissioner Office)
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:6, 29-31, 33
- McGill University** *see* Law schools
- McGowan, William** (National Museums of Canada)
 Official Languages Commissioner report, 1986, 27:4, 18, 28-30
- Meech Lake Agreement**
 Dual nature of Canadian society, recognition, 30:15
See also Education—French language, School districts; Penitentiaries—Francophone inmates outside Quebec
- Meayboom, Peter** (Fisheries and Oceans Department)
 Official Languages Commissioner report, 1986, 28:4, 10-7, 20-4, 26-9
- Military colleges**
 St.-Jean, Que., Kingston, Ont., Victoria, B.C., second language instruction, 21:20-1
- Minorities** *see* Air Canada—Staff, Visible minorities; Atlantic Development Program; Education; National Revenue Department; Regional Industrial Expansion Department—Economic development policy; Royal Canadian Mounted Police—Recruitment practices; Secretary of State Department
- Moffat, R.G.** *see* Royal Canadian Mounted Police—Official Languages Act compliance
- Moncton, N.B.** *see* Post offices—Language of service to public
- Monnin, Chief Justice Alfred**
 References, 22:28
- Montreal, Que.** *see* Post offices—Quebec/Montreal region
- Mulroney, Right Hon. Brian**
 References, 4:31
- Municipalities** *see* Royal Canadian Mounted Police—Subcontracts
- Murray, Hon. Senator Lowell** *see* Treasury Board—Federal-provincial policies and programs
- Museums** *see* National museums
- Nadon, Jean-Claude** (Official Languages Commissioner Office)
 Official Languages Commissioner report, 1986, 12:5, 12-3, 17-8, 25-6
 Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:6, 34
- National Capital Region**
 Bilingual atmosphere, 19:19
 Designated bilingual positions, 1:51-2
See also Fisheries and Oceans Department—Staff, Francophone participation rate
- National Coaching Certification Program, 11:17**
- National Defence Department**
 Bilingualism, biculturalism, respecting, 21:16-7
 Budget, 21:12
 Defence Management Committee *see* National Defence Department—Official Languages Act compliance
 Documentation, technical translation, 21:7, 15, 17-8, 21, 41-3
 Exchange programs, francophone NATO countries, 21:27
 Procurement policies, 21:34
 Executive Committee on Official Languages *see* National Defence Department—Official Languages Act compliance
 Health services, bilingual, lacking, 21:27-9, 41
 Language of service to public, 21:6, 30
 Telephone services, 21:9-10, 33, 37-8
 Language of workplace, 21:12; 21:6
 French-language units, 21:15, 18-20, 25-6
 Cypress, 21:36-7
 Maritime, Air, Mobile Commands, 21:35-6
 Promotions policy, 21:37
 Military units, bilingual, manning, 21:8
 Language training
 CBC Radio-Canada report, 21:5, 12, 32-3
 Aubin, references, 21:32
 FRANCOTRAIN program, 21:7, 23-4
 Language proficiency program, 21:11
 Military second language training program, 21:8
 Manson, Chief of Defence Staff, references, 21:38-9
 Naval base, Quebec, establishing, 21:31-2
 Official Languages Act compliance, 21:5-7, 9-12, 16-7, 23-4, 39-42
 Defence Management Committee, progress reports, 21:7, 12
 Executive Committee on Official Languages, 21:12, 21

National Defence Department—Cont.

Size, 21:12

Staff

Bilingual designated positions, review, 21:8, 10, 13, 29-30, 38

Bilingualism bonus, 21:29

Francophone participation rate, 21:6, 24, 40-1

Senior management, 21:12-4

Grievance procedures, 21:30-1

Promotion system, 21:8, 23

See also National Defence Department—Language of workplace, French-language units

Recruitment, civilian, senior officers, etc., 21:14-5, 21-2

Staffing actions, breakdown, 21:38

Taxpayers, francophone, supporting, 21:22-3

Uniforms, Conservative government providing, 21:22

See also Education—French language; Hoss Defence Systems; Official Languages Commissioner reports; Witnesses**National museums**

Crown corporation status, Official Languages Act compliance, 27:32-3

Directors, trustees, accountability, 27:32

Language of service to public, 27:11, 33-4, 38

Publications, availability, both official languages, 27:18-21, 23-6, 38-9

Role, 27:40-1

Staff

Bilingual designated positions, 27:11, 17-8, 31, 34-5

Bilingualism bonus, 27:12

Francophone participation rate, senior management, 27:11, 13, 34, 39-40

Language of workplace, 27:11, 16-7, 31-3

Language training programs, 27:27, 37

Managers, personnel officers, draft guide, Official Languages Commissioner Office participation, 27:12

Official languages co-ordinators, responsibilities, 27:29-31

Recruitment, universities, technical specialists, 27:27-8, 34, 36, 40

Security guards, bilingual abilities, 27:26-7, 29-31

Surveys, statistics, 27:11-2

Visitors, annual, service in own language, 27:18

See also Canadian Museum of Civilization**National Museums of Canada**

Official Languages Act compliance, Treasury Board memorandum of understanding, 27:11-2, 14-6, 37, 41

New legislation, Bill C-72 affecting, 27:16, 32

See also Witnesses**National Parks**

Acadia region, francophone warden recruitment, Grand Pré Park situation, 25:7-9, 12-3, 21

Language of service to public, bilingual signage, etc., 25:7, 9-10, 14-5, 18-21, 27-8

Quebec, Bill 101 impact, 25:20

National Parole Board

Appointments, bilingualism criterion, proposal, 8:10

Official Languages Act compliance, 23:10

National Revenue Department

Auditing service, French language capabilities weak, 26:6-8, 12-3, 30

National Revenue Department—Cont.

Bilingualism bonus, 26:16

Budget, 26:5, 15

Document, *Working in Taxation in English or in French*, 26:25

Language of service to public, 26:30

Correspondence, written, 26:5, 13

Counter service, 26:5, 13, 20-1

Survey, pending, 26:26

Telephone service, 26:5, 13, 21, 23, 25

Language of workplace, 26:7, 26-7, 29-31

Legislative drafting, French language, need, 26:27

Minority associations, press, contact, 26:25-6

Official Languages Act compliance, 26:7, 25-32

Role, 26:5

Staff

Designated bilingual positions, imperative staffing, etc., 26:24-5, 31

Francophone participation rate, senior management levels, departmental mobility plans, 26:7-8, 11-3, 30-21

Manitoba offices, 26:20-1

Western Canada, 26:18-9, 23

Language training program, 26:7-8, 12, 14-6, 19, 25, 28-31

Person-years, 26:5

Quebec offices

Anglophone participation rate, bilingualism capabilities, etc., 26:21-3, 32

St.-Hubert, Que., rumoured move, 26:14

University recruitment program, bilingual graduates, 26:8-9, 18-20, 28

See also Witnesses**National Sport and Recreation Centre** *see* Witnesses**NATO** *see* National Defence Department—Documentation**Nault, André** (Canadian Security Intelligence Service)

Official Languages Commissioner report, 1986, 17:3, 32; 19:3, 34

New Brunswick

Government employment practices, anglophone discrimination, 1:55

See also Communications Department—Language of workplace; Correctional Service of Canada—Francophone participation rate; Energy, Mines and Resources Department; Penitentiaries; Royal Canadian Mounted Police—Training centres; VIA Rail Canada Inc.—Language of workplace**Newspapers** *see* *Gazette*; *Globe and Mail*; *Le Droit*; Marine Atlantic—Advertisements**North Atlantic Treaty Organization** *see* NATO**Notre-Dame-de-Grâce, Que.** *see* Women**Nova Scotia** *see* Universities and colleges**Occupational health and safety** *see* VIA Rail Canada Inc.—Safety record**OCO '88** *see* Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Olympic Winter Games Organizing Committee**Office automation** *see* Communications Department

Official Languages Act

- Amending, new legislation, Bill C-72, 1:61; 12:6-7, 9-10, 14-5; 13:36; 28:8
- Canadian Charter of Rights and Freedoms, relationship, strengthening, 12:7; 16:20-1
- Committee study proposal, 1:14, 16-7, 35
- Federal-provincial framework agreements, 30:10-2, 16-8, 44, 48-9
- Government departments, Treasury Board regulations, implementation, 30:44-5
- Justice Department drafting, interpretation problems, 10:37
- Quebec, Remillard position, 30:18, 38-9, 44
- Symmetry, asymmetry, defining, Bouchard comments, 30:10-1, 48

Proclamation, coming into force, 30:45-7

See also Air Canada; Alliance Québec; Bilingualism; Canada Post Corporation; Canadian Parents for French; Canadian Security Intelligence Service; Committee—Existence; Communications Department; Consumer and Corporate Affairs Department; Correctional Service of Canada; Criminal Code; Crown corporations; Energy, Mines and Resources Department; Environment Department; Fédération des francophones hors Québec; Fisheries and Oceans Department; Fitness and Amateur Sport Canada; Justice Department; Language rights—Canadian Charter of Rights and Freedoms; Marine Atlantic Inc.; National Defence Department; National Museums of Canada; National Parole Board; National Revenue Department; Official Languages Commissioner Office—Budget—Contracts; Petro-Canada; Public Service; Public Service Commission—Central agency role; Regional Industrial Expansion Department; Royal Canadian Mounted Police; Secretary of State Department; Senate; Solicitor General's Department; VIA Rail Canada Inc.

Official Languages Act (Bill C-72) *see* Official Languages Act—New legislation; Secretary of State Department—Linguistic equality

Official Languages Commissioner Office

- Budget, 14:10-2, 16, 18-9, 23
- Official Languages Act amending, proposal, 14:17
- Treasury Board reducing, 20:16-7, 41-3, 47
- Colloquium, sponsoring, 14:36-8
- Complaints, increase, 12:18, 26, 28-9; 14:16, 28; 20:44
- Quebec anglophones instigating, 14:24-5
- See also* Air Canada; Canadian Security Intelligence Service—Complaints filed; Defence Construction Canada; Environment Department—Complaints filed; Public Service—Official Languages Act; Royal Canadian Mounted Police; Transport Department
- Contracts, professional services, Official Languages Act amending, proposal, 14:17
- Documents, format, English language first, etc., 14:23-4, 33-5
- Government departments, liaison, 12:23-4
- Polling, surveys, information, providing, 12:30-2
- Publication, *Language in Society*, 14:27
- Regional offices, 14:11-3, 29-30
 - Auditing function, 14:29-30
 - Ontario, 14:29

Official Languages Commissioner Office—Cont.

- Socio-linguistic study, Statistics Canada, departments, involving, 14:38-9
- Staff
 - Francophones, predominance, 14:35-6
 - Increases, 14:16, 27
 - Liaison officers, recruiting, 14:11
 - Provincial governments liaison, bilingualism promoting, 14:25-6, 28-9
 - Salaries, expenditures, 14:11, 16-8, 20-1
 - Senior management, merit bonuses, etc., 14:27
 - Treasury Board agreement *re* administrative autonomy, 14:16-22, 42
 - Women, representation, 14:36, 40-1
 - Youth program, 14:26-7

See also Canadian Security Intelligence Service—Survey; Courts—Language issues; Films; Laurendeau-Dunton Commission; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage; Witnesses

Official Languages Commissioner reports

- M. (Gauthier), 3:7-12, agreed to, 3
- Submitted to Governor in Council *re* anglophone participation in federal Public Service in Quebec, National Defence Department language of work situation, CNR and VIA Rail language of service, 3:5-6; 18:5; 21:42
- 1985, 1:35-66; 2:5-44; 3:5-47; 4:4-48; 5:4-40; 6:4-36; 7:4-31; 8:4-46; 9:4-39; 10:5-47; 11:4-46; 28:7-9
- See also* Appendices
- 1986, 12:5-36; 13:3-41; 15:4-36; 16:5-40; 17:5-61; 18:5-49; 19:5-52; 20:4-48; 21:5-43; 22:10-34; 23:4-49; 24:26-62; 25:4-28; 27:6-45; 28:7-35
- 1987, 30:14-49
- See also* Orders of Reference of the House of Commons and the Senate; Reports to both Houses—Fourth

Official Languages Standing Joint Committee *see* Committee

Olympic games

- Official languages, French and English, 11:5
- Working language, winter games, German, 11:14
- See also* Canadian Broadcasting Corporation

Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.

- Cultural events, bilingual flavour, 11:4, 19
- Olympic Torch Relay *see* Petro-Canada—Background, Social/cultural events
- Olympic Winter Games Organizing Committee (OCO '88), government involvement, 11:4-5, 7; 24:54
- Contact OCO, role, 11:6-7
- Language policies, bilingual terminology, developing, 11:5-6, 44-5
- Treasury Board participation, 20:8, 13-4, 28-9
- Opening ceremonies, pledges, both official languages, 11:18-9
- Signs, publications, etc., bilingual, 11:5, 8, 14-5, 32; 24:53
- Sports facilities, bilingual, 11:5
- Staff
 - Francophone participation, encouraging, 11:13-4, 27-8; 24:53-4
 - Language training, 11:5
 - Official Languages Co-ordinator, Béland, hiring, 11:31; 24:53

Olympic Winter Games—Cont.

Television coverage, French language, CTV, TVA, CBC networks, 11:7, 15-6, 26-8, 30-1, 44; 20:13-4; 24:29-52, 54-61; 27:42-5

Bureau letters, 24:28, 36, 44-5, 61

Committee letter to CBC Radio-Canada, M. (Gauthier), 11:28-9, agreed to, 3

Juneau letter, 14:32-3; 24:30

King letter, Committee response drafting, M. (Gauthier), 27:6-9, agreed to, 4

MacDonald letter, 24:27-8

Official Languages Commissioner Office monitoring, 14:30-3

See also Reports to both Houses—Fifth

Translation services, criticism, 11:6, 18, 44

Ontario see Canada Post Corporation—Francophone participation rate; Correctional Service of Canada; Official Languages Commissioner Office—Regional offices; Penitentiaries

Order in Council appointments

Committee review, 1:33-4

Orders of Reference of the House of Commons and the Senate, 1:3-5

Official Languages Commissioner reports

1985, 1:5; 2:3

1986, 12:3-4

1987, 30:4-5

Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:3-4

Organization meeting see Procedure and Committee business

Organizations appearing see Witnesses

Ottawa, Ont. see National Capital Region; Radio-Québec

Packaging and labelling see Labelling

Paris, France see Canadian Security Intelligence Service—Staff, Designated bilingual positions

Parliament

Privileges, Canadian Security Intelligence Service respecting, 17:26

Parry, John (NDP—Kenora—Rainy River)

Air Canada, 15:16-7

Official Languages Commissioner report, 1986, 15:16-8; 24:38-9

Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 24:38-9

Patents see Consumer and Corporate Affairs Department—Language of service to public—Bankruptcy

Patry, Réjean (Justice Department)

Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 28

Pelletier, Gérard

References, 12:32

Penitentiaries

Disciplinary hearings, bilingual chairpersons, need, 5:15-6, 22-3; 8:7-8, 10, 19-20, 33, 46

Williamson, qualifications, 8:31-2

Family preservation, policy goal, 5:12; 8:17-8

Penitentiaries—Cont.

Francophone inmates outside Quebec, special programs, needs, 5:14, 23

Meech Lake Agreement, implications, 23:46-7

Ontario, 5:19-20; 8:4-5

Western provinces, 23:17

French language clubs, proposal, 8:34-6

Association franco-manitobaine, l'Association fransaskoise, 8:35

Inmates

Francophone, training programs, 8:42, 45

Language rights, transferrals, requesting, etc., 5:27-8, 38; 8:16-8

Language training, 5:28-9

Collège Saint-Boniface, proposal, 23:17-8

French immersion, proposal, 23:17-8

Linguistic profile, 5:28; 8:7

Language of service, 5:14-6, 20, 33-4, 36-9; 8:20-1, 38-9

Atlantic provinces, 8:19, 21

Collective bargaining agreements, hindering, 8:19-20

Dorchester Penitentiary, 5:5, 9, 38; 8:20

Kingston, Ont. penitentiaries, 5:32; 8:22-4, 30-1

Francophone women, special needs, 23:38-9

Prairie region, 8:11-2

Quebec region, 5:10-2

Renous Penitentiary, 5:9; 8:20; 23:46

Saskatchewan Penitentiary, Francophone backlash, 8:25-6

Signs, bilingual, 5:14-5

Tanguay Institution, 8:22-4, 30

Lawyers, bilingual, western provinces, need, 23:9

New Brunswick, 23:46-7

Psychiatric/medical staff, bilingual, access, etc., 5:24-7, 32, 39; 8:10-1, 13-5, 23-5, 28-30, 45; 23:9, 45-6, 48

Atlantic provinces, Robertson efforts, etc., 8:6, 19-20

Brockville, Ont. psychiatric institute, 8:28-9

Case management teams, 5:36-7; 8:40

Job advertisements, newspapers, etc., 8:20

Ontario, 8:5-6

Pinel Institution, 8:5, 14-5, 28-9

Saskatchewan Penitentiary, 8:7

Western provinces, 8:6

Quebec region

Anglophone/bilingual inmates, numbers, etc., 5:10-2

Education programs, 5:13

Francophone inmates from Ontario, 8:17

Transferees to other institutions outside province, 5:13-4, 18

See also Penitentiaries—Language of service

Special units, 5:12-3

Staffing

Affirmative action program, proposal, 8:27

Anglophone, increasing, 8:45

Canadian Charter of Rights and Freedoms consideration, 8:21

Francophone, bilingual employees, increasing, 8:9-10, 21, 26-7

Ontario, 8:7

Recruitment difficulties, transfer bonuses, etc., 5:27; 8:9, 45

Transfers, policy, 8:15-6

Stony Mountain Institution, 5:22; 8:34; 23:17-8

Penitentiaries—Cont.

Westmorland Penitentiary, 8:21

See also Committee—Agenda and procedure subcommittee

Pepper, Miles

References, 10:28

Perron, Jean-Claude (Correctional Service of Canada)

Official Languages Commissioner report, 1985, 8:3, 14-5, 17-8, 22-3, 29-30

Petro-Canada

Background, history, cost cutting measures, etc., 9:5, 14-5
Acquisitions, Gulf Canada, Petrofina, etc., 9:5-6, 14, 22, 28
Social/cultural events, sponsoring, Olympic Torch Relay, etc., 9:6, 9, 12, 15

Bilingualism, implementing, cost, 9:30-1

Corporate name, Trudeau involvement, etc., 9:10, 31-2, 34-5

Language of service to public, 9:6-7, 37-8

Headquarters, Calgary, Alta., 9:6, 15-6, 26

Signs, bilingual, 9:6-7, 10-4, 21, 23-5, 33, 37

Telephone service, zenith number, proposal, 9:12-3, 22

Language of workplace, 9:8, 38

National symbol, reflecting, privatization concerns, etc., 9:25, 32-4, 37-8

Official Languages Act compliance, Treasury Board monitoring, 9:5, 7, 10, 16-20, 22, 25-6, 31, 37-9

Quebec, Bill 101, testing, proposal, 9:11-2, 22-3

Staff

Bilingual positions, designated, 9:8, 19

Demographic profile, 9:6, 19

Equal opportunity, promoting, 9:8-9

Francophone participation rate, 9:19-21, 27-30

Language training/testing, 9:8

Linguistic profile, 9:9, 19

Management training programs, bilingual, 9:8, 37

Merit hiring principle, 9:27

Performance evaluations, language of choice, 9:8

Recruitment, petroleum geologists, etc., French language universities, 9:9, 20, 28-9, 35

See also Witnesses

Petrofina see Petro-Canada—Background, Acquisitions**Phelps, Jim** (Correctional Service of Canada)

Official Languages Commissioner report, 1985, 8:3, 6-7, 11-3, 25-6, 33-5, 40

Pilon, Marcel (National Revenue Department)

Official Languages Commissioner report, 1986, 26:3, 14-5

Pilots see Air Canada—Staff**Pinder, Gordon** (Correctional Service of Canada)

Official Languages Commissioner report, 1985, 8:3, 16-7, 23-4, 30, 35-8, 40-1

Pinel Institution see Penitentiaries—Psychiatric/medical staff**Plamondon, Louis** (PC—Richelieu)

Canadian Security Intelligence Service, 17:31-2

Correctional Service of Canada, 8:8-9

Energy, Mines and Resources Department, 1:50

Official Languages Commissioner reports

1985, 1:50; 2:9, 13-7, 39; 4:12-6, 32-5, 42; 8:8-10

1986, 17:31-2; 18:12-5

Plamondon, Louis—Cont.

Penitentiaries, 8:9-10

Royal Canadian Mounted Police, 2:13-6, 39; 4:12-5, 32-4
VIA Rail Canada Inc., 18:13-5

Policy into Practice/La Politique dans les faits see Treasury Board—Videotape

Pony Express see Royal Canadian Mounted Police—Francophone participation rate

Population see Demographics

Post offices

Language of service to public, surveys, etc., 6:8-11, 35

Counter service, 6:11-2, 25, 28, 32, 35

Manitoba/Winnipeg offices, 6:18-9, 24, 29

Moncton/Dieppe region, 6:27-8

Signs, bilingual, 6:11, 17

Telephone service, 6:8, 30-1

Quebec/Montreal region

Anglophone participation rate, sub post offices, etc., 6:9, 14-5, 19-22

Mail order catalogues, English language, Bill 101 forbidding, 6:21

Prime Minister's Office see Solicitor General's Department—Official Languages Act compliance

Private sector

Language training programs, quality, Treasury Board monitoring, 20:36

See also Public Service Commission—Language training function

Privatization see Air Canada; Crown corporations; Petro-Canada—National symbol

Privy Council Office

Estimates, 1987-1988, main, 14:8-42

Vote 15, 14:42, agreed to, 6

See also Orders of Reference of the House of Commons and the Senate; Reports to both Houses

See also Justice Department—Legal advisory units

Procedure and Committee business

Agenda, adopting, M. (Guay), 24:26, agreed to, 21

Agenda and procedure subcommittee

Establishing, 1:17-23

M. (Tremblay), 1:21-3, as amended, agreed to, 9

Amdt. (Gauthier), 1:22-3, agreed to, 9

Meetings

Notice, 1:20

Scheduling, 1:18-9

Membership, 1:20

Quorum, 1:19

M. (Gervais), 1:23-4, as amended, agreed to, 9

Amdt. (Tremblay), 1:23-4, agreed to, 9

Reports

First, 1:10-1

M. (Guay), agreed to, 1:11

Second, 3:12

M. (Gauthier), 3:13-6, agreed to, 4

Third, M. (Gauthier), 10:42-6, agreed to, 4

Fourth

M. (Gauthier), agreed to, 18:4

Procedure and Committee business—Cont.

Agenda and procedure subcommittee—Cont.

Reports—Cont.

Fifth, 27:42-4

M. (Gauthier), 27:45, agreed to, 5

M. (Duguay), 28:29, agreed to, 4-6

Sixth, as amended, agreed to, 30:6

Travel, M. (Gauthier), 5:33, agreed to, 3

Budget, 1:25-7; agreed to, 30:7

1987-1988, 10:43-4

M. (Gauthier), 10:39-41, agreed to, 3

Business meetings, 1:33-5; 27:41-5; 30:6, 8, 10-4

Committee, restructuring, striking committee deadline, 30:19

Conferences, members, registration, agreed to, 30:7

Documents

Appending to minutes and evidence

M., 28:9, agreed to, 4

M. (Gauthier), agreed to, 3:4

Distribution

Both official languages, 1:29-31; 17:6-10, 18-9

M. (Tremblay), 1:31, agreed to, 9

In advance, 4:5-6; 5:35; 9:16-8, 39

English only, 2:7

Leaking to media, 9:4, 6

Refusing, 19:52

Requesting, 18:41; 19:51, agreed to, 4

Tabling, 3:5-6; 19:15; 26:5

Both official languages, 6:4-5, agreed to, 3; 24:27-8

Committee studying, M. (Gauthier), 3:7-12, agreed to, 3

Erratum, 27:3; 30:3

Hospitality, luncheon, agreed to, 24:20

In camera meetings, 1:9, 11; 11:3; 19:3; 21:3; 24:19; 25:3; 30:6-7

Information, requesting, 1:43, 49, 52, 54, 57; 2:37; 3:21, 30, 37,

39; 4:43; 5:11, 21-2, 36; 7:21, 27; 8:24, 38, 43-4; 9:27, 36;

12:30-1; 13:34, 37-8; 14:33; 16:20, 34; 17:53-6, 58;

19:24, 47; 20:36, 38; 21:31; 22:33-4; 23:35-7; 24:31;

25:9-10, 12, 21, 26; 26:11, 24, 28; 27:37; 28:19, 30-1;

29:9-10, 27

Joint Chairmen, election

M. (Hamelin), 1:13, agreed to, 8

M. (Thacker), 1:13, agreed to, 8

M. (Bernier), 24:22-3, agreed to, 20

Role, 2:40

Substitutes, 6:5

Joint Vice-Chairmen, election

In absentia, M. (Desrosiers), 10:41-2, agreed to, 3

M. (Tremblay), 1:14, agreed to, 8

M. (Gervais), 1:14-6, negatived by secret ballot, 8

M. (Kilgour), 1:15, agreed to by secret ballot, 8

M. (Holtmann), 24:24-5, agreed to, 21

M. (Wood), 27:41-2, 45, agreed to, 4

Secret ballot, 1:15-6

Meetings

Adjourning, reconvening after break, 28:30

Conflicting with other committees, sittings suspended, agreed to, 30:7

Resolving into public sitting, M. (Allmand), agreed to, 30:8

Scheduling, 6:5

Members

Privileges, 13:4

Procedure and Committee business—Cont.

Members—Cont.

Senate, equal time, 30:13-4

Substitutes, 24:25

Motions

Chairman not able to put forward, 14:9

Quorum requirement, 24:55-6

Organization meeting, 1:13-33; 24:22-6

Press conference, scheduling, M. (Gauthier), agreed to, 24:20

Printing

Minutes and evidence, 1:24-8

Additional copies, 30:6

Agenda and procedure subcommittee referral, 1:28, agreed to by unanimous consent, 9

Questioning of witnesses

Departmental officials, unable to answer questions, 1:62

Expediting, 19:27-8

Replies, written, 19:5-6, 26

Rotation by party, 17:36-40; 18:20; 24:39-40

Agenda and procedure subcommittee referral, 17:4

Time limit, 4:8-9; 26:22

Senators, equal time, 22:25

Quorum

Composition, 20:4-5

Meeting and receiving/printing evidence without, M., 1:34-5, agreed to, 9

Reports to both Houses

First, M. (Gauthier), 1:33, agreed to, 9

Second, 14:42, agreed to, 6

Third, agreed to, 21:3

Fourth, M. (Gauthier), agreed to, 24:20

Fifth, M. (Duguay), 28:29-30, agreed to, 6

Staff, Library of Parliament researchers, 1:31

M. (Gauthier), 1:32-3, agreed to, 9

Steering committee *see* Procedure and Committee business—

Agenda and procedure subcommittee

Sympathy, 2:33

Votes in House

Meeting adjourning, 14:13-5

Reconvening after vote, 14:9, 13

Meeting continuing, 12:27; 30:25-6

Votes in Senate, meeting continuing, 6:10-1

Witnesses

Expenses, Committee paying, 1:28-9, agreed to, 9

Inviting, 4:12; 17:36; 30:6

M. (Hamelin), 5:34, agreed to, 3

M. (Robinson), 17:51-2, agreed to, 4

M. (Simard), 17:53, agreed to, 4

M. (Robinson), 19:42-5, agreed to on recorded division, 3-4

M. (Gauthier), 21:38, agreed to, 4

M. (Allmand), 30:10-3, agreed to, 8

Ms., 2:33-4, agreed to, 4; agreed to, 21:3

Not prepared, 5:23

Oath, M. (Jourdenais), 17:15-8, negatived on recorded division, 3

Process documents *see* Courts**Procurement *see* National Defence Department—
Documentation****Professional development courses *see* Public Service**

Progressive Conservative Party *see* Government

Provinces *see* Courts—Language of choice; Education—Minority education rights—Second language; Federal-provincial agreements; Royal Canadian Mounted Police—Subcontracts; Western provinces

Prud'homme, Marcel (L—Saint-Denis)

Official Languages Commissioner report, 1986, 17:44, 47, 55, 58

Psychiatric services *see* Penitentiaries

Psychological testing *see* Canadian Security Intelligence Service

Public opinion polls

Drapeau remarks, 12:32

See also Official Languages Commissioner Office

Public Service

Bilingualism bonus program, 13:18, 23, 37-8

Language of service to public, 13:34, 40

Language of workplace, 13:10-1, 33-7, 40

Official Languages Act, commitment, faltering, 12:16-21

Complaints lodged, Official Languages Commissioner Office, 12:25-6

Decentralization tendency, exacerbating, 12:15, 23-4

Francophone associations, funding, cutbacks, 12:22

Professional development courses in French, 13:39-40

Restraint program, Treasury Board affecting, 20:22-3, 25-7

Staffing

Francophone participation rate, 13:6, 20-1; 20:45

Imperative staffing, use, 13:9, 14-30, 36-7, 40

Public Service Alliance of Canada position, 25:21-2

Linguistic identification of positions, proficiency levels, etc., 13:7-10, 17-20, 22-5, 30-2, 37-8

Quebec region, anglophone participation rate, 13:6, 27-8, 39; 14:36

Recruitment stipulations, 1:63

Senior management employees, language requirements, lowering, Treasury Board directive, 12:10-2; 20:11-2

See also Official Languages Commissioner reports; Royal Canadian Mounted Police—Designated bilingual positions

Public Service Alliance of Canada *see* Public Service—Staffing, Imperative staffing

Public Service Commission

Central agency role

Official Languages Act compliance, 13:6, 11-2, 21-2, 35, 38-40

Recruitment function, 13:32-3, 39

Language of workplace, 13:35, 40

Language training function, staff/students, reducing, 13:10, 12-4, 40

Costs, private sector comparison, 13:17, 20, 22-3

Programs, 13:22

Staffing

Linguistic identification of positions, proficiency levels, etc., 13:9-10

Quebec region, anglophone participation rate, 13:25-9

See also Witnesses

Quatre Saisons

French language network creation, 3:23; 24:41

Quebec

Anglophones

Discrimination, 13:28; 19:31-2; 30:36-8, 47-9

Secretary of State Department, assistance, 30:33-4

Language legislation, Bill 101 *see* Income tax returns;

National Parks—Language of service to public; National

Revenue Department—Staff; Petro-Canada—Official

Languages Act compliance; Post offices—

Quebec/Montreal region, Mail order catalogues; Regional

Industrial Expansion Department—Quebec operations;

Signs

Public Service, anglophone participation *see* Official Languages Commissioner reports

See also Communications Department; Consumer and

Corporate Affairs Department; Corporations;

Education—Official languages; Employment and

Immigration Department; Energy, Mines and Resources

Department; Environment Department—Staff; Fisheries

and Oceans Department; Fitness and Amateur Sport

Canada—Programs; Francophone communities outside

Quebec; Health care services; Joint Canada—Quebec

Committee; Lawyers; Maps; National Defence

Department—Naval base; Official Languages Act—

Amending; Official Languages Commissioner reports;

Official Languages Commissioner Office—Complaints;

Penitentiaries; Post offices; Public Service—Staffing;

Public Service Commission—Staffing; Royal Canadian

Mounted Police—Training centres; Universities and

colleges

Rabinovitch, Victor (Fisheries and Oceans Department)

Official Languages Commissioner report, 1986, 28:4, 31-3

Radio

Community radio, establishing, 3:36-7, 45

See also Manitoba—Francophones, Television and radio stations

Radio-Canada *see* Canadian Broadcasting Corporation

Radio-Québec

Ottawa region demise, 3:22

Rainboth, Peter (Official Languages Commissioner Office)

Official Languages Commissioner report, 1986, 6:3, 34-6; 13:3, 38-40; 25:3, 27-8; 27:4, 33-5

Ranger, Jacques (Energy, Mines and Resources Department)

Official Languages Commissioner report, 1985, 1:12, 46-7, 50-2, 59, 62

RCMP *see* Royal Canadian Mounted Police

Regina, Sask. *see* Royal Canadian Mounted Police—Training centres

Regional Industrial Expansion Department

Economic development policy, minority groups, consideration, 16:21-3, 35-6

Language of service to public, 16:5-6, 8, 38-9

Market studies, availability, 16:12-3, 39

Project applications, delays, internal study, Vastel article, 16:15-6, 20, 29-32, 36-9

Significant demand, requirements, defining, 16:13-4, 17

Telephone services, 16:28

Language of workplace, 16:5-8, 10-2, 25

Internal memoranda, ministerial briefing notes, 16:8-9, 15

Regional Industrial Expansion Department—Cont.

- Official Languages Act compliance, 16:6, 8, 17, 19-21, 23, 25-6, 32, 34-5, 38-9
- Departmental reorganization, affecting, 16:33
- See also Regional Industrial Expansion Department—Quebec operations
- Programs see Atlantic Development Program
- Quebec operations, Official Languages Act compliance, Bill 101 superceding, 16:24, 34
- Staff
 - Commerce officer category, bilingualism levels, 16:9, 29
 - Designated bilingual positions, C-levels, upgrade, etc., 16:6-8, 11, 27-9, 31-2, 39
 - Francophone participation rate, 16:7, 9, 13, 17-8, 33, 39
 - Language training, 16:7
 - Managers, guidelines, objectives, 16:5, 25-7
 - Senior management, bilingual capabilities, 16:11
 - Performance appraisals, language of choice, 16:18
- See also Federal-provincial agreements; Quebec; Witnesses

Remillard, Hon. Gilles see Official Languages Act—Amending, Quebec

Renous Penitentiary see Penitentiaries—Language of service

Reports to both Houses

- First, Committee quorum, 1:6-7
- Second, Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 16:3
- Third, minority language education, 22:3-8
- Fourth, Official Languages Commissioner reports, 1985, 1986, 24:3-18
- Fifth, Popular events of national significance, signage, etc., federal funding, 28:3

Réseau de télévision TVA see Witnesses

Robertson, Hon. Senator Brenda see Penitentiaries—Psychiatric/medical staff, Atlantic provinces

Robichaud, Hon. Senator Louis Joseph (L—L'Acadie—Acadia)

- Air Canada, 15:24-6
- Canada Post Corporation, 6:26-9
- Correctional Service of Canada, 5:29-30
- Education, 22:25-8
- Manitoba, 22:25
- National Defence Department, 21:19
- National Parks, 25:12-3
- Official Languages Commissioner reports
 - 1985, 5:29-30; 6:26-9, 33
 - 1986, 13:8, 29-31; 15:11, 18, 24-6; 21:19; 22:24-8; 25:12-3
- Penitentiaries, 5:29
- Procedure and Committee business, questioning of witnesses, 22:25
- Public Service, 13:29-30
- References see Committee—Sympathy

Robin Skuce and Associates see Marine Atlantic Inc.—Official languages co-ordinator

Robinson, Svend J. (NDP—Burnaby)

- Canadian Security Intelligence Service, 17:27-30, 50-1; 19:21-6, 40, 47-8; 23:18-9, 20-2, 40-2
- Correctional Service of Canada, 23:18
- Finn, references, 23:40-1

Robinson, Svend J.—Cont.

- Official Languages Commissioner report, 1986, 17:7-8, 10, 15-8, 27-30, 36, 38, 40, 46, 50-2, 54, 56; 19:5-6, 13-4, 21-6, 40, 42, 44, 46-8, 51; 23:16, 18-22, 40-2, 44
- Procedure and Committee business
 - Documents, 17:7, 18; 19:51
 - Information, 19:47
 - M. (Jourdenais), 17:15-6
 - Ms. 17:51-2; 19:42, 44
 - Questioning of witnesses, 17:38; 19:5-6, 26
 - Witnesses, 17:36
- Royal Canadian Mounted Police, 23:18, 20

Roblin, Hon. Senator Duff see Education—French language

Rochette, Louis see Royal Canadian Mounted Police—Tactical Intervention Group

Rockcliffe, Ont. see Royal Canadian Mounted Police—Training centres

Rousseau, Hon. Senator Yvette (L—De Salaberry)

- Energy, Mines and Resources Department, 1:46-7
- National Parks, 25:19-20
- National Revenue Department, 26:26-7
- Official Languages Commissioner reports
 - 1985, 1:46-7; 2:9; 8:22-3
 - 1986, 16:33; 18:28-30; 24:27, 53-4; 25:19-20; 26:26-7
- Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 24:53-4
- Penitentiaries, 8:22-3
- Procedure and Committee business, documents, 24:27
- Regional Industrial Expansion Department, 16:33
- VIA Rail Canada Inc., 18:28-30

Royal Canadian Mounted Police

- "A" Division, "N" Division, proposal, 4:14-5
- Advancement, top positions, etc., second language desirable, 2:22-3, 30; 4:21-2, 25, 31-2, 34-5, 38-9, 44
- Bilingualism bonus system, rejecting, 4:22-3, 33, 38-40; 23:20
- Bilingualism, cost, 9:31
- Budget, 2:32
- Canadian Charter of Rights and Freedoms, ignoring, 2:22, 43
- Caraquet N.B. detachment, bilingual francophone heading, 14:15
- Commissioner, appointment pending, 4:38-9
- Designated bilingual positions, headquarters, etc., A/B/C levels, 2:14-5, 18-20, 41, 43; 4:5-6, 14-5; 23:12, 37
- Public Service employees, 4:6
- Francophone participation rate, decline, Treasury Board involvement, *Pony Express* article, etc., 2:12-3, 22, 41, 43; 4:7, 9-10, 29-30, 46; 10:17; 12:17; 23:8, 11-2
- Discrimination, complaints handling, etc., 4:15-6, 19, 33, 37-8
- Kelleher recommendations, forwarding, 20:34-5
- Grievances, redress, 23:27-8
- History, 4:16
- Language of service to public, complaints, etc., 2:42; 4:5, 12, 25-6, 36, 41, 45-7
- Language of workplace, 2:11-2; 4:47
- Language training, 2:6-7, 22-7, 29, 32-3, 36-9, 41, 43; 4:6, 26-7, 37; 23:12-3, 20-2, 24
- Cadet Official Languages Training (COLT) program, 4:6, 42-3; 23:9, 13, 20, 29-30, 35

Royal Canadian Mounted Police—Cont.

- Linguistic profile, provincial break-down, chart, etc., 2:7-9, 17-8, 20, 33; 4:22, 29, 35
 Headquarters, 2:8-9, 13, 21, 32-3, 43
 Mobility, region to region, job to job, policy, 2:20, 41-2; 4:17-8, 21, 29, 46
 National symbol, linguistic duality not reflecting, 2:5, 10-1, 41; 4:19, 27-8, 36-7; 9:20
Gazette comment, 4:18-9
 Officer candidate program, 4:7
 Official Languages Act compliance, Treasury Board considerations, 2:6, 11, 14, 16, 18, 21-3, 35, 37-8, 41, 43; 4:7-10, 12-4, 18, 30, 43; 23:4-5, 10, 15-8, 22-6, 47-8
 Cutbacks, effect, 2:17; 4:47
 Gauthier, question in House, 23:11
 Moffat letter, 4:45
 Official Languages Commissioner Office, complaints filed, error, apology, 5:37
 Recruitment practices, 2:10-1, 27-32, 36, 38, 42; 23:9, 30, 36
 Minorities, 2:18, 31-2
 Universities, 2:29, 35-6
 Western provinces, 2:19, 29
 Women, 2:28-9
 Saint-Hyacinthe honour guard, criticism, 2:16-7; 4:12
 Special constables, role, 2:9
 Spring, Bill, official languages co-ordinator, qualifications, 2:15, 39-40
 Subcontracts, provinces, municipalities, 4:13, 23-4
 Documents, both official languages, 4:42
 Tactical Intervention Group, francophone presence, Rochette commendation, 2:30-1
 Training centres
 Canadian Police College, 4:17
 Francophone, proposal, 4:19-21, 32, 44; 23:31-2
 New Brunswick, feasibility, information requesting, 2:37
 Quebec, feasibility, information requesting, 2:37
 Regina, Sask., 2:23-6, 29; 4:16, 18, 32
 Rockcliffe, Ont., 4:16
 Translation services, headquarters, delays, 4:38
 Unit bilingual complement, etc., Julien letter, leaking, 2:15-6, 20, 39; 4:5, 8-11, 19, 27, 29, 33-5, 40, 45; 23:8
See also Committee—Witnesses; Expo '86; Witnesses

Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism see
Laurendeau-Dunton Commission**Rutherford, Douglas** (Justice Department)

Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 15, 23-4

Safety see Air Canada**St.-Aubin, Arthur** (Public Service Commission)

Official Languages Commissioner report, 1986, 13:3, 17, 20, 23, 31-2

St.-Hubert, Que. see National Revenue Department—Staff,
Quebec offices**Saint-Hyacinthe, Que. see** Royal Canadian Mounted Police**St.-Jean, Que. see** Military colleges**Sainte-Marie, Geneviève** (Environment Department)

Official Languages Commissioner report, 1986, 25:3-11, 13-28

Saskatchewan see Education**Saskatchewan Penitentiary, Prince Albert, Sask. see**

Penitentiaries—Language of service, Psychiatric/medical staff

Saturday Night magazine *see* Finn—References**Schools see** Education**Scott, Cliff** (Correctional Service of Canada)

Official Languages Commissioner report, 1985, 5:22, 24

Secretary of State Department

Minority support funding, decreasing, 12:21

Official Languages Act, role, regulations, implementation, 30:12

See also Alberta—Francophones; Alliance Québec; Education—Official languages—Saskatchewan; Quebec—Anglophones

Security Intelligence Review Committee see Canadian Security
Intelligence Service**Semaine francophone see** Treasury Board**Senate**

Documents, availability, both official languages, 29:23

Elected, 14:14

Hansard, translation service, criticism, 27:25-6

Official Languages Act compliance, 12:35-6

Official languages co-ordinator, role, 8:33

See also Committee—Members

Shilo affair see Education—French language**Shirley's Bay Communications Research Centre see**
Communications Department**Significant demand see** Air Canada—Language of service to
public; Canadian Charter of Rights and Freedoms;
Consumer and Corporate Affairs Department—Language of
service to public**Signs, bilingual**

Highways, 25:14-5, 24

Quebec, English language repression, Bill 101, Supreme Court ruling, 30:35

See also Air Canada—Language of service to public; Consumer and Corporate Affairs Department—Language of service to public; Marine Atlantic Inc.—Language of service to public; National Parks—Language of service to public; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.; Penitentiaries—Language of service; Petro-Canada—Language of service to public; Post offices—Language of service to public; Reports to both Houses—Fifth; VIA Rail Canada Inc.—Language of service to public

Simard, Hon. Senator Jean-Maurice (PC—Edmundston; Joint
Vice-Chairman)

Air Canada, 15:20-3, 28-9

Canadian Charter of Rights and Freedoms, 4:44

Canadian Security Intelligence Service, 17:40-3, 55-6, 58; 19:33-6, 48; 23:22-4

Communications Department, 3:34-5, 37, 42-4

Correctional Service of Canada, 5:7-10; 8:18-9, 41-3; 23:22-4

Energy, Mines and Resources Department, 1:46, 54-6, 61

New Brunswick, 1:55

Official Languages Act, 16:20-1

- Simard, Hon. Senator Jean-Maurice—Cont.**
 Official Languages Commissioner reports
 1985, 1:46, 54-6, 60-2; 2:21-4, 32, 37-8; 3:14, 34-7, 42-4;
 4:8-9, 18-22, 38-9, 43-5; 5:7-10; 6:5, 14; 8:18-21, 33,
 41-3; 9:17-21, 27-31, 33-5, 39
 1986, 15:20-4, 26, 28-30; 16:19-23, 35-6; 17:8-10, 21, 34, 34,
 36, 38-43, 53-8; 18:20-4; 19:27-8, 33-6, 40, 43-4, 48-9;
 23:17, 22-6, 40, 46-7
 Order in Council appointments, 1:34
 Penitentiaries, 5:9; 8:19-21, 42; 23:46-7
 Petro-Canada, 9:21, 27-31, 33-4
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, M. (Gervais), amdt.
 (Tremblay), 1:24
 Business meeting, 1:34
 Documents, distribution, 9:17, 39
 Information, 1:54; 2:37; 3:37; 4:43; 16:20; 17:53, 55-6, 58
 Joint Chairmen, 6:5
 Organization meeting, 1:24, 26, 29
 Printing, 1:26
 Questioning of witnesses, 4:8; 17:36, 38-40; 18:20
 Witnesses, 1:29
 M., 17:53
 M. (Robinson), 19:43-4
 Radio, 3:36
 Regional Industrial Expansion Department, 16:20-3, 35-6
 Royal Canadian Mounted Police, 2:21-4, 32, 37-8; 4:18-21,
 38-9, 43-4; 23:22-4
 Treasury Board, 3:43
 VIA Rail Canada Inc., 18:21-4
- Simmonds, Robert** (Royal Canadian Mounted Police)
 Official Languages Commissioner report, 1985, 2:4, 6-40;
 4:3-10, 12-8, 20, 22-4, 26-30, 35-43
 References, 4:39-40
See also Committee—Witnesses
- SIRC** *see* Security Intelligence Review Committee
- Skelly, Ray** (NDP—Comox—Powell River)
 Official Languages Commissioner report, 1985, 2:28-9
 Royal Canadian Mounted Police, 2:28-9
- Skuce, Robin** *see* Robin Skuce and Associates, Toronto, Ont.
- Société des acadiens** *see* Courts—Language of choice
- Société franco-manitobaine**
 Background, membership criteria, 22:16-9, 23-4
 Meeting, Consumer and Corporate Affairs Department *re*
 bankruptcy, 29:16, 20
 Press reports, errors, *Le Droit* publishing, Committee letter,
 13:4-5
 M. (Gauthier), 13:41, agreed to, 3
 States General Project
 Background, 22:11-3, 15-6, 19-20, 22
 Committee support, expressing, 22:32
 M. (Duguay), 22:33, agreed to, 9
 Consultation process, Canadian Parents for French input,
 etc., 22:21-2, 30
 Funding, Resources Allocation Committee, government
 portion etc., 22:13-5, 21
 Manitoba Intercultural Council portion, 22:14, 21
 Letter, tabling, 6:4-5
- Société franco-manitobaine—Cont.**
 States General Project—Cont.
 Working document, distributing, 22:28-30
See also Witnesses
- Software, French language** *see* Communications Department—
 Office automation; Joint Canada—Quebec Committee
- Solicitor General's Department**
 Bilingualism requirements, francophone participation rate,
 etc., 23:10
 Official Languages Act compliance, 23:32-3, 36-40
 Gauthier letter to Prime Minister's Office, Cummer reply,
 23:43
- Spectrum management**
 Defining, Communications Department involvement, etc.,
 3:25-8
- Sports** *see* Canada Games, Sydney, Australia; Fitness and
 Amateur Sport Canada; Interprovincial Sport and
 Recreation Council; National Coaching Certification
 Program; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.
- Spring, W.** (Royal Canadian Mounted Police)
 Official Languages Commissioner report, 1985, 2:4, 39
 References *see* Royal Canadian Mounted Police—Official
 languages co-ordinator
- Staffing** *see* Imperative staffing
- Statistics Canada** *see* Official Languages Commissioner Office—
 Socio-linguistic study
- Steering committee** *see* Procedure and Committee business—
 Agenda and procedure subcommittee
- Stony Mountain Institution** *see* Penitentiaries
- Supply and Services Department** *see* Hoss Defence Systems
- Supreme Court** *see* Signs—Quebec
- Sydney, Australia** *see* Canada Games
- Tanguay Institution** *see* Penitentiaries—Language of service
- Taschereau, Alexandre** (Justice Department)
 Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 31-2
- Task forces** *see* Caplan-Sauvageau Task Force
- Taxpayers** *see* National Defence Department
- Telephone directory** *see* Public Service
- Telephone services**
 Government directories
 Both official languages, 3:46

Telephone services—Cont.

Government directories—Cont.

Official language units, de-listing, 20:40-1

See also Canada Post Corporation—Language of service to public; Canadian Security Intelligence Service—Language of service to public; Consumer and Corporate Affairs Department—Language of service to public; Environment Department—Language of service to public; Fisheries and Oceans Department—Language of service to public; Justice Department; Marine Atlantic—Language of service to public; National Defence Department—Language of service to public; National Revenue Department—Language of service to public; Post offices—Language of service to public; Regional Industrial Expansion Department—Language of service to public; VIA Rail Canada Inc.—Language of service to public

Television

Condition of licence, defining, 24:61-2

French language, TV-5, availability, 30:31-3

Programming

Cable companies

Caplan-Sauvageau Task Force recommendation, 3:22

Communications Department policy influence, 3:22-3

See also Canadian Broadcasting Corporation; Manitoba—Francophones; TV Ontario—French language programming

Programs, *Yes Minister*, 23:27-8, 31, 33

See also Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.; Quatre Saisons; Radio-Québec; TVA; TV Ontario

Telidon project

Communications Department involvement, 3:39-40

Tennant, J.C. (Air Canada)

Official Languages Commissioner report, 1986, 15:3, 13, 18-9, 22

Testing see Language testing; Psychological testing**Thacker, Blaine A. (PC—Lethbridge—Foothills)**

Energy, Mines and Resources Department, 1:48-9

Official Languages Commissioner report, 1985, 1:48-50

Procedure and Committee business

Agenda and procedure subcommittee, M. (Tremblay), amdt. (Gauthier), 1:22

Information, 1:49

Joint Chairmen, M., 1:13

Organization meeting, 1:13

Thérien, Marc (Official Languages Commissioner Office)

Privy Council Office estimates, 1987-1988, main, 14:6, 39

Thomson, Shirley L. (National Museums of Canada)

Official Languages Commissioner report, 1986, 27:4, 30

Tingley, Rupert (Marine Atlantic Inc.)

Official Languages Commissioner report, 1985, 7:3-27, 30-1

Toll booths see Marine Atlantic Inc.—Language of service to public**Toronto, Ont. see Treasury Board—Semaine francophone****Trahan, Anne-Marie (Justice Department)**

Official Languages Commissioner report, 1985, 10:3, 20-1, 25-6, 29, 33-4

Translation services see Correctional Service of Canada; Fitness and Amateur Sport Canada—Programs; Justice Department—Programs; Marine Atlantic—Language of workplace; National Defence Department—Documentation; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.; Royal Canadian Mounted Police

Transport Department

Complaints filed, Official Languages Commissioner Office, 2:26

Treasury Board

Bilingualism bonus policy, 20:9, 14-5, 18, 32-3

Federal-provincial policies and programs, review, Murray consultations, 20:28-30

Guide, publishing, 20:9

Role, 20:5-6

Language of workplace

Guide to chairing bilingual meetings, 20:8, 10

Office automation, bilingual capabilities, 20:8, 31, 38-9

Language testing moratorium, lifting, 3:43

Language training programs, 20:8-9, 14

Official languages program compliance, 20:4, 6-8, 15-7, 27-8, 32, 43-8

Complaints, handling, 20:10, 30-1

Departmental auditing function, three year plans, memoranda of understanding, etc., 20:10, 12-3, 18-21, 23-6, 29-30, 46

Documents, second language requirement, period extending, 20:11

Semaine francophone participation, Toronto, Ont., 20:7

Staff

Designated bilingual positions, exemptions, etc., 20:15-7, 26-7, 41, 45

Francophone participation rate, 20:10, 45

Vatican, comparing, 20:15-7

Videotape, *Policy into Practice/La Politique dans les faits*, 20:7, 31-2, 35

See also Canada Games, Sydney, Australia; Canadian Charter of Rights and Freedoms—Significant demand; Consumer and Corporate Affairs Department—Official Languages Act implementation; Correctional Service of Canada—Official Languages Act; Crown corporations; Energy, Mines and Resources Department—Official Languages Act; Fitness and Amateur Sport Canada—Official Languages Act; Justice Department—Official Languages Act; National Museums of Canada—Official Languages Act compliance; Official Languages Act—Amending, Government departments; Official Languages Commissioner Office—Budget—Staff; Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta.—Olympic Winter Games Organizing Committee; Petro-Canada—Official Languages Act compliance; Private sector; Public Service—Restraint program—Staffing, Senior management employees; Royal Canadian Mounted Police—Francophone participation rate—Official Languages Act compliance; Witnesses

Tremblay, Hon. Senator Arthur (PC—Les Laurentides)

Air Canada, 15:14-5, 27-8

Communications Department, 3:31-4

Constitution Act, 1867, 10:20-1

Courts, 10:23

Education, 22:30-1

- Tremblay, Hon. Senator Arthur—Cont.**
 Free trade, Canada-United States negotiations, 12:32-5
 Justice Department, 10:33
 Law schools, 10:21-2
 Monnin, references, 22:28
 Official Languages Commissioner reports
 M. (Gauthier), 3:8-12
 1985, 2:8-9, 24-8; 3:8-12, 14-6, 31-4; 10:17, 20-3, 30, 32-4, 43-6
 1986, 12:32-6; 15:14-6, 27-8; 22:28-33; 24:27-8, 39-40, 44-7, 54-7, 61; 25:21
 Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 24:44-7, 54-7
 Procedure and Committee business
 Agenda and procedure subcommittee, 1:18-9
 M., 1:21-3, amdt. (Gauthier), 1:23
 M. (Gauthier), 3:14-5
 Business meetings, 1:34
 Documents, 1:30
 M., 1:31
 M. (Gauthier), 3:8-12
 Information, 25:21
 Joint Vice-Chairmen, 1:16
 M., 1:14
 Motions, 24:56
 Organization meeting, 1:13-4, 16, 18-9, 21-3, 27-33
 Printing, 1:27-8
 Staff, M. (Gauthier), 1:32-3
 Witnesses, 1:29
 Public opinion polls, 12:32
 Royal Canadian Mounted Police, 2:24-7
 Société franco-manitobaine, 22:28-30, 32
 VIA Rail Canada Inc., 18:34-5
- Tremblay, Marcel R. (PC—Québec-Est)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 12:32-6;
 18:34-6
- Trépannier, France-Marie (Correctional Service of Canada)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 5:3, 10, 17, 24,
 30, 36; 8:3, 20, 32, 41
- Trono, Arthur (Correctional Service of Canada)**
 Official Languages Commissioner report, 1985, 8:3, 5, 8, 29,
 31-3
- Trudeau, Right Hon. Pierre**
 References, corn flakes box remark, 9:26
See also Petro-Canada—Corporate name
- Tsai, George (Treasury Board)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 20:3, 11-2, 14,
 21-2, 24-5, 27, 29-31, 36, 39, 41
- Turner, Right Hon. John N. *see* Free trade, Canada-United States negotiations**
- TV Ontario**
 Federal funding, information requesting, 3:21
 French language programming, increasing, 3:16, 24, 45-6
- TVA *see* Winter Olympic Games, 1988, Calgary, Alta.—Television coverage**
- TV-5 *see* Television—French language**
- Ukrainian-Canadian Development Committee**
 Program, *Building the Future*, 22:22
- Unions *see* Labour unions**
- United States *see* Free trade, Canada-United States negotiations**
- Universities and colleges**
 Bilingual, University of Ottawa, 30:48
 French language universities, Petro-Canada donations, 9:36
 Nova Scotia, Collège de l'Acadie, federal-provincial framework agreement, establishing, 30:17, 24
 Quebec, Energy, Mines and Resources Department ties, 1:39; 2:35
See also Collège du Nouveau Brunswick; Collège Riel; Collège Saint-Boniface; Communications Department—Francophone participation rate, Recruitment; Consumer and Corporate Affairs Department—Quebec offices—Staff, Recruitment; Energy, Mines and Resources Department—Francophone participation rate, Recruitment; Environment Department—Staff, Recruitment; Fisheries and Oceans Department—Staff, Recruitment; Laval University; Law schools; Military colleges; National museums—Staff, Recruitment; National Revenue Department—Staff; Petro-Canada—Staff, Recruitment; Royal Canadian Mounted Police—Recruitment practices
- University of Montreal, 1:39**
- University of Ottawa *see* Universities and colleges—Bilingual**
- University of Winnipeg, 3:39**
- Vance, LGen J.E. (National Defence Department)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 21:4, 32
- Vastel, Michel *see* Regional Industrial Expansion Department—Language of service to public, Project applications**
- Vatican *see* Treasury Board**
- Veilleux, Gérard (Treasury Board)**
 Official Languages Commissioner report, 1986, 20:3, 5-15, 17-26, 28-42, 47-8
- VIA Rail Canada Inc.**
 Collective bargaining agreements, seniority factors, etc., 18:10-5, 18-9, 21-31, 33-4, 38-9, 43-4, 46, 48; 28:9
 Emergency planning, French language use, safety concerns, 28:9
 Language of service to public, 18:6-9, 13-4, 16, 20, 23-4, 30, 34-6, 41, 43
 Cost considerations, 18:9
 Signs, bilingual, 18:42
 Telephone service, 18:7, 15-6, 32-3
 Token Francophones, 18:39-40
 Language of workplace, 18:7, 22, 30
 New Brunswick, 18:22
 Official Languages Act compliance, 18:5-6, 12-3, 33, 37-8, 40, 43-8
 Canada Labour Code considerations, 18:28, 36-7, 47
 Safety record, 18:5-6, 8-9, 14, 45, 48
 Staff
 Bilingualism bonus, proposal, 18:31-2, 46-7
 Designated bilingual positions, 18:10-2, 23-4, 29, 34
 Headquarters, 18:7
 Language training/testing programs, 18:7, 14, 30, 40

VIA Rail Canada Inc.—Cont.**Staff—Cont.**

Recruitment, bilingual candidates, 18:10, 13, 16-9, 21, 30-1, 42, 45

Collège Saint-Boniface, 18:16

Seniority *see* VIA Rail Canada Inc.—Collective bargaining agreements

Training, apprenticeship program, proposal, 18:18

See also Official Languages Commissioner reports; Witnesses

Vice-Chairman, decisions and statements *see* Procedure and Committee business

Victoria, B.C. *see* Military colleges

Western provinces *see* Canada Post Corporation—Francophone participation rate; Consumer and Corporate Affairs Department—Francophone participation rate; Correctional Service of Canada; Fisheries and Oceans Department—Staff, Francophone participation rate; National Revenue Department—Staff, Francophone participation rate; Penitentiaries; Royal Canadian Mounted Police—Recruitment practices

Westmorland Penitentiary *see* Penitentiaries

Whitelaw, J. (Air Canada)

Official Languages Commissioner report, 1986, 15:3, 17

Whitham, Dr. K. (Energy, Mines and Resources Department)

Official Languages Commissioner report, 1985, 1:12, 47-8

Williamson, Carol *see* Penitentiaries—Disciplinary hearings

Wilson, D.K. (Royal Canadian Mounted Police)

Official Languages Commissioner report, 1985, 4:3, 35-6

Winding-up Act

Joint administration, Consumer and Corporate Affairs Department, Finance Department, 29:16

Winnipeg, Man. *see* Canada Post Corporation; Employment and Immigration Department; Post offices—Language of service to public

Witnesses (organizations)

Air Canada, 15:3-9, 11-30, 35-6

Canada Post Corporation, 6:3, 6-34

Canadian Broadcasting Corporation, 24:21, 29-43, 45-7, 50-2, 55, 57, 59-61

Canadian Security Intelligence Service, 17:3, 10-5, 20-35, 40-51, 53-8; 19:3, 6-26, 28-42, 46-9, 51-2

Communications Department, 3:3, 16-44, 46

Consumer and Corporate Affairs Department, 29:3-37, 40

Correctional Service of Canada, 5:3-37, 40; 8:3-38, 40-3

Energy, Mines and Resources Department, 1:12, 36-62, 66

Environment Department, 25:3-28

Fisheries and Oceans Department, 28:4, 10-33,

Fitness and Amateur Sport Canada, 11:3, 8-13, 16-7, 20-6, 33-40, 45

Government of Canada Office for the 1988 Olympic Winter Games, 11:3-8, 13-6, 18-9, 26-33, 45; 24:21, 28, 32-3, 35-6, 42-3, 48-9, 52-5, 59, 61-2

Justice Department, 10:3, 5-37

Marine Atlantic Inc., 7:3-27, 30-1

National Defence Department, 21:4-39, 43

National Museums of Canada, 27:4, 10-37, 41

National Revenue Department, 26:3-17, 19-29, 32

Witnesses (organizations)—Cont.

National Sport and Recreation Centre, 11:3, 36-7

Official Languages Commissioner Office, 1:12, 63-6; 2:4, 41-3; 3:3, 5-7, 11-2, 44-5; 4:3, 45-7; 5:3, 37-9; 6:3, 34-6; 7:3, 28-30; 8:3, 44-6; 9:3, 36-9; 10:3, 37-9; 11:3, 41, 43-5; 12:5-36; 13:3, 38-40; 14:5-6, 10-37, 41-2; 15:3, 32-5; 16:4, 38-40; 17:3, 58-61; 18:3, 43-7; 19:3, 49-51; 20:3, 42-7; 21:4, 39-42; 23:3, 47-9; 25:3, 27-8; 26:3, 29-32; 27:4, 37-41; 28:4, 7-9, 33-5; 29:3, 37-9

Petro-Canada, 9:3, 5-11, 13-8, 20-36

Public Service Commission, 13:3-40

Regional Industrial Expansion Department, 16:4-24, 26-34, 36-8, 40

Réseau de télévision TVA, 24:21, 30-2, 36-8, 41-2, 44-5, 56, 60

Royal Canadian Mounted Police, 2:4, 6-40; 4:3-18, 20-43

Société franco-manitobaine, 22:9-31, 34

Treasury Board, 20:3, 5-15, 17-42, 47-8

VIA Rail Canada Inc., 18:3, 5-43, 47-8

See also individual witnesses by surname

Women

Centres for battered women, bilingual services, Notre-Dame-de-Grâce, Que., Secretary of State Department funding, 30:34

See also Canada Post Corporation—Staffing/recruitment, Equal opportunity; Official Languages Commissioner Office—Staff; Penitentiaries—Language of service, Kingston, Ont.; Royal Canadian Mounted Police—Recruitment practices

Wood, Hon. Senator Dalia (L—Montarville; Joint Chairman)

Canada Post Corporation, 6:22-3, 33-4

Canadian Museum of Civilization, 27:31

Canadian Security Intelligence Service, 23:4

Communications Department, 3:29-30

Consumer and Corporate Affairs Department, 29:4, 17, 19-20, 32-4, 37

Correctional Service of Canada, 23:4

Crown corporations, 7:18

Education, 30:28-9, 48-9

Energy, Mines and Resources Department, 1:35-6, 43

Federal-provincial agreements, 16:24

Marine Atlantic Inc., 7:27

National Defence Department, 21:34

National museums, 27:24-5, 31

National Revenue Department, 26:21-2, 27-8

Official Languages Act, 30:44, 46

Official Languages Commissioner reports

1985, 1:35-6, 43; 3:29-30; 4:37-8; 6:22-3, 33-4; 7:18, 27; 11:29

1986, 13:6-8, 18, 41; 16:5, 24, 29, 32, 34; 18:5, 40, 48-9; 20:4,

26, 41; 21:34; 23:4, 21; 24:27-8, 30, 47-8, 52, 58-9;

26:21-2, 27-8; 27:24-5, 31; 29:4, 17, 19-20, 32-4

1987, 30:28-9, 44, 46, 48-9

Olympic Winter Games, 1988, Calgary, Alta., 24:27-8, 30, 48, 58-9; 27

M. (Gauthier), 27:7-9

Procedure and Committee business

Agenda, adopting, M. (Guay), 24:26

Agenda and procedure subcommittee

Establishing, 1:20-1

M. (Gervais), 1:23

Reports, 3:12

M. (Gauthier), 3:13-5

Wood, Hon. Senator Dalia—Cont.

Procedure and Committee business—Cont.

- Business meetings, 27:41-2, 45
- Documents, tabling, 24:28
- Information, requesting, 1:43; 26:11
- Joint Chairmen, election, M., 27:41-2, 45
- Joint Vice-Chairmen, election, 1:16
- Meetings, scheduling, 6:5
- Motions, quorum requirement, 24:56
- Organization meeting, 1:16, 20-1, 23
- Questioning of witnesses
 - Rotation by party, 18:20; 24:39
 - Time limit, 26:22
- Quorum, composition, 20:4-5
- Votes in House, meeting continuing, 12:27; 30:25
- Votes in Senate, meeting continuing, 6:10
- Witnesses

Wood, Hon. Senator Dalia—Cont.

Procedure and Committee business—Cont.

- Witnesses—Cont.
 - Inviting, M. (Hamelin), 5:34
 - Not prepared, 5:23
- Quebec, 30:49
- Regional Industrial Expansion Department, 16:5, 24, 29, 32, 34
- Royal Canadian Mounted Police, 4:37-8; 23:4, 21
- Treasury Board, 20:26, 41
- VIA Rail Canada Inc., 18:5, 40

Working in Taxation in English or in French see National Revenue Department—Document

Yeates, George (Environment Department)

- Official Languages Commissioner report, 1986, 25:3, 7, 10, 14-5

Yes Minister see Television—Programs



CANADA

INDEX

DU

COMITÉ MIXTE PERMANENT DES

Langues officielles

CHAMBRE DES COMMUNES
ET SÉNAT

Fascicules n^{os} 1-30

•

1986-1988

•

2^e Session

•

33^e Législature

Coprésidents: Dalia Wood, sénateur
Gabriel Desjardins, député



INDEX

DU

COMITÉ MIXTE BILANCIER

Langues officielles

CHAMBRE DES COMMUNES
ET SÉNAT

Publié en 1971 par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada. / Published in 1971 by the Queen's Printer for Canada.

Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada. / Printed by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Available from the Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

GUIDE DE L'USAGER

Cet index couvre les sujets ayant fait l'objet de discussions lors des séances de ce comité. Les dates et les numéros des fascicules contenant les procès-verbaux et témoignages des séances du comité sont répertoriés dans les pages préliminaires sous le titre «DATES ET FASCICULES».

Les sujets, ainsi que les noms des intervenants, sont inscrits par ordre alphabétique et en caractères gras de même que les numéros des fascicules. Chaque référence peut apparaître sous les deux rubriques afin de faciliter l'accès à l'information.

Pêches

Pacifique, **11:31**

Oberle, M. F. (PC—Prince George—Peace river)

Pêches, **11:31**

L'exemple suivant illustre la méthode d'indexation employée.

sujet général — **Office canadien du poisson salé**
 sujet particulier — **Activités, 19:17; 27:4-9**

numéros de fascicules — numéros de pages

Certains sujets d'importance commandent des descripteurs spéciaux tels que: Appendices; Ordre de renvoi; Procédure et Règlement; Témoins; Votes en Comité, etc.

L'index est dit croisé parce qu'il comporte des renvois. Les renvois à un sous-titre sont indiqués par un long trait.

Nigeria. Voir Poisson—Exportations

sujet abordé — **Géothermie**
 sous cette Allusions, **1:34; 11:4-18**
 autre rubrique **Voir aussi** Chauffage collectif, système

titre-sujet **Énergie atomique.** Voir plutôt Énergie nucléaire
 préféré à un autre

Les abréviations et symboles employés sont les suivants:

A=appendice. Am.=amendement. Art.=article. M.=motion.

Affiliations politiques: L — Libéral; PC — Progressiste conservateur; NPD — Nouveau parti démocratique; Ind. — indépendant; L Ind. — Libéral indépendant.

**S'adresser à la division de l'Index et références pour toute
demande de renseignements additionnels—992-7645**

INDEX

COMITÉ MIXTE PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ET DU SÉNAT

COMPTE RENDU OFFICIEL

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

DATES ET FASCICULES

—1986—

Novembre: les 4 et 26, f.1.
Décembre: les 3 et 10, f.1; le 17, f.2.

—1987—

Janvier: le 21, f.3.
Février: le 3, f.4; le 4, f.5; le 10, f.6; le 11, f.7.
Mars: le 3, f.8; le 4, f.9; le 11, f.10; le 25, f.11.
Avril: le 1^{er}, f.12; le 7, f.13; les 8 et 14, f.14; le 15, f.15; le 28, f.16; le 29, f.17.
Mai: le 6, f.18; le 12, f.19; le 13, f.20; les 26 et 27, f.21.
Juin: le 10, f.22.; le 16, f.23; les 17 et 23, f.24.
Octobre: les 8 et 28, f.24.
Novembre: le 4, f.25; le 18, f.26.
Décembre: le 9, f.27; le 16, f.28.

—1988—

Février: le 3, f.29.
Mars: le 1^{er}, f.30.
Septembre: les 13 et 28, f.30.

Accord du Lac Meech

- Dualité linguistique, reconnaissance, 30:15
- Francophones hors Québec, répercussions, 22:28, 30-1
- Produits de consommation, étiquetage, répercussions, 29:11-2

Aéroports. Voir Air Canada—Bilinguisme**Affaires extérieures, ministère. Voir Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.****Agence canadienne de sécurité. Voir plutôt Service canadien du renseignement de sécurité****Air Canada**

- Annonces en français prioritairement au Québec et en anglais prioritairement à l'extérieur du Québec, politique, 15:19

Bilinguisme

- Aéroports, difficultés particulières, 15:33
- Déréglementation, répercussions, 15:22-3
- Erreurs, rectification, 15:31
- Félicitations, 15:16, 30-1, 35
- Fredericton, N.-B., situation, 15:21, 23-4
- Objectifs, 15:21, 24, 36
- Possibilité, 15:6
- Priorités, 15:7, 34-5
- Progrès, 15:6-7, 32-3, 35
- Questions, 15:31-2
- Rentabilité, 15:6, 15-6, 20-1
- Restrictions budgétaires, répercussions, 15:22-3
- Sécurité, répercussions, 15:28, 30

Voir aussi sous le titre susmentionné Pilotes

50^e anniversaire, 15:5, 9**Documentation, imprimés, publications, etc., 15:5****Employés bilingues**

- Augmentation, 15:5
- Identification, 15:10-4

Formation linguistique, 15:24-5

- Anglophones et francophones, répartition, 15:19-20
- Coûts, 15:25-6
- Paielement, responsable, 15:18
- Diplômés, nombre, 15:17-8

Formation technique, 15:27-8

- Mécaniciens et pilotes, cours en anglais seulement, 15:27

Francophones

- Augmentation, 15:34
- Participation, 15:9

Voir aussi sous le titre susmentionné Formation linguistique—Anglophones et Pilotes

Langue de travail, 15:5-6, 8, 34**Langues officielles, programmes**

- Gestion, 15:9
- Gestionnaires, mise en application, 15:20-2
- Privatisation, répercussions, 15:15-6

Pilotes

- Bilinguisme
 - Amélioration, 15:10-1
 - Pourcentage, 15:28-30
- Francophones, âge et pourcentage, 15:16-7
- Recrutement, 15:17

Voir aussi sous le titre susmentionné Formation technique—Mécaniciens

Air Canada—Suite

- Plaintes, 15:6
 - Diminution, 15:7
- Politique linguistique, énoncé, 15:5
- Public, services 15:8
 - «Lorsque le nombre le justifie», description, 15:21, 23
- Publicité bilingue, ajustements, 15:28-9
- Recrutement, 15:18-9
 - Personnes bilingues, répercussions, 15:20-2
 - Tests, langue, choix, 15:19
- Voir aussi sous le titre susmentionné Pilotes*
- Représentants, témoignages. *Voir Témoins*
- Signalisation publique bilingue, établissement, 15:5

Alberta

- Assemblée législative, président, interdiction à un député de s'exprimer dans l'une des deux langues officielles, m. (Layton, B.), 14:9, reportée, 10
- Projet de loi 60, répercussions, 30:29-30
- Voir aussi Éducation—Langues officielles, enseignement de la minorité*

Allmand, hon. Warren (L—Notre-Dame-de-Grâce—Lachine—Est)

- Accord du Lac Meech, 29:11-2
- Bilinguisme, 12:26; 30:48
- Comité, 2:34, 40; 4:5-6; 6:5; 19:13-4, 43-4; 23:16-7; 24:22, 24-5; 30:10-4, 25-6, 46
- Séance d'organisation, 1:15-7, 19-20, 26-7, 30-4
- Commissaire aux langues officielles
 - Rapport annuel 1985, étude, 1:51-4, 56, 62-3, 66; 2:8, 17-20, 34, 39-40; 3:7, 11, 13, 25-9; 4:5-6, 22-5; 5:10-4, 24; 6:5, 19-22; 8:13-8; 11:22-6, 39-43
 - Rapport annuel 1986, étude, 12:22-7; 13:25-9; 19:13-4, 27, 36-8, 43-4; 21:24-7, 35-7; 23:16-7, 30-3; 29:11-2, 17
 - Rapport annuel 1987, étude, 30:10-4, 25-6, 33-7, 46-9
- Communications, ministère, 3:25-9
- Condition physique et Sport amateur, ministère d'État, 11:22-6, 39-43
- Consommation et Corporations, ministère, 29:17
- Défense nationale, ministère, 21:25-7, 35-7
- Éducation, 30:34
- Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:51-4, 62-3
- Fonction publique, 13:25-9
- Gendarmerie royale du Canada, 2:8, 17-20, 39-40; 4:22-5; 23:31
- Langue minoritaire, enseignement, Sous-comité, 3:13
- Langues officielles, 30:36-7, 47-8
- Langues officielles, Loi, 3:7, 11; 12:22-4
- Langues officielles, Loi C-72, dispositions, 30:34-6, 46
- Ministères et organismes gouvernementaux, 12:24-5
- Pénitenciers, 5:10-4; 8:14-8
- Procédure et Règlement, 19:27
- Québec, 30:33-5
- Service canadien du renseignement de sécurité, 19:36-8; 23:32-3
- Service correctionnel Canada, 5:11; 8:15-6
- Société canadienne des postes, 6:19-22
- Tribunaux, 12:27

Allophones. Voir Communications, ministère; Gendarmerie royale du Canada

- Amoroso, Margaret** (ministère de l'Expansion industrielle régionale)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 16:19
- Alphabétisme, conférence**
Allusion, 23:29
- Anglophones.** *Voir les sujets particuliers*
- Appendices**
Commissaire aux langues officielles, déclaration présentée le 16 décembre 1987, 28A:6-10
Communications, ministère, document intitulé *Notes pour une présentation du sous-ministre des Communications*, 3A:17-28
- Arnold, Roy** (VIA Rail)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 18:18-20, 25, 27-8
- Assemblée générale de la communauté francophone du Manitoba.** *Voir Comité—Membres*
- Athlètes.** *Voir Condition physique et Sport amateur, ministère d'État; Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—Serment*
- Atlantique, région.** *Voir Pénitenciers; Service canadien du renseignement de sécurité—Postes bilingues*
- Base navale**
Établissement au Québec, 21:31-2
- Beaty, Stuart** (Commissariat aux langues officielles)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 12:16, 20, 30-1
- Beauregard, Gaston N.** (Petro-Canada)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 9:15
- Bénévoles.** *Voir Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.*
- Berger, Gerry** (Bureau des jeux olympiques d'hiver 1988)
Commissaire aux langues officielles
Rapport annuel 1985, étude, 11:4-8, 13-6, 18-9, 26-33, 45
Rapport annuel 1986, étude, 24:28, 32-3, 35-6, 42-3, 48-9, 52-5, 59, 61-2
- Bernier, Gilles** (PC—Beauce)
Comité, 24:22
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:27
Gendarmerie royale du Canada, 4:27
- Biche, Colette** (VIA Rail)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 18:15-6, 22-3, 26, 28, 32-5, 37, 39-40
- Bilinguisme**
Compressions budgétaires, répercussions, 12:20-2
Développement, Commissariat aux langues officielles et gouvernements des provinces, rapport, 14:25-6
Opposition, 9:14
Plaintes, augmentation, 12:26-9
Prime
Efficacité, 20:33
Négociations collectives, inclusion, répercussions, 20:32-3
Tests, 20:14-5
- Bilinguisme—Suite**
Situation, amélioration, 23:4-5
«Symétrique» et «assymétrique», termes, utilisation, 30:48
Voir aussi les sujets particuliers
- Binder, Michael** (ministère des Communications)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 3:32
- Blain, Claude** (Réseau de télévision TVA)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 24:30-2, 36-8, 41-2, 44-5, 56, 60
- Blanchette, Lucille** (Société franco-manitobaine)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 22:10-23, 26-31, 34
- Blouin, Anne** (PC—Montmorency—Orléans)
Air Canada, 15:27
Comité, séance d'organisation, 1:14, 33
Commissaire aux langues officielles
Rapport annuel 1985, étude, 9:36
Rapport annuel 1986, étude, 15:26-7; 16:34; 21:27-8; 23:38, 45
Défense nationale, ministère, 21:27-8
Pénitenciers, 23:38, 45
Petro-Canada, 9:36
- Bouchard, Jean-Claude** (ministère des Communications)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 3:20, 25-7, 29-30, 34-5, 37, 39-40, 42-4
- Bouchard, hon. Lucien** (PC—Lac-Saint-Jean; secrétaire d'État du Canada)
Accord du Lac Meech, dualité linguistique, reconnaissance, 30:15
Alberta, projet de loi 60, répercussions, 30:29-30
Bilinguisme, «symétrique» et «assymétrique», termes, utilisation, 30:48
Collège de Saint-Boniface, Manitoba, existence, allusion, 30:43
Comité, mandat, etc., 30:47
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1987, étude, 30:15-25, 27-37, 39-41, 43-9
Conseil canadien sur les langues officielles, mise en place, concept, étude, 30:47
Éducation, langues officielles, enseignement de la minorité, 30:19-20, 28, 30-1, 34, 39-41
Francophones hors Québec, Québec, gouvernement, rôle, 30:39
Langues officielles, Loi C-72, dispositions
Adoption, 30:15
Ententes fédérales-provinciales, 30:16-8, 35-6, 43-4
Fonds, utilisation pour les organismes sociaux, 30:34
Proclamation royale, 30:47
Québec, Loi 101, répercussions, 30:35, 44
Réglementation, promulgation, 30:44-6
Langues officielles, promotion, programmes, fonds
Liste, accès, 30:49
Répartition entre les anglophones du Québec et les francophones hors Québec, 30:21-5, 27-8, 36-7
Québec, anglophones
Aide financière, répercussions sur la survie du français, 30:34
Et francophones hors Québec, différences, 30:35

- Bouchard, hon. Lucien**—*Suite*
 Québec, anglophones—*Suite*
 Rencontre avec le secrétaire d'État du Canada, 30:33
 Secrétariat d'État, langues officielles, enseignement et promotion, programmes, enrichissement, 30:15-6
 TV-5, expansion, accès, coûts, etc., 30:32-3
 Universités, université bilingue, définition, 30:48
- Boudria, Don** (L—Glengarry—Prescott—Russell)
 Comité, 14:13, 17:37
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:16, 21, 32-3, 45-7; 26:7-11
 Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:13
 Procédure et Règlement, 17:16
 Revenu national, ministère, 26:7-11
 Service canadien du renseignement de sécurité, 17:16, 32-3, 45-7
- Bureau des jeux olympiques d'hiver 1988**
 Langues officielles, Loi, application, 11:44-5
 Représentant, témoignage. *Voir* Témoins
- Bureau du Commissaire aux langues officielles.** *Voir plutôt* Commissariat aux langues officielles
- Câblodistributeurs.** *Voir* Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—Télédiffusion
- Calgary, Alb.**
 Jeux olympiques d'hiver 1988, répercussions, 11:32-3
Voir aussi Jeux olympiques d'hiver 1988; Petro-Canada—Affichage bilingue et Services bilingues—Siège social
- Capitale nationale, région.** *Voir* Gendarmerie royale du Canada—EBS
- Cardinal, Michel J.** (ministère du Revenu national)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 26:23
- Cassidy, Mike** (NPD—Ottawa—Centre)
 Alberta, 30:29
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1987, étude, 30:29, 31-3
 Éducation, 30:29, 31
 TV-5, 30:31-2
- Centre de recherche Laval.** *Voir* Communications, ministère
- Centre médical de la Défense nationale.** *Voir* Défense nationale, ministère—Santé, services
- Centre national du sport et de la récréation**
 Représentant, témoignage. *Voir* Témoins
- Chambre des communes.** *Voir* Expansion industrielle régionale, ministère
- Chandonnet, Jean** (ministère des Pêches et Océans)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 28:17-8, 26-7, 31, 35
- Charte des droits et des libertés.** *Voir* Justice, ministère—Procès, langue—Droits et libertés; Manitoba—Droits et libertés
- Chartrand, Michelle** (ministère des Pêches et Océans)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 28:18-9, 21-5, 27-32
- Choquette, P.** (Service canadien du renseignement de sécurité)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:14, 22-4, 30, 33, 40-6, 48, 50-1, 56; 19:15-6, 20, 22, 33, 35, 39-40, 48-9
- Clark, Ian** (ministère de la Consommation et des Corporations)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 29:4-13, 16-9, 23-6, 31-5, 37, 40
- Cloutier, Sylvain** (Société canadienne des postes)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 6:7-19, 21-8, 30-2, 34
- CN (Canadien National).** *Voir* VIA Rail
- Code du travail.** *Voir* Langues officielles, Loi—Priorité
- Collège canadien de police.** *Voir* Gendarmerie royale du Canada
- Collège de Saint-Boniface, Manitoba**
 Existence, allusion, 30:41, 43
 Ordre Monseigneur Taché, membre, Guay, J.-P., sénateur, nomination, félicitations, 22:13
Voir aussi Pénitenciers—Détenus—Éducation, programmes
- Collin, M.** *Voir* Énergie, Mines et Ressources, ministère
- Comité**
 Budgets des dépenses, 10:39-41, 43-4; 30:7
 Civilité, respect, 6:18
 Comité directeur. *Voir plutôt sous le titre susmentionné* Sous-comité du programme et de la procédure
 Coprésidents
 Absence, remplacement, 6:5
 Départ, 24:22-3
 Élection, 1:13; 24:22-3
 Hamelin, Charles, travail, remerciements, 24:24-6
 Documents
 Accès par les journalistes avant les membres du Comité, 9:4, 19
 Dépôt
 Auprès des cogreffiers, 29:3
 Refus, 19:52
 Disponibilité dans les deux langues officielles, 1:29-31
 Distribution, 4:5-6, 8; 5:35; 9:18; 17:6-9
 Coprésidente, 17:9-10
 Dans les deux langues officielles, 2:77; 17:9, 18, 27
 Société franco-manitobaine, 6:4-5
 Lettre de la ministre des Communications, lecture, 24:27-8
 Droits linguistiques et rôle du Commissariat aux langues officielles, bande vidéo, préparation, autorisation, 10:46
 Fascicules, publication, retard, 17:61
 Fiction accomplie, film, présentation, 10:45-6; 14:40-1
 Francophonie manitobaine, États généraux, projet, participation, 22:32-4
 Langues officielles, Loi, amendements, étude, consultant spécialisé, embauche, 10:42-3
 Mandat, rôle, etc., 19:45-6; p 30:46-7
 Membres
 Assemblée générale de la communauté francophone de Manitoba les 4, 5 et 6 mars 1988, participation, 30:7
 Candidature, 10:46-7
 Robichaud, hon. Louis-J., épouse, décès, lettre de condoléances, 2:33
 Substituts, liste, nombre, augmentation, 24:25

Comité—Suite**Membres—Suite**

Temps de parole et ordre d'intervention, 2:40; 4:8-9;
17:36-40; 18:20-1; 19:40-1; 22:25; 24:39-40; 30:13-4,
26

Voir aussi sous le titre susmentionné Documents—Accès

Ministres, comparution

Président du Conseil du Trésor, 30:46

Secrétaire d'État du Canada, 30:10-4

Pénitenciers, visite, possibilité, 5:33-4; 10:43-4**Question, pertinence, 23:16-7****Quorum, 20:4-5**

Fixation, 1:34-5

Rechercheurs, services, recours, 1:31-3**Séance d'organisation, 1:13-35****Séances**

À huis clos, 1:9, 11; 11:3, 40; 17:14-5; 19:3; 21:3; 24:19;
25:28; 30:6-7

Ajournement, 1:35

Calendrier, 6:5

Conformité avec le Règlement, 30:19

Interruption, 30:25-6

Rapport intérimaire, préparation, 10:46

Report, 15:4

Suspension, 14:13-5; 30:7

Société franco-manitobaine

Le Droit, journal daté du 25 mars 1987, rapports de presse,
correction, demande écrite, m. (Gauthier, J.-R.),
13:4-5, adoptée, 41

Visite, 10:44-5

Voir aussi sous le titre susmentionné Documents—

Distribution

Sous-comité du programme et de la procédure

Composition, m. (Tremblay, A.), 1:17-21, adoptée, 23

Am. (Gauthier, J.-R.), 1:22, adopté, 23

Quorum, m. (Gervais, A.), 1:23, adoptée, 24

Am. (Tremblay, A.), 1:23, adopté, 24

Rapports

Premier, 1:10-1

Deuxième, 3:12-6, adopté, 4

Troisième, 10:42-6

Quatrième, 18:3-4

Cinquième, 27:42; adopté, 28:29

Libellé, modification, 27:42-5

Sixième, 30:6-7

Témoins

Assermentation. *Voir plutôt* Service canadien du
renseignement de sécurité—Représentants—
Assermentation

Comparution, convocation, etc., 2:33-4

Affaires extérieures, ministère, annulation, 10:45

Capacité de répondre, amélioration, 5:39

Défense nationale, ministre et chef de l'état-major,
21:38-9

Environnement, ministère, 25:28

Frais de déplacement et de séjour, remboursement, 1:29

Gendarmerie royale du Canada, représentants, 3:12-3

Pêches et Océans, ministère, représentants, 28:29

Radio-Canada, 11:28

Service canadien du renseignement de sécurité, 17:36,
51-4

Comité—Suite**Témoins—Suite**

Comparution, convocation, etc.—*Suite*

Service correctionnel Canada, représentants, 5:31, 34

Solliciteur général du Canada, 17:36, 51-2

M. (Robinson, S.J.), 19:42-4, adoptée, 45

VIA Rail, 18:20

Interrogation, 19:13-4, 27-8

Présence à la table, 19:6

Travaux. *Voir plutôt* Travaux du Comité

Vice-coprésidents

Démission, 10:41

Élection, 1:14-7; 10:41-2; 24:24-5; 27:41-2, 45

Vote secret, tenue, 1:15-7

Voir aussi Commissariat aux langues officielles—Autonomie

administrative, Conseil du Trésor, entente, propositions

et *Langage et Société*; Fonction publique—Dotation

impérative; Gendarmerie royale du Canada—

Documents—Exigés; Service canadien du renseignement

de sécurité—Documents—Dépôt; Votes

Comité mixte Canada-Québec. *Voir* Communications,
ministère—Centre de recherche Laval, mandat

Commissaire aux langues officielles

Rapport annuel 1985

Étude, 1:5, 35-66; 2:5-44; 3:5-47; 4:4-48; 5:4-40; 6:4-36;
7:4-31; 8:4-46; 9:4-39; 10:5-47; 11:4-46

Rapport aux deux Chambres, 22:3-8; 24:3-18

Rapport annuel 1986

Étude, 12:6-36; 13:4-41; 15:4-36; 16:5-40; 17:5-61; 18:5-49;
19:5-52; 20:4-48; 21:5-43; 22:10-34; 23:4-49; 24:26-62;
25:4-28; 26:4-32; 27:6-45; 28:7-35; 29:4-40

Rapport aux deux Chambres, 24:3-18

Titre *La relance promise: l'année du test!*, 12:10

Rapport annuel 1987, étude, 30:10-49

Rapports soumis au Gouverneur en conseil, étude, modalités.

Voir plutôt Langues officielles, Loi—Application

Témoignages. *Voir* Témoins

Voir aussi Appendices; Conseil du Trésor; Pénitenciers—

Ententes fédérales-provinciales; VIA Rail

Commissariat aux langues officielles

Activités régionales, relance, 14:11-2

Agents régionaux, fonctions, description, 14:28-30

Années-personnes, modifications, 14:27

Autonomie administrative, Conseil du Trésor, entente,
propositions, 14:16-8, 22

Comité, membres, appui, 14:42

Budget

Augmentation, 14:10-1, 16, 18-21

Déficit, 14:18, 23

Modifications, 14:12-3; 20:16-7, 41-3, 47

Budget principal 1987-1988. *Voir plutôt* Conseil privé—
Budget principal 1987-1988

Documents, présentation, anglais et français, alternance,
14:23-4

Existence, mise en doute, 12:13-6

Femmes, pourcentage, 14:35-6, 40-1

Jeunes, programme, 14:26-7

Langage et société, revue trimestrielle, Comité, membres,
accès, 14:27

Plaintes, nombre, 14:25

Commissariat aux langues officielles—SuiteReprésentant, témoignage. *Voir* Témoins

Sondages

Comparaison, 12:30-1

Divulgateur, 12:31-2

Voir aussi Bilinguisme—Développement; Comité—Droits linguistiques**Commission de la fonction publique**

Agence centrale, rôle, 13:6, 39

Langues officielles, programme, progrès, 13:6, 40

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Sous-ministres et gestion supérieure, nominations, modalités, 3:20

Voir aussi Fonction publique—Formation linguistique—Privatisation et Postes—Bilingues et Postes—Tableaux**Commission Laurendeau-Dunton**

Documents, statistiques, etc., conservation, responsable, 14:39

Commission nationale des libérations conditionnelles

Bilinguisme, situation, 23:10

Common law. Voir Justice, ministère**Communications, ministère**

Allophones, représentation, 3:29

Centre de recherche Laval, mandat

Comité mixte Canada-Québec, fonctionnement, 3:39

Informatique et bureautique, diffusion, 3:31-2

Logiciels, ententes, collaboration, 3:32-3

Ministère de l'Éducation du Québec, liaison, 3:33-4

CRTC, relations, 3:22

Employés

Profil par province, 3:37

Voir aussi sous le titre susmentionné Langue de travail

Gestion du spectre, définition, 3:25

Langue de travail, 3:17, 45

Employés, satisfaction, 3:42-3

Langues officielles

Échéancier, 3:31

Imputabilité, 3:30-1

Minorités, sous-représentation, 3:25-9

Plan ministériel, 3:39

Mandat, 3:16

Nouveau-Brunswick

Fonctionnaires, répartition, 3:35

Francophones, situation, 3:34-5

Postes unilingues français, absence, 3:34-5

Objectifs, 3:18-9, 23-4, 44, 46

Échéancier, 3:24-5

Postes bilingues, exigences linguistiques, maintien, 3:39-46

Public, service, 3:16-7

Québec, anglophones, augmentation, 3:29-30, 44

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Représentation et participation équitable, 3:17-8, 35-6, 45

Domaine culturel, répartition, 3:37-8

Dotation impérative, méthode, utilisation, 3:21

Sous-ministre, nomination, date, 3:23

Sous-ministres adjoints, nominations, modalités, 3:19-20

Universités, communications, 3:38-9

Voir aussi Appendices**Condition physique et Sport amateur, ministère d'État**

Activités, Québec, participation, 11:15-6, 25

Athlètes, sélection, processus, 11:21-2

Discrimination, 11:25-6, 41-3

Conseillère aux langues officielles, fonctions, rôle, etc., 11:33-4

Financement

Sources, 11:38-9

Voir aussi sous le titre susmentionné Organismes nationaux—Bilinguisme—Condition

Image, changements, 11:19-20

Langues officielles

Initiatives réussies, 11:43

Plan, Conseil du Trésor, demande, 11:39-40

Politique nouvelle, 11:16

Priorités, suggestions, 11:43-4

Programme, progrès, 11:8-9, 45

Voir aussi sous le titre susmentionné Conseillère et Organismes nationaux

Organismes nationaux

Bilinguisme

Condition essentielle au financement, 11:37-8

Encouragement, 11:22-3

Définition, 11:37-8

Langues officielles, plans d'action, présentation, 11:22-3

Québec, organismes, liens, 11:35-7

Régions, représentation, 11:34-6

Siège social, emplacement, 11:37

Structure, variation, 11:24

Subventions, accès, 11:24-5, 40-1

Public, services

Externes, 11:10-3

Internes, 11:9-10

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins**Conseil canadien sur les langues officielles**

Mise en place, concept, étude, 30:47

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)

Câble, distributions prioritaires, pouvoir de direction, absence, 3:22-3

Voir aussi Communications, ministère**Conseil du Trésor**

Assemblées, tenue, 20:29-30

Commissaire aux langues officielles, relations, 20:31

Imputabilité, définition, 20:17-8

Initiatives, 20:7-10

Langues officielles, programme

Mise en oeuvre, 20:10

Priorités, 20:45-7

Postes bilingues, exigences linguistiques, respect, absence, 20:15

Président. *Voir* Comité—Ministres, comparutionReprésentants, témoignages. *Voir* Témoins

Rôle, responsabilités, etc., 20:5-6, 15-6, 47-8

*Voir aussi les sujets particuliers***Conseil interculturel manitobain**

Représentants, répartition, 22:21

Conseil privé

- Budget principal 1987-1988, 14:8-42
- Adoption, 14:42
- Rapport aux deux Chambres, 14:42

Consommation et Corporations, ministère

- Bilinguisme
 - Prime, 29:18, 27, 29-31
 - Tests, 29:27-9
 - Voir aussi sous le titre susmentionné* Postes, répartition
- Employés, francophones, nombre, 29:17, 19, 26
- Formation linguistique, participation, 29:26-7
- Gestion, comité
 - Langue de travail, 29:31
 - Personnes, nombre, 29:31
- Gestionnaires, évaluation, 29:32-3
- Langue de travail, 29:7-8, 38
- Administration centrale, 29:24-6
- Voir aussi sous le titre susmentionné* Gestion, comité
- Langues officielles, programmes
 - Améliorations, 29:37, 39
 - Conseil du Trésor, protocole d'entente, 29:8-9
 - Accès, 29:9-10, 17

Mandat, 29:5**Objectifs, 29:34-6****Postes, répartition, 29:5-6, 19-20**

- Bilinguisme, niveaux, classification, 29:17-9, 27-31
- Ouest Canadien, situation, insatisfaction, 29:21-4

Public, services, 29:6-7, 38

- «Là où la demande est importante», définition, établissement, etc., 29:10, 13-6, 20-1

- Services téléphoniques, accès, 29:11, 16-7

Recrutement, 29:33-4

- Université de Saint-Boniface, Man., demandes, recours, etc., 29:36-7

Représentants, témoignages. Voir Témoins**Représentation et participation équitable, 29:8, 39**

- Québec, situation, 29:32-3

Sous-ministre

- Compétence, 29:36

- Départ, rumeur, 29:37

- Nomination, date, 29:31

Visibilité, problème, 29:12-3***Voir aussi* Liquidations, Loi****Constitution. Voir Gendarmerie royale du Canada—**

- Bilinguisme

Conventions collectives. Voir Société canadienne des postes;

- VIA Rail

Cooper, Robert (Service correctionnel Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 5:24-6, 31, 36-7

Coprésident (décisions et déclarations). Voir plutôt Président (décisions et déclarations)**CP (Canadien Pacifique). Voir VIA Rail—CN****CRTC. Voir Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes****CTV. Voir Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—**

- Télédiffusion

David, hon. Paul D., sénateur (PC—Bedford)

- Alberta, 14:9-10

- Bilinguisme, 12:28

- Comité, 14:14; 24:25-6

Commissaire aux langues officielles

- Rapport annuel 1985, étude, 11:37-8

- Rapport annuel 1986, étude, 12:27-8, 30-1; 13:22-5; 25:17-9; 26:14-8, 22-3; 28:9, 27-9; 29:17-9, 27-32

- Rapport annuel 1987, étude, 30:37-41

Commissariat aux langues officielles, 12:30-1

- Condition physique et Sport amateur, ministère d'État, 11:37-8

- Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:9-10, 14

- Consommation et Corporations, ministère, 29:17-9, 27-32

- Éducation, 30:39-41

- Environnement, ministère, 25:17-9

- Fonction publique, 13:22-5

- Francophones, 30:38

- Gouvernement, 12:28

- Langues officielles, Loi, 28:9

- Pêches et Océans, ministère, 28:27-8

- Revenu national, ministère, 26:14-8, 22-3

De Bané, hon. Pierre, sénateur (L—De la Vallière)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:27-31

- Gendarmerie royale du Canada, 4:27-31

De Blois, Pierre (Commissariat aux langues officielles)

- Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:27

de Chastelain, lieutenant-général A.J.G.D. (ministère de la Défense nationale)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 21:11-2, 15-7, 19-29, 31-3, 35-7

Défense nationale, ministère

- Achats de matériel, documentation bilingue, exigence, 21:34

Documentation technique unilingue

- Documentation bilingue, pourcentage, 21:17-8

- Traduction, arriérés, diminution, 21:7

- Unités de langue française, difficultés, 21:15

Employés

- Dotation, opérations, ventilation, 21:38

- Évaluation linguistique, lacunes, 21:32-3

- Hauts fonctionnaires civils, recrutement, 21:13-4

- Militaires, enfants, instruction, 21:31

- Salaires, source, 21:22-3

Formation linguistique, 21:7-8

- Contrat, octroi, critères, 21:33-4

- Voir aussi sous le titre susmentionné* Hoss Defence System

- France, échanges, programmes, 21:27

- Hoss Defence System, formation linguistique, contrat, 20:37-8

Langue de travail, 21:6

- Ventilation par unité, 21:18-9

Langues officielles, programme

- Biculturalisme, expression, disparition, 21:16-7

- Gestion, 21:7

- Modifications, 21:23-4

- Objectifs, 21:10-2

- Principe directeur, 21:5-6

Défense nationale, ministère—Suite

- Langues officielles, programme—*Suite*
- Problèmes, description, 21:39-42
- Officier, formation, période, durée, 21:21-2
- Participation équitable, 21:6
- Postes bilingues, 21:8-9
 - Exigences, satisfaction, 21:29-30
 - Grief, procédure, 21:30-1
- Public, services, 21:6, 9-10, 37-9
 - Service téléphonique, améliorations, 21:33
- Représentants, témoignages. *Voir* Témoins
- Santé, services, 21:27-9
 - Centre médical de la Défense nationale, dossiers unilingues, 21:28-9
- Unités de langue française
 - Administration centrale, communications, 21:26-7
 - Avancement, résultats, évaluation, 21:37
 - Création, nombre, etc., 21:25
 - Francophones, pourcentage, répartition, 21:25
 - Objectifs, 21:25
 - Ventilation, 21:19-20, 25-6
 - Brigades, 21:36
 - Défense aérienne, 21:35-6
 - Marine, 21:35
 - Paix, maintien, opérations, 21:36-7
- Voir aussi sous le titre susmentionné* Documentation technique unilingue
- Voir aussi* Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.

Déficit

- Lutte, langues officielles, lacunes, relation, 12:19

Delaney-LeBlanc, Madeleine (Marine Atlantique)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 7:26-7

Délisle, G. (Gendarmerie royale du Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:15-6, 25, 31-3

Della Noce, Vincent (PC—Duvernay; secrétaire parlementaire du Secrétaire d'État et du ministre responsable du Multiculturalisme)

- Comité, 17:10, 18, 36-7, 39
- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:10, 18, 34-7, 39, 47-9, 54, 57; 18:21, 30-3, 35, 42-3
- Langues officielles, Loi, 18:33
- Service canadien du renseignement de sécurité, 17:34-5, 47-9
- VIA Rail, 18:30-3, 42-3

Demers, Jean-Claude (ministère de la Justice)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 10:13-4, 16-20, 32

Députés. Voir Service canadien du renseignement de sécurité**Desjardins, Gabriel (PC—Témiscamingue; vice-coprésident; coprésident)**

- Bilinguisme, 20:32-3
- Comité, 2:33-4; 17:10, 53; 30:46-7
- Commissaire aux langues officielles
 - Rapport annuel 1985, étude, 2:30-1, 33-4; 3:14, 23-5, 42; 5:26-8; 6:14-5; 7:11-5, 24-5

Desjardins, Gabriel—Suite

- Commissaire aux langues officielles—*Suite*
- Rapport annuel 1986, étude, 13:16-8; 17:10, 15, 43-4, 53; 18:36-7; 20:32-4; 21:12-5, 33-4; 25:25-6; 26:24-6; 27:9, 29-31; 29:12-4, 16-7
 - Rapport annuel 1987, étude, 30:46-7
- Communications, ministère, 3:23-5, 42
- Conseil canadien sur les langues officielles, 30:47
- Consommation et Corporations, ministère, 29:12-4, 16-7
- Défense nationale, ministère, 21:12-5, 33-4
- Élection à titre de
 - Coprésident, 24:22-3
 - Vice-coprésident, 10:41-2
- Environnement, ministère, 25:25-6
- Fonction publique, 13:16-8
- Gendarmerie royale du Canada, 2:30-1
- Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 27:9
- Langues officielles, Loi, 18:36-7
- Marine Atlantique, 7:11-5, 24-5
- Ministères et organismes gouvernementaux, 20:32
- Musées nationaux du Canada, 27:29-31
- Pénitenciers, 5:27-8
- Procédure et Règlement, 3:14
- Revenu national, ministère, 26:24-6
- Service canadien du renseignement de sécurité, 17:15, 43-4
- Service correctionnel Canada, 5:26-7
- Société canadienne des postes, 6:14-5
- Sociétés de la Couronne, 20:33-4
- VIA Rail, 18:36-7

Desrosiers, Édouard (PC—Hochelaga—Maisonnette)

- Comité, 10:41, 46
- Commissaire aux langues officielles
 - Rapport annuel 1985, étude, 1:57-9; 8:26-8; 10:41, 46
 - Rapport annuel 1986, étude, 17:16; 21:22-4, 33
- Défense nationale, ministère, 21:22-4, 33
- Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:57-9
- Pénitenciers, 8:28
- Service canadien du renseignement de sécurité, 17:16
- Service correctionnel Canada, 8:26-7

Détenus. Voir Pénitenciers**Dewar, D.B. (ministère de la Défense nationale)**

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 21:5-10, 13-7, 23, 29-33, 38-9

Diguer, Hervé A. (ministère du Revenu national)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 26:23

Discrimination. Voir Condition physique et Sport amateur, ministère d'État—Athlètes, sélection, processus**Droits et libertés, Charte. Voir** Manitoba; Tribunaux—Procès, langue**Duguay, Léo (PC—Saint-Boniface)**

- Air Canada, 15:18-9
- Comité, 6:5; 11:28; 19:28; 22:32-3
- Commissaire aux langues officielles
 - Rapport annuel 1985, étude, 4:34-7; 5:28-9; 6:5, 24-6; 11:26-8

Duguay, Léo—Suite

- Commissaire aux langues officielles—*Suite*
 Rapport annuel 1986, étude, 15:18-9; 19:6, 26-8, 38-9;
 22:17-20, 25, 32-3; 23:17-8; 24:34-5, 37-8; 25:10-2;
 27:8-9, 18-20; 28:18-20, 29-30
- Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:34-5
- Environnement, ministère, 25:11-2
- Francophones, 11:27; 19:38-9
- Francophonie manitobaine, États généraux, projet, 22:19-20
- Gendarmerie royale du Canada, 4:34-7
- Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 11:26, 28;
 24:34-5, 37-8; 27:8-9
- Langues officielles, 14:34-5
- Manitoba, 22:17-8, 25
- Musées nationaux du Canada, 27:18-20
- Parcs nationaux, 25:10-1
- Pêches et Océans, ministère, 28:18-20
- Pénitenciers, 5:28-9; 23:17-8
- Procédure et Règlement, 19:6, 26-7
- Service canadien de renseignement de sécurité, 19:39
- Société canadienne des postes, 6:24-6
- Société franco-manitobaine, 22:17

Eades, Colin (Musées nationaux du Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986,
 étude, 27:30

Écoles. Voir Manitoba**Eddy, Sandra (Condition physique et Sport amateur)**

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985,
 étude, 11:33-4, 39-40

Éducation

- Langues officielles, enseignement de la minorité
 Alberta, consultations avec les francophones, 30:29-31
- Ententes fédérales-provinciales, discussions,
 renouvellement, etc., 30:19-21
- Fonds, répartition, 30:27-8
- Garantie, provinces, respect, 30:19-20
- Québec
 Fonds, ventilation, contrôle, etc., 30:39-41
 Loi 101, respect, 30:34
- Saskatchewan, consultations avec les francophones,
 30:29-31
- Ministère du Québec. *Voir Communications, ministère—*
 Centre de recherche Laval, mandat—Ministère de
 l'Éducation du Québec

Edwards, John (Musées nationaux du Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986,
 étude, 27:10-5, 17-8, 20-4, 26-35, 37, 41

Énergie, Mines et Ressources, ministère

- Anglophones
 Bilinguisme, niveau, 1:44-6
 Montréal, Qué., représentation, faiblesse, 1:49-50
Voir aussi sous le titre susmentionné Recrutement—
 Francophones—Et
- Bilinguisme
 Progression, mesures, 1:50-1
Voir aussi sous le titre susmentionné Anglophones
- Cartes du Québec, bilinguisation, projet, 1:47
- Collin, M., allusion, 1:36

Énergie, Mines et Ressources, ministère—Suite

- Comité consultatif
 Création, 1:37, 43
 Mandat, 1:43
- Contractuels, services, recours, 1:53-4
- Égalité linguistique, analyse, 1:63-5
- Employés
 Diplômés d'universités canadiennes, nombre, 1:44
 Francophones, pourcentage, 1:48-9
Voir aussi sous le titre susmentionné Postes bilingues—
 Compressions
- Francophones
 Représentation, amélioration, 1:57-9
Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers
- Langue de travail, 1:56-7, 60, 64-5
- Langue seconde, apprentissage, francophones, nombre, 1:55
- Mise en oeuvre, plan, établissement, 1:38, 64-5
- Objectifs, 1:36
- Postes bilingues
 Compressions budgétaires et compressions des employés,
 conciliation, 1:37-8
- Niveaux, 1:53
- Ventilation, 1:37, 51-4, 60-1
- Publications, politique linguistique, 1:46-8, 64
- Recrutement
 Fonctionnement, 1:62-3
- Francophones
 Et anglophones, équilibre, réalisation, 1:41-3
 Progression, lenteur, 1:40-1, 44-5
 Unilingues, 1:55-6
- Représentants, témoignages. *Voir* Témoins
- Scientibank, programme, 1:39-40
- Sous-ministre
 Nomination, date, 1:62
 Responsabilités, 1:61-2
- Unités de travail francophones, 1:54-5
- Universités
 Francophones, liens, 1:38-40, 64
Voir aussi sous le titre susmentionné Employés—
 Diplômés

Environnement, ministère

- Bilinguisme
 Amélioration, 25:28
 Niveaux, 25:17-8
 Prime, 25:18
 Priorités, 25:6-7, 27
 Québec, situation, 25:19
Voir aussi sous le titre susmentionné Locataires
- Dotation impérative
 Progrès, 25:16
 Répercussions, 25:21-2
- Employés
 Âge, groupe, ventilation, 25:24-5
 Nombre, 25:4-5
Voir aussi sous le titre susmentionné Manitoba
- Environnement atmosphérique, service, appels
 téléphoniques, statistiques, 25:11
- Langue de travail, 25:5-6, 22-4, 28
- Langues officielles, directeur, mandat, 25:25
- Locataires, bilinguisme, 25:18-9

- Environnement, ministère—*Suite***
 Mandat, 25:4-5
 Manitoba, employés, fonction, statistiques, etc., 25:11-2
 Pluies acides, secteur, francophones, nombre, 25:25-6
 Postes bilingues, ventilation, 25:21, 26-7
 Public, services, 25:5
 Publications officielles, 25:16
 Représentants, témoignages. *Voir* Témoins
 Représentation équitable, 25:6
 Objectif, insuffisance, 25:25
 Spécialistes
 Acadiens, absence, 25:21
 Francophones, recrutement, 25:15-6
 Traduction
 Services, 25:16-7
 Simultanée, utilisation, 25:27
Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.
- Epp, Ernie (NPD—Thunder Bay—Nipigon)**
 Calgary, Alb., 11:32-3
 Comité, 10:42, 46-7; 27:43
 Séance d'organisation, 1:20, 23, 27-8
 Commissaire aux langues officielles
 Rapport annuel 1985, étude, 1:43-6; 4:16-8; 5:14-6, 33-4; 7:15-8; 8:7-8, 38-41; 10:24-8, 35, 42, 46-7; 11:29-37, 40
 Rapport annuel 1986, étude, 12:16-20; 18:24-8; 20:19-26, 38-40; 21:16-9; 22:20-3; 23:33-5, 43-5; 25:14-6, 24-5; 27:20-4, 43; 28:20-4
 Condition physique et Sport amateur, ministère d'État, 11:33-7
 Conseil interculturel manitobain, 22:21
 Défense nationale, ministère, 21:16-9
 Déficit, 12:19
 Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:43-6
 Environnement, ministère, 25:15-6, 24-5
 Francophonie manitobaine, États généraux, projet, 22:21-2
 Gendarmerie royale du Canada, 4:16-8; 23:35
 Gouvernement, 12:18; 20:22-3, 25-6
 Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 11:30-1
 Justice, ministère, 10:25-8
 Langues officielles, Loi, 12:16-7; 18:28; 20:39-40
 Manitoba, 22:20-3
 Marine Atlantique, 7:15-8
 Ministères et organismes gouvernementaux, 11:40; 12:19-20; 20:20-1, 23-5
 Musées nationaux du Canada, 27:20-4
 Parcs nationaux, 25:14-5
 Pêches et Océans, ministère, 28:20-4
 Pénitenciers, 5:14-6, 33-4; 8:7-8, 38-9
 Service canadien du renseignement de sécurité, 23:33-4, 43-5
 Service correctionnel Canada, 8:40-1
 Sociétés de la Couronne, 20:40
 Statuts révisés du Canada, 10:26
 Technologie, 20:38-9
 VIA Rail, 18:24-8
- États généraux de la francophonie manitobaine. *Voir plutôt***
 Francophonie manitobaine, États généraux, projet
- Étiquetage. *Voir* Accord du Lac Meech—Produits de consommation**
- Evraire, major-général R.J. (ministère de la Défense nationale)**
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 21:27
- Expansion industrielle régionale, ministère**
 Agents commerciaux, lacunes, 16:29
 Bureaux régionaux
 Compétences linguistiques, 16:37
 Postes, évaluation, rapport, 16:28
 Chambre des communes, questions, période, papiers, préparation, langue, 16:15
 Employés ayant le français comme langue maternelle, Ontario, pourcentage, 16:12-3
 Ententes fédérales-provinciales. *Voir plutôt* Langues officielles, Loi—Application—Ententes fédérales-provinciales
 Entrepreneur francophone, demande, processus, délai, 16:15-7, 29-32, 36-8
 Gestionnaires bilingues
 Insuffisance, 16:32
 Nombre, 16:11
 Langue de travail, 16:10-2
 Langues officielles, Loi, application
 Correction, programme, 16:19
 Efforts, 16:35-6
 Responsable, 16:19
 Résumé, 16:5-9
 Langues officielles, programme
 Amélioration, 16:26-7
 Faiblesses, 16:38
 Imputabilité, 16:17-8
 Objectifs, 16:38
 Progression, ralentissement, 16:38
 Réorganisation, répercussions, 16:33
 Mandat, 16:22-3
 Marché, études, diffusion, politique, 16:13
 Participation équitable, écarts, 16:39
 Postes
 Exigences linguistiques, augmentation, 16:39
Voir aussi sous le titre susmentionné Bureaux régionaux
 Programmes
 Élaboration, réalité linguistique, importance, 16:35-6
 Évaluation, critères, 16:23
 Public, services, 16:38-9
 «Demande importante», définition, 16:13-4
 Recrutement
 Et promotion, politiques, 16:18-9
 Personnes bilingues, 16:27-8
 Représentants, témoignages. *Voir* Témoins
 Services téléphoniques, lacunes, mesures correctrices, 16:28
 Sous-ministres adjoints, nombre, 16:11
 Superviseurs, attitude, surveillance, 16:25-7
- Expo 86**
 Gendarmerie royale du Canada, présence, 4:35-6
- Femmes. *Voir* Commissariat aux langues officielles; Gendarmerie royale du Canada—Collège canadien de police; Pénitenciers—Prison**
- Ferguson, Howard (ministère de l'Environnement)**
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 25:11, 26

- Fiction accomplie, film.** Voir Comité
- Finn, T.D.** (Service canadien du renseignement de sécurité)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:10-5, 20-3, 25-35, 41-5, 47, 49-51, 53-8; 19:6-26, 33-5, 38-9, 41-2, 46-7, 49, 51
- Fonction publique**
Anglophones, représentation, 13:25-9
Bilinguisme, prime
Coûts, 13:23
Refus, 13:18
Catégories *SM* et *EX*, exigences linguistiques, modifications, 20:11-2
Cours de perfectionnement, langue, 13:39-40
Dotation impérative
Augmentation, 13:9
Comité, position, 13:17
Document, demande, 13:37
Et dotation non impérative, comparaison, 13:14-6
Norme, obstacles, 13:16-7
Voir aussi sous le titre *susmentionné* Formation linguistique—Coûts
Formation linguistique
Coûts, 13:17, 22-3; 20:17
Dotation impérative, répercussions, 13:17
Secteur privé, concurrence, 13:20
Échec, taux, 13:31-2
Heures consacrées, moyenne, 13:17
Modifications, 13:40
Privatisation
Commission de la fonction publique, répercussions, 13:12-4
Personnes affectées, répartition, 20:36-7
Programmes, qualité, vérification, 20:36
Langue de travail
Document, demande, 13:33-7
Politique, modifications, 13:10-2
Nominations. Voir plutôt sous le titre *susmentionné*
Dotation impérative
Postes
Bilingues
Commission de la fonction publique, rôle, 13:21-2
Dotation, diminution, 20:26-7
Minorités francophones, accès, 13:20-1
Niveaux, pourcentage, répartition, 20:41
Exigences linguistiques, détermination, 13:37-8
Identification linguistique, répartition, 13:7
Niveaux
Critères, 13:23
Définition, 13:23-4
Réévaluation, 13:18
Répartition, 13:8-9
Tests, qualité, 13:18-20, 25
Voir aussi sous le titre *susmentionné* Postes—Bilingues
Répartition géographique, 13:8
Tableaux, comparaison avec la Commission de la fonction publique, 13:9-10
Recrutement
De personnes bilingues, prévisions, 13:29-31
Universités, liens, 13:32-3
Réunions bilingues, guide, accès, 20:35-6
- Fontaine, René** (Société franco-manitobaine)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 22:12-5, 18, 21-2, 27, 29, 31
- Fortier, D'Iberville** (Commissaire aux langues officielles)
Commissaire aux langues officielles
Rapport annuel 1985, étude, 1:63-5; 2:41-3; 3:5-7, 11-2, 44-5; 4:45-7; 5:37-9; 7:28-30; 8:44-6; 9:36-9; 10:37-9; 11:41, 43-5
Rapport annuel 1986, étude, 12:6-19, 21-35; 15:32-5; 16:38-40; 17:58-61; 18:43-7; 19:49-51; 20:42-7; 21:39-42; 23:47-9; 26:29-32; 27:37-41; 28:7-9; 29:37-9
Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:10-3, 15-39, 41-2
- France.** Voir Défense nationale, ministère
- Francophones**
Hors Québec
Et anglophones vivant au Québec, droits, respect, comparaison, 19:38-9
Nombre, 11:27
Québec, gouvernement, rôle, 30:38-9
Voir aussi Accord du Lac Meech; Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—Télédiffusion—Radio-Canada, participation; Radio-Canada—Services, accès; Réseau de télévision TVA—Services, accès
Voir aussi les sujets particuliers
- Francophonie manitobaine, États généraux, projet**
Consultations, programme, anglophones, participation, 22:21-2
Document de travail, accès, 22:28-30
Financement, répartition, 22:13-5
Processus, 22:10-3
Rapport de janvier 1988, dépôt, 29:4
Répercussions, 22:15-7
Minorités, renforcement, 22:19-20
Voir aussi Comité
- Francs-maçons.** Voir Service canadien du renseignement de sécurité
- Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers.** Voir VIA Rail—Conventions collectives
- Fredericton, N.-B.** Voir Air Canada—Bilinguisme
- Gagnon, Roger** (ministère de la Consommation et des Corporations)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 29:15-6, 21, 30-1, 33, 35-6
- Gauthier, Jean-Robert** (L—Ottawa—Vanier)
Accord du Lac Meech, 29:11
Alberta, 14:9-10
Bilinguisme, 20:14
Comité, 2:7, 33; 4:5; 5:33, 35; 6:5; 9:4, 18; 10:40-4, 47; 13:4-5, 41; 14:42; 17:6-10; 19:14, 27-8, 40, 42-4; 20:4-5; 21:38; 22:32-4; 24:26; 27:42-5; 30:11-4, 19, 25-6
Séance d'organisation, 1:14-20, 22-35

Gauthier, Jean-Robert—Suite

Commissaire aux langues officielles
 Rapport annuel 1985, étude, 1:36-40, 46, 59-61; 2:7, 10-3, 33, 38; 3:7-10, 12-6, 19-22, 39-42; 4:5, 9-12, 25, 40-3, 45; 5:16-20, 31-3, 35-7; 6:5, 11-4, 16, 31-3; 7:7-11, 21-7, 30; 8:4-7, 28-32; 9:4, 10-4, 18, 22-7, 31-3; 10:12-7, 23-4, 34-5, 37, 39-44, 47; 11:13-6, 28-9, 38-40
 Rapport annuel 1986, étude, 12:10-3; 13:4-5, 7-8, 10-6, 33-6, 41; 16:9-14; 17:6-10, 15-22, 54-5; 18:8-13, 37-41; 19:14-7, 27-8, 40-4; 20:4-5, 10-5, 34-8, 40-2, 48; 21:9-12, 24, 29-31, 37-8; 22:13-6, 23, 31-4; 23:10-5, 17, 21-3, 35-8, 42-3; 24:31-4; 25:7-10, 20-3, 25-7; 27:6-9, 14-7, 31-7, 42-5; 29:9-11, 14-7, 24-31, 34-5
 Rapport annuel 1987, étude, 30:11-4, 18-23, 25-6
 Commissariat aux langues officielles, 14:18-22, 27-30; 20:41-2
 Commission de la fonction publique, 3:20
 Commission Laurendeau-Dunton, 14:39
 Communications, ministère, 3:19-22, 39-42
 Condition physique et Sport amateur, ministère d'État, 11:16, 38-40
 Conseil du Trésor, 20:15
 Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:9-10, 18-22, 27-33, 36-9, 42
 Consommation et Corporations, ministère, 29:9-11, 14-5, 17, 24-31, 34-5
 CRTC, 3:22
 Défense nationale, ministère, 20:36-8; 21:9-12, 29-30, 37-8
 Éducation, 30:19-21
 Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:36-40, 60-1
 Environnement, ministère, 25:21-3, 26-7
 Expansion industrielle régionale, ministère, 16:10-4
 Fonction publique, 13:10-6, 33-6; 20:11-2, 35-7
 Francophonie manitobaine, États généraux, projet, 22:13-6
 Gendarmerie royale du Canada, 2:10-3, 38; 4:9-12, 40-3, 45; 20:34-5; 23:11-3, 21, 36
 Haig-Brown, rapport, 17:54-5
 Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 11:13-5, 28-9; 14:30-2; 20:13-4; 24:31-4; 27:6-9
 Justice, ministère, 10:12-7, 35
 Langue minoritaire, éducation, Sous-comité, 3:15-6
 Langues officielles, 14:36-8; 30:21-2
 Langues officielles, Loi, 1:59; 3:7-9, 12; 7:22-4; 10:37; 12:10; 18:37-8; 20:12-3, 35
 Liquidations, Loi, 29:16
 Marine Atlantique, 7:7-11, 21-2, 25-7, 30
 Ministères et organismes gouvernementaux, 12:11-2; 20:40-1
 Musées nationaux du Canada, 27:14-7, 31-7
 Parcs nationaux, 25:7-10, 20-1
 Pénitenciers, 5:18-20, 32, 37; 8:4-7, 28-32
 Petro-Canada, 9:10-4, 22-7, 31-3
 Procédure et Règlement, 3:8-10, 12, 14; 14:9; 17:18-9; 18:41; 24:25
 Radio-Canada, 24:31
 Réseau de télévision TVA, 24:31
 Service canadien du renseignement de sécurité, 12:12-3; 17:15-7, 19-22, 54-5; 19:14-7, 41-2; 23:13-5, 35-6
 Service correctionnel Canada, 5:16-8, 31-2; 8:7
 Société canadienne des postes, 6:11-4, 31-3
 Solliciteur général du Canada, 23:36-8, 43
 Télidon, 3:39-40
 Tribunaux, 10:23-4, 34-5
 TV Ontario, 3:21

Gauthier, Jean-Robert—Suite

VIA Rail, 18:8-13, 38-40
 Voir aussi Solliciteur général du Canada—Organismes, langues officielles, politique—Lettre
Gendarmerie royale du Canada (GRC)
 Administration générale. Voir plutôt sous le titre susmentionné Direction générale
 Allophones
 Carrière, développement, programme, 2:31-2
 Pourcentage, 2:18
 Anglophones
 Pourcentage, 2:18
 Services, utilisation dans une ville à caractère francophone, 2:16-7; 4:12
 Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers
 Bilinguisme
 Constitution, respect, 4:27-8, 30-1
 Niveaux, directive interne, 2:13-5
 Prime, 4:22-3, 33, 38-40; 23:20
 Promotion, 4:34
 Voir aussi sous le titre susmentionné Direction générale
 Budget, 2:32
 Voir aussi sous le titre susmentionné Formation linguistique, programme—Cours d'immersion
 Collège canadien de police, hommes et femmes, nombre, 4:17
 Commissaire, nomination, 4:38-9
 Constables spéciaux, définition, 2:9
 Contractants (municipalités et provinces)
 Contrats, documents, rédaction bilingue, 4:41-2
 Négociations, 4:13
 Corps policier national, 2:10
 Direction générale
 Bilinguisme, difficultés, 2:32-3
 Cadres supérieurs, revitalisation, 4:47
 Composition, 2:9-10
 Problèmes, 2:21
 Divisions «A» et «N», réorganisation, 4:14-5
 Documents
 Exigés par le Comité, 3:13
 Lettre datée du 4 septembre 1986 de M. Moffat, allusion, 4:45
 Tableau d'ancienneté des officiers, allusion, 4:21-2
 Tableaux, demande, 4:43
 Voir aussi sous le titre susmentionné EBS
 EBS (effectifs bilingues des services)
 Capitale nationale, région, 4:40-1
 Document, émission, 2:15-7
 Fonctionnement, 4:40
 Maintien, 4:10
 Modifications, 2:20
 Ouest canadien, région, pourcentage, 4:35
 Échelons supérieurs, francophones, accès, 2:30; 4:30
 Formation linguistique, programme (FLC), 2:36-7; 4:6-7
 Anglophones et francophones, comparaison, 2:26-7; 23:12-3
 Compétence, niveau, 23:35
 Cours d'immersion, budget, 4:27
 Efforts, 4:25-7
 Francophones, accès et possibilités, 2:23-4; 4:44-5
 Obligatoire avant la formation professionnelle, 2:38-9; 23:35
 Ottawa, Ont., région, prévision, 23:35

Gendarmerie royale du Canada (GRC)—Suite**Francophones**

- Bilingues, pourcentage, 2:17-8
- Carrière, développement, programme, 2:31-2
- Diminution, 4:10
- École de formation, mise sur pied, 2:37-8
- Évaluation par un supérieur anglophone, 4:25
- Grief, 4:19-20
- Participation, maintien, 2:41-2; 4:46; 23:11-2
- Traitement, 4:21-2

Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers

- Imputabilité, application, 23:15-6
- Inspecteur, poste, niveau, 4:32
- Intervention tactique, unité, membres, ventilation, 2:30-1
- Lacunnes, 2:21-3
- Langue de travail, 2:11-2, 43; 4:19, 47
- Langues officielles, Loi
 - Conformité, degré, examen, 2:5
 - Renforcement, 2:41, 43; 23:8-9
- Membres
 - Bilingues, répartition, amélioration, 4:46-7
 - Plaintes, anglophones et francophones, traitement, comparaison, 4:15-6, 33, 37-8
 - Promotions, anglophones et francophones, répartition, 4:34-5, 38-9
 - Répartition, tableau, 2:7-9
 - Roulement, taux, 4:17-8

Voir aussi sous le titre susmentionné Intervention tactique

Mobilité, politique, 2:20; 4:46

Nominations, critères de sélection, 2:39

Objectifs, 4:4, 7-8

Plaintes

Augmentation, 4:45; 5:37

Voir aussi sous le titre susmentionné Membres

Politiques linguistiques

- Lettre datée du 5 janvier 1987 du commissaire adjoint J.-E.-J. Julien, 4:10-1, 33-4, 45
- Plan d'action, 4:9-10, 12, 29-30, 36, 47; 23:11
- Progrès, 2:6-7; 4:7

Postes bilingues

- Augmentation, 2:42
- Diminution, 2:18-9
 - Conseil du Trésor, négociations, 20:34-5
- Niveaux, 2:39-40; 4:14-5; 23:12
- Répartition, 4:5-6

Recrues

- Centre de formation de Regina, Sask., 2:24; 4:16
 - Climat, 4:31-2
- Formation, 23:20-2, 24
 - De base, langue, choix, 4:19-22, 42-3; 23:31-2
 - Lieux, changements, 4:16-7, 20
 - Professionnelle, durée, 2:25
- Nombre, 2:27
- Origines, 2:29-30
- Répartition équitable, 4:46; 23:36
- Réussite, taux, anglophones et francophones, comparaison, 4:18

Recrutement, 2:10-1

- Contraintes, 2:28-9
- Déséquilibre, 2:38

Gendarmerie royale du Canada (GRC)—Suite**Recrutement—Suite**

- Francophones, diminution, 2:12-3
- Priorité, 4:36-7
- Universités, communications, 2:35-6
- Représentants, témoignages. *Voir* Témoins
- Services fédéraux, provinciaux et municipaux, affectation, répartition, etc., 4:23-4
- Siège social. *Voir plutôt sous le titre susmentionné* Direction générale
- The Gazette*, article, allusion, 4:18-9
- Voir aussi* Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.; Expo 86; Procédure et Règlement—Documents; Service canadien du renseignement de sécurité—Membres—Mutation

Gervais, Aurèle (PC—Timmins—Chapleau; vice-coprésident)

- Comité, séance d'organisation, 1:14-6, 23
- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 2:36-7
- Démission de la vice-coprésidence, 10:41
- Élection à titre de vice-coprésident, 1:17
- Gendarmerie royale du Canada, 2:36-7

Gibbs, Willie (Service correctionnel Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 8:6, 20

Gingras, Yvon (Service canadien du renseignement de sécurité)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 19:14, 28-34, 36-7, 46-9

Girard, Albert (PC—Restigouche)

- Comité, séance d'organisation, 1:15

Glynn, Hugh (Centre national du sport et de la récréation)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 11:36-7

Goldman, Calvin (ministère de la Consommation et des Corporations)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 29:36

Gourd, Alain (ministère des Communications)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 3:16-43, 46

Gouvernement

- Dépenses, réduction, répercussions, 20:22-3, 25-6
- Documents, présentation, anglais, préséance, 14:33-4
- Et provinces, gouvernements, attitude, position, etc., 12:28-30
- Priorités, conflit avec les objectifs des langues officielles, 12:18-9
- Voir aussi* Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—OCO—Et et Télédiffusion—Radio-Canada, participation; Langues officielles, Loi—Application; Sociétés de la Couronne—Privatisation, services bilingues, continuation

Gouverneur en conseil. Voir Langues officielles, Loi—Application—Commissaire aux langues officielles**Graham, Stan (PC—Kootenay-Est—Revelstoke)**

- Comité, 30:46
- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1987, étude, 30:44-6

Graham, Stan—Suite

Langues officielles, Loi C-72, dispositions, 30:44-5

Grand Pré. Voir Parcs nationaux**Gravelle, Pierre** (Conseil du Trésor; ministère du Revenu national)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 20:34-5; 26:4-17, 19-29, 31-2

GRC. Voir Gendarmerie royale du Canada**Grisé, Richard** (PC—Chambly; secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 26:11-4

Revenu national, ministère, 26:11-4

Guay, hon. Joseph-Philippe, sénateur (L—St. Boniface; vice-coprésident)

Air Canada, 15:9-14, 31

Base navale, 21:31-2

Bilinguisme, 9:14; 12:20-2

Collège de Saint-Boniface, Manitoba, 30:41

Comité, 4:8-9; 6:4-5; 9:18; 10:41-4, 47; 13:5; 14:14, 40; 17:7-10, 37-9, 52, 61; 18:20; 19:14; 21:38; 22:32-4; 24:27-8; 27:43-5; 30:13-4

Commissaire aux langues officielles

Rapport annuel 1985, étude, 2:35-6; 3:12, 37-9; 4:8-9; 5:20-2; 6:4-5, 10, 29-31; 7:18-21, 25-6, 30; 8:6-7, 13, 24-6, 29, 31, 35; 9:14-8, 35-6; 10:36, 41, 44

Rapport annuel 1986, étude, 12:20-2, 31, 35-6; 13:5, 9, 30-3; 15:9-14, 30-1; 16:13, 16, 19, 23-8, 36-8; 17:7-10, 15, 17, 19, 22, 32, 37-8, 52, 61; 18:15-20, 31, 41-2, 48; 19:14; 20:27-31; 21:20-2, 31-2, 38; 22:18, 23-6, 33-4; 23:18, 22, 26-9, 31; 24:26-8, 30, 40, 43, 48-52, 55-8, 60-2; 26:15, 18-22, 28-9; 27:7-9, 13, 25-8, 31, 36-7, 42-5; 28:15-8, 29-32; 29:4, 12-3, 16, 20-4, 28-9, 36-7

Rapport annuel 1987, étude, 30:13-4, 41-3

Commissariat aux langues officielles, 12:31

Communications, ministère, 3:37-9

Conseil du Trésor, 20:29-31

Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:9, 14, 40

Consommation et Corporations, ministère, 29:20-4, 28-9, 36-7

Défense nationale, ministère, 21:21-2

Élection à titre de vice-coprésident, 27:42, 45

Expansion industrielle régionale, ministère, 16:24-8, 36-8

Fonction publique, 13:9, 30-3

Francophonie manitobaine, États généraux, projet, 29:4

Gendarmerie royale du Canada, 2:35-6

Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 24:30, 43, 48-52, 60-1; 27:7-9

Justice, ministère, 10:36

Langues officielles, 14:40; 20:28-9

Langues officielles, Loi, 3:12; 20:27-8

Langues officielles, Loi C-72, dispositions, 30:43

Manitoba, 21:21; 22:18, 25; 30:42-3

Marine Atlantique, 7:19-21, 26, 30

Ministères et organismes gouvernementaux, 20:29

Musées nationaux du Canada, 27:25-8, 31, 36-7

Pêches et Océans, ministère, 28:15-8, 30-2

Pénitenciers, 5:22; 8:6, 25-6, 29, 35

Petro-Canada, 9:14-7, 35-6

Procédure et Règlement, 14:9

Guay, hon. Joseph-Philippe, sénateur—Suite

Radio-Canada, 24:57-8

Relations fédérales-provinciales, 20:30

Revenu national, ministère, 26:18-21, 28-9

Roblin, Duff, sénateur, 22:24

Sénat, 12:35-6

Service canadien du renseignement de sécurité, 17:15, 17

Service correctionnel Canada, 5:20-2; 8:24-5

Société canadienne des postes, 6:29-31

Société franco-manitobaine, 22:23-4

Sociétés de la Couronne, 20:29

Solliciteur général du Canada, 23:26-8

Technologie, 20:31

Travaux du Comité, 24:26

Universités, 21:20

VIA Rail, 18:15-9, 41-2, 48

Voir aussi Collège de Saint-Boniface, Manitoba—Ordre Monseigneur Taché, membre

Haig-Brown, rapport

Allusion, 17:54-5

Voir aussi Service canadien du renseignement de sécurité—Fonctionnement

Hamelin, Charles (PC—Charlevoix; coprésident)

Air Canada, 15:24

Comité, 13:4-5; 24:24-5

Coprésident, départ, 24:22-3

Séance d'organisation, 1:13

Commissaire aux langues officielles

Rapport annuel 1985, étude, 1:39-41, 48, 57; 3:30-1; 4:31, 35; 5:19, 23, 30-2, 34; 8:10, 15, 20, 23-4, 27, 30, 32, 38; 10:17-20; 11:17-21, 41-2

Rapport annuel 1986, étude, 12:13-5; 13:4-5, 18-21, 36-8; 15:12, 24; 16:15-9, 23, 28, 30-1, 34-5; 17:46, 49, 57; 19:23; 20:15-9; 21:24, 38; 22:15; 23:15-7, 22, 39-40

Commissariat aux langues officielles, 12:13-5; 20:16-7

Communications, ministère, 3:30-1

Condition physique et Sport amateur, ministère d'État, 11:19-21, 41-2

Conseil du Trésor, 20:15-8

Défense nationale, ministère, 21:24

Élection à titre de coprésident, 1:13

Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:39-41, 48, 57

Expansion industrielle régionale, ministère, 16:15-9, 23, 28, 30-1, 34-5

Expo 86, 4:35

Fonction publique, 13:18-21, 36-8; 20:17

Francophonie manitobaine, États généraux, projet, 22:15

Gendarmerie royale du Canada, 4:31; 23:15-6

Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 11:18-9

Justice, ministère, 10:17-20

Langues officielles, Loi, 16:34

Ministères et organismes gouvernementaux, 20:18-9

Pénitenciers, 5:19; 8:15, 20, 23-4, 30, 32, 38

Québec, 10:17

Service canadien du renseignement de sécurité, 17:49, 57; 19:23; 23:22

Service correctionnel Canada, 5:30, 34; 8:10

Solliciteur général du Canada, 23:39-40

Voir aussi Comité—Coprésidents

- Hanigan, Lawrence (VIA Rail)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 18:5-18, 21-34, 36-43, 47-8
- Hastings, hon. Earl A., sénateur (L—Palliser-Foothills)**
Comité, 10:45
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 5:22-6, 35-7; 8:10-3, 33-8; 10:31-2, 45
Justice, ministère, 10:31-2
Pénitenciers, 5:22-6, 35-7; 8:10-3, 33-8
- Healey, E.J. (ministère de la Défense nationale)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 21:18, 33-4, 38
- Henry, J.B.D. (Gendarmerie royale du Canada)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:35
- Hession, Raymond V. (ministère de l'Expansion industrielle régionale)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 16:26-34, 36-8, 40
- Holtmann, Felix (PC—Selkirk—Interlake)**
Comité, 24:24
- Hopper, Wilbert (Petro-Canada)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 9:5-6, 10-1, 13-8, 20-1, 23-5, 27-9, 31-6
- Horner, Bob (PC—Mississauga-Nord)**
Comité, 30:12-3
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1987, étude, 30:12-3
- Hoss Defence System. Voir Défense nationale, ministère**
- Hutchison, W. (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:39-40
- Iacobucci, Frank (ministère de la Justice)**
Commissaire aux langues officielles, rapport de 1985, 10:5-13, 15-6, 18-20, 22-5, 27-31, 33, 35-7
- Institut Maurice Lamontagne. Voir Pêches et Océans, ministère**
- Institut Pinel. Voir Pénitenciers**
- Institution de Brockville, Ont. Voir Pénitenciers**
- Jeannot, Pierre J. (Air Canada)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 15:4-7, 9, 11-3, 15-30, 35-6
- Jeunes. Voir Commissariat aux langues officielles**
- Jeux olympiques d'hiver**
Diffusion antérieure, réseau de télévision TVA, rôle, 24:38-9
- Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.**
Anglophones et francophones, participation, 11:13-4
Bénévoles, choix, 11:14
Cérémonies d'ouverture et de fermeture, présence bilingue, 11:18-9
Coordonnateur des langues officielles, embauche, répercussions, 11:31-2
Événements culturels, culture française, représentation, 11:19
- Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—Suite**
OCO
Conseil d'administration, francophones, nombre, 24:54
Création, 11:4
Et gouvernement, rapports, 11:4-5
Publications, signalisations, etc., 11:5
Distribution, 11:8
Français, qualité, vérification, 11:18
Serment de l'athlète, caractère bilingue, 11:18
Services linguistiques, 11:5-7, 27-8
Bénévoles, 24:53-4
Employés bilingues, embauche, 24:53
Réunions interministérielles, caractère unilingue, 24:53-4
Sécurité, 24:53
Sous-traitants, contrats, langues officielles, utilisation, obligation, 11:15
Télédiffusion
Accès, égalité, 11:44-5; 24:31-2
Câblodistributeurs, rôle, 24:32, 35-7, 44-6, 61-2
Cancom, rôle, 24:35-7
Conseil du Trésor, interventions, 20:13-4
Contrat, adjudication, erreur, 24:40-2
CTV et TVA, couverture, insuffisance, 24:29-33
Diffuseur hôte, rôle, 11:31; 24:42-3, 59-61
Droits, octroi, 11:7-8; 24:56-7
Initiatives, 24:28
Négociations, 11:28; 24:34-5, 47-9, 59
Radio-Canada, participation, 11:15-6; 14:30-2; 24:29-30, 37-8, 46
Augmentation, lettre signée par les coprésidents, m. (Gauthier, J.-R.), 11:28, adoptée, 29
Coûts, 24:33-4, 47, 51, 54-6
Débat, report, 14:32-3
Émission sommaire, possibilité, 24:39
Francophones hors Québec, opinion, 24:50-1
Gouvernement, subventions, demande, 24:51-2
Retransmission dans les deux langues officielles, 24:43, 49-50
Clause obligatoire, 11:26-7
Entente, négociations, signature, etc., confusion, 27:6-9
Rapport aux deux Chambres, 28:3
Soumissions, montant, 11:30-1
Voir aussi Calgary, Alb.
- Jourdenais, Fernand (PC—La Prairie)**
Comité, 17:14-5; 19:6, 14
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:14-5, 17-8, 22-7, 30; 19:6, 14, 17-21, 26-7, 33, 49
Procédure et Règlement, 19:26-7
Service canadien du renseignement de sécurité, 17:15, 17-8, 22-7, 30; 19:17-21, 49
- Julien, J.-E.-J. (Gendarmerie royale du Canada)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 2:20; 4:11, 21-2, 25, 27, 33-4, 44-5
Voir aussi Gendarmerie royale du Canada—Politiques linguistiques—Lettre
- Juneau, Pierre (Radio-Canada)**
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 24:29-43, 45-7, 50-2, 55, 57, 59-61
- Justice, administration, langues officielles, intégration, programme. Voir Justice, ministère**

Justice, ministère

- Bureaux régionaux
 - Documents, factums, etc., accès bilingue, 10:15-6
 - Langue française, utilisation, 10:13
 - Causes linguistiques, représentation unilingue, 10:14-5
 - Comité des langues officielles, réforme, 10:6-7
 - Common law*, francisation, programme, 10:14
 - Barreaux des provinces, attitude, 10:21-2
 - Droit criminel, comparaison, 10:22-3
 - Formation linguistique
 - Fonds, 10:35-6
 - Programmes divers, 10:36-7
 - Francophones, représentation, 10:10-1
 - Jugements, rédaction, 10:17-8
 - Justice, administration, langues officielles, intégration, programme, 10:27-8
 - Langue de travail, 10:8-10
 - Langues officielles
 - Améliorations, 10:37-8
 - Directeur, nomination, 10:18
 - Imputabilité, 10:19-20
 - Plan de travail annuel, Conseil du Trésor, dispense, 10:19
 - Priorités d'action, 10:38-9
 - Programme, révision, 10:11-2
 - Voir aussi sous le titre susmentionné* Comité et Justice, administration
 - Lois constitutionnelles, traduction, 10:20
 - Adoption, procédure, 10:20-1
 - Manitoba, gouvernement, aide, 10:28
 - Postes bilingues, 10:7
 - Exceptions, 10:31
 - Exigences linguistiques, profil, hausse, 10:16-7
 - Niveaux, ventilation, 10:31-2
 - Projets de loi, rédaction parallèle, procédure, 10:33-4
 - Public, services, 10:7-8, 20
 - Recrutement, responsabilité, 10:13
 - Règlements des ministères, rédaction, exigences linguistiques, 10:25-6
 - Représentants, témoignages. *Voir* Témoins
 - Rôle, 10:5-6
 - Sous-ministre adjoint, nomination, 10:18
 - Sous-ministres, langue maternelle, répartition, 10:29-30
 - Voir aussi* Langues officielles, Loi—Modifications—Rédaction
- Keeper, Cyril** (NPD—Winnipeg-Nord-Centre)
- Comité, 6:18
 - Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 6:16-8, 24
 - Société canadienne des postes, 6:16-8
- Kelleher, hon. James** (PC—Sault-Sainte-Marie; solliciteur général du Canada)
- Alphabétisme, conférence, allusion, 23:29
 - Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 23:5-22, 25-47
 - Commission nationale des libérations conditionnelles, bilinguisme, situation, 23:10
 - Gendarmerie royale du Canada
 - Bilinguisme, prime, 23:20
 - Formation linguistique, programme, 23:13, 35
 - Francophones, participation, maintien, 23:11-2
 - Imputabilité, application, 23:16

Kelleher, hon. James—Suite

- Gendarmerie royale du Canada—*Suite*
 - Langues officielles, Loi, renforcement, 23:8-9
 - Politiques linguistiques, plan d'action, 23:11
 - Postes bilingues, niveaux, 23:12
 - Recrues, formation, 23:20-2, 31-2
 - Pénitenciers
 - Détenus, 23:17-8, 38-9, 46-7
 - Services bilingues, santé, 23:45-6
 - Service canadien du renseignement de sécurité
 - Bilinguisme, prime, 23:19-20, 36
 - Comité de révision, rapport spécial Pierre Gagnon, publication, 23:8, 18-9, 33-4, 41-2
 - Directeur, rencontres avec le ministre, directives écrites du ministre, 23:14-5, 32
 - Documents, émission en français, 23:34
 - Francs-maçons, réseau, 23:21, 42
 - Langues officielles, programme, 23:6-8, 25-6
 - Mandat dans d'autres pays, élargissement, 23:44-5
 - Recrutement, tests, utilisation, plaintes, 23:42
 - Service correctionnel Canada, langues officielles, programme, examen, 23:9
 - Solliciteur général du Canada
 - Organismes, langues officielles, politique, 23:5-6, 10, 27-30, 37-40, 43
 - Secrétariat du ministère, langues officielles, normes, respect, 23:10
- Kennedy, William** (Société canadienne des postes)
- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 6:14, 16, 19, 23, 33-4
- Kilgour, David** (PC—Edmonton—Strathcona; secrétaire parlementaire du ministre des Transports)
- Alphabétisme, conférence, 23:29
 - Comité, 10:40-1
 - Séance d'organisation, 1:13, 15-6, 19
 - Commissaire aux langues officielles
 - Rapport annuel 1985, étude, 2:31-2; 4:25-6; 10:28-30, 40-1
 - Rapport annuel 1986, étude, 23:29-30
 - Gendarmerie royale du Canada, 2:31-2; 4:25-6
 - Justice, ministère, 10:29
 - Solliciteur général du Canada, 23:29-30
 - Tribunaux, 10:30
- Kindy, Alex** (PC—Calgary-Est; vice-coprésident)
- Comité, 24:39; 27:45; 30:12
 - Commissaire aux langues officielles
 - Rapport annuel 1986, étude, 24:39-42; 26:22-4; 27:45
 - Rapport annuel 1987, étude, 30:12
 - Élection à titre de vice-coprésident, 24:24-5
 - Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 24:40-2
 - Revenu national, ministère, 26:23-4
- Kingston, Ont.** *Voir* Pénitenciers—Prison des femmes et Services bilingues
- Kinsman, Jeremy** (ministère des Communications)
- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 3:28-9, 38, 41-2
- Kroeger, Arthur** (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)
- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:36-46, 48-50, 52-8, 60-2, 66

- La relance promise: l'année du test! Voir* Commissaire aux langues officielles—Rapport annuel 1986—Titre
- Labelle, Huguette** (Commission de la fonction publique)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 13:6-7, 11-5, 18-23, 25-8, 30-3, 38, 40
- Labelle, Jean-Marc** (ministère de la Consommation et des Corporations)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 29:10-1, 14-5, 17-20, 22-3, 26-31
- Lac Meech, Accord.** *Voir plutôt* Accord du Lac Meech
- Lacombe, Trefflé** (Commission de la fonction publique)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 13:7-10, 15-7, 19, 24-5, 29-30, 35-6, 38
- Ladouceur, Fernand** (PC—Labelle)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:20
Gendarmerie royale du Canada, 4:20
- Lagassé, J.-A.-D.** (Gendarmerie royale du Canada)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:31-2
- Lalonde, Robert** (Société canadienne des postes)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 6:19-20, 32-4
- Lander, Donald** (Société canadienne des postes)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 6:6-7, 26, 34
- Langage et Société, revue trimestrielle.* *Voir* Commissariat aux langues officielles
- Langue de travail.** *Voir* Air Canada; Communications, ministère; Consommation et Corporations, ministère; Défense nationale, ministère; Énergie, Mines et Ressources, ministère; Environnement, ministère; Expansion industrielle régionale, ministère; Fonction publique; Gendarmerie royale du Canada; Justice, ministère; Marine Atlantique; Musées nationaux du Canada; Pêches et Océans, ministère; Petro-Canada; Revenu national, ministère; Service canadien du renseignement de sécurité; Service correctionnel Canada; Société canadienne des postes; VIA Rail
- Langue minoritaire, éducation, Sous-comité**
Appellation, modifications, 3:15-6
Création, 3:13-4
- Langues officielles**
Abréviations, acronymes, etc., utilisation, réglementation, 14:24
Colloque, préparation, participation, etc., 14:36-8
Décentralisation, 20:44-5
Égalité sans préséance automatique, 14:34-6, 40
Étude sociolinguistique, résultats, 14:38-9
Politiques, examen, relations fédérales-provinciales, répercussions, 20:28-9
Promotion, programmes, fonds
Liste, accès, 30:48-9
Répartition entre les anglophones du Québec et les francophones hors Québec, 30:21-9, 36-7, 47-9
Réforme, 20:6
- Langues officielles—Suite**
Voir aussi les sujets particuliers
- Langues officielles, Comité.** *Voir plutôt* Comité
- Langues officielles, Commissaire.** *Voir plutôt* Commissaire aux langues officielles
- Langues officielles, Loi**
Amendements. *Voir plutôt* sous le titre susmentionné
Modifications
Application, 20:27-8
Commissaire aux langues officielles, rapports spéciaux soumis au Gouverneur en conseil
Dépôt, 3:5-6
M. (Gauthier, J.-R.), 3:7-11, adoptée, 12
Suites, réponses reçues, contenu, dépôt, etc., 28:7-9
Conseil du Trésor, responsabilités, 20:12-3, 43-4
Ententes fédérales-provinciales, lois provinciales, préséance, 16:24, 33-4
Et programmes gouvernementaux, harmonisation, 16:20-2
Gouvernement, intentions, priorités, etc., 12:16-8
Ministères et organismes gouvernementaux, plans, présentation, obligation, 1:59, 63
Surveillance, comité, existence, 16:21
«Demande significative», expression, définition, 7:18, 22-5
Conseil du Trésor, directives, 20:35
Régions bilingues, augmentation, 20:39-40
Infractions, répétition, 12:22-4
Mise à jour, 12:7-10
Modifications
Dépôt, date, 12:10
Petro-Canada, position, 9:34
Rédaction, Justice, ministère, rôle, 10:37
Urgence, 28:8-9
VIA Rail
Consultations, 18:38, 40
Répercussions, 18:28, 33
Priorité sur le code du travail, 18:36-7, 47-8
Respect. *Voir plutôt* sous le titre susmentionné
Application
Révision, Service correctionnel Canada, recommandations, 8:19-20
Suprématie, 18:37, 46
Voir aussi Bureau des jeux olympiques d'hiver 1988; Comité; Expansion industrielle régionale, ministère; Gendarmerie royale du Canada; Marine Atlantique; Pénitenciers—Ententes fédérales-provinciales et Prairies, région; Petro-Canada; Sénat
- Langues officielles, Loi C-72, dispositions**
Adoption, 30:15
Ententes fédérales-provinciales, 30:10-2, 16-8
Québec, règles différentes, 30:35-6, 43-4
Fonds, utilisation pour les organismes sociaux, 30:34
Mise en vigueur, 30:10-3
Proclamation royale, 30:11-3, 46-7
Québec
Loi 101, répercussions, 30:34-5, 44
Voir aussi sous le titre susmentionné Ententes fédérales-provinciales
Réglementation, 30:11-2
Promulgation, 30:44-6
Sanction royale, date, 30:44

- Lanthier, Claude** (PC—LaSalle; secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics)
 Commissariat aux langues officielles, 14:23, 40-1
 Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:22-4, 33-6, 40-1
 Gouvernement, 14:33-4
 Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 14:33
 Langues officielles, 14:24, 35-6
- Laprade, Réjean** (ministère de l'Environnement)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 25:12, 18, 25
- Larose, Marc** (Musées nationaux du Canada)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 27:16, 22, 27, 29
- Laval, centre de recherche.** Voir Communications, ministère—Centre de recherche Laval
- Layton, hon. Bob** (PC—Lachine)
 Air Canada, 15:19, 30
 Alberta, 14:9
 Bilinguisme, 14:25-6
 Comité, 14:14; 19:45-6; 30:26
 Commissaire aux langues officielles
 Rapport annuel 1986, étude, 15:19, 30; 19:45-7
 Rapport annuel 1987, étude, 30:26-9
 Commissariat aux langues officielles, 14:25-7
 Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:9, 14, 24-7
 Éducation, 30:27-8
 Langues officielles, 30:26-7, 29
 Service canadien du renseignement de sécurité, 19:47
- LeBlanc, Rhéal J.** (Service correctionnel Canada)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 5:4-24, 26-36; 8:4-10, 14-7, 19-29, 31-2, 40, 42-3
- Le Devoir, journal**
 Article de Michel Vastel, allusions, 16:15, 20, 29-30, 39-40
- Le Droit, journal.** Voir Comité—Société franco-manitobaine
- Lemelin, Claude** (ministère de l'Expansion industrielle régionale)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 16:5-24, 31, 34
- Lester, Norman.** Voir Service canadien du renseignement de sécurité—Plaintes—Radio-Canada
- Libre-échange**
 Dualité linguistique, répercussions, 12:33-4
 Langues officielles, politique, perte, risque, 12:34-5
- Linder, Roger W.** (Air Canada)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 15:7-9, 13-4, 17-9, 25
- Liquidations, Loi**
 Consommation et Corporations, ministère, responsabilité, 29:16
- Loi 101.** Voir Éducation—Langues officielles, enseignement de la minorité—Québec; Langues officielles, Loi C-72, dispositions—Québec
- Lois**
 Textes français, qualité, amélioration, 10:37
 Voir aussi Justice, ministère
- Lopez, Ricardo** (PC—Châteauguay)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:41-2
 Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:41-2
- Low, D. Martin** (ministère de la Justice)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 10:24, 30
- Lynch, John G.** (Petro-Canada)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 9:7-10, 17-8, 21-2, 25-30
- MacDonald, George F.** (Musées nationaux du Canada)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 27:18-25, 31
- Makosky, Lyle** (Condition physique et Sport amateur)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 11:8-13, 16-7, 20-6, 34-9, 45
- Malépart, Jean-Claude** (L—Montréal—Sainte-Marie)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 16:29-32
 Expansion industrielle régionale, ministère, 16:29-32
Le Devoir, journal, 16:29
- Manitoba**
 Droits et libertés, Charte
 Cour d'appel, renvoi, 22:30-1
 Violation, 22:26-7
 Écoles, commissaires, élection, 22:26
 Francophones
 Assimilation, 22:17-8, 22-3
 Difficultés, exemples, 30:42-3
 Et anglophones, mariages, 22:25
 Nombre, 22:18
 Radiotélédiffusion, élargissement, 22:23; 24:37-8
 Régions rurales, 22:23
 Gouvernement. Voir Justice, ministère
 Politique linguistique, 22:20-1
 Traducteurs, présence, 21:21
 Voir aussi Collège de Saint-Boniface; Environnement, ministère; Revenu national, ministère—Public, services
- Marin, Charles-Eugène** (PC—Gaspé)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 28:24-6, 32, 35
 Pêches et Océans, ministère, 28:24-6, 32, 35
- Marine Atlantique**
 Action positive, programme, possibilité, 7:17
 Affichage bilingue, utilisation, 7:9-10, 16, 23, 29
 Bilinguisme, prime, accès, 7:15
 Coordonnateur des langues officielles, entrée en fonction, 7:27
 Employés
 À temps partiel, recrutement, exigences, 7:13-4
 Embauche à l'échelle régionale, 7:16-7
 Nombre, 7:7, 10, 12
 Voir aussi sous le titre susmentionné Langues officielles, Loi, mise en application
 Étude, 7:21
 Formation linguistique, programme, 7:14-5

Marine Atlantique—Suite**Francophones**

- Programme d'embauche, 7:7-9
- Représentation, 7:5, 12, 16, 19, 30
- Tolérance, atmosphère, accès, 7:10-1
- Langue de travail, français, utilisation, 7:8, 29
- Langues officielles, Loi, mise en application
 - Changements, manque de volonté, 7:24-5, 30
 - Employés embauchés, nombre, 7:15-6
 - Priorités, suggestions, 7:29-30
 - Responsabilité, 7:11
 - Vérifications, 7:28
- Postes bilingues
 - À temps plein et à temps partiel, répartition, 7:7
 - Augmentation, 7:19
 - Négociations, répercussions, 7:17
- Public, service. *Voir plutôt sous le titre susmentionné*
 - Services bilingues
- Publicité, programme, 7:26-7
- Représentants, témoignages. *Voir Témoins*
- Services bilingues
 - Communications, difficultés, 7:10, 26
 - Difficultés, problèmes, etc., 7:4-5
 - Été seulement, 7:19-21
 - Examen, 7:5
 - Guichets de péage, 7:17-8
 - Plaintes, 7:11, 27
 - Plans d'action pour 1987, 7:6
 - Progrès, 7:5-6
 - Réseau téléphonique, 7:25-6
- Société de la Couronne, transformation, 7:4, 6
- Sondage, questionnaire, copie, 7:21-2
- Travailleurs, utilisation, touristes, provenance, statistiques, 7:12-3

McDonald, Patrick (Commissariat aux langues officielles)

- Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:29-31, 33

McGowan, William (Musées nationaux du Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 27:18, 28-30, 41

Médecins. Voir Service correctionnel Canada—Employés**Mayboom, Peter (ministère des Pêches et Océans)**

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 28:10-8, 20-4, 26-9

Ministère de l'Éducation du Québec. Voir Communications, ministère—Centre de recherche Laval, mandat**Ministères et organismes gouvernementaux**

- Fonctionnaires, responsabilités, accroissement, 1:65
- Fonctions administratives, intégration, évaluation, 12:19-20
- Fonds supplémentaires, demande, 20:29
- Imputabilité, responsabilité, etc., 20:32
- Langues officielles
 - Plans d'action, 11:40
 - Ententes, signatures, 20:23-4
 - Négociations, 20:21-2, 25
 - Rapports d'étape, 20:21, 24-5
 - Vérification par le Conseil du Trésor, 20:18-20
 - Responsable, identification dans l'annuaire téléphonique, 20:40-1

Ministères et organismes gouvernementaux—Suite

- Postes, exigences linguistiques, diminution, 12:11-2
- Publicité, lacunes, 12:24-5
 - Ministères, identification, 12:25-6
- Voir aussi* Justice, ministère—Règlements; Langues officielles, Loi—Application
- Minorités linguistiques, associations. Voir** Revenu national, ministère
- Moffat, M. Voir** Gendarmerie royale du Canada—Documents—Lettre
- Moncton, N.-B. Voir** Service canadien du renseignement de sécurité—Régions bilingues
- Montréal, Qué. Voir** Énergie, Mines et Ressources, ministère—Anglophones; Pêches et Océans, ministère—Représentation équitable
- Municipalités. Voir** Gendarmerie royale du Canada—Contractants
- Musées nationaux du Canada**
 - Agents de sécurité
 - Bilinguisme, 27:26-7, 29-30
 - Rôle, 27:30
 - Documents, complexité, 27:36-7
 - Financement, sources, 27:33
 - Formation linguistique, programme
 - Bilan, 27:27
 - Mise en oeuvre, 27:37
 - Francophones
 - Participation, 27:13-4
 - Pénurie aux échelons supérieurs, 27:40-1
 - Perception, 27:36
 - Voir aussi sous le titre susmentionné* Public, services
 - Langue de travail, 27:11-2, 16-7, 39
 - Langues officielles
 - Gestionnaires et agents de personnel, guide, ébauche, 27:12
 - Mise en place, 27:31
 - Politique, énoncé, 27:12-3
 - Priorité, 27:11
 - Progrès, 27:38
 - Protocoles d'entente, établissement, 27:12, 15-6
 - Remaniement organisationnel, répercussions, 27:10-1, 14
 - Responsables, 27:29-32
 - Vérification, importance, 27:33-4
 - Postes bilingues, 27:17-8
 - Niveaux
 - Augmentation, 27:34-5
 - Pourcentage, répartition, 27:31, 35
 - Public, services
 - Amélioration, 27:39
 - Francophones, attitude, 27:26
 - Publications, distribution, 27:18-20
 - Visiteurs, nombre, 27:18
 - Publications
 - Coûts, écart entre les versions anglaises et françaises, 27:23-5, 38-9
 - Qualité des textes français, 27:20-3
 - Voir aussi sous le titre susmentionné* Public, services
 - Recrutement, universités, recours, 27:27-8
 - Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

- Musées nationaux du Canada—Suite**
 Représentation équitable, 27:11, 34
 Structures, modifications, 27:32
 Traduction, services, faiblesses, 27:25-6
- Nadon, Jean-Claude** (Commissariat aux langues officielles)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 12:12-3, 17-8, 25-6
 Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:34
- Nault, André** (Service canadien du renseignement de sécurité)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:32; 19:34
- Négociations collectives.** Voir Bilinguisme—Prime
- Nouveau-Brunswick.** Voir Communications, ministère; Petro-Canada—Affichage bilingue; Service correctionnel Canada—Francophones
- OCO (Olympique Calgary Olympic).** Voir Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.
- Ontario.** Voir Expansion industrielle régionale, ministère—Employés; Pénitenciers—Détenus; Service correctionnel Canada—Employés—Anglophones et francophones, ventilation; VIA Rail—Employés bilingues
- Ordre Monseigneur Taché.** Voir Collège de Saint-Boniface, Manitoba
- Ordres de renvoi**
 Comité
 Composition, 1:3-4
 Quorum, fixation, 1:5
 Séances, tenue, 1:3-4
 Crédits 1987-1988
 Conseil privé, budget principal, 14:3-4
 Rapport annuel 1985
 Commissaire aux langues officielles, 1:5; 2:3
 Rapport annuel 1986
 Commissaire aux langues officielles, 12:3-4
 Rapport annuel 1987
 Commissaire aux langues officielles, 30:4-5
- Ottawa, Ont.** Voir Gendarmerie royale du Canada—Formation linguistique, programme
- Ouest canadien.** Voir Consommation et Corporations, ministère—Postes, répartition Gendarmerie royale du Canada—EBS; Pêches et Océans, ministère; Radio-Canada—Émissions françaises; Revenu national, ministère—Public, services; VIA Rail—Employés bilingues
- Parcs nationaux**
 Affichage bilingue, 25:20-1
 Provinces, position, 25:9-10
 Québec, refus, 25:19-20
 Bilinguisme, amélioration, 25:27-8
 Directeurs, profil, 25:9
 Employés, compétence linguistique, 25:14
 Grand Pré, directeur, acadien, nomination, 25:12-3
 Parcs acadiens, directeur, francophone, absence, 25:7-8
 Signalisation routière, 25:14-5
 Visiteurs, services, demandes, langue, identification, 25:10-1
- Paris, France.** Voir Service canadien du renseignement de sécurité—Agent de liaison, poste
- Parry, John** (NPD—Kenora—Rainy River)
 Air Canada, 15:16-8
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 15:16-8; 24:38-9
 Jeux olympiques d'hiver, 24:38-9
 Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 24:39
- Patry, Réjean** (ministère de la Justice)
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 10:28
- Pêches et Océans, ministère**
 Amélioration, 28:34
 Bilinguisme
 Niveaux, distinction, 28:27-8
 Prime, contrôle, 28:25-6
 Bourses, programme, établissement, 28:16
 Correspondance, traduction, 28:25-6
 Formation linguistique, programme, résultats, statistiques, 28:30-1
 Institut Maurice Lamontagne
 Visite, invitation, 28:24
 Voir aussi sous le titre susmentionné Représentation équitable
 Langue de travail, 28:13, 23-6, 33-4
 Objectifs, 28:14
 Ouest canadien, lacunes, 28:15-20
 Public, services, 28:13-4, 21-2, 33
 Vérifications, responsabilité, 28:22-3
 Recrutement
 Nombre, source, etc., 28:19
 Voir aussi sous le titre susmentionné Universités
 Réorganisation, répercussions, 28:10-2
 Représentants, témoignages. Voir Témoins
 Représentation équitable, 28:12-3, 31-2, 34
 Institut Maurice Lamontagne, répercussion, 28:20-1
 Montréal, Qué., situation, 28:24, 26
 Québec, situation, 28:35
 Relations internationales, 28:32-3
 Universités, recrutement, mécanisme, 28:17-8
 Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.
- Pénitenciers**
 Affichage bilingue, 5:14-5
 Agents de liaison, rôle, 8:33-4
 Atlantique, région, situation, 8:19-20
 Coordonnateurs, rôle, 8:12-3, 19, 21-2
 Détenus
 Audiences disciplinaires
 Présidents, nominations, 5:16; 8:7-8, 10, 31-3
 Services, situation, 5:15-6, 22-3
 Bilingues et unilingues, pourcentage, 5:28
 Clubs de français, programme, 8:34-6
 Droits linguistiques, 5:27
 Éducation, programmes, 5:12-4, 28
 Collège de Saint-Boniface, Manitoba, collaboration, 5:28
 Formation, services, 8:42
 Francophones
 De l'Ontario, incarcération, lieu, 5:18-9
 Hors Québec, traitement, 23:46-7
 Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers

Pénitenciers—Suite**Détenus—Suite****Ontario**

Anglophones et francophones, ventilation, 8:7, 31

Voir aussi sous le titre susmentionné Détenus—

Francophones—De

Plaintes, 5:32

Québec

Anglophones et francophones, ventilation, 5:10-1

Voir aussi sous le titre susmentionné Détenus—

Francophones—Hors

Québécois dans un établissement de la Saskatchewan, programmes français, établissement, 5:23

Sort, 23:17

Transferts

Frontières provinciales, politique, 8:17-8

Par ordonnance, 5:12-3

Politique, 8:16-7

Pour raisons linguistiques, 5:27-8

Unilingues, programme d'immersion

Demande, 5:29

Établissement, 5:28-9; 23:17-8

Employés. *Voir plutôt* Service correctionnel Canada—

Employés

Ententes fédérales-provinciales

Commissaire aux langues officielles, autorité, 8:37-8

Droits linguistiques, respect, 8:36-7

Langues officielles, Loi, inclusion, 8:37-8

Modifications, 8:37-8

Institut Pinel, Qué.

Psychiatres, nombre, 8:15

Services psychiatriques, contrat, négociation, 8:28-9

Institution de Brockville, Ont., services psychiatriques, demande, 8:28-9

Prairies, région

Améliorations, engagements, 8:11-2

Langues officielles, Loi, application, responsable, 8:13

Responsable, 5:22

Services bilingues, accès, 8:25-6

Situation, 8:6-7

Structure, 8:12-3

Prison des femmes, Kingston, Ont.

Et l'institut pour les hommes, services, comparaison, 8:30-1

Services généraux, 8:30

Situation, améliorations, 8:22-4; 23:38-9

Renous, N.-B., bilinguisme, objectifs, 5:9

Services bilingues

Cas, gestion, équipe, formation, 5:36-7

Description, 8:38-9

Formation, 5:7-8

Kingston, Ont., 5:19-20; 8:4-7

Plainte, 5:37

Privatisation, ententes, 5:6, 22, 33-6

Psychiatres, pénurie, 5:24-6; 8:14-5, 20, 28-30

Psychologues, accès, 5:25-6

Renseignements, 5:33

Santé, 5:7-9, 24; 23:45-6

Voir aussi sous le titre susmentionné Prairies, région

Voir aussi Comité

Perron, Jean-Claude (Service correctionnel Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 8:14-5, 17-8, 22-3, 29-30

Petro-Canada

Affichage bilingue, 9:37

Calgary, Alb., siège social, région, 9:11-4, 23-6

Nouveau-Brunswick, 9:24-5

Québec, province, 9:11-2

Transcanadienne, 9:12

Antécédents, 9:5

Bilinguisme

Coûts, 9:30-1

Répercussions, 9:19, 21

Institutions et universités françaises, financement, campagnes, 9:36

Langue de travail, 9:7-8, 38

Langues officielles, Loi, application

Coopération, 9:39

Données, 9:21-2

Objectifs, calendrier, 9:20-1, 38

Organisation, mise sur pied, 9:7

Progrès, 9:6

Projet-pilote, 9:22

Respect, 9:14, 36-7

Plaintes, traitement, 9:10

Privatisation, 9:32-3, 38-9

Obligations linguistiques, suggestions, 9:33-4

Public, service, modifications, 9:7, 37-8

Publicité, campagne, courses de luges au Québec, 9:15

Raison sociale, francisation, 9:10, 12, 31-5

Rapport annuel 1986, allusion, 9:16-8

Recrutement

Mérite, évaluation, 9:27

Université de Saint-Boniface, Man., 9:35-6

Réidentification, programme, mise en oeuvre, 9:6

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Représentation équitable, 9:8-9

Services bilingues

Siège social, Calgary, Alb., 9:15-6

Stations-services, 9:12-3

Siège social

Francophones, représentation, 9:27-30

Voir aussi sous le titre susmentionné Affichage bilingue—

Calgary, Alb. et Services bilingues

Zénith, numéro de téléphone, accès, 9:12-3

Voir aussi Langues officielles, Loi—Modifications

Phelps, Jim (Service correctionnel Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 8:6-7, 11-3, 25-6, 33-5, 40

Pilon, Marcel (ministère du Revenu national)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 26:14-5

Pinder, Gordon (Service correctionnel Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 8:16-7, 23-4, 30-1, 36-8, 40-1

Plamondon, Louis (PC—Richelieu)

Commissaire aux langues officielles

Rapport annuel 1985, étude, 1:50; 2:9, 13-7, 39; 4:12-5, 32-4; 8:8-10

Plamondon, Louis—Suite

Commissaire aux langues officielles—*Suite*
 Rapport annuel 1986, étude, 17:31-2; 18:13-5
 Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:50
 Gendarmerie royale du Canada, 2:9, 13-7, 39; 4:12-5, 32-4
 Service canadien du renseignement de sécurité, 17:31-2
 Service correctionnel Canada, 8:8-10
 VIA Rail, 18:13-5

Pluies acides. Voir Environnement, ministère

Prairies, région. Voir Pénitenciers

Premier ministre. Voir Solliciteur général du Canada—
 Organismes, langues officielles, politique—Lettre

Président (décisions et déclarations)

Air Canada, 50^e anniversaire, 15:9
 Collège de Saint-Boniface, Manitoba, Ordre Monseigneur
 Taché, membre, Guay, J.-P., sénateur, nomination,
 félicitations, 22:13

Comité

Civilité, respect, 6:18
 Documents, 2:7; 4:5, 8; 5:35; 9:18; 17:6-10, 27; 19:52; 24:27-8
 Francophonie manitobaine, États généraux, projet,
 participation, 22:32-4

Membres

Robichaud, hon. Louis-J., épouse, décès, lettre de
 condoléances, 2:33
 Temps de parole et ordre d'intervention, 2:40; 4:8-9;
 17:36-7, 39-40; 18:20-1; 19:40-1; 22:25; 24:39-40;
 30:13-4

Ministre, comparution, secrétaire d'État du Canada,
 30:12-3

Pénitenciers, visite, possibilité, 5:34

Question, pertinence, 23:16-7

Quorum, 20:4-5

Séances, 6:5; 11:40; 14:13-5; 15:4; 25:28; 30:25-6

Témoins, 5:31, 34; 17:36, 52-4; 19:6, 28, 42-5; 21:38-9; 25:28;
 28:29; 30:46

Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., télédiffusion,
 retransmission dans les deux langues officielles, entente,
 négociations, signature, etc., confusion, 27:7-9

Langue minoritaire, éducation, Sous-comité, création, 3:13-4

Procédure et Règlement**Documents**

De la GRC ayant été exigés par le Comité, conformité
 avec le Règlement, 3:14-5

Distribution dans les deux langues officielles, 17:19

Rapports, réponse du gouvernement ayant été demandée
 par le Comité, délai prévu, 3:9-10

Réponses écrites, demande, 19:6, 27

Service canadien du renseignement de sécurité

Plaintes, lettre signée par dix-huit agents secrets, remise
 officielle au directeur garantissant l'immunité, 17:30

Représentants, assermentation, 17:17-8

Prison des femmes. Voir Pénitenciers

Procédure et Règlement

Comité, questions relatives à l'organisation et au
 fonctionnement. Voir *plutôt* Comité

Documents

De la GRC ayant été exigés par le Comité, 3:14-5

Distribution dans les deux langues officielles, 17:18-9

Procédure et Règlement—Suite**Documents—Suite**

Pouvant être exigés par le Comité, 18:41

Exécutif, élection, 24:25

Motion, présentation ne pouvant être faite par le président,
 14:9

Rapports, réponse du gouvernement ayant été demandée par
 le Comité, délai prévu, 3:8-11

Réponses écrites, demande, 19:5-6, 26-7

Témoins, assermentation, 17:16

Procès-verbaux et témoignages

Erratum, 18:2; 27:3; 29:2; 30:3

Impression, 1:24-8

Produits de consommation. Voir Accord du Lac Meech

Provinces. Voir Bilinguisme—Développement;

Communications, ministère—Employés—Profil;
 Éducation—Langues officielles, enseignement de la
 minorité—Garantie; Gendarmerie royale du Canada—
 Contractants; Gouvernement—Et; Justice, ministère—
Common Law, francisation, programme—Barreaux; Parcs
 nationaux—Affichage bilingue; Tribunaux—Procès, langue

Prud'homme, Marcel (L—Saint-Denis)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986,
 17:44, 47, 55, 58

Psychiatres. Voir Pénitenciers—Institut Pinel, Qué. et Services
 bilingues; Service correctionnel Canada—Employés—
 Médecins

Psychologues. Voir Pénitenciers—Services bilingues; Service
 canadien du renseignement de sécurité—Recrutement

Québec**Anglophones**

Aide financière, répercussions sur la survie du français,
 30:33-4

Et francophones hors Québec, différences, 30:34-5

Rencontre avec le secrétaire d'État du Canada, 30:33

Avocats, surplus, 10:17

Cartes. Voir *plutôt* Énergie, Mines et Ressources, ministère—
 Cartes du Québec

Loi 101. Voir Éducation—Langues officielles, enseignement
 de la minorité; Langues officielles, Loi C-72, dispositions

Ministère de l'Éducation. Voir Communications, ministère—
 Centre de recherche Laval, mandat

Voir aussi les sujets particuliers

Rabinovitch, Victor (ministère des Pêches et Océans)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986,
 étude, 28:31-3

Radio-Canada

Émissions françaises dans l'Ouest canadien, appréciation,
 24:57-8

Représentant, témoignage. Voir Témoins

Services, accès, francophones hors Québec, pourcentage,
 24:31

Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation,
 etc.; Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—
 Télédiffusion; Service canadien du renseignement de
 sécurité—Plaintes

Radio communautaire

Réseau francophone, mise sur pied, étude, 3:36-7

- Radiotélédiffusion.** Voir Manitoba—Francophones
- Rainboth, Peter L.** (Commissariat aux langues officielles)
Commissaire aux langues officielles
Rapport annuel 1985, étude, 6:34-6
Rapport annuel 1986, étude, 13:38-40; 25:27-8; 28:33-5
- Ranger, Jacques** (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:46-7, 50-2, 59, 62
- Rapport Haig-Brown.** Voir Service canadien du renseignement de sécurité—Fonctionnement
- Rapports aux deux Chambres**
Premier (quorum, fixation), 1:6-7, 33
Deuxième (Conseil privé, budget principal 1987-1988), 16:3
Troisième (Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude), 22:3-8
Quatrième (Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude), 24:3-18
Cinquième (Télédiffusion en français des jeux olympiques d'hiver à Calgary sur tout le territoire canadien), 28:3
- Regina, Sask.** Voir Gendarmerie royale du Canada—Recrues—Centre de formation
- Règlement et procédure, comité**
Rapport, premier, présentation, 1:3
- Relations fédérales-provinciales**
Ministre responsable, consultations avec le Conseil du Trésor, 20:30-1
Voir aussi Langues officielles—Politiques, examen
- Renous, N.-B.** Voir Pénitenciers
- Réseau de télévision TVA**
Représentant, témoignage. Voir Témoins
Services, accès, francophones hors Québec, pourcentage, 24:31
Voir aussi Jeux olympiques d'hiver—Diffusion antérieure
- Revenu national, ministère**
Avis, guides, etc., erreurs, corrections, 26:28-9
Bilinguisme, prime, controverses, 26:16
Cours de formation, participation, 26:12-3
Développement, plan, 26:13-4
Documentation, information, etc., langage, modifications, 26:17-8, 31
Embauche, prévisions, 26:8-9, 27-8
Formation linguistique, programme, 26:7
Budget, 26:15
Description, 26:14-5
Réussite, taux, 26:14-5, 19, 28
Langue de travail, 26:7, 29-31
Français, promotion, 26:26-7
Langues officielles, plan de travail, échancier, 26:24-6
Mandat, ampleur, 26:5-6
Minorités linguistiques, associations
Consultations, 26:21-2
Liste, 26:11
Public, services, 26:6, 29-31
Francophones, langue maternelle, non utilisation, statistiques, 26:26
Langue minoritaire, utilisation, encouragements, 26:9-11
- Revenu national, ministère—Suite**
Public, services—Suite
Manitoba, situation, 26:18-21
Ouest canadien, situation, 26:23
Québec, situation, 26:23-4
Statistiques, 26:13
Représentants, témoignages. Voir Témoins
Représentation équitable, 26:6, 30-2
Cadres supérieurs, changements, 26:11-2
Déséquilibre, lacunes, etc., modifications, 26:7-8, 24
Québec, situation, 26:22-3
St-Hubert, Qué., bureau, déplacement, 26:14
- Robichaud, hon. Louis-J., sénateur** (L—L'Acadie-Acadia)
Accord du Lac Meech, 22:28
Air Canada, 15:18, 24-6
Comité, 22:25
Commissaire aux langues officielles
Rapport annuel 1985, étude, 5:29-30; 6:26-9, 33
Rapport annuel 1986, étude, 13:8, 29-31; 15:18, 24-6; 21:19; 22:25-8; 25:12-4
Défense nationale, ministère, 21:19
Fonction publique, 13:8, 29-30
Manitoba, 22:25-7
Parcs nationaux, 25:12-3
Pénitenciers, 5:29
Service correctionnel Canada, 5:29-30
Société canadienne des postes, 6:26-8
Voir aussi Comité—Membres
- Robinson, Svend J.** (NPD—Burnaby)
Comité, 17:7-8, 10, 18, 36, 38, 40, 51-3; 19:14, 40, 42, 44; 23:16
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 17:7-8, 10, 15-6, 18, 27-30, 36, 38, 40, 46, 50-4; 19:5-6, 13-4, 21-6, 40, 42, 44, 46-9, 51; 23:16, 18-22, 40-2
Gendarmerie royale du Canada, 23:20
Procédure et Règlement, 19:5-6, 26
Service canadien du renseignement de sécurité, 17:15-7, 27-30, 50-1; 19:22-6, 40, 47-8, 51; 23:18-22, 40-2
- Roblin, Duff, sénateur**
Allusion, 22:24
- Rousseau, hon. Yvette, sénatrice** (L—De Salaberry)
Comité, 24:27
Commissaire aux langues officielles
Rapport annuel 1985, étude, 1:46-7; 8:22-3
Rapport annuel 1986, étude, 16:33; 18:28-30; 24:27, 53-4; 25:19-20; 26:26-7
Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:46-7
Expansion industrielle régionale, ministère, 16:33
Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 24:53-4
Langues officielles, Loi, 16:33
Parcs nationaux, 25:19-20
Pénitenciers, 8:22-3
Revenu national, ministère, 26:26-7
VIA Rail, 18:28-30
- Rutherford, Douglas** (ministère de la Justice)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 10:15-6, 23-4

- St-Aubin, Arthur** (Commission de la fonction publique)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986,
étude, 13:17, 20, 23, 31-2
- St-Hubert, Qué.** Voir Revenu national, ministère
- Sainte-Marie, Geneviève** (ministère de l'Environnement)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986,
étude, 25:4-11, 13-28
- Saskatchewan.** Voir Éducation—Langues officielles,
enseignement de la minorité; Pénitenciers—Détenus—
Québécois
- Scott, Cliff** (Service correctionnel Canada)
Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985,
étude, 5:22, 24
- SCRS.** Voir Service canadien du renseignement de sécurité
- Séance d'organisation.** Voir Comité
- Secrétaire d'État du Canada**
Témoignage. Voir Témoins
Voir aussi Comité—Ministre, comparution; Québec—
Anglophones, rencontre
- Secrétariat d'État**
Langues officielles, enseignement et promotion, programmes,
enrichissement, 30:15-6
- Sénat**
Langues officielles, Loi, application, 12:35-6
- Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)**
Action positive, programmes, nécessité, 19:48
Agent de liaison, poste à Paris, anglophone unilingue, 17:34-5
Agents secrets ayant signé la lettre
Directeur, rencontre, 17:50; 19:12-3, 19-21
Voir aussi sous le titre susmentionné Plaintes—Lettre
signée
Atkey, comité. Voir plutôt sous le titre susmentionné
Comité de révision
Avis de concours, modifications, 17:31-2
Bilinguisme, prime, 19:12; 23:19-20, 35-6
Camp Borden. Voir plutôt sous le titre susmentionné Centre
de formation
Centre de formation unilingue, établissement, 17:28-9; 19:12
Cours, langue, 17:51
Déménagement, 19:18-9, 49
Recrues, répartition, 17:29
Comité de révision, rapport spécial Pierre Gagnon,
publication, 19:14-7; 23:8
Accès, 19:51
Directeur, réaction, 23:33-4
Recommandations, 23:18-9, 40-2
Conférences, réunions, etc., traduction simultanée,
utilisation, 17:33
Création, langues officielles, priorité, 19:39
Députés, services, employés, répercussions, 17:26-7
Directeur
Compétence, 23:24, 41
Nomination, durée, 19:49
Rencontres avec le ministre
Directives écrites du ministre, 19:41-2; 23:13-5, 32-3
Fréquence, 19:38
Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers
- Service canadien du renseignement de...—Suite**
Documents
Dépôt devant le Comité, 17:49
Émission en français, 23:34
Dotation impérative, utilisation, 17:44-5
Employés bilingues
Administration centrale, 17:42; 19:8
Niveaux, répartition, 19:34-5
Compétence linguistique, évaluation, 19:23
Définition, 17:35
Voir aussi sous le titre susmentionné Postes bilingues
Fonctionnement, Haig-Brown, rapport, répercussions, 17:26
Formation linguistique, 17:42; 19:8
Francophones
Pourcentage, 17:21-2, 30, 35
Promotion, raisons, 17:48
Répartition, 17:40
Francs-maçons, réseau, 23:20-2, 42
Informations, accès, 19:33
Langue de travail, 17:22
Administration centrale, 17:40-2
Québec, 17:22-3
Utilisation, enquête, 12:12-3
Langue française, incompréhension, répercussions, 19:48
Langues officielles, programme
Difficultés, lacunes, etc., 17:11, 27-8, 58-60; 23:6-8
Bureaux régionaux, 17:29
Et efficacité opérationnelle, conciliation, 25:23-4
Historique, 19:28-33
Mise en oeuvre, 17:11-2; 23:23, 25-6
Détermination, 19:13, 49-50
Plan, 17:54-5; 19:35-6
Respect, 19:46-7
Retard, raisons, 17:32-3, 45-7
Priorités, 17:43, 60-1; 19:50-1
Réalizations, 19:10-1
Voir aussi sous le titre susmentionné Création
Mandat dans d'autres pays, élargissement, 23:43-5
Membres
Mutation de la GRC, 19:17-8
Nombre, inaccessibilité, 17:48-9
Québec, moral, situation, 19:47
Plaintes
Appel, processus, 17:14, 19:36-7
Lettre signée par dix-huit agents secrets, 17:5-6
Remise officielle au directeur garantissant l'immunité,
17:30, 47-50, 56-8; 19:25-6, 50
Nombre, 17:11, 23-6, 30, 35; 19:8-10, 18
Radio-Canada, Normand Lester, reportage, allusions, 17:5,
12-4, 19-20, 49
Voir aussi sous le titre susmentionné Recrutement—Tests,
utilisation
Plans de travail unilingues, 17:29-30, 43-4; 19:11-2
Responsable, identification, 17:50-1
Postes bilingues
Atlantique, région, 19:35
Chefs de section, 19:22-4, 47
Employés bilingues, 19:33-4, 48
Niveaux, 17:31; 19:12
Nombre, 19:48-9
Profil linguistique, 19:47

Service canadien de renseignement de...—Suite

Public, services

Politique, mise en place, 17:20-1

Toronto, Ont. et Winnipeg, Man., 19:39-40

Recrutement

Extérieur, 17:58

Progrès, 19:8

Psychologue français, 19:21

Tests, utilisation, plaintes, 23:42

Régions bilingues, Moncton, N.-B., 17:58

Représentants

Assermentation, m. (Jourdenais, F.), 17:15-7, rejetée, 18

Témoignages. *Voir* Témoins

Représentation équitable, 17:42-3

Salaires, catégories, tableau, 17:55-6

Situation, description, 19:6-8

Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.; Votes en Comité**Service correctionnel Canada**

Administration centrale

Francophones, diminution, 5:8; 8:18-9, 40-2

Langue de travail, 5:17-8, 31

Postes bilingues, nombre, 5:31-2

Réorganisation, répercussions, 5:6-8

Anglophones et francophones

Représentation équitable, 5:5-6, 39

Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers

Bilinguisme

Améliorations, 8:8-10

Avancement, critère, 8:9-10

Prime, accès, 5:7-9

Employés, nombre, 5:16-7

Conseil du Trésor, relations, 5:8-9

Décentralisation, répercussions, 8:40-1

Employés

Anglophones et francophones, ventilation, 5:11

Ontario, 5:18; 8:7

Médecins, psychiatres, déplacement, possibilité, 8:24-5

Mobilité, principe, 5:26-7; 8:15-6

Voir aussi sous le titre susmentionné Bilinguisme—Prime, accès et Postes bilingues

Francophones

Nouveau-Brunswick, augmentation, 5:9-10

Voir aussi sous le titre susmentionné les sujets particuliers

Langue de travail, 5:5, 8:42-3

Voir aussi sous le titre susmentionné Administration centrale

Langues officielles, programme

Engagement, évaluation, 8:44

Examen, 23:9

Modifications, 5:26

Priorités, 5:39; 8:44-6

Problèmes, 5:38-9

Progrès, 5:29-30, 38

Renseignements, 5:23, 34

Responsable, 5:30

Postes bilingues

Employés, répartition, 5:17

Voir aussi sous le titre susmentionné Administration centrale**Service correctionnel Canada—Suite**

Recrutement

Local, nombre, 5:20-1

Personnes bilingues, encouragement, 8:9, 20-1, 26-8, 43

Université de Saint-Boniface, Man., communications, 5:21

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Services bilingues

Brochure, exemplaires, accès, 5:34

Essentiels, amélioration, 5:6

Normes, 5:4-5

Public, difficultés, 5:21-2

Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.; Langues officielles, Loi—Révision**Simard, hon. Jean-Maurice, sénateur (PC—Edmundston; vice-coprésident)**

Air Canada, 15:20-4, 28-30

Comité, 4:8-9; 6:5; 17:8-10, 36, 38-40, 53; 18:20-1; 19:26-7, 40, 43-4; 23:17

Séance d'organisation, 1:24, 26, 29, 34

Commissaire aux langues officielles

Rapport annuel 1985, étude, 1:54-6, 60-1; 2:21-4, 32, 37-8; 3:34-7, 42-4; 4:8-9, 18-22, 38-9, 43-5; 5:7-10; 6:5, 14; 8:18-21, 41-3; 9:17-21, 27-31, 33-5

Rapport annuel 1986, étude, 15:20-4, 26, 28-30; 16:19-23, 35-6; 17:8-10, 21, 23, 34, 36, 38-43, 50, 53-8; 18:20-4; 19:27-8, 33-6, 40, 43-4, 48; 23:17, 22-6, 46-7

Communications, ministère, 3:34-7, 42-4

Élection à titre de vice-coprésident, 1:14

Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:54-6, 61

Expansion industrielle régionale, ministère, 16:22-3, 35-6

Gendarmerie royale du Canada, 2:21-4, 32, 37-8; 4:18-22, 38-9, 43-5; 23:24

Langues officielles, Loi, 8:19; 16:20-2

Le Devoir, journal, 16:20

Pénitenciers, 5:7; 8:19, 21, 42; 23:46-7

Petro-Canada, 9:17-21, 27-31, 33-5

Radio communautaire, 3:36

Service canadien de renseignement de sécurité, 17:40-3, 50, 55-8; 19:33-6, 48; 23:23-6

Service correctionnel Canada, 5:7-10; 8:18-21, 41-3

Solliciteur général du Canada, 23:24

VIA Rail, 18:21-4

Simmonds, Robert (Gendarmerie royale du Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 2:6-40; 4:4-10, 12-8, 20, 22-4, 26-30, 35-43

Skelly, Ray (NPD—Comox—Powell River)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 2:28-9

Gendarmerie royale du Canada, 2:28-9

Société canadienne des postes

Affichage

Anomalies, 6:13

Renouveau, 6:17-8

Bilinguisme

Amélioration, recommandations, 6:17

Niveaux, rehaussement, 6:33

Prime, maintien, 6:33-4

Priorité, 6:36

Retard, explication, 6:26-8

Société canadienne des postes—SuiteBilinguisme—*Suite*

Voir aussi sous le titre susmentionné Conventions collectives et Public, service

Bureaux de poste auxiliaires, exigences linguistiques, 6:21-2

Conventions collectives, bilinguisme, place, 6:15-6

Dotation impérative, utilisation, 6:32

Employés

Embauche, 6:22-4

Évaluation

De rendement, 6:25-6

Programme, 6:32-4

Taux de roulement, 6:13-4

Groupes linguistiques, représentation

Équilibre, redressement, 6:35

Faiblesses, 6:14-5

Limites, 6:9

Langue de travail, 6:15

Administration centrale, amélioration, 6:11, 13, 35

Capacité bilingue, augmentation, 6:8-9

Langues officielles, programme

Amélioration, suggestions, 6:34-5

Évaluation, 6:7-8

Gestion, 6:9-10

Postes bilingues

Désignation, 6:19

Nombres, 6:31-2

Normes, application, 6:19-20

Public, service

Amélioration, suggestions, 6:35

Bilinguisme, critères, 6:12

Capitales provinciales, lacunes, 6:12-3

Envergure, 6:8

Localités, nombre, 6:12

Préférences linguistiques, identification, 6:24-5, 30

Réseau téléphonique, 6:24-5, 30-1

Service au comptoir, 6:11-2

Winnipeg, Man., situation, 6:18-9, 29

Québec

Divisions, description, 6:19

Loi 101, dispositions, respect, 6:20-1

Réorganisation, 6:6-7

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Témoins, réponses, 6:31

Société franco-manitobaine

Appréciation, 22:23-4

Historique, 22:17-8

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Voir aussi Comité

Société Radio-Canada. *Voir* plutôt Radio-Canada**Sociétés de la Couronne**

Comité consultatif

Et comité consultatif de sous-ministres adjoints, réunions, 20:29

Existence, 20:29

Privatisation, services bilingues, continuation, 20:33-4

Gouvernement, contrôle, 20:40

Voir aussi Marine Atlantique

Solliciteur général du Canada

Conseil du Trésor

Consultations, 23:24

Voir aussi sous le titre susmentionné Organismes, langues officielles, politique—Plan

Organismes, langues officielles, politique, 23:5-6, 10

Employés, formation, mesures, 23:29

Lettre adressée au premier ministre le 5 mai 1987 par J.-R. Gauthier, réponse, 23:43

Plan soumis au Conseil du Trésor, 23:36-8

Priorités, 23:48-9

Recrutement, critères, 23:30

Relations employeurs-employés, 23:26-8

Responsable, nomination, 23:39-40

Secrétariat du ministère, langues officielles, normes, respect, 23:10

Témoignage. *Voir* Témoins

Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.; Votes en Comité

Sous-comité du programme et de la procédure. *Voir* Comité

Spring, W. (Gendarmerie royale du Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 2:39

Statuts révisés du Canada

Édition future, améliorations, 10:26

Syndicats. *Voir* VIA Rail**Taschereau, Alexandre (ministère de la Justice)**

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 10:31-2

Technologie

Logiciel d'ordinateur

Données, renseignements, etc., accès, 20:38-9

Obstacle à l'utilisation du français, 20:31-2

Télédiffusion. *Voir* Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.

Télidon

Programme, mise à jour, 3:39-40

Témoins

Air Canada, 15:4-9, 11-30, 35-6

Bureau des jeux olympiques d'hiver 1988, 11:4-8, 13-6, 18-9, 26-33, 45; 24:28, 32-3, 35-6, 42-3, 48-9, 52-5, 59, 61-2

Centre national du sport et de la récréation, 11:36-7

Commissaire aux langues officielles, 1:63-5; 2:41-3; 3:5-7, 11-2, 44-5; 4:45-7; 5:37-9; 7:28-30; 8:44-6; 9:36-9; 10:37-9; 11:41, 43-5; 12:6-19, 21-35; 14:10-3, 15-39, 41-2; 15:32-5; 16:38-40; 17:58-61; 18:43-7; 19:49-51; 20:42-7; 21:39-42; 23:47-9; 26:29-32; 27:37-41; 28:7-9; 29:37-9

Commissariat aux langues officielles, 6:34-6; 12:12-3, 16-8, 20, 25-6, 30-1; 13:38-40; 14:27, 29-31, 33-4, 39; 25:27-8; 28:33-5

Commission de la fonction publique, 13:6-33, 35-6, 38, 40

Communications, ministère, 3:16-43, 46

Condition physique et Sport amateur, ministère d'État, 11:8-13, 16-7, 20-6, 33-40, 45

Conseil du Trésor, 20:5-15, 17-42, 47-8

Consommation et Corporations, ministère, 29:4-37, 40

Défense nationale, ministère, 21:5-39

Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:36-62, 66

Environnement, ministère, 25:4-28

Témoins—Suite

- Expansion industrielle régionale, ministère, 16:5-24, 26-34, 36-8, 40
 Gendarmerie royale du Canada, 2:6-40; 4:4-18, 20-45
 Justice, ministère, 10:5-37
 Marine Atlantique, 7:4-27, 30
 Musées nationaux du Canada, 27:10-35, 37, 41
 Pêches et Océans, ministère, 28:10-33, 35
 Petro-Canada, 9:5-11, 13-8, 20-36
 Radio-Canada, 24:29-43, 45-7, 50-2, 55, 57, 59-61
 Réseau de télévision TVA, 24:30-2, 36-8, 41-2, 44-5, 56, 60
 Revenu national, ministère, 26:4-17, 19-29, 31-2
 Secrétaire d'État du Canada, 30:15-25, 27-37, 39-41, 43-9
 Service canadien du renseignement de sécurité, 17:10-5, 20-35, 40-51, 53-8; 19:6-26, 28-42, 46-9, 51
 Service correctionnel Canada, 5:4-37; 8:4-38, 40-3
 Société canadienne des postes, 6:6-28, 30-4
 Société franco-manitobaine, 22:10-23, 26-31, 34
 Solliciteur général du Canada, 23:5-22, 25-47
 VIA Rail, 18:5-43, 47-8

Tennant, J.C. (Air Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 15:13, 18-9, 22

Thacker, Blaine A. (PC—Lethbridge—Foothills)

- Comité, séance d'organisation, 1:13, 22
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:48-9
 Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:48-9

The Gazette. Voir Gendarmerie royale du Canada**Thérien, Marc (Commissariat aux langues officielles)**

- Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:39

Thomson, Shirley L. (Musées nationaux du Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 27:30

Tingley, Rupert J. (Marine Atlantique)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 7:4-27, 30

Toronto, Ont. Voir Service canadien du renseignement de sécurité—Public, services**Trahan, Anne-Marie (ministère de la Justice)**

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 10:20-1, 25-6, 29-30, 33-4

Trains. Voir VIA Rail**Travaux du Comité**

- Calendrier, 24:26
 Commissaire aux langues officielles
 Rapport annuel 1986, étude, 12:6-36; 13:4-41; 15:4-36; 16:5-40; 17:5-61; 18:5-49; 19:5-52; 20:4-48; 21:5-43; 22:10-34; 23:4-49; 24:26-62; 25:4-28; 26:4-32; 27:6-45; 28:7-35; 29:4-40
 Rapport annuel 1987, étude, 30:10-49
 Conseil privé, budget principal 1987-1988, 14:8-42
 En vertu de l'art. 96(4) du Règlement
 Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:5, 35-66; 2:5-44; 3:5-47; 4:4-48; 5:4-40; 6:4-36; 7:4-31; 8:4-46; 9:4-39; 10:5-47; 11:4-46
 Planification, 1:33-4

Tremblay, hon. Arthur, sénateur (PC—Les Laurentides)

- Accord du Lac Meech, 22:30
 Air Canada, 15:14-6, 27-8
 Comité, 10:43-6; 22:32-3; 24:27-8
 Séance d'organisation, 1:13-4, 16, 18-9, 21-3, 27-34
 Commissaire aux langues officielles
 Rapport annuel 1985, étude, 2:8-9, 24-7; 3:8-10, 14-6, 31-4; 10:20-3, 33, 43-6
 Rapport annuel 1986, étude, 15:14-6, 27-8; 22:28-33; 24:27-8, 39-40, 44-7, 54-7, 61; 25:21
 Communications, ministère, 3:31-4
 Francophonie manitobaine, États généraux, projet, 22:28-30
 Gendarmerie royale du Canada, 2:8-9, 24-7
 Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 24:44-7, 54-6, 61
 Justice, ministère, 10:20-2, 33
 Langue minoritaire, éducation, Sous-comité, 3:15-6
 Langues officielles, Loi, 3:8-9
 Manitoba, 22:30-1
 Procédure et Règlement, 3:9-10
 Tribunaux, 10:23

Tremblay, Marcel R. (PC—Québec-Est)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 12:32-5; 18:34-5
 Libre-échange, 12:32-5
 VIA Rail, 18:34-5

Trépannier, France-Marie (Service correctionnel Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 5:10, 17, 24, 30, 34, 36; 8:20, 32, 41

Tribunaux

- Causes linguistiques, liste, accès, 12:27
 Procès, langue
 Droits et libertés, Charte, rôle, 10:23-4
 Progrès, 10:30, 34-5
 Provinces, application, 10:35

Trono, Arthur (Service correctionnel Canada)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 8:5, 8, 29, 31-3

Tsaï, Georges (Conseil du Trésor)

- Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 20:11-2, 14, 21-2, 24-5, 27, 29-31, 36, 39, 41

TVA. Voir Jeux olympiques d'hiver—Diffusion antérieure;

- Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb.—
 Télédiffusion—CTV; Réseau de télévision

TV-5

- Expansion, accès, coûts, etc., 30:31-3

TV Ontario

- Extension, 3:45-6
 Subvention fédérale, entente, absence, 3:21, 45-6

Université de Saint-Boniface, Man. Voir Consommation et

- Corporations, ministère—Recrutement; Petro-Canada—
 Recrutement; Service correctionnel Canada—Recrutement

Universités

- Université bilingue, définition, 21:20-1; 30:48

Universités—Suite

Voir aussi Communications, ministère; Énergie, Mines et Ressources, ministère; Fonction publique—Recrutement; Gendarmerie royale du Canada—Recrutement; Musées nationaux du Canada—Recrutement; Pêches et Océans, ministère; Petro-Canada—Institutions

Vance, lieutenant-général J.E. (ministère de la Défense nationale)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 21:32

Vastel, Michel. *Voir Le Devoir*, journal—Article

Veilleux, Gérard (Conseil du Trésor)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 20:5-15, 17-26, 28-42, 47-8

VIA Rail

Affichage, signalisation, etc., 18:42

Apprentis, formation, 18:18

Bilinguisme

Amélioration, 18:39-40

Définition, 18:40

Évaluation, 18:40

Lacunes, 18:44-5

Prime, 18:31-2

Progrès, 18:43-4

Voir aussi sous le titre susmentionné Trains, exploitation, services, contrats

CN et CP, employés, mutation, 18:26-8

Commissaire aux langues officielles, rapport spécial, allusions, 18:5-6

Conventions collectives

Dispositions linguistiques, absence, 18:10-2, 28-30

Échéancier, 18:34

Fraternité canadienne des cheminots, employés des transports et autres ouvriers, comité paritaire, rôle, 18:24-6

Nombre, 18:34, 38-9

Employés bilingues

Augmentation, 18:9-10

Embauche, 18:13, 19-20, 42-3

Identification, 18:34-5, 41-2

Mises à pied, 18:21-2

Ontario, pourcentage, 18:9

Ouest canadien, pourcentage, 18:16

Voir aussi sous le titre susmentionné Services—Téléphoniques, Winnipeg, Man.

Exploitation, services, contrats, 18:13-5

Formation, programme, 18:30

Langue de travail

Administration, 18:30

Répartition, 18:22-3

Langues officielles, programme

Création, 18:6-7

Objectifs, 18:6

Plan d'action, 18:7-8

Priorités, 18:46-7

Sécurité, répercussions, 18:8-9, 14, 45, 48

Plaintes, 18:36

Postes bilingues, désignation, 18:23-4

Régions à population francophone, identification, 18:40

VIA Rail—Suite

Représentants, témoignages. *Voir* Témoins

Services

Bilingues dépendant de la demande, 18:37

En français, augmentation, 18:23-4

Téléphoniques, Winnipeg, Man., gare, employés bilingues, absence, 18:15-6, 32-3

Syndicats, nombre, 18:34

Bilinguisme, clause, absence, 18:23

Employés, transfert, 18:17-9

Winnipeg, Man.

Ateliers, transfert, 18:16

Voir aussi sous le titre susmentionné Services—Téléphoniques

Voir aussi Comité—Témoins—Comparution, convocation, etc.; Langues officielles, Loi—Modifications

Votes en Comité

Service canadien du renseignement de sécurité, témoins, assermentation, m. (Jourdenais, F.) rejetée, 17:3

Solliciteur général du Canada, comparution, m. (Robinson, S.J.) adoptée, 19:3-4

Whitelaw, J. (Air Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1986, étude, 15:17

Whitham, K. (ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 1:47-8

Wilson, D.K. (Gendarmerie royale du Canada)

Commissaire aux langues officielles, rapport annuel 1985, étude, 4:35-6

Winnipeg, Man. *Voir* Service canadien du renseignement de sécurité—Public, services—Toronto, Ont.; Société canadienne des postes—Public, service; VIA Rail

Wood, hon. Dalia, sénatrice (L—Montarville; coprésidente)

Commissaire aux langues officielles

Rapport annuel 1985, étude, 1:43; 3:29-30; 4:37-8; 5:23; 6:22-3, 33-4; 7:27; 11:29

Rapport annuel 1986, étude, 13:7-8; 16:24, 29, 32; 18:40; 20:26, 41; 21:34; 23:21; 24:30, 47-8, 59; 26:11, 21-2, 27-8; 27:24-5, 31; 29:17, 19-20, 32-4, 37

Rapport annuel 1987, étude, 30:28-9, 44, 48-9

Communications, ministère, 3:29-30

Consommation et Corporations, ministère, 29:17, 19-20, 32-4, 37

Défense nationale, ministère, 21:34

Élection à titre de coprésidente, 1:13

Énergie, Mines et Ressources, ministère, 1:43

Expansion industrielle régionale, ministère, 16:29, 32

Fonction publique, 13:7-8; 20:26, 41

Gendarmerie royale du Canada, 4:37-8; 23:21

Jeux olympiques d'hiver 1988, Calgary, Alb., 24:30, 47-8, 59

Langues officielles, 30:28-9, 48-9

Langues officielles, Loi, 16:24; 18:40

Langues officielles, Loi C-72, dispositions, 30:44

Marine Atlantique, 7:27

Musées nationaux du Canada, 27:24-5

Revenu national, ministère, 26:11, 21-2, 27-8

Service correctionnel Canada, 5:23

